

**Bienfaisance et Révolution.**  
**L'imaginaire du don chez Isabelle de Charrière,**  
**Gabriel Sénac de Meilhan, Joseph Fiévée et Germaine de Staël**

par  
Geneviève Lafrance

Thèse de doctorat en cotutelle  
Département des littératures de langue française  
Faculté des arts et des sciences  
Université de Montréal  
École doctorale III : Littératures françaises et comparée  
Université Paris IV Sorbonne

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures et postdoctorales de l'Université de  
Montréal  
en vue de l'obtention du grade de Philosophiæ Doctor (Ph.D.)  
en littératures de langue française  
et à  
l'Université Paris IV Sorbonne en vue de l'obtention du grade de Docteur

Octobre 2007

© Geneviève Lafrance, 2007



PQ  
35  
U54  
2008  
v.006

## AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

## NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures et postdoctorales

et

École doctorale III : Littératures françaises et comparée  
Université Paris IV Sorbonne

Cette thèse intitulée

**Bienfaisance et Révolution.  
L’imaginaire du don chez Isabelle de Charrière,  
Gabriel Sénac de Meilhan, Joseph Fiévée et Germaine de Staël**

présentée et soutenue à l’Université de Montréal par

Geneviève Lafrance

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Président-rapporteur et membre du jury	Pierre Popovic (Université de Montréal)
Directeur de recherche	Benoît Melançon (Université de Montréal)
Directeur de recherche	Michel Delon (Université Paris IV Sorbonne)
Membre du jury	Pierre Frantz (Université Paris IV Sorbonne)
Examineur externe	Patrick Coleman (University of California, Los Angeles)



## RÉSUMÉ

«La bienfaisance est le bonheur de la vertu; il n'y en a point de plus assuré et de plus grand sur la terre.» Signée par Bernardin de Saint-Pierre un an avant la prise de la Bastille, cette profession de foi témoigne des idéaux d'une époque qui crut trouver dans la bienfaisance une véritable panacée. Gage de mérite et de félicité, tant individuelle que collective, cette volonté de faire du bien aux autres intégra le credo révolutionnaire, celui des politiques comme celui des hommes de lettres. Au lendemain de la Terreur, plusieurs romanciers laissèrent cependant poindre dans leurs œuvres l'idée selon laquelle la bienfaisance pouvait s'avérer une dangereuse pratique. Isabelle de Charrière, Sénac de Meilhan, Joseph Fiévée et Mme de Staël furent au nombre de ceux qui mirent au jour ses limites et ses écueils. Essentiellement consacrée à la lecture de cinq romans – *Trois femmes*, *L'Émigré*, *La Dot de Suzette*, *Delphine* et *Corinne* –, cette thèse analyse les enjeux de la bienfaisance quand elle est pensée en fonction des donataires, facilement menacés dans leur amour-propre par les secours qu'on leur prodigue. Après que la Révolution eut réduit une large part de la noblesse à vivre des bontés qu'on daignait avoir pour elle, les romanciers souhaitant raconter ses déboires durent imaginer des dons susceptibles de ne pas accuser la déchéance de personnages qui, sous l'Ancien Régime, affirmaient leur supériorité au moyen des largesses qu'ils répandaient. En faisant envisager les présents et les soins du point de vue de ceux qui les reçoivent, ils alimentèrent une réflexion qui déborda largement, en ces années, le cadre de leurs écrits : les rapports sur l'assistance publique commandés par l'Assemblée constituante,

les nouvelles lois sur les successions et sur les donations participèrent également d'une réévaluation des critères en fonction desquels apprécier la valeur des dons. Lus en contrepoint, ces textes éclairent les raisons pour lesquelles de nombreux héros post-thermidoriens donnèrent et reçurent abondamment, mais le plus souvent avec circonspection.

**Mots clés :** Littérature française • Révolution française • XVIII<sup>e</sup> siècle • XIX<sup>e</sup> siècle • Roman • Philanthropie • Legs • Dot • Sociocritique

## ABSTRACT

“Beneficence is the happiness of virtue. No other on earth is greater or more assured.” This credo, professed by Bernardin de Saint-Pierre a year before the storming of the Bastille, attests to the ideals of an era which considered beneficence a panacea. Assuring merit and happiness – both individual and collective – the desire to help others was later absorbed in the revolutionary ethos. In the aftermath of the Terror, however, a number of novelists betrayed in their works the sense that beneficence could prove to be a dangerous practice. Isabelle de Charrière, Sénac de Meilhan, Joseph Fiévée and Mme de Staël were among those who exposed its limits and pitfalls. This thesis has at its heart a reading of five novels: *Trois femmes*, *L’Émigré*, *La Dot de Suzette*, *Delphine* and *Corinne*. It examines the question of beneficence from the perspective of former donors, whose self esteem was threatened once tables were turned and aid was bestowed upon them. After the Revolution had reduced a large part of the nobility to dependency on the goodwill granted them, novelists who wished to relate their struggle had to imagine a type of gift that would not betray the downfall of individuals who, under the Ancien Régime, had demonstrated their superiority by spreading largesse. By depicting charity from the point of view of its recipients, novelists fed a discourse that, in those years, transcended their texts: reports on public assistance commissioned by the Constituent Assembly and new laws on inheritance and donations also contributed to a reassessment of the value assigned to gifts. Read in counterpoint, these texts show why many post-Thermidor protagonists gave and received abundantly but cautiously.

**Keywords:** French literature • French revolution • 18<sup>th</sup> century • 19<sup>th</sup> century • Novel • Philanthropy • Inheritance • Dowry • Sociocriticism

## TABLE DES MATIÈRES

Résumé	iii
Abstract	v
Table des matières	vii
Remerciements	ix
<b>Introduction</b>	<b>1</b>
1. Bienfaisance et Révolution	5
2. Corpus	12
3. Interdiscours	16
4. Bienfaisance et don	18
<b>CHAPITRE I</b>	
<b><i>L'Émigré, ou l'art de recevoir</i></b>	<b>34</b>
1. «Pour l'honneur de l'humanité»	37
2. Première loi : penser la réciproque	51
3. Deuxième loi : le don comme restitution	63
4. Troisième loi : taire le nom	68
5. Quatrième loi : retransmettre	73
6. La lettre comme don	83
7. Racheter ses dettes au champ d'honneur	89
<b>CHAPITRE II</b>	
<b><i>Trois femmes : le don désenchanté</i></b>	<b>107</b>
1. «Qu'est-ce donc que cette harpe ?» Enquête sur l'origine de quelques dons	114
2. Le don, la faute, l'oubli	132
3. Le prix des dons (I)	140
4. «Qu'il est difficile de faire le bien!»	149
5. Bienfaisance et illusion	160

## CHAPITRE III

**Les dons imprévus de *Suzette*** 173

- 1. Recevoir son dû 179
- 2. La logique législative à l'épreuve du romanesque 192
- 3. La bienfaisance, une dangereuse pratique? 202
- 4. Qui perd gagne 210
- 5. Une solution féminine à l'incurie paternelle 217
- 6. La dot en question 233

## CHAPITRE IV

**Les revers de la bienfaisance : de *Delphine* à *Corinne*** 249

- 1. La liberté de donner 256
- 2. Un don conflictuel 280
- 3. Alliances 296
- 4. Le prix des dons (II) 311
- 5. *Corinne*, ou le don de l'oubli 327

**Conclusion** 356**Bibliographie** 366

## Bibliographie primaire 367

## Bibliographie secondaire 371

## 1. Études sur le corpus 371

## 1.1. Gabriel Sénac de Meilhan 371

## 1.2. Isabelle de Charrière 373

## 1.3. Joseph Fiévée 375

## 1.4. Germaine de Staël 376

## 2. Autres études 380

## REMERCIEMENTS

Cette thèse sur l'imaginaire du don a bénéficié du concours financier de nombreux organismes et d'institutions dont la générosité n'eut heureusement rien de chimérique : le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture, le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, la Commission permanente de coopération franco-québécoise, l'Institut d'études européennes de l'Université McGill et de l'Université de Montréal, le Programme de soutien aux opérations de cotutelle du ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur de France ainsi que le Département des littératures de langue française, la Faculté des études supérieures et le Fonds d'investissement des cycles supérieurs de l'Université de Montréal. Que soit aussi remercié, à ce titre, M. Pierre Popovic.

Mes directeurs de recherche, MM. Benoît Melançon et Michel Delon, ont droit à toute ma gratitude : leurs judicieux conseils, la finesse de leurs lectures, la confiance qu'ils m'ont témoignée, leurs encouragements et leur patience furent et demeurent pour moi inestimables.

Je tiens également à remercier M. François Rosset et la formidable équipe de l'Institut Benjamin-Constant de l'Université de Lausanne (Étienne Hofmann, Anne Hofmann, Léonard Burnand et Marianne Berlinger-Konqui) pour leur chaleureux accueil à l'été 2004. Les quatre mois passés en leur compagnie, comme chacune des retrouvailles qui eurent lieu depuis, furent une précieuse source de stimulation intellectuelle et un grand bonheur.

Mes remerciements vont enfin à tous les amis dont le support moral ou les conseils, à un moment critique ou à un autre, m'ont permis de tenir le cap, en particulier à Dominique et François, Stéphanie et Gérard, Marie-Claire et Will, Frédérique et Martin, Joël, Roxanne, Michel et ma sœur Josée-Anne;

aux copains de la BNF, grâce à qui de longues, froides et laborieuses journées passées en cet auguste lieu se sont métamorphosées en heureux souvenirs : Eduardo, Delphine, Stéphane, Arnaud, Sébastien, Mili, Mafer, Heidi, Vincent et les autres;

à mes parents, pour leur indéfectible soutien

et à Roberto, qui sait seul tout ce que je lui dois.

## **INTRODUCTION**



«Vous donnerez cet assignat à cette pauvre mère de cinq enfants dont le mari est parti pour la défense de la Patrie.» Immortalisés par le pinceau de David, ces mots auraient été, s'il faut en croire l'artiste, les derniers qu'aurait tracés Marat. Tandis que la plume imbibée d'encre se dresse encore au bout d'un bras inerte, la main gauche de l'homme qui vient d'être poignardé continue à tenir la lettre grâce à laquelle l'assassin s'est fait admettre chez lui : «il suffit que je sois bien malheureuse, aurait écrit Charlotte Corday, pour avoir droit à votre bienveillance». La mort aura frappé au moment où l'«Ami du peuple» partageait ses pensées entre un projet d'aumône et une demande de secours. Au moins l'un des billets a beau être un faux (pur produit, selon toute vraisemblance, de l'imagination du peintre<sup>1</sup>), l'ignominie du crime se devait d'être exprimée par le contraste avec ces phrases inventées, qui disent la compassion de celui dont fut versé le sang. «Les grands hommes ne meurent point dans leur lit<sup>2</sup>», disait Saint-Just, mais ils peuvent à l'évidence rendre l'âme dans leur baignoire, à condition de caresser à l'instant fatal de charitables desseins.

La mise en scène choisie par David dans ce tableau, dont il fit, fort à propos, cadeau à l'Assemblée nationale, témoigne des idéaux nourris par une époque, celle des premières années de la République française, que Catherine Duprat a située à l'apogée

---

<sup>1</sup> Sur ce tableau comme «scène de faux», voir Jean-Rémy Mantion, «Enveloppes. À Marat David», dans Jean-Claude Bonnet (dir.), *La Mort de Marat*, Paris, Flammarion, 1986, p. 213-214.

<sup>2</sup> Saint-Just, *Fragments sur les institutions républicaines*, dans *Œuvres complètes*, introduction et notes par Charles Vellay, Paris, E. Fasquelle, 1908, t. II, p. 493. Cité par Robert Favre, *La Mort dans la littérature et la pensée françaises au siècle des Lumières*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1978, p. 492.

du «Temps des philanthropes». Dans l'étude qu'elle a consacrée à la philanthropie parisienne, l'historienne a mis à mal les préjugés ayant longtemps empêché de reconnaître que le «temps des échafauds» fut également «celui du messianisme de l'amour des hommes<sup>3</sup>». Le *Marat assassiné* de David lui sert d'exemple pour illustrer le puissant consensus qui existait alors autour de pratiques (la philanthropie, le don, la bienfaisance) qui comptèrent au rang des valeurs suprêmes promues par les contemporains de Robespierre. Alors même que la guillotine ne dérougissait pas, les hommes et les femmes de la Révolution, tant par leurs discours que par leurs gestes, en firent l'âge d'or de la bienfaisance. Marquée par la guerre et par les luttes civiles, l'époque qui vit mourir Marat fut aussi caractérisée par une impressionnante profusion de dons (à la nation, aux pauvres, aux combattants) et par l'espoir, partagé par un grand nombre de citoyens, de vivre rien de moins que l'avènement d'un règne nouveau, celui des philanthropes<sup>4</sup>.

Si le tableau de David nous a paru devoir être évoqué au seuil de cette thèse, c'est parce qu'il ne traduit pas sans quelque ambiguïté cet engouement révolutionnaire pour les dons et les bienfaits de toutes sortes. Il rappelle en même temps, puisqu'il y est question d'un crime et de la ruse employée pour le commettre, ce sur quoi Laclos, dix ans plus tôt, avait déjà attiré l'attention des lecteurs : que la bienfaisance est un piège qu'aiment à tendre les grands malfaiteurs. Adaptant à ses fins le stratagème de Valmont, qui feignait des sentiments charitables pour séduire Mme de Tourvel, Charlotte Corday

---

<sup>3</sup> Catherine Duprat, «Pour l'amour de l'humanité». *Le Temps des philanthropes. La philanthropie parisienne des Lumières à la monarchie de Juillet*, préface de Maurice Agulhon, Paris, Éditions du C.T.H.S., 1993, p. 113. Cet ouvrage couvre la période qui s'étend des Lumières au Premier Empire. La suite (de la Restauration à la monarchie de Juillet) a été publiée sous le titre *Usage et pratiques de la philanthropie. Pauvreté, action sociale et lien social*, à Paris, au cours du premier XIX<sup>e</sup> siècle, Paris, Comité d'histoire de la sécurité sociale, 2 vol., 1996 et 1997.

<sup>4</sup> Voir Catherine Duprat, «Pour l'amour de l'humanité». *Le Temps des philanthropes*, op. cit., en particulier la deuxième partie, «Révolution et philanthropie», p. 111-473.

captive sa proie par un appel à sa compassion. Sur un mode autrement plus tragique que *Les Liaisons dangereuses* (car les faits sont autrement plus réels), le *Marat assassiné* laisse deviner que, face aux mains tendues et aux bourses ouvertes, la méfiance est parfois de mise.

La morale de l'histoire, le marquis de Sade, deux ans plus tard, a tout l'air de l'avoir tirée : «Il n'y a de dangereux dans le monde que la pitié et la bienfaisance, la bonté n'est jamais qu'une faiblesse dont l'ingratitude et l'impertinence des faibles forcent toujours les honnêtes gens à se repentir<sup>5</sup>.» À condition, bien entendu, qu'ils survivent à leurs beaux gestes. L'audacieuse meurtrière, de son côté, n'eut guère le temps d'apprécier l'efficacité du subterfuge auquel elle eut, on le sait, véritablement recours. Lors de son procès, on ne manqua d'ailleurs pas de lui reprocher la manière dont elle appâta sa victime : «Comment avez-vous pu regarder Marat comme un monstre, lui qui ne vous a laissé introduire chez lui que par un acte d'humanité, parce que vous lui aviez écrit que vous étiez persécutée?» La réponse de l'accusée révèle qu'elle n'était pas dupe de cette démonstration de générosité : «Que m'importe qu'il se montre humain envers moi, si c'est un monstre envers les autres<sup>6</sup>.»

Il y a, autrement dit, une ombre au tableau : au «Temps des philanthropes», les secours prodigués, comme les appels à l'aide, laissent parfois perplexe. Pour le dire avec un romancier en l'an VII, «la bienfaisance [...] est devenue d'un exercice difficile, & ne marche plus qu'entourée de soupçons<sup>7</sup>».

---

<sup>5</sup> Sade, *La Philosophie dans le boudoir*, dans *Œuvres*, édition établie par Michel Delon, avec la collaboration de Jean Deprun, Paris, Gallimard, «Bibliothèque de la Pléiade», 1998, t. III, p. 154.

<sup>6</sup> *Actes du tribunal révolutionnaire*, recueillis et commentés par Gérard Walter, Paris, Mercure de France, «Le temps retrouvé», 1986, p. 21.

<sup>7</sup> François Vernes, *Le Voyageur sentimental en France sous Robespierre*, Genève, J. J. Paschoud et Paris, Maradan, an VII de la République [1799], p. 261.

## 1. Bienfaisance et Révolution

Cette thèse interroge le mélange d'enthousiasme et de défiance que suscita la bienfaisance dans les années qui suivirent la double mort de Marat et de Charlotte Corday. Elle est née en partie d'un étonnement, surgi de la confrontation entre des lectures offrant deux images contrastées de la Révolution dans ses rapports au don.

D'une part, celle fournie par des historiens des idées qui, tels Robert Mauzi, Patrizia Oppici et Catherine Duprat, ont souligné la place de choix qu'occupe la bienfaisance dans la pensée des Lumières<sup>8</sup>. Leurs analyses sont connues : «Première vertu du philosophe, du maçon et du patriote<sup>9</sup>», la propension à contribuer au mieux-être d'autrui s'impose comme l'idéal d'une époque, celle de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, où «*[f]aire des heureux pour être heureux* est un thème universellement repris<sup>10</sup>». Voltaire donna le mot d'ordre, relayé par une multitude d'écrivains : «Qu'est-ce que vertu? Bienfaisance envers le prochain<sup>11</sup>.» L'attraction exercée par le modèle de l'être secourable n'est pas seulement décelable dans les textes. L'historienne de l'art Emma Barker, qui s'est intéressée aux représentations picturales des «traits de bienfaisance» dans les deux dernières décennies de l'Ancien Régime, observe à ce sujet un véritable «culte<sup>12</sup>». La prolifération des bonnes œuvres en témoigne aussi. Vertu «active», la bienfaisance est militante : l'époque est marquée par le développement d'innombrables

<sup>8</sup> Voir Robert Mauzi, *L'Idée du bonheur dans la littérature et la pensée françaises au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Genève, Slatkine reprints, 1979 [1960], en particulier le chapitre XIII, «Bonheur et vertu», p. 580-634; Patrizia Oppici, *L'Idea di «bienfaisance» nel Settecento francese o il laccio di Aglaia*, préface de Corrado Rosso, Pise, Editrice Libreria Goliardica, «Storia e Critica delle Idee», 1989 et Catherine Duprat, «Pour l'amour de l'humanité». *Le Temps des philanthropes*, op. cit.

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 477.

<sup>10</sup> Robert Mauzi, *L'Idée du bonheur dans la littérature et la pensée françaises au XVIII<sup>e</sup> siècle*, op. cit., p. 607. C'est Robert Mauzi qui souligne.

<sup>11</sup> Voltaire, article «Vertu», dans *Dictionnaire philosophique* [1764], édition présentée et annotée par Alain Pons, Paris, Gallimard, «Folio classique», 1994, p. 506.

<sup>12</sup> Voir Emma Barker, «Social Hierarchy in Sentimental Painting : *Le Trait de bienfaisance*», dans *Greuze and the Painting of Sentiment*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, p. 177, 183.

initiatives philanthropiques qui, à une série de propositions réformatrices, joignent un ensemble de pratiques axées, notamment, sur la prévention de la mendicité, sur la prise en charge des enfants trouvés et sur la gestion efficace des hôpitaux. L'importance croissante revêtue par l'assistance des pauvres au XVIII<sup>e</sup> siècle a été abondamment documentée. Les travaux d'historiens tels Colin Jones, Alan Forrest et Giovanna Procacci ont permis de saisir l'ampleur des efforts déployés par les contemporains de Voltaire et par leurs héritiers immédiats afin que la bienfaisance ne demeure pas un vain mot<sup>13</sup>. La fin de l'Ancien Régime, pour le dire avec Jacques Carré, multiplia en ce sens les «analyses économiques, enquêtes sociales, projets plus ou moins utopiques, mais aussi réformes institutionnelles<sup>14</sup>» visant à soulager l'indigence, les révolutionnaires reprenant le flambeau en faisant des secours publics l'une des priorités des premières assemblées nationales, la charité se trouvant dès lors «budgétisée<sup>15</sup>». De ces diverses études, qui mettent à contribution l'histoire sociale et l'histoire des idées, se dégage l'image d'une Révolution fermement attachée à l'idéal philanthropique, forte de la croyance selon laquelle la bienfaisance est le fondement de toute société et le plus sûr moyen d'accéder au bonheur, tant individuel que collectif. Cette impression, une pléthore de témoignages consignés dans les *Archives parlementaires* la confirme aisément, telle cette déclaration de Billaud-Varenne datée du 1<sup>er</sup> floréal an II (20 avril 1794) : «La société est un échange journalier de secours réciproques et celui-là n'est pas un bon citoyen dont l'âme ne s'épanouit pas quand il trouve l'occasion d'obliger son

<sup>13</sup> Voir Colin Jones, *Charity and bienfaisance : the Treatment of the Poor in the Montpellier Region, 1740-1815*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982; Alan Forrest, *La Révolution française et les pauvres*, traduit de l'anglais par Marie-Alix Revellat, Paris, Perrin, 1986 et Giovanna Procacci, *Gouverner la misère. La question sociale en France (1789-1848)*, Paris, Seuil, «L'univers historique», 1993.

<sup>14</sup> Jacques Carré, «Avant-propos [du dossier «Pauvreté et assistance en Europe à la fin du XVIII<sup>e</sup> et au début du XIX<sup>e</sup> siècle]», *Studies on Voltaire and the Eighteenth Century*, 311, 1993, p. 183.

<sup>15</sup> L'expression est de Philippe Sassier, *Du bon usage des pauvres. Histoire d'un thème politique (XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Fayard, 1990, p. 177.

semblable<sup>16</sup>.» Sur un ton moins réprobateur, le conventionnel Bréard, donnant sa bénédiction à une délégation de généreux citoyens, résume le credo révolutionnaire en proclamant : «Un jour on lira sur vos tombeaux : *Ils furent patriotes et bienfaisants*<sup>17</sup>.»

Que la bienfaisance ait été érigée «en valeur centrale de la Révolution<sup>18</sup>» ne fait guère de doute et cette thèse ne prétend aucunement le remettre en question. Elle entend néanmoins analyser les manifestations de cet enthousiasme pour le bien fait aux autres à la lumière des réflexions de chercheurs qui, plutôt que de s'attacher aux idéaux nourris par l'époque – ou en même temps qu'ils s'y sont attachés –, se sont intéressés au discrédit qu'elle jeta sur certaines façons que pouvaient avoir les gens d'obliger leurs semblables. Alan Forrest, par exemple, a remarqué la défaveur que s'attira à la fin du siècle la tradition des bonnes œuvres faites au profit d'institutions charitables. La Révolution, écrit-il, eut «tendance à mépriser cette forme de charité qui lui [apparut] comme une sorte de paternalisme et un défi insolent au principe d'égalité<sup>19</sup>». Parce que les oboles se donnent le plus souvent dans un geste qui va de haut en bas, la critique des privilèges serait allée de pair avec une dénonciation des libéralités faites aux pauvres comme moyen longtemps privilégié par la noblesse et par le haut clergé pour affirmer leur pouvoir et asseoir leur autorité. Cela, Jean Starobinski l'a constaté dans les textes dès avant la Révolution. Sous l'Ancien Régime, la logique asymétrique de la *sparsio* aurait été de plus en plus souvent condamnée par un tiers état qui aurait vu dans les

<sup>16</sup> *Archives parlementaires de 1787 à 1860. Recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises*, sous la direction de J. Mavidal et E. Laurent, Paris, p. Dupont, 1862-1912, 1<sup>re</sup> série, t. LXXXIX, p. 99. Cité par Catherine Duprat, «Pour l'amour de l'humanité». *Le Temps des philanthropes*, *op. cit.*, p. 353.

<sup>17</sup> *Archives parlementaires de 1787 à 1860. Recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises*, *op. cit.*, 1<sup>re</sup> série, t. LX, p. 262 (séance du 17 mars 1793).

<sup>18</sup> Catherine Duprat, «Pour l'amour de l'humanité». *Le Temps des philanthropes*, *op. cit.*, p. 477.

<sup>19</sup> Alan Forrest, *La Révolution française et les pauvres*, *op. cit.*, p. 69.

largesses des riches un marché de dupes dont il aurait fait les frais<sup>20</sup>. L'envers du don, la soumission exigée des donataires, aurait certes été mis au jour bien avant le XVIII<sup>e</sup> siècle, mais il aurait été l'objet d'attaques de plus en plus vives avec l'avènement des Lumières. L'égalité proclamée par la Révolution aurait porté le coup de grâce au don, achevant de déprécier tout acte qui, par son apparente gratuité, risquait d'être assimilé à une offrande fastueuse faite par un orgueilleux personnage. C'est la thèse défendue par le sociologue Alain Caillé, selon qui les sociétés dans lesquelles nous vivons se seraient construites sur un «refoulement» tant de la charité chrétienne que de la prodigalité aristocratique :

il est possible de présenter les sociétés modernes, écrit-il, au moins en première apparence et jusqu'à l'après-Seconde Guerre mondiale, comme des *sociétés contre le don*. [...] C'est contre les hommes du don, contre les discours du don, contre les nobles, les curés, les oisifs, que s'est effectuée au premier chef la révolution démocratique. Tout autant ou plus qu'en luttant contre les rentes féodales et contre la dîme, contre l'exploitation économique directe, c'est en cessant de vouloir bénéficier des largesses des grands ou de leur permettre d'attester de leur élection divine par les actes charitables, en refusant leurs dons et la possibilité même qu'ils donnent, que le tiers état, des bons bourgeois aux plus humbles, a conquis sa dignité<sup>21</sup>.

Ces réflexions d'Alain Caillé sur la supposée «dénégation moderne<sup>22</sup>» du don trouvent un écho chez l'historien du droit Xavier Martin, qui juge, après avoir épluché la masse des travaux préparatoires du Code civil, qu'au tournant des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles «l'hypothèse de la gratuité n'appartenait pas aux catégories mentales de l'heure<sup>23</sup>». C'est

---

<sup>20</sup> «De La Boétie à l'*Encyclopédie*, tout un aspect de l'argumentation anti-absolutiste a consisté en la dénonciation des exactions grâce auxquelles le prince accumule la substance de ses largesses. L'en-deçà de la largesse est razzia, pillage, abus fiscal.» Voir Jean Starobinski, *Largesse*, Paris, Réunion des musées nationaux, 1994, p. 44 et, plus généralement, p. 42-45.

<sup>21</sup> Alain Caillé, *Don, intérêt et désintéressement*. Bourdieu, Mauss, Platon et quelques autres, nouvelle édition augmentée, Paris, La Découverte / M.A.U.S.S., «Recherches», 2005, p. 22. C'est Alain Caillé qui souligne.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 29.

<sup>23</sup> Xavier Martin, *Mythologie du Code Napoléon. Aux soubassements de la France moderne*, Bouère, Dominique Martin Morin, 2003, p. 18. Voir également, du même auteur, «De l'incapacité des rédacteurs

ainsi que, faisant contrepoids à l'image d'une Révolution imbue d'idéaux philanthropiques, se profile celle d'une époque hautement critique face aux comportements prétendument désintéressés, facilement soupçonnés de cautionner des injustices. Cabanis, en 1792, se fait l'interprète de cette méfiance en observant que, «lorsque l'inégalité des fortunes est poussée jusqu'à un certain degré, le riche, pour assurer ses jouissances, n'a d'autre parti à prendre que de secourir le pauvre. Ce n'est pas seulement un devoir, c'est un véritable calcul d'intérêt<sup>24</sup>.»

En plus de constater les effets pervers de certaines formes de charité, les hommes et les femmes de la Révolution durent faire face à d'innombrables difficultés quand, après avoir défini ce que serait une bienfaisance respectueuse des mots d'ordre de la jeune République, ils s'attelèrent à la tâche de mettre en œuvre leurs ambitieux projets. Une amère déconvenue succéda en effet aux espoirs des réformateurs qui avaient cru possible, avec le changement de régime, de donner consistance à leurs rêves philanthropiques. Les historiens s'entendent pour le dire : le vaste système d'assistance publique par lequel les révolutionnaires tentèrent, au début des années 1790, de remplacer la charité privée fut un cuisant échec<sup>25</sup>. Il fallut donc aux héritiers des

---

du Code civil à concevoir le désintéressement», dans Laurent Richer (dir.), *L'Activité désintéressée, réalité ou fiction juridique?*, Actes du Colloque de Fontevraud (15-16 octobre 1981), Paris, Economica, 1982, p. 35-70.

<sup>24</sup> Cabanis, *Quelques principes et quelques vues sur les secours publics*, dans *Œuvres complètes*, Paris, Bossange et Didot, 1823, t. II, p. 192. Cité par Patrizia Oppici, «Égalité ou fraternité : une devise contradictoire?», dans Jean Ferrari et Alberto Postigliola (dir.), *Égalité. Uguaglianza*, Actes du Colloque franco-italien de philosophie politique (Rome, 21-22 novembre 1988), Naples, Liguori, 1990, p. 110. Sade ne pensait apparemment pas autrement, qui faisait dire à la Clémentine d'*Aline et Valcour* : «il n'y a point de charité gratuite [...]; ou l'orgueil, ou l'intempérance, voilà les seuls motifs qui la réveillent; celui qui fait l'aumône veut, ou qu'on le sache, ou qu'il en puisse recueillir quelque fruit. On est revenu de l'idée de gagner le Ciel par ces sortes de bonnes œuvres. On a démêlé l'intérêt puissant de ceux qui nous prêchaient cette doctrine.» (Sade, *Aline et Valcour ou Le Roman philosophique. Écrit à la Bastille un an avant La Révolution de France*, dans *Œuvres*, édition établie par Michel Delon, Paris, Gallimard, «Bibliothèque de la Pléiade», 1990, t. I, p. 814.)

<sup>25</sup> À titre d'exemple, voir Colin Jones, *Charity and bienfaisance : the Treatment of the Poor in the Montpellier Region, 1740-1815*, *op. cit.*, p. 183 et ss. ainsi que Jacques Dupâquier, «Révolution et



Lumières se rendre à l'évidence : les secours prodigués le sont parfois en vain; même inspirée par les meilleures intentions, la bienfaisance n'est pas une panacée. À partir de l'an III, l'action sociale des philanthropes ne fut d'ailleurs plus évoquée, note Catherine Duprat, «qu'en termes de vains projets, discours en trompe-l'œil, chimères, lois inapplicables et inappliquées<sup>26</sup>». La bienfaisance eut beau demeurer, de la Constituante au Consulat, la «référence normative majeure de la Révolution<sup>27</sup>», les déceptions et les malaises l'entourant ne s'accumulèrent pas moins.

De cette image contrastée de la Révolution dans ses rapports au don, faite à la fois d'emballement pour le principe, de méfiance vis-à-vis des motifs et de scepticisme croissant quant aux résultats, une question est surgie. Jusqu'à quel point l'imaginaire romanesque s'est-il ressenti des doutes et des désillusions qu'historiens et sociologues des pratiques altruistes, s'appuyant sur des témoignages non fictionnels, ont mis en lumière? La question valait d'autant plus d'être posée que le lecteur même le moins avisé ne peut ignorer qu'on donne énormément, et de bon cœur, dans les romans de l'époque. Les écrivains de la Révolution multiplient les représentations d'actes charitables faits par des héros dont la générosité, cette qualité des grandes âmes, se trouve par là attestée. Pour les personnages qui l'exercent, la bienfaisance continue généralement à être «la première & la plus douce des vertus» et à se présenter comme l'antidote le plus sûr aux maux des hommes : il faut à tout prix «mêl[er] le lait de la philanthropie», affirme l'un d'eux, «aux poisons nombreux qui fermentent &

---

protection sociale», dans Irène Théry et Christian Biet (dir.), *La Famille, la loi, l'État de la Révolution au Code civil*, Paris, Éditions du Centre Georges-Pompidou et Imprimerie nationale, 1989, p. 474-476.

<sup>26</sup> Catherine Duprat, «Pour l'amour de l'humanité». *Le Temps des philanthropes*, op. cit., p. 210.

<sup>27</sup> Catherine Duprat, *Usage et pratiques de la philanthropie. Pauvreté, action sociale et lien social, à Paris, au cours du premier XIX<sup>e</sup> siècle*, op. cit., vol. 1, p. v.

corrompent l'espèce humaine<sup>28</sup>». L'idéal de l'homme dévoué au mieux-être de ses semblables fournit la décennie révolutionnaire en scènes attendrissantes, les bonnes actions faisant couler des larmes à l'unisson. L'année suivant la prise de la Bastille, Moutonnet-Clairfons donne le ton en offrant au public le récit éloquent des aventures d'un voyageur qui fait naufrage sur l'*Isle de la Philanthropie*, sanctuaire de toutes les vertus où un dénommé Androphile se flatte de vivre sous un gouvernement qui «n'est ni aristocratique, ni démocratique, ni oligarchique», mais «précisément *iso-philadelphocratique*<sup>29</sup>». Dans des mondes moins utopiques, l'amour du prochain s'exprime par une multitude de gestes secourables, accorder l'aumône par exemple, qui s'impose comme l'un des *topoi* des fictions narratives de la fin du siècle<sup>30</sup>.

On ne saurait toutefois méconnaître, pour peu qu'on porte attention à cette production romanesque, que la bienfaisance, quoique fortement valorisée, n'y est pas toujours aisée ni heureuse. Les meilleures intentions restent souvent sans effets, impuissantes à améliorer le sort des protagonistes, quand encore elles ne s'avèrent pas carrément néfastes, précipitant donateurs et donataires dans l'infortune. Entre la rêverie «*iso-philadelphocratique*» de Moutonnet-Clairfons et, douze ans plus tard, la *Delphine* de Mme de Staël, où l'héroïne se tue, littéralement, à force de prodiguer ses soins à la ronde, plusieurs romans mettent au jour les limites et les dérives possibles des comportements altruistes. Nombreux aussi sont ceux à l'intérieur desquels on ne donne ni ne reçoit pas à n'importe quelles conditions, les précautions dont s'entourent les êtres charitables et leurs bénéficiaires rappelant que toute générosité n'est pas nécessairement

<sup>28</sup> François Vernes, *Le Voyageur sentimental en France sous Robespierre*, op. cit., p. 184.

<sup>29</sup> Julien-Jacques Moutonnet-Clairfons, *Le Vritable Philantrope ou L'Isle de la Philanthropie*, Philadelphie [Paris], [s. é.], 1790, p. 39.

<sup>30</sup> David J. Denby en fait la remarque dans *Sentimental Narrative and the Social Order in France, 1760-1820*, Cambridge, Cambridge University Press, «Cambridge Studies in French», 1994, p. 26.

bonne. La bienfaisance invite à la prudence, souvent à l'intérieur des textes mêmes où elle est portée aux nues par les personnages, toujours prompts à louer les plus serviables parmi eux : gages de mérite, les gestes secourables n'en sont pas moins fréquemment inadaptés aux défis que les héros doivent relever. L'univers romanesque, de toute évidence, n'est pas imperméable aux déceptions et aux incertitudes d'une époque qui s'interrogea sur le plus ou moins de profit qu'on est en droit d'attendre des bonnes actions. Les romanciers participèrent, au même titre que les moralistes et que les politiques, à la réflexion sur la bienfaisance que provoqua le grand bouleversement des dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle. De quelle manière le firent-ils? Que leurs œuvres peuvent-elles révéler de l'incidence qu'eut la Révolution sur la façon d'envisager les dons? C'est ce que nous chercherons à comprendre en analysant, au plus près des textes, ce qui se produit quand un personnage délie les cordons de sa bourse, les discours et les égards dont il accompagne ses gestes, les conditions auxquelles il offre son argent ou son temps, celles auxquelles son vis-à-vis les reçoit et ce qu'il advient des bons offices une fois chacun rentré chez soi.

## 2. Corpus

Cette thèse se concentre sur quatre auteurs – Mme de Charrière, Gabriel Sénac de Meilhan, Joseph Fiévée et Mme de Staël – et sur à peine plus de romans : *Trois femmes* (1795-1798), *L'Émigré* (1797), *La Dot de Suzette* (1798), *Delphine* (1802) et *Corinne* (1807). Le nombre restreint d'œuvres étudiées est le résultat d'un parti pris méthodologique : plutôt que de prétendre à une recherche exhaustive sur l'imaginaire du don dans les fictions du tournant des Lumières, nous avons privilégié une lecture

attentive au détail et à la complexité du traitement que chaque texte réserve à la bienfaisance.

Le choix du corpus s'est fait en fonction de deux principaux critères. D'une part, la place centrale occupée par les dons à l'intérieur des romans convoqués : dans chacun d'eux, la circulation des bienfaits, le plus ou moins d'aptitude qu'ont les héros à donner ou à recevoir paraît devoir influencer sur leur destinée. Les présents et les services y jouent non seulement un rôle crucial, ils sont aussi omniprésents, les romanciers multipliant les scènes où des cadeaux sont offerts et des secours prodigués. D'autre part, la présence de la Révolution, qui sert de cadre à tous ces récits : qu'elles se déroulent en Allemagne, en France, en Angleterre ou en Italie, les histoires racontées par Mme de Charrière, par Sénac, par Fiévée et par Mme de Staël se situent toutes au lendemain de 1789, leurs personnages évoluant au sein de sociétés nouvelles construites sur les débris de l'Ancien Régime. On pouvait par conséquent s'attendre à ce que l'influence des bouleversements sociopolitiques sur la manière de penser les dons y soit évoquée. L'époque n'ayant été avare ni d'auteurs manifestant une prédilection pour les représentations d'actes charitables ni de romans à l'intérieur desquels l'Histoire fait irruption, certaines préférences personnelles ont également opéré, achevant de fixer notre choix.

Les œuvres retenues ont l'avantage de la diversité. Diversité des formes : deux sont des romans épistolaires, l'un est à moitié composé de lettres, à moitié pris en charge par un discret narrateur intradiégétique, un autre est un roman-Mémoires, un dernier est écrit à la troisième personne. Diversité des réceptions, tant d'hier que d'aujourd'hui : *L'Émigré* et *Trois femmes* passèrent à peu près inaperçus au moment de leur publication, *La Dot de Suzette* connut un succès immédiat, apportant à son auteur une notoriété que le passage du temps lui retira, alors que les romans de Mme de Staël, tantôt décriés,

tantôt louangés, ne cessent depuis deux siècles de faire parler d'eux. Diversité des rapports de leurs auteurs avec la Révolution : les uns observèrent les événements de loin, bien qu'avec le plus grand intérêt (Sénac de Meilhan, l'émigré de la première heure et le théoricien de la Contre-révolution, ainsi que Mme de Charrière, l'aristocrate de haute lignée qui se disait «née republicaine<sup>31</sup>» et qui, «renferm[ée] dans [s]a tanière<sup>32</sup>» des environs de Neuchâtel, regardait défiler le cortège des exilés), les autres s'y frottèrent de près (Fiévée, le roturier monarchiste, qui eut «l'honneur d'être mis en prison par tous les régimes, de la République jusqu'à la Restauration<sup>33</sup>», de même que la fille de Necker, tombée dès son jeune âge dans le bain des idées libérales et cherchant infatigablement, de son salon de la rue du Bac ou du château de Coppet, à influencer sur les nouveaux gouvernements). La disparité des formes, comme celle des opinions politiques défendues par les auteurs, nous a paru être un atout, puisqu'elle permet d'observer, au-delà des différentes perspectives qui président à la représentation des dons, les préoccupations communes dont témoignent des œuvres écrites dans la foulée des mêmes convulsions historiques.

Les limites chronologiques du corpus ont été déterminées, en amont, par la fin de la Terreur, «moment clé», pour le dire avec Bronislaw Baczko, où «la Révolution doit porter le poids de son passé et avouer qu'elle ne tiendra pas toutes ses promesses

---

<sup>31</sup> Lettre à Henriette L'Hardy, 20-22 novembre 1794, dans Isabelle de Charrière, *Œuvres complètes*, édition critique publiée par Jean-Daniel Candaux *et al.*, Amsterdam, G. A. van Oorschot, 1979-1984 t. IV, p. 641. «Je n'adore ni Voltaire, ni M. Necker, ni le peuple ni ses representans, & je suis beaucoup plus anti aristocrate que je ne suis Democrate», se plaisait également à dire la dame de Colombier. (Lettre à Jean-Baptiste-Antoine Suard, 22 juillet 1792, *ibid.*, t. III, p. 393.)

<sup>32</sup> Lettre à Benjamin Constant, 26 janvier 1796, *ibid.*, t. V, p. 197.

<sup>33</sup> Jeremy D. Popkin, «Joseph Fiévée, imprimeur, écrivain, journaliste : une carrière dans le monde du livre pendant la Révolution», dans Frédéric Barbier, Claude Jolly et Sabine Juratic (dir.), *Livre et Révolution*, Actes du Colloque organisé par l'Institut d'histoire moderne et contemporaine, 20-22 mai 1987, Paris, Aux amateurs de livres, «Mélanges de la bibliothèque de la Sorbonne», 1988, p. 74.

initiales<sup>34</sup> », y compris celles ayant trait au secours des miséreux. Les grandes expériences révolutionnaires en matière de bienfaisance publique étant alors achevées, les années post-thermidoriennes nous ont semblé propices à nourrir la réflexion des romanciers au sujet des idéaux philanthropiques hérités des Lumières. À l'autre extrémité, le terme de la période couverte est davantage arbitraire : une dizaine d'années après la chute de l'Incorruptible, la décennie ainsi délimitée se prolongeant jusqu'aux premiers temps de l'Empire, dans la mesure où nous avons jugé pertinent d'analyser le second roman de Mme de Staël, *Corinne*, à la suite du premier.

La composition de notre corpus aurait pu nous amener à soulever une question que nous avons délibérément laissée de côté : celle de l'influence géographique, plus précisément de la Suisse, sur l'idée qu'un romancier du tournant des Lumières pouvait se faire des comportements altruistes, de leurs vertus, de leurs limites et de leurs dangers. Claire Jaquier et Laura Saggiorato ont récemment ouvert la voie à des recherches en ce sens en comparant les articles «Bienfaisance» du *Supplément à l'Encyclopédie* de Diderot et D'Alembert et de l'*Encyclopédie* d'Yverdon, de même que les rubriques du même nom dans le *Journal de Paris* et le *Journal de Lausanne*<sup>35</sup>. Si nous nous sommes crue autorisée à écarter du champ de notre étude la question d'une éventuelle spécificité helvétique dans la représentation des bienfaits, c'est d'abord en raison de notre sujet même : intéressée par l'incidence de la Révolution française sur l'imaginaire du don, nous pouvions difficilement éviter de nous concentrer sur ce qui se

<sup>34</sup> Bronislaw Baczko, *Comment sortir de la Terreur. Thermidor et la Révolution*, Paris, Gallimard, «Nrf essais», 1989, p. 353.

<sup>35</sup> Voir Claire Jaquier, «“Suisse bienfaisant”, “ange bienfaiteur” : promotion et illustration de l'amour social au tournant des Lumières», *Annales Benjamin Constant*, 29, 2005, p. 247-263 et Laura Saggiorato, «Le *Journal de Lausanne* : la sensibilité au quotidien, 1786-1798», dans Claire Jaquier (dir.), *La Sensibilité dans la Suisse des Lumières. Entre physiologie et morale, une qualité opportuniste*, Genève, Slatkine, «Travaux sur la Suisse des Lumières», 2005, p. 51-134.

passait et s'écrivait en France, plutôt qu'à Genève ou à Fribourg, dans les années suivant la prise de la Bastille. C'est ensuite à cause des liens relativement distendus qui unissaient Mme de Charrière et Mme de Staël à la Suisse. De la Hollandaise mariée à un gentilhomme vaudois et de la fille du célèbre banquier genevois bannie de son Paris natal, la dernière est sans conteste celle dont le sentiment d'appartenance à sa terre d'accueil fut le plus ténu : ouvrant les portes de Coppet à tout ce que l'Europe pouvait compter d'esprits distingués, elle transforma son exil en une expérience davantage cosmopolite que proprement helvétique. L'influence exercée sur Mme de Charrière par son pays d'adoption paraît avoir été plus grande. Celle à qui Roger Francillon a jugé qu'on pourrait «décerner un brevet de patriotisme helvétique<sup>36</sup>» – et ce bien qu'elle ait passé les trente premières années de sa vie loin de la principauté de Neuchâtel – écrivait néanmoins, tout comme sa cadette, au carrefour de plusieurs cultures, l'ascendant du milieu local sur son œuvre n'ayant pas été tel qu'il nous ait semblé indispensable de prêter au discours suisse sur la bienfaisance une attention particulière.

### 3. Interdiscours

Quoique ayant choisi de ne pas nous occuper de ce qu'on pouvait écrire au sujet de la bienfaisance dans la Confédération des Treize-Cantons au moment où Mme de Charrière et Mme de Staël prirent la plume pour raconter les aventures de leurs charitables héroïnes, nous n'avons pas l'intention d'étudier les romans de notre corpus comme s'ils avaient été composés en vase clos. Au contraire, il nous est paru évident que les dons n'y révéleraient souvent tout leur sens qu'à condition d'être interprétés à la

---

<sup>36</sup> Roger Francillon, «Isabelle de Charrière et la Suisse», dans Doris Jakubec et Jean-Daniel Candaux (dir.), *Une Européenne : Isabelle de Charrière en son siècle*, Actes du Colloque de Neuchâtel (11-13 novembre 1993), Neuchâtel, Gilles Attinger, 1994, p. 85.

lumière de textes où, au cours des mêmes années, la bienfaisance se voyait reconnaître des limites et assigner des buts précis, leurs auteurs s'appliquant à dire *comment* il fallait donner. Ces textes, nous les avons trouvés non chez les moralistes – même si ceux-ci continuèrent, après la prise de la Bastille, à spéculer sur la valeur des dons –, mais du côté des législateurs, qui saisirent l'occasion, avec le changement de régime, de donner une consistance nouvelle aux idéaux hérités des Lumières. Si nous avons cru devoir nous intéresser à l'œuvre législative des révolutionnaires, c'est pour avoir accordé crédit à des historiens de la pauvreté qui, tel Alan Forrest, ont affirmé y avoir perçu la «contribution la plus originale<sup>37</sup>» de l'époque au discours en la matière. L'«étatisation de l'activité charitable<sup>38</sup>», avec le lot de projets et de lois qu'elle entraîna, alimenta en effet une réflexion sur la bienfaisance à laquelle les romanciers ne restèrent pas sourds. Nous ferons donc plusieurs incursions au-delà des frontières du littéraire afin de comprendre comment le discours des hommes de loi et des politiques informe l'imaginaire du don.

L'importance revêtue à cet égard par le Comité de mendicité de l'Assemblée constituante nous amènera à mentionner fréquemment ses travaux. Présidé par La Rochefoucauld-Liancourt, ce comité fut chargé de mettre en place un système de secours (aux pauvres, aux orphelins, aux invalides...) pris en charge par l'État. Il produisit en 1790 et 1791 sept volumineux rapports qui servirent de base aux actions gouvernementales en ce domaine pour presque toute la décennie révolutionnaire<sup>39</sup>.

---

<sup>37</sup> Alan Forrest, «Bienfaisance ou répression : l'État révolutionnaire et la question de la pauvreté», *Studies on Voltaire and the Eighteenth Century*, 311, 1993, p. 338.

<sup>38</sup> *Ibid.*

<sup>39</sup> Voir Colin Jones, *Charity and Bienfaisance : the Treatment of the Poor in the Montpellier Region*, *op. cit.*, p. 159. Outre sept rapports numérotés, le Comité pour l'extinction de la mendicité publia un *Plan de travail*, des comptes rendus d'enquêtes et plusieurs autres rapports portant sur des questions spécifiques. Sur ces diverses publications, sur la composition du Comité et pour une présentation chronologique de ses travaux, on consultera Camille Bloch et Alexandre Tuetey, «Introduction», dans *Procès verbaux et rapports du Comité de mendicité de la Constituante, 1790-1791*, publiés et annotés par Camille Bloch et Alexandre Tuetey, Paris, Imprimerie nationale, «Collection de documents inédits sur



Aujourd'hui devenus une référence incontournable pour les historiens ayant fait de la protection sociale l'objet de leurs recherches, les rapports du Comité de mendicité permettent de mesurer l'ampleur des efforts déployés au lendemain de 1789 pour résoudre le problème de l'indigence et, par conséquent, pour définir ce que serait la façon la plus efficace de venir en aide aux infortunés de toute espèce. Les conclusions de ses membres sont révélatrices du fait qu'il y a, aux yeux des représentants du nouveau pouvoir issu de la Révolution, de «bons» et de «mauvais» dons, la bienfaisance qu'ils souhaitent voir exercée ne pouvant être que fortement réglementée. Dans les années subséquentes, les romanciers qui se penchèrent sur la question firent parfois écho à leurs discours; il leur arriva aussi de mettre au jour les pièges dans lesquels risquaient de tomber ceux qui y adhéraient, de révéler leurs failles et de s'en distancier. Ces œuvres, législatives et romanesques, gagnent à être lues en contrepoint.

#### 4. Bienfaisance et don

Le langage employé pour désigner l'objet de nos recherches oscille délibérément entre deux vocables renvoyant à des idées qui se recoupent sans pour autant se confondre : la bienfaisance d'une part, le don de l'autre.

---

l'histoire économique de la Révolution française», 1911, p. I-LX. Au Comité de mendicité de la Constituante (constitué le 21 janvier 1790) succéda le Comité des secours publics de l'Assemblée législative (le 14 octobre 1791), lui-même remplacé par celui de la Convention (le 20 octobre 1792). Une analyse des réflexions de ces comités dans leur ensemble a été procurée par Giovanna Procacci dans *Gouverner la misère. La question sociale en France (1789-1848)*, op. cit., p. 65-78. Les rapports spécifiques au Comité de mendicité ont pour leur part été l'objet de diverses études, plusieurs centrées sur la vision du pauvre et de la pauvreté qui s'y donne à lire. Pour une mise en perspective des déclarations de ce comité, examinées à la lumière des discours sur l'indigence et sur l'aumône tenus à la fin de l'Ancien Régime, on se reportera à l'article de William J. Olejniczak, «Change, Continuity, and the French Revolution : Elite Discourse on Mendicity, 1750-1815», dans David G. Troyansky, Alfred Cismaru et Norwood Andrews, Jr. (dir.), *The French Revolution in Culture and Society*, New York, Greenwood Press, «Contributions to the Study of World History», 1991, p. 135-150.

Le premier terme est emprunté au XVIII<sup>e</sup> siècle, où, défini comme l'«[i]nclination à faire du bien aux autres<sup>40</sup>», il réfère à un type de comportement axé sur le mieux-être du prochain, qu'il s'agit d'accroître par une action quelconque<sup>41</sup>. Les gestes concrets auxquels on reconnaît le bienfaiteur sont innombrables et les représentants des Lumières eurent garde de ne pas restreindre le champ de ses opérations possibles. Rousseau, par exemple, se souvenant peut-être de la distinction que faisait saint Thomas d'Aquin entre les aumônes corporelles et les aumônes spirituelles, remarque qu'«il n'y a que les paresseux de bien faire qui ne sachent faire du bien que la bourse à la main. Les consolations, les conseils, les soins, les amis, la protection sont autant de ressources que la commisération vous laisse, au défaut des richesses, pour le soulagement de l'indigent<sup>42</sup>.» C'est dire que l'idée de bienfaisance a une grande extension. Elle a partie liée avec celles de générosité, d'altruisme, de philanthropie, de libéralité, de charité. Aussi emploierons-nous le plus souvent ces mots indifféremment : non que les hommes et les femmes du XVIII<sup>e</sup> siècle n'aient discriminé ces concepts – ce qu'ils ne firent toutefois pas systématiquement dans leurs écrits, où un certain flou sémantique accompagne souvent le «bien fait aux autres», qu'il s'agisse de l'action ou du résultat, lui aussi sujet à différentes appellations (bienfait, faveur, présent, grâce, etc.) –, mais parce que cette thèse vise moins à cerner une *idée*, ce qu'a déjà fait Patrizia Oppici en s'attachant aux œuvres philosophiques et morales traitant de la question, qu'à

<sup>40</sup> Article «Bienfaisance», dans *Dictionnaire de l'Académie française, revu, corrigé et augmenté par l'Académie elle-même*, cinquième édition, Paris, J. J. Smits, an VII [1798], t. I, p. 140.

<sup>41</sup> Dans le *Supplément à l'Encyclopédie*, la bienfaisance est définie par De Felice comme «une vertu qui nous porte à faire du bien à notre prochain. Elle est la fille de la bienveillance & de l'amour de l'humanité.» (Article «Bienfaisance», dans *Supplément à l'Encyclopédie, ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers, par une société de gens de lettres. Mis en ordre et publié par M\*\*\**, Amsterdam, M. M. Rey, 1776, t. I, p. 888.)

<sup>42</sup> Jean-Jacques Rousseau, *Julie ou la Nouvelle Héloïse*, édition établie par Michel Launay, Paris, Garnier-Flammarion, 1967, p. 219. Mme de Charrière lui fait écho quand elle remarque que «Donner n'est pas tout. Parler, se taire, agir, s'abstenir d'agir, pourroit être selon l'occasion l'effet d'une générosité sublime» (Isabelle de Charrière, *Trois femmes*, dans *Œuvres complètes, op. cit.*, t. IX, p. 123).

comprendre ce qu'il advient de la bienfaisance quand, intégrant l'univers romanesque, elle cesse d'être une abstraction. Pour le dire autrement, ce n'est pas tant le discours *sur* la bienfaisance pouvant être tenu par des personnages de roman qui nous intéresse que leurs bienfaits eux-mêmes, qui ne sont pas toujours signalés comme tels. Quand, par exemple, une marquise est tirée du cachot où l'avaient jetée des Jacobins, ou lorsqu'elle prend sous son aile de pauvres orphelins, le récit de ces actions ne contient pas toujours de réflexions explicites à leur sujet, pas plus qu'il ne précise nécessairement au lecteur qu'il assiste à des actes de bienfaisance. Il n'en demeure pas moins que ces actions concrétisent un idéal et qu'elles méritent de retenir l'attention à ce titre. Afin d'analyser ce que devient l'«inclination à faire du bien» quand, échappant à l'abstraction du discours, elle s'incarne chez un personnage de fiction, il ne sera donc pas essentiel d'avoir à l'esprit une acception étroite de la bienfaisance, un décalage ne pouvant d'ailleurs manquer de se produire entre l'idée qu'on se faisait de cette vertu suprême et sa pratique, réelle ou imaginée.

Le second terme autour duquel gravite notre thèse, celui de don, apparaît certes fréquemment dans les textes de l'époque, mais c'est à l'anthropologie et à la sociologie du XX<sup>e</sup> siècle, relayées par la phénoménologie, qu'il est revenu de le théoriser. Des nombreuses études que les écrits fondateurs de Marcel Mauss ont inspirées, il serait difficile de dégager une définition davantage précise du don que celle trouvée par les Lumières à la bienfaisance. Mauss lui-même n'en proposait aucune. Les travaux de Jacques Derrida, souvent cités par ceux qui s'intéressent à la question, ne sont guère plus utiles lorsqu'il s'agit de circonscrire le sujet : que le don soit «un autre nom de

l'impossible<sup>43</sup>», ainsi que l'avancait le philosophe, n'est pas d'une grande aide à qui souhaite analyser ses manifestations dans tel roman ou telle société. Jugeant avoir affaire à une «idée trop vague», Paul Veyne n'hésitait pas à faire entendre le scepticisme de l'historien devant ce «faux concept» : «il n'existe pas une chose qui s'appellerait le don [...] et qui jouirait de propriétés constantes et définies», observait-il dans le cadre de ses recherches sur l'évergétisme hellénistique et romain; «[l]'idée de don est si pauvre qu'on la retrouve à la racine de l'échange et de la stratégie économique de marché la plus impitoyable<sup>44</sup>». Moins dubitative, Natalie Zemon Davis, tout en reconnaissant les frontières extrêmement «fluides» du «paysage» qu'elle se proposait de peindre, a mis en lumière la diversité d'actes et de choses pouvant être subsumés, dans la France du XVI<sup>e</sup> siècle, sous cette catégorie : aumônes, étrennes, offrandes, *liberalitas*, impôts, patronage, offices royaux, le «registre du don», au terme de son enquête, apparaît d'autant plus vaste que son «esprit» est porté «non par [des] noms seulement, mais par des situations tout entières» : «Un certain cadre, telle phrase, tel geste», suppose l'historienne, «permettaient au donateur et au donataire de comprendre qu'une relation de don avait été établie<sup>45</sup>». Maurice Godelier résume le caractère particulièrement englobant et quelque peu fuyant de cette idée en soulignant, à la suite de Mauss, que «le domaine du "donable" déborde largement le matériel et [...] qu'il est constitué de *tout* ce dont *le*

---

<sup>43</sup> «[S]i le don est un autre nom de l'impossible, nous le pensons pourtant, nous le nommons, nous le désirons. Nous en avons l'intention. Et cela *même si*, ou *parce que*, dans la mesure où jamais nous ne le rencontrons, jamais ne le connaissons, jamais ne le vérifions, jamais ne l'expérimentons dans son existence présente ou dans son phénomène.» (Jacques Derrida, *Donner le temps. 1. La fausse monnaie*, Paris, Galilée, «La philosophie en effet», 1991, p. 45.)

<sup>44</sup> «Des différentes conduites ostentatoires ou obligatoires qu'on réunit sous le nom de potlatch à l'évergétisme ou aux œuvres charitables du christianisme, ou aux *foundations* anglo-saxonnes, du don gratuit à l'impôt, les variantes sont innombrables, les transitions, insensibles, et rien ne répond à un modèle commun.» (Paul Veyne, «*Panem et Circenses* : l'évergétisme devant les sciences humaines», *Annales ESC*, 1969, 24, 3-4 [réimpression Kraus Reprint, 1978], p. 788-790.)

<sup>45</sup> Natalie Zemon Davis, *Essai sur le don dans la France du XVI<sup>e</sup> siècle*, traduit de l'anglais par Denis Trierweiler, Paris, Seuil, 2003, p. 17-18, 26.

*partage* est possible, *fait sens*, et peut créer chez l'autre des obligations, une dette<sup>46</sup>». Autant dire que si le don, tel que l'a pensé le XX<sup>e</sup> siècle, nous a semblé pouvoir servir d'outil pour interroger ce qui, dans les romans de la décennie révolutionnaire, illustre l'idéal altruiste hérité des Lumières, ce n'est pas en vertu de la capacité qu'il aurait à resserrer le champ de nos recherches. C'est, au contraire, parce qu'il permet d'étudier conjointement la bienfaisance et d'autres pratiques, comme le legs et la dot, qui se sont avérées entretenir dans notre corpus des relations étroites, bien que ces relations n'aient pas toujours été théorisées par les écrivains du XVIII<sup>e</sup> siècle. Plus fondamentalement, il nous est apparu que, si la Révolution était venue ébranler, ainsi qu'on pouvait le supposer, l'idée que les Lumières se faisaient de la bienfaisance, il allait être nécessaire, afin de mettre au jour les enjeux de ce qu'il advint de cette vertu dans les romans post-thermidoriens, de lire ceux-ci en nous départant parfois des catégories en fonction desquelles l'Ancien Régime se représenta les comportements altruistes, ce que le don nous fournissait le moyen de faire. Pour prendre un exemple qui pourrait être tiré d'à peu près n'importe quel roman d'émigration, quand un Français de la plus haute noblesse, une fois sa fortune réduite à néant, parvient à survivre grâce aux économies de son valet, il n'est pas certain qu'un pareil service, rendu par un homme de statut inférieur à un bénéficiaire susceptible de n'y voir que fidélité ou gratitude, corresponde à l'idée qu'un lecteur de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, encore attendri au souvenir des bontés de Julie pour les paysans de Clarens ou par celui des bonnes œuvres de Paul et Virginie, pouvait se faire, *a priori*, d'un acte de bienfaisance. Or ce don d'argent d'un valet à un aristocrate, par le mélange de compassion et de dévouement qu'il implique, a de fortes

---

<sup>46</sup> Maurice Godelier, *L'Énigme du don*, Paris, Flammarion, «Champs», 1996, p. 141. C'est Maurice Godelier qui souligne.

chances d'obliger le lecteur à réajuster sa manière de penser. En nous nous y intéressant du simple fait qu'il s'agit d'un don, nous évitons d'avoir à discriminer là où l'époque cessa peut-être justement de le faire; nous ménageons autour de notre objet d'étude une ouverture, lui laissant suffisamment de jeu pour ne pas borner inutilement la réflexion sur la bienfaisance à laquelle participèrent les romans de la Révolution.

\*\*\*

Cette thèse, on l'aura compris, n'est pas une contribution supplémentaire à la sociologie du don. Aussi ne contiendra-t-elle que de rares références à quelques-uns des nombreux ouvrages relevant de cette discipline. C'est pourquoi nous avons cru qu'il serait à propos, avant d'entrer dans le vif du sujet, de reconnaître nos dettes à son égard en signalant l'influence que la lecture du célèbre essai de Marcel Mauss a pu avoir sur l'orientation que nous avons conférée à nos recherches. En nous appliquant à mettre en évidence, comme ce sera souvent le cas dans les pages qui suivent, les bénéfices et les inconvénients des bonnes actions imaginées par les romanciers de l'époque révolutionnaire – en cherchant à comprendre, autrement dit, ce que gagnent et ce que perdent les personnages lorsqu'un service est rendu ou qu'un présent est offert –, nous emprunterons indirectement à Mauss et à ses successeurs une certaine vision du don, celle d'un geste qui porte à conséquence, qui n'est d'ailleurs pas sans entretenir des rapports étroits avec la façon dont les hommes de lettres, au XVIII<sup>e</sup> siècle, envisagèrent la bienfaisance. C'est ce que nous aimerions ici mettre en lumière, en rappelant les grandes lignes de l'incontournable article de Mauss, puis en soulignant ce qui le rapproche des considérations de ceux qui, longtemps avant que l'anthropologue ne décrive les règles de la générosité dans les îles Trobriand, les échanges de cadeaux à Samoa et les potlachs alaskiens, sondèrent les arcanes de ce pour quoi leurs

contemporains, sous le nom de bienfaisance, s'enthousiasmaient comme pour la première de toutes les vertus.

L'étude pionnière que publia *L'Année sociologique* en 1923-1924 («Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques<sup>47</sup>») s'attache à élucider le problème posé par l'un des traits fondamentaux des systèmes de dons observés par l'auteur, soit «le caractère volontaire, pour ainsi dire, apparemment libre et gratuit, et cependant contraint et intéressé de ces prestations<sup>48</sup>». La question soulevée («*Quelle est la règle de droit et d'intérêt qui, dans les sociétés de type arriéré ou archaïque, fait que le présent reçu est obligatoirement rendu? Quelle force y a-t-il dans la chose qu'on donne qui fait que le donataire la rend<sup>49</sup>?*»), une question à laquelle l'anthropologue répondra par la notion de *hau*<sup>50</sup>, implique que le don puisse être compatible avec le calcul, l'intérêt et la contrainte. Un cadeau, remarque Mauss, est toujours «offert généreusement, même quand, dans ce geste qui accompagne la transaction, il n'y a que fiction, formalisme et mensonge social, et quand il y a, au fond, obligation et intérêt économique<sup>51</sup>». Refusant de définir le don par les seules intentions du donateur, Mauss choisit d'insister sur la complémentarité de trois «moments» ou de trois «obligations<sup>52</sup>» : donner, recevoir et rendre. Le don, sans pour autant être ramené à une activité marchande, intègre de cette façon le domaine de l'échange.

Que tout ce qui est donné doit être reçu puis rendu n'avait certes rien d'une découverte. Deux mille ans avant que Mauss ne se penche sur la question, Sénèque

---

<sup>47</sup> Repris sous le même titre dans Marcel Mauss, *Sociologie et anthropologie*, introduction par Claude Lévi-Strauss, Paris, Presses universitaires de France, «Quadrige», 2003, p. 143-279.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 147.

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 148. C'est Marcel Mauss qui souligne.

<sup>50</sup> Sur le *hau*, on consultera la critique, aujourd'hui classique, faite par Claude Lévi-Strauss dans son «Introduction à l'œuvre de Marcel Mauss», dans *Sociologie et anthropologie*, *op. cit.*, p. IX-LII.

<sup>51</sup> Marcel Mauss, «Essai sur le don», *loc. cit.*, p. 147.

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 161.

faisait déjà du don un cycle, représenté par les trois Grâces<sup>53</sup>. Aussi consacrait-il une large partie de ses *Bienfaits* à examiner la bonne façon de recevoir et de rendre les présents, accordant par là une importance cruciale au sort qui leur est réservé, au lien social qu'ils peuvent (ou non) nourrir dépendamment de la gratitude qu'ils sont en mesure de susciter. Attentif, comme le sera Mauss après lui, aux trois «moments» sans lesquels nulle compréhension du don ne saurait être possible, Sénèque prescrit néanmoins un don libre et gratuit, qui soit fait sans espoir de retour<sup>54</sup>. Son traité abonde en maximes qui renseignent sur les conditions devant être remplies pour qu'un bienfait puisse mériter ce nom. C'est à cet égard, entre autres, que Mauss innove : bien que l'«Essai sur le don» ne soit pas dépourvu de tout précepte moral (ses conclusions prônent un plus grand investissement du don par les sociétés modernes, voire un retour à des formes «archaïques» de prestation), son auteur se contente de décrire les rouages d'un phénomène sans se soucier de définir ce que serait un «bon» don. La liberté et le désintéressement qu'on prête aux donateurs ne sont souvent, constate-t-il, que de pures apparences, ce qui n'empêche pas leurs gestes d'être perçus comme de véritables dons. Avec Mauss, le don cesse d'être un idéal à atteindre pour devenir une réalité économique et sociale observable, faite de compromis entre les intentions qu'on professe et les intérêts qu'on poursuit.

---

<sup>53</sup> «Selon les uns, [les trois Grâces] figurent celui qui donne, celui qui reçoit, et celui qui rend; selon d'autres, les trois manières de faire le bien : obliger, rendre, puis recevoir et rendre tour à tour. [...] Que signifient ces mains entrelacées et ce chœur dansant qui revient sur lui-même? Que la chaîne du bienfait qui passe d'une main à l'autre revient toujours au bienfaiteur, que tout le charme est détruit, si elle se brise en un point, que sa beauté vient de l'union et de la succession des rôles.» (Sénèque, *La Vie heureuse* suivi de *Les Bienfaits*, préface de Pierre Grimal, traduction et notes par J. Baillard, Paris, Gallimard, «Tel», 1996, p. 64-65.)

<sup>54</sup> «Car qu'y a-t-il d'admirable en [la bienfaisance], si le don gratuit dégénère en prêt [...]?» (*ibid.*, p. 104); «donnons, ne plaçons point à usure» (*ibid.*, p. 62); «Le bienfaiteur, que se propose-t-il? l'utilité d'autrui et sa propre satisfaction. Si son vœu est rempli, [...] il a trouvé ce qu'il cherchait; car il ne demandait rien en retour : autrement c'eût été non un bienfait, mais un trafic» (*ibid.*, p. 97).



On a parlé au sujet de l'essai de Mauss d'une «sécularisation<sup>55</sup>» du don : celui-ci échapperait dans ce texte à l'idéal chrétien de la charité oblatrice, de la même façon qu'il se trouve à l'abri des visées normatives qui animaient Sénèque. Pour reprendre une expression qui fut sous l'Ancien Régime au cœur de vifs débats, les dons analysés par Mauss seraient libérés de l'idéal du «pur amour<sup>56</sup>» : dans les sociétés qu'il observe, l'espoir d'une récompense, la quasi-certitude, même, de trouver son profit en donnant, ne disqualifient aucunement les bienfaiteurs. On pourrait aller jusqu'à croire qu'au contraire le détachement n'est plus de mise à partir du moment où le lien social nourri par les cadeaux qui circulent est davantage valorisé dans ce texte que les états d'âme et les bonnes intentions des individus qui les offrent. C'est pourquoi quelques-uns de ses héritiers ont loué Mauss d'avoir su jeter les bases d'une définition réaliste et «modeste» (mais non moins ambitieuse) du don, à mi-chemin entre l'utile et le gratuit, entre l'échange intéressé et la virtualité d'un acte de pure abnégation<sup>57</sup>.

Or Mauss, par cette sécularisation du don, rappelle dans une certaine mesure les efforts déployés par de nombreux hommes de lettres du XVIII<sup>e</sup> siècle pour laïciser la Vertu théologale de la charité. Selon l'analyse qu'en fait Jacques Domenech, la bienfaisance se présenterait chez plusieurs philosophes des Lumières comme «le substitut laïque de la charité chrétienne<sup>58</sup>». Le mot, dès ses premières occurrences au début du siècle sous la plume de l'abbé de Saint-Pierre, est proposé comme une

<sup>55</sup> Voir par exemple André Petitat, «Le don : espace imaginaire normatif et secret des acteurs», *Anthropologie et sociétés*, 19, 1-2, 1995, p. 17-44.

<sup>56</sup> Au sujet de ce qu'on appela la querelle de l'amour pur, débat théologique qui marqua la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et aboutit, le 12 mars 1699, à un bref d'Innocent XII condamnant vingt-trois propositions dans lesquelles Fénelon avait promu la «sainte indifférence», on consultera les études de Jacques Le Brun, *Le Pur Amour de Platon à Lacan*, Paris, Seuil, «La librairie du XXI<sup>e</sup> siècle», 2002 et de Michel Terestchenko, *Amour et désespoir de François de Sales à Fénelon*, Paris, Seuil, «Points essais», 2000.

<sup>57</sup> Voir par exemple Alain Caillé, *Don, intérêt et désintéressement*, *op. cit.*, p. 13 et 249.

<sup>58</sup> Jacques Domenech, article «Bienfaisance», dans Michel Delon (dir.), *Dictionnaire européen des Lumières*, Paris, Presses universitaires de France, 1997, p. 164.

alternative à celui, chrétien, de charité : «Depuis que j'ai vû que parmi les Chrétiens on abusoit du terme de charité dans la persécution que l'on faisoit à ses ennemis [...] j'ai cherché un terme qui nous rappellât précisément l'idée de faire du bien aux autres & je n'en ai point trouvé de plus propre pour me faire entendre, que le terme de *bienfaisance* [...]»<sup>59</sup>.» Le néologisme met l'accent sur les visées sociales du don (le bien fait aux hommes), se démarquant par là d'une conception de la charité selon laquelle les conséquences temporelles du geste importeraient moins que le témoignage de dévotion qu'il contient. L'attitude critique adoptée par l'abbé de Saint-Pierre à l'égard de la charité chrétienne sera exacerbée par la génération suivante, quand le néologisme aura tout l'air, pour le dire avec Jacques Domenech, d'«une nouvelle arme forgée pour la polémique [opposant] les philosophes des Lumières à l'Église<sup>60</sup>». L'enjeu du conflit est la définition même de la vertu : faite de sacrifices accomplis sous le seul regard de Dieu de l'avis de certaines âmes pieuses; éminemment sociale et vouée à l'amélioration des conditions de vie terrestres s'il faut en croire les encyclopédistes<sup>61</sup>. Catherine Duprat situe vers 1755-1765 la rupture entre tenants de la charité (chrétienne) et promoteurs de la bienfaisance (laïque), qui est une rupture entre deux façons d'interpréter l'amour du prochain, tant dans sa source que dans ses effets : commandement divin selon les uns, dont les aumônes s'adressent à Dieu derrière les pauvres; disposition naturelle selon les

<sup>59</sup> Abbé de Saint-Pierre, «Observations pour rendre les sermons plus utiles», dans *Journal de Trévoux ou Mémoires pour servir à l'histoire des sciences et des arts*, juillet 1726 (2<sup>e</sup> partie), p. 57-58 (Genève, Slatkine reprints, 1968, tome XXVI, p. 355).

<sup>60</sup> Jacques Domenech, article «Bienfaisance», *loc. cit.*, p. 164.

<sup>61</sup> Ainsi la définition qu'en donne Voltaire en 1764 (dont nous avons déjà cité les premières lignes) : «Qu'est-ce que vertu? Bienfaisance envers le prochain. [...] Mais quoi! n'admettra-t-on de vertus que celles qui sont utiles au prochain? Eh! comment puis-je en admettre d'autres? Nous vivons en société; il n'y a donc de véritablement bon pour nous que ce qui fait du bien à la société. Un solitaire sera sobre, pieux; il sera revêtu d'un cilice; eh bien, il sera saint; mais je ne l'appellerai vertueux que quand il aura fait quelque acte de vertu dont les autres hommes auront profité.» (Voltaire, article «Vertu», dans *Dictionnaire philosophique*, *op. cit.*, p. 506-507.)

autres, soucieux uniquement d'accroître le bonheur d'autrui<sup>62</sup>. Alors que l'acte charitable se juge d'après les intentions du donateur, la valeur du bienfait se mesure en fonction de son utilité sociale. L'exigence d'action propre aux Lumières déplace l'attention de l'amont vers l'aval, de l'impulsion première à ses répercussions.

Cette nouvelle manière de jauger les dons se donne à lire, à la veille de la Révolution, dans des romans tels ceux d'Isabelle de Charrière, qui fait dire à l'épistolière de ses *Lettres écrites de Lausanne* :

Qu'importe aux pauvres qu'on soulage, l'air qu'on a en les soulageant. [...] C'est l'aumône secrète qui est la plus agréable à Dieu, & la plus satisfaisante pour notre cœur, parce que le motif en est plus simple, plus pur, plus doux, moins mêlé de cet amour-propre qui tourmente la vie; mais ici l'action est plus importante que le motif, & peut-être que la bonne action rendra les motifs meilleurs, parce que la vue du pauvre souffrant & affligé, la vue du pauvre soulagé & reconnoissant pourra attendrir votre cœur & le changer<sup>63</sup>.

Non seulement la pureté des mobiles importe moins, pour l'auteur de ce texte, que l'efficacité des secours donnés, mais ceux-ci peuvent par surcroît agir, comme par ricochet, sur les dispositions morales du bienfaiteur : le sentiment d'humanité, le désir de faire le bien, plutôt que d'être des critères en fonction desquels évaluer les dons, comptent au contraire parmi leurs effets possibles.

Cette primauté donnée à l'action sur les motifs suscite, dans les dernières décennies de l'Ancien Régime, le développement d'une philanthropie qui se caractérise par des actions collectives, par un engagement visant le long terme (garanti, par exemple, par des souscriptions régulières) et par la publicité donnée aux dons, justifiée par un principe d'émulation, autant de traits qui contribuent à l'éloigner de l'aumône

<sup>62</sup> Voir Catherine Duprat, « Pour l'amour de l'humanité ». *Le Temps des philanthropes*, op. cit., p. XVI-XIX.

<sup>63</sup> Isabelle de Charrière, *Lettres écrites de Lausanne*, dans *Œuvres complètes*, op. cit., t. VIII, p. 188.

traditionnelle (individuelle, ponctuelle et anonyme)<sup>64</sup>. Les nouveaux bienfaiteurs s'appliquent à discerner le bon pauvre du mauvais, celui qui saura faire fructifier les dons reçus de celui dont ils ne feront qu'entretenir la misère<sup>65</sup>. Cette vision des secours bien entendus, où la pureté des sentiments qui portent à donner compte moins que les conséquences du geste, n'est pas sans lien avec la position critique de Mauss. Le rapport à l'objet diffère, les visées théorisantes du sociologue pouvant difficilement être comparées à l'activisme de ceux qui, au XVIII<sup>e</sup> siècle, prirent la plume pour promouvoir la bienfaisance, mais on trouve dans l'un et l'autre cas la même importance accordée à l'incidence des dons, à ce qu'il advient une fois les offrandes faites et les services offerts. Tant pour l'anthropologue que pour les philanthropes des Lumières, le don ne saurait être ramené au seul sacrifice fait par le donateur : le profit qu'en tire le bénéficiaire, la façon dont il reçoit le don méritent également de retenir l'attention.

Si la prise en compte de l'intérêt du pauvre dicte le passage, au XVIII<sup>e</sup> siècle, de la charité chrétienne à la philanthropie, la nouvelle définition du don méritoire ne dédaigne pas non plus l'intérêt du bienfaiteur. Le «bon» don, tel que le conçoivent les Lumières, doit être utile non seulement au bénéficiaire, mais aussi à l'ensemble de la société et, à travers elle, au donateur lui-même. La chose paraît heureusement possible grâce à une philosophie qui tend à concilier le bonheur de tous et le bonheur individuel,

<sup>64</sup> Voir Catherine Duprat, «*Pour l'amour de l'humanité*». *Le Temps des philanthropes*, op. cit., première partie, «Leçons d'humanité», p. 3-108.

<sup>65</sup> Pareilles préoccupations utilitaires contrastent avec la définition chrétienne de la charité donnée un siècle plus tôt par Massillon : «Je ne voudrais pas cette charité durement circonspecte, qui n'a jamais assez examiné, et qui se défie toujours de la vérité des besoins qu'on lui expose. [...] Ne vaut-il pas mieux encore donner à de faux besoins, que courir risque de refuser à des besoins véritables? Quand un imposteur séduirait votre charité, qu'en serait-il? N'est-ce pas toujours Jésus-Christ qui la reçoit de votre main? Et votre récompense est-elle attachée à l'abus que l'on peut faire de votre aumône ou à l'intention elle-même qui l'offre?» (Jean-Baptiste Massillon, «Sermon pour le dimanche de la quatrième semaine de carême. Sur l'aumône» [1705], dans *Œuvres complètes*, éditées par l'abbé E.-A. Blampignon, Bar-le-Duc, L. Guérin & C<sup>ie</sup>, 1866, tome II, p. 127-128. Cité par Catherine Duprat, «*Pour l'amour de l'humanité*». *Le Temps des philanthropes*, op. cit., p. XIX.)

le bien d'autrui et l'intérêt personnel<sup>66</sup>. Se profile donc une multitude de discours qui, loin de mettre en valeur le désintéressement de ceux qui pratiquent la bienfaisance, insistent au contraire sur le profit qu'ils en tirent et sur les buts qu'ils poursuivent. C'est par exemple la façon de penser du baron d'Holbach, pour qui «[l]a bienfaisance est une disposition habituelle à contribuer au bien-être de ceux avec qui notre destin nous lie, en vue de mériter leur bienveillance et leur reconnaissance. Ainsi la bienfaisance ne peut pas être désintéressée ou dépourvue de motifs<sup>67</sup>.» Les avantages qu'on trouve à donner ne discréditent pas plus celle-ci à ses yeux qu'ils n'empêcheront Mauss, longtemps plus tard, de voir de véritables dons dans les échanges intéressés et contraints qu'il observera<sup>68</sup>. Des trois «moments» qui lui serviront à définir son objet d'étude (donner, recevoir et rendre), le troisième n'est pas, loin s'en faut, le moins important pour les hommes et les femmes qui, au XVIII<sup>e</sup> siècle, se penchent sur cette pratique.

On voit comment la lecture du fameux essai de Mauss peut aider à dégager ce qui constitue l'originalité des écrits sur la bienfaisance au tournant des Lumières. Comme chez l'anthropologue et contrairement à une idée répandue de la charité chrétienne, les dons qui retiennent l'attention de plusieurs penseurs dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup>

---

<sup>66</sup> Aussi la philosophie des Lumières parvient-elle à une définition de la vertu qui fasse l'économie du sacrifice et de l'effort ascétique. Voir à ce sujet Robert Mauzi, *L'Idée du bonheur dans la littérature et la pensée françaises au XVIII<sup>e</sup> siècle*, op. cit., p. 580 et ss.

<sup>67</sup> D'Holbach, *La Morale universelle, ou Les Devoirs de l'homme fondés sur sa nature. 1. Théorie de la morale*, à Paris, chez Baillio et Colas et chez Denis, an IV, p. 106-107. Cité par Jacques Domenech, article «Bienfaisance», loc. cit., p. 165.

<sup>68</sup> On notera que Marcel Mauss ne s'intéresse pas à la question, à laquelle répond le baron d'Holbach, de savoir s'il est possible que des dons soient entièrement désintéressés. Il se contente de constater que la plupart des dons, du moins ceux qui sont faits dans les sociétés qu'il étudie, ne le sont pas. Ce qui change avec Mauss, c'est précisément le fait de pouvoir tenir un discours qui fasse l'économie de cette question et, plus encore, de celle qui lui est sous-jacente et qui consiste à évaluer si un don, quand il est intéressé, est encore louable. Du baron d'Holbach à Marcel Mauss, le rapport à l'objet n'est plus le même : le philosophe des Lumières traite de la bienfaisance comme d'une vertu, dont il convient de spécifier les limites afin que tous, y compris lui-même, puissent mieux l'exercer; le sociologue se penche en observateur externe sur un phénomène dont il cherche, avec recul, à comprendre le fonctionnement. Malgré cette différence importante, leurs positions se rejoignent sur ce point que, pour l'un comme pour l'autre, la pratique du don (telle que d'Holbach l'encourage et que Mauss l'observe) n'est pas incompatible avec la recherche de l'intérêt.

siècle ne se définissent pas (ou pas seulement) en fonction des intentions des donateurs, mais aussi (parfois même surtout) en fonction des intérêts qu'ils servent et des liens qu'ils créent. Les considérations sur la bienfaisance dont abondent les dernières décennies de l'Ancien Régime et l'époque révolutionnaire sont animées d'un désir normatif dont l'essai de Mauss sera exempt – celui-ci ne se préoccupant guère de préciser ce qu'est un «bon» don –, mais elles sont néanmoins traversées d'idées auxquelles fera écho l'«Essai sur le don». La bienfaisance mise à la mode par les Lumières se présente déjà, un siècle et demi avant Mauss, comme un compromis entre la spontanéité d'un mouvement sensible et le souci d'utilité sociale, entre l'importance accordée aux motifs et l'attention réservée aux conséquences des dons<sup>69</sup>.

Centrée sur les avantages et sur les inconvénients que comportent, dans les romans de la Révolution, les services rendus et les faveurs acceptées, cette thèse est tributaire des réflexions de Mauss et de ses successeurs : elle l'est dans la mesure où les dons y sont appréhendés en tant qu'échanges, c'est-à-dire où leur sens nous est apparu indissociable de ce que les protagonistes, quand ils offrent ou reçoivent, risquent de perdre ou de gagner. Sans les perspectives ouvertes par l'«Essai sur le don», qui fit envisager les actes de générosité sous l'angle des liens qu'ils forment ou consolident plutôt que sous celui des qualités morales qu'ils révèlent, notre intérêt pour la bienfaisance ne se serait sans doute pas traduit par une interrogation sur ses suites, heureuses ou néfastes. Inscrite dans le sillage de travaux réalisés au siècle dernier, cette façon d'aborder l'étude des dons n'est cependant pas étrangère à l'esprit dans lequel de

---

<sup>69</sup> Ce rapport entre les Lumières et Mauss a fait l'objet d'un commentaire de Claire Jaquier dans un article récent consacré à l'analyse de la bienfaisance telle que l'ont pensée les Lumières helvétiques, qui rejoint sur plusieurs points les remarques que nous venons de faire. Claire Jaquier y met au jour la double dimension (sublime et pragmatique, morale et sociale) que donne à la bienfaisance une comédie anonyme de 1788 intitulée *Le Suisse bienfaisant, ou le précepteur*. Voir Claire Jaquier, «“Suisse bienfaisant”, “ange bienfaiteur” : promotion et illustration de l'amour social au tournant des Lumières», *loc. cit.*

nombreux hommes de lettres, au tournant des Lumières, se portèrent à la défense d'une certaine vision de l'amour du prochain, axée sur les bénéfices qu'on pouvait en escompter. Entre le don, tel que l'ont pensé les sciences humaines, et la bienfaisance, telle que l'ont prônée les dernières décennies de l'Ancien Régime, les rapports sont suffisamment étroits pour justifier la double perspective que nous avons choisi d'adopter.

\*\*\*

Cette thèse est divisée en quatre chapitres, consacrés à chacun des quatre auteurs de notre corpus. Ce plan s'est imposé comme le plus apte à mettre en valeur les logiques internes des œuvres et, partant, l'originalité des réponses individuelles aux questions que soulève la représentation des dons. Les cinq romans seront étudiés suivant l'ordre chronologique de leur publication, à l'exception de *Trois femmes*, que nous aborderons à la suite de *L'Émigré* en raison du relief que cette inversion permet de conférer aux idées de Mme de Charrière. Nous verrons que l'un et l'autre de ces récits d'émigration posent avec acuité le problème de la réception des dons par la noblesse en exil, soudainement réduite à jouer, dans les scènes de bienfaisance, le rôle peu reluisant du bénéficiaire. Ces deux premiers chapitres s'attacheront à relever les diverses stratégies mises en œuvre par les auteurs de *L'Émigré* et de *Trois femmes* afin de parer au danger d'humiliation que font peser sur leurs héros les présents et les soins dont on les comble. Les chapitres suivants nous amèneront à constater que le renversement de perspective entraîné par l'Émigration, qui fait considérer les bienfaits du point de vue de ceux qui les reçoivent, s'observe également à l'intérieur de textes qui, à la même époque, n'ont pas pour objet les tribulations d'aristocrates chassés de France. Ce sera l'occasion de mettre en lumière la manière dont les romanciers participent à une profonde réévaluation des mérites et des

limites de la bienfaisance au lendemain de la Révolution, qui tient compte de ses principes et de ses leçons.



## **CHAPITRE I**

### ***L'ÉMIGRÉ, OU L'ART DE RECEVOIR***

Comment, quand on a un grand cœur et des parents émigrés, faire passer à ceux-ci un gros diamant qui leur procurera, une fois vendu, de quoi supporter pour quelque temps leur triste sort? Adélaïde d'Armilly, l'héroïne des *Petits Émigrés* de Mme de Genlis, a trouvé un moyen ingénieux de faire un présent qui puisse tromper la vigilance des nouveaux maîtres de la France. Elle a confié une provision de lis et de roses en papier à un négociant de fleurs artificielles et l'a chargé de la porter pour elle hors des frontières de la République sous prétexte d'en faire le commerce, puis de la remettre, une fois gagnée la Suisse, à la famille qu'elle a entrepris d'aider. Arrivé à destination, le complice présente aux exilés une branche de roses spécialement confectionnées par la jeune fille : dans un des boutons, ils trouvent le diamant, habilement caché; dans un autre, un billet roulé accompagne l'offrande<sup>1</sup>.

Rendue nécessaire par le danger auquel s'expose tout Français soupçonné d'être en relation avec des sympathisants de la Contre-révolution, l'astuce qu' imagine le personnage de Mme de Genlis attire l'attention sur les précautions dont il convient d'entourer les dons qu'on fait aux émigrés. Serti dans un bouton de rose, le diamant est offert avec une admirable prudence; il l'est aussi avec une délicatesse exemplaire. La rose qui sert d'écrin n'a pas seulement pour effet, dans cette histoire, d'éviter que la pierre précieuse soit interceptée par des agents révolutionnaires. Elle a également

---

<sup>1</sup> Félicité de Genlis, *Les Petits Émigrés ou Correspondance de quelques enfants*, Paris et Berlin, Onfroy et Fr. de Lagarde, 1798, t. I, p. 260.

l'avantage de transformer la réception d'un présent en un moment de grâce et ce, à l'intérieur d'un roman où la fierté des émigrés est facilement blessée par la compassion qu'on leur témoigne. Le fin papier d'emballage est la trouvaille ingénieuse d'une jeune fille qui a pris soin de présenter avec art un cadeau qui est, en même temps, d'une grande valeur et d'une grande dureté.

Le caractère particulièrement éprouvant de l'expérience qui consiste, pour de nombreux émigrés, à vivre des dons qu'on daigne leur faire est mis en évidence à plusieurs reprises dans le roman de Mme de Genlis. C'est à Eugène de Vilmore, jeune orphelin dont la romancière s'attache à raconter l'exil, que revient le rôle d'exprimer de la manière la plus explicite la peine que peut avoir un aristocrate (même âgé d'à peine dix ans) à agréer les bienfaits que sa misère inspire. Après avoir appris à gagner sa pitance en travaillant de ses mains, le petit Eugène est recueilli par un bon Samaritain. Dans ses Mémoires, il se rappelle le mélange de joie et de douleur qu'il ressentit le jour où sa sœur et lui furent pris en charge par le charitable M. Trumann :

J'étois bien content : cependant j'avois une espèce de honte qui m'étoit toute nouvelle. Je n'en avois pas eu de faire des paniers et de les aller vendre, il est honorable de vivre de son travail, mais je me trouvois embarrassé de tout ce que Mr Trumann faisoit pour nous. Je me disois : ici je ne pourrai pas m'acquitter en faisant des paniers comme chez Fischer, je ne payerai pas de pension comme chez le boulanger, je recevrai sans rien rendre; et cette pensée me chagrinoit et m'humilioit<sup>2</sup>.

L'«espèce de honte» «toute nouvelle» que connaît Eugène ce jour-là, la princesse de C\*\*\* l'observe avec tristesse, une centaine de pages plus loin, chez une amie française chassée du pays de son enfance, époque heureuse et révolue où jamais l'idée ne serait venue à personne que «l'on pût être humiliée par les dons d'une amie<sup>3</sup>». Comme le

---

<sup>2</sup> *Ibid.*, t. I, p. 194-195.

<sup>3</sup> *Ibid.*, t. I, p. 275.

constatent à regret les personnages de Mme de Genlis, il y a plus d'un danger à tendre une main secourable aux victimes de la Révolution : à celui, pour le donateur, de se compromettre (du moins en certaines circonstances) s'ajoute celui, pour les donataires, de se sentir avilis par les dons qu'ils agréent.

Un an avant la publication des *Petits Émigrés*, Sénac de Meilhan fait paraître à Brunswick l'histoire d'un ci-devant marquis transformé par ses malheurs en un objet de sollicitude aux yeux d'une généreuse famille allemande. Alors que ses revers de fortune semblent devoir prendre fin, le héros est forcé d'apprendre à contrer la menace que font peser sur lui les présents et les soins dont on le comble. Le récit de Sénac est un roman d'amour et un roman d'émigration; c'est aussi un mode d'emploi pour exilés cherchant à sauver leur honneur au milieu de dons qui risquent de les accabler. Ce chapitre s'attache aux diverses stratégies mises en œuvre par les personnages de *L'Émigré* afin de parer au danger d'humiliation que font naître les innombrables bienfaits prodigués dans cette histoire. Si l'on s'adonne chez Sénac, comme chez Mme de Genlis, au doux commerce des fleurs artificielles, on a recours à d'autres tactiques que celle inventée par Mlle d'Armilly pour revêtir d'un aspect convenable les cadeaux offerts et les services rendus aux émigrés. En observant lesquelles, nous mettrons en lumière les lois qui régissent, dans ce roman de 1797, la représentation des dons.

### 1. «Pour l'honneur de l'humanité»

La lettre XVIII du roman de Sénac de Meilhan relate les aventures d'une petite troupe d'émigrés qui, de Nice où elle s'était réfugiée aux premiers signes d'agitation révolutionnaire, entreprit, peu après la journée du 10 août, un long et triste exil qui la

mena jusqu'à Venise. Écrite par le président de Longueil, maître à penser des personnages du roman, la lettre raconte la misérable marche des «infortunés fugitifs<sup>4</sup>». Elle peint leur dénuement et leur frayeur, elle rappelle les fléaux qui s'abattirent sur leur route, le désespoir qui s'empara de plusieurs, le départ des hommes pour l'armée de Condé, la résignation de ceux qui restèrent, les angoisses suscitées par l'avancée des troupes françaises... Jusqu'au jour où, chassée de Turin, la troupe réussit, grâce aux «combinaisons de la pauvreté industrielle» (É, 99), à louer une barque dans laquelle quatre-vingt personnes entassées se mirent à suivre le cours du Pô. Alors le paysage changea : l'inhospitalier Piémont laissé derrière, la noblesse et le clergé en déroute firent l'expérience de la compassion et de la bienfaisance des riverains du Pô. Le «peuple de frères» (É, 100) qui salua dès lors leur passage rivalisa à leur égard en généreux procédés. De ce touchant accueil, le président de Longueil se fit plus tard un devoir de rendre compte : «Je ne puis, pour l'honneur de l'humanité, passer sous silence la réception des habitants de tous les lieux où la barque s'arrêtait le soir» (É, 99).

*Pour l'honneur de l'humanité* : l'expression vaut d'être notée. Plus d'un siècle avant le déclenchement de la Révolution française, déambulant sur la scène du Palais-Royal, dom Juan et Sganarelle égarés cherchaient le chemin d'une autre ville italienne. Sortant un louis d'or pour faire l'aumône à un pauvre qui venait de les renseigner, le libertin déclarait cavalièrement le lui donner «pour l'amour de l'humanité<sup>5</sup>». La formule, provocatrice dans la bouche du héros de Molière (puisque Dieu, traditionnel dedicataire

---

<sup>4</sup> Gabriel Sénac de Meilhan, *L'Émigré*, édition présentée, établie et annotée par Michel Delon, Paris, Gallimard, «Folio classique», 2004, p. 97. Désormais, toute référence à cet ouvrage sera indiquée par le sigle É, suivi du folio. Le texte de cette édition, dans laquelle l'orthographe a été modernisée, est celui de l'édition originale (Brunswick, chez P. F. Fauche, 1797), également reproduit par Étiemble dans *Romanciers du XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, «Bibliothèque de la Pléiade», 1965, t. II, p. 1541-1912.

<sup>5</sup> Molière, *Dom Juan ou le Festin de pierre*, acte III, scène II, édition présentée, établie et annotée par Georges Couton, Paris, Gallimard, «Folio classique», 1999, p. 99.

des bontés chrétiennes, s'y trouvait évincé au profit des simples mortels), était vouée à un bel avenir. Placée au cœur d'une œuvre que Michel Serres proposa de lire comme «un traité complet du don et du contre-don<sup>6</sup>», la phrase, bien que jetée (avec l'obole?) à la face du pauvre, annonçait les nouvelles valeurs (bien-être terrestre, sensibilité, solidarité) au nom desquelles le XVIII<sup>e</sup> siècle allait promouvoir la bienfaisance et la philanthropie. Aussi Catherine Duprat la retint-elle pour le titre de l'étude qu'elle consacra au sujet, l'historienne se demandant à propos s'il ne convenait pas de voir en dom Juan, auteur fictif de cette saillie, le premier des philanthropes<sup>7</sup>.

Alors que les hommes des Lumières, à l'initiative du fameux libertin, dirent soulager l'infortune «pour l'amour de l'humanité», c'est non pas pour l'amour, mais pour «l'honneur» de celle-ci que Sénac de Meilhan jugea digne, quelques années après le déclenchement de la Révolution, de faire rapporter par l'un de ses personnages les dons reçus par des émigrés. De l'amour à l'honneur, le déplacement est significatif. En effet, si la bienfaisance permet chez Sénac de mettre en évidence la sensibilité de ses héros et de faire naître chez eux les plus profonds attachements (si elle s'y pratique toujours, autrement dit, au profit de l'amour), sa représentation permet par ailleurs d'exprimer la fidélité à une éthique, au plus haut point menacée par l'«horrible bouleversement» (*É*, 32) qui sépare le romancier de ses prédécesseurs. Dans sa *Lettre à l'abbé Sabatier de Castres*, publiée à Vienne en 1792 (deux ans, donc, avant qu'il n'entreprenne la rédaction de *L'Émigré*<sup>8</sup>), Sénac comptait la disparition du sens de

<sup>6</sup> Michel Serres, *Hermès I. La Communication*, Paris, Minuit, «Critique», 1968, p. 244.

<sup>7</sup> Catherine Duprat, «Pour l'amour de l'humanité». *Le Temps des philanthropes. La philanthropie parisienne des Lumières à la monarchie de Juillet*, préface de Maurice Agulhon, Paris, Éditions du C.T.H.S., 1993, p. XXI.

<sup>8</sup> Henry Stavan, à qui l'on doit la première des monographies sur Sénac de Meilhan, situe en 1795 la rédaction de *L'Émigré*. La plupart de ses successeurs font cependant remonter à 1794 le moment où Sénac se mit à l'ouvrage. Voir Henry A. Stavan, *Sénac de Meilhan (1736-1803), moraliste, romancier, homme*

l'honneur au nombre des conséquences les plus déplorables que la confusion de tous les états devait entraîner. En attendant que le futur héros de son roman dénonce pour sa part l'égoïsme supposé s'être emparé des Français, l'auteur s'alarmait à l'idée de voir anéantis les antiques «préjugés d'une condition<sup>9</sup>», traditionnels remparts contre le despotisme, en l'absence desquels les hommes risquaient désormais d'être soumis à une tyrannie d'un genre nouveau. Sans un code de l'honneur qui puisse réguler les relations sociales, les pronostics de Sénac donnaient la France pour perdue, condamnée à ne plus vivre sous d'autres règles que celles de «l'argent» et des «supplices» :

Les hommes des dernières classes seront, avant peu, en France, les seuls qui s'agitent dans la Sphère républicaine, et ils seront à la solde des riches, véritables Aristocrates à qui la fortune donne les moyens de mettre un prix à tous les vices, comme à toutes les vertus. Un mal irrémédiable résultera de ce chaos [...]. Il n'y aura plus aucun moyen de frapper vivement les imaginations et d'exalter les âmes. La puissance morale sera entièrement anéantie. *L'honneur, c'est-à-dire, l'estime de soi-même et de la condition, qui porte encore davantage à mieux faire que les autres, qu'à bien faire, qui inspire le besoin pressant de vivre dans l'opinion, aura cessé d'exister.* Né dans les Forêts de la Germanie, il avoit remplacé le patriotisme et étoit le frein du despotisme. Le Souverain, en France, en Espagne etc. auroit en vain commandé une action qui répugnoit *aux loix, souvent fantastiques, de l'honneur, aux préjugés d'une condition*; il trouvoit d'insurmontables barrières, qu'aucune crainte, qu'aucun espoir ne pouvoit forcer à franchir. C'est ainsi que *les sentimens antiques des peuples modernes* ralentissoient la marche du pouvoir souverain, obligé de composer avec les préjugés des hommes.

Quel contrepoids un jour aura-t-on à opposer au despotisme? *l'honneur? Il n'existe plus; l'antique édifice auquel il étoit uni l'a écrasé dans sa chute.* [...] Les honneurs avilis, la gloire prostituée, dans un tel état de choses, je vois une partie de l'Europe offrir un jour l'étonnant spectacle de Nations sans patriotisme, sans vertus, sans religion. Que restera-t-il donc pour gouverner les hommes? l'argent et les supplices<sup>10</sup>.

---

de lettres, Paris, Minard, «Bibliothèque de littérature et d'histoire», 1968, p. 69 et, à titre d'exemple, Raymond Trousson, «Introduction [à *L'Émigré*]», dans *Le Roman noir de la Révolution*, édition établie et présentée par Raymond Trousson, Bruxelles, Complexe et Paris, Nathan, 1997, p. 61.

<sup>9</sup> Gabriel Sénac de Meilhan, *Lettre de Monsieur de M\*\**, à M. l'abbé Sabatier de Castres sur la République française, Vienne, Ignace Alberti, 1792, p. 41.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 39-42. Nous soulignons.

Principe monarchique pour tout lecteur de Montesquieu (au nombre desquels comptait Sénac<sup>11</sup>), l'honneur doit nécessairement périr avec l'Ancien Régime, ce qui pousse l'homme de lettres aux plus sombres conjectures. Dans le fossé entre deux mondes qu'aura creusé la Révolution, un ensemble de lois dictées par l'«estime de soi-même et de la condition» aura été englouti, lois «souvent fantastiques», admet Sénac, mais seules capables à ses yeux, pour le dire avec Michel Delon, de «constituer un frein au libre jeu des intérêts et des égoïsmes<sup>12</sup>». *Tout est perdu, fors l'honneur*, disait le roi à Pavie; avec la Révolution, l'honneur est lui aussi perdu et hors de lui, apprend-on, point de salut.

La *Lettre à l'abbé Sabatier de Castres* met en évidence l'à-propos du changement apporté par le romancier à la formule de dom Juan. En disant témoigner «pour l'honneur de l'humanité» de l'accueil qui fut réservé à ses compagnons d'infortune, le président de Longueil affirme son attachement à une éthique, au torpillage de laquelle auraient précisément œuvré à la même époque «Patriotes» (*É*, 37) et Jacobins. Dans le récit de Sénac, la Révolution, malgré sa violence, s'avère incapable d'altérer non seulement la confiance du proscrit en la nature charitable des hommes (ou des meilleurs d'entre eux), mais également les critères à l'aune desquels il lui sied de les juger. L'honneur, valeur chevaleresque cultivée par la noblesse, est déclaré devoir survivre là où la Révolution n'a pas eu de prise, en même temps que la bienveillance et que la générosité. Si c'est toujours par amour qu'on tend une main secourable dans cette histoire d'émigration (où tout ou presque semble perdu : titres, privilèges, fortunes et terres), c'est pour sauver l'honneur qu'on y parle des dons.

<sup>11</sup> Le président de Longueil cite (fautivement) Montesquieu dans la lettre LXXV (*É*, 234-235).

<sup>12</sup> Michel Delon, «Introduction», dans Gabriel Sénac de Meilhan, *Des Principes et des causes de la Révolution en France*, suivi d'extraits de *Du Gouvernement, des mœurs et des conditions en France avant la Révolution*, édition présentée et annotée par Michel Delon, Paris, Desjonquères, «XVIII<sup>e</sup> siècle», 1987, p. 13.



Les mots employés par le président de Longueil laissent entendre que la bienfaisance, dans ce roman, aura partie liée avec une façon particulière qu'ont les hommes d'évaluer leur dû, en fonction non pas de la valeur attribuée aux choses, mais du plus ou moins grand cas qu'ils font d'eux-mêmes. Les services rendus, les choses offertes et acceptées dans *L'Émigré* seront l'occasion de rappeler que les échanges peuvent être soumis à d'autres lois que celles de l'intérêt matériel immédiat. L'appât du gain et la peur des peines physiques ne sont pas seuls à gouverner les hommes : le désir de gloire, le besoin d'être estimé pour sa naissance ou pour ses mérites (et de juger pareillement des autres) président également aux rapports sociaux. Quand, pour prendre un exemple tiré de la lettre XVIII, un riche Vénitien donne deux médailles d'or de quinze ducats à un pauvre prêtre déporté, certains ménagements, certaines marques de déférence de la part du bienfaiteur suffisent à montrer que l'espèce humaine n'est pas uniquement aiguillonnée par «l'argent» et par les «supplices», ces deux despotes de la France bourgeoise qu'appréhende Sénac. Se dessine en conséquent une opposition (entre la bienfaisance, qui serait affaire d'honneur, et la Révolution ou, plus précisément, entre la bienfaisance et l'ère nouvelle qui s'amorce) qu'on retrouvera, quelque deux cents ans plus tard, chez plusieurs théoriciens du don, qui, de Marcel Mauss à Alain Caillé, penseront le don contre la modernité et contre son économie de marché<sup>13</sup>.

D'un côté, donc, l'honneur et le don et, de l'autre, la Révolution. Au nombre des dommages causés par le cataclysme de 1789, outre le dénigrement des «sentimens antiques<sup>14</sup>» et le discrédit jeté sur les règles au respect desquelles ces sentiments

<sup>13</sup> Voir Marcel Mauss, «Essai sur le don», dans *Sociologie et anthropologie*, introduction par Claude Lévi-Strauss, Paris, Presses universitaires de France, «Quadrige», 2003, p. 143-279 et Alain Caillé, *Don, intérêt et désintéressement. Bourdieu, Mauss, Platon et quelques autres*, nouvelle édition augmentée, Paris, La Découverte / M.A.U.S.S., «Recherches», 2005.

<sup>14</sup> Gabriel Sénac de Meilhan, *Lettre de Monsieur de M\*\**, à M. l'abbé Sabatier de Castres, *op. cit.*, p. 41.

astreignaient, il faut en effet compter, si l'on en croit le récit de Sénac, la disparition de l'altruisme et de la sensibilité chez un grand nombre de Français. L'«époque affreuse et unique dans l'histoire» (*É*, 31) ouverte par la prise de la Bastille, telle que la dépeint ce roman d'émigration, a mis à rude épreuve tant le désintéressement des uns que la gratitude des autres, sapant ainsi les fondements de toute relation de bienfaisance. «[U]ne révolution», lit-on dans *L'Émigré*, «est une fatale lumière qui découvre la hideuse nudité de la majeure partie des hommes» (*É*, 55). La touchante bienveillance des seigneurs a été oubliée en un jour par des vassaux qui les chérissaient hier et les jettent à présent au cachot<sup>15</sup>; «il n'est pas de vertu que respecte le fanatisme», constate le héros en se remémorant les premières fureurs révolutionnaires, et «l'intérêt ne connaît aucun ménagement» (*É*, 80). Quand au milieu de la «barbarie» généralisée (*É*, 55) dans laquelle a sombré la France une main secourable est tendue, c'est dans l'espoir d'obtenir une grasse récompense<sup>16</sup>. Même les victimes des pillards et des bourreaux ne sont pas à l'abri de l'égoïsme qui s'est emparé de la nation : le président de Longueil raconte qu'au moment de passer le col de Tende, quand des pluies diluviennes s'abattirent sur la «misérable troupe» d'émigrés, «celui qui tombait et s'embourbait, invoquait en vain du secours. Le malheur extrême», conclut-il, «rend l'homme barbare en concentrant tout son intérêt sur lui-même» (*É*, 98). Il faudra aux exilés s'éloigner de cette France révolutionnée pour que la solidarité humaine trouve à nouveau place dans le récit du président. La sollicitude manifestée à l'égard de la noblesse et du clergé en exil contribuera dès lors à noircir, par contraste, le portrait des hommes et des femmes entre

<sup>15</sup> Voir, par exemple, le sort réservé à Mme de Granville, rapporté par le marquis de Saint Alban dans la lettre X (*É*, p. 80-81).

<sup>16</sup> C'est le cas du Jacobin et de sa maîtresse qui, dans l'«Histoire de la vicomtesse de Vassy», aident la noble prisonnière à gagner son procès en échange d'une bague de deux mille écus et de vingt mille livres de lettres de change (lettre XCIV, *É*, 303-305). Non dépourvu de sensibilité, il est vrai, ce couple «sans crainte comme sans remords» n'obéit en fait qu'à son «intérêt bien entendu» (*É*, 303).

les mains desquels le pays est tombé. Dès que les fugitifs auront suffisamment pris le large pour se soustraire au vent mauvais qui soufflait sur leurs terres, leur route sera semée de bienfaits qui, pour celui qui en fera plus tard le récit, seront l'occasion de tourner ses regards vers la Révolution : «Au milieu de ces marques de sentiment et de générosité, mes idées quelquefois se portaient sur Paris, où le sang coulait à grands flots, où le peuple furieux traînait dans les rues des corps déchirés, promenait sur des piques des têtes dégouttantes de sang» (*É*, 100). Et le président de douter que le peuple qui avait brûlé les châteaux et mis à sac les terres des émigrés pût avoir quoi que ce soit en commun avec celui qui les secourait avec diligence : «Je me demandais si c'étaient les mêmes êtres que ceux qui nous recevaient avec tant de bienveillance, qui nous montraient une si vive et si touchante sensibilité» (*É*, 100)<sup>17</sup>. En s'appliquant à dresser, grâce au souvenir des bonnes actions qui adoucirent son exil, un «tableau de l'humanité, sous son plus bel aspect» (*É*, 100), le président de Longueil ne manque pas de dénoncer au passage les événements qui le poussèrent à quitter la France. Son discours, en un mot, met dos à dos la bienfaisance et la Révolution, deux expériences présentées comme antithétiques.

Or pareille opposition était loin d'aller de soi pour tous les contemporains du romancier. Ainsi que l'a constaté Catherine Duprat, la bienfaisance fut au cœur tant de la

---

<sup>17</sup> Alain Montandon remarque que l'Italie, dans la lettre XVIII, «sert de contrepoint à la barbarie de la nature humaine en permettant la confrontation d'âmes généreuses [...] avec [le tableau] d'un peuple ayant perdu toute sensibilité» (Alain Montandon, «Le romanesque de la Révolution de 1793 : *L'Émigré* de Sénac de Meilhan», dans Angels Santa, Marta Giné et Montserrat Parra [dir.], 1793. *Naixement d'un Nou Món a l'Ombra de la República*, Lleida, Edicions de la Universitat de Lleida, 1995, p. 245). Plusieurs critiques ont souligné en ce sens l'allure «manichéenne» de la représentation que donne Sénac de la Révolution dans *L'Émigré*. Voir par exemple Robert Grandroute, «Sénac de Meilhan et la Révolution», dans Jean Sgard (dir.), *L'Écrivain devant la Révolution, 1780-1800*, Actes du Colloque franco-italien de Grenoble (24-26 septembre 1987), Grenoble, Université Stendhal, 1990, p. 173; Elizabeth Zawisza, «Une vision romanesque de la Révolution : *L'Émigré* de Sénac de Meilhan», *Eighteenth-Century Fiction*, 2, 2, janvier 1990, p. 147 et Santé A. Viselli, «*L'Émigré* ou les avatars d'un nouveau héros», dans Lucienne Domergue et Georges Lamoine (dir.), *Après 89. La Révolution, modèle ou repoussoir*, Actes du Colloque international de Toulouse (14-16 mars 1990), Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1991, p. 81.

pratique que du discours révolutionnaires. L'an II, à la veille duquel commence l'histoire racontée par Sénac de Meilhan, représente à cet égard un véritable apogée. La période au cours de laquelle sont écrites la majorité des lettres qui composent le roman (la première d'entre elles datant de juillet 1793) est précisément celle où les citoyens de la France révolutionnaire furent le plus justifiés à s'enorgueillir de leur générosité. Avec, par exemple, 530 000 livres recueillies cette année-là par les bureaux de secours, jamais, observe l'historienne, les Parisiens n'auront autant donné au cours de la période qui retient son attention (soit, *grosso modo*, de l'*Encyclopédie* à la monarchie de Juillet)<sup>18</sup>. En dépit d'une conjoncture peu favorable à un tel déploiement d'altruisme – une lourde fiscalité, imposée par la guerre, s'ajoutant à la désertion de la ville par une partie de ses habitants les plus riches –, les Parisiens de l'an II furent nombreux à secourir les familles indigentes, comme ils furent prompts à répondre à l'appel lancé par leurs dirigeants quand, le 19 brumaire [9 novembre] de cette même année, ceux-ci invitèrent tout bon citoyen «à faire des offrandes à la patrie, en chemises, bas et souliers<sup>19</sup>». Jusqu'aux plus modestes des Parisiens prirent part à ces gestes patriotiques, contribuant par là à faire du don une pratique militante. En l'an II, conclut Catherine Duprat, le peuple de la jeune République «s'honore, pour sa patrie et pour ses frères indigents, de faire plus et mieux que les “riches égoïstes”<sup>20</sup>».

Le roman de Sénac de Meilhan passe sous silence cet engouement révolutionnaire pour la bienfaisance. En multipliant les actes de compassion envers les

<sup>18</sup> Voir Catherine Duprat, «Pour l'amour de l'humanité». *Le Temps des philanthropes*, op. cit., p. 171-172.

<sup>19</sup> Décret du 19 brumaire an II (9 novembre 1793), dans J. B. Duvergier, *Collection complète des lois, décrets, ordonnances, réglemens, et avis du Conseil d'État de 1788 à 1830*, Paris, A. Guyot et Scribe, 1834 (réimpression Schmidt Periodicals GmbH, 1995), t. VI, p. 281. Cité par Catherine Duprat, «Don et citoyenneté en l'an II. Les vertus du peuple français», dans Michel Vovelle (dir.), *Révolution et République. L'exception française*, Actes du Colloque de Paris I, 21-26 septembre 1992, Paris, Kimé, 1994, p. 263.

<sup>20</sup> Catherine Duprat, «Pour l'amour de l'humanité». *Le Temps des philanthropes*, op. cit., p. 172.

nobles et les clercs chassés de France (qui s'aident les uns les autres tout autant qu'ils sont secourus par des étrangers), il laisse entendre que les victimes de la Révolution seraient seules à savoir inspirer des élans altruistes<sup>21</sup>. Les bienfaits dont abonde *L'Émigré* se succèdent comme autant d'arguments servant à prouver la supériorité morale de la cause monarchiste sur celle de ses adversaires. En s'arrogeant l'exclusivité des droits aux secours, les exilés de ce roman rappellent que la bienfaisance, dans le conflit qui divise la France, peut facilement devenir une arme, dont chaque camp, du reste, est prêt à faire usage.

Le maniement de cette arme n'est pourtant pas sans comporter de risques. Les innombrables bienfaits qui déferlent sur la route des émigrés dont Sénac s'applique à raconter les peines ont pour corollaire la situation de dépendance dans laquelle se retrouve une grande partie des privilégiés d'hier. Alors que certains d'entre eux mettent à profit leurs talents de société ou parviennent à survivre en exerçant de menus travaux, d'autres sont soudainement privés de tout autre moyen de subsistance que les secours que veulent bien leur prodiguer de bons Samaritains. Si la défense de la contre-révolution demande à ce que soient représentés des émigrés dignes d'attendrir les cœurs et d'attirer à eux les plus solides appuis, cette opération a pour contrepartie la nécessité de mettre en scène une noblesse indigente, réduite à assumer la position peu glorieuse des misérables qui, peu de temps auparavant, venaient quémander aux portes de ses châteaux et de ses hôtels. Le rabaissement guette ceux dont les infortunes éveillent la

---

<sup>21</sup> Ces victimes, bien entendu, furent loin d'être toutes issues de la noblesse et du clergé. Rappelons que le contingent apporté par les deux premiers ordres à l'émigration fut minoritaire. Selon les estimations de Jacques Godechot, les clercs formèrent 25 % de l'émigration et les nobles, seulement 17 %. Bien que la majorité des émigrés fut constituée de représentants du troisième ordre, artisans et paysans surtout, le personnel romanesque de Sénac ne compte aucun roturier, si ce n'est un ou deux valets attachés à leurs maîtres. Voir Jacques Godechot, *La Contre-révolution. Doctrine et action, 1789-1804*, 2<sup>e</sup> édition mise à jour, Paris, Presses universitaires de France, «Quadrige», 1984 [1961], p 159-160.

commisération. Or ce serait là, laisse entendre Sénac, la pire des épreuves réservées aux exilés : «Quand on ôte, Madame, du malheur, l'humiliation, il perd ce qu'il a peut-être de plus douloureux» (*É*, 117), déclare une ci-devant duchesse à sa nouvelle amie allemande. Dans un roman consacré aux malheurs de l'émigration, la représentation de la bienfaisance soulève le problème suivant : comment faire le portrait d'une noblesse nécessiteuse qui conserve néanmoins sa dignité? Comment, de donataire qu'elle était encore hier, la montrer bénéficiaire sans pour autant conclure à sa déchéance? Comment ne pas l'accabler des dons qu'elle reçoit?

Bien que la critique se soit déjà penchée sur les diverses ressources déployées par les personnages de Sénac pour vaincre l'adversité<sup>22</sup>, on ne s'est jamais demandé, à notre connaissance, ce qui permet à ceux-ci de cumuler les dons sans paraître avilis<sup>23</sup>. La question, pourtant, s'impose d'autant plus qu'il était d'usage, chez plusieurs hommes de lettres du XVIII<sup>e</sup> siècle, de décrire la bienfaisance comme un attribut du pouvoir et, qui plus est, comme un moyen efficace de maintenir dans la sujétion les moins biens nantis

<sup>22</sup> Sur ce sujet, on consultera en particulier la préface de Michel Delon à *L'Émigré* (*op. cit.*, p. 19-20) ainsi qu'un article de François Raviez, qui observe que «*L'Émigré*, à sa façon, est un manuel de débrouillardise, mais aussi un guide des carrières pour futurs exilés». Voir François Raviez, «Sénac de Meilhan : *L'Émigré* ou l'art de survivre», dans François Jacob et Henri Rossi (dir.), *Mémorialistes de l'exil. Émigrer, écrire, survivre*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 137-152 (citation p. 140).

<sup>23</sup> Pascal Brissette s'est interrogé sur ce qui rend possible les transferts de richesses dans *L'Émigré* (transferts de terres, d'argent et de femmes), mais dans une perspective qui diffère de la nôtre : «*L'Émigré*, écrit-il, est [...] à la fois une histoire d'argent et une histoire d'amour; pour l'essentiel, il s'agit de voir comment un jeune émigré poursuivi par la malchance parviendra à gagner le cœur d'un vieil aristocrate étranger (le Commandeur), *a priori* insensible à la cause des émigrés, à obtenir de lui qu'il lui donne une terre et des revenus, et qu'il l'appuie dans la conquête de la jeune Comtesse sa nièce [...]» L'étude qu'il consacre à ce roman examine la façon dont le héros de Sénac parvient progressivement à faire de son malheur un atout, à le transformer en un capital qu'il saura placer à bon escient afin de recueillir en Rhénanie un maximum de bénéfices. Son analyse, comme la nôtre, pose que les dons aux exilés ne vont pas de soi et qu'il convient en conséquent de s'attacher à la manière dont sont levés les obstacles qui s'y opposent, mais alors que Pascal Brissette situe ces obstacles du côté des donateurs (ou du principal d'entre eux, le commandeur de Loewenstein, chez qui le geste secourable ne serait pas spontané), nous les situons du côté des donataires (qui risquent de perdre plus qu'ils ne gagnent si la générosité à leur égard ne s'exprime pas conformément à certaines règles – nous verrons lesquelles). Loin de s'exclure, ces deux problématiques nous paraissent complémentaires. Voir Pascal Brissette, *La Malédiction littéraire. Du poète crotté au génie malheureux*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, «Socius», 2005, p. 268-282 (citation p. 272).

(alors qu'il faudra au contraire à Sénac savoir créer l'impression que les bontés qu'ils reçoivent ne condamnent pas les émigrés à une éternelle dépendance). Rousseau, par exemple, dans son domaine imaginaire de Clarens, approuve la «subordination des inférieurs<sup>24</sup>» que les largesses ne peuvent manquer de produire : quand on les comble de bienfaits, les domestiques se satisfont de leur sort et louent «Dieu dans leur simplicité d'avoir mis des riches sur la terre pour le bonheur de ceux qui les servent et pour le soulagement des pauvres<sup>25</sup>». De tous les avantages qu'on peut trouver à être bienfaisant, la confirmation de l'autorité dont on se croit investi n'est pas le moindre aux yeux de Rousseau. Helvétius, pour sa part, se demandant d'où vient le plaisir éprouvé à soulager l'infortune, répond qu'on donne aux malheureux pour quatre raisons :

1. Pour s'arracher à la douleur physique de les voir souffrir.
2. Pour jouir du spectacle d'une reconnaissance qui produit du moins en nous l'espoir confus d'une utilité éloignée.
3. Pour faire *un acte de puissance* dont l'exercice nous est toujours agréable, parce qu'elle rappelle à notre esprit l'image des plaisirs attachés à cette puissance.
4. Parce que l'idée de bonheur s'associe toujours dans une bonne éducation avec l'idée de bienfaisance, & que cette bienfaisance, en nous conciliant l'estime & l'affection des hommes, peut, ainsi que les richesses, *être considérée comme un pouvoir* ou un moyen de se soustraire à des peines, & de se procurer des plaisirs<sup>26</sup>.

La satisfaction qu'on trouve à secourir les malheureux ne saurait s'expliquer, s'il faut en croire Helvétius, sans prendre en compte le sentiment d'autorité que procurent aux âmes généreuses leurs bonnes actions. S'il y a un incontestable bonheur dans l'exercice de la bienfaisance, c'est en grande partie, soutient celui qui refuse de reconnaître d'autres plaisirs que physiques, parce que celle-ci est un «acte de puissance» et que toute

<sup>24</sup> Jean-Jacques Rousseau, *Julie ou la Nouvelle Héloïse*, édition établie par Michel Launay, Paris, Garnier-Flammarion, 1967, p. 345.

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> Helvétius, *De l'Homme, de ses facultés intellectuelles et de son éducation* [1773], dans *Œuvres complètes*, Londres, [s. é.], 1781, t. III, p. 122. Cité par Catherine Duprat, «Pour l'amour de l'humanité». *Le Temps des philanthropes*, op. cit., p. XX. Nous soulignons.

domination est, sinon jouissive en elle-même, à tout le moins promesse de jouissances. Ce qu'affirme Helvétius, *La Nouvelle Héloïse* le dit autrement. Convaincu de l'influence qu'assurent les dons à ceux qui les prodiguent, Saint-Preux fait remarquer à milord Edouard qu'un propriétaire terrien, plutôt que de devenir maître «à prix d'argent», peut le devenir bien plus aisément «par l'empire sacré de l'estime et des bienfaits<sup>27</sup>». Aussi constate-t-il, subjugué lui-même, «l'adorable et puissant empire» que confère à Julie «la beauté bienfaisante<sup>28</sup>». Sénac de Meilhan reprend cette idée lorsqu'il fait dire à un personnage secondaire de *L'Émigré*, la vicomtesse de Vassy, qu'elle songea jadis «à acheter une belle terre au bout du royaume, et à [s]'y faire une sorte d'empire par [s]es bienfaits envers [s]es vassaux, et par des établissements favorables à l'humanité» (*É*, 294). L'adéquation entre le pouvoir qu'on acquiert et les dons qu'on répand est également soulignée par le héros du roman, qui observe «l'ascendant» qui naît d'une fortune dont on «use noblement», de même que la possibilité qu'il y a d'en «abuse[r]», dans la mesure où les bienfaits tiennent ceux qui en jouissent «dans une grande dépendance» (*É*, 57). Pour les lecteurs de Rousseau comme pour nombre de philosophes du tournant des Lumières, il va de soi que la bienfaisance asservit. Relation essentiellement inégalitaire, elle marque la supériorité de celui qui donne sur celui qui reçoit<sup>29</sup>.

<sup>27</sup> Jean-Jacques Rousseau, *Julie ou la Nouvelle Héloïse*, op. cit., p. 350.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 332.

<sup>29</sup> Dans *Des Principes et des causes de la Révolution en France*, publié à Londres en 1790, Sénac présentait déjà le don comme le privilège des puissants. Dans l'une de ses diatribes contre Necker, il dénonce l'arrogance de celui qui osa refuser les largesses du souverain, signe selon Sénac de son ambition. L'homme de lettres (qui a lui-même brigué la place de Necker) s'indigne au souvenir du «pompeux sacrifice de se ses appointements» fait par le Genevois quand il fut appelé à diriger les finances du royaume : «Necker désirant, à son avènement au ministère, inspirer une grande confiance par son désintéressement, déclara au roi qu'il renonçait aux appointements de sa place. Le premier ministre ne fit pas attention à l'indécence d'une telle proposition et souffrit qu'un banquier fit à un grand roi la remise de ses appointements, qu'il méprisât ses dons, et le servit gratuitement [...]» Chaque faveur accordée par le roi étant la manifestation de sa puissance et de son autorité, le refus de Necker ne pouvait être qu'une



Alors que le président de Longueil juge devoir rendre compte «pour l'honneur de l'humanité» de l'accueil qui fut réservé à ses compagnons, on comprend que, de façon générale, l'honneur qui est en jeu dans ce roman, lorsqu'il s'agit de rapporter les dons reçus par la noblesse française, est moins celui de l'humanité que celui des émigrés. Si les actes de bienfaisance à leur égard servent la gloire des âmes généreuses qui les font, leur propre dignité est cependant compromise par la pitié et par les secours qu'ils s'attirent. Peut-on mettre en scène des duchesses et des marquis acculés à vivre de la charité des autres sans qu'ils en paraissent diminués? L'année même où est publié *L'Émigré*, une autre des «victimes errantes de la Révolution», dirait Sénac (*É*, 31), fait paraître à Londres un ouvrage qui met justement en garde les infortunés contre les bienfaits qu'on pourrait leur prodiguer. L'*Essai sur les révolutions* de Chateaubriand associe tout bonnement le don à l'injure : «La vue de la misère cause différentes sensations chez les hommes. Les grands, c'est-à-dire les riches, ne la voient qu'avec un dégoût extrême; il ne faut attendre d'eux qu'une pitié insolente, *que des dons*, des politesses, *mille fois pires que des insultes*<sup>30</sup>.» Comment, quand on est émigré, éviter pareille humiliation? À quelles conditions les anciens seigneurs peuvent-ils accepter sans déchoir l'aide qu'on leur offre? Grâce à quels procédés peut-on ménager leur susceptibilité? Ces questions, le roman les pose à maintes reprises, chaque fois, en fait, qu'un personnage envisage les réticences qu'il ou qu'un autre pourrait avoir à agréer des

---

rebuffade; son attitude, qu'une brèche de plus dans l'édifice monarchique. En blâmant le banquier pour son «indécence», Sénac laisse entendre que, dans un monde bien ordonné, les supérieurs ont le pouvoir de donner et les inférieurs, la complaisance de recevoir. Gabriel Sénac de Meilhan, *Des Principes et des causes de la Révolution en France*, op. cit., p. 52.

<sup>30</sup> Chateaubriand, *Essai sur les révolutions* («Aux infortunés», II<sup>e</sup> partie, chapitre XIII), texte établi, présenté et annoté par Maurice Regard, Paris, Gallimard, «Bibliothèque de la Pléiade», 1978, p. 311. Nous soulignons.

dons<sup>31</sup>. Heureusement pour tous, remarque l'un d'eux sans terminer sa phrase, «il y a des moyens de [...] faire accepter» (*É*, 395). La bienfaisance, dans le roman de Sénac, ne peut s'exprimer de n'importe quelle façon, mais, soumise à certaines règles (nous verrons lesquelles), elle peut avoir cours sans porter atteinte à «l'estime de soi-même et de la condition<sup>32</sup>» de ceux qu'elle vise à secourir. Pourvu que les formes soient respectées – et *parce qu'il* est impératif qu'elles le soient –, les bienfaits dont abonde *L'Émigré* prouvent que l'honneur n'est pas mort chez ceux, tant donateurs que donataires, que le mauvais génie de la Révolution a épargnés.

## 2. Première loi : penser la réciproque

Le problème de l'épineuse réception des dons par la noblesse chassée de France est pour la première fois abordé par l'oncle de l'héroïne, le commandeur de Loewenstein. Représentant par excellence d'une aristocratie allemande entichée de titres et convaincue de sa supériorité naturelle, le commandeur est, de tous les personnages de cette histoire, le plus apte à comprendre l'embarras qui s'empare d'un homme de qualité soudainement contraint, dans sa détresse, à saisir la perche qui lui tendent des étrangers. Quand, se promenant dans un bois en compagnie de sa belle-sœur et de sa nièce, le commandeur découvre «un jeune homme en uniforme rouge brodé d'or, qui était évanoui au pied d'un arbre» (*É*, 37), il le tire d'abord de cet état en lui faisant respirer un flacon de sels. Informé ensuite par le domestique du blessé que celui-ci, servant dans l'armée

---

<sup>31</sup> C'est ce qui arrive, par exemple, dans la lettre XXII, adressée par le président au héros («Lorsque les fonds que vous avez seront épuisés, adressez-vous à moi, mon cher Marquis; ce serait faire outrage à l'amitié que de ne pas en recevoir les dons, et cette fausse discrétion ne ferait en vérité honneur ni à votre esprit, ni à votre cœur»; *É*, 113) ou encore dans la lettre CXLIV («Voilà comme sont les princes, ils croient que les bienséances ne sont pas pour eux, et qu'on n'a rien à leur refuser», *É*, 390).

<sup>32</sup> Gabriel Sénac de Meilhan, *Lettre de Monsieur de M\*\**, à M. l'abbé Sabatier de Castres, *op. cit.*, p. 40.

prussienne, était tombé la veille «dans une embuscade de deux cents patriotes» (*É*, 38), des mains desquels il était heureusement parvenu à s'échapper, apprenant, du coup, qu'il était non seulement «un bon serviteur du Roi», mais également «un fier Aristocrate» (*É*, 38), major en second, grand seigneur et marquis par surcroît, le commandeur, enchanté de se trouver en si bonne compagnie (lui pour qui la noblesse est «le premier des mérites», *É*, 56), n'hésite pas à lui offrir de plus amples soins. La comtesse de Loewenstein rapporte la scène :

Mon oncle regarda ma mère, qui l'entendit, et elle offrit au blessé un asile dans sa maison. Il se défendit quelque temps d'accepter ses offres, dans la crainte de l'importuner; mais mon oncle termina les débats en disant : faut-il faire de telles façons entre gens de qualité, monsieur le Marquis, ne m'auriez-vous pas accordé l'hospitalité dans un de vos châteaux, si je m'étais trouvé dans votre situation? Le Marquis lui répondit avec vivacité : qu'il aurait été empressé de le recevoir, et de lui rendre tous les services possibles. Il se défendit encore, mais ma mère lui fit tant d'instances, qu'il accepta (*É*, 39).

Afin que le marquis de Saint Alban consente aux dons qu'on souhaite lui faire, le commandeur a compris qu'il était impératif de lui faire valoir qu'en de pareilles circonstances il lui aurait rendu la réciprocité. La règle de l'échange préside à ce premier service offert et accepté. Aussi la bienfaisance ne peut-elle s'exercer, dans cet épisode, qu'à condition que soient évoqués la fortune et les titres dont jouissait le marquis avant le déclenchement de la Révolution. Elle donne au commandeur l'occasion de conforter son interlocuteur en lui disant savoir être en présence d'un homme «de qualité», qui possédait en France plus d'un château avant qu'on ne les brûlât. Les pertes que la Révolution a fait essuyer au héros sont momentanément effacées par un discours qui évoque son opulence passée. Loin de souligner la disgrâce du marquis, les soins qu'on lui prodigue dans les premières pages du roman permettent, le temps d'une réplique, de redonner vie à ce qu'il était sous l'Ancien Régime.

En usant toutefois du conditionnel passé («ne m'auriez-vous pas accordé l'hospitalité dans un de vos châteaux, si je m'étais trouvé dans votre situation?»), le commandeur rappelle en sourdine ce qu'on ne saurait longtemps oublier : que la réciprocité mise de l'avant est on ne peut plus rhétorique. Le marquis n'est plus maître chez lui, ses propriétés ont été brutalement confisquées et, tant que durera la Révolution, les services qu'il souhaiterait rendre à son hôte ne pourront pas l'être, du moins sous la même forme. La solution trouvée par le commandeur de Loewenstein pour éviter de rabaisser l'objet de sa sollicitude est certainement efficace, mais elle ne peut être que provisoire. À trop en faire usage, l'opulent personnage aurait tôt fait d'accuser malgré lui l'effort d'imagination qu'elle implique. L'emploi du conditionnel passé ne saurait éternellement convaincre que donateur et donataire sont sur un pied d'égalité. Si la diligente famille de Loewenstein souhaite entretenir plus longtemps son charmant protégé, il lui faudra trouver de nouveaux arguments pour faire agréer ses dons. Tant que le ci-devant marquis de Saint Alban continuera à attirer la compassion de ses hôtes, ce sera parce que, de toute évidence, la situation en France ne s'améliore guère pour lui, le laissant dans un «état affreux de privations» (*É*, 242) qui n'a rien en commun avec la situation sociale et financière dont jouissent les Loewenstein, un déséquilibre que le bon commandeur ne peut pas à tout coup lui faire oublier.

Celui-ci recourra néanmoins une autre fois à la stratégie qu'il utilise dans les premières pages du roman pour que soit acceptée son invitation. L'épisode du dîner chez le marquis, rapporté par la comtesse dans la lettre LXXIV, contient une déclaration comparable à celle formulée par le héros lors de sa première rencontre avec les Loewenstein : dans les deux cas, un don reçu par le marquis est l'occasion de rappeler son opulence passée et d'affirmer que, fût-il resté maître chez lui, il aurait fait preuve

d'une pareille générosité. La scène débute alors que le jeune homme, guéri de ses blessures, s'est fixé dans le voisinage des Loewenstein, louant la moitié d'un pavillon situé «à dix portées de fusils» du château du commandeur (É, 141). À l'instar de la rencontre qui ouvre le roman, l'épisode commence par une promenade faite par la famille allemande. Ayant eu l'idée d'aller dîner en forêt, le commandeur, au moment de partir, propose qu'on invite le marquis. Se ravisant aussitôt, il forme un projet à la fois plus simple et plus amusant : «allons dîner chez lui» (É, 228). Aux objections de sa sœur, qui proteste que les pique-niqueurs donneront à leur pauvre ami «un grand embarras» quand il les verra arriver dans sa «chétive maison» (É, 141), le commandeur répond que la plaisanterie ne durera qu'un moment, puisque les commensaux survenus à l'improviste apporteront avec eux leur repas. Dans sa lettre, la comtesse se rappelle la réaction de l'émigré et de son domestique quand les visiteurs apparurent à la porte de leur ermitage :

le marquis était occupé à écrire, et sa surprise ne peut se rendre; mon oncle l'a embrassé et lui a dit : Marquis, nous venons vous demander à dîner. – Mesdames, tout est ici à vos ordres, mais excepté du lait et des œufs, vous ne trouverez rien à trois lieues à la ronde. [...] Bertrand était derrière lui qui se désolait : Mesdames, a-t-il dit, je crois que le père Schmitt a un bon jambon, et je sais faire de la soupe à l'oignon; et nous de rire, et Bertrand de se fâcher pour la gloire de son maître, et de dire à ma mère : si Madame était venue avec encore quatre carrosses au château de Monseigneur... [...] Enfin on a tiré le Marquis d'embarras sur le dîner, et ç'a été pour lui un grand soulagement (É, 229-230).

Les victuailles une fois retirées de leur cachette, le jeune Français s'attable en toute quiétude. Pour s'être laissé prendre au jeu du commandeur, il aura gagné un bon repas, l'aventure lui valant par surcroît d'être appelé «Monseigneur». Le mot est «lâché» par le valet (É, 230), qui s'en était vu interdire l'emploi par son maître depuis leur émigration. Un regard sévère jeté en conséquent par celui-ci empêche Bertrand de terminer sa phrase,

mais l'essentiel a été dit et le message est clair : fussent-ils venus jadis lui rendre visite sur ses terres, l'ex-châtelain aurait offert à ses amis un somptueux festin. Cette déclaration dûment faite, le marquis partagera paisiblement le dîner qu'on lui apporte, aucune atteinte n'ayant été portée à sa « gloire », ainsi que s'en inquiétait le valet. À l'image de ce qui se produit au début du roman, un don n'est reçu par l'émigré qu'après le rappel de sa munificence passée.

Alors que le commandeur, dans les premières pages de l'histoire, parvenait à vaincre la résistance du marquis en soutenant que celui-ci, homme de qualité comme lui, se serait montré également prévenant s'il eut été à sa place, l'argument de réciprocité n'est pas cette fois explicitement formulé par le commandeur. C'est au valet de chambre que revient l'initiative d'évoquer la dépense qu'aurait faite son maître eût-il possédé autre chose à se mettre sous la dent que des œufs et de la soupe à l'oignon. Le commandeur a pour sa part trouvé un nouveau moyen de mettre en valeur la générosité de son protégé : non pas en le poussant à dire ce qu'il aurait pu faire, mais en le forçant, surpris par la visite de ses bienfaiteurs, à leur offrir réellement à manger, aussi maigres soient ses provisions. Comme les déclarations du valet, le coup monté du commandeur met momentanément le marquis dans la position du donateur, créant un simulacre d'équilibre entre les Loewenstein et leur jeune ami au moment où celui-ci s'apprête à recevoir de nouveaux dons.

À l'époque où prend place cet épisode, le marquis est devenu un familier du château de Loewenstein. Aussi peut-on penser qu'il aurait accepté sans gêne l'invitation à dîner de ses amis s'ils avaient cru bon la lui faire. La visite impromptue imaginée par le commandeur a pourtant tout l'air d'un stratagème visant à esquiver un éventuel refus de la part de celui qu'il souhaite obliger. Agissant de telle sorte que le marquis n'ait

d'autre choix que de partager le repas qu'on lui offre, le bon Allemand suggère par sa conduite que le problème rencontré au début du roman demeure entier. La délicate réception des dons par les émigrés français se trouve une fois de plus thématifiée.

La rencontre initiale entre les personnages principaux ainsi que la visite surprise dont le commandeur a l'idée montrent de quelle façon des dons (des soins à un blessé, un logis ou un dîner) peuvent être reçus par un émigré sans compromettre son honneur. La question qui se profile à la lecture de ces pages (essentiellement : comment peut-on recevoir dans un roman d'émigration?) se retrouve, différemment posée, au cœur d'un autre passage crucial de l'histoire. Les lettres XXXVIII, XLI et XLVII retracent par quel enchaînement de circonstances un portrait de la comtesse passa des mains de celle-ci à celles du marquis. Ce geste, dans lequel le jeune amoureux se plaît à voir un don, survient au terme d'une suite d'incidents qui lui permettent d'accomplir une double prouesse : faire connaître à la comtesse, en toute innocence, des sentiments que rien (ni le piteux état de sa fortune ni l'état civil de l'héroïne) ne l'autorisait à exprimer et recevoir en outre des mains de celle-ci un objet à la possession duquel il ne pouvait, non plus, ouvertement aspirer<sup>33</sup>. Sans être explicitement formulé, un problème est soulevé à travers cet épisode, qui consiste pour le marquis à savoir de quelle façon recevoir ce qu'on ne veut ou qu'on ne peut pas lui donner. Les événements qui poussent la comtesse à lui tendre son portrait offrent un nouvel exemple des moyens mis en œuvre par Sénac afin de surmonter les obstacles qui pourraient empêcher la réception de dons par son émigré.

---

<sup>33</sup> L'emprunt à *La Princesse de Clèves* fait par Sénac dans cette histoire de portrait et d'aveu a été maintes fois relevé, notamment par Henri Coulet dans *Le Roman jusqu'à la Révolution*, Paris, Armand Colin, «U Lettres», 2000 [1967], p. 456.

Une succession de faits plus ou moins anodins mène à la scène où le marquis de Saint Alban, ivre de joie, obtient de la comtesse son effigie. Tout commence le jour où, dans le salon des Loewenstein, le talentueux marquis dessine subrepticement à la mine de plomb le visage de sa belle. Au bas du croquis, «très ressemblant» malgré le «vilain tableau» qu'il dut se résigner à prendre pour modèle, l'amoureux écrit ce vers de *Phèdre* : «Présente je vous fuis, absente je vous trouve» (*É*, 144). Pour compléter son ouvrage, il fixe à l'endos du médaillon une mèche des cheveux de la jeune femme, ramassée en cachette un matin où on les lui coupait. Un portrait qu'on a soi-même fait à l'insu du sujet, tout précieux soit-il, est toutefois sans commune valeur avec celui qu'on daignerait nous offrir. Heureusement pour lui, le marquis égare le charmant dessin, qui tombe entre les mains de la comtesse. Remerciant la providence qu'un objet aussi compromettant ait été découvert par elle et non par son mari, elle l'enfouit au fond de sa poche, profondément troublée par cet involontaire et brûlant aveu des sentiments passionnés qu'on lui voue. Les choses en restent là, jusqu'au jour où la jeune femme, restée seule au château par un bel après-midi, prend avec elle un volume des œuvres de Racine et part se promener au jardin – car les dons, dans cette histoire, commencent souvent par une promenade. Assise sur un banc non loin d'une porte qui ouvre sur le chemin, elle se plonge dans la lecture. Les tristes amours d'Hippolyte lui rappelant le vers que le marquis a inscrit au bas du dessin, elle ne sait (ainsi qu'elle le confiera plus tard à sa meilleure amie) «quelle idée [la] prend de revoir le portrait et le vers» (*É*, 163). Elle tire le médaillon de sa poche et le pose, attendrie, sur les pages de son livre. Le jeune homme, sur ces entrefaites, apparaît soudainement devant elle; s'appêtant à rentrer chez lui après s'être cogné à la porte d'un château désert, il venait d'entrer au jardin y attendre qu'on répare un timon de sa voiture. La comtesse, prise de frayeur,



laisse tomber le portrait et le livre. Le marquis les ramasse, se jette à ses genoux et demande la permission de garder «ce portrait que le destin semble lui restituer» (*É*, 164). La comtesse s'y refuse, exige qu'on lui rende le «fatal portrait» (*É*, 164), insiste, menace. Il cède, mais pour un temps seulement : confus, navré, apitoyé par son propre sort, il redemande son ouvrage, se jette de nouveau à ses genoux, la prie d'être indulgente, argumente. Elle accepte enfin, mais c'est pour regretter immédiatement cette preuve de «[s]a faiblesse» (*É*, 163) : sitôt qu'il a recouvré le médaillon, l'émigré «le bais[e] mille fois avec une exprimable ardeur», faisant par là sentir à la jeune femme qu'elle «avai[t] fait une faute, et qu'il ne pouvait se trouver si heureux, que parce que cette restitution lui paraissait volontaire» (*É*, 166-167). Elle se repent, mais trop tard : craignant de s'entendre redemander son précieux butin, le marquis s'est empressé de quitter le jardin.

Le résultat de ce chassé-croisé ne fait aucun doute : le héros peut se flatter d'avoir reçu l'offrande d'un dessin dont il est le créateur. Ce dénouement, la comtesse l'avait appréhendé, quand, découvrant pour la première fois le médaillon, elle s'était avisée de n'en dire mot au marquis, parce qu'elle redoutait qu'il ne le lui réclamât et qu'elle jugeait elle-même que «la restitution serait un don» (*É*, 151). À force de passer de mains en mains, un dessin fait à la dérobée s'est métamorphosé en un cadeau dûment offert. À l'instar des traits de crayon du marquis, qui, en copiant le tableau suspendu dans le salon des Loewenstein, l'avaient «singulièrement embelli» (*É*, 150), les mouvements de va-et-vient du portrait entre les deux jeunes gens ont fini par lui conférer une incontestable plus-value. Les jeux de miroirs de cet épisode (le marquis perd le médaillon, qu'elle ramasse, elle le laisse à son tour tomber, c'est alors lui qui s'en empare; elle le lui demande, il le lui remet, il le lui réclame, elle le lui redonne...) en viennent à faire oublier de quelle façon est d'abord apparu l'objet que se renvoient les

personnages. L'illusion créée est on ne peut plus efficace : une image volée s'est transformée en faveur accordée.

La règle de la réciprocité qui présidait à l'hospitalité offerte au marquis dans les premières pages du roman, puis qu'on a vue de nouveau appliquée dans l'épisode du repas, se présente cette fois sous une nouvelle variante. Quand l'émigré fait la rencontre des Loewenstein, il n'accepte le gîte qu'on lui propose qu'après avoir admis qu'il se serait montré également obligeant s'il avait été à leur place. Le dîner que lui apporte plus tard le commandeur n'est consommé qu'une fois les vivres du pauvre marquis mises elles-mêmes à la disposition des visiteurs. Dans les deux cas, l'échange de service n'a pas véritablement lieu, mais il suffit que la réciproque soit envisagée pour que l'émigré puisse accepter les dons qu'on lui fait. L'histoire du portrait, il va sans dire, présente une situation différente : la comtesse de Loewenstein n'a aucunement l'intention d'offrir quoi que ce soit au jeune homme et le don qu'il finit par lui extirper n'en est pas vraiment un. Il apparaît néanmoins tel au héros et c'est précisément là ce qui importe : afin que le portrait que lui remet la comtesse soit perçu comme un don (afin, autrement dit, que ce don cesse pour le marquis d'être inconcevable), il doit d'abord avoir été échangé à plusieurs reprises entre les deux jeunes gens. La symétrie des gestes, cette fois, existe autrement qu'en pensée : l'objet du don passe tour à tour en la possession de chacun des personnages. De façon analogue à ce qui se produisait dans les épisodes précédemment analysés, c'est seulement une fois que des mains ont été tendues de part et d'autre (de façon figurée dans les deux autres cas, concrètement dans celui-ci) que l'émigré peut se croire autorisé à assumer le rôle du donataire.

Certes, l'honneur du marquis n'est pas directement en jeu dans l'histoire du portrait (si une réputation est compromise, c'est plutôt celle de la comtesse, qui craint

d'être accusée, dans l'éventualité où le portrait serait découvert par ses parents ou par son mari, de l'avoir elle-même offert au jeune homme). Le marquis de Saint Alban n'est pas, comme dans les premières pages du roman, embarrassé par un service qu'on souhaite lui rendre. Aucune action charitable faite à son égard ne risque de le rabaisser à ses propres yeux. Ce qu'ont néanmoins en commun ces trois épisodes (et que nous croyons n'être pas étranger au problème de l'honneur soulevé par un contexte qui contraint une partie de l'aristocratie française à vivre de libéralités), c'est que, dans chaque cas, un don s'avère différé. Parce que le blessé se défend un certain temps d'accepter l'hospitalité qu'on veut lui accorder; parce qu'une plaisanterie imaginée par ses amis retarde le moment où il partagera leur repas; parce qu'un médaillon fabriqué dans la clandestinité, pour devenir le présent qu'on rêvait qu'il soit, doit attendre que survienne une série d'accidents : quelle que soit la raison, un don manque à tout coup de ne pas être fait. Si, à chaque occasion, le marquis reçoit finalement les soins ou l'offrande, c'est qu'une certaine réciprocité est venue momentanément caractériser sa relation avec le donateur éventuel. Une équivalence dans les intentions, un parallélisme des gestes a créé un équilibre entre les acteurs. Sans une figure quelconque de la contrepartie, aucun de ces dons n'aurait pu, semble-t-il, être reçu par l'émigré.

La réciprocité à l'œuvre dans ces trois épisodes ne réapparaît cependant pas systématiquement chaque fois qu'un exilé français bénéficie dans le roman des bontés d'un étranger. Les dons aux émigrés, chez Sénac de Meilhan, sont alternativement soumis à diverses conditions. L'idée d'un équilibre entre les acteurs, instauré par des gestes ou par des intentions, n'est qu'une d'entre elles. Avant d'observer quelles sont les autres, il convient de remarquer le caractère relativement conventionnel de celle-ci. À l'époque où paraît *L'Émigré*, il est depuis longtemps d'usage, en effet, d'inverser en

pensée les rôles joués par deux personnages, l'un donateur, l'autre donataire, afin de justifier le service rendu. Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler de nouveau Molière. Dom Juan, après avoir fait l'aumône «pour l'amour de l'humanité», se porte à la défense d'un homme attaqué par trois voleurs. Celui-ci voulant lui rendre grâce de sa bonne action, il déclare : «Je n'ai rien fait, Monsieur, que vous n'eussiez fait en ma place. Notre propre honneur est intéressé dans de pareilles aventures, et l'action de ces coquins était si lâche que c'eût été y prendre part que de ne s'y pas opposer<sup>34</sup>.» Le langage qu'il tient en cette occasion est à peu de choses près celui qu'emploie le commandeur de Loewenstein quand, après s'être porté au secours du marquis blessé, il fait valoir que celui-ci aurait agi avec la même sollicitude que lui s'il «[s]'étai[t] trouvé dans [sa] situation» (*É*, 39). Les trois coquins de Molière (ou, pour le dire comme la comtesse, les trois «brigands discourtois», *É*, 36) ont simplement été remplacés par une armée de révolutionnaires. L'argument, lui, n'a pas changé : le don est admissible à partir du moment où l'on envisage qu'il aurait pu être fait tant dans un sens que dans l'autre. De cet argument centré sur la réciprocité du geste, les épisodes du repas et du portrait contiennent de plus ou moins lointaines variations.

Malgré l'aspect relativement convenu du procédé par lequel le commandeur fait agréer ses dons (et auquel fait écho l'histoire du médaillon), on aurait tort de ne pas relever ce qu'il a de commun avec le discours sur la bienfaisance tenu en France à l'époque où Sénac s'apprête à rédiger son roman. Le système de secours publics proposé par le Comité de mendicité au début des années 1790 accorde une importance capitale à

---

<sup>34</sup> Molière, *Dom Juan ou le Festin de pierre*, op. cit., acte III, scène III, p. 100. Marivaux place le même discours dans la bouche de Jacob peu après que celui-ci eut prêté secours, comme dom Juan, à un homme attaqué par trois scélérats : «Je lui dis qu'il n'y avait pas là une grande générosité; que tout honnête homme à ma place aurait fait de même.» (Marivaux, *Le Paysan parvenu*, chronologie et introduction par Michel Gilot, Paris, GF, 1965, p. 232.)

l'apport que l'État est en droit d'attendre de la part des hommes et des femmes qu'il assiste. Le Comité dénonce la législation d'Ancien Régime relative à la mendicité (toujours en vigueur à l'époque où il publie ses rapports) en ce qu'elle ne prévoit aucun mécanisme qui permette à la société de tirer profit de ses membres les plus pauvres<sup>35</sup>. Il conseille d'abolir les aumônes et les distributions de pain aux portes des maisons et dans les places publiques parce que ces pratiques encouragent à son avis la fainéantise, c'est-à-dire la passivité chez ceux et celles qu'elles visent maladroitement à aider<sup>36</sup>. Il s'attaque à la gratuité des secours, à l'exception de ceux fournis aux malades, aux infirmes et aux enfants, partant du principe que toute personne apte au travail doit donner en retour de ce qu'elle reçoit<sup>37</sup>. Le principal bienfait que le Comité entend répandre dans la classe indigente (celui grâce auquel il croit être en mesure de combattre les sources mêmes de la pauvreté) n'est nul autre que le travail. L'aide la plus précieuse qu'on puisse apporter aux malheureux, c'est, affirme-t-il, de leur offrir les moyens de se rendre eux-mêmes utiles. On ne saurait imaginer un type de secours qui évoque davantage l'idée d'une action réciproque que ce don du travail préconisé par le Comité de mendicité dans ses rapports. Pour être véritablement efficace, y lit-on, un système d'assistance publique doit, avant toute chose, donner aux pauvres la possibilité d'agir ou,

---

<sup>35</sup> Le *Second Rapport* déplore en ce sens que, «[p]endant l'espace d'un siècle, [...] on parut ne pas avoir pensé que toute loi contre la mendicité devenoit inutile, si on ne préparoit pas, avant tout, du travail». Un contrôle efficace de la mendicité (impliquant à la fois secours et répression) nécessite, autrement dit, qu'on fournisse aux indigents la possibilité de contribuer, par leur labeur, à la richesse de la nation. (*Second rapport du Comité de mendicité. État actuel de la Législation du Royaume, relativement aux Hôpitaux, et à la mendicité*, Paris, Imprimerie nationale, 1790, p. 23.)

<sup>36</sup> Voir le *Quatrième rapport du Comité de mendicité. Secours à donner à la classe indigente dans les différents âges et dans les différentes circonstances de la vie*, Paris, Imprimerie nationale, [s.d.], p. 90-91, 94.

<sup>37</sup> «C'est [...] en donnant tous les secours nécessaires, mais les refusant gratuits à celui qui peut se rendre utile, en l'excitant à déployer ses propres forces pour créer son bien-être sans assistance étrangère, & le ramenant par celle même qu'il reçoit, au désir de s'en passer, qu'une sage Constitution améliore & fortifie les mœurs d'un État, c'est ainsi qu'elle ennoblit les secours qu'elle donne & qu'elle conserve à l'indigent qu'elle assiste, toute sa dignité d'homme & toute son indépendance» (*ibid.*, p. 8.).

plus précisément, celle de contribuer de façon positive au développement social. Aucune aide apportée à des individus en état de mener une vie active ne mérite de porter ce nom si elle ne leur fournit pas l'occasion de concourir eux-mêmes au mieux-être de leurs semblables. La question à laquelle souhaitent répondre les membres du Comité de mendicité (comment éradiquer la pauvreté?) n'est certes pas posée par *L'Émigré*, mais l'une des principales difficultés, inhérente à leur tâche, qu'ils jugent devoir vaincre (mettre en place des secours publics qui n'aient pas l'effet pervers d'encourager l'imprévoyance et la paresse et d'entretenir, en conséquent, la pauvreté) n'est pas sans rapport avec le problème que soulève la représentation des dons aux émigrés dans le roman de Sénac (comment s'assurer que les soins impartis aux exilés français n'aient pas pour conséquence de les rabaisser davantage?). Dans les deux cas, il importe d'éviter que les bienfaits qu'on souhaite prodiguer ne provoquent un effet contraire à celui désiré. Dans les deux cas, la solution réside dans un type de don qui entraîne (soit concrètement soit en pensée) une action en sens inverse (du donataire au donateur). Pour Sénac de Meilhan comme pour le Comité de mendicité, une aide accordée risque de faire long feu si elle n'implique pas une forme quelconque de réciprocité.

### **3. Deuxième loi : le don comme restitution**

La question ayant servi jusqu'ici de fil conducteur à cette lecture (comment faire en sorte qu'un don paraisse recevable?) est de nouveau soulevée lors de la brève aventure dont rendent compte les lettres LXI à LXV. Explicitement posée par la comtesse, elle conduit cette fois à l'invention d'un subterfuge qui vaut d'être rapproché

de la façon dont se conclut l'histoire du portrait, que cette nouvelle aventure suit d'ailleurs de très près.

Bertrand, le fidèle valet du marquis, écrit à sa bien-aimée Jenny, femme de chambre de la comtesse, pour lui faire part du lamentable état dans lequel se trouve la fortune de son maître : n'ayant plus pour vivre «que quelques louis qui seront bientôt finis» (É, 206), le pauvre homme est réduit à un peu de lait pour toute nourriture, un régime qu'il feint d'attribuer à sa mauvaise santé. La fièvre s'étant, pour comble, réellement emparée de son maître au bout de quelques jours d'un pareil jeûne, le bon Bertrand a pris l'initiative de mettre secrètement ses faibles ressources à la disposition de celui-ci. Ayant en sa possession «une belle et bonne montre d'or» (É, 206), il l'envoie à Jenny et lui demande de l'échanger contre quelques ducats, se chargeant pour sa part de feindre avoir retrouvé dans la malle du marquis un étui d'or laissé en France, dont il prétendra avoir tiré la somme qu'il lui destine. Bertrand conclut en précisant : «*Motus* sur tout cela, ma chère Jenny» (É, 206). Or la lettre, comme avant elle le portrait, «tomb[e] entre les mains» de la comtesse (É, 207). Touchée par le bon cœur du valet, attristée par le sort de son maître, elle prend la plume à son tour avec l'intention de le secourir elle-même. La lettre qu'elle écrit à son amie Émilie de Wergentheim la prie de «vendre secrètement, et le plus tôt possible», «une petite aigrette de diamants» (É, 207) qu'elle joint à son envoi. La première de ces missives, de Bertrand à Jenny, est ainsi immédiatement suivie d'une seconde, de la comtesse à Émilie, qui la redouble sur plusieurs points : même motif (celui d'aider le marquis), même moyen d'y parvenir (monnayer un bijou), même silence imposé au complice. À cela s'ajoute que la comtesse, à l'exemple du valet, souhaite, une fois que l'aigrette aura été vendue, «trouver un moyen d'en faire recevoir le prix par le Marquis» (É, 208). Celui qu'elle imagine ne peut

que réussir : «ce serait de lui faire écrire d'une main inconnue qu'un homme qui lui a fait un grand tort, qu'il veut réparer entièrement, sachant la triste situation où il est, lui fait passer à titre de restitution la somme de ... en attendant qu'il puisse s'acquitter tout à fait envers lui» (*É*, 208). Émilie, «heureuse de participer à une aussi généreuse action» (*É*, 209), s'exécute promptement. Accroissant dans cette affaire le nombre des alliés, elle s'adresse au grand prévôt du chapitre afin qu'il fasse office de prêteur sur gages, la jeune fille étant inquiète de ne pouvoir avant longtemps vendre l'aigrette à bon prix. Le prévôt s'empresse d'accepter, «radieux d'avoir eu occasion de rendre service, et d'avoir une affaire secrète à traiter» (*É*, 210). Les astuces conjointes des uns et des autres portent fruits : le marquis reçoit bientôt «deux cents ducats d'[il] ne sai[t] où» (*É*, 212), qui mettent fin à son régime forcé. Bertrand, également dupé par ce cadeau venu de nulle part, enjoint à Jenny de conserver la montre, dont il lui fait présent.

Peu de temps après s'être laissée entraîner, dans l'histoire du médaillon, à faire une restitution qui eut l'apparence d'un don, la comtesse de Loewenstein trouve donc l'occasion de mettre à profit sa mésaventure : cherchant un moyen, sciemment ce jour-là, de gratifier le marquis non pas de son portrait, mais d'une importante somme d'argent, elle a l'idée de la lui envoyer de manière anonyme en prenant soin de lui conférer, comme elle l'écrit elle-même, l'aspect d'«une légère restitution» (*É*, 208). Parce que le service est trop grand pour pouvoir être accepté sans qu'il soit fait usage de quelque stratagème, la généreuse dame décide de tirer avantage du fait que son ami, dans sa vie, a «été volé, trompé de diverses manières» et qu'il vient, par surcroît, «d'essuyer une banqueroute d'un négociant de Francfort» (*É*, 208) pour le pousser à croire que son don n'est qu'une réparation qu'un fripon repentí souhaite lui faire. Alors que la restitution d'un dessin, quelques lettres plus tôt, était perçue par le héros comme une faveur qu'on



lui accordait, c'est à l'inverse un bienfait, dans ce nouvel épisode, qui prend des allures de restitution. Dans un cas comme dans l'autre, une chose donnée est confondue avec une chose perdue et retrouvée.

Pareille association entre un don et la restitution de ce qui fut égaré (un portrait) ou volé (de l'argent) n'apparaît pas par hasard à l'intérieur d'un roman d'émigration. Elle rappelle la mission dont sont investis les cadeaux et les secours que reçoivent les personnages principaux de ce type de récit : celle de les dédommager, autant que faire se peut, de ce dont la Révolution les a privés. Pour ceux qui, comme le marquis de Saint Alban, ont «tout perdu, patrie, amis, parents, fortune» (*É*, 242), les dons qu'on leur accorde dans leur exil sont les seules indemnités qu'ils peuvent pour lors espérer. On ne doit guère s'étonner, en conséquent, si un roman voué à conter leurs peines amalgame ces deux actes que sont le don et la restitution. En faisant passer son bienfait pour le remboursement d'une somme dont le marquis aurait été spolié, la comtesse de Loewenstein souligne le caractère essentiellement compensatoire des dons reçus par les émigrés. Dans l'«état affreux de privation» (*É*, 242) où ils se trouvent, les services qu'on leur rend sont le seul correctif possible aux événements politiques dont ils ont été les victimes.

On remarquera que cette idée des dons compensatoires n'est cependant pas propre aux seuls romans d'émigration, ni même aux écrits qu'on pourrait rattacher à la mouvance contre-révolutionnaire. Elle est également caractéristique de la façon dont, de l'autre côté de l'échiquier politique, de nombreux citoyens de la jeune République française concurent le don patriotique. Les offrandes en argent ou en nature (vêtements, bijoux, chaussures...) encouragées par le nouveau régime étaient généralement présentées comme des sacrifices devant être faits afin que soient réparés des préjudices

qu'on disait avoir été subis par la nation ou par les moins chanceux de ses membres. Catherine Duprat l'a observé : la «charité républicaine» – dont elle a scruté l'expression à l'intérieur du discours révolutionnaire, celui de l'an II en particulier – devait être une «indemnité due au malheur, [la] réparation d'un injuste opprobre<sup>38</sup>». Elle était en ce sens opposée à la charité censée avoir été pratiquée quand la France vivait encore sous le joug de ses anciens maîtres : la bienfaisance, à cette époque, n'aurait été qu'une complaisance envers les faibles, qu'un passe-temps de riches s'ajoutant au reste de leurs privilèges, auquel ils s'adonnaient parfois avec passion, mais sans jamais croire qu'ils restituaient aux indigents ce qui leur revenait de droit. Mus par des préoccupations qui se font également jour chez Sénac de Meilhan (ne pas avilir ceux qui reçoivent, purger les dons de toute arrogance), les bienfaiteurs de l'an II entendent non pas faire preuve de puissance et de magnanimité, mais plutôt corriger une série d'iniquités engendrées par le despotisme d'Ancien Régime et entretenues par la guerre et par les luttes civiles. Le sens dont ils investissent leurs bonnes actions est tributaire, ainsi que l'a noté Catherine Duprat, de l'«image puissante d'une République réparatrice et fraternelle<sup>39</sup>». *L'Émigré* partage avec cette imagerie révolutionnaire l'idée de dons qui visent à contrebalancer l'action néfaste des adversaires, peu importe la façon dont sont définis ceux-ci : Jacobins pour les personnages de Sénac, aristocrates égoïstes et autres «ennemis de la nation» pour les citoyens de la nouvelle République. Parce que la pauvreté des émigrés est toutefois beaucoup plus récente que celle de la majorité des malheureux auxquels sont destinés les dons civiques de l'an II – et peut-être aussi parce que leur orgueil est plus grand –, les bienfaits qu'on leur destine les exposent à un risque particulier. Censés leur

---

<sup>38</sup> Catherine Duprat, «Don et citoyenneté en l'an II. Les vertus du peuple français», *loc. cit.*, p. 273.

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 278.

faire recouvrer une partie de ce dont 1789 les a dépouillés, ils menacent de les diminuer encore davantage : sans certaines précautions rhétoriques (comme celles que prend le commandeur au début du récit) ou sans une dose d'artifice (tel le léger mensonge de la comtesse), les dons, loin de restituer aux émigrés une part de leurs richesses, risquent de n'être à leurs yeux que l'insupportable rappel de leur déchéance, de leur dénuement et de leur dépendance.

#### 4. Troisième loi : taire le nom

Afin d'éviter cet écueil, il existe dans *L'Émigré* une autre solution que celle (illustrée par les épisodes de la première rencontre, du repas et du portrait) qui consiste à faire naître l'idée d'une réciproque rendue, en pensée du moins, par le donataire : il s'agit de l'anonymat du bienfaiteur. C'est à cette solution qu'a recours la comtesse pour faire agréer au marquis le don des deux cents ducats que lui a rapporté la vente de son aigrette. C'est également sous le couvert de l'anonymat que de généreux étrangers portent secours, dans la lettre XVIII, aux compagnons de route du président de Longueil. Le «peuple de frères» (*É*, 100) qui les héberge et les nourrit pendant leur exil est le plus souvent formé d'une masse impersonnelle; quand l'une de ces âmes fraternelles se distingue, elle prend soin de garder l'incognito. Il en va ainsi, à Crémone, d'un riche négociant qui refuse d'apprendre son nom à ceux qu'il couvre de présents, le «généreux inconnu» (*É*, 102) croyant sans doute, comme s'en rappelle le président, «devoir se dérober à [la] reconnaissance» de ceux qu'il oblige (*É*, 102). Le même mystère entoure, à Venise, les gestes fuyants d'un «homme enveloppé d'un manteau» (*É*, 102), qui glisse dans la main d'un prêtre émigré deux médailles d'or de quinze ducats, «le quitt[e]

aussitôt, et passant par une petite ruelle, dispar[aît] à ses yeux» (É, 102). Les voyages, bien entendu, se prêtent à ce genre de rencontres furtives. Il n'en demeure pas moins que la constante obscurité dans laquelle agissent ces étrangers, qui, invariablement, prennent congé de ceux qu'ils aident sans laisser de trace, attire l'attention sur l'intérêt que peuvent avoir les émigrés à ignorer l'identité de leurs protecteurs. Privés des moyens nécessaires pour leur exprimer leur gratitude, ils sont dispensés, du coup, de toute obligation à leur égard. Parce que l'anonymat du donateur empêche qu'une relation ne s'instaure avec le donataire, celui-ci se trouve libéré du sentiment d'assujettissement qu'une telle relation aurait facilement nourri. Grâce à la discrétion dont font preuve certains bienfaiteurs, les émigrés peuvent recevoir des dons sans pour autant se sentir dominés.

À l'opposé du comportement adopté par la comtesse de Loewenstein et par les bons Samaritains que rencontrent les compagnons du président de Longueil, la conduite d'un personnage secondaire de l'histoire, dans les lettres CXI à CXV, offre l'exemple d'un donateur qui met à un point tel en valeur son nom propre que son offre s'en trouve refusée. Le don dédaigné par le marquis de Saint Alban dans cet épisode, qui clôt la troisième partie du roman, est pourtant de taille : vingt mille florins de rente dans l'immédiat, davantage encore promis pour le futur, une alliance avec une illustre famille et la main d'une aimable jeune femme. De quoi faire en sorte que «les malheurs de son pays [soient] sans effet pour lui», observe la comtesse (É, 338). Une «fortune pour un émigré!», remarque pour sa part Émilie, qui se demande «quelle raison pourra donner le Marquis de la rejeter» (É, 336). La «généreuse résolution du comte d'Ermenstein» (É, 336), qui souhaite marier sa petite-fille à un brave homme, même dénué de fortune, ferait en effet retrouver au héros «une partie des avantages qu'il a perdus» (É, 341); elle

annulerait pour lui, si seulement il daignait l'accueillir favorablement, plusieurs des préjudices que lui a fait subir l'«incroyable bouleversement» de la Révolution (*É*, 334). Ce don salubre, le marquis le rejette néanmoins. Le véritable motif de son refus, quoique deviné par certains, ne peut être confié à personne : c'est que, passionnément amoureux de la comtesse de Loewenstein, «il lui serait impossible de rendre des soins à une autre femme» (*É*, 341). À cette raison s'en ajoute cependant une deuxième, avancée par le marquis afin de ne pas compromettre celle qu'il aime. Cette autre raison a beau n'être qu'un prétexte, elle n'en demeure pas moins significative : l'approbation qu'elle reçoit dans l'entourage du marquis, l'efficacité avec laquelle elle le justifie méritent qu'on s'y arrête.

Si le marquis de Saint Alban parvient, bien qu'«assailli par le besoin» (*É*, 336), à repousser sans scandale l'offre du comte d'Ermenstein, qui a eu l'heureuse idée «d'engager [sa] petite fille à lui donner sa main» (*É*, 334), c'est que celui-ci a mis une condition à ce don. Jugeant que le défaut de fortune de l'émigré ne devait pas être un obstacle à une union autrement souhaitable en tous points, il s'est toutefois cru autorisé par d'aussi «nobles sentiments» (*É*, 335) à lui imposer un nouveau patronyme. À Émilie, qu'il charge de faire connaître ses intentions au principal intéressé, il écrit : «Je ne demanderai au Marquis que de prendre le nom d'Ermenstein, je crois que cette condition n'aura rien pour lui de désagréable, surtout dans un temps où la noblesse française a perdu en quelque sorte son existence» (*É*, 335). Loin de l'anonymat dont se couvrent d'autres bienfaiteurs dans ce roman, le comte d'Ermenstein accorde à son nom une importance capitale. Non content que ce nom soit connu de l'homme qu'il oblige (ce qui pourrait d'ailleurs difficilement ne pas être le cas, vu la nature de son don), il exige que le marquis renonce à son propre patronyme afin de perpétuer le sien. Les «brillantes et

flatteuses propositions» qu'il souhaite le voir accepter (*É*, 338) ont pour corollaire le sacrifice qu'il lui enjoint de faire d'une partie de son héritage, la seule (quoi que puisse penser le comte) que n'ait pu anéantir la Révolution. Ce serait une preuve de reconnaissance bien grande que celle qui consisterait pour le donataire à ne plus pouvoir se reconnaître lui-même sous son propre nom. Trop grande, il va sans dire, de l'avis du commandeur de Loewenstein, qui voit là «un obstacle insurmontable» (*É*, 338) au mariage projeté. Devant les excuses alléguées par son jeune ami, qui prétend qu'«il ne lui est pas permis [d]'enterrer [son nom] dans l'oubli», le commandeur déclare n'avoir «rien à répondre» (*É*, 339). Lui-même féru d'arbres généalogiques, le brave homme a beau regretter «de voir manquer une affaire aussi avantageuse» (*É*, 339), il ne peut s'empêcher d'applaudir aux fiers principes qui sous-tendent le raisonnement de son protégé. Sa nièce, qui trouve pour sa part «bien difficile de croire [que le marquis] ait pu mettre dans la balance la fortune, et quelques syllabes» (*É*, 340), convient néanmoins que les arguments invoqués pour appuyer son refus n'auront «rien d'étonnant» (*É*, 340) aux yeux du public. Sans être non plus la dupe des raisons alléguées, la duchesse de Montjustin confirme les prévisions de la comtesse, observant autour d'elle que «l'on approuve également et le comte d'Ermenstein qui prétend qu'on anéantisse en quelque sorte un nom pour faire vivre le sien, et le Marquis, dont le noble orgueil préfère l'indigence au sacrifice de son nom» (*É*, 341). L'honneur, autrement dit, exigeait du héros qu'il décline l'offre faite.

Contrairement à la comtesse, à l'oncle de celle-ci et à quantité de généreux inconnus, le comte d'Ermenstein a négligé de prendre les précautions nécessaires afin que son don ne puisse être rejeté. La pureté de ses intentions n'a pas pu suppléer aux adroits ménagements des uns et des autres. Sa proposition, dénuée de toute idée de

réciprocité (la seule chose demandée au marquis étant non pas d'offrir quoi que ce soit en retour, mais d'accepter un patronyme en surcroît du reste), a le défaut supplémentaire d'être l'inverse d'un bienfait anonyme. Mis en valeur, le nom du donateur menace de supplanter celui du donataire. On ne pourrait mieux signifier jusqu'à quel point l'incognito des bienfaiteurs, *a contrario*, permet aux émigrés d'agréer des dons sans que soit portée atteinte à l'opinion qu'ils ont d'eux-mêmes, donc à leur intégrité. En trouvant dans la condition posée par le comte d'Ermenstein le moyen de refuser un mariage auquel rien, hors cela, ne l'autorisait à se dérober, le marquis de Saint Alban attire une fois de plus l'attention sur les avantages que présentent en revanche, dans ce roman, les dons anonymes.

Quand le commandeur de Loewenstein, une fois mort le mari de sa nièce, caressera à son tour le projet d'une alliance qui puisse faire à la fois le bonheur du marquis et celui de sa propre famille, il sera, fidèle à son habitude, autrement plus adroit que son prédécesseur. Tout aussi désireux que le comte d'Ermenstein de propager la gloire de son nom, il mettra au don qu'il projettera (la main de sa nièce, assortie d'une terre de dix mille florins de revenu) une condition calquée sur celle posée avant lui par le comte : «la condition de prendre le nom de Loewenstein» (*É*, 397). Mais il aura le tact de préciser aussitôt, s'adressant au marquis : «vous y joindrez le vôtre, si vous voulez, et vos armes seront mi-parties; et quant à la livrée on pourra également mélanger les galons» (*É*, 397). Comme en plusieurs occasions auparavant, le commandeur prend soin d'associer à son don l'idée d'un échange. Sa proposition, on s'en doute, est reçue avec joie par l'émigré, qui l'assure que «c'est un bonheur de plus que tout soit confondu» (*É*, 397). Amoureux de la comtesse depuis les premières pages du roman, on peut croire qu'il aurait accepté sa main à n'importe quelle condition. Cela n'empêche pas le

discours du commandeur d'être révélateur du type d'égards avec lesquels il convient, chez Sénac de Meilhan, de veiller au sort des émigrés. Quand un bienfaiteur est dans l'impossibilité de taire son nom, il doit à tout le moins s'assurer que son don ouvre sur la perspective d'une action réciproque.

## 5. Quatrième loi : retransmettre

Malgré les avantages que comportent les dons anonymes, facilement agréés par les personnages du récit, ils sont somme toute assez peu fréquents dans *L'Émigré*. Ils se révèlent, d'ailleurs, être exclusivement le fait de roturiers (les gens du peuple rencontrés le long du Pô, les «hommes grossiers, mais humains» des environs de Turin [É, 98-99], le riche marchand de Crémone) ou celui de femmes (c'est-à-dire, essentiellement, de la comtesse de Loewenstein, secondée par son amie Émilie). L'anonymat sous le couvert duquel ces roturiers et ces femmes agissent n'a d'ailleurs pas de quoi étonner, dans la mesure où le nom n'est pas pour eux inaliénable : les premiers en sont souvent privés et les secondes ont l'habitude de perdre le leur. Il en va tout autrement pour les chefs de famille à plusieurs quartiers. Aussi les êtres de qui dépend la transmission de noms illustres ne peuvent-ils, eux, rendre service sans se dévoiler. Si les bienfaiteurs sont peu nombreux à garder l'incognito dans ce roman, c'est également parce que les dons y remplissent souvent une fonction peu compatible avec l'anonymat : celle de recréer un tissu social autour d'hommes et de femmes déracinés à la suite de la Révolution. Les soins reçus par les aristocrates français dans leur exil ne font pas, en effet, que les préserver de l'extrême misère née du manque de ressources financières. Ils s'avèrent aussi un moyen d'entrer en contact avec le monde nouveau qui les entoure. Ils créent des



liens, ils suscitent des attachements sans lesquels aucun d'eux ne saurait longtemps supporter son triste sort. Dans ce roman épistolaire, les dons servent de prétexte aux personnages pour entrer en communication les uns avec les autres. Plus encore que l'assurance d'un repas ou d'un toit où passer la nuit, les paroles adressées aux émigrés en vue de les secourir sont pour eux une façon d'échapper à la solitude qui les guette.

«La première expérience, et la plus émouvante, qu'aient pu connaître les français qui passèrent la frontière à partir du 14 juillet 1789, ce fut la fin, la brusque fin de la vie de société», observait il y a près d'un siècle Fernand Baldensperger dans son étude sur l'émigration française<sup>40</sup>. Un besoin pressant de relations humaines s'ensuit, que la bienfaisance, dans le roman de Sénac, permet de satisfaire. Ce besoin, le président de Longueil le met en évidence dans sa troisième lettre au marquis. Si la Révolution l'a fait souffrir et continue à le faire, c'est surtout, explique-t-il, à cause de l'isolement qu'elle lui fait vivre. De son vaste hôtel, de ses nombreux chevaux, des dîners qu'il donnait, des loges qu'il possédait, de tout ce qu'impliquait une grande fortune, il affirme se passer sans peine. Ce qui toutefois l'affecte cruellement, «c'est la séparation peut-être éternelle de quelques amis; [...] c'est ce déchirement qu'on éprouve quand on est enlevé subitement à toutes ses habitudes, à tout ce qui nous est cher» (*É*, 113). L'indifférence qui l'entoure, la difficulté de s'attacher à quiconque, la rareté des conversations qu'il a l'occasion de nouer affligent le président. Poursuivi par la triste idée de pouvoir «vivre, souffrir, mourir, sans exciter un sentiment, sans qu'il y ait une larme de versée» (*É*, 114), il constate l'ampleur du défi représenté par l'exil : «Toutes les pages du livre de ma vie

---

<sup>40</sup> Fernand Baldensperger, *Le Mouvement des idées dans l'émigration française (1789-1815)*, Paris, Plon, 1924, t. I, p. 12.

semblent effacées; il faut recommencer à me faire connaître, à me faire estimer [...]» (*É*, 113).

Les missives qu'il écrit au marquis pour s'en plaindre remplissent précisément cette fonction. La deuxième d'entre elles (soit la dix-huitième du roman, qui contient la description des bienfaits que ses compagnons et lui inspirèrent dans les premiers temps de leur exil) lui sert de lettre d'introduction chez les Loewenstein. Le marquis ayant été vu les larmes aux yeux par ses hôtes, la lettre du président ouverte à ses côtés, il est forcé de leur en communiquer le contenu, les braves gens refusant de croire qu'il n'ait pas reçu quelque fâcheuse nouvelle. L'effet produit par la lecture faite à voix haute est immédiat : la comtesse pleure d'attendrissement, son oncle et sa mère font de même, tous s'enthousiasment au récit des scènes touchantes qui leur est fait. Trois nouveaux amis fidèles peuvent dès lors être comptés au président. Dans la réponse qu'il lui adresse, le marquis l'informe des liens que sa plume a formés : «Je vous écris cette lettre en quelque sorte en commun; vous êtes connu dans le château de Loewenstein comme si vous y aviez longtemps habité, et la Comtesse et le Commandeur ont pour vous, non seulement de l'estime, mais de l'amitié [...]» (*É*, 111-112). Les réflexions contenues dans les missives ultérieures du président continueront à être rapportées à la famille allemande, dont l'admiration et l'attachement pour lui ne se démentiront pas et iront même s'accroissant, à un point tel que le sage homme apprendra un jour être devenu «l'oracle d'une société» (*É*, 243) qu'il n'aura encore jamais rencontrée.

Grâce à une lettre envoyée à son jeune ami, dans laquelle il rend compte des actes de compassion dont ses infortunés compagnons et lui furent autrefois l'objet, le président de Longueil échappe à l'isolement de l'exil. L'hommage qu'il rend à la générosité des êtres croisés sur sa route lui fait relever ce qu'il tient pour le double défi

de l'émigration, celui de «recommencer à [se] faire connaître, à [se] faire estimer» (*É*, 113). Son expérience offre un exemple de la manière dont les bienfaits, dans ce roman, nouent des liens entre une multitude de personnages, formant des communautés beaucoup plus larges que celles qui seraient uniquement constituées des donateurs et de leurs protégés. Placé dans l'impossibilité de témoigner son éternelle gratitude à une masse de charitables inconnus, le président de Longueil se fait un devoir de consacrer quelques pages de sa correspondance au souvenir de leurs bons offices. Le récit qu'il promet au marquis dans sa toute première lettre, puis qu'il lui communique dans la suivante, est une sorte de tribut qui, à défaut de pouvoir être payé à ceux dont il est redevable, est confié à un proche afin qu'il en fasse lui-même usage : l'«intéressante lecture» (*É*, 109) que le marquis donne à ses hôtes des aventures de son ami leur cause un vif plaisir; l'histoire du président permet au héros de remercier ses bienfaiteurs en leur offrant un édifiant et agréable divertissement. Par le biais d'une lettre où il est question de dons, lettre écrite à l'intention d'un jeune homme qui en fait à son tour profiter la société qu'il côtoie, un témoignage de reconnaissance a été détourné et s'est transformé, chemin faisant, en un nouvel attachement entre les personnages du roman.

Une telle circulation des paroles et des bons sentiments laisse entrevoir une autre règle relative à la réception des dons dans *L'Émigré*. De même que, dans l'esprit du président, le souvenir d'un service reçu ne doit à aucun prix être gardé pour soi, les libéralités envers les émigrés sont souvent redistribuées par ceux-ci à la ronde. Si les malheureux exilés ne disposent pas toujours des moyens nécessaires pour rendre la pareille à leurs bienfaiteurs, ils peuvent cependant faire bénéficier leurs semblables des bontés dont ils sont l'objet. Parce qu'on trouve toujours plus pauvre que soi, une portion des dons reçus est souvent retransmise à des tiers. Rebondissant de la sorte, les bienfaits

font de chaque donataire un nouveau donateur. L'enchaînement des gestes, outre de resserrer les liens entre les protagonistes, a l'avantage de mettre ceux qui reçoivent dans la position de mériter à leur tour l'estime pour leur générosité. Grâce à cette profitable mécanique, les dons succèdent aux dons sans menacer la dignité de quiconque.

Ainsi le marquis de Saint Alban, après avoir été secouru par la famille du commandeur et s'être vu offrir, dans la lettre XXII, l'appui financier de son ami le président (qui a pu sauver de la Révolution quelques débris de son ancienne fortune), se met à son tour à la disposition de la duchesse de Montjustin, une cousine retrouvée par hasard au château de Loewenstein sous les hardes d'une marchande de fleurs artificielles. Priée par le marquis de lui faire «la grâce de partager [sa] petite fortune» (É, 119), la duchesse accepte de bon cœur, mais insiste pour continuer à exercer malgré tout son talent : puisqu'«il y a tant de malheureux à soulager» (É, 119), déclare-t-elle, les pauvres récolteront désormais le produit de ses fleurs. Ni le marquis ni la duchesse ne pourront dire avoir été un objet de sollicitude sans avoir saisi l'occasion de devenir eux-mêmes bienfaiteurs. Plutôt que d'être jalousement conservés, les dons passent de mains en mains, resserrant le cercle des affections entre les personnages. De donateurs en donateurs, les bienfaits du «peuple de frères» (É, 100) rencontré par le président se seront propagés jusqu'à retourner à la masse indistincte, incarnée par les «pauvres» au soulagement desquels entend se vouer la duchesse de Montjustin.

Les lettres XLIV à XLVI fournissent un autre exemple de la tendance qu'ont les bonnes actions à être relayées par divers protagonistes du roman. Insérées à l'intérieur de l'histoire du portrait, ces lettres racontent comment le marquis de Saint Alban, aidé de ses amis, porta secours à l'infortuné comte de \*\*\*, «lieutenant général des armées du roi de France» (É, 156). Si l'épisode met bel et bien en évidence, une fois de plus, la

propension qu'à toute intention généreuse à se répercuter sur un grand nombre de personnages, il n'est cependant pas question, dans ce cas précis, d'une enfilade de bienfaits où chaque donataire se trouverait promu donateur sitôt avoir été l'objet d'une attention charitable. Une chaîne est néanmoins créée entre les protagonistes, qui se transmettent les uns les autres l'occasion de rendre service. Tout commence cette fois par une prière : un vieil émigré au seuil de la mort, le comte de \*\*\*, demande par écrit au marquis la grâce de se rendre à son chevet et de prendre sous sa protection sa petite-fille Charlotte. Tôt accouru à l'endroit indiqué, le héros est sidéré par «l'affreux spectacle qui [s'offre] à [ses] yeux» (*É*, 157) : un «vieillard à cheveux blancs», entouré d'un «vieux nègre couvert de haillons» et d'une «jeune fille dans le plus grand délabrement», lui expose, allongé sur un grabat, «ce qui [l]'a conduit [là], et ce [qu'il] atten[d] avec confiance d'un homme d'honneur et d'un gentilhomme» comme lui (*É*, 157-158). S'étant vu chargé, après la dispersion de l'armée des princes, du soin de Charlotte par sa fille expirante, l'ancien général, pressentant que l'orpheline serait bientôt également privée du «faible appui» de son grand-père, demande au marquis de bien vouloir «faire entrer [l']enfant auprès de quelque personne honnête et charitable» (*É*, 159). Après avoir insisté pour que le comte de \*\*\* acceptât, avant tout autre service, les «faibles secours que la fortune [le mettait] à portée de [lui] offrir» (*É*, 159) – un logement décent, un médecin, une garde –, le marquis confère avec sa cousine la duchesse, qui lui conseille de s'adresser à la comtesse de Loewenstein, celle-ci ne pouvant manquer de trouver dans son entourage quelqu'un qui puisse veiller sur la jeune demoiselle. Fort de cet avis, le marquis prend la plume et compose la toute première des lettres qu'il lui sera donné d'écrire à la charmante comtesse : «j'ose m'adresser à vous», commence-t-il, «et je ne dirai pas pour vous importuner, puisqu'il s'agit de secourir

l'infortune et de prêter un appui à l'innocence» (É, 157). La réponse ne se fait pas attendre : remerciant le marquis «d'avoir songé à [elle] pour adoucir [le] sort» des malheureux émigrés, la comtesse, «vivement touchée» (É, 161), l'assure qu'ils pourront compter sur l'entier dévouement de sa famille. Aussi joint-elle à son envoi une somme devant pourvoir à leurs besoins immédiats, qu'elle prend soin de répartir en fonction de sa provenance et de l'usage devant en être fait : trente ducats de la part du commandeur, qui prie le marquis «de permette qu'il s'associe à [lui] pour procurer au malade tous les secours qu'exige son état» (É, 162); vingt autres, qu'elle et sa mère désirent «être employés à habiller la jeune personne» (É, 162); enfin, «quatre ducats de plus», qu'elle destine en post-scriptum au «bon nègre» (É, 162) pour le remplacement de ses loques. Son oncle se chargera par ailleurs de placer la demoiselle dans un couvent de Mayence, dans l'attente de pouvoir la faire, s'il le peut, «fille d'honneur de quelque princesse» (É, 161). Et la comtesse de préciser à ce sujet : «il s'est récrié avec une sorte d'indignation, sur l'idée de mettre en service la fille d'un homme de qualité. Le commandeur de Loewenstein, a-t-il dit, rougirait de dégrader une infortunée en voulant la secourir» (É, 161). Dans cet épisode comme en plusieurs autres endroits du récit, la menace d'une humiliation pèse sur les émigrés qu'on oblige.

Un mot envoyé au marquis aura suffi pour attiser la générosité d'une série de bienfaiteurs. Adressée au héros, communiquée à la duchesse, transmise à la comtesse, qui à son tour en informe son oncle et sa mère, la requête du vieux général passe d'un personnage à l'autre, chacun plus heureux que le précédent que lui soit donnée l'occasion de participer à une aussi charitable entreprise. La bienfaisance, dans cet épisode, s'exerce comme par un effet de contagion, formant une chaîne qui va du plus démuné au plus puissant : de la jeune orpheline au commandeur, en passant par le vieux

général, par Saint Alban et par la comtesse, tous demandant l'appui d'un mieux nanti pour aider un plus pauvre ou pour seconder ses bonnes intentions. Même la petite Charlotte parvient à se joindre au cortège des grands cœurs, quand, après la mort de son grand-père, elle implore le «noble et bienfaisant Commandeur» (É, 171) de procurer un emploi au vieux serviteur de sa famille, le brave Almanzor. Sa «hardiesse», explique-t-elle alors, n'a d'autre cause que sa gratitude pour ce fidèle et honnête homme, qui fut lui-même plus d'une fois le sauveur de ses maîtres : c'est lui qui les a «arrachés aux flammes» qui ont brûlé leur château ainsi qu'«aux brigands qui ont massacré [son] père» (É, 172); c'est sur son dos qu'elle a parcouru une partie des soixante-dix lieues à pied que durèrent leur exil; à l'époque, enfin, où son grand-père et elle furent «réduits à la dernière misère, [...] Almanzor demandait l'aumône, sans [...] le dire, dès que la nuit venait», les faisant vivre des charités qu'il recevait (É, 172). Pareil comportement semble presque aller de soi dans un roman où, ainsi que l'a remarqué Raymond Trousson, «tous, jusqu'aux domestiques, se révèlent aussi généreux que dévoués<sup>41</sup>». Dans la véritable association caritative créée autour de Charlotte, le «bon noir» (É, 173) a donc aussi des parts. Personne, encore une fois, n'est privé de l'honneur de rendre service. Personne, non plus, n'est exempt d'avoir recours à un tiers pour pouvoir répondre à la demande qui lui est faite : entreprise essentiellement collective, la bienfaisance resserre les liens sociaux et étoffe les réseaux épistolaires. La lettre LII, qui informe de l'effet produit par le mot de Charlotte, est à cet égard révélatrice. Après que le commandeur a lu à voix haute la supplique de la touchante orpheline, la comtesse de Loewenstein, profitant de la présence d'une vingtaine d'invités dans son salon, prend

---

<sup>41</sup> Raymond Trousson, «Sénac de Meilhan et Jean-Jacques Rousseau», *Eighteenth-Century Fiction*, 4, 2, janvier 1992, p. 104.

l'initiative de faire «une quête en faveur d'Almanzor» (É, 172), dont elle envoie le produit à Charlotte par l'entremise de la duchesse. Aux dons de cette «grande compagnie» (É, 172), elle a le plaisir d'ajouter la bonne nouvelle qu'un certain baron de Sthaller s'est offert pour prendre Almanzor à son service. Tous sans exception, jusqu'au fort riche commandeur (à qui était adressée la demande au sujet du vieux serviteur), auront donc eu besoin du concours d'une ou de plusieurs autres personnes pour donner pleine satisfaction à la confiance qu'on a placée en eux.

Grâce au mouvement déclenché par une lettre d'un vieux général au marquis, une communion d'âmes charitables s'est plus ou moins spontanément formée. De façon similaire à ce qui se produira dans les lettres LXI à LXV (où, pour que deux cents ducats parviennent anonymement au héros, une chaîne se créera qui mettra en rapport Bertrand, Jenny, la comtesse, Émilie et le prévôt du chapitre), la bienfaisance, dans cet épisode, consolide le tissu social. Elle favorise la circulation des paroles et des sentiments entre les personnages. De la propension qu'ont les acteurs à se relayer lorsqu'ils souhaitent faire une bonne action, les émigrés bénéficient doublement. Ils en profitent, d'abord, parce que se met en place autour d'eux une communauté à laquelle ils se trouvent pleinement intégrés et que cette insertion remédie à la solitude née de leur déracinement. Ils y gagnent, ensuite, parce que se dégage de ces réseaux de collaborateurs l'idée que nul n'échappe au besoin de se faire aider. Peu importe son statut et ses richesses, aucun des principaux personnages qui prennent part à ces dons ne parvient à ses fins sans obtenir une assistance quelconque. La nécessité de trouver des appuis, l'assujettissement au bon vouloir des autres, la dépendance se révèlent être le lot de tous. Les émigrés, autrement dit, ne sont pas seuls à ne pas pouvoir se passer de leur entourage : leurs protecteurs non plus n'échappent pas au besoin de se faire épauler. Ce sont, certes, deux



dépendances distinctes et fort inégales que celle qu'entraînent les privations de l'exil et celle qui naît d'une intention charitable devant être secondée. Une impression d'entraide généralisée n'en demeure pas moins. Les émigrés pourront continuer à se faire prêter main-forte sans pour autant paraître appartenir à un autre monde que celui de leurs riches bienfaiteurs.

Cet épisode particulier rapporte encore davantage au héros que cette appartenance à une communauté de bienfaiteurs, qui, parce qu'ils partagent tous plus ou moins sa dépendance, contribuent à conjurer ce que les insuffisances de l'exil peuvent avoir d'humiliant. La relative pauvreté du marquis, en le forçant à s'en remettre à ses amis pour secourir la petite Charlotte, est non seulement exempte de tout caractère avilissant, elle réussit même à le faire valoir auprès de la comtesse. Grâce à l'impossibilité dans laquelle il est d'assurer la subsistance de l'orpheline, il trouve l'occasion de donner à l'élue de son cœur ce que jamais encore il n'avait osé lui faire parvenir : une lettre. Modeste offrande, témoignage de confiance et de respect suppléant à la déclaration d'amour qu'il aurait tant souhaité faire, cette première missive est à l'avantage de celui qui la rédige. Le récit qu'elle contient de sa visite au vieux général fait connaître l'étendue de sa sensibilité : le tableau pathétique qu'il peint de la scène, la compassion dont il fait preuve, les larmes qui lui ont, soutient-il, «inond[é] [le] visage» (*É*, 159) ne peuvent manquer de susciter l'émoi de la comtesse. Sa réponse, empreinte d'une vive sympathie, rend compte de l'heureux effet qu'a produit la lettre : «Je sens que vous devez, monsieur le Marquis, éprouver un grand regret d'être obligé de recourir aux autres pour secourir des malheureux, et que ce n'est pas ce que votre situation a de moins sensible pour un cœur comme le vôtre» (*É*, 162). La remarque souligne ce qu'a d'équivoque la «situation» du marquis, qui lui fait peut-être, comme le croit la comtesse,

regretter le pouvoir dont il jouissait jadis, mais qui lui permet aussi d'exhiber son grand «cœur» aux yeux de celle qu'il aime. Le manque s'est transmué en atout : l'incapacité du héros à rendre seul le service qu'on attend de lui, l'obligation dans laquelle il est de demander une aide l'ont servi auprès de la comtesse. L'épisode met en lumière l'habileté avec laquelle Sénac de Meilhan représente les privations de l'exil. Il témoigne de la capacité qu'a le romancier à faire tourner à leur avantage les pertes subies par ses nobles personnages<sup>42</sup>. Plutôt que de rabaisser son héros au rang d'incapable, le besoin qu'il a des autres favorise en cette occasion ses succès auprès de la comtesse et de son entourage.

## 6. La lettre comme don

Cette première correspondance entre les deux jeunes gens prend place, rappelons-le, au beau milieu de l'histoire du portrait, dont elle interrompt momentanément le cours. Elle survient au moment où l'héroïne, ayant en sa possession le dessin qu'a fait d'elle le marquis, ne peut le lui restituer sans risquer de se compromettre. L'occasion qui se présente alors de rendre un commun service les autorise à renouer contact. À défaut de pouvoir offrir à l'émigré l'objet de sa convoitise, la comtesse l'honore d'une lettre. Dans l'attente de l'improbable don d'un portrait (comme dans celle, il va sans dire, de l'aveu de sentiments partagés), il parvient à lui arracher quelques mots tracés de sa main. Ces mots sont pour lui un gain, présageant l'heureuse issue, relatée dans la lettre suivante, de l'affaire du médaillon. La deuxième missive qu'envoie, quelque temps plus tard, la comtesse au marquis (la LXXIX<sup>e</sup> du

---

<sup>42</sup> Sur l'attrait du malheur dans *L'Émigré*, on consultera Pascal Brissette, *La Malédiction littéraire. Du poète crotté au génie malheureux*, op. cit., p. 268-282.

roman) met en évidence qu'un rapprochement mérite d'être fait, dans *L'Émigré*, entre les lettres qu'on écrit, les faveurs qu'on accorde et les secours qu'on prête. À l'instar du précédent, ce mot de l'héroïne est composé à l'invitation du héros, qui lui adresse, cette fois encore, un appel à l'aide. Il ne s'agit toutefois pas, en l'occurrence, de prendre soin d'une pauvre orpheline, mais de sauver la vie du marquis lui-même. Mis au désespoir par la crainte d'avoir offensé la comtesse en lui volant un baiser, le marquis songe en effet au suicide. Quand sa cousine s'en rend compte, elle le convainc d'«espérer un généreux pardon» (*É*, 240) et le pousse, pour l'obtenir, à prendre la plume. «Daignez me rendre à la vie» (*É*, 240), demande alors le marquis dans le billet qu'il écrit à la comtesse. La réponse qu'elle lui fait aussitôt parvenir par un exprès le libère de ses «idées funestes» (*É*, 242). La missive tant attendue n'est pas, en cette occasion, un média qui informe des services rendus : elle est le service et le don mêmes, un objet précieux que le héros reçoit comme une grâce.

Pareille assimilation d'une lettre à une faveur accordée invite à interroger la manière dont les écrits circulent à l'intérieur de ce roman épistolaire. S'il appert que les libéralités faites en faveur des émigrés doivent se conformer à des lois (de réciprocité, d'apparente restitution, d'anonymat ou de retransmission à l'intérieur d'une communauté de bienfaiteurs), peut-on affirmer que les lettres qu'ils reçoivent satisfont aux mêmes conditions? Les personnages réagissent-ils au courrier qu'on leur adresse de la même façon qu'ils agréent les dons qu'on leur fait? Autrement dit, les relations épistolaires dans *L'Émigré* sont-elles comparables aux relations qui s'instaurent entre bienfaiteurs et protégés, donateurs et donataires?

Dans la mesure où, comme tout porte à le croire, aucune des cent soixante-seize lettres qui composent ce roman n'est perdue (où chacune, donc, parvient à son

destinataire et en est lue), il convient de se demander si les réponses que font les épistoliers aux missives qu'ils reçoivent – et qui ne sont parfois rien de moins, comme dans le cas de la lettre LXXIX, qu'une faveur accordée ou qu'un secours prêté – reproduisent les types de rapports qui s'instaurent entre les personnages chaque fois qu'un don est fait ou qu'un service est accepté. Puisque aucune des missives qui forment la trame du roman n'est anonyme ni n'est renvoyée à son auteur, l'hypothèse d'une comparaison possible entre la réception des lettres et des dons peut se confirmer de deux façons. L'idée d'une action réciproque, qui se dégage à la lecture de plusieurs des scènes de bienfaisance du roman, peut se traduire, sur le plan des relations épistolaires, par l'habitude prise par les personnages de répondre aux lettres qui leur sont adressées. Plutôt que d'être en présence d'épistoliers qui se confieraient à de discrets correspondants dont les répliques resteraient ignorées, le lecteur verrait se succéder une série de missives écrites à des destinataires qui prendraient à leur tour la plume chaque fois que l'occasion s'en présenterait. C'est ce qui se produit en général dans *L'Émigré*, où la grande majorité des lettres sont honorées d'une réponse. Le tome premier révèle en ce sens un remarquable équilibre : il est composé d'une suite de mots échangés entre la comtesse et Émilie (aucune des deux jeunes femmes ne recevant plus de deux fois de suite des nouvelles de son amie sans lui répondre) et de quelques communications semblables entre le héros et le président de Longueil. Près d'une lettre sur trois s'y présente explicitement, dès les premières lignes, comme une réponse que donne son auteur à un correspondant. Il ne s'y trouve en fait qu'une unique lettre, du marquis à sa cousine, qui est laissée sans réponse, mais celle-ci est simplement différée au tome suivant. L'équilibre perdure dans les tomes deux et trois, malgré la multiplication des épistoliers et la présence de quelques envois à sens unique (nous y reviendrons). Seul le

quatrième et dernier tome est marqué à cet égard par une disparité croissante, les réponses se raréfiant à mesure que les événements se précipitent et que la triste fin des deux héros se fait plus proche. À cette exception près, il est de règle, pour les personnages de *L'Émigré*, de n'écrire qu'à ceux de leurs amis qui sauront les honorer d'une réplique. Cette caractéristique des échanges épistolaires fait écho à l'idée d'une réciprocité entre donateur et donataire qu'implique la représentation des dons dans le roman. De même qu'il s'avère souvent nécessaire, pour qu'un service soit accepté, d'inverser momentanément les rôles (en pensée du moins) entre le bienfaiteur et son protégé, un grand nombre des lettres qui sont envoyées comportent la reconnaissance (parfois implicite) des messages qu'ont d'abord reçus ceux qui écrivent, leurs missives se présentant à la fois comme des dons et comme des contre-dons. Qu'il s'agisse de prendre la plume ou d'offrir ses bons offices, il importe de faire valoir que le rapport entre celui qui donne et celui qui reçoit n'est pas figé, que le sens de la transaction est réversible.

Quand par ailleurs une communication épistolaire se produit en sens unique (quand apparaît une lettre qui n'est pas une réponse ni n'en entraîne une), la missive dont il est question est en général transmise à un tiers. Autrement dit, lorsque aucune réciprocité ne s'installe entre destinataire et destinataire, il advient de la lettre reçue comme de nombreux bienfaits représentés dans *L'Émigré* : elle est relayée d'un personnage à un autre. C'est la deuxième des façons par lesquelles se confirme l'hypothèse d'une manière commune aux lettres et aux dons de circuler à l'intérieur du roman. Des cinquante-six missives que contient le deuxième tome, sept établissent une communication à sens unique : ce sont les lettres XLIV (du comte de E\*\*\* au marquis), LI (de Charlotte au commandeur), LIX (du marquis à la comtesse), LXI et LXIV (de

Bertrand à Jenny), LXX (du commandeur à Émilie) et LXXVI (de la duchesse de Montjustin à Émilie). Quatre d'entre elles, apprend-on, sont jointes aux envois qui les précèdent ou qui les suivent : celle qu'adresse le vieux général au marquis parvient ensuite à la comtesse; celle de Charlotte, confiée à la duchesse, transite par l'héroïne avant d'être remise au commandeur; la première des deux lettres de Bertrand, découverte par la comtesse, est envoyée par elle à Émilie; celle de la duchesse, enfin, est incluse dans un billet destiné par Émilie à sa meilleure amie<sup>43</sup>. La multiplication des intermédiaires rappelle la tendance qu'ont les dons à passer de mains en mains (ou les demandes de services, d'une oreille attentive à une autre). À l'image de certains bienfaits, ces lettres jointes servent de liaisons entre les personnages. Si les destinataires des quatre missives en question ne croient pas nécessaire d'y répondre (ou si le romancier ne juge pas pertinent de communiquer au lecteur les réponses qu'ils auraient pu faire), ils ne gardent toutefois pas pour eux les messages qu'elles contiennent (dans tous les cas, une pressante demande d'aide). Ainsi, à défaut de rendre lettre pour lettre, le marquis et Émilie écrivent à un tiers, ce qui est une autre façon de devenir à leur tour destinataires. Comme souvent les émigrés quand ils bénéficient des secours qu'on veut bien leur prêter, les correspondants n'ont pas plutôt reçu qu'ils trouvent à leur tour l'occasion de donner. Des trois lettres de ce tome qui ne suscitent par ailleurs ni réponse ni retransmission, deux (LIX et LXX) sont écrites à la demande d'une tierce personne.

---

<sup>43</sup> Le lecteur est informé de ces transmissions successives dans les lettres XLV («Daignez lire la lettre que je joins ici. Elle m'a été remise il y a deux jours [...]», *É*, 157), L («Comme j'en suis là de ma lettre, Charlotte, qui était sortie de ma chambre, vient de rentrer avec un papier à la main. C'est une lettre qu'elle a écrite au Commandeur, et que je joins ici sans être cachetée [...]», *É*, 171), LXII («à ces mots elle m'a remis la lettre, que je vous envoie. [...] Vous verrez par cette lettre le déplorable état du Marquis [...]», *É*, 208) et LXXVII («Lisez, ma chère amie, la lettre de la Duchesse, lisez celle du Marquis et je suis sûre que vous répondrez, parce que vous tremblerez comme moi de ce qui peut arriver...», *É*, 240).

Sans être elles-mêmes relayées, elles dessinent à leur façon une chaîne entre les personnages.

Le troisième tome contient une plus grande proportion de lettres auxquelles on n'accuse pas réception (six sur trente participent à des échanges à sens unique, dont deux seulement sont jointes à d'autres missives<sup>44</sup>), mais les règles qui régissent la distribution du courrier dans les sections précédentes y demeurent néanmoins largement respectées. Seul le dernier tome, nous l'avons dit, se distingue à cet égard. Un parfait équilibre des échanges entre les correspondants y règne pourtant au début, soit tout le long du premier tiers ou presque des lettres qu'il contient (de la CXVI<sup>e</sup> à la CXXXIII<sup>e</sup>). Les quelques missives à sens unique sont aussi, dans ce premier temps, systématiquement redirigées vers d'autres personnages, de telles retransmissions demeurant d'ailleurs relativement fréquentes par la suite<sup>45</sup>. L'équilibre des échanges est toutefois gravement compromis passé ce premier tiers. La comtesse et le marquis, puis plus tard Émilie, peuvent écrire jusqu'à trois ou quatre fois à un même destinataire avant d'en obtenir quelque réaction que ce soit. La réciprocité qui caractérisait jusque-là les relations épistolaires fait défaut quand le roman tire à sa fin.

Or, si les correspondances des personnages accusent un déséquilibre dans le dénouement de l'histoire, les témoignages de sollicitude que s'attire le héros acquièrent au même moment une importance telle qu'ils menacent également toute égalité dans le partage des bonnes intentions. La main de la comtesse et la baronnie que lui offre le commandeur, précédées du legs qu'il reçoit de son père, font en effet douter que le marquis puisse jamais honorer ses dettes. Aussi sa triste fin peut-elle être interprétée

---

<sup>44</sup> Il s'agit des lettres XC et CXIII, l'une comme l'autre incluse dans celle qui la suit. Les quatre lettres restantes sont les lettres LXXXIX, XCIX, CVII et CVIII.

<sup>45</sup> C'est ce qui arrive des lettres CXXIII, CXXIV, CXXX, CXXXVII, CLV, CLXII, CLXIII et CLXV.

comme la mise en œuvre du seul moyen mis à sa disposition pour faire preuve d'un esprit d'abnégation comparable à celui qu'on a déployé à son profit. En sacrifiant sa vie pour le rétablissement de la monarchie, le marquis de Saint Alban montre qu'il a la trempe des grands donateurs. Sa mort et son testament, qui font contrepoids à la générosité croissante manifestée à son égard, apparaissent comme l'ultime solution trouvée par l'auteur pour résoudre le problème, rendu patent par la distribution du courrier dans le dernier tome, de la disproportion des dons et des contre-dons à l'intérieur de ce roman d'émigration.

## **7. Racheter ses dettes au champ d'honneur**

L'assaut de générosité que suscitent sur leur passage le héros et ses compagnons d'infortune (le président de Longueil, la duchesse de Montjustin et plusieurs personnages anecdotiques, eux aussi exilés) ne les empêche pas de se faire eux-mêmes plusieurs fois donateurs. Tout au long du récit, les émigrés usent de leurs faibles ressources pour s'entraider autant qu'ils le peuvent. Les secours qu'ils se prêtent témoignent de leurs sentiments élevés et contribuent de cette façon à leur assurer la sympathie du lecteur, mais ils ne les libèrent pas pour autant de la dette qui les lie aux riches et charitables étrangers qui daignent leur prêter main-forte. Il est bien une occasion où le marquis parvient à obliger ses bienfaiteurs, mais leur gratitude est telle qu'ils finissent par lui rendre plus encore que ce que son dévouement avait pu lui coûter.

L'épisode en question, grâce auquel le héros est honoré par ses hôtes du titre de «généreux libérateur» (*É*, 222), est celui de l'incendie au château de Loewenstein, relaté dans les lettres LXX et LXXI. Épisode obligé des romans sentimentaux (on le retrouvera,



par exemple, au début de *Corinne*), l'incendie n'en possède pas moins une signification particulière dans l'histoire du marquis. En sauvant la vie de la comtesse et de sa mère, le jeune homme rend à la famille du commandeur un service comparable à celui qu'il reçut d'elle le jour de leur rencontre, quand les Loewenstein lui firent reprendre ses sens et le guérir d'une blessure à l'épaule. De part et d'autre, le dévouement permet d'éviter qu'un accident ait des suites funestes. Le péril que courent la comtesse et sa mère n'est d'ailleurs pas sans évoquer les dangers que dut affronter le marquis peu avant son exil. Les flammes dont les deux femmes sont tirées rappellent en effet les événements qui lui firent perdre ses deux «châteaux superbes», réduits en cendres par une «enragée de nation» (*É*, 38). L'épreuve à l'origine de son émigration paraît être à nouveau subie, à cette différence près que le héros réussit cette fois à arracher au feu ses précieuses proies. Couronné de succès, le sauvetage qu'il opère fait donc beaucoup plus que de solder sa dette de reconnaissance auprès du commandeur. Il lui donne l'occasion de rejouer le drame révolutionnaire, dans le rôle non plus de la victime, mais du vainqueur. Véritable retournement, l'incendie au château de Loewenstein ressemble à un deuxième coup du sort qui annulerait l'effet du premier. Soudainement redevenu bienfaiteur, le protégé de la famille allemande recouvre le droit aux honneurs qui n'auraient sans doute jamais cessé de lui être rendus si la Révolution ne l'avait chassé de ses domaines.

Face aux pertes essuyées par la noblesse française, les secours prêtés par l'émigré à ses hôtes agissent quelque peu comme un exorcisme. Sa présence auprès des Loewenstein aura cependant tôt fait de lui rapporter beaucoup plus encore que cette sorte de retour à la case prérévolutionnaire pouvant paraître résulter de son aventure. Pour avoir mérité l'estime du commandeur (et pour avoir eu la chance d'être subitement débarrassé par une attaque d'apoplexie de l'importun mari de la comtesse), le marquis se

verra offrir par le brave homme la main de sa nièce, une «main dont le don est à envier par tout ce qui respire» (*É*, 414). L'incalculable présent lui vaudra de la part du président de Longueil le commentaire suivant : «Je crois, mon cher Marquis, que vous êtes, après le cardinal de Maury, le seul qui ait gagné à la Révolution» (*É*, 406). Au contre-don fait par le jeune homme au moment de l'incendie, le commandeur aura répondu par la surenchère. Marié à celle dont il a sauvé la vie, nanti en plus d'une baronnie, le héros est en conséquent ramené dans la position du donataire. Sa situation fait songer à l'anecdote de la *Vie de Molière* à laquelle il est fait allusion dans la lettre CVIII. Ayant reçu un louis d'or, un mendiant rattrape le passant qui lui a fait l'aumône et lui remet par acquit de conscience la pièce, craignant qu'il n'ait pas voulu tant lui offrir. Grâce à ses scrupules, il en obtient le double<sup>46</sup>. À l'instar de ce mendiant, le marquis de Saint Alban a tant obtenu de ses bienfaiteurs qu'il est porté à leur redonner, mais il ne parvient ce faisant qu'à accroître leurs libéralités. Porté par elles «au comble du bonheur» (*É*, 396), l'émigré n'en est pas moins excédé par cet accès de générosité. C'est du moins ce que devine le président, qui en fait la remarque à son jeune et trop chanceux ami : «Je conçois que votre bonheur vous accable en quelque sorte» (*É*, 407). Aux dons suprêmes que sont la main et le cœur de la comtesse, le marquis ne pourra répliquer que par le sacrifice de sa vie.

La lettre qui suit celle dans laquelle le président dresse le bilan des pertes et des gains que la Révolution a générés pour le marquis indique la voie qu'il lui faudra emprunter pour ne pas être l'éternel débiteur du commandeur de Loewenstein. Adressée

---

<sup>46</sup> Michel Delon cite dans une note de son édition le texte de cette anecdote rapportée par Voltaire, auquel le président fait référence (sans toutefois y renvoyer explicitement) dans sa lettre : «Il venait de donner l'aumône à un pauvre; un instant après le pauvre court après lui, et lui dit : "Monsieur, vous n'aviez peut-être pas dessein de me donner un louis d'or, je viens vous le rendre. — Tiens, mon ami, dit Molière, en voilà un autre"; et il s'écria : "Où la vertu va-t-elle se nicher?"» (*É*, 489). (Voltaire, *Vie de Molière*, Paris, Le Promeneur, 1992, p. 22.)

à Émilie par la duchesse de Montjustin, cette missive est un brutal rappel de l'actualité française : «La plus affreuse nouvelle, à laquelle on devait depuis longtemps s'attendre, Mademoiselle, nous empêchera, mon cousin et moi, d'aller demain dîner chez vous [...]. La fille de Marie-Thérèse, la descendante de vingt Empereurs, a succombé sous la hache des bourreaux» (É, 408). Tout de suite après que la duchesse a annoncé la mort de la reine, une lettre informe le marquis qu'on vient de lui accorder le commandement d'un bataillon<sup>47</sup>. De même que l'exécution de Marie-Antoinette fait refuser aux deux émigrés une invitation à dîner, la guerre entre révolutionnaires et monarchistes dérobe le héros aux bontés immodérées de la famille qui a daigné l'accueillir en son sein. Déchiré à l'idée du «douloureux sacrifice» (É, 411) qu'on exige de lui au moment même où son mariage allait être célébré, le héros vacille un instant, mais la raison qui, au début du roman, interdisait au président de passer sous silence les secours reçus par ses compagnons pousse alors le marquis (lui qui «porte en son nom le drapeau blanc», comme l'a remarqué François Raviez<sup>48</sup>) à rejoindre le champ de bataille :

Lisez, ma chère Comtesse, et vous verrez à quelle loi je suis forcé d'obéir. [...] Il faut que je vous fuie [...]... Mais quoi, est-il vrai que je vous quitte? est-il donc dans l'univers entier une force qui puisse m'y contraindre? Malheureux que je suis! elle existe cette force, c'est mon roi, c'est l'honneur!... (É, 410-411).

Parce qu'il importe avant toute chose aux émigrés de préserver l'honneur, le marquis de Saint Alban se dérobe aux somptueux présents dont a voulu le combler la famille de Loewenstein. Quand le jeune homme, à force de s'attirer leur bienveillance, est sur le point de n'avoir plus rien à désirer, le devoir le rappelle à l'ordre. Cet ordre, cette «loi» à laquelle il se doit «d'obéir» (É, 410) lui dicte de tourner le dos à ses bienfaiteurs et de se

<sup>47</sup> Béatrice Didier a noté l'enchaînement de ces deux mises en échec du roman sentimental par la Terreur (par l'exécution de Marie-Antoinette d'abord, puis par l'enrôlement du marquis dans l'armée de Condé) dans *Écrire la Révolution, 1789-1799*, Paris, Presses universitaires de France, «Écriture», 1989, p. 213.

<sup>48</sup> François Raviez, «Sénac de Mielhan : *L'Émigré* ou l'art de survivre», *loc. cit.*, p. 138.

mettre lui-même au service d'un autre. Au terme de ses aventures, le héros se soustrait aux dons qu'on souhaite lui faire et endosse à lui seul la responsabilité des philanthropes : sauver le genre humain. Devant le tribunal révolutionnaire qui le condamne, il se glorifie en effet « d'avoir combattu pour son roi et sa patrie, et de mourir pour la défense d'une aussi belle cause, qui [est] celle de l'humanité » (*É*, 420). L'*honneur* et l'*humanité* orientent sa conduite comme ils guidaient auparavant la plume du président. L'émigré de Sénac a beau pouvoir longtemps accepter, sous certaines conditions, les services qu'on lui rend sans compromettre pour autant sa dignité, l'honneur finit par exiger de lui qu'il cesse de bénéficier de la générosité d'autrui. Le rôle qu'il lui revient en fin de compte d'assumer n'est nul autre que celui du noble donateur qu'il avait les moyens d'être avant que la Révolution le contraigne à l'exil.

Que la fin du marquis mérite d'être interprétée comme un don et comme un sacrifice s'impose à la lecture de la gazette qui en rapporte les circonstances, en particulier celle-ci : plutôt que de recevoir la mort en périssant sous le coup de la guillotine, l'émigré prend soin de se la donner lui-même. La vie qu'il perd n'est pas une chose que lui enlèvent les révolutionnaires qui l'ont fait prisonnier, c'est une offrande qu'il fait à son roi en témoignage de l'amour et de la fidélité qu'il n'a cessé de lui vouer. Le billet ensanglanté qui tombe de sa redingote au moment où il s'effondre l'affirme clairement : « je n'ai pas voulu souffrir », y lit-on, « qu'une main infâme s'approchât de moi, et la mienne achèvera seule le sacrifice de ma vie, que je fais à mon roi et à ma patrie » (*É*, 420). En se suicidant à l'aide d'un stylet qu'il s'enfonce dans la poitrine sitôt sa sentence prononcée, le marquis met en évidence que la main qui donne (la mort) n'est pas celle des autres, mais la sienne propre. Que la fin du héros, comme l'a remarqué

Henri Coulet, soit, à bien y penser, «inutile à la cause royaliste<sup>49</sup>» ne change rien à l'affaire. Ses derniers instants prouvent de façon spectaculaire que la Révolution et l'émigration, loin de l'avoir réduit au rôle passif de celui qui reçoit, ne lui auront somme toute rien fait perdre de la superbe qui va de pair avec le dévouement<sup>50</sup>.

La mort du héros lui fournit doublement l'occasion d'être perçu comme un donateur. Au sacrifice de sa vie, qu'il fait ostensiblement à son «roi», à sa «patrie» et à l'«humanité», s'ajoute le testament qu'il laisse derrière lui. Rédigé peu après son arrivée aux armées, le document (inclus dans la lettre CLXIII) est transmis après sa mort au président de Longueil, choisi comme exécuteur testamentaire. «Fait à Brumpt, le 25 octobre 1793» (É, 422), il contient la seule date complète que donne à lire ce roman,

<sup>49</sup> Henri Coulet, «L'Émigré : sens de l'Histoire et sens du roman», *Recherches & travaux*, 49, 1995, p. 216.

<sup>50</sup> La mort du marquis partage avec l'épisode du portrait certains détails qui valent d'être notés. La gazette par laquelle ses amis apprennent sa triste fin rapporte qu'au moment où il allait quitter le tribunal «le ci-devant Marquis ayant tiré son mouchoir, et s'étant un peu baissé comme pour en faire usage, s'est frappé d'un stylet très mince, et est tombé à l'instant sans vie» (É, 420). Le même usage stratégique d'un mouchoir lui avait permis, plus tôt dans l'histoire, d'obtenir de quoi décorer le portrait qu'il avait fait de la comtesse, comme il en informe sa cousine : «de l'autre côté du portrait, j'avais mis des cheveux de la Comtesse; vous me demanderez qui me les a donnés? Personne. Il y a quelque temps, qu'étant entré le matin dans sa chambre avec sa mère, je la trouvai à sa toilette, on lui coupait les cheveux, et j'en aperçus un assez gros flocon, sur le parquet; je laissai tomber mon mouchoir auprès, et en le ramassant je pris les cheveux; à peine puis-je rester ensuite quelques minutes dans la chambre; possesseur de ce trésor, je me hâtai d'en sortir pour baiser mille fois cette précieuse dépouille» (É, 144; nous soulignons). Pour que personne ne puisse se targuer de lui avoir donné la mort, le marquis sort son mouchoir comme il l'avait fait dans le passé afin de se procurer ce que personne, cette fois non plus, n'avait été en mesure de lui donner. La feinte répétée entraîne des suites comparables, la dépouille mortelle du jeune homme remplaçant, dans le deuxième cas, la «précieuse dépouille» des cheveux de la comtesse qu'il obtient dans le premier. Le rapprochement qui s'impose entre les deux passages s'explique peut-être par le fait que la coupe des cheveux est une étape obligée de l'exécution capitale telle qu'on la pratiquait alors. Dans le délire qui s'empare d'elle après le suicide de son amant, la comtesse associe deux fois (dans les lettres CLXVII et CLXXII) la coupe des cheveux au trépas (au sien d'abord, puis à celui du marquis). Détail digne d'attention, les dernières phrases qu'elle prononce dans son délire (tôt suivies d'un bref retour à la raison, puis de sa mort) contiennent, en plus d'une allusion aux préparatifs pour la décapitation, une déclaration relative à ce qu'on doit ou non lui donner : «“On coupe ses cheveux, qu'on me les donne... Ah! gardez tout, bourreaux!”» (É, 432). À l'exemple de son amant, l'héroïne à l'agonie dédaigne le don ultime (et on ne peut plus macabre) qui se présente à elle. La mort du marquis et le délire de la comtesse disent tous deux qu'on aurait pu leur donner, mais qu'en fin de compte, on ne le fait pas. Cette tension, commune à deux passages cruciaux de l'histoire, entre un don qui s'annonce (parce qu'il est souhaité, soit par le tribunal révolutionnaire, soit par la comtesse, du moins en un premier temps) et un don qui se heurte à une volonté contraire est révélatrice, croyons-nous, de l'expérience que retrace le roman, où les dons aux émigrés sont tantôt acceptés, tantôt refusés, jusqu'au jour où le personnage principal s'y soustrait à jamais.

dont la première lettre est écrite «le ... juillet 1793», les suivantes étant privées non seulement du quantième, mais également du mois et de l'année<sup>51</sup>. Cette indication temporelle, jointe à une abondance de chiffres et à une présentation en cinq points de la façon dont le marquis souhaite partager son bien, met en relief l'importance que revêtent ses dernières volontés. Si la date qui y figure peut être interprétée comme le signe qu'à ce point du récit, pour le dire avec Raymond Trousson, «l'Histoire rattrape les personnages et vient fracasser la fragile clôture utopique<sup>52</sup>», on peut aussi y voir une sorte de défi lancé à cette même Histoire et à sa violence, que le testateur prétendrait pouvoir enfin maîtriser. Le souci du détail, la rigueur et la résolution avec lesquelles le héros s'exprime contribuent à créer l'impression qu'il cherche à diriger le cours de la vie qu'il a quittée. En même temps, la pluralité des légataires démultiplie le don, chacune des cinq clauses du testament procurant au disparu un ou plusieurs nouveaux obligés : l'essentiel de la fortune que le marquis a pu sauver de la Révolution est destinée au président de Longueil et à la duchesse de Montjustin, qui en reçoivent ensemble la plus grosse part, à la petite Charlotte et à Bertrand, le valet de chambre. L'acte spécifie que, «[d]ans la supposition où la monarchie française serait rétablie, et les fidèles serviteurs du roi réintégrés dans leurs biens» (É, 422), le marquis cède la totalité de ses possessions

<sup>51</sup> Michel Delon en fait la remarque dans sa préface à *L'Émigré* (op. cit., p. 18). Georges Jacques, dans un article où il recense les quelques allusions à des événements historiques contenues dans le roman ainsi que les rares mentions qui y sont faites du temps qui passe, se demande à propos «si le traitement de la chronologie dans l'œuvre ne relèverait pas [...] du domaine du non-dit». Alors qu'on peut affirmer avec lui que les personnages monarchistes de ce roman «appartiennent à une société pour laquelle les choses qui comptent sont nécessairement permanentes et transcendent donc le temps et l'espace», on notera que le testament du marquis échappe à cette règle. Voir Georges Jacques, «L'Émigré de Sénac de Meilhan. Sens interdits et contournements de l'Histoire», *Les Cahiers des paralittératures*, 4, 1992, p. 96-98. Elizabeth Zawisza a également rapporté l'absence de datation dans ce roman épistolaire à l'expérience de l'émigration, vécue comme suspension du temps (une suspension qui, dans le cadre du récit, se présente comme un sursis entre la blessure initiale et la mort du marquis) et interprétée comme une abdication de la pensée chronologique devant les illogismes apparents de l'Histoire. Voir Elizabeth Zawisza, «Une vision romanesque de la Révolution : *L'Émigré* de Sénac de Meilhan», loc. cit., p. 149 et, du même auteur, «Les affreux spectacles de la Révolution» : sur les procédés de théâtralisation dans *L'Émigré* de Sénac de Meilhan», *Man and Nature / L'Homme et la nature*, 11, 1992, p. 55.

<sup>52</sup> Raymond Trousson, «Introduction [à *L'Émigré*]», dans *Le Roman noir de la Révolution*, p. 79.

en territoire français à un cousin «du même nom que [lui]» (*É*, 422). Il exige cependant que la moitié du revenu qu'elles génèrent soit distribuée en portions de mille livres à des «militaires, prêtres ou magistrats, qui se seront distingués par leur zèle pour la personne du roi» (*É*, 421-422). La dernière clause stipule que quatre souvenirs d'or émaillé, sertis de diamants, devront être confectionnés pour être remis à la comtesse, à Émilie, au commandeur et au président. Contrairement au reste du legs, scrupuleusement réparti en fonction de montants et de pourcentages bien définis, ces souvenirs ont une valeur monétaire indéterminée : ils seront faits, déclare-t-on, à l'aide du nécessaire pris «[s]ur les sommes restantes» (*É*, 422), qui s'annoncent considérables. Cette indétermination est significative dans la mesure où elle s'applique à la seule partie de la succession qui échoit (majoritairement) aux étrangers (représentés par la comtesse, par Émilie et par le commandeur). Les présents du défunt à la noblesse allemande, des largesses de laquelle il a bénéficié, sont à proprement parler inestimables. Sans prix, ils apparaissent également hors de prix, ce qui crée l'impression qu'il s'acquitte enfin auprès de ceux dont les bienfaits furent tels qu'aucun chiffre ne pourrait en rendre compte. Dans cette perspective, l'inclusion du président de Longueuil dans ce groupe ne doit guère étonner : le marquis l'ayant «longtemps regardé comme [s]on père» (ainsi qu'il l'écrit lui-même à la fin de son testament, *É*, 422), la dette qu'il entretient à son égard est à tout le moins aussi importante que celles qu'il a contractées dans son exil. Le legs d'un objet sans prix est possiblement, dans son cas aussi, la seule façon d'inverser le rapport entre donateur et débiteur – et de l'inverser à jamais, puisqu'on peut difficilement donner en retour à un mort. L'éternelle reconnaissance que doivent assurer au héros ces cadeaux posthumes est d'ailleurs mise en évidence par les inscriptions devant y être faites : «*souvenir du*

*plus tendre amour*» sur l'un, «*souvenir d'amitié*» sur les trois autres, le testateur gravant à jamais sa présence dans la mémoire de ceux qui lui survivent.

Mis à part ces quatre objets précieux, l'héritage du marquis revient essentiellement à des émigrés ou, plus généralement, à des victimes de la Révolution. À l'exception du valet et de la petite Charlotte (l'un roturier, l'autre mineure, donc étrangers aux lois de l'honneur), tous ces légataires sont traités avec les égards qu'il convient d'avoir, dans ce roman, quand on oblige des exilés. C'est ainsi que le président et la duchesse de Montjustin (devenus comte et comtesse de Longueil), auxquels est destinée la double somme de soixante-dix mille livres, sont priés par le testateur d'y «prélever celle de six mille livres pour l'employer à secourir au moment, un ou deux des plus malheureux de [s]es compatriotes» (*É*, 421). La règle des dons relayés (dont l'application, nous l'avons vu, sauvegarde l'honneur des émigrés, puisqu'ils deviennent eux-mêmes bienfaiteurs sitôt secourus) est à nouveau respectée dans cet ultime don du héros. Un légataire ne peut certes pas rendre la pareille à un mort, mais il lui est possible de transmettre une portion de son héritage à un tiers. Au sujet des autres personnes visées par ses dernières volontés, le marquis prend soin d'observer «qu'elles ne doivent pas se faire de scrupule d'accepter [le] secours d'un particulier, puisque [ce secours] n'aura lieu qu'après sa mort, et que cette circonstance excluant toute dépendance, permet à la délicatesse de recevoir les dons de l'estime ou de l'amitié» (*É*, 422). Le testament serait donc, s'il faut l'en croire, le dernier des moyens grâce auxquels on pourrait, dans ce roman d'émigration, secourir les victimes de la Révolution sans risquer d'ajouter aux pertes qu'ils ont subies celle de leur dignité.

Il est par ailleurs un autre legs représenté dans *L'Émigré*, qui précède celui-ci et qui l'éclaire en quelque sorte. Assez proche, sous certains aspects, des dispositions



testamentaires du héros, il permet en même temps de mesurer leur singularité. Transmis, au début du dernier tome, à travers les lettres CXXIII et CXXIV, ce legs est celui que fait à son fils unique le comte de Saint Alban, père du marquis. Constitué d'«une assez grosse somme en billets de la Banque d'Angleterre» (*É*, 356), que le père fait parvenir au fils par l'entremise du président, ainsi que d'«un petit recueil de maximes» («espèce de catéchisme de morale» dont il lui fait cadeau comme du «tableau de [s]on âme», *É*, 356-357), il est accompagné par la promesse de fonds plus considérables, que le vieil homme, resté en France, a entrepris de faire passer à l'étranger avant de mourir. Dépourvu de la quantité de chiffres qui truffera les dernières volontés du héros, ce don posthume partage avec celles-ci d'être fait par un homme qui prétend soustraire sa mort à la «barbarie révolutionnaire» (*É*, 363). Dans la lettre qu'il écrit à son fils pour lui faire part de son héritage, il explique qu'ayant songé au suicide comme moyen de s'épargner «l'humiliation de la captivité» et les douleurs d'«une mort violente, soufferte et donnée de sang-froid» (*É*, 364) il vit avec soulagement la maladie se charger de la tâche qu'il avait envisagé accomplir lui-même :

Après avoir passé une assez longue vie, dans un cercle de plaisirs et d'émotions agréables, la Révolution marchant à pas de géant m'a fait connaître que j'aurais peine à me dérober aux fureurs de ses agents [...]. [...] J'étais déterminé à user d'un poison aussi sûr que prompt, que j'ai toujours porté sur moi depuis la Révolution, lorsque la nature bienfaisante m'a épargné cette peine. Ma poitrine s'est affectée, et le mal augmentant sans me faire souffrir, m'a conduit insensiblement au dernier terme (*É*, 364).

Le père et le fils ont en commun d'accompagner leurs dernières volontés d'un net refus qu'on leur donne la mort. La maladie n'a toutefois pas l'efficacité du poison ni celle du coup de stylet : parce qu'il laisse à la nature le soin de lui faire rendre l'âme plutôt que de s'arroger ce pouvoir, le comte n'échappe somme toute qu'assez piètrement à ses

bourreaux. Informé de sa triste fin par les papiers publics quelque temps après avoir reçu ses dernières lettres, le président apprend à la duchesse comment leur ami fut «en vain condamné» par une maladie dont les progrès l'autorisaient pourtant à croire qu'elle pourrait «le dérober à la cruauté révolutionnaire» (*É*, 369). C'était, constate-t-il, sans compter sur la Convention, qui allait lui «envi[er] sa mort» et la lui voler au moment où il atteignait la dernière extrémité : «Il a été amené à Paris et jugé sans qu'il ait pu entendre son arrêt, vainement prononcé à un homme expirant. [...] Le Comte a été traîné sans connaissance à l'échafaud, et avait cessé de vivre avant que la hache l'ait atteint» (*É*, 369). Si le père du héros ne se fait pas exactement tuer par les «agents» de la Révolution, le constat d'échec dressé après son décès est néanmoins cuisant : «La Convention l'emporte», regrette le président, «elle supplicie ceux qui sont sans vie» (*É*, 369). Arrêté, condamné et finalement guillotiné, le comte subit une âpre défaite<sup>53</sup>. Dans un article consacré aux illusions et aux désillusions dans *L'Émigré*, François Laforge a mis en évidence la déconvenue qui s'attache à l'exécution du père de Saint Alban : «La figure classique du sage, maître de soi dans la mort, se défait. La mort de l'individu ne lui appartient pas; elle appartient à l'histoire<sup>54</sup>.» La Révolution et sa violence ont eu raison du philosophe. Le marquis, ayant lu par hasard dans un cabinet littéraire «les détails

<sup>53</sup> La mort du héros reproduira cette scène d'un cadavre pris d'assaut par les révolutionnaires. L'extrait de gazette servant à relater son suicide raconte en effet qu'une fois lue la déclaration dans laquelle le marquis affirme avoir sacrifié sa vie à son roi et à sa patrie «[l]e peuple au mot de roi est entré en fureur, [et] s'est jeté sur le corps inanimé de l'Aristocrate, qu'on n'a pu l'empêcher de mettre en pièces» (*É*, 420). La foule livre bataille au corps du suicidé à l'image du bourreau qui décapite la dépouille du comte. Ainsi pourrait-on dire du fils comme du père, que «la mort même n'a pu [le] sauver [...] de la rage révolutionnaire» (*É*, 370). Si l'horreur qu'on s' imagine devoir être suscitée par les deux scènes est comparable, les sévices ne le sont pas : les «sanglants excès» (*É*, 420) de la foule, parce que spontanés, ont quelque chose de revanchard dont est privée la mécanique de la guillotine. Le texte révolutionnaire qui relate la scène affirme en effet que le marquis a trouvé le moyen (grâce à son billet posthume) d'«outrager» d'outre-tombe ses ennemis (*É*, 420), transformant par là sa mort en un ultime et suprême défi lancé à la face des révolutionnaires.

<sup>54</sup> François Laforge, «Illusion et désillusion dans *L'Émigré* de Sénac de Meilhan», *Dix-huitième siècle*, 17, 1985, p. 372. Dans sa monographie de 1968, Henry Stavan jugeait déjà «symbolique» la façon dont Sénac fait périr le comte sur l'échafaud. Voir Henry A. Stavan, *Sénac de Meilhan (1736-1803), moraliste, romancier, homme de lettres*, op. cit., p. 78.

affreux des derniers moments de son père», reste un moment «comme égaré» par la nouvelle (É, 370), puis sombre dans «un état d'abattement extrême» (É, 369, 371). Davantage affligé, remarque la duchesse, par «le genre de mort» (É, 374) réservé au vieil homme que par sa disparition en tant que telle, il veillera, son tour venu, à prendre les moyens nécessaires pour que la supériorité de sa volonté sur celle des révolutionnaires ne fasse aucun doute. En déclarant sacrifier sa vie à sa patrie et à son roi, l'émigré substituera la lutte à la résistance passive; déterminé à se donner la mort, il ajoutera le geste au refus<sup>55</sup>. Si son suicide et le message qui l'accompagne (qui doivent sans doute beaucoup, du reste, à l'engouement de l'époque pour les morts héroïques, mises au service d'une cause qui donne sens à la vie<sup>56</sup>) méritent d'être interprétés comme la radicalisation du désir, exprimé par le père, de se soustraire à la peine capitale et à l'humiliation qu'elle implique (et si cette radicalisation peut être perçue comme motivée, en partie du moins, par les détails qui lui parvinrent sur la fin de cet homme), on peut également voir dans cette volonté de se sacrifier ostensiblement la conséquence d'une expérience que ne partageait pas son père, celle de l'émigration<sup>57</sup>. Demeuré en France malgré les bouleversements politiques, le comte de Saint Alban paraît n'avoir été

<sup>55</sup> Que le don suprême accompli par le marquis serve à rendre manifeste sa supériorité sur ses ennemis apparaît avec évidence quand on lit ce geste à la lumière des vers de Métastase cités par son père :

*Il torre altrui la vita,  
E facolta commune  
Al più vil della terra. Il dar 'la è solo  
De' numi e de' regnanti* (É, 359).

«Ôter la vie à autrui est faculté ordinaire au plus vil de la terre. La donner n'appartient qu'aux dieux et aux rois.» Loin de se contenter (comme le fit le comte) d'un simple mépris pour ceux qui coupent allègrement les têtes, le héros, en donnant sa vie, se met au rang des souverains, des éternels comme de ceux d'ici-bas. (Métastase, *La Clemenza di Tito*, acte III, scène VII. La traduction d'Étiemble est donnée en note par Michel Delon, É, 491.)

<sup>56</sup> Sur la multitude «de fidélités inébranlables, de dévouements sublimes, de suicides héroïques, de sacrifices de toutes sortes» qui caractérisèrent les années 1789-1815 et sur la tradition dans laquelle cette aspiration à une gloire sanglante s'inscrivit, voir Robert Favre, *La Mort dans la littérature et la pensée françaises au siècle des Lumières*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1978, p. 469-496 (citation p. 491).

<sup>57</sup> Fernand Baldensperger a attiré l'attention sur le «dogme du sacrifice» qui caractérisa la pensée d'illustres émigrés français, Joseph de Maistre en particulier. Voir Fernand Baldensperger, *Le Mouvement des idées dans l'émigration française (1789-1815)*, op. cit., t. II, p. 83-97 (citation p. 94).

de sa vie dans la dépendance de quiconque. Dans la mesure où il est décrit comme un philanthrope, jamais comme un donataire, sa représentation ne soulève à aucun moment le problème, propre à celle des émigrés, d'une supériorité menacée par la bienfaisance des autres et par les lourdes dettes de gratitude qu'elle entraîne. Pour que soit mise en évidence la dignité du comte, nul besoin qu'il se donne la mort ni qu'il se donne à son roi. Il en va autrement du héros, dont le dernier soupir, nous l'avons vu, lui permet d'échapper non seulement à la guillotine, mais aussi (peut-être même surtout), dans le sens juridique du terme, à la déconfiture.

La distinction qui s'impose entre la mort du fils et celle du père (la première s'affichant comme un don, ce que la deuxième ne fait pas) ressort également, jusqu'à un certain point, d'une comparaison entre le legs de l'un et les dernières volontés de l'autre. Le testament en bonne et due forme que rédige le héros afin de diviser son bien entre une multitude d'héritiers contraste avec la réticence que semble avoir le comte à présenter ce qu'il lui transmet comme un véritable legs : «Je profite d'un moment de calme, mon cher fils, pour vous écrire, non mes dernières volontés, car je n'ai rien à faire exécuter, mais pour vous instruire de ma situation, et vous faire passer des secours que vous a ménagés mon amitié» (*É*, 357). L'humilité du ton adopté par le père tranche avec le geste impératif du fils. La lettre du premier, sans pourtant déprécier le don qu'elle sert à communiquer, fait moins étalage des possessions de son auteur et du pouvoir de gratifier qu'elles lui procurent que ne le fait l'acte juridique établi par le second. Alors que le marquis s'applique à dresser la liste détaillée des mesures devant être prises pour que les survivants usent de son bien conformément à son désir, le comte lui envoie simplement «tout ce [qu'il] possède» (*É*, 357), sans insister outre mesure sur l'emploi qu'il souhaiterait qu'il en fasse. Le recueil de maximes joint à sa lettre est lui-

même offert sans aucune prétention de sa part à diriger d'outre-tombe la conduite du jeune homme. Jugeant que les conseils «sont inutiles en général» (É, 357), le moribond prévoit le peu d'influence qu'auront ses aphorismes, qu'il conçoit pouvoir servir autrement qu'en tant que guide moral : «Si vous n'usez pas de mes maximes», écrit-il à son unique héritier, «elles seront pour vous ce qu'est le portrait d'une personne qui nous fut chère, ou qui du moins nous a aimé» (É, 357). Père absent, le comte de Saint Alban ne laisse pas entrevoir la moindre velléité autoritaire. Les biens qu'il transmet ne sont pas le moyen d'arrimer la volonté des vivants à celle d'un mort, pas plus que de leur imposer un quelconque devoir de mémoire : «Je ne vous demande point de vous souvenir de moi», déclare-t-il à l'intention de son fils, «car je ne suis pas assez insensé pour exiger et attendre d'un être aussi mobile et changeant que l'homme, des sentiments durables, et ces sentiments ne me serviraient à rien» (É, 364). Le marquis paraît avoir une tout autre opinion sur le sujet, lui qui, à l'opposé du comte, achève la lettre à Émilie qui accompagne son testament en lui faisant la «demande de [se] souvenir d'un homme qui lui [est] tendrement attaché» (É, 418), en plus d'exiger que soient confectionnés après sa mort quatre objets précieux devant arborer le mot «souvenir». Le testament du héros assujettit ceux qui restent, se démarquant par là du legs qui le précède. Les dons du «philosophe» (É, 339) qu'est le comte sont non seulement étrangers aux tentatives de contrôle qu'on pourrait s'attendre à voir émaner d'une autorité parentale, ils paraissent par surcroît demander à n'être pas perçus en tant que dons *du père* : «Je ne vous parlerai pas non plus de ma tendresse paternelle», conclut celui-ci, «ôtez de ce sentiment l'amour de la domination, et la vanité de se perpétuer, ôtez-en l'habitude, que reste-t-il?» (É, 364). Sans précisément être niés comme *dons*, les «secours» (É, 357) ménagés par le comte à son fils semblent être niés comme *héritage* : comme dernières volontés (qu'il

reviendrait à la succession d'exécuter), comme patrimoine, comme façon pour le mort de s'assurer que les vivants restent liés au passé et de survivre en eux. Le legs du héros se présente davantage pour tel que ne le fait celui du père, celui-ci se montrant peu soucieux de sceller une alliance avec ceux qui resteront. Le testament de l'émigré, à l'image de sa mort, manifeste un désir de maîtrise que l'ultime lettre du comte ne traduit guère.

Autant le marquis a le geste large au moment de rendre l'âme, autant il fait preuve de réserve quand il s'agit non de tester, mais, au contraire, d'être légataire. Malgré le caractère peu contraignant des derniers dons que lui envoie son père, leur réception paraît poser problème. Du moins échappe-t-elle en partie à la représentation. L'émigré a beau confirmer avoir reçu «les tristes dépêches» (*É*, 368) transmises par le président, aucune allusion de sa part n'est faite au contenu de la lettre, pas plus qu'à la somme qui l'accompagnait. Les maximes sont mentionnées, mais c'est pour dire que le jeune homme n'a pas pu «trouver la force» de les lire et qu'il serait d'ailleurs inutile de le faire, puisqu'il «n'y comprendrai[t] rien dans l'état où [il est]» (*É*, 369). Le comte avait prévu que son «catéchisme de morale» (*É*, 356) n'aurait guère d'influence sur son fils; il n'en est pas même lu. Quant aux fonds qu'il dit dans sa lettre avoir rassemblés pour les lui faire passer à l'étranger, on peut croire qu'il s'agit de ceux dont parle le président (devenu comte de Longueil) en présence de Bertrand peu après la mort du héros : «voilà des fonds considérables que l'on a trouvé moyen de lui faire passer par la voie de la Suisse, et j'allais l'en prévenir, lorsque j'ai appris la fatale nouvelle» (*É*, 426). Le marquis tire donc sa révérence au moment même où il allait percevoir la part la plus considérable de son héritage. Sa mort crée l'impression qu'il se défile devant le legs paternel en même temps qu'il se soustrait aux présents immodérés des Loewenstein.

Après avoir plus d'une fois bénéficié des largesses d'autrui dans son exil, l'émigré de Sénac décline (involontairement, il est vrai) les dons les plus importants de tous ceux qu'on a daigné lui faire : les fonds légués par le père, la baronnie offerte par le commandeur et la main promise par la comtesse. Malgré l'abondance des largesses à son égard, on ne pourra prétendre, somme toute, que le marquis de Saint Alban ait gagné à la Révolution. Parce qu'il se donne à son roi et qu'il se donne la mort, le compte est bon : les témoignages de générosité qu'il s'est attirés n'égalent pas son propre dévouement.

\*\*\*

Il est un personnage qui, seul, sort gagnant de cette histoire. Il s'agit de Bertrand, le valet de chambre du héros. Outre le mobilier possédé par le marquis à l'étranger, il hérite de douze mille livres (douze rouleaux de cent ducats chacun), une somme que lui délivre sans tarder le comte de Longueil. Avec ce «petit trésor» (*É*, 427), comme il l'écrit, il pourra non seulement épouser Jenny, la femme de chambre de la comtesse, mais également ouvrir «une belle et bonne auberge» (*É*, 427), pareille à celle que tenait autrefois son père. Bien que fort affecté par la mort de son maître, le brave homme peut raisonnablement conclure, dans une lettre à sa belle, que «tout est pour le mieux» (*É*, 427). De tous les protagonistes, le roturier aura été l'unique bénéficiaire de la Révolution et de ses suites : contrairement à la noblesse en exil, Bertrand peut recevoir les bienfaits d'autrui sans porter préjudice à l'honneur aristocratique. La part qui lui revient de l'héritage du marquis est d'ailleurs la seule part dont la réception est représentée. Le valet, il est vrai, se fait un instant scrupule d'accepter tant d'argent, mais ses protestations mettent de l'avant un autre motif que celui de l'honneur. À l'exécuteur testamentaire de son maître, qui veut lui remettre son dû, Bertrand oppose la valeur de sa conduite : «Ah! Monsieur, [...] M. le Marquis était bien bon; mais comment peut-il

donner tout cela à Bertrand? il ne mérite pas cela Monsieur; qu'il ait un morceau de pain, voilà qui est bon pour lui» (*É*, 426). Or s'il est vrai qu'on donne au mérite dans cette histoire – la conduite et les qualités personnelles de Bertrand justifiant, au reste, ses douze mille livres d'héritage –, c'est en fonction d'une autre logique qu'on est ou non appelé à se soustraire aux bontés d'autrui. Sans honneur à défendre, sans supériorité de classe risquant d'être compromise, le valet de chambre du marquis peut profiter sans danger des libéralités qu'on daigne lui faire dans son exil.

En fait, à cette différence près qu'il aura conquis Jenny, Bertrand retrouve la situation qui était la sienne dans son enfance, avant que «le feu [eût] pris à la maison et l'[eût] toute brûlée» (*É*, 427). Cette catastrophe, sans laquelle, soutient-il, «Bertrand n'aurait jamais été domestique» (*É*, 427), est l'équivalent, dans son histoire personnelle et familiale, de ce qu'a été la Révolution dans celle du marquis de Saint Alban : la demeure brûlée de l'un, au même titre que les châteaux incendiés de l'autre, a jeté ses habitants dans une dépendance à laquelle seule la mort du héros permet, dans les deux cas, de remédier. Unique roturier des personnages principaux de l'histoire, le bon Bertrand est néanmoins au nombre de ceux à qui la naissance avait réservé un meilleur lot, de ceux à qui le souvenir est resté d'une époque où «l'argent roulait dans la maison» (*É*, 427). En attendant que soient reconstruits (ou restitués) les châteaux et les auberges de France, l'ancien valet pourra retrouver à l'étranger les conditions de vie dont il jouissait autrefois, avant qu'un malheureux accident (à l'instar de ce que fit la Révolution à ses maîtres) l'eût mis sur le pavé. À travers les pleurs versés par tout un chacun, les dernières pages de *L'Émigré* laissent entendre un constat désenchanté : l'honneur des privilégiés d'hier est sauf, mais l'argent et les perspectives de bonheur, pour leur part, reviennent aux roturiers.



La manière honorable dont meurt le marquis de Saint Alban ne saurait suffire, en effet, à faire oublier le caractère profondément tragique du dénouement. Non seulement le héros périt, mais sa mort entraîne celle de la comtesse et, avec elle, l'inévitable désagrégation de la petite société des bords du Rhin. Des diverses leçons qu'il serait possible de tirer de cette triste fin, on retiendra la suivante : les dons, somme toute, ne sont pas salutaires. La bonne famille allemande, qui trouva un jour sur sa route un fier aristocrate blessé, n'aura pu, malgré tous les soins qu'elle lui aura prodigués, le soustraire aux violences de l'Histoire. Les bienfaits dont les Loewenstein comblèrent le héros, s'ils surent épargner son honneur, s'avérèrent incapables d'assurer son bonheur et de préserver sa vie<sup>58</sup>. Faisant contrepoids à un discours des Lumières qui fit de la philanthropie la première des vertus, et de la vertu un acte utile, le roman que publie Sénac en cette toute fin du siècle accuse l'impuissance des dons. En ce sens, il est bien, comme l'a écrit François Laforge, le produit d'une noblesse «réveillée de son rêve philanthropique et progressiste<sup>59</sup>». Dans le paysage romanesque de l'époque, *L'Émigré* ne fait pas, à ce titre, figure d'exception : au lendemain de la Révolution, les romans se multiplient qui affirment la profonde inadéquation de la bienfaisance aux défis de l'Histoire.

---

<sup>58</sup> La mort de la comtesse prouve à sa façon l'inaptitude des dons (plus précisément, dans ce cas précis, des dons de lettres) à protéger les êtres. L'héroïne doit se faire annoncer la disparition du marquis aussi délicatement que possible par Émilie, qui l'a apprise, de son côté, par une lettre du président, lui-même renseigné par une missive du vicomte de \*\*\*. La nouvelle parvient à la comtesse autrement : par hasard, imprimée dans une gazette. L'information publique se substitue à l'échange intime; la chaîne créée par le commerce épistolaire est court-circuitée. Le choc est si violent que la jeune femme perd la raison. Sa folie et sa mort expriment, remarque Henri Coulet, la faillite de la communauté née de la circulation des lettres dans ce roman. Elles nous paraissent également avoir partie liée avec l' inanité des choses et des soins donnés. (Voir Henri Coulet, *Le Roman jusqu'à la Révolution*, op. cit., p. 457.)

<sup>59</sup> François Laforge, «Illusion et désillusion dans *L'Émigré* de Sénac de Meilhan», loc. cit., p. 368.

## **CHAPITRE II**

### ***TROIS FEMMES : LE DON DÉSENCHANTÉ***

«Un bon roman doublé d'une bonne action» : c'est en ces mots que Raymond Trousson, dans sa biographie de Mme de Charrière, désigne l'histoire qu'entreprit de composer la dame de Colombier vers la fin de 1794<sup>1</sup>. *Trois femmes*, en effet, n'est pas seulement, comme *L'Émigré*, un récit dans lequel abondent les services rendus et les présents offerts. Le roman fut lui-même conçu, s'il faut se fier à son auteure, comme une œuvre de bienfaisance : souhaitant prêter secours à une émigrée qu'elle avait connue à Neuchâtel, la comtesse de Montrond, et qui vivait depuis peu dans le dénuement outre-Manche, Mme de Charrière eut l'idée de lui faire la «galanterie» d'une petite fiction, qu'elle ferait vendre en Angleterre par souscription, ainsi que venait de le faire Mme de Souza pour son *Adèle de Sénange*, afin d'en verser le bénéfice à la pauvre comtesse. La romancière du Pontet affirme caresser ce généreux projet dans une lettre qu'elle adresse à Henriette L'Hardy en février 1795 :

Avez-vous [lu?] *Adele de Senanges* joli roman d'une emigrée, M<sup>e</sup> de Flaho [...]. Cela a été écrit & imprimé par souscription en Angleterre & a valu beaucoup d'argent à son auteur. Il y a en angleterre une autre émigrée qui n'auroit pas moins besoin que M<sup>e</sup> de Flaho d'une ressource de ce genre; l'idée m'est venue d'essayer de la lui procurer, & j'ai écrit *Trois femmes*<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Raymond Trousson, *Isabelle de Charrière. Un destin de femme au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette, 1994, p. 279.

<sup>2</sup> Lettre à Henriette L'Hardy, 10-14 février 1795, dans Isabelle de Charrière, *Œuvres complètes*, édition critique publiée par Jean-Daniel Candaux *et al.*, Amsterdam, G. A. van Oorschot, 1979-1984, t. V, p. 44. Nous respectons l'orthographe et la ponctuation de Mme de Charrière, telles que reproduites dans les *Œuvres complètes*.

Il semble que l'intention charitable ne soit pas restée lettre morte : la souscription aurait eu lieu, mais sans recueillir le succès escompté par l'auteure<sup>3</sup>. Ce qu'on sait à coup sûr, c'est que Mme de Charrière, qui avait prévu certaines difficultés auxquelles risquait de se heurter son dessein philanthropique, craignait apparemment de le voir avorter non par manque de souscripteurs, mais parce que la comtesse de Montrond pouvait être tentée, jugeait-elle, de refuser le don :

J'espere que bientôt vous entendrez parler des *trois femmes* dont j'ai fait la galanterie à M<sup>c</sup> de Montrond, écrit-elle à un autre correspondant quelques mois avant la parution du roman. Si elle n'accepte pas ma galanterie trouvant l'ouvrage trop gay pour qu'une émigrée doive le publier & recevoir l'argent de la souscription que je voudrais qu'on proposât au public anglois pour les *Trois femmes* [...], si dis-je elle n'accepte pas je ferai imprimer tout de même en Angleterre ou ailleurs car j'ose dire que c'est joli<sup>4</sup>.

Le livre est bon, pense l'épistolière, mais l'argent du livre, lui, pourrait ne pas être jugé avec la même faveur. Il est possible qu'il prenne, aux yeux de la comtesse, l'aspect d'un présent peu convenable, qu'il serait de mauvais ton d'agréer. Si le bienfait que projette la romancière risque d'échouer, ce n'est pas, croit-elle, par manque de philanthropes prêts à seconder sa bonne action, mais parce que la dame à qui elle le destine pourrait fort bien se défilier. Le problème de la réception des dons par la noblesse en exil, qui a servi de fil conducteur à notre lecture de *L'Émigré*, occupe Mme de Charrière quand elle songe à publier son roman. Il s'imposa aussi à elle au moment de l'écrire : dès les premières pages de *Trois femmes*, une jeune aristocrate dépouillée par la Révolution est amenée, telle la comtesse de Montrond, à évaluer si elle peut ou non accepter sans se compromettre une «galanterie» qu'on lui a faite. Une Allemagne bucolique et quelque peu antique, pareille à celle que découvre le héros de Sénac, sert de toile de fond à cette

<sup>3</sup> Voir Cecil Patrick Courtney, *Isabelle de Charrière (Belle de Zuylen). A Biography*, Oxford, Voltaire Foundation, 1993, p. 649-651.

<sup>4</sup> Lettre à Chambrier d'Oleyres, 25-27 juin 1795, dans *Œuvres complètes*, op. cit., t. V, p. 112.

histoire d'émigration, où une demoiselle bien née, mais sans plus le sou, devra apprendre, comme le marquis de Saint Alban, à juger de l'accueil qu'il lui faut réserver aux bontés qu'on a pour elle.

Il est d'usage d'aborder l'étude de *Trois femmes* dans l'optique d'une réflexion sur le devoir, en centrant l'analyse autour de la critique de l'éthique kantienne qu'annonce Mme de Charrière dans son avant-propos<sup>5</sup>. Qu'on ait voulu mettre en lumière ce que sa réfutation de l'impératif catégorique pouvait receler d'accents féministes (C. Hesse), souligner la filiation de son opposition à Kant avec la pensée d'Adam Smith (H. Coulet) ou montrer que Mme de Charrière n'avait à peu près rien compris au philosophe de Königsberg (B. Munteano), on s'est amplement attaché à décrire le cheminement moral que sont amenés à faire les personnages du roman et à dégager, pour le dire avec Henri Lafon, la «sagesse pragmatique et réaliste, relativiste et sceptique<sup>6</sup>» vers laquelle ils progressent. On n'a toutefois jamais accordé, à notre connaissance, une attention soutenue au fait que les choix moraux qui se posent aux

---

<sup>5</sup> Cet avant-propos se présente sous la forme d'une discussion entre l'abbé de la Tour, une baronne, un kantien, un théologien et quelques autres interlocuteurs; la discussion porte sur l'idée de devoir et sur ce qui lui sert de fondement. Plusieurs auteurs, suivant la voie tracée par B. Munteano dans son article pionnier sur *Trois femmes* («Épisodes kantien en Suisse et en France sous le Directoire», *Revue de littérature comparée*, 15, 1935, p. 387-454), accordent une place centrale à la thématique kantienne dans leur examen critique du roman (malgré la diversité de leurs approches et, parfois, de leurs conclusions). Voir, par exemple, Dennis Wood, *The Novels of Isabelle de Charrière (1740-1805)*, thèse de doctorat, University of Cambridge, St. John's College, Cambridge, 1975, révisée en 1998 pour publication électronique : <http://www.french.bham.ac.uk/staff/wood/thesis/> (dernière consultation : 30 avril 2007); Alix Deguise, *Trois femmes. Le Monde de madame de Charrière*, Genève, Slatkine, 1981; Joke Hermsen, «Proto-féminisme pendant la Révolution? Belle van Zuylen et Mme de Staël : à propos de Kant et de Rousseau», dans Marie-France Brive (dir.), *Les Femmes et la Révolution française. I. Modes d'action et d'expression. Nouveaux droits - nouveaux devoirs*, Actes du Colloque international de Toulouse-Le Mirail (12-14 avril 1989), Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1989, p. 295-309; Henri Coulet, «Isabelle de Charrière, femme des Lumières?», dans Doris Jakubec et Jean-Daniel Candaux (dir.), *Une Européenne : Isabelle de Charrière en son siècle*, Actes du Colloque de Neuchâtel (11-13 novembre 1993), Neuchâtel, Attinger, 1994, p. 9-23; Carla Hesse, «The Ethics of Unequals», dans *The Other Enlightenment. How French Women Became Modern*, Princeton, Princeton University Press, 2001, p. 104-129 et Marie-Paule Laden, «Trois femmes. Isabelle de Charrière et la réappropriation», *French Forum*, 28, 3, automne 2003, p. 25-39.

<sup>6</sup> Henri Lafon, «Isabelle de Charrière : trois femmes hors de l'ornière», *Revue des sciences humaines*, 254, avril-juin 1999, p. 142.

héros consistent le plus souvent à accepter ou à refuser un don, quand ce n'est à rendre un service ou à s'en abstenir. Alix Deguise a bien remarqué que les principaux personnages de l'histoire brillent par leur générosité, mais son étude, pas plus que les autres, ne s'est interrogée sur le sens précis que prend dans *Trois femmes* cette qualité partagée par la majorité des protagonistes<sup>7</sup>. Chaque fois que l'un d'eux cherche à sortir d'un dilemme (qu'il soit sommé de choisir, par exemple, entre être sincère ou reconnaissant, chaste ou serviable), il n'est pas seulement forcé de se prononcer, comme on a coutume de l'observer, entre deux visions de l'action morale (entre, d'une part, une éthique faite de lois universelles, qui exigent d'être strictement appliquées et, d'autre part, une conception davantage «modeste» du devoir, qui autorise à plier la règle en fonction des circonstances<sup>8</sup>). Il est aussi confronté à un don problématique, qui se présente à lui de façon conflictuelle. Il est contraint à soupeser le pour et le contre d'une bonne action, à considérer ce que peut lui coûter la relation de bienfaisance dans laquelle il hésite à s'engager. La manière dont les personnages de *Trois femmes* apprennent à conduire leur vie ne tend pas uniquement vers un pragmatisme de bon aloi (vers cette morale du «louvoisement» qu'a relevée la critique<sup>9</sup>); elle concourt également à légitimer une certaine façon de recevoir et de donner. Car, si les héros du roman sont *a priori*

<sup>7</sup> Alix Deguise, *Trois femmes. Le Monde de madame de Charrière*, op. cit., p. 222. Patrizia Oppici a consacré un article à l'idée de bienfaisance chez Mme de Charrière, dans lequel elle s'intéresse aux critiques formulées ça et là par l'écrivaine à l'égard de l'idéal philanthropique. Cette brève étude, qui présente l'intérêt de mettre en parallèle des extraits tirés d'un grand nombre d'écrits (correspondance, essais, romans, pièces de théâtre), ne réserve en contrepartie que quelques lignes à l'analyse de *Trois femmes*, dont seulement deux passages font l'objet de commentaires. Voir Patrizia Oppici, «Madame de Charrière, Benjamin Constant e la matematica dell'altruismo», *Annales Benjamin Constant*, 11, 1990, p. 83-90.

<sup>8</sup> C'est ce que note, entre autres commentateurs du roman, Joke Hermsen dans son article «Proto-féminisme pendant la Révolution? Belle van Zuylen et Mme de Staël : À propos de Kant et de Rousseau», loc. cit., p. 303.

<sup>9</sup> Voir, par exemple, Jacqueline Letzter, *Intellectual Tacking. Questions of Education in the Works of Isabelle de Charrière*, Amsterdam, Rodopi, «Faux titre», 1998 ainsi que Marie-Hélène Chabut, «Louvoyer pour innover : *Trois femmes* d'Isabelle de Charrière», dans Elzbieta Grodek (dir.), *Écriture de la ruse*, Amsterdam, Rodopi, «Faux titre», 2000, p. 241-251.

favorables aux dons – ils sont pour la générosité comme ils sont pour la vertu –, ni l'un ni l'autre de ces gestes (recevoir et donner) ne s'avère dans les faits aller de soi. C'est pourquoi il nous paraît souhaitable d'analyser les manifestations de la bienfaisance dans cette œuvre en posant des questions qui n'aient pas nécessairement trait au positionnement de Mme de Charrière face à l'éthique kantienne. Plutôt que de relever les leçons de morale illustrées par le roman, nous aimerions nous demander à quelles conditions les bienfaits circulent, en ne perdant jamais de vue ce que constate l'auteure dans sa correspondance : que, dans un contexte d'émigration, la réception des dons pose facilement problème; que ceux à qui on souhaite venir en aide peuvent avoir des raisons de vouloir se dérober et qu'il vaut mieux, en pareilles circonstances, être prêt à envisager diverses issues (ou divers sens) aux dons projetés.

Pareille orientation conférée à notre lecture exigera qu'on voie en *Trois femmes* autre chose qu'un «roman à idées<sup>10</sup>». Au lieu de laisser notre analyse se faire guider par les visées philosophiques ou moralisantes de Mme de Charrière<sup>11</sup> (comme ce nous semble avoir été le cas d'une partie de la critique charriériste), nous suivrons la voie indiquée par Daniel Maggetti, quand il observe au sujet de *Trois femmes* que «le roman à prétention philosophique se donne aussi à lire comme un roman sentimental<sup>12</sup>». Il

<sup>10</sup> C'est ce qu'en fait, entre autres auteurs, Alix Deguise dans *Trois femmes. Le Monde de madame de Charrière*, op. cit., p. 14. De l'avis de Dennis Wood, ce roman constituerait «une sorte de catalogue raisonné de la pensée d'Isabelle de Charrière durant la dernière décennie du 18<sup>e</sup> siècle». (Dennis Wood, «Introduction» à *Trois femmes*, dans Isabelle de Charrière, *Œuvres complètes*, op. cit., t. IX, p. 23.)

<sup>11</sup> Exposé dans l'avant-propos, le projet de la romancière est également communiqué à ses correspondants, à Chambrier d'Oleyres par exemple : «On n'a pas prétendu donner des modèles à suivre mais montrer des vices & des faiblesses à excuser comme non incompatibles avec une idée ou un sentiment de devoir & une moralité dans la personne coupable ou accusable.» (Lettre à Chambrier d'Oleyres, 13-14 octobre 1797, dans Isabelle de Charrière, *Œuvres complètes*, op. cit., t. V, p. 354.)

<sup>12</sup> Daniel Maggetti, *Lectures conseillées. Une anthologie*, Vevey, L'Aire, «L'Aire bleue», 2002, p. 73. Dans la préface qu'elle a donnée au roman, Claire Jaquier émet un avertissement qui va dans le même sens : «La cohérence des intentions éditoriales de Mme de Charrière ne doit pas faire illusion : les romans de *L'Abbé de la Tour* n'illustrent pas une philosophie arrêtée. *Trois femmes* n'a rien d'un conte philosophique, ni d'un roman à thèse.» (Claire Jaquier, «Préface», dans Isabelle de Charrière, *Trois femmes*, Lausanne, L'Âge d'homme, «Poche Suisse», 1996, p. IV.)

s'agira donc de réserver une place significative au fait qu'il y a dans ce récit, comme dans beaucoup d'autres de son temps, une jeune fille à marier, un aimable jeune homme qui serait ravi de faire office d'époux et un certain nombre de difficultés qu'il leur faudra résoudre pour que les choses s'arrangent à leur goût.

Si notre étude devait se raccorder à l'avant-propos du roman, ce serait moins en prolongeant la discussion qu'il contient sur le devoir et sur Kant qu'en cherchant à mesurer l'ampleur du problème de la *destination* soulevé par les tout premiers mots du texte. «Pour qui écrire désormais?» Posée par l'abbé de la Tour, l'auteur fictif du roman (narrateur discret de sa première partie et récipiendaire des douze lettres qui en composent la seconde), la question sur laquelle s'ouvre l'avant-propos a déjà suscité un certain nombre de commentaires chez la critique. On a signalé la modernité de l'interrogation et on s'est efforcé de mettre en évidence la réflexion esthétique qui s'ensuit, en s'attachant aux ramifications du questionnement à travers le récit<sup>13</sup>. Henri Lafon a relevé le caractère décisif du «désormais» ponctuant cette phrase initiale, l'adverbe rappelant, comme il l'écrit à juste titre, «que quelque chose a changé et que, le temps allant d'un train particulier, celui de la Révolution», la question risque fort «de subir un déplacement<sup>14</sup>». Nous aimerions voir en cette phrase à la fois liminaire et limitrophe, posée telle une borne entre un *avant* et un *après*, l'expression d'une prise de conscience qui ne soit pas seulement esthétique (relative, autrement dit, à l'identité des lecteurs), mais qui ait trait, de façon plus générale, à l'identité de ceux et de celles à qui

<sup>13</sup> Voir en particulier Wardy Poelstra, «Trois femmes : l'architecture d'une morale», dans Yvette Went-Daoust (dir.), *Isabelle de Charrière (Belle de Zuylen). De la correspondance au roman épistolaire*, Amsterdam, Rodopi, 1995, p. 127-139 et Valérie Cossy, «“Pour qui écrire désormais?” Esthétique et Révolution dans les œuvres d'Isabelle de Charrière et de Germaine de Staël», dans Valérie Cossy et Deidre Dawson (dir.), *Progrès et violence au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Honoré Champion, «Études internationales sur le dix-huitième siècle», 2001, p. 233-255.

<sup>14</sup> Henri Lafon, «Isabelle de Charrière : trois femmes hors de l'ornière», *loc. cit.*, p. 140.



l'on se consacre (qu'il s'agisse de leur dédier des livres, de leur assigner l'argent des livres ou de leur offrir d'autres formes de biens ou de soins). La question qui sert d'amorce à *Trois femmes* témoigne à notre avis de l'importance que prend dans cette œuvre l'apparition d'un type particulier de *bénéficiaires* (destinataires, mais aussi donataires), propre au roman d'émigration, et du problème de réception qui risque d'en résulter. Ce «[p]our qui écrire désormais?», nous proposons d'en faire le point de départ d'une exploration à laquelle s'adonne aussi l'auteur de *L'Émigré* : celle des perspectives qu'ouvre la nécessité, rencontrée dans *Trois femmes* par le narrateur à l'orée de son récit, de se dévouer à une aristocratie qui pâtit de la Révolution<sup>15</sup>.

### 1. «Qu'est-ce donc que cette harpe?» Enquête sur l'origine de quelques dons

Comme le marquis de Saint Alban, l'héroïne de *Trois femmes* possède beauté, jeunesse, esprit, naissance, talents. Chez cette fine fleur des demoiselles romanesques comme chez le personnage de Sénac, une touchante détresse complète le tableau de toutes les perfections humaines : émigrée à l'âge de seize ans et demi, unique héritière d'une fortune tôt réduite à néant, elle est portée au faîte du malheur quand, dès les premières lignes du récit, la mort lui enlève d'un coup père et mère, tous deux trop sensibles pour supporter leur triste sort et «la misère de [leur] enfant» (TF, 43).

<sup>15</sup> «Pour quoi écrire désormais? disoit l'Abbé de la Tour. Pour moi, dit la jeune Baronne de Berghen. On ne pense, on ne rêve que politique, continua l'Abbé. J'ai la politique en horreur, répliqua la Baronne, et les maux que la guerre fait à mon pays, me donnent un extrême besoin de distraction. J'aurois donc la plus grande reconnaissance pour l'Ecrivain qui occuperoit agréablement ma sensibilité et mes pensées, ne fut-ce qu'un jour ou deux.» (Isabelle de Charrière, *Trois femmes*, dans *Œuvres complètes*, op. cit., t. IX, p. 41.) Le texte de *Trois femmes* reproduit dans les *Œuvres complètes* est celui de l'édition de 1798, le seul en français dont les épreuves aient été corrigées par l'auteure. Le roman parut pour la première fois à l'automne 1795 dans une traduction allemande de Ludwig Ferdinand Huber, à Leipzig, sous le titre *Drei Weiber, eine Novelle von dem Abbé de la Tour*. Il fut publié en français l'année suivante, à Londres, dans une version purgée par l'éditeur, avant de reparaître, truffée de fautes, en 1797, puis à nouveau en 1798 dans le premier tome de *L'Abbé de la Tour ou recueil de nouvelles & autres écrits divers*. Désormais, toute référence à cet ouvrage sera indiquée directement dans le texte par le sigle TF, suivi du folio.

Contemplant alors «l'étendue de [sa] perte» (*TF*, 43), la pitoyable jeune fille ne trouve mieux à faire que de verser des pleurs amers, d'une abondance proportionnée à son sentiment d'abandon, il va sans dire extrême : «au milieu d'un pays étranger, elle se crut sans amis et sans ressource» (*TF*, 43). À l'instar de ce qui advient chez Sénac, l'héroïne est d'entrée de jeu confrontée au besoin des autres et à la douleur qu'inflige leur absence. Heureusement, la peine rend parfois aveugle : une fidèle servante était demeurée à ses côtés, comme le bon Bertrand à ceux du marquis dans *L'Émigré*. Les soubrettes de roman sont cependant plus vives que les valets et, avec un égal dévouement, celle-ci sera plus prompte que celui-là à sortir du pétrin la perle de l'aristocratie française que le destin lui a confiée :

Dès qu'elle fut un peu calmée, une jeune Alsacienne restée seule d'un nombreux domestique et qui servait Émilie avec autant d'adresse que d'attachement, lui dit : Vous croyez n'avoir plus rien quand vous n'avez que votre Josephine; mais vous vous trompez, Mademoiselle, et Josephine le prouvera. C'est demain qu'il nous falloit payer notre logement, et peut-être ne l'auriez-vous pu sans vous gêner; mais la chose est faite. Quel meilleur parti pouvois-je tirer de mes épargnes! Et ne croyez pas que j'aye donné tout ce que je possédois. Il me reste dequoi payer pendant six mois, au moins, une habitation plus petite, mais plus gaie, que je suis d'avis que nous prenions à la campagne : voici le printemps, et la ville où nous sommes, outre qu'elle vous rappellera longtemps de fort tristes souvenirs, me paroît un assez lugubre séjour (*TF*, 43).

Sans plus tarder, les arrangements nécessaires au déménagement furent pris et «les deux jeunes personnes se trouvèrent bientôt établies dans la plus jolie maison du plus joli village de la Westphalie» (*TF*, 44). Grâce aux soins de sa prévoyante et loyale servante, la belle Émilie pourra survivre quelque temps encore en pays étranger sans avoir à déroger. L'arrivée du printemps, salué par la soubrette, étant par bonheur propice aux amours, les six mois d'économies prévus par celle-ci ne seront pas écoulés avant que sa maîtresse et elle aient l'une et l'autre trouvé un mari à qui confier le reste de leurs jours.

N'anticipons toutefois pas et observons pour l'instant que le premier des dons représentés dans cette histoire n'est pas le fait d'un cosu représentant de l'antique noblesse germanique, mais celui d'une jeune servante.

Les secours prodigués par une domestique sont, à première vue, plus faciles à agréer que les bienfaits d'opulents étrangers. C'est du moins ce que laisse entendre Émilie, qui escamote le point d'honneur qu'elle aurait pu se faire d'accepter de pareils dons. Sans être entièrement sourde aux protestations dictées par l'amour-propre, l'émigrée de Mme de Charrière, à la différence du héros de Sénac, se confie sans tergiverser aux bons soins de l'âme charitable qui l'a prise en pitié :

Émilie regarda Josephine avec quelque surprise, pleura, et supprimant les objections et les réflexions que sa fierté lui suggéroit, supprimant jusqu'aux remerciements qu'elle sentoit bien ne pouvoir être proportionnés à un dévouement si généreux, elle lui dit : Pardon Josephine, si je n'ai ni deviné, ni étudié ton excellent cœur. Nous demeurerons où tu voudras. Je m'en remets à ton discernement et à ton zèle (*TF*, 43).

Sitôt soulevée, la question d'une possible atteinte à la dignité de ceux qui, privilégiés hier, sont aujourd'hui contraints à assumer le rôle de donataires se trouve, sinon résolue, en tout cas éludée par l'héroïne. Plutôt que de s'opposer par de grands gestes ou par de longs discours à la compassion qu'on lui témoigne, elle ravale son orgueil et elle acquiesce aux offres de sa servante, non sans avoir d'abord admis son ignorance (elle avait, jusqu'alors, méconnu le caractère de Joséphine) et sans l'avoir priée de l'en excuser. Ce ne sont pas là, nous le verrons, de simples détails : la fin de l'ignorance et le pardon auront partie liée, dans ce roman, avec la réception des dons.

Les deux ou trois paragraphes qui suivent ce premier service justifient Émilie d'avoir consenti sans plus de réticences aux offres de Josephine : «fière et reconnoissante de voir ses bienfaits agréés» (*TF*, 43), la servante ne prétendra pas pour

autant sortir du rang subalterne qui lui a été assigné. Dès les deux jeunes filles installées dans leur nouveau logis, le partage des tâches évoqué par le narrateur permet de rassurer les plus inquiets, montrant clairement que les dons de la soubrette n'ont pu ébranler les vieilles hiérarchies : dans le jardin de la maisonnette louée par celle-ci, «Josephine cultivoit toutes sortes de légumes, nourrissoit une chèvre, filoit du chanvre et du lin. Émilie arrosoit quelques rosiers, caressoit la chèvre, brodoit de la mousseline et du linon [...]» (*TF*, 44). À la roturière les choux, les pommes de terres, le chanvre et le lin; à l'aristocrate les roses, les caresses, la mousseline et les autres matières fines. Les tempéraments des deux jeunes filles, dont la description succède immédiatement à celle de leurs fonctions domestiques, confirme, si besoin était, que la noble héroïne n'a rien perdu des qualités garantes de sa distinction : Josephine est «respectueuse et gaie», alors qu'Émilie est «douce et sérieuse» (*TF*, 44). L'une comme l'autre a une «fort belle voix» (*TF*, 44), mais jamais la servante ne laisse entendre la sienne sans être guidée par celle de sa maîtresse. En un mot, s'il fallait s'en tenir à cette amorce, les bienfaits agréés par une ci-devant noblesse soudainement réduite à la plus grande détresse ne sauraient porter atteinte à sa dignité ni mettre en cause sa supériorité.

Le premier don reçu par Émilie sera tôt suivi d'un deuxième, nettement plus problématique. Un soir, étant allées se reposer au jardin, les deux jeunes filles y trouvent «une belle harpe toute neuve» (*TF*, 44). La découverte cause «plus de joie» à Josephine, «plus de surprise» à Émilie : «Comment se peut-il...!», «Qu'est-ce donc que cette harpe?» (*TF*, 44) s'exclame la plus étonnée, comme la plus embarrassée des deux. L'anonymat, qui facilitait dans *L'Émigré* la réception des bienfaits, pose au contraire problème chez Mme de Charrière. Josephine soupçonne, non sans raison, «le fils unique du Seigneur du village» (*TF*, 44) d'être l'auteur du présent. Ce que le lecteur, pour sa

part, a immédiatement compris, c'est le caractère hautement significatif du cadeau offert, peu importe par qui. Si le don d'une harpe ne comble pas un besoin vital à la manière du loyer payé par Josephine, l'objet est néanmoins symbolique des pertes essuyées par la noblesse française au cours de la Révolution. L'héroïne, en effet, possédait jadis «une excellente harpe», mais elle «s'étoit brisée dans le voyage précipité qu'on lui avait fait faire lorsqu'on se sauvait de France» (TF, 44). À l'instar du service rendu par Josephine, le présent trouvé au jardin est censé remédier aux préjudices subis par une aristocratie en exil<sup>16</sup>. Il s'agit d'un don compensatoire, qui accuse, alors même qu'il souhaite la soulager, l'infortune de la personne qui en est l'objet. Loin d'être, quoi qu'en pense Émilie, une simple «galanterie» (TF, 44) dont devrait s'effaroucher une jeune fille bien née, l'instrument est un dédommagement, une consolation pouvant avoir été inspirée tant par la pitié que par le désir de plaire, et dont devrait peut-être, pour cette raison, s'offusquer l'amour-propre de celle à qui il est destiné.

Le cadeau, en tout cas, intrigue au plus haut point Émilie, déconcertée par la mystérieuse apparition de l'objet. Constatant que sa maîtresse rechigne à «accepter [...] le don d'un inconnu» (TF, 44), Josephine n'hésite pas à proposer une explication de son cru, qui contrefait la vérité pour les besoins de la cause, c'est-à-dire pour qu'Émilie consente à garder le précieux instrument. La ruse est aussi simple qu'ingénieuse : il suffit de détourner l'attention de l'héroïne en inversant l'énigme, de sorte qu'elle cesse de s'interroger sur l'identité du donateur pour s'occuper plutôt de celle du donataire. Qui

<sup>16</sup> «Il y a toujours une perte à l'origine du sentiment amoureux», écrit Claire Jaquier au sujet des romans de Mme de Charrière. C'est le cas dans *Trois femmes*, où la harpe, habile entremetteuse, doit consoler l'héroïne d'une série de deuils : de ses père et mère, de sa fortune, de son pays et de son nom (puisque Émilie n'a pas de patronyme). Dans cette histoire comme dans beaucoup d'autres nées de la plume d'Isabelle de Charrière, on peut affirmer avec Claire Jaquier que «[l]a quête amoureuse symbolise [...] une perte plus grave encore que celle d'un être aimé : celle de l'origine même». (Claire Jaquier, «Le damier, la harpe, la robe salie : médiations et symboles du désir dans l'œuvre romanesque d'Isabelle de Charrière», dans Doris Jakubec et Jean-Daniel Candaux (dir.), *Une Européenne : Isabelle de Charrière en son siècle*, op. cit., p. 184.)

donc, au juste, le don de la harpe vise-t-il? «Supposons que ce soit à moi qu'il se fasse, je l'accepte de grand cœur, dit Josephine» (*TF*, 44-45). Le fils du châtelain, affirme-t-elle, aura entendu parler du regret qu'elle avait de ne plus entendre jouer de cet instrument et, «ému de pitié pour une jeune fille éloignée de tous ses parents, et obligée par son attachement pour ses maîtres à vivre dans une terre étrangère» (*TF*, 45), il aura voulu la distraire de ses peines. Touchée par cette pathétique hypothèse, Émilie y prête foi. «La harpe est sûrement à toi, dit-elle; on te l'a envoyée du château : nous la garderons, et tous les jours je jouerai quelque'un de tes airs favoris» (*TF*, 45). Les scrupules qu'avait la maîtresse à conserver l'objet se sont tout bonnement évanouis : il est moins dangereux pour une domestique, apparemment, d'accepter les bienfaits d'un inconnu qu'il ne l'est pour une émigrée de haute noblesse.

Or les choses s'avéreront vite ne pas être aussi simples. Émilie prendra tôt conscience que la distinction ne saurait être bien nette entre les faveurs qu'on fait à «sa bienfaitrice» (*TF*, 45) et celles qu'elle-même reçoit. Le problème, on le voit, relève de la circulation des dons : à partir du moment où Émilie vit des bienfaits de Joséphine, il ne lui sied plus guère de juger en fonction de critères différents ce qu'il convient à l'une et à l'autre d'accepter. De façon plus immédiate – et cette découverte est plus cruciale encore –, ce que comprend l'héroïne grâce à ce cadeau, c'est que la jeune servante qui a la bonté de payer son loyer et de cultiver son lopin de terre endosse elle-même, en d'autres occasions, le rôle d'un donataire : non pas, tout compte fait, en ce cas précis (la harpe, malgré ce qu'en peut dire la soubrette, ne lui était pas destinée), mais en plusieurs autres. Bienfaitrice, Josephine peut elle aussi, à ses heures, attirer la bienveillance d'autrui. En amenant Émilie à considérer l'hypothèse selon laquelle le présent serait fait

non à la maîtresse, mais à la servante («Supposons que ce soit à moi qu'il se fasse»), elle attire l'attention sur les nombreux petits dons que, de son côté, il lui arrive d'agréer.

Aussi, quand on lui demande d'exposer ses soupçons sur la provenance du mystérieux objet, Josephine est-elle forcée d'expliquer comment le jeune seigneur du village a pu être mis au fait de la joie qu'elles auraient à recevoir pareil cadeau : «Vous avez bien vu, Mademoiselle, que Henri m'aide tous les jours à puiser de l'eau, à porter du bois, à traire la chèvre...» (*TF*, 44). L'aimable Henri, continue-t-elle, fils des propriétaires de leur maisonnette, est également domestique au château. Ce garçon «est la complaisance même; cela attire la confiance» (*TF*, 44). Il aura simplement glissé mot à ses maîtres de la peine, manifestée par sa nouvelle amie, qu'avait causée la perte d'une harpe. En cherchant à connaître l'auteur du présent trouvé au jardin, l'héroïne apprend le nom du généreux garçon qui donne tous les jours un coup de main à Josephine. La question soulevée par la découverte du cadeau anonyme («Qu'est-ce donc que cette harpe? [...] de qui peut-elle venir?», *TF*, 44) débouche sur une investigation plus générale, qui a trait à l'origine des dons et, dans le cas de cet épisode précis, à la genèse des services rendus par la soubrette à sa maîtresse. Derrière les bons offices de Josephine se cachent d'autres dons, au sujet desquels l'héroïne devra bientôt s'interroger.

Le soleil ne sera pas encore levé qu'elle en saura davantage encore (et sans doute plus qu'elle ne l'aurait souhaité) sur la complaisance d'Henri à l'égard de Josephine. Cette nuit-là, alors qu'elle rêvait éveillée à l'histoire de la harpe, elle entendit quelqu'un se glisser furtivement dans la chambre qu'occupait sa servante. La jeune femme, cette fois, n'eut besoin d'aucun éclaircissement : «Ses camarades de couvent, ses petits cousins, ses grandes cousines ne l'avoient pas laissée dans une telle ignorance qu'elle ne soupçonnât la vérité» (*TF*, 45). Affligée, mais peu encline à redresser en pleine nuit les

mœurs de la dévergondée Josephine, elle réagit selon son habitude : «pensant qu'elle ne pourroit s'empêcher désormais de mépriser le seul objet d'attachement qui lui restât, sa compagne, son amie, sa bienfaitrice, elle passa le reste de la nuit à pleurer» (*TF*, 45). La sage demoiselle n'est malheureusement pas au bout de ses peines, ni de ses découvertes. Le lendemain, de nouvelles révélations ajoutent à son dépit : Henri n'est pas le premier homme à obtenir les faveurs de Josephine. Cédant aux instances de sa maîtresse, la pécheresse se résigne à dérouler la liste de ses anciens séducteurs : «Mr. votre Oncle, le grand-Vicaire»; le «frère de Madame votre Mère, Mr. le Marquis de \*\*\*»... (*TF*, 47). La soubrette pourrait sans doute continuer, mais Émilie n'en a déjà «que trop entendu, et n'[a] garde de provoquer de nouvelles confidences» (*TF*, 48). Elle n'a d'ailleurs pas le loisir, cette fois, de mettre en doute la sincérité de sa compagne, qui a pris soin de lui fournir des preuves tangibles de ce qu'elle avance : «— Est-il possible, Josephine? — Rien n'est plus vrai, Mademoiselle; à telles enseignes que voilà une croix qu'il [le grand vicaire] m'a donnée; voilà aussi une bague; et vous connoissez mes *Heures* avec leurs crochets d'argent, il me les a données aussi [...]» (*TF*, 47). Quant au deuxième oncle, «[p]our celui-là il ne m'a rien donné qu'un vieux dez d'or, qu'il avoit peut-être pris à M<sup>me</sup> la Marquise» sa femme... qui, ceci dit en passant, n'était pas aussi vertueuse que ne le croyait jusqu'alors sa candide nièce (*TF*, 47).

L'aventure de la harpe, avec les révélations qu'elle entraîne, met en évidence que les bienfaits de Josephine sont beaucoup plus conflictuels qu'il y paraissait jusqu'alors. Si l'héroïne, quand il lui faut agréer les dons de sa servante au début du roman, parvient aisément à «supprim[er] [...] les réflexions que sa fierté lui suggéroit» (*TF*, 43), elle ne peut aussi facilement passer outre à l'indignation qu'elle ressent face aux innombrables cadeaux offerts jadis à Josephine et face à l'aide qu'Henri lui donne à présent. Tant et



aussi longtemps qu'un présent anonyme n'a pas amené Émilie à s'interroger sur l'origine des dons qu'elle reçoit, elle a pu éviter de se faire un point d'honneur d'accepter les services que lui rend sa compagne. Une fois cependant la lumière faite sur ce que recèle la générosité de celle-ci, les scrupules reviennent tarauder la jeune fille. «Vous aurois-je offensée?» (TF, 48) lui demande Josephine après avoir terni par ses confessions la haute opinion qu'elle se faisait de sa famille. La demoiselle a beau la rassurer, la question n'en prend pas moins, dans le contexte de ces premières pages, un sens particulièrement significatif et tourmentant : bien plus que les aveux de sa servante, ce sont les dons reçus par l'héroïne qui risquent de lui faire affront.

Peut-on vivre en toute décence des bontés d'une bienfaitrice déshonorée? Le peut-on, qui plus est, quand son déshonneur vient précisément d'avoir été trop sensible à l'obligeance que d'autres lui ont témoignée? Y aurait-il, d'une part, de *mauvais dons* (ceux faits à Joséphine), essentiellement corrupteurs, qu'il faudrait repousser ou condamner et, d'autre part, de *bons dons* (ceux de la servante à sa maîtresse), innocents et utiles, qui laisseraient intacte la dignité du donataire? À supposer qu'une telle distinction soit légitime, que faire quand les deuxièmes reposent sur les premiers? La réponse ne va pas de soi. La vertueuse Émilie aurait sans doute souhaité que sa compagne eût jadis refusé les vils présents de ses oncles, mais que deviendrait-elle si le serviable Henri essayait à son tour une rebuffade? Josephine ne le sait que trop et elle ne se prive pas d'en informer sa maîtresse :

Pensez-vous donc que je puisse tout faire, Mademoiselle? [...] Henri trait la chèvre dont nous avons le lait; il puise l'eau et scie le bois pendant que je cultive votre salade; et avec quoi achèterions-nous le café que vous prenez à votre déjeuner, si ce n'étoit avec le fil que je vends après l'avoir filé? (TF, 45).

Munie du sens pratique propre à son rang, Josephine a parfaitement compris la mécanique grâce à laquelle, dans leur chaumière, les bienfaits sont prodigués. Loin de dépendre de ses seuls sentiments généreux, les soins qu'elle rend à sa maîtresse procèdent en grande partie des bons offices d'Henri. Si Émilie ne saurait vivre sans Josephine, Josephine, elle, ne peut se passer de son amant. Or, à partir du moment où les dons circulent, ce qu'il peut en coûter de recevoir se communique également. À sa maîtresse qui lui reproche le prix trop élevé des services que lui rend le jeune homme («Quoi! tu payes de ton honneur, de ta vertu, les jouissance que tu me procures!», *TF*, 45), la servante répond en l'invitant à partager la faute : si «tout cela lui paraît si grave», pourquoi n'a-t-elle pas «pris soin de ce [qu'elle appelait] *son honneur*» et ne s'est-elle pas opposée aux nombreuses petites attentions du garçon, tout comme à ses empressements nocturnes, elle qui n'avait pourtant «rien de mieux à faire» (*TF*, 46)?

Accusatrice incriminée, Émilie trouve peu à dire pour sa défense :

Je l'aurois dû, Josephine, et j'y ai pensé; mais la crainte de me compromettre... la décence... Oui, j'entends, dit Josephine, la décence, peut-être un peu de fierté, ont laissé la vertu et l'honneur sans secours! Assurément je vous pardonne, mademoiselle; mais avouez que personne ne fait tout ce qu'il doit (*TF*, 46).

La soubrette a très bien perçu l'un des principaux enjeux de cette histoire : la fierté, cette qualité des âmes supposément bien nées, réclamait que la noble jeune fille ferme les yeux sur les combines grâce auxquelles, chaque matin, le café était servi à déjeuner. À l'instar de ce qui se produit dans le roman de Sénac, les dons menacent dans *Trois femmes* l'honneur du donataire. Chez Mme de Charrière, ils le font dans la mesure où l'on s'interroge sur leur provenance. Posée dès les premières pages du roman, la question qui consiste à savoir d'où viennent les dons mène à la reconnaissance de leur origine parfois fautive et accuse, pour cette raison, ceux qui en profitent.

Deux options s'offrent alors à l'héroïne : continuer à recevoir (mais en assumant dorénavant la part de culpabilité qu'une telle attitude implique et en ravalant, par conséquent, son orgueil) ou refuser tout bonnement les dons. Émilie est momentanément tentée par la seconde solution. Dans un sursaut d'indignation, elle déclare à Josephine : «Ah! ne me donnes que du pain à manger, et de l'eau à boire. Vends mon linge et mes habits, et qu'Henri cesse d'avoir des droits sur une reconnaissance dont il abuse» (TF, 45). La noble demoiselle ne va certes pas jusqu'à vouloir ne plus se faire servir à dîner par Josephine, mais elle envisage avoir désormais recours à une logique marchande, c'est-à-dire payer le prix du pain (et ne payer rien d'autre que son *juste prix*) grâce à la vente de ses vêtements. Entraînée par cette logique (et revenant, après mûre réflexion, à l'objet responsable de ses nouvelles résolutions), elle décide également de rejeter le cadeau de la harpe. À la suite des confidences faites par sa compagne (et après avoir versé, une fois de plus, un torrent de larmes), elle juge devoir condamner cette faveur de la même façon qu'elle a condamné les dons reçus par Josephine :

Je pense comme toi, lui dit-elle d'une voix assez ferme et avec un visage assez serein, que la harpe ne peut venir que du château; et d'après ce que tu m'as dit de l'intérêt que le jeune homme prétend prendre à moi, je ne puis décemment la garder; cependant il m'en coûteroit de la rendre. Ne pourrois-tu savoir ce qu'elle a coûté? Il me reste quelque argent, que ton travail assidu me rend inutile; j'ai quelques bijoux dont je puis me défaire. Informe-toi, Josephine, et payons la harpe (TF, 49).

Pas plus qu'elle ne compte se priver de manger, l'héroïne n'envisage de renoncer au bel instrument. On a beau être pauvre et émigrée, certaines nécessités demeurent (du pain et de la musique en l'occurrence). Heureusement pour l'altière jeune fille, ces deux choses peuvent être obtenues par d'autres voies que celle du don. Grâce au marché et à ses lois, Émilie pourra payer sa harpe sans perdre son honneur et sa vertu : «quelque argent», ainsi qu'elle le propose, fera très bien l'affaire. Puisqu'il n'est plus question pour elle

d'ignorer d'où viennent les faveurs qu'on daigne lui faire, elle poussera l'enquête jusqu'à connaître leur valeur marchande. Quand on regimbe devant les bienfaits, on peut toujours essayer d'acheter au prix courant.

Josephine, cependant, voit les choses d'un autre œil : «Je ne sais, Mademoiselle, si votre dignité exige que vous fassiez ce chagrin à qui a voulu vous faire plaisir» (*TF*, 49). Elle admet humblement ne pas très bien s'entendre «à ces choses-là» (*TF*, 49), mais elle prévient néanmoins sa maîtresse du risque qu'elle court en voulant monnayer un présent : à trop se préoccuper de son amour-propre, elle pourrait heurter celui du donateur, qui refuserait alors son argent comme elle aura repoussé ses gentillesses. Aussi lui propose-t-elle une solution qui serait, à son avis, «plus honnête» que d'acheter la harpe (*TF*, 49) : si la dignité de la jeune fille exige qu'elle ne se sente pas en reste vis-à-vis des châtelains, elle n'a qu'à répondre au don par le don. Un ouvrage de broderie, pour ce faire, conviendra parfaitement. Josephine, justement, n'a encore jamais porté le tablier et le joli fichu qu'elle lui a récemment confectionnés : «Les voilà encore dans un carton comme ils sont sortis de vos mains; envoyez-les avec une belle lettre à la mere du *Junker*» (*TF*, 49). Et tant pis, continue Josephine, si «[l]a valeur est [...] loin d'être égale» (*TF*, 49). Rien ne sert, en effet, de «compter si juste» (*TF*, 49), d'autant plus qu'Émilie se serait certainement montrée aussi libérale que le jeune seigneur eût-elle été à sa place, comme ne manque pas de le lui rappeler sa compagne : «Je vous ai vu mille fois, dans le tems de votre prospérité, donner beaucoup pour recevoir peu. Croyez-vous être la seule qui ait ce droit là, et le plaisir d'être généreuse doit-il n'appartenir qu'à vous?» (*TF*, 49). L'argument a la même efficacité dans *Trois femmes* que dans *L'Émigré*. Conviée à se remémorer l'époque où elle prodiguait son argent et ses soins,

engagée à faire un geste qui prouve la réciprocité des bonnes intentions, l'héroïne consent à accepter le don<sup>17</sup>.

L'aventure de la harpe fait figure d'épreuve initiatique. Entre le jour, relaté dans les premières lignes du roman, où l'orpheline laisse sa servante payer son loyer et celui, quelques pages plus loin, où elle agrée le cadeau d'un inconnu, un apprentissage a eu lieu, qui modifie en profondeur le sens de son consentement aux dons qu'on lui prodigue. La découverte du présent anonyme et les révélations subséquentes mettent fin à l'ignorance ou à l'insouciance qui présidait à la réception du premier bienfait. Alors qu'Émilie, à la mort de ses parents, acceptait spontanément les bons offices de sa servante, supprimant les réflexions que pareils services auraient pu faire naître en elle, c'est seulement après avoir été forcée à méditer sur la provenance des dons qu'on lui fait qu'elle accuse enfin réception de l'objet trouvé au jardin. Désormais consciente de ce que peuvent cacher les bienfaits, consciente des fautes qui parfois les sous-tendent, elle choisit néanmoins, en toute lucidité, d'assumer son rôle de donataire. Le paquet et la lettre qu'elle envoie au château en guise de remerciement pour la harpe témoignent d'une prise de conscience pleinement assumée par l'héroïne : loin de regretter la candeur avec laquelle elle acceptait autrefois les bontés d'autrui, elle entend dorénavant exposer au grand jour ce qu'elle sait des services qu'on lui rend. L'idée de Josephine, à ses yeux, avait en effet «cela de bon, que le jeune homme verroit qu'elle ne recevrait pas des hommages rendus avec mystère, et qu'elle étoit d'humeur à éventer le secret de son amour pour elle, supposé que réellement il en eût» (TF, 49). La lettre qu'elle adresse à la

---

<sup>17</sup> On notera que l'ouvrage de broderie offert par Émilie à la mère du «*Junker*», l'héroïne en avait d'abord fait cadeau à Josephine. Ce détail, habilement souligné par la soubrette, contribue à mettre en évidence que la jeune aristocrate n'a rien perdu, en dépit de ses mésaventures, des qualités de générosité propres à son rang, en même temps qu'il attire l'attention sur l'évidence suivante, entièrement neuve à la conscience de l'héroïne : que dans les dons qu'elle trouvera désormais moyen de faire, sa servante-bienfaitrice aura souvent une part.

mère du «*Junker*» insiste sur ses nouvelles dispositions : «je ne puis», écrit-elle au sujet du cadeau anonyme, «m'en offenser; mais je ne puis pas non plus dissimuler le don» (TF, 49).

En répondant aux généreuses intentions d'un inconnu par le contre-don d'un ouvrage de broderie, Émilie fait davantage que de signifier au vu et au su de tous qu'elle agrée son présent : elle ouvre la voie à de nouvelles libéralités, les parents du jeune homme répliquant à son geste par une invitation à partager un goûter. L'«admiration mêlée d'humeur» (TF, 50) avec laquelle le paquet est reçu ne saurait empêcher, en effet, qu'on engage l'orpheline à venir «rendre ses devoirs» aux maîtres des lieux (TF, 51). Grâce aux retours de politesses entraînés par le don d'une harpe, une Française arrachée à son milieu originel trouve rapidement une famille de tutelle. Avec pour chef «un gentilhomme à 64 quartiers» (TF, 51), cette famille fait d'Émilie une orpheline d'un nouveau type : plutôt que de lui être socialement inférieurs, comme le sont la plupart de bonnes (et mauvaises) gens qui recueillent ses consœurs dans les romans du XVIII<sup>e</sup> siècle, les seigneurs du village sont ses égaux. Les violences et les vulgarités d'un environnement substitutif inadéquat, que Pierre Fauchery a montré être le lot usuel de cette catégorie d'héroïne, lui sont épargnées<sup>18</sup>. La Germanie qu'elle découvre a beau être, prétentions nationales obligent, «un peu grotesque» (TF, 47), les gens qui lui ouvrent les portes du château d'Altendorf sont aussi bien nés qu'elle; ils sont aussi beaucoup plus riches. La perversité et la malveillance auxquelles tendent à être confrontées les orphelines romanesques depuis au moins un siècle sont remplacées dans son cas par un autre danger, celui d'être rabaissée par les dons qu'elle reçoit. Sans être

---

<sup>18</sup> Voir Pierre Fauchery, *La Destinée féminine dans le roman européen du dix-huitième siècle, 1713-1807. Essai de gynécomythie romanesque*, Paris, Armand Colin, 1972, p. 125-128.

tyrannisée par la famille d'Altendorf, loin s'en faut, elle n'est pas moins menacée de corruption à son contact : sa conscience nobiliaire exige d'elle qu'elle prodigue ses largesses, non qu'elle se transforme en un objet de commisération. Émigrée, orpheline et ruinée, reléguée, en conséquent, au rôle peu reluisant de donataire, l'héroïne de Mme de Charrière surmonte l'humiliation qui la menace davantage qu'elle ne l'évite (ce qui était d'abord le cas, quand elle autorisait sa servante à payer son loyer). Elle y réussit au terme d'une enquête qui généralise les atteintes portées à l'amour-propre, dans la mesure où elle révèle que la bienfaisance procède parfois, chez ceux qui s'y adonnent, de comportements peu honorables. Sorte de désenchantement du don<sup>19</sup>, l'expérience faite par Émilie dans les premières pages du roman est celle d'une jeune fille pour qui, au lendemain de la Révolution, la bienfaisance se présente sous un jour nouveau, révélant soudainement son côté sombre. L'adaptation à sa condition d'émigrée passe chez elle par une profonde altération de la manière qu'elle a de percevoir les dons.

L'arrivée d'une nouvelle étrangère au village d'Altendorf, où se sont installées Émilie et Josephine, renouvelle la prise de conscience provoquée par le don de la harpe. La dernière des trois femmes de Mme de Charrière entre en scène à la suite d'un conventionnel accident de berline, dont elle se remet grâce aux bons soins des deux Françaises, à qui le hasard l'a confiée. Celle qui, à l'issue de sa convalescence, déclare à ses hôtes ne pas savoir rendre grâce («Je ne sais point remercier, mais je sais sentir et aimer», *TF*, 62) n'est cependant avare ni de ses efforts ni de son argent, qu'elle met volontiers à disposition d'autrui. Plus encore que Josephine et que la famille allemande

---

<sup>19</sup> Le vocable a été utilisé pour qualifier Mme de Charrière elle-même, «l'exquise désenchantée» selon le mot de B. Munteano («Épisodes kantiens en Suisse et en France sous le Directoire», *loc. cit.*, p. 421); Raymond Trousson reprend l'adjectif pour désigner la romancière dans *Défenseurs et adversaires de Jean-Jacques Rousseau. D'Isabelle de Charrière à Charles Maurras*, Paris, Honoré Champion, 1995, p. 43. Ce désenchantement relevé par la critique nous a paru le terme le plus propre à décrire l'expérience du don faite par l'héroïne de *Trois femmes*.

qui, après l'aventure de la harpe, ouvre les portes de son château à l'héroïne, Constance de Vaucourt est l'image même de la générosité et de la dépense. Détentrice d'une imposante fortune, elle est, de tous les personnages du roman, celui dont la prodigalité fait le moins de doute : «Je donne par-tout où je vais, je fais donner par-tout où j'ai du bien», affirme-t-elle sans détours (*TF*, 64). C'est elle, en effet, qui payera le mariage et la dot de Josephine; c'est elle qui arrangera celui d'Émilie; quand se présenteront, dans la seconde partie, de jeunes mariés sans ressources, c'est elle qui leur fournira un toit et de sages conseils; lorsque des nouveaux-nés, quelque temps plus tard, perdront père et mère, c'est elle encore qui veillera sur leur sort. Or les nombreuses libéralités de Mme de Vaucourt présentent des traits communs avec les soins et avec le présent que l'héroïne agrée peu de temps avant de faire sa rencontre. En se liant d'amitié avec cette femme qui donne sans compter, Émilie comprendra que les bienfaits ont plus souvent encore qu'elle ne le croyait de sombres origines.

Si Mme de Vaucourt, contrairement au jeune Théobald (le généreux fils des seigneurs du village), est peu portée à déposer des cadeaux anonymes chez d'aimables jeunes filles, les dons qu'elle prodigue ne sont pas pour autant dépourvus de mystère. La nouvelle amie d'Émilie ne répand pas ses bienfaits en catimini, mais ceux qui en profitent n'ignorent pas moins l'identité de leur bienfaitrice. «Je cache mon nom, dit l'étrangère, sous celui de *Vaucourt*» (*TF*, 63) : ainsi débute la succincte histoire de sa vie, qu'elle confie à l'héroïne après avoir acheté une maison attenante à la sienne. Le prénom de Constance, qu'elle prie la jeune fille d'utiliser, est véritablement le sien, mais son patronyme ne sera pas révélé, même à ses amis les plus intimes. La question soulevée par le cadeau de la harpe (d'où vient le don? qui le donateur peut-il être et que dissimule-t-il?) se trouve à nouveau posée par la venue de Constance. L'énigmatique



personne a d'ailleurs plus d'un secret. Cette femme, dont Josephine juge «[l]a peau trop brune, [l]es cheveux trop rudes, [le] parler trop peu distinct» (*TF*, 61), dissimule sa nationalité au même titre que son nom. «La Dame est-elle Française?» (*TF*, 58) demande Émilie quand on lui annonce l'arrivée de l'étrangère, retirée évanouie de sa berline. Sa curiosité ne sera pas satisfaite. Elle devra se contenter d'apprendre que la réponse, eût-elle été donnée, aurait été complexe : «Je suis née en France, mais je n'y ai pas toujours vécu», confie celle qui précise être veuve et avoir séjourné dans un «pays fort chaud», mais qui ne compte guère lever davantage le voile sur son passé : «Je ne vous dirai point de quel pays étoit mon père ni mon mari» (*TF*, 63) prévient, pour parer à tout interrogatoire, la prétendue Mme de Vaucourt à sa nouvelle voisine<sup>20</sup>.

Au mystère de son nom et de sa nationalité s'ajoute celui de sa fortune, plus précisément de son origine. L'imposant patrimoine grâce auquel elle possède, «sous des noms différens, des terres en Amérique et aux Isles; de l'argent en Angleterre et en Hollande; des maisons à Paris, à Lisbonne, à St. Petersburg; et [...] une part à plusieurs branches du commerce qui se fait aux grandes Indes» (*TF*, 63) lui a été transmis par un père et par un mari peu disposés à divulguer les moyens leur ayant permis d'accumuler pareilles richesses. Constance elle-même ignore à la faveur de quelles manigances et de quel manque de transparence les deux hommes, que les secrets ont suivis dans la tombe, ont pu lui léguer cette «très-grande fortune» (*TF*, 63). Ce qu'elle sait cependant (et qu'elle avoue sans ambages à sa nouvelle amie), c'est que celle-ci «leur a été reprochée comme ayant été mal acquise» (*TF*, 63). Aussi est-ce dans l'espoir de se soustraire aux

---

<sup>20</sup> Dans la *Suite* inachevée que Mme de Charrière écrivit à *Trois femmes*, Constance raconte enfin à Émilie le détail de son enfance aux colonies et l'histoire de ses deux mariages successifs. Resté inédit du vivant de l'auteure, ce texte fut pour la première fois publié dans les *Œuvres complètes* (t. IX, p. 129-168). Bien qu'il soit courant de l'étudier conjointement à *Trois femmes*, nous avons choisi de l'écarter du cadre de notre analyse, dans la mesure où le don n'occupe pas une place centrale à l'intérieur de cette *Suite*.

persécutions que s'est attirée sa famille qu'elle parcourt depuis un an la Pologne et l'Allemagne, à la recherche d'un «endroit où [elle] puisse vivre ignorée» (*TF*, 63-64). À l'image de Théobald, Mme de Vaucourt se cache derrière ses dons; à l'instar de Josephine, elle se dépense en bonnes actions qui, en soi, n'ont rien que de parfaitement louables, mais qui reposent néanmoins sur des actions condamnables (ou que l'héroïne, du moins, croit telles). Alors que les services que rend Josephine ne seraient guère possibles si elle ne recevait elle-même l'aide d'Henri (une aide qu'elle paie, lui reproche sa maîtresse, de sa vertu), les dons de Mme de Vaucourt sont les fruits d'une industrie malhonnête, les dividendes d'un héritage laissé par des êtres peu «scrupuleux», même si «la jalousie», comme l'estime leur légataire, les a sans doute «peints bien plus coupables qu'ils n'étoient» (*TF*, 64). Les bienfaits de Constance et de Josephine ont en commun de ne pas dépendre uniquement du grand cœur de celles qui les répandent, mais de s'appuyer également sur des dons antérieurs, qui, dans les deux cas, peuvent susciter l'indignation.

La circulation des bienfaits d'un personnage à l'autre, qui facilite dans *L'Émigré* leur réception, se trouve également au cœur de la réflexion sur le don qu'offre l'auteure de *Trois femmes*. Chez Mme de Charrière comme chez Sénac de Meilhan, un même personnage peut se trouver donataire et donateur, faisant tourner au profit d'autrui le legs, le service ou l'obole qui lui était destiné. Dans le roman de Sénac, cette retransmission des dons contribue, au même titre que leur anonymat, à sauvegarder l'amour-propre des récipiendaires, dont le sentiment de dette se trouve par là allégé. Dans l'histoire d'Émilie, de Josephine et de Constance, l'incognito gardé par les donateurs et la retransmission des bienfaits sont aussi tributaires d'une spéculation sur l'honneur des personnages. Le même problème, soulevé par le roman d'émigration

(comment représenter une noblesse forcée à vivre des bienfaits qu'on daigne lui faire?), se traduit toutefois différemment dans le roman de Mme de Charrière et dans *L'Émigré* : il est moins question, dans *Trois femmes*, d'épargner la dignité des donataires que de s'interroger sur le plus ou moins d'estime qu'il convient d'avoir des donateurs (les premiers, autrement dit, entraînant les seconds dans leur chute). En attirant l'attention sur l'origine souvent douteuse des bienfaits, Mme de Charrière désacralise en quelque sorte le don. Elle fait descendre les âmes charitables du piédestal sur lequel on avait pu les placer et elle relativise, en conséquent, la prétendue supériorité de ceux qui donnent sur ceux qui reçoivent.

## 2. Le don, la faute, l'oubli

Contrainte par la Révolution à vivre des bontés d'autrui, l'héroïne de *Trois femmes* est tôt forcée à réfléchir sur les dons qu'elle agrée : d'abord centrée sur ce que sa dignité de jeune aristocrate l'autorise ou non à accepter, sa réflexion est rapidement réorientée vers le respect qu'il lui convient ou non d'avoir pour les bienfaiteurs qu'elle côtoie. Ceux-ci, d'ailleurs, en sont pleinement conscients : «Je vous étonne», observe sa nouvelle amie après lui avoir confié son histoire, «et peu s'en faut que je ne vous éloigne de moi; mais cela passera, et je ne suis pas plus sûre de votre discrétion que de votre estime! – Oh pour ma discrétion.... J'y compte, interrompit Constance; mais votre estime m'est dûe, et je l'aurai» (*TF*, 64). Afin de relever le défi qu'elle lance avec tant d'assurance, la jeune femme devra convaincre Émilie que ses libéralités sont le meilleur moyen possible de réparer les torts que son mari et son père ont pu avoir. Il lui faudra, autrement dit, inculquer à l'héroïne une vision de la bienfaisance qui fasse de celle-ci, du

point de vue des donataires, un dédommagement et, du point de vue des donateurs, une façon d'expié les fautes qui ont rendu le don possible.

À partir d'un questionnaire sur l'origine des bienfaits agréés par une jeune Française, le roman d'émigration que publie Mme de Charrière entre 1795 et 1798 propose de percevoir la bienfaisance moins comme une vertu que comme un devoir social, imposé par un souci de justice. L'argent qu'elle répand autour d'elle, explique en effet Mme de Vaucourt, n'est autre chose qu'une «rente» (*TF*, 64) qu'elle a soin de payer aux peuples que les auteurs de sa fortune ont pu léser. Quand par ailleurs Émilie lui demande si elle n'a jamais eu l'idée de rendre ce que ses proches ont malhonnêtement acquis, elle lui fait valoir que, dans le monde et dans les temps où elles vivent, il n'y a de justice plus efficace que celle qui consiste à être prodigue de son argent et de ses soins :

n'avez-vous jamais eu la pensée d'approfondir cette affaire, dit Émilie, et de restituer ce qui avoit été illégitimement possédé? Comment le restituer? dit Constance. Si l'on a trop gagné avec les particuliers, les lésés sont éparpillés sur toute la surface du globe. Si l'on a volé le Public, pourquoi restituerois-je? Je suppose que ce fût la France, sous l'ancien ou le nouveau régime, qu'on eût volé, devois-je l'année dernière donner mon bien à Robespierre, ou cette année à ceux qui ont détruit et qui se disputent son pouvoir? Je suppose que ce fut l'Angleterre, payerai-je mon écot pour soutenir une guerre qui, dirigée contre le pays que j'aime, le pays où je suis née, désole, dévaste l'Europe entière? Donnerai-je au ministère de Madrid de quoi orner la châsse et payer le voyage de quelque relique? À l'Impératrice de Russie, de quoi enrichir un peu plus ses favoris? Au Pape, de quoi payer plus cher de mauvais soldats et de bons chanteurs? Non : selon les loix, ma fortune est bien à moi, car les actes les plus formels me l'ont donnée. Selon l'équité, elle n'est pas moins à moi : personne n'en feroit, je l'ose dire, un meilleur usage (*TF*, 64).

Pareille justification laisse l'héroïne perplexe, incertaine de pouvoir se «fier absolument» à cette nouvelle amie qu'elle soupçonne d'être un peu «casuiste» (*TF*, 65).

S'il est vrai que l'équivalence posée par Constance entre la *justice* et le *don* (il n'y a pas,

affirme-t-elle, d'autre façon d'être équitable que de donner...) est mise au service d'un raisonnement à tout le moins discutable (... or elle donne, donc elle est équitable et *justifiée*), cette association n'en est pas moins extrêmement significative en ces années postrévolutionnaires et, qui plus est, dans un roman d'émigration. *L'Émigré* de Sénac, rappelons-le, présente aussi des dons qui ont l'allure de restitutions : la charité dont vivent certains personnages y apparaît moins comme une grâce que comme un dédommagement, une mince compensation pour tout ce dont la Révolution les a spoliés. Dans le roman de Sénac, les bienfaiteurs rencontrés par le héros sur la route de l'exil ont cependant le mérite de n'être aucunement responsables des injustices auxquelles ils tentent de remédier; il en va autrement de Mme de Vaucourt, héritière innocente, sans doute, mais d'une fortune construite au préjudice d'autrui. Ses largesses, dictées par son grand cœur, sont aussi commandées par les torts dont sa famille s'est rendue coupable. De par leur seule appartenance à une humanité lésée par son mari ou par son père, les malheureux qu'elle rencontre ont des droits à sa bienveillance.

Dans un article consacré à l'«(Im)moralité de l'accumulation de John Locke à Isabelle de Charrière», Yves Citton s'est intéressé au blanchiment d'argent par le don qu'opère Constance. Il a mis en évidence que la générosité pratiquée par celle-ci participe d'une critique de l'accumulation des richesses qu'il situe à l'intérieur d'un débat (à la fois économique et moral) dans lequel la romancière adopte la position défendue quelques décennies plus tôt par Jacques-André Naigeon, l'auteur de l'article «Richesse» de l'*Encyclopédie*<sup>21</sup>. La condamnation que fait peser Mme de Charrière sur

<sup>21</sup> Contre Locke, qui cautionne l'accumulation des richesses lorsqu'elles sont investies sous forme de capital, Mme de Charrière donne la parole à un personnage qui croit ne pouvoir légitimer la possession de son argent qu'en le dépensant en pure perte. La «générosité immédiate du *don*», remarque Yves Citton, s'impose d'autant plus à la conscience inquiète de l'héritière qu'elle s'oppose à «l'infinie et impénétrable intrication des médiations financières grâce auxquelles son père a amassé et sécurisé ses "gains

les biens et sur les sommes amassés, on la retrouve aussi, constate Yves Citton, sous la plume de Robespierre. L'hostilité de l'Incorruptible à une définition de la propriété qui autoriserait la concentration des richesses entre les mains de quelques individus est manifeste à l'article XI de la *Déclaration des droits de l'homme* proclamée par la Convention nationale le 24 avril 1793, où il est affirmé que «[l]es secours indispensables à celui qui manque du nécessaire sont une dette de celui qui possède le superflu<sup>22</sup>». La critique de l'accumulation s'exprime chez lui, ainsi que chez Mme de Charrière, à travers une conception du don comme réparation d'une faute (celle de posséder davantage qu'il n'est légitime de faire).

Tout comme la déclaration de Robespierre, la générosité de Constance mérite d'être rattachée à cet autre sujet de réflexion prisé par les penseurs de la chose publique à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, intimement lié à celui mis en lumière par Yves Citton, qui tourne autour de la bienfaisance et de ses fondements. L'obligation morale dans laquelle se trouve Constance de donner pour laver les crimes qui entachent sa fortune rappelle le discours tenu en France par les instigateurs des secours étatisés. Proclamant «les droits du malheur & de la pauvreté<sup>23</sup>», les rapports du Comité de mendicité associent eux aussi le don à la faute et au blâme. Non satisfaits d'affirmer l'équivalence de la bienfaisance et de l'équité – l'assistance publique, affirment-ils, «n'est pas l'effet d'une sensibilité irréfléchie, [...] elle est un devoir; elle est la justice<sup>24</sup>» –, leurs auteurs invitent la nation

---

exorbitants"». Voir Yves Citton, «La richesse est un crime : (Im)moralité de l'accumulation de John Locke à Isabelle de Charrière», dans Jacques Berchtold et Michel Porret (dir.), *Être riche au siècle de Voltaire*, Actes du Colloque de Genève (18-19 juin 1994), Genève, Droz, 1996, p. 47-65 (citation p. 62).

<sup>22</sup> Maximilien Robespierre, *Œuvres*, édition préparée sous la direction de Marc Bouloiseau, Jean Dautry, Georges Lefebvre et Albert Soboul, Paris, Presses universitaires de France et Société des études robespierristes, 1958, t. IX, p. 466.

<sup>23</sup> *Septième rapport du Comité de mendicité, ou résumé sommaire du travail qu'il a présenté à l'Assemblée*, Paris, Imprimerie nationale, 1791, p. 1.

<sup>24</sup> *Quatrième rapport du Comité de mendicité. Secours à donner à la classe indigente dans les différents âges et dans les différentes circonstances de la vie*, Paris, Imprimerie nationale, [s.d.], p. 4.

à se tenir responsable des peines qu'elle soulage, en vertu du principe selon lequel «[l]a misère des Peuples est un tort des Gouvernemens<sup>25</sup>». Les injustices auxquelles ils pressent leurs concitoyens de mettre fin ne furent pas commises, pensent-ils, par l'administration en place, mais par le régime ancien, qui condamna quantité d'hommes et de femmes à la plus grande misère<sup>26</sup>. À l'instar des premières assemblées nationales, Mme de Vaucourt doit réparer les torts dont on accuse ceux de qui elle a hérité. Malgré l'évidente défiance qu'inspirent à ce personnage les administrations publiques, les propos que lui fait tenir Mme de Charrière se rapprochent étonnamment de certaines déclarations faites par et autour de ce comité de l'Assemblée constituante, aux yeux duquel la bienfaisance se devait également d'être pensée comme une indemnité.

Que la faute et le don sont inextricablement mêlés, Mme de Charrière le laisse de nouveau entendre quand elle fait écrire à Constance, dans la lettre qui clôt le roman : «Josephine donneroit beaucoup pour avoir été plus sage, et moi, Monsieur l'Abbé, quoique j'aime ma fortune, à cause de l'usage que j'en fais, j'en donnerois les trois quarts pour qu'il me restât de moins fâcheux souvenirs de ceux à qui je la dois» (*TF*, 125). Plus encore qu'une réparation – car c'est une opération fort hasardeuse que le redressement des torts –, le don, dans *Trois femmes*, est une tentative d'oubli. Héritière unique d'un patrimoine indigne, Constance ne peut pas rendre aux morts leurs honteuses richesses (pas plus qu'elle ne peut rétablir dans leurs droits les victimes de leurs

<sup>25</sup> *Premier rapport du Comité de mendicité. Exposé des principes généraux qui ont dirigé son travail*, par M. de la Rochefoucauld-Liancourt, Paris, Imprimerie nationale, 1790, p. 4.

<sup>26</sup> C'est ce qu'affirme par exemple Barère quand, le 18 mars 1793, il invite la Convention nationale à mettre à l'ordre du jour le plus récent rapport sur l'organisation des secours publics : «citoyens, en même temps que vous faites cesser les calomnies [...], il est très bon de dire que vous vous occuperez avec intérêt, et très prochainement, d'organiser les secours publics, car c'est une dette sociale. Que serait-ce que des propriétaires qui, entourés d'hommes que le régime ancien avait condamnés pour toujours à la misère, les forceraient à respecter les propriétés, et leur refuseraient les secours que tout homme qui a du superflu doit à l'homme qui meurt de faim?» (*Archives parlementaires de 1787 à 1860. Recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises*, sous la direction de J. Mavidal et E. Laurent, Paris, P. Dupont, 1862-1912, 1<sup>re</sup> série, t. LX, p. 292. Nous soulignons.)

escroqueries), mais elle n'est pas pour autant condamnée à rester aux prises avec un legs si lourd. Plutôt que de ployer sous sa charge, elle peut toujours s'en défaire en le distribuant à la ronde. Dépenser son héritage en largesses : c'est là, pour Mme de Vaucourt, le seul moyen d'alléger le poids des souvenirs. La première des leçons apprises par l'héroïne de *Trois femmes* (qu'on fait souvent l'aumône avec de l'argent sale) est donc suivie d'une deuxième, qui permet en quelque sorte à la bienfaisance d'en réchapper : s'il est vrai que les dons découlent souvent d'actions condamnables, ils ont aussi le pouvoir de faire oublier celles-ci, du moins peut-on l'espérer.

Cette foi en des dons qui puissent se faire dans l'oubli de leur origine, Josephine l'avait déjà exprimée quand, après avoir avoué à sa maîtresse grâce à quel échange de faveurs elle parvenait à prendre soin d'elle, elle l'avait assurée ne pas se souvenir de quelle façon sa relation avec Henri avait débuté. Dans la suite des révélations entraînées par le cadeau de la harpe, Émilie lui ayant reproché avoir payé de sa vertu les services qu'elle lui rendait, la soubrette allègue en effet qu'elle ignore qui, d'elle ou de l'aimable garçon, a d'abord donné à l'autre : «Il se pourroit que j'eusse déjà fait quelque chose pour Henri avant qu'il ait rien fait pour moi, et je ne sais pas bien exactement lequel de nous deux a eu le premier droit à la reconnoissance de l'autre» (*TF*, 45). Si on peut lui reprocher de s'être donnée au jeune homme, on ne peut pas l'accuser de s'être vendue, pareil marchandage étant peu compatible avec la surenchère de petites attentions qu'elle évoque devant sa maîtresse. Josephine ne nie pas sa culpabilité, mais elle espère que la succession des dons et des contre-dons puisse atténuer sa faute aux yeux d'Émilie (comme elle le fait aux siens). Dans son discours comme dans celui de Constance, le don favorise l'oubli (qui le lui rend d'ailleurs bien, dans la mesure où l'oubli réhabilite le



don) : à force de dévouement, on peut espérer perdre de vue de quelle façon (par quelle entorse à la règle) tout a commencé.

Le don, la faute (le défaut de conduite, l'entorse à la règle), l'oubli : autrement posée, l'équation veut qu'on donne pour se faire pardonner. Cette idée, qui se dégage plus ou moins clairement de la première partie de *Trois femmes*, est explicitement formulée par Mme de Vaucourt dans la seconde partie. Il n'est plus alors question ni des origines douteuses du patrimoine de la mystérieuse étrangère ni du cœur volage de Josephine, mais des torts que les pauvres peuvent prêter aux riches du simple fait qu'ils le sont. Une fois l'héroïne mariée à Théobald, la réflexion sur le don se déplace en effet : elle ne porte plus sur les cadeaux et sur les services qui gravitent autour de l'émigrée, mais sur la bienfaisance en général, telle qu'il convient de la pratiquer face aux nécessiteux de toute sorte. Les largesses, affirme à ce sujet Constance, disculpent aux yeux du peuple ceux qui les prodiguent. Sans trop priver ceux-ci, elles atténuent les «disproportions» de richesses les plus choquantes (*TF*, 108) et elles consolent, pour cette raison, les moins bien nantis :

Je ne crois pas que le nivellement des fortunes soit possible, et je conviens sans détour, que je suis fort éloignée de le désirer; mais j'espère que partout on va épargner le bruit du tourne-broche à celui qui ne devra pas manger du rôti. [...] Riches, si vous voulez qu'on vous pardonne vos richesses, ne vous contentez pas d'être charitables : soyez généreux. [...] Amusez le pauvre, partagez avec lui vos amusemens [...]. Ainsi, vous étoufferez dans son ame la réflexion triste et envieuse, et jamais il ne songera à vous arracher une fortune, à laquelle il devra quelques fleurs, dont sa pénible carrière se trouvera semée (*TF*, 109).

Écrites par Constance, ces réflexions auraient aussi bien pu l'être par Saint-Preux ou par M. de Wolmar : consacrée au maintien de l'ordre, la bienfaisance promue dans ces

quelques phrases a d'évidents relents rousseauistes<sup>27</sup>. Les influences qu'y s'y lisent sont certes plus anciennes encore : on y reconnaît aisément l'antique précepte *panem et circenses*, scrupuleusement observé par Mme de Vaucourt<sup>28</sup>. Sous la plume d'une héritière telle celle-ci, l'association entre le don, le pardon et la légitimation des fortunes fait en même temps écho à des discours davantage contemporains de Mme de Charrière. Parce que les richesses qu'elle détient lui sont reprochées «comme ayant été mal acquise[s]» (*TF*, 63), la jeune veuve rappelle, tant par sa situation que par ses propos, les acquéreurs de biens nationaux, qui, à la même époque, cherchèrent également à faire respecter des propriétés dont les fondements paraissaient peu sûrs. Dans un esprit qui n'est pas étranger à l'univers de *Trois femmes*, ils le firent parfois en invoquant le principe, formulé par Barère le 18 mars 1793, selon lequel, «en révolution, il faut ne voir jamais que le lendemain, et jeter un voile sur ce qui s'est passé la veille<sup>29</sup>». En pensant le don, à travers le personnage de Constance, en fonction d'une faute originaire qu'on cherche à faire oublier, la romancière actualise l'idée d'une bienfaisance légitimante que contenait *La Nouvelle Héloïse*.

<sup>27</sup> Rappelons que, dans *La Nouvelle Héloïse*, les bontés du couple de Wolmar à l'égard des paysans et des domestiques qu'il côtoie ont l'avantage, aux yeux de Saint-Preux, de maintenir ceux-ci dans une subordination admirative. Pour un exposé de l'économie des bienfaits à Clarens, voir en particulier la lettre X de la quatrième partie et la lettre II de la cinquième partie.

<sup>28</sup> Voir Patrizia Oppici, «Madame de Charrière, Benjamin Constant e la matematica dell'altruismo», *loc. cit.*, p. 86.

<sup>29</sup> *Archives parlementaires de 1787 à 1860. Recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises, op. cit.*, 1<sup>re</sup> série, t. LX, p. 292. Sur les arguments mis de l'avant après Thermidor pour légitimer les propriétés issues de la vente des biens nationaux, voir Xavier Martin, *Mythologie du Code Napoléon. Aux soubassements de la France moderne*, Bouère, Dominique Martin Morin, 2003, p. 38 et ss.

### 3. Le prix des dons (I)

Les confidences que fait Constance à Émilie s'achèvent de manière semblable à celle dont se concluait l'histoire de la harpe. Après s'être justifiée dans la mesure du possible des torts dont on peut l'accuser, la mystérieuse jeune femme, à l'instar de Josephine, invite sa compagne à reconnaître ses propres fautes : « permettez-moi de vous dire que l'on pourroit vous chicaner sur bien des choses » (*TF*, 64), lui fait-elle remarquer. « Ne voyez-vous pas, dit Constance, qu'au château vous séduisez Théobald, inquiétez sa mère et désolez sa cousine. Il n'y a que le vieux Baron qui, faute de rien voir, ne craigne rien et ne prévoie pas qu'il lui faudra recevoir pour bru une jeune étrangère expatriée » (*TF*, 64-65). Émilie se défend d'avoir de pareilles vues sur le fils du seigneur d'Altendorf, mais elle admet ne pas être disculpée pour autant : soudainement consciente de l'amour qu'elle a fait naître chez Théobald, elle doute qu'« une fille sans fortune et sans patrie » puisse honnêtement « lier à elle l'héritier d'un nom et d'un bien considérables » (*TF*, 65). Mme de Vaucourt n'est pas aussi scrupuleuse. À l'instar de Josephine, qui, après avoir réprouvé l'attitude de sa maîtresse, l'invitait à réagir au don de la harpe en faisant un contre-don, Constance ne critique sa nouvelle amie que pour l'engager aussitôt à répondre aux sentiments du jeune homme par un égal dévouement : « loin de vous exhorter à rompre l'union commencée de deux cœurs faits l'un pour l'autre, je vous conjure de donner le vôtre plus franchement, plus entièrement; de ne conserver ni réserve, ni coquetterie, ni intérêt particulier. Théobald mérite bien qu'on ne marchande pas avec lui [...] » (*TF*, 65). À la suite des révélations faites par Josephine, Émilie, instruite de ce que les dons peuvent cacher de déplorable, avait songé acheter la harpe qu'on lui offrait; après lui avoir à son tour confié grâce à quelles affaires louches

elle peut se montrer prodigue, Constance soupçonne la jeune fille d'être tentée, une fois de plus, de marchander dorénavant avec son entourage. Tant la servante que la nouvelle voisine pousse l'héroïne à se défaire d'une vision trop pure du don; tant l'une que l'autre prend soin de conclure sa leçon de réalisme par une incitation à prendre part, *malgré tout*, à la générosité ambiante. Aussi la réaction d'Émilie au discours de Constance est-elle conforme à la façon dont elle avait accueilli les propos de Josephine : après avoir essuyé bien des larmes, la jeune fille hésite d'abord à se compromettre (elle refuse une invitation à dîner au château), puis elle consent enfin, «douce et presque soumise» (*TF*, 66), à donner son cœur sans réserve. L'histoire de Mme de Vaucourt, au même titre que les confessions de Josephine, conduit l'héroïne à signifier, par un retour de faveurs, qu'elle agrée les hommages qu'on daigne lui rendre.

D'un épisode à l'autre, les scrupules de la jeune émigrée n'ont guère changé : alors qu'elle se demandait, au sujet de la harpe, s'il était permis à une orpheline bien née d'accepter un présent anonyme, elle est amenée par Constance à juger si, «sans fortune et sans patrie», elle doit se croire autorisée à recevoir, outre les dons d'une harpe et d'un cœur, ceux «d'un nom et d'un bien considérables» (*TF*, 65). La perspective imposée par le roman d'émigration, qui fait voir les bienfaits du point de vue des malheureux forcés d'en vivre, détermine la nature des obstacles qui règlent le cours des amours d'Émilie et de Théobald<sup>30</sup>. Ces obstacles, rappelons-le, sont levés grâce à l'intervention de Josephine et de Mme de Vaucourt. Ils le sont, somme toute, de trois façons. Si l'héroïne,

---

<sup>30</sup> Même si le jeune homme est quasiment fiancé à la comtesse Sophie quand débute le roman, sa famille ne s'oppose que très mollement à son union avec Émilie. Dépourvu de l'autorité avec laquelle un baron d'Étange pouvait s'interposer entre les deux héros de Rousseau, le baron d'Altendorf n'est, comme l'a remarqué Marie-Hélène Chabut, qu'une «marionnette de père» (Marie-Hélène Chabut, «Louvoyer pour innover : *Trois femmes* d'Isabelle de Charrière», *loc. cit.*, p. 244). Si le défaut d'héritage, dans *Trois femmes*, empêche *a priori* l'union des amants, ce n'est pas, comme on aurait pu s'y attendre, parce qu'il entraîne la résistance du chef de famille, mais parce qu'il risque de faire du mariage projeté un don à sens unique, potentiellement humiliant pour l'héroïne.

chaque fois qu'elle s'interroge sur le blâme qu'elle risque d'encourir en agréant un don, choisit au bout du compte d'assumer son rôle de donataire, c'est d'abord parce qu'on lui a fait comprendre que la Révolution, en la privant de sa fortune, de ses parents et de sa patrie, n'a pas pu lui ôter tout moyen de mettre en valeur la noblesse de ses sentiments. Le cadeau d'un ouvrage de broderie, par exemple, ou celui de son cœur (et le sacrifice qu'il implique de certaines prétentions nationales) suffit à prouver que, pour ce qui est des qualités de l'âme, elle n'a rien à envier à l'opulente famille qui la gratifie de présents. Comme souvent dans *L'Émigré*, la noblesse en exil n'agrée les dons qu'on lui destine qu'à condition de montrer, aussi modestement soit-il, que sa générosité n'a pas souffert de l'infortune. Pour qu'Émilie accepte les bontés de la famille d'Altendorf, il faut cependant beaucoup plus que cette réciprocité dans les bonnes intentions. L'héroïne doit aussi, grâce aux confidences des deux bienfaitrices que sont ses deux compagnes, être amenée à percevoir le don non pas comme l'expression d'une supériorité (économique et morale), mais comme le signe d'une culpabilité. Découlant souvent d'actions blâmables, qu'ils visent précisément à faire oublier, les bienfaits incriminent ceux qui les prodiguent tout autant, sinon plus, que ceux qui les reçoivent. Pour ce qui est des atteintes portées à l'estime de soi, la donatrice qu'est Émilie peut se croire sur un pied d'égalité avec les donateurs qu'elle côtoie. À ces deux conditions (réciprocité des intentions et dépréciation relative des auteurs du geste) s'ajoute une troisième, qui va de pair avec la révélation précédente et qui a trait à la nature des fautes commises par Josephine et par Constance. Alors que l'embarras de la noble héroïne, devenue l'objet des largesses d'autrui, vient du fait que ses parents, dépossédés par la Révolution, ne lui ont pas laissé le sou en mourant, la faille qu'elle perçoit dans le comportement de ses généreuses compagnes vient au contraire d'avoir trop (ou mal à propos) reçu : les

faveurs d'un jeune homme dans un cas, des richesses issues de pratiques frauduleuses dans l'autre. À la lumière des confessions faites par ses deux amies (celles de Constance surtout), le défaut d'héritage, principal obstacle aux amours d'Émilie, apparaît moins clairement comme un désavantage. Le déshonneur, apprend l'héroïne, peut aussi bien venir de ce qu'on possède que de ce qu'on ne possède pas. La situation sociale et financière de la jeune fille à marier, dans cette perspective, n'est plus tant une tare qu'un atout.

D'abord hésitante à agréer le modeste présent d'une harpe, l'émigrée de *Trois femmes* est progressivement conduite à se croire autorisée à recevoir beaucoup plus : le cœur, la fortune et le nom de l'aimable Théobald d'Altendorf. Si le mariage d'une jeune fille sans fortune et sans patrie au fils d'un riche baron allemand s'avère en fin de compte possible – si ce mariage conclut, comme il le fait, la première partie du roman –, c'est que le don a perdu au fil des pages son caractère asymétrique. Au contact de Josephine et de Constance, Émilie vient à comprendre que celui qui donne n'est pas nécessairement supérieur à celui qui reçoit : la générosité est sans doute un noble sentiment, mais la fortune n'est pas un gage de mérite. «Il est en toute chose du pour et du contre», remarque Mme de Vaucourt dans la seconde partie du roman (*TF*, 109). Il en va ainsi du geste qui consiste à combler autrui de cadeaux ou de soins. Parce que la bienfaisance s'alimente parfois d'actions blâmables, la condescendance ne saurait être de mise quand on a le geste large. À partir du moment où le *manque* du donataire se mesure au *manquement* du donateur (plutôt qu'à sa grandeur), il est permis à une

émigrée ruinée de faire un bon mariage qui soit autre chose qu'un acte charitable et humiliant<sup>31</sup>.

L'amour-propre d'Émilie ne sort pourtant pas indemne de cette expérience. C'est là, notons-le, une différence importante avec *L'Émigré* de Sénac. Également forcé à vivre des bontés qu'on daigne avoir pour lui dans son exil, le marquis de Saint Alban réussit à ne rien perdre de sa superbe. Il ne sauve cependant l'honneur qu'au prix de sacrifices extrêmes (une vie heureuse auprès de l'exquise et bien nantie comtesse). Émilie, quant à elle, pourra jouir paisiblement de la fortune des Altendorf et des sentiments que lui voue Théobald, mais alors qu'elle reçoit, tout compte fait, davantage que le marquis, elle perd aussi, en un sens, plus que lui. Josephine, après la nouvelle prise de conscience suscitée par l'arrivée de Mme de Vaucourt, observe en effet qu'il en coûte à sa maîtresse d'apprendre à recevoir : «Votre ame s'ouvre, dit-elle, aux intérêts, aux fautes, aux foiblesses des autres : oh combien vous en devenez plus aimable! mais je crains que ce soit aux dépens de votre repos» (*TF*, 66). Ce que la servante appelle son «repos», la principale intéressée le perçoit plutôt comme son «estime» de soi (*TF*, 65, 69). L'héroïne a beau être de plus en plus aimable aux yeux de son entourage, la bonne opinion qu'elle a d'elle-même n'écope pas moins du changement qui se produit en elle. Or (et c'est là un détail non négligeable de l'histoire) la leçon de modestie concomitante à l'exil, Émilie ne la reçoit pas tant lorsqu'elle agrée des dons que lorsqu'elle trouve le

---

<sup>31</sup> L'absence totale d'emphase avec laquelle le narrateur évoque le mariage d'Émilie et de Théobald à la fin de la première partie ne doit pas faire illusion : même privée, en bout de compte, du statut d'événement – «Quinze jours après leur retour ils furent mariés» (*TF*, 85) –, l'union de l'orpheline au fils du seigneur d'Altendorf est ce vers quoi tend tout cette première partie, à travers laquelle la jeune fille apprend progressivement à recevoir (de menus présents et quelques services, en attendant de pouvoir agréer la fortune du baron et prendre son nom). Plutôt que de partager l'opinion autrefois avancée par Dennis Wood, selon qui ce mariage reste en dehors des principaux enjeux du texte («It is clearly only accessory to the novel's main theme»), nous croyons qu'il est au contraire à l'horizon des dilemmes moraux auxquels doit faire face l'héroïne. (Voir Dennis Wood, *The Novels of Isabelle de Charrière [1740-1805]*, *op. cit.*, chapitre sept.)

moyen, peu de jours après les confidences faites par Mme de Vaucourt, de se faire à son tour bienfaitrice.

L'occasion s'en présente grâce à Josephine, soudainement forcée de demander secours à Émilie pour se sortir d'une situation avilissante. Enceinte d'Henri, qui ne veut plus rien savoir d'elle, la soubrette se confie en désespoir de cause à sa maîtresse : « il [...] est arrivé une telle honte », avoue-t-elle, « un tel malheur qu'il faut que je meure s'ils ne sont pas réparés » (*TF*, 67). L'assistance qu'elle prie Émilie de lui donner n'est rien moins que vitale. Incapable de quitter sa maîtresse, Josephine, en effet, ne peut pas non plus se résoudre à demeurer dans son état au village d'Altendorf : « c'est bien assez d'y vivre étrangère », déclare-t-elle, « je ne pourrais y vivre déshonorée » (*TF*, 67). Il ne lui reste qu'une alternative : soit elle persuade la jeune fille de parler pour elle à Henri, soit elle se tire un coup de fusil dans la tête. Mme de Vaucourt, il est vrai, envisage une autre solution, qui serait de convaincre le garçon de l'épouser à l'aide d'« un peu d'argent » (*TF*, 67), mais Josephine s'y refuse, arguant, d'une part, que « l'argent ne le tenterait pas » et, d'autre part, qu'elle « ne pourrai[t] souffrir de vivre avec lui si on l'avait acheté » (*TF*, 67). Il s'agit, une fois de plus, de ne pas marchander les relations sociales et de rester dans le domaine du don malgré les difficultés que cela implique. Il faut, insiste Josephine, qu'Henri « [l]'épouse par amitié ou du moins par pitié », ce qui ne peut arriver qu'avec le concours de sa gentille maîtresse, qui saura, assure-t-elle, « inspirer de la compassion à Henri » (*TF*, 67). Or celle-ci hésite. Parfaitement disposée à témoigner du « bon cœur » de sa servante (*TF*, 67), elle craint de ne pouvoir être aussi élogieuse quant à d'autres facettes de sa personnalité, car elle sait que ce cœur, s'il est bon, est aussi fort volage. Pour secourir sa compagne, Émilie devra mentir ou, à tout le moins, cacher une partie de ce qu'elle connaît de Josephine. Elle s'en fait scrupule, car elle sait ce qu'il lui



en coûtera : «trahirai-je la vérité», se récrie-t-elle, «moi qui n'ai jamais affirmé que ce dont j'étois ou me croyais assurée? abandonnerai-je en un instant des principes et des habitudes sur lesquelles je fonde tout ce que je puis avoir d'estime pour moi-même...» (TF, 68). C'est là, rappelons-le, le prix des dons dans *Trois femmes* : afin de prêter secours, il faut reconnaître avoir quelques torts et accepter, en conséquent, de courber un peu la tête.

Visant à sortir une malheureuse de la détresse, le mariage en lequel Josephine espère met par ailleurs en évidence qu'entre les jeunes hommes et les jeunes femmes de ce récit les rapports risquent d'être marqués par la commisération et par la charité. À l'image d'Henri, qu'on souhaite voir prendre femme par pitié, Théobald pourrait être amené à conclure une alliance avec une jeune fille qu'il importe avant tout de ne pas abandonner à son triste sort. Dans un cas comme dans l'autre, le mariage, envisagé de la sorte, s'apparente à une relation de bienfaisance. Cette relation, qui est pour Josephine la seule concevable, semble au contraire aberrante quand il s'agit de penser les fondements d'une éventuelle union entre Émilie et Théobald : contrairement à l'amour, à l'appât du gain ou à l'attrait du nom, qui sont des motifs de mariage raisonnables ou attendus au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'intention charitable serait dégradante pour la noble demoiselle dont elle accuserait la dépendance et la misère<sup>32</sup>. Parce qu'elle est poussée à devenir le maître d'œuvre d'un mariage *bienfaisant*, l'héroïne est néanmoins amenée (et le lecteur l'est avec elle) à se représenter ce type d'hymen comme une chose possible et même

---

<sup>32</sup> Il existe, dans certains traités de l'époque classique, une valorisation du mariage «fondé en charité» ou de la «charité du mariage», mais il est question dans ces textes de tout autre chose que de secours et de pitié : il s'agissait pour leurs auteurs, comme le rappelle Maurice Daumas, d'affirmer la nature sacramentelle du mariage en faisant de celui-ci le «lieu privilégié où l'amour divin s'incarne et s'épanouit»; s'ils font du mariage l'«équivalent d'une œuvre de charité», c'est uniquement dans la mesure où, béni par le prêtre, il confère une aura de sainteté au lien conjugal. Voir Maurice Daumas, *Le Mariage amoureux. Histoire du lien conjugal sous l'Ancien Régime*, Paris, Armand Colin, 2004, p. 104-109.

souhaitable. En secondant les plans matrimoniaux de Josephine, elle franchit, en quelque sorte, un pas de plus vers son propre mariage : elle accepte que l'union conjugale puisse mettre fin à l'infortune et au besoin. On remarquera cependant que la compassion et la pitié qui doivent décider du sort de la soubrette n'ont, pour cette dernière, rien d'avilissant. C'est sur ces sentiments, au contraire, que compte Josephine pour pouvoir ne pas «vivre déshonorée» (*TF*, 67). Plutôt que d'être rabaissée par l'aide qu'elle reçoit, la jeune fille qui demande secours préserve une relative dignité, alors même qu'est mise en jeu la fierté de sa maîtresse qui se dévoue.

Que la bienfaisance oblige ceux qui s'y adonnent à ravalier leur orgueil, l'héroïne le constate donc à ses dépens. Dépossédée par la Révolution, elle est forcée par le service qu'elle rend à sa servante de renoncer par surcroît à la bonne opinion qu'elle avait d'elle-même. C'est pourquoi, explique-t-elle à Josephine, elle a d'abord hésité à lui venir en aide. Quand celle-ci lui reproche en effet ses premières réticences – «j'étais au désespoir», lui dit-elle, «quand je vous voyais toute occupée de vous et d'un certain mérite que vous voulez avoir» (*TF*, 68-69) –, la jeune émigrée met en évidence la profonde leçon d'humilité que lui réservait le retour de bontés qu'attendait sa compagne :

en perdant mes parents j'ai vu qu'il ne me restait d'autre patrimoine que l'éducation qu'ils m'avaient donnée [...]. Être sage, être vraie, ne posséder que ce qui est bien à soi, voilà ce qu'on m'a recommandé depuis que je suis au monde. [...] Cependant je cède, Josephine; mes répugnances cèdent les unes après les autres à l'amitié, à la reconnaissance. Cette condescendance m'ôtera peut-être peu-à-peu toute l'estime que j'avois pour moi : n'importe; il ne doit pas être question de moi quand il s'agit d'empêcher le malheur des autres, et de vous sur-tout, Josephine, qui êtes la personne du monde à qui je dois le plus (*TF*, 69).

Entraînée par sa servante à recevoir et à donner, Émilie craint de perdre la seule portion de son patrimoine que lui ait laissée la Révolution : son éducation, ses principes (ou,

pour le dire avec le narrateur, «son inflexible vertu», *TF*, 89) et «l'estime» de soi qui en dépendait. Comme dans le roman de Sénac, l'expérience de la bienfaisance faite par une aristocratie déchue menace de compromettre le sentiment qu'elle a de sa valeur. Si le danger est le même, la conclusion tirée par l'héroïne de Mme de Charrière l'éloigne considérablement des personnages de *L'Émigré* : «n'importe», observe-t-elle simplement au moment de porter secours à Josephine. Face à l'éventualité d'une nouvelle perte, Émilie finit par se résigner. Consciente de ce à quoi elle risque de devoir renoncer en se prêtant au jeu des dons et des contre-dons, la jeune fille a aussi compris qu'il est préférable, quand il est question de bienfaisance, de ne pas trop songer à ce qu'on laisse derrière soi. L'innocence, le mérite, l'estime qu'on pouvait avoir pour sa propre personne, tout ce qu'on abandonne importe moins que l'efficacité du geste : qu'Henri épouse Josephine, c'est là ce qui compte et tant pis si la candeur d'Émilie n'en ressort pas intacte.

Mme de Vaucourt, on pouvait s'y attendre, ne pense pas autrement. Elle le fait savoir à Théobald, qui, après s'être fait raconter grâce à quelle «fleur de rhétorique» Émilie a su induire Henri à épouser Josephine, s'inquiète de voir «se gâter» le cœur de la jeune fille : «L'innocence est une fort belle chose», lui fait observer Constance, «mais ce n'est pourtant qu'une vertu négative, elle n'offre aucune ressource pour les occasions difficiles; elle n'amuse ni ne console, elle ne donne ni conseil ni secours» (*TF*, 72). Vertu positive, la bienfaisance est *a contrario* tournée vers les autres et vers l'avenir. Voltaire, qui distinguait entre les vertus «utiles à la société<sup>33</sup>» et celles qui ne le sont pas, disait à peu près la même chose. L'effet des gestes doit l'emporter sur les sacrifices

<sup>33</sup> «Ce n'est pas assez de ne point faire le mal», écrit Voltaire. «Les véritables vertus sont celles qui sont utiles à la société, comme la fidélité, la magnanimité, la bienfaisance, la tolérance, etc.» (Voltaire, article «Catéchisme chinois», dans *Dictionnaire philosophique*, édition présentée et annotée par Alain Pons, Paris, Gallimard, «Folio classique», 1994, p. 130, 133.)

qu'ils impliquent. Le devoir que s'impose Émilie est «pragmatique», commente Alix Deguise, «il est fidèle à l'éthique philosophique et utilitaire du XVIII<sup>e</sup> siècle d'avant Kant, et surtout à celle d'Helvétius et d'Holbach<sup>34</sup>». Même Henri, en acceptant enfin d'épouser Josephine, affirme l'importance, quand on fait preuve de générosité, de penser au seul futur. Résolu à passer outre aux infidélités dont il soupçonnait son amante, il rappelle que les dons, dans ce roman, vont de pair avec une certaine indulgence (qui fait fermer les yeux tantôt sur les fautes des autres, tantôt sur les siennes propres) : «Ma main [...] est donnée; il ne faut plus regarder en arrière» (*TF*, 71), déclare-t-il solennellement devant les trois femmes. On ne saurait mieux résumer l'alliance du don et de l'oubli que ce roman opère.

#### 4. «Qu'il est difficile de faire le bien!»

Parce que les donatrices représentées par Mme de Charrière ont toutes, à des degrés divers, quelque chose à se faire pardonner, le lecteur est invité à apprécier leurs gestes en tenant compte de ce qu'ils permettent plutôt que de ce dont ils découlent. L'origine souvent fautive des largesses et des services qu'on prodigue dans la première partie du récit est en effet compensée par leur efficacité. À force de bienfaits perpétrés de part et d'autre, tout finit par s'arranger pour le plus grand bonheur de tous : Josephine épouse Henri, Émilie devient la bru du riche baron d'Altendorf et Constance, qui n'a cure de mari, acquiert pour sa part une aile du château, où elle s'installe paisiblement auprès de l'aimable famille allemande. Pareil optimisme en l'efficacité des dons est toutefois modéré par la seconde partie du roman. Dans celle-ci, l'esprit critique de

---

<sup>34</sup> Alix Deguise, *Trois femmes. Le Monde de madame de Charrière*, op. cit., p. 53.

l'auteure s'attache non plus à sonder les ressorts des actions généreuses, mais à questionner le bien susceptible d'en résulter. Alors que les aventures d'Émilie, jusqu'à son mariage, laissent entendre qu'il vaut mieux oublier ce dont procède la bienfaisance, leur suite suggère qu'il faut parfois savoir aussi perdre de vue les objectifs qu'elle se fixe.

L'idée apparaît en filigrane dès l'avant-propos des douze missives qui succèdent aux noces de l'héroïne. La baronne de Berghen, que l'abbé de la Tour avait entrepris d'instruire en écrivant l'histoire de ces trois femmes rencontrées en Allemagne, entre de nouveau en scène pour lui faire part de ce que sa société et elle en ont pensé. De la conversation qui s'ensuit, il ressort clairement que la jeune femme n'a rien compris à la lecture qu'elle vient de faire<sup>35</sup>. Rédigé dans le prolongement d'une conversation sur le devoir kantien, le récit plaît sans pour autant parvenir à ses fins : occuper utilement les pensées de sa destinataire en illustrant la conception que son auteur se fait du devoir. Découvrant qu'il s'est dévoué en vain à l'édification de la baronne, l'abbé renonce tout bonnement à écrire. Pour apprendre ce qu'il advint d'Émilie et de ses compagnes une fois celle-ci mariée, la baronne devra lire les lettres qu'il a reçues de Constance depuis. Non content de déclarer forfait comme narrateur, l'abbé n'entend pas même lui communiquer les réponses qu'il fit à ces lettres, en supposant qu'il en ait gardé copie. L'histoire devra continuer sans lui ou, plus précisément, sans qu'il s'efforce d'interpréter les événements au profit de quiconque. Le basculement de la forme romanesque, qui, de récit à la troisième personne pris en charge par un narrateur intradiégétique, passe à celle

---

<sup>35</sup> Henri Lafon l'a relevé, qui commente de la façon suivante la discussion entre l'abbé de la Tour et la baronne de Berghen : «on voit bien que ce pauvre abbé n'a pas trouvé avec cette jeune baronne snob et conformiste, qui lit pour se distraire de la politique, la lectrice attendue. De façon contradictoire, elle conteste d'abord la valeur exemplaire du récit, qui, dit-elle, ne "prouve" rien, puis s'inquiète, quand même effarouchée, du "mauvais exemple" que donnent ces femmes sur certains points! L'Abbé a beau souligner les sanctions morales qui s'abattent sur les déviantes, il n'a plus qu'à battre en retraite comme narrateur, et avec lui, peut-on croire, toute ombre de "conte moral".» (Henri Lafon, «Isabelle de Charrière : trois femmes hors de l'ornière», *loc. cit.*, p. 145.)

du roman épistolaire, se présente donc comme le résultat d'une prise de conscience au sujet de l'inutilité de certains dons<sup>36</sup>. Le contenu des lettres que lira dès lors la baronne de Berghen fera écho à leur avant-propos : elles aussi diront qu'il faut parfois se résigner à ce que les meilleures intentions tournent à vide. Le changement de perspective que la réorientation formelle du roman entraîne n'est d'ailleurs pas sans lien avec le virage que prendra la réflexion sur le don à partir de ce moment. Auteur dans la première partie, l'abbé de la Tour devient lecteur dans la suivante, c'est-à-dire destinataire de lettres écrites au jour le jour. Les questions soulevées par la bienfaisance, d'abord centrées sur l'origine des dons, puis sur leurs effets, sont modulées en fonction des différentes positions assumées par ce personnage par rapport au texte, en amont dans la première partie, en aval dans la seconde. Dépositaire d'un savoir qu'il communique à la baronne, l'abbé porte un regard rétrospectif sur son séjour à Altendorf, révélant la provenance des cadeaux et des services dont il a été témoin. Quand Constance reprend la direction du récit, la méditation sur le don change naturellement de cap : l'écriture épistolaire, avec l'ignorance des lendemains qui la caractérise, est propice à une interrogation sur les suites incertaines des bonnes actions que font les personnages.

Que les donateurs n'atteignent pas toujours leurs buts, ainsi que s'en rend compte l'abbé une fois son récit achevé, les héros du roman ne tardent pas à le constater à leur tour. Écrite par Constance, la première lettre de la seconde partie traite du projet, caressé par Théobald, de renoncer progressivement à ses droits féodaux en attendant d'en brûler les titres. L'intention est généreuse et la jeune femme en rend compte avec sympathie à son correspondant. Elle admet cependant être dubitative quant aux chances de succès

---

<sup>36</sup> Il est aussi – et plus directement – la conséquence de ce que l'abbé, avant de céder la parole à Constance, lui a cédé sa place au château : craignant pour son repos en voyant la veuve s'y installer, il a cru sage de prendre congé de ses hôtes.

d'un aussi libéral dessein : «Là-dessus il fonde des espérances d'amour et de bonheur chez ses vassaux, qui tiennent du roman plus que de la vérité» (*TF*, 92). Loin de partager les espoirs du jeune châtelain, elle serait étonnée de voir «renaître à Altendorf le règne de Saturne et de Rhée» (*TF*, 92). L'«incrédulité» de son amie ne saurait toutefois détourner Théobald de ses «bienfaisans projets» (*TF*, 93) : ne perdant «jamais de vue l'avantage de ses pupiles, comme il appelle les habitans d'Altendorf», il décide de fonder une école où transmettre quelques connaissances utiles aux enfants les plus prometteurs du village (*TF*, 101). N'ayant garde, cette fois, de laisser paraître son scepticisme, Constance ne se prive pas pour autant de relever les obstacles rencontrés par le charitable éducateur du peuple : «Déjà des difficultés, des peines, ou du moins des rabat-joie dans notre établissement. Qu'on se flatte de recommencer la société toute entière, quand on ne peut seulement établir comme on le voudroit, une école à Altendorf» (*TF*, 105). Aussi louable soit-elle, l'entreprise éveille la jalousie de certaines familles, dont les enfants ont passé l'âge limite pour être admis à la nouvelle école. Comble du dépit, le Hollandais à qui on a confié l'enseignement du calcul et de la géométrie se révèle être athée. Ses élèves viennent à l'apprendre et, si par malheur l'un d'eux en glisse mot à ses parents, s'en sera fini de l'«institution Théobaldienne» (*TF*, 105) : «Les parents croiront leurs enfans souillés; perversis, damnés, pour avoir appris d'un homme sans religion que deux et deux font quatre» (*TF*, 107). Celui qui a embauché l'homme en question comprend qu'il faut être un peu rusé pour être bienfaisant : il promet aux écoliers de leur donner «des ardoises, du papier, des crayons, des écritaires» afin que le secret soit précieusement gardé (*TF*, 107). Comme dans la première partie du roman, les actions généreuses ne se font pas sans faux pas ni sans cachotteries.

On a souvent rapproché les réformes sociales entreprises par Théobald de celles que réalisent M. de Wolmar et Julie dans *La Nouvelle Héloïse*<sup>37</sup>. Le «Junker» de *Trois femmes* se présente en effet en digne héritier du célèbre et bienfaisant époux donné par Rousseau à son héroïne, dont il relaie le «rêve d'utopie pastorale éclairée<sup>38</sup>». De toutes les réminiscences de *La Nouvelle Héloïse* contenues dans *Trois femmes*, celle d'une philanthropie exercée en vase clos n'est pas la moins marquante : sous l'égide de Théobald, le village d'Altendorf prend des airs de véritable «petit Clarens<sup>39</sup>». D'aucuns ont cru plus juste de déceler derrière l'activité du jeune seigneur une leçon typiquement voltairienne : «Bien plus qu'à l'idéaliste Clarens de *La Nouvelle Héloïse*», écrit Raymond Trousson, «Altendorf fait songer à la métairie où Candide et ses compagnons trouvent enfin la paix [...], ou même à ce domaine de Ferney dont Belle admirait la gestion sans en aimer le propriétaire<sup>40</sup>.» Qu'ils soient d'inspiration rousseauiste ou voltairienne, les efforts déployés par Théobald rappellent les ambitions, imaginées ou réelles, d'un XVIII<sup>e</sup> siècle au cours duquel on s'évertua, pour le dire avec le héros de Mme de Charrière, à «diminuer les souffrances et à accroître les jouissances de [s]es semblables» (TF, 93).

---

<sup>37</sup> C'est ce qu'ont fait, par exemple, Dennis Wood (*The Novels of Isabelle de Charrière [1740-1805]*, op. cit., chapitre sept) et Alix Deguise (*Trois femmes. Le Monde de madame de Charrière*, op. cit., p. 64 et 209). Pour une étude approfondie des relations qu'entretient l'œuvre d'Isabelle de Charrière avec la pensée de Rousseau, on consultera Raymond Trousson, *Défenseurs et adversaires de Jean-Jacques Rousseau*, op. cit., p. 29-75.

<sup>38</sup> L'expression est d'Henri Lafon («Isabelle de Charrière : trois femmes hors de l'ornière», loc. cit., p. 144).

<sup>39</sup> Ibid.

<sup>40</sup> Raymond Trousson, «Présence de Voltaire dans l'œuvre d'Isabelle de Charrière», dans Yvette Went-Daoust (dir.), *Isabelle de Charrière (Belle de Zuylen). De la correspondance au roman épistolaire*, op. cit., p. 45.



L'enthousiasme avec lequel on s'attelle aux tâches utiles rencontre cependant, à travers le personnage de Constance, le «scepticisme désabusé<sup>41</sup>» de la romancière du Pontet. Si les lettres de Mme de Vaucourt peuvent être comparées à celles qu'écrit Saint-Preux des abords du lac Léman, c'est à cette différence près qu'on ne trouve plus trace, chez l'aventurière de *Trois femmes*, de l'admiration béate avec laquelle le héros de Rousseau rendait compte des méthodes employées par M. de Wolmar pour adoucir le sort des ses vassaux. Sous la plume de Constance, le programme social de Théobald apparaît au contraire d'une efficacité à tout le moins douteuse. Sur le sujet des «bienfaisans projets» comme sur d'autres, Mme de Charrière n'hésite pas, Béatrice Didier en a fait la remarque, «à mettre le cher Rousseau en procès<sup>42</sup>» : au lendemain de la Terreur, les réformes entreprises au nom du peuple laissent la romancière perplexe. On peut bien sûr s'interroger – la critique l'a déjà fait – sur ce qui a pu pousser l'auteure à imposer des limites aux bonnes actions de Théobald. Qu'on y décèle une réaction aux excès révolutionnaires<sup>43</sup> ou une critique à peine voilée des politiques thermidorienues en matière d'éducation<sup>44</sup>, le constat est le même : améliorer la condition humaine se révèle une entreprise des plus hasardeuses. La philanthropie, pour le jeune seigneur d'Altendorf, n'est pas une sinécure.

<sup>41</sup> Raymond Trousson, *Isabelle de Charrière. Un destin de femme au XVIII<sup>e</sup> siècle*, op. cit., p. 263. Dans une lettre datée de l'été 1793, Mme de Charrière affirme à un correspondant qu'elle «nage» dans le scepticisme (lettre à Ludwig Ferdinand Huber, 23 août 1793, dans Isabelle de Charrière, *Œuvres complètes*, op. cit., t. IV, p. 156).

<sup>42</sup> Béatrice Didier, «Belle de Charrière ou la constance d'écrire», dans *L'Écriture-femme*, Paris, Presses universitaires de France, «Écriture», 1981, p. 99.

<sup>43</sup> C'est ce que conclut Madeleine van Strien-Chardonneau dans un article intitulé «Isabelle de Charrière, pédagogue», dans Suzan van Dijk, Valérie Cossy, Monique Verrey-Moser et Madeleine van Strien-Chardonneau (dir.), *Belle de Zuylen / Isabelle de Charrière. Éducation, création, réception*, Amsterdam, Rodopi, «Faux titre», 2006, p. 62.

<sup>44</sup> L'opinion est avancée par Carla Hesse dans «The Ethics of Unequals», loc. cit., p. 117.

L'histoire ne dit pas si les pupilles de Théobald sauront tirer profit de l'instruction qu'on leur dispense<sup>45</sup>. Ce qui ne fait aucun doute, c'est que le bon châtelain, lui, aura beaucoup appris de l'aventure et plus précisément ceci : «que rien n'est aisé de ce qu'on veut faire faire aux hommes, ni de ce qu'on veut faire pour eux» (TF, 105). Dans l'univers romanesque du XVIII<sup>e</sup> siècle finissant, ce n'est pas vraiment là une découverte. Paul et Virginie avaient reçu la même leçon quand, s'étant mobilisés pour sauver la vie d'une esclave, ils n'étaient parvenus qu'à lui procurer de nouvelles souffrances : «qu'il est difficile de faire le bien!», concluait déjà alors (et deux fois plutôt qu'une) la fameuse héroïne<sup>46</sup>. Chez Bernardin de Saint-Pierre, la bienfaisance s'avérait déjà impuissante à transformer le sort des êtres. Pour l'esclave fugitive que les héros reconduisent chez son maître (avec l'espoir naïf qu'elle sera graciée), elle n'entraîne qu'un retour à l'ordre antérieur (celui d'avant la fuite). Pour les deux «enfants de la nature<sup>47</sup>» que sont Paul et Virginie, elle est l'expression privilégiée d'une essence vertueuse et l'instrument grâce auquel ils prennent conscience des sentiments qu'ils sont voués à nourrir l'un pour l'autre depuis le jour de leur naissance<sup>48</sup>. Dans tous les cas, les

<sup>45</sup> L'incertitude dans laquelle est laissée le lecteur quant aux résultats du projet éducatif de Théobald est l'une des façons dont se manifeste dans *Trois femmes* la poétique de l'inachèvement pratiquée par l'auteure, maintes fois commentée par la critique charriériste et que rend particulièrement visible, dans son œuvre, l'absence de clôture romanesque. Sur ce sujet, on consultera, entre autres études, celle de Susan Jackson («The Novels of Isabelle de Charrière, or, A Woman's Work Is Never Done», *Studies in Eighteenth-Century Culture*, 14, 1985, p. 299-306) ainsi que celles, tirées d'un même ouvrage collectif, de Colette Cazenobe («Inachèvement romanesque et temporalité chez Mme de Charrière», dans Annie Rivara et Guy Lavoirel [dir.], *L'Œuvre inachevée*, Actes du colloque international [11 et 12 décembre 1998], Lyon, C.E.D.I.C., 1999, p. 207-215) et de Laurence Vanoflen («Poursuivre le dialogue à l'infini : *Trois femmes*, Sir Walter Finch [1806] et l'inachèvement romanesque», dans *ibid.*, p. 191-197).

<sup>46</sup> Bernardin de Saint-Pierre, *Paul et Virginie*, édition établie par Robert Mauzi, Paris, Flammarion, «GF», 1992, p. 108, 111. Le roman de Bernardin de Saint-Pierre est mentionné dans la seconde partie de *Trois femmes*, où Constance écrit que «Paul et Virginie n'ont point d'admirateurs plus ardents que moi» (TF, 100). Comme l'a observé Alix Deguise, le narrateur de *Trois femmes*, l'abbé de la Tour, emprunte par ailleurs son nom à la mère de Virginie (Alix Deguise, *Trois femmes. Le Monde de madame de Charrière*, *op. cit.*, p. 175).

<sup>47</sup> Bernardin de Saint-Pierre, *Paul et Virginie*, *op. cit.*, p. 126.

<sup>48</sup> Se remémorant l'épisode de l'esclave marronne, Paul déclare à Virginie : «Dis-moi par quel charme tu as pu m'enchanter. Est-ce par ton esprit ? [...] Est-ce par tes caresses ? [...] Je crois que c'est par ta bonté.

bonnes actions servent à révéler la nature des êtres et à perpétuer les conditions sociales. Inutiles à la misérable esclave, inaptes à changer le cours des destinées, elles sont cependant profitables aux généreux enfants, dans la mesure où l'épisode témoigne de leur sensibilité, une qualité dont ils sont vite récompensés<sup>49</sup>. Il en va autrement chez Mme de Charrière. Loin de mettre en valeur l'irréprochable vertu des personnages, les dons représentés dans *Trois femmes* attirent l'attention, nous l'avons vu, sur les fautes qu'il est possible de leur reprocher. Les services qu'on y rend sont dépourvus de cette aura de pureté dans laquelle baigne le petit monde de *Paul et Virginie*. Malgré cette différence notable, le roman de 1795 reprend à celui de 1788 l'idée selon laquelle la bienfaisance est une entreprise hasardeuse, aux succès des plus incertains. Sans aller jusqu'à mettre les actions charitables au service d'un retour vers l'origine (comme c'est le cas dans la pastorale de Bernardin de Saint-Pierre), l'histoire des trois femmes, après avoir insinué qu'il vaut mieux, au contraire, ne pas trop regarder en arrière quand on tend la main, se retient de présenter la bienfaisance comme un moteur de changement.

L'épisode de la petite comtesse de Horst, relaté dans la seconde partie du roman, met en évidence la position particulière assumée par la bienfaisance dans *Trois femmes*, entre un passé que les personnages sont invités à oublier et un avenir sur lequel il leur est difficile d'avoir prise. Jeune femme bien née mais sans fortune, à qui ses parents n'ont pas pardonné un mariage fait sans leur consentement, la comtesse de Horst, dans un état de grossesse avancé, se retrouve, «au milieu de l'hiver, sans argent et sans asile» (TF, 94). Elle est prise en charge par Constance, qui l'héberge et qui lui prodigue ses conseils

---

Je n'oublierai jamais que tu as marché nu-pieds jusqu'à la Rivière-noire pour demander la grâce d'une pauvre esclave fugitive» (*ibid.*, p. 127).

<sup>49</sup> Ils le sont par le redoublement de leur amour, par les bénédictions des «noirs marrons» rencontrés sur leur route et par les larmes d'attendrissement versées par leur mère à leur retour. «Oh, mon ami!», s'écrie en fin de compte l'héroïne attendrie, «jamais Dieu ne laisse un bienfait sans récompense» (*ibid.*, p. 111).

et ses soins. De tempérament capricieux et frivole, la nouvelle venue porte le trouble au château, où elle suscite une dispute entre Émilie et Théobald. Rebelle aux avis bienveillants qu'on lui donne, elle ne paraît guère profiter du généreux accueil qui lui est réservé. Son histoire contribue à souligner, comme le constatera Théobald au sujet de ses projets éducatifs, que les bonnes œuvres sont semées d'embûches. Son séjour au village d'Altendorf se conclut par ailleurs de façon à laisser entendre que les bienfaits, s'ils n'améliorent pas toujours le sort ou le jugement de ceux qui se les attirent, impliquent néanmoins qu'un trait soit tiré sur le passé. La comtesse et Josephine ayant donné naissance le même jour, porte à porte et avec l'aide d'une même sage-femme, un «inextricable imbroglio» s'ensuit (*TF*, 113), que Théobald prend un malin plaisir à résumer : «Deux petits garçons, l'un très-noble, l'autre très-rôturier, ont été si bien mêlés et confondus, que jamais il ne sera possible de dire : voilà le fils du Comte et de la Comtesse de Horst; voilà celui de Henri et de Josephine» (*TF*, 112). Émilie, moins amusée que son mari (car la petite comtesse n'est rien moins qu'au désespoir), observe une fois de plus que les services rendus ne mettent pas à l'abri des reproches : «Je pense que tout le blâme du qui-pro quo tombera sur Constance et sur moi, qui n'avons mis aucune différence entre les langes de l'enfant de qualité et ceux de l'autre enfant» (*TF*, 113). Que les deux femmes soient ou non en faute, la confusion demeure totale; aussi les «équivoques enfans» sont-ils baptisés des mêmes prénoms (*TF*, 114). Saura-t-on un jour déceler la rotture de l'un et la noblesse de l'autre? L'histoire ne le dit pas, même si le lecteur est amené à en douter. La bonne action de Constance à l'égard d'une jeune femme abandonnée des siens débouche sur une expérience qui met en valeur les deux principaux corollaires des bienfaits dans ce roman : le détachement par rapport à certaines données originelles et l'incertitude quant aux résultats.

Face à la résistance des êtres et des choses au bien qu'on souhaite faire, la réaction de Théobald mérite qu'on s'y arrête. Plutôt que de succomber au découragement, il choisit d'adopter une attitude qui, sans être optimiste, lui permet néanmoins de mépriser les obstacles, aussi imposants soient-ils. Quand l'air dubitatif de Constance le renseigne sur son scepticisme – «Je vous entens, s'écri[e]-t-il; vous traitez mes projets de rêveries et mon espoir de chimère; vous croyez que rarement on peut être utile à ses semblables» (*TF*, 92) –, le jeune homme parvient à contrer l'attaque sans pour cela avoir besoin de contredire une amie réputée pour son bon sens : «Il se peut bien que vous ayez raison», lui répond-il, «mais je veux l'ignorer» (*TF*, 92). Comme Émilie lorsqu'elle prenait conscience de ce qu'elle risquait de perdre en se faisant prendre au jeu des dons et des contre-dons, Théobald choisit de n'accorder aucune importance aux gains que ses bienfaits auraient pu permettre d'espérer. Sa réplique fait écho au «n'importe» lancé auparavant par l'héroïne. Constance elle-même se rallie à l'insouciance générale, puisqu'elle seconde le châtelain dans ses projets «avec zèle, quoiqu'elle croie peu à leur utilité» (*TF*, 117). Si, comme personne ne semble prêt à le nier, les libérales et charitables entreprises de Théobald relèvent de l'aventure de roman, de la rêverie et de la chimère, il faudra savoir les apprécier pour telles. Il s'agira, précise le généreux Allemand, d'apprendre à «[s]'étourdir» (*TF*, 92). La bienfaisance est un jeu, une illusion à laquelle il est impératif de prêter foi. Entrons dans la ronde, disent les personnages, et laissons-nous griser de fausses promesses<sup>50</sup>.

<sup>50</sup> Mona Ozouf a perçu avec une grande acuité la sorte de profession de foi sur laquelle débouche souvent le scepticisme de Mme de Charrière. La pensée de la romancière, observe-t-elle, se déploie en fonction d'un triple mouvement (qui rythme aussi, dans *Trois femmes*, la manière dont se présentent à l'esprit de Théobald ses bienfaisants projets). Parce qu'elle est une activiste, Isabelle de Charrière «commence par vouloir tout arranger à sa convenance», légant à ses personnages sa «frénésie d'aménagement». La romancière étant aussi une pragmatique, «l'élan volontariste est dans un second temps tenu en bride par le sens des réalités» : l'«intelligence sceptique corrige [...] chez elle l'optimisme de la volonté». Son

Pareille importance accordée au geste charitable qui se fait dans un relatif oubli des buts fixés peut être interprétée comme une réaction de Mme de Charrière à l'opinion, largement répandue à l'époque, selon laquelle il conviendrait de juger les bienfaits uniquement en fonction de leur utilité. L'intérêt (même celui du plus grand nombre) soumis au calcul des probabilités n'est pas seul à pouvoir guider les hommes, insinue l'auteure. Le «calcul» et la «prudence», avance l'un des personnages du prologue, ne suffisent pas à expliquer les agissements des êtres humains. Si ceux-ci ne se comportaient qu'en fonction des conséquences que leurs gestes sont susceptibles de produire, on risquerait fort de ne plus guère trouver d'adeptes de la bienfaisance. Plutôt que d'illustrer une morale fondée sur la poursuite efficace «de nos intérêts particuliers et de ceux de la société» (comme invite à le faire un autre des interlocuteurs de l'avant-propos, *TF*, 41), Mme de Charrière met en valeur une conduite qui, sans nécessairement perdre à tout moment de vue les buts poursuivis, a moins pour ressort l'espoir de les atteindre que le simple plaisir d'en poursuivre un. C'est ce qu'explique Théobald à sa sceptique amie :

Il ne s'agit que de mettre la main à l'œuvre. Une fois engagé dans l'entreprise, on ne délibère plus, on agit. L'attrait du travail fait même quelquefois oublier le but qu'on se proposait en commençant. On est comme le marchand, le joueur, ou l'agioteur avide, qui d'abord ne vouloit gagner que pour acheter telle maison, pour épouser telle femme, et qui ensuite ne se souciant plus de la femme ni de la maison, ne veut plus qu'agioter, jouer, trafiquer. Ma cupidité sera du moins plus noble que la leur (*TF*, 92-93).

---

pessimisme ne va toutefois pas jusqu'à «empêcher, dans un troisième temps, [s]a volonté de rebondir» : elle a beau «s'attendre à des mécomptes avec les êtres et devoir rabattre des rêves qu'[elle] fait pour eux», il ne lui faut pas moins «faire des projets et bâtir des plans, car c'est parier pour le mouvement contre la fixité». «Telle est, conclut Mona Ozouf, la foi de madame de Charrière.» (Mona Ozouf, «Isabelle ou le mouvement», dans *Les Mots des femmes. Essai sur la singularité française*, Paris, Fayard, «L'esprit de la cité», 1995, p. 81-82.)

Il y a, soutient Théobald, d'un côté la logique des hommes qui se contentent de gagner leur pain (voire leur demeure ou leur épouse) et, de l'autre, celle des êtres qui prennent le risque de travailler à perte : joueurs, trafiquants, bienfaiteurs et autres téméraires de plus ou moins noble espèce<sup>51</sup>.

## 5. Bienfaisance et illusion

Le rapprochement que Théobald est amené à faire, pour éclairer sa conduite, entre la bienfaisance et la cupidité peut paraître étonnant. Dans les dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, de tels propos ne sont pourtant pas uniques. Ce rapprochement, on le retrouve chez Mme de Staël, tout comme celui qu'établit le jeune homme, quelques lignes plus tôt, entre la bienfaisance et la «chimère» (TF, 92). Un an après la parution de *Trois femmes* en traduction allemande et l'année même de sa première édition en langue française, la châtelaine de Coppet, de son côté, fait paraître à Lausanne *De l'influence des passions sur le bonheur des individus et des nations*. Dans ce livre au titre trompeur, où l'on se soucie beaucoup moins de félicité qu'on ne cherche à montrer comment se soustraire à l'emprise du malheur, la bienfaisance est présentée comme la plus efficace

---

<sup>51</sup> La comparaison entre le comportement du généreux châtelain et celui du joueur ou de l'agioteur pourrait laisser entendre que la bienfaisance est le loisir des riches («Il n'y a que l'homme qui travaille pour substanter sa vie», poursuit Théobald, «qui sache distinctement à quoi il tend, et dont le but n'ait rien de vague ni de chimérique», TF, 93). Ce n'est pas exactement ce que pense le personnage, aux yeux de qui elle est davantage un privilège lié à un état (celui de la noblesse ou du haut clergé) que l'attribut d'une certaine opulence. C'est la conclusion qui s'impose à la lecture de l'article «GÉNÉROSITÉ» du *«Dictionnaire politique, moral et rural»* (TF, 117) qu'il rédige à l'usage des habitants d'Altendorf : «Je ne voudrais pas qu'un Négociant fût généreux, j'aime mieux qu'il soit scrupuleux. Je ne voudrais pas qu'un Magistrat fût généreux, j'aime mieux qu'il soit intègre. Je voudrais encore moins qu'un Roi fût généreux, parce que d'ordinaire un Roi fait bourse commune avec ses sujets; j'exige qu'il soit ménager. C'est à Mylord un tel, au Cardinal un tel, à Don Charles Ignace un tel, c'est au Feld-Maréchal Comte, Baron un tel, à l'être. Dussent leurs héritiers, enfans, neveux me maudire, je les inviterai à donner noblement, avec grace et sans ostentation» (TF, 119). L'article ne précise pas s'il convient à une servante (telle Josephine) ou à une riche héritière (telle Constance) d'être généreuse, mais il permet de croire que la noble Émilie, dans l'état de relative pauvreté dont Théobald l'a tiré, n'avait aucunement perdu cette belle qualité que le jeune homme associe à la naissance plutôt qu'à la richesse : «J'ai trouvé des ames très-généreuses chez des gens très-peu opulens», prend soin de préciser ce délicat mari (TF, 119).

et la plus accessible des «ressources qu'on trouve en soi<sup>52</sup>» contre les orages des passions : «gravée dans le cœur<sup>53</sup>», elle ferait éprouver des plaisirs analogues à ceux du sentiment, sans en avoir les inconvénients. L'«exercice de la bonté», écrit Mme de Staël, est «l'ombre des illusions de l'esprit et du cœur<sup>54</sup>».

Si la bienfaisance est à ses yeux le secret d'une vie heureuse, c'est dans la mesure où le bienfaiteur ressemble à l'avare. L'un et l'autre possèdent un trésor (bonnes actions accomplies ou pièces d'or amassées) dont la simple contemplation est une source de jouissances infinies. L'un comme l'autre connaît un bonheur d'autant plus durable qu'il n'est jamais soumis à l'épreuve nécessairement décevante de l'échange : celui qui donne sans compter n'attend rien en retour, à l'instar de celui qui fait voluptueusement tinter les louis de son magot sans pour autant songer à les dépenser. L'âme généreuse et son antithèse se laissent toutes deux bercer par une douce promesse, se plaisant à imaginer ce que leur vaudrait leur richesse (leur bon cœur ou leur argent) le jour, qui n'advient jamais, où l'on solderait les comptes. Les gens ont beau être ingrats, leur reconnaissance a beau s'évanouir aussitôt exprimée, celui qui leur porte secours peut néanmoins se complaire dans l'idée que si jamais il le souhaitait on lui serait redevable de sa bonne action. Le bienfaiteur se laisse séduire par un mirage ou, pour le dire avec Mme de Staël, par une «illusion» «sans danger<sup>55</sup>».

Tant pour Mme de Staël que pour Mme de Charrière, les êtres qui souhaitent se répandre en largesses doivent être capables de se leurrer quant aux retombées de leurs

---

<sup>52</sup> Germaine de Staël, *De l'influence des passions sur le bonheur des individus et des nations*, suivi de *Réflexions sur le suicide*, préface de Chantal Thomas, Paris, Payot & Rivages, «Petite Bibliothèque», 2000, p. 39.

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 225.

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 229.

<sup>55</sup> «Les premiers mouvements de la reconnaissance ne laissent rien à désirer [...]; on dirait que le présent est un gage certain de l'avenir; et lorsque le bienfaiteur reçoit la promesse, sans avoir besoin de son accomplissement, l'illusion même qu'elle lui cause est sans danger, et l'imagination peut en jouir, comme l'avare des biens que lui procurerait son trésor, si jamais il le dépensait.» (*Ibid.*, p. 226.)



gestes. Que la réflexion porte, comme chez la première, sur la reconnaissance que pourra s'attirer le donateur ou, comme chez la seconde, sur le plus ou moins de bonheur qu'il sera possible de procurer aux donataires – qu'on s'intéresse, autrement dit, au profit de celui qui donne ou de ceux qui reçoivent –, la mystification apparaît essentielle au don. Comparables à l'avare pour Mme de Staël, au joueur ou à l'agioteur avide pour Mme de Charrière, les bienfaiteurs doivent se laisser ensorceler par leurs bonnes actions, comme les gens cupides le sont par la couleur de l'or. Ils doivent oublier, en somme, que ce qui les envoûte fut d'abord conçu en tant que monnaie d'échange, censée se transmuier en un quelconque avantage. À partir du moment où ils réussissent à perdre de vue les objectifs qu'ils s'étaient fixés, les déceptions ne risquent plus de freiner leur altruisme. Leur générosité peut tourner à vide.

Le rôle crucial accordé à l'aveuglement volontaire par Mme de Charrière et par Mme de Staël comme ressort de la bienfaisance s'explique sans doute en partie par un certain goût du jour pour l'illusion, à une époque où les désappointements politiques furent probablement trop nombreux (du moins dans l'entourage de Coppet) pour ne pas faire regretter les temps, à la fois si récents et si lointains, où l'on se berçait d'espoirs aujourd'hui déclarés chimériques. En cette même année de 1796 où paraissent *De l'influence des passions* et la première version française de *Trois femmes*, Jean-Baptiste Suard, que Mme de Charrière fréquenta lors du séjour qu'elle fit dans la capitale française en 1786-1787 (et qui fut lui-même, avant la Révolution, un habitué du salon de Mme Necker à Paris, puis de celui de Mme de Staël, rue du Bac, sous le Directoire, avant de se réfugier à Coppet après le 18 fructidor), offre au lectorat parisien une édition du *Discours sur le bonheur* de Mme du Châtelet, un texte dans lequel les incidences

heureuses des illusions sur la vie des hommes sont mises en valeur<sup>56</sup>. Ce discours, où l'importance des illusions est maintes fois affirmée, est publié par Suard en tête d'un recueil de mélanges à l'intérieur duquel est également reproduit un court texte de Necker, *Du bonheur des sots*, qui applaudit à son tour aux «erreurs agréables<sup>57</sup>» dont sont capables les hommes. Sur un ton humoristique, l'ancien financier y avance que, dans la «lutte générale du monde», l'être «le plus sûr de vaincre», le mieux armé pour obvier aux blessures qu'inflige la société, le plus apte, autrement dit, à jouir de son passage sur cette terre n'est ni le savant ni l'homme d'esprit; «c'est le Sot», proclame Necker, «c'est mon héros<sup>58</sup>». Avoir la vue suffisamment courte pour pouvoir s'aveugler sur soi-même, ne rien soupçonner de sa propre insignifiance ni du peu de cas qu'on fait de soi n'est rien moins, soutient-il, qu'une bénédiction. Loin de chercher à s'en prémunir, il faut louer Dieu pour ces inestimables bienfaits, «dons heureux auxquels notre corruption a donné le nom de sottises et que notre ingratitude cherche à méconnoître; mais qui sont, n'en doutons point, l'unique sauvegarde de notre bonheur sur la terre<sup>59</sup>». Aussi Necker exhorte-t-il tous les parents à suivre l'exemple divin en

---

<sup>56</sup> «Il faut pour être heureux, écrit Mme de Châtelet, s'être défait des préjugés; être vertueux; se bien porter; avoir des goûts et des passions; être susceptible d'illusions; car nous devons la plupart de nos plaisirs à l'illusion, et malheureux est celui qui la perd. Loin donc de chercher à la faire disparaître par le flambeau de la raison, tâchez d'épaissir le vernis qu'elle met sur la plupart des objets; il leur est encore plus nécessaire que ne le sont à nos corps les soins et la parure.» (Émilie du Châtelet, *Réflexions sur le bonheur*, dans *Opuscules philosophiques et littéraires, la plupart posthumes ou inédites [sic]*, Paris, Chevet, 1796, p. 2). Ce texte avait connu une première parution en 1779 sous le titre *Discours sur le bonheur par feu Mme du Châtelet*, en tête du *Huitième Recueil philosophique et littéraire de la Société typographique de Bouillon*. Selon Robert Mauzi, cette première édition fut quasi clandestine et «ne provoqua strictement aucun écho». Elle passa à tel point inaperçue que Suard, dans son avant-propos, affirme imprimer le texte pour la première fois. Son édition, longtemps perçue comme la première, eut un plus grand retentissement. (Voir Robert Mauzi, «Introduction», dans Émilie du Châtelet, *Discours sur le bonheur*, édition critique et commentée par Robert Mauzi, Paris, Société d'édition «Les Belles Lettres», 1961, p. CXVI et ss.)

<sup>57</sup> Jacques Necker, *Du bonheur des sots*, dans *ibid.*, p. 112. Il s'agissait de la deuxième édition de ce texte, paru pour la première fois en 1788. Il sera réédité par Mme de Staël dans les *Manuscrits de M. Necker publiés par sa fille* (Genève, Paschoud, an VIII [1804], p. 84-99).

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 113.

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 112.

agissant de même avec leurs fils et filles: «éblouissez leurs yeux», leur conseille-t-il; c'est à cette seule condition que pères et mères pourront se croire avec raison «les bienfaiteurs de [leurs] enfants<sup>60</sup>». Alors que l'illusion se présentait chez Mme de Charrière comme l'un des principaux ressorts de la bienfaisance, elle apparaît tout bonnement chez Necker comme le bienfait suprême. L'ancien ministre de Louis XVI conclut d'ailleurs sa tirade par un appel lancé aux grands esprits de ce monde pour accroître le nombre des imbéciles heureux parmi les mortels: «Aidez-moi donc, hommes d'esprits, à multiplier les Sots sur la terre<sup>61</sup>.» Il invite cependant les potentiels philanthropes qu'il apostrophe ainsi à ne pas se penser à l'abri des égarements de la raison: «qui sait si dans l'Univers chacun n'est pas le Sot d'un autre? qui sait si vous n'êtes pas ceux des habitants de la Lune ou de quelques esprits aériens? Est-ce parce que vous ne les entendez pas rire à vos dépens que vous n'en croyez rien<sup>62</sup>?» C'est pourtant le caractère distinctif de la sottise, observe-t-il, que de ne rien apercevoir! La remarque n'est pas sans rappeler, sur un ton humoristique, l'observation de Théobald dans *Trois femmes*: tout philanthrope qu'on soit, on n'est pas moins sujet aux douces illusions.

Quelques années plus tard, le débat sur les bases de la propriété reconduira en France cette idée d'un leurre fondateur. Sédillez, par exemple, dans un discours au Tribunat du 10 floréal an XI (30 avril 1803), jugera que certains faux-semblants sont essentiels à la prospérité des hommes. Après avoir laissé entendre que la propriété n'est qu'un artifice social («Les animaux n'ont que l'usage des choses», déclare-t-il, «l'homme seul se croit propriétaire<sup>63</sup>»), le tribun consulaire insistera sur la fonction

---

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 122.

<sup>61</sup> *Ibid.*, p. 124.

<sup>62</sup> *Ibid.*

<sup>63</sup> *Archives parlementaires de 1787 à 1860. Recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises, op. cit.*, 2<sup>e</sup> série, t. V, p. 61.

positive des idées illusoires dans les sociétés humaines, dont le bon fonctionnement repose en partie, s'il faut l'en croire, sur une commune crédulité de leurs membres ou, pour le dire autrement, sur une volonté partagée de respecter d'incontournables chimères : « Cette idée [de propriété] n'est peut-être qu'une illusion; mais nous avons un petit nombre d'illusions comme celle-là, qui animent le monde et font mouvoir tous les ressorts des sociétés politiques. Celle-ci, précisément parce qu'elle est notre ouvrage, nous est plus chère qu'une réalité<sup>64</sup>. » La défense du droit de propriété en tant que pur produit de l'inventivité humaine était alors de mise : plusieurs thermidoriens, acquéreurs de biens nationaux (ou protecteurs des acquéreurs), avaient avantage à accréditer une vision de la propriété comme artifice contractuel, sans autre fondement qu'une loi qu'ils avaient l'avantage d'écrire et qui jetait un voile sur la façon dont s'étaient concrètement constituées leurs fortunes<sup>65</sup>. Il s'agissait de légitimer un état de fait et de couvrir les égarements passés en affirmant que le droit d'user, de jouir et de disposer d'une chose n'avait d'autre raison d'être qu'un accord de volontés et d'autre origine qu'un effort de l'imagination. Tous se trouvaient conviés, dans cette logique, à cautionner une vaste fiction collective, qui arrangeait les faits en fonction des intérêts de quelques-uns. Une relative exaltation des illusions allait de soi dans ce type de discours post-thermidorien sur la propriété : grâce à elles, déclare Sédillez, la bonne marche des sociétés politiques est assurée; ce sont elles qui « animent le monde ». Elles sont, dans son esprit, aussi essentielles à l'activité humaine que le sont, dans *Trois femmes*, les chimériques espoirs de Théobald à ses projets. La propriété est aux yeux du tribun une illusion qu'il est

---

<sup>64</sup> *Ibid.*

<sup>65</sup> Sur ce sujet, voir Xavier Martin, *Mythologie du Code Napoléon*, op. cit., p. 34-47.

impératif d'entretenir, de même que la bienfaisance est pour Constance une «rêverie» qu'elle juge bon d'encourager (*TF*, 92).

Fait non négligeable, ces propos de Sédillez sont précisément tirés d'une allocution qui traite du don ou, pour le dire avec lui, de «l'exercice de la libéralité<sup>66</sup>». Le discours qu'il prononce ce jour-là vise à discuter d'un projet de loi du Code civil relatif aux donations et aux testaments. Si le tribun s'y porte à la défense du droit de propriété (et, à travers lui, de l'illusion), c'est dans le dessin de promouvoir la faculté de tester, qu'il met en valeur comme formant une extension de ce droit<sup>67</sup>. Il faut, dit Sédillez, autoriser les individus à disposer de leurs biens à leur guise; il le faut parce que la liberté de donner (par donation ou par testament) découle du droit de propriété; ce droit a beau être fondé sur un mirage, il n'en est pas moins sacré. On retrouve, en suivant le fil de ces propos tenus devant le Tribunat, la même idée qu'exprime Théobald dans *Trois femmes* : qu'il ne saurait y avoir de don sans illusion. Pour que les hommes puissent exercer leur libéralité, il leur est indispensable d'accorder crédit à certaines fables; la capacité qu'ils ont de donner dépend de la foi qu'ils prêtent aux idéaux forgés par leur imagination. De Mme de Charrière à Sédillez en passant par Mme de Staël, l'idée circule selon laquelle la générosité repose, au moins partiellement, sur des chimères.

\*\*\*

L'histoire de *Trois femmes* se lit comme une enquête sur le don. À partir, dans un premier temps, du point de vue imposé par l'infortune à une pauvre émigrée forcée de vivre des bienfaits qu'on lui prodigue, puis, dans un deuxième, de celui adopté par un

<sup>66</sup> *Archives parlementaires de 1787 à 1860. Recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises, op. cit., 2<sup>e</sup> série, t. V, p. 60.*

<sup>67</sup> «Rien de si décourageant que d'avoir des biens dont on ne peut disposer à son gré; rien, au contraire, de si satisfaisant, de si consolant que de pouvoir, par donation ou par testament, donner selon sa volonté des biens qu'on a légitimement acquis : c'est un des droits les plus précieux de la propriété.» (*Ibid.*)

jeune châtelain que son bon cœur entraîne dans de charitables entreprises, une double série de questions est posée, qui fait suivre deux voies à l'investigation, l'une en amont, l'autre en aval. D'une part, d'où viennent les dons? Que recèlent-ils? Quelles actions les ont rendus possibles? D'autre part, à quoi mènent-ils? Sont-ils vraiment utiles? À ces questions, le roman apporte des réponses qui, toutes, mettent en évidence les insuffisances du geste. Les actions généreuses, dans *Trois femmes*, sont invariablement *défaillantes* : soit elles lèvent le voile sur les fautes commises par les donateurs, soit elles soulignent leur inconséquence.

Placés face à des bonnes actions qui, quand elles ne sont pas peu vertueuses, s'annoncent peu efficaces, les personnages choisissent néanmoins de continuer à recevoir et à offrir. La conscience qu'ils acquièrent des carences dont souffrent les dons ne les empêche pas de vouloir, malgré tout, souscrire à leur logique. Lorsque l'héroïne, après avoir compris qu'il lui faudrait mentir pour aider Josephine (elle aura, dans les faits, recours à un léger chantage), déclare qu'elle préfère ne pas trop se soucier des reproches que son geste pourrait lui attirer, son «n'importe» est représentatif de l'attitude qu'ont tous les personnages : il faut, disent-ils, donner (et recevoir) coûte que coûte. Si les bienfaits ne peuvent être prodigués sans qu'une erreur soit commise, tâchons de l'oublier; s'il est raisonnable de croire qu'ils ne serviront à rien, cherchons à nous illusionner. Le roman de Mme de Charrière traduit à la fois un désabusement par rapport au don et un désir d'y croire en dépit de tout. La bienfaisance, somme toute, résiste à l'épreuve de sa mise en récit (puisque Émilie sort gagnante, c'est-à-dire riche et mariée, de cette histoire de dons et de contre-dons, du moins à l'issue de sa première partie), mais uniquement parce que les personnages ont su faire preuve d'oubli ou d'inventivité, parce qu'ils ont su «s'étourdir», comme invite à le faire Théobald. Cette exigence,

Josephine l'avait formulée dès les premières pages, quand, sa maîtresse et elle ayant découvert au jardin le cadeau anonyme, elle l'avait pressée en ces mots d'accepter l'objet : «Jouez, jouez», s'était-elle écriée (*TF*, 44). Ce cri du cœur de la soubrette, la suite du roman révèle qu'il ne manquait pas d'à-propos : pour y agréer comme pour y faire des dons, il faut que l'imagination s'exalte.

Quelques années avant d'entreprendre la rédaction de *Trois femmes*, Mme de Charrière, inspirée par les tribulations de la famille royale, avait écrit un conte où il était déjà question de dons et, plus précisément, des réticences que peut avoir une jeune fille bien née à accepter certaines faveurs qu'on souhaite lui faire. *Aiglonette et Insinuante, ou la souplesse* est l'histoire d'une princesse sur le berceau de laquelle se pencha le gratin des bonnes fées, qui la comblèrent de toutes les qualités propre à son rang (beauté, grâce, esprit, courage...). Une petite fée arrivée sur le tard, regardée par les autres comme «du second ordre<sup>68</sup>», essuya cependant une rebuffade. Elle apportait la souplesse, un présent qu'on jugea indigne d'une princesse, incompatible avec le rôle qu'elle était appelée à jouer et, de toute façon, fort inutile. Devenue grande, la princesse Aiglonette dut constater qu'il n'en était rien : la vie lui ayant réservé de fâcheuses surprises, elle ne tarda pas à pâtir du mauvais accueil qu'on avait réservé à la modeste petite fée. Celle-ci réapparut alors, qui lui présenta une fois de plus son don. Mais l'altière Aiglonette hésitait encore à l'accepter, incertaine de devoir se laisser ainsi rabaisser. Le temps commençait à se faire pressant : «Voulez-vous *la soupesse*, dit la fée? je vous l'offre pour la dernière fois : plus tard vous ne pourriez plus en faire usage avec grace. Ce

---

<sup>68</sup> Isabelle de Charrière, *Aiglonette et Insinuante, ou la souplesse*. Conte (1791), dans *Œuvres complètes*, op. cit., t. VIII, p. 255.

qu'on admirera aujourd'hui, l'on s'en moquera demain. [...] Donnez, dit la princesse; je ne promets pas de m'en servir, mais donnez<sup>69</sup>.»

Le conte s'achève sur cette réception à contrecœur, sans préciser si le présent aura été de quelque profit. La fable elle-même, en tout cas, n'aura pas été d'une grande utilité à celle pour qui elle avait été écrite, puisque Marie-Antoinette (facilement reconnaissable sous les traits d'Aiglonette) n'eut que faire de cette souplesse préconisée par Mme de Charrière. Contrairement à la princesse de l'histoire, elle n'accusa vraisemblablement pas même réception du conseil donné : l'auteure ne put apparemment savoir si sa modeste offrande, confiée aux soins du courrier, était parvenue entre les mains de la reine<sup>70</sup>. Comme l'avait constaté la douce petite fée, il n'est pas toujours facile de faire accepter un don, même quand l'infortune a frappé son bénéficiaire.

Quatre ans après *Aiglonette et Insinuante*, Mme de Charrière reprend dans *Trois femmes* ce thème du présent qu'on hésite à agréer parce qu'on craint de s'avilir en le faisant. Alors que le conte s'ouvrait sur un baptême, le roman débute par l'évocation de cet autre grand passage entre deux mondes que fut l'émigration pour une multitude de Français. La fiction de 1795 pousse cependant la réflexion beaucoup plus loin que celle de 1791. Contrairement à l'histoire d'Aiglonette, qui prenait fin quand la jeune femme consentait, comme malgré elle, aux bontés de la petite fée, celle d'Émilie se poursuit au-delà du moment où l'héroïne se résout à garder la harpe qu'un inconnu lui a offerte. Plutôt que de simplement répéter ce que disait déjà la fable, que l'honneur pousse parfois à reculer devant les témoignages de sollicitude, *Trois femmes* s'interroge sur ce qui advient quand une aristocrate se résigne à endosser un rôle de donataire (sur ce qui

---

<sup>69</sup> *Ibid.*, p. 259.

<sup>70</sup> Voir Dennis Wood, «Introduction» à *Aiglonette et Insinuante, ou la souplesse*, dans *ibid.*, p. 251.



arrive non seulement à sa noble personne, mais, surtout, à l'idée qu'elle se fait des dons qui circulent autour d'elle). C'est qu'entre la rédaction du conte et celle du roman le cours de l'histoire s'est précipité, amplifiant, selon l'expression de Mme de Charrière, le «mouvement prodigieux des françois<sup>71</sup>» forcés à vivre des largesses d'autrui. *Trois femmes* rend compte de l'incidence possible de cet afflux d'émigrés sur la manière dont on pensa, dans les dernières années du siècle, la bienfaisance et ses enjeux.

La conclusion du roman présente une ressemblance digne d'attention avec la manière dont s'achèvent les aventures du marquis de Saint Alban. Chez Mme de Charrière comme chez Sénac, les guerres révolutionnaires poussent les Français en exil à reprendre la route. Le sexe des personnages les entraîne, il est vrai, dans des directions opposées : le marquis rejoint l'armée des princes pour commander un bataillon; Émilie quitte Altendorf pour fuir les troupes anglaises qui s'en approchent. L'orientation de leurs mouvements par rapport aux forces contre-révolutionnaires importe toutefois moins que leur commun départ. L'un et l'autre, ils sont contraints à de tristes adieux faits à une généreuse famille allemande. Drame en moins (car il est permis de croire que l'absence d'Émilie sera temporaire), la fin de *Trois femmes* laisse le lecteur saisi du même doute que celui qui surgit dans les dernières pages du roman de Sénac : il est peut-être vain de croire qu'à force de bienfaits on puisse changer le sort des hommes.

La profonde affliction dans laquelle sont plongés les survivants de *L'Émigré* est certes incomparable à la peine des jeunes époux se séparant en attendant que passe l'armée anglaise. Aussi faut-il préciser qu'Émilie demeure, malgré son départ, «tirée» du «grave» «état» (de pauvreté) où l'avait précipitée la Révolution («L'état dont vous

---

<sup>71</sup> Lettre à Benjamin Constant, 17 juin 1790, dans Isabelle de Charrière, *Œuvres complètes, op. cit.*, t. III, p. 219.

m'avez tirée et dont tant d'autres ne seront point tirés et où tant d'autres encore sont menacés de tomber, est tout au moins grave», reconnaissait-elle devant Théobald après leur mariage, *TF*, 99-100). Il n'empêche que la Révolution et ses suites reviennent brusquement s'emparer de ses mouvements, l'obligeant à sortir du refuge en lequel on avait transformé pour elle, à force de dons, le village d'Altendorf. La remise en cause, faite par Constance dans la seconde partie du roman, de l'utilité des «bienfaisans projets» de Théobald s'appliquerait-elle aussi, au bout du compte, aux efforts déployés par le jeune homme pour assurer l'avenir d'Émilie? La question reste ouverte, comme l'est l'œuvre elle-même, qui confie en ses dernières pages son héroïne à l'imprévisibilité de l'Histoire. Alors que le testament rédigé par le marquis de Saint Alban arbore la seule date complète contenue dans le récit de Sénac, l'ultime missive écrite par Constance, datée des 12 et 13 février 1795, est contemporaine, comme l'a remarqué Daniel Maggetti, «des lettres dans lesquelles Isabelle de Charrière annonce à ses correspondants que la composition de *Trois femmes* est terminée»; au moment où est signifié à l'abbé de la Tour le départ imminent de l'héroïne, «le temps de l'écriture et celui de l'intrigue se rapprochent jusqu'à presque se superposer<sup>72</sup>». Une même incursion de l'Histoire dans la fiction sentimentale caractérise la fin de *L'Émigré* et celle de *Trois femmes*, semant le doute sur la capacité des nobles personnages à profiter des bienfaits dont on les a comblés. Tandis qu'Émilie, accompagnée par Constance, s'apprête à gagner «une petite ville» où elles espèrent «n'être connu[e]s de personne» (*TF*, 123), Josephine la servante reste quant à elle à Altendorf, à l'instar du bon valet Bertrand revenant sain et sauf à Loewenstein, seul gagnant de l'histoire racontée par Sénac. Autant dire que la roture,

---

<sup>72</sup> Daniel Maggetti, *Lectures conseillées*, op. cit., p. 75.

dans ces deux romans d'émigration, bénéficie plus facilement que la noblesse de l'abondance des dons.

**CHAPITRE III**  
**LES DONS IMPRÉVUS DE *SUZETTE***

Le 13 juin 1797, Joseph Fiévée, à l'époque rédacteur de la *Gazette française*, conclut une diatribe contre le gouvernement, cet insatiable mangeur des deniers du peuple, en rapportant à son lectorat le fait divers suivant :

Un marchand de vin de Paris, vient de se couper le col. Un journal observe que c'est le cinquante-neuvième suicide connu dans cette ville, depuis le mois de nivose [*sic*] dernier. On ne sait pas tout, et si l'on mettoit au nombre des suicides toutes les morts que cause le besoin, on seroit tenté de se tuer soi-même à la fin du calcul. Les pauvres ont encore plus perdu dans notre révolution, que les riches, car elle a tué la sensibilité, leur antique patrimoine; la religion qui faisoit un devoir de l'humanité, et l'amour-propre que des hommes pieux ne dédaignoient pas de mettre en jeu, au profit de l'infortune.

Proposez un dîner à l'Odéon, une fête à Tivoli ou à Bagatelle, vous aurez une longue liste d'abonnés; proposez un acte de charité, vous en serez pour les frais du prospectus.

J'ai entendu parler de la prodigalité de la dernière reine de France; j'ai entendu parler aussi de ses actes de bienfaisance. J'entends parler chaque jour des prodigalités de ceux qui lui ont jeté la première pierre, et je n'entends pas parler d'autre chose<sup>1</sup>.

La bienfaisance, en un mot, se porte mal. Pour tout dire, elle est morte. Les infortunés sont là pour le prouver, chaque jour plus nombreux à souffrir de sa disparition. Le coupable, assure le journaliste, ne fait aucun doute : la Révolution a tué le don.

Un an plus tard, en mai 1798, Fiévée offre au public une vision autrement plus complexe des rapports pouvant être noués entre la bienfaisance et la Révolution. Écrite pendant le bref exil auquel le força le coup d'État du 18 fructidor, *La Dot de Suzette* est, comme *L'Émigré* et comme *Trois femmes*, l'histoire d'un digne et malchanceux rejeton

---

<sup>1</sup> *Gazette française, papier-nouvelles de tous les jours et de tous les pays*, n° 1983, 13 juin 1797 (25 Prairial, an V de la République), p. 3.

de la noblesse française qui se retrouve, au lendemain de 1789, face à une cruelle alternative : déroger en travaillant pour gagner sa pitance ou accepter de vivre des bontés que sa situation inspire. La seconde option, une fois de plus, aura la préférence. À l'instar de Sénac de Meilhan et de Mme de Charrière, Fiévée investit les dons d'une périlleuse mission : nécessaires à la survie de personnages qui ont tout perdu aux mains des révolutionnaires, ils risquent d'empirer leurs maux s'ils ne sont pas présentés d'une manière propre à écarter l'idée d'une «pitié insultante<sup>2</sup>» vouant à un rang subalterne les donataires, aussi dignes de compassion fussent-ils. Contrairement à ce que soutenait l'auteur un an plus tôt dans les pages de la *Gazette française*, la Révolution n'a pas sonné le glas de la bienfaisance, mais elle a rendu son exercice particulièrement délicat : il en va ainsi, du moins, dans les romans qui rendent compte, au moment où le siècle s'achève, des bouleversements dont la France vient d'être le théâtre.

*La Dot de Suzette* jongle, au même titre que les deux autres récits étudiés jusqu'ici, avec une double prémisse : la bienfaisance est à la fois un viatique et un écueil. Le roman de Fiévée présente cependant avec les précédents une différence majeure, qui infléchit la réflexion sur le don de son auteur. Alors que *L'Émigré* et *Trois femmes* font d'emblée le portrait de nobles personnages victimes de la Révolution et nécessitant, pour cette raison, qu'on leur vienne en aide – un valeureux et fidèle serviteur du roi, blessé dans une embuscade de patriotes, est secouru par une généreuse famille étrangère; une charmante et vertueuse jeune fille, en deuil de ses parents, de son pays et de sa fortune, est prise en charge par sa servante avant de devenir un objet de sollicitude pour le fils d'un seigneur de village –, *La Dot de Suzette* commence bien

---

<sup>2</sup> Joseph Fiévée, *La Dot de Suzette. Histoire de madame de Senneterre racontée par elle-même*, préface de Claude Duchet, Paris, Desjonquères, «XVIII<sup>e</sup> siècle», 1990, p. 82. Désormais, toute référence à cet ouvrage sera indiquée par le sigle *DS*, suivi du folio.

avant la grande césure de 1789. En faisant éclater la Révolution une fois passé le premier tiers de son roman, Fiévée offre une version de son cru des risques et des avantages que la bienfaisance est susceptible de comporter en cette fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

On s'imagine aisément l'agacement, si ce n'est le dépit, qu'aurait éprouvé Mme de Charrière à voir ses *Trois femmes* côtoyer, au sein d'une thèse, l'édifiante histoire de Fiévée : «*La dot de Suzette* est peu de chose, à mon avis», laissait-elle tomber dans sa correspondance le 13 février 1799<sup>3</sup>. La postérité paraît lui avoir donné raison, du moins si l'on en juge d'après l'indifférence presque totale de la critique à l'égard de cette œuvre. Ce «léger ouvrage», ainsi que l'écrivait Fiévée, avait pourtant connu de brillants débuts. Roman à succès, *La Dot de Suzette* acquit à son auteur une «petite célébrité<sup>4</sup>» qui dépassa de loin le cercle étroit des salons royalistes qu'il fréquentait : adapté au théâtre, maintes fois réédité, le roman sembla un temps assuré d'une fortune durable. Son heure de gloire se prolongea en tout cas au-delà des années directoriales qui l'avaient vu naître : «pendant plus d'un demi-siècle», observe Claude Duchet, «on le rencontre partout<sup>5</sup>». Cela ne l'empêcha pas de tomber plus tard dans un relatif oubli. Jean Tulard, qui voulut l'en tirer, résume comme suit le sort qu'on a fait à son auteur :

À cheval sur le XVIII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle, Fiévée a fasciné, irrité ou étonné Condorcet et Stendhal, Laclos et Constant. Fouché le poursuivit de sa haine et Chateaubriand l'accueillit au *Mercure*. Balzac l'évoque dans les *Illusions perdues* [...]. Sainte-Beuve enfin lui consacre l'un de ses meilleurs *Lundis*. Journaliste et romancier à succès, maître des requêtes au Conseil d'État et préfet d'un département du centre de la France,

<sup>3</sup> Lettre à Caroline de Sandoz-Rollin, 13 février 1799, dans Isabelle de Charrière, *Œuvres complètes*, édition critique publiée par Jean-Daniel Candaux *et al.*, Amsterdam, G. A. van Oorschot, 1979-1984, t. V, p. 540.

<sup>4</sup> Voir la lettre «À monsieur Maradan» parue en tête de l'édition de 1821, reproduite par Claude Duchet (*DS*, 37).

<sup>5</sup> Claude Duchet, «Présentation», dans Joseph Fiévée, *La Dot de Suzette ou Histoire de madame de Senneterre racontée par elle-même*, *op. cit.*, p. 8. Sur la réception du roman, voir *ibid.*, p. 8-9, 22-23.

Fiévée conseilla un empereur, Napoléon, et un roi, Louis XVIII. Et pourtant, il est aujourd'hui à peu près oublié<sup>6</sup>.

Vingt ans après que l'historien eut écrit ces lignes, ce n'est plus tout à fait le cas. En 1994 déjà, dans l'édition qu'il donnait de sa correspondance avec François Ferrier, Étienne Hofmann présentait Fiévée comme «une personnalité relativement bien connue», non pas à titre de romancier, mais «en tant que conseiller de Napoléon, comme censeur et homme de presse, et enfin comme l'une des têtes pensantes des ultraroyalistes sous la Restauration<sup>7</sup>». Les travaux de Jeremy D. Popkin ont sans doute contribué à le sortir de l'ombre, en attirant l'attention sur l'ingéniosité avec laquelle Fiévée, imprimeur et journaliste, sut tirer avantage des possibilités ouvertes par la Révolution dans la carrière du livre<sup>8</sup>. La réédition de la biographie de Jean Tulard, reprise par Fayard en 2005 dans la collection «Les indispensables de l'histoire» (qui place Fiévée en compagnie de Murat et de Fouché), alors qu'elle figurait, vingt ans plus tôt, parmi «Les inconnus de l'histoire» du même éditeur, témoigne du regain d'intérêt pour ce «singulier personnage<sup>9</sup>». De cet intérêt, le romancier a toutefois assez peu profité : contrairement au journaliste et au conseiller secret de l'Empereur, il n'éveille guère plus la curiosité que tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. Nous ne connaissons, à vrai dire, que deux études entièrement consacrées à *La Dot de Suzette* : celle de Claude Duchet,

<sup>6</sup> Jean Tulard, *Joseph Fiévée, conseiller secret de Napoléon*, Paris, Fayard, «Les inconnus de l'histoire», 1985, p. 7.

<sup>7</sup> Étienne Hofmann, «Introduction», dans *Correspondance de Joseph Fiévée et de François Ferrier (1803-1837). Soixante-trois lettres inédites publiées avec une introduction et des notes*, Berne, Peter Lang, 1994, p. 1.

<sup>8</sup> Voir, par exemple, Jeremy D. Popkin, «Joseph Fiévée, imprimeur, écrivain, journaliste : une carrière dans le monde du livre pendant la Révolution», dans Frédéric Barbier, Claude Jolly et Sabine Juratic (dir.), *Livre et Révolution*, Actes du Colloque organisé par l'Institut d'histoire moderne et contemporaine, 20-22 mai 1987, Paris, Aux amateurs de livres, «Mélanges de la bibliothèque de la Sorbonne», 1988, p. 63-74 et, du même auteur, «Conservatisme, journalisme, et opinion publique sous la Restauration : le paradoxe du succès de Joseph Fiévée», dans Jean-Clément Martin (dir.), *La Contre-Révolution en Europe, XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles. Réalités politiques et sociales, résonances culturelles et idéologiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001, p. 193-204.

<sup>9</sup> Jean Tulard, «Joseph Fiévée», dans *Figures d'Empire*, Paris, Fayard, «Les indispensables de l'histoire», 2005, p. 709-891 (citation p. 711).



parue en 1964 sous le titre «Un machiavel de l'an V ou la morale de l'histoire<sup>10</sup>» (reprise, pour l'essentiel, en 1990 dans sa préface chez Desjonquères), ainsi que l'analyse récente de Gérard Gengembre et Jean Goldzink, issue d'un projet collectif sur le roman d'émigration<sup>11</sup>. On peut s'étonner que le récit, facilement accessible grâce au travail des éditions Desjonquères, n'ait pas davantage retenu l'attention des chercheurs; il n'entre cependant pas dans nos vues de le déplorer, moins encore de prétendre réhabiliter une œuvre dont on aurait méconnu les qualités intrinsèques. En faisant de *La Dot de Suzette* l'objet de ce chapitre, nous aimerions plutôt mettre en lumière la diversité des lectures auxquelles se prête ce court roman. Notre analyse aura pour point de départ la même question que celle posée au début des chapitres précédents : à quelles conditions une aristocrate déchue peut-elle vivre des largesses d'autrui sans compromettre sa dignité? Ce sera l'occasion de souligner le caractère hautement profitable des activités charitables représentées par Fiévée, qui fait sien l'idéal révolutionnaire de dons justes et utiles, tel du moins qu'il ressortait, quelques années plus tôt, des travaux de l'Assemblée constituante en matière d'assistance publique. Une fois observé comment des secours potentiellement humiliants s'avèrent, tout compte fait, éminemment rassurants pour les personnages qui les reçoivent, nous chercherons à

<sup>10</sup> Claude Duchet, «Un machiavel de l'an V ou la morale de l'histoire», dans Joseph Fiévée, *La Dot de Suzette ou Histoire de madame de Senneterre racontée par elle-même*, Paris, Union générale d'éditions, «Le monde en 10/18», 1964, p. 7-31.

<sup>11</sup> Gérard Gengembre et Jean Goldzink, «*La Dot de Suzette*, ou le roman discret de l'émigration», dans Claire Jaquier, Florence Lotterie et Catriona Seth (dir.), *Destins romanesques de l'émigration*, Paris, Desjonquères, «L'esprit des lettres», 2007, p. 169-180. Il faudrait ajouter à cette courte liste quelques rares articles où *La Dot de Suzette* apparaît sommairement aux côtés d'autres romans de l'époque, celui, par exemple, de J. S. Wood, essentiellement centré sur la représentation des rapports de classes (J. S. Wood, «Sondages dans le roman français du point de vue social [1789-1830]», *Revue d'histoire littéraire de la France*, 54, 1, janvier-mars 1954, p. 32-48) ou encore celui, plus récent, de Lucette Perol, qui entend tirer du récit de Fiévée quelques éléments pouvant servir à «un panorama de la vie culturelle sous le Directoire» (Lucette Perol, «Le Directoire, vu à travers quelques romans parus entre 1795 et 1799», dans Philippe Bourdin et Bernard Gainot [dir.], *La République directoriale*, Actes du colloque de Clermont-Ferrand, 22-24 mai 1997, Clermont-Ferrand, Société des études robespierristes, Centre d'histoire des entreprises et des communautés et Centre de recherches révolutionnaires et romantiques, «Bibliothèque d'histoire révolutionnaire», 1998, t. I, p. 475-498 [citation p. 477]).

savoir si l'idée d'un danger associé à la bienfaisance ne se manifesterait pas autrement dans ce récit que par le risque auquel se trouve exposé l'amour-propre des bénéficiaires : par les ennuis que les donateurs sont susceptibles de s'attirer. Il s'agira alors d'examiner la manière dont le romancier joue avec l'hypothèse d'une philanthropie qui aurait mis en péril l'Ancien Régime. Nous verrons que le don et la spoliation, ces deux moyens antinomiques de transférer des richesses, entretiennent dans *La Dot de Suzette* des rapports complexes. Enfin, nous nous pencherons sur la nature des liens – familiaux ou non, féminins ou masculins – en fonction desquels circulent les dons dans le roman, de manière à comprendre les relations de complémentarité qui s'instaurent entre la bienfaisance et le legs d'une part, entre la bienfaisance et la dot de l'autre. Par de fréquentes incursions dans d'autres textes, nous espérons montrer que l'auteur est particulièrement sensible aux discours que ses contemporains pouvaient tenir au sujet des bienfaits, et que si cette histoire d'une «ambiguïté calculée<sup>12</sup>» assura sa renommée, c'est peut-être en partie parce qu'elle tient habilement compte des éloges et des critiques que diverses formes de dons semblaient devoir s'attirer.

### 1. Recevoir son dû

*La Dot de Suzette. Histoire de madame de Senneterre racontée par elle-même* relate le destin de deux femmes, dont l'une, Mme de Senneterre, se remet de la mort de son époux en soulageant les pauvres du voisinage. Elle confie au concierge de son château l'éducation de Suzette, charmante orpheline rescapée par ses soins, trop charmante sans doute, car Adolphe, le fils unique de Mme de Senneterre, s'en éprend

---

<sup>12</sup> L'expression est de Claude Duchet, «Présentation», *loc. cit.*, p. 23.

follement. Heureusement, Suzette est vertueuse et Adolphe obéissant, qui fuit dans des contrées lointaines un amour interdit. Pour anéantir tout reste d'espoir chez son fils, Mme de Senneterre donne Suzette en mariage à M. Chenu, un marchand de bestiaux du village. La dot est savamment négociée : six cents livres satisferaient le rustaud métayer; la généreuse châtelaine majore la somme; il en recevra le double. Suzette dûment mariée, la Révolution éclate. Mme de Senneterre, privée de sa fortune, se retrouve sur le pavé et elle n'a d'autre choix, pour survivre, que de servir dans quelque maison parisienne. Le hasard la conduit chez Mme Depréval, qui se révèle être nulle autre que Mme Chenu, Suzette de son prénom, dont la dot a si bien profité que son mari, grassement enrichi par la Révolution, s'est offert un nouveau nom. Suzette (qui se languit secrètement pour son cher Adolphe) aménage un appartement pour celle qu'elle persiste à nommer sa bienfaitrice et la sauve à son tour de la misère par une surenchère de générosité. Quand les deux femmes apprennent qu'Adolphe s'est établi en Angleterre, Mme de Senneterre part l'y joindre, tôt suivie par Suzette, qui, après la chute opportune d'un lustre sur le crâne de son époux, est enfin priée de bien vouloir épouser le jeune homme. Tout est bien qui finit bien, les trois personnages vivant heureux dans la campagne anglaise, ne regrettant ni les rangs ni le faste d'antan.

Le roman de Joseph Fiévée fait un usage on ne peut plus évident du principe de réciprocité qu'on a vu à l'œuvre dans *L'Émigré* et qu'on a aussi observé, dans une moindre mesure, à l'intérieur de *Trois femmes*. Afin de mettre en scène une noblesse *bénéficiaire* qui conserve néanmoins sa dignité, rien de plus efficace que de présenter les secours qu'elle reçoit comme de simples témoignages de gratitude. À partir du moment où une aristocrate est sauvée de la misère par les effets de ses largesses passées, elle est dispensée de se croire l'obligée de quiconque. Redevable à sa seule générosité d'avoir

survécu à ses revers de fortune, la narratrice de Fiévée traverse la Révolution sans trop avoir à ravalier son orgueil : les soins qu'on lui prodigue ne sont pas les fruits d'une avilissante pitié, mais l'expression d'une juste reconnaissance; les bienfaits qu'elle agrée une fois tombée dans l'indigence ne sont ni plus ni moins que d'équitables contre-dons. La noble dame tire d'autant plus facilement son épingle du jeu qu'étant en contrôle de la narration sa position est d'emblée celle d'une personne dont le crédit n'a pas trop souffert de la Révolution : le simple fait qu'elle a le loisir de raconter sa vie laisse entendre que son amour-propre est relativement bien portant. Le regard rétrospectif qu'elle porte sur son passé lui permet d'examiner avec pondération ses dons et ses dettes et de conclure que le compte est bon. Les aventures de Mme de Senneterre, malheureuse bienfaitrice secourue par sa protégée, conjurent la menace d'humiliation que fait peser sur les *ci-devant* la représentation d'un monde sens dessus dessous.

La scène de retrouvailles entre les deux héroïnes imaginée par Fiévée illustre on ne peut mieux la manière dont l'honneur nobiliaire sort indemne, dans ce roman, du grand renversement des rôles engendré par la Révolution. Quand la narratrice relate comment, résignée à servir pour gagner sa vie, elle arriva tremblante chez Mme Depréval (qu'elle ignorait être son ancienne protégée), elle insiste sur «la crainte d'être reconnue» (DS, 87) qui la saisit pendant qu'une multitude de visiteurs allaient et venaient dans l'antichambre où on la faisait patienter. Si Mme de Senneterre redoute alors d'être remarquée par une ancienne relation, c'est parce que cela équivaldrait à prendre la mesure de sa déchéance : l'identification par autrui de la riche et noble héritière qu'elle fut à la femme indigente qu'elle est devenue serait le plus cruel constat de sa dépossession; portée à l'attention publique, la défaite deviendrait humiliation. Dans cet épisode, la reconnaissance a bien lieu, mais, plutôt que de rendre flagrante la

disgrâce engendrée par la Révolution, elle met l'accent sur les incidences d'un don. Quand en effet la scène en question se produit (après l'écoulement d'un laps de temps rendu possible par le demi-jour d'une chambre à coucher), la surprise de Suzette cède immédiatement le pas à sa gratitude. Mme de Senneterre lui ayant posé «la main sur la bouche, en lui recommandant le secret», la jeune femme ne peut que s'écrier : «Impossible, impossible, madame. Comment cacherais-je ma joie? pourquoi rougirais-je de ma reconnaissance?» (*DS*, 89). En raison des bontés passées de l'ancienne châtelaine, le sens du mot bascule : la reconnaissance-gratitude vient désamorcer la reconnaissance-identification; la honte, dès lors, n'a plus raison d'être. Favorisée par la polysémie d'un terme, une substitution a eu lieu : les effets d'une action charitable ont remplacé les contrecoups prévisibles de la Révolution.

André Chénier, dans «Le mendiant», raconte une histoire similaire : un misérable étranger est admis à un somptueux banquet, où on le reconnaît pour l'ancien protecteur de son hôte<sup>13</sup>. Son identité découverte, le mendiant reçoit tous les hommages dus à son rang et à ses hautes vertus. Dans le poème de Chénier comme dans *La Dot de Suzette*, les largesses passées s'avèrent le garant d'une supériorité qui survit aux plus cruelles privations. Une variante de ce thème du bienfaiteur sauvé par sa propre générosité est offerte par les fréquentes histoires de maîtres aidés par leurs domestiques après avoir tout perdu dans la Révolution. Josephine, rappelons-le, la servante de *Trois femmes*, paye le loyer d'Émilie quand meurent les parents de la noble jeune fille. Mme de Senneterre, avant ses retrouvailles avec Suzette, est tirée de prison, nourrie et logée par

<sup>13</sup> Voir André Chénier, «Le mendiant», dans *Bucoliques, Œuvres complètes*, édition établie et commentée par Gérard Walter, Paris, Gallimard, «Bibliothèque de la Pléiade», 1958, p. 34-42. Jean Starobinski mentionne ce texte pour le rapprocher de «L'aveugle», autre poème des *Bucoliques*, qui met lui aussi en scène l'un de ces «pauvres par accident, non par essence» dont fut friand la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle; cette fois, c'est en donnant le rôle du suppliant à Homère que le poète «transfigure l'indigence en souveraineté» (Jean Starobinski, *Largesse*, Paris, Réunion des musées nationaux, 1994, p. 111).

Augustine, son ancienne femme de chambre. Chez Sénac de Meilhan, le marquis de Saint Alban vit pour sa part sous l'égide de son valet, le bon Bertrand. Cette fidélité à un homme qui n'a plus rien à offrir que le souvenir de sa magnificence passée donne bonne opinion de son hôte à la comtesse de Loewenstein : «dans ce temps où les Français croient que tous les hommes sont égaux, ce n'est pas peu pour un valet de cette nation de parler de son maître avec respect : il faut qu'il y soit en quelque sorte forcé par ses grandes qualités» (*É*, 43). Le marquis a beau avoir vu s'évanouir ses privilèges et sa fortune, sa «qualité» est sauve. Ces textes à l'intérieur desquels les protecteurs deviennent protégés ont l'avantage, pour un lectorat largement lésé par les événements contemporains, de représenter un monde où les bouleversements ne sont qu'apparents : l'inversion des rôles, loin d'être inquiétante, confirme la supériorité morale des privilégiés d'hier. La sollicitude qu'ils font naître, en témoignant de leurs mérites, permet de croire à une distinction naturelle qui triomphera de revers passagers.

Les soins donnés par Suzette à Mme de Senneterre n'ont donc pas pour seul avantage de sortir celle-ci de la misère (et ce, sans qu'elle ait besoin de déroger) tout en esquivant la menace d'une aide humiliante. Ils servent également – et cette fonction est plus importante encore – à rendre manifeste l'inaltérable valeur de la noble dame : plutôt que de la rabaisser, les bons offices qu'elle s'attire prouvent qu'elle est restée digne, malgré ses revers, de la plus haute estime. Aussi Suzette, devenue Mme Depréval, la traite-t-elle toujours avec la même déférence qu'autrefois. L'échange de portraits qui précède de quelques pages la conclusion du roman met en évidence le caractère particulièrement profitable, pour l'amour-propre de l'aristocrate, des dons qui circulent entre elle et la roturière. Lorsque Mme de Senneterre, peu avant le terme de ses aventures, part rejoindre son fils outre-Manche, Suzette lui fait cadeau d'une boîte

richement décorée ornée de son portrait, «non telle [qu'elle] venai[t] de la quitter, mais sous ses habits villageois, symbole de la pureté qu'elle avait conservée dans l'opulence» (DS, 131-132), signe, également, qu'entre elle et son ancienne bienfaitrice rien n'a fondamentalement changé. En retour, la paysanne d'antan reçoit le portrait de Mme de Senneterre. Peint avant son mariage, à l'époque révolue de sa fortune, ce présent est accompagné d'une lettre qui indique clairement de quelle façon la jeune femme doit en jouir : «Le temps et les chagrins ont altéré sa ressemblance», écrit Mme de Senneterre au sujet de l'image qu'elle offre à Suzette, «mais le temps, les malheurs ou l'opulence ne vous empêcheront pas de dire en [la] regardant : Toujours, toujours ma mère, comme je répéterai jusqu'à mon dernier soupir, en fixant [la] vôtre : Toujours, toujours Suzette» (DS, 135). Véritable incantation à l'usage d'une aristocratie déchue, ces mots que la narratrice souhaite répéter jusqu'à sa fin, «*Toujours, toujours Suzette*», sont précisément ceux sur lesquels s'achève son récit<sup>14</sup>. La foi de la noble femme en une identité qui serait, dès la naissance, à tout jamais figée sort intacte du grand chambardement qu'elle retrace. Au moment où elle quitte la France, son mince contre-don (une image défraîchie contre un objet de luxe) est ce qui, paradoxalement, lui permet d'affirmer que, malgré ses déboires, rien n'a changé dans la nature de ses rapports avec autrui.

On rencontre plusieurs dons de ce type, à la fois extrêmement modiques et extrêmement rassurants, dans le roman que publie Mme de Genlis l'année où paraît *La Dot de Suzette*. Dans *Les Petits Émigrés*, l'immuable *qualité* d'une noblesse devenue misérable est rendue manifeste par les modestes oboles et par les minuscules présents dont elle se montre encore capable. Comme dans le récit de Fiévée, les bienfaits des

<sup>14</sup> La dernière phrase du roman est la suivante : «Suzette, oubliant que nous lui devons le bonheur, se conduit comme si elle nous avait l'obligation de celui qu'elle éprouve, et, par toutes ses actions, nous force à répéter chaque jour avec un nouveau plaisir : *Toujours, toujours Suzette*» (DS, 154). C'est Fiévée qui souligne.

aristocrates ont l'avantage, outre de prouver leur grandeur d'âme, d'enlever tout caractère humiliant aux secours dont leur propre survie dépend et qui prennent l'aspect de primes au mérite. Dans les «Mémoires d'Eugène de Vilmore», récit inséré dans ce roman de Mme de Genlis, deux jeunes orphelins français, marchant au hasard et tout tremblant dans les rues de Francfort, entrent dans une église pour y prier Dieu de leur procurer un logis. À leur sortie, une pauvre femme leur demande l'aumône, ce qu'ils trouvent le moyen de faire malgré leur embarras : deux ou trois sous sont versés dans la main de la mendicante, joints à la promesse de revenir le lendemain. Quelques jours plus tard, quand un valeureux banquier s'avise de recueillir les deux émigrés, il prend soin de leur exposer «les seuls motifs» qui l'ont déterminé à cette bonne action : «sachez, leur dit-il, que ce fut votre charité à l'égard de la pauvre femme que vous rencontrâtes dans une église, qui me décida à vous prendre chez moi<sup>15</sup>». Plutôt que d'être l'expression d'une avilissante pitié, les soins reçus par les nobles orphelins ne sont ni plus ni moins qu'une juste récompense; les bienfaits qu'ils agréent mettent en relief ceux qu'ils répandent. Les deux enfants pourront vivre des bontés d'autrui sans avoir à en rougir. L'auteur de ces Mémoires raconte dans le même esprit comment sa jeune compagne, ayant entendu dire que les greniers de la France seraient bientôt vides, entreprit d'envoyer un sac de farine à son ancienne bonne, ce qui lui valut d'être adoptée par une richissime Allemande, touchée par de si généreuses intentions<sup>16</sup>. Un autre personnage du roman recourt à une logique identique pour se réjouir des faveurs qu'on daigne faire à l'un des ses compatriotes, un garçon nommé Gustave. Après avoir eu la bonté de recueillir dans son exil un malheureux abbé, qui lui apprit à écrire et à dessiner, Gustave

<sup>15</sup> Félicité de Genlis, *Les Petits Émigrés ou Correspondance de quelques enfants*, Paris et Berlin, Onfroy et Fr. de Lagarde, 1798, t. I, p. 211-212.

<sup>16</sup> *Ibid.*, t. I, p. 215 et ss.



se retrouve à son tour sans le sou; l'abbé se porte alors à sa rescousse en lui procurant une place honorable auprès d'un prince : «il doit vous être doux», commente son correspondant, «d'avoir de telles obligations au respectable abbé Dubourg; le ciel vous récompense de votre attachement pour lui, vous l'avez recueilli, vous avez profité de ses soins, et vous recevez aujourd'hui le prix de votre bon cœur [...]»<sup>17</sup> ». Insignes rétributions qui confirment le mérite du jeune émigré, le service rendu par le prêtre et, davantage encore, les «appointemens»<sup>18</sup> accordés par le prince peuvent être dignement acceptés. Mme de Genlis multiplie ce type de scènes, où la bienfaisance, loin d'accuser la déchéance de ceux qui l'inspirent, s'avère au contraire particulièrement flatteuse pour eux. Il en va de même dans *La Dot de Suzette* : la narratrice de Fiévée, au même titre que les petits épistoliers de Mme de Genlis, raconte une histoire à l'intérieur de laquelle chacun s'attire les bons offices d'autrui selon son dû. Quand les secours reçus par un personnage sont le signe de ses hautes vertus – quand ils sont, autrement dit, «le prix de [son] bon cœur» –, il lui est possible d'être pauvre sans rien perdre de sa fierté.

La menace qui plane sur les émigrés des romans de Sénac et de Charrière, celle d'être rabaissés par les dons qu'ils agréent, est donc écartée dans *La Dot de Suzette* dès l'instant où les secours prodigués à la noblesse sont présentés comme des preuves de sa valeur ou, plus précisément, dès qu'ils sont assimilés à de respectueux témoignages de gratitude. Au prix d'une triviale invraisemblance (l'heureux hasard qui, le jour où Mme de Senneterre ne peut plus survivre sans recevoir soit un salaire, soit des bienfaits la conduit chez son ancienne protégée), le roman de Fiévée neutralise le risque d'une charité humiliante. Ce risque, la narratrice le portait à l'attention des lecteurs quand, se

---

<sup>17</sup> *Ibid.*, t. II, p. 47.

<sup>18</sup> *Ibid.*, t. II, p. 45.

remémorant les préjudices qu'elle avait endurés au début de la Révolution, elle remarquait au sujet de ses anciens vassaux que «la pitié insultante des uns [la] révoltait plus que l'ingratitude des autres» (DS, 82). La suite de son récit prouve que ce n'était heureusement pas là les seuls accueils possibles que pouvaient rencontrer ses malheurs. Grâce aux douze cents livres jadis données pour marier Suzette, la «pitié insultante» et «l'ingratitude» sont en effet remplacés par leur exact contraire : une gratifiante reconnaissance.

C'est à ce titre que les dons de la roturière peuvent être dignement acceptés par l'aristocrate déchue. C'est également là, s'il faut en croire le préfacier, le sujet même du roman : «peindre la reconnaissance sans l'affaiblir, sans l'exagérer» (DS, 43), voilà le but que se serait fixé l'auteur en écrivant *La Dot de Suzette*. Or faire de la reconnaissance la matière d'un roman qui se déroule au cœur de la tourmente révolutionnaire est lourd de sens. La Révolution française, pour plusieurs de ses victimes, révéla l'horrible ingratitude des masses : ingratitude du peuple envers son souverain, des paysans envers leurs seigneurs, des domestiques envers leurs maîtres, de «l'humanité» envers les nombreux «philanthropes» qu'avait produits la fin de l'Ancien Régime... Les scènes sont légion, dans les romans de l'époque, qui mettent en relief les subites volte-face de gens qui, adulant la veille encore leurs bienveillants supérieurs, se mirent le lendemain à les traîner au supplice, à piller leurs châteaux et à brûler leurs terres. L'«Histoire du marquis de Saint Alban» en comporte une (celle de la triste fin réservée à la «sensible et généreuse» Mme de Granville), représentative de la tendance qu'ont les romanciers à mettre l'oubli des bienfaits au rang des plus cruels sévices subis

par leurs personnages<sup>19</sup>. Joseph Fiévée le fait aussi. Les quelques paragraphes consacrés par Mme de Senneterre à décrire les exactions dont elle fut victime insistent sur la peine que lui causèrent la majorité de ses anciens protégés :

Privée de fortune, dépouillée de toute splendeur, c'est alors que je connus l'humanité qui jusqu'à ce moment s'était embellie à mes yeux. [...] Les paysans que j'avais comblés de bienfaits, ne calculaient plus ce qu'ils pouvaient tirer de mes dépouilles; ils abattaient les bois, ils se partageaient des terrains qui, depuis des siècles appartenaient à la famille de M. de Senneterre, en cherchant à se persuader qu'ils étaient communaux. [...] leur ingratitude ajoutait à mes supplices (*DS*, 82).

L'attention accordée par ces récits au manque de reconnaissance dont le peuple se serait rendu coupable n'a rien d'étonnant. Dans l'économie des textes, elle présente un triple avantage. En plus de rappeler le mérite des anciens privilégiés (héros infortunés de ces romans), l'ingratitude à leur égard souligne le caractère inconcevable (car immérité) de leur chute et elle confère à leur douleur une indéniable dignité (on se plaint plus honorablement de ce genre d'injustice que d'une perte basement matérielle, celle d'un château par exemple). Quand on souhaite, comme Sénac et Fiévée, évoquer les spoliations révolutionnaires sans trop s'appesantir sur le sujet, faire de la Révolution un crime d'ingratitude s'avère donc particulièrement efficace : l'infidélité de ceux qui jouissaient hier des bontés de la noblesse suffit à dire la nature à la fois inexplicable, cruelle et immorale des événements dont elle pâtit. Même lorsqu'on ne l'attribue pas explicitement aux révolutionnaires, il est d'usage, dans les romans des dernières années du siècle, de dénoncer un vice qui explique si commodément le traumatisme vécu par

---

<sup>19</sup> L'histoire de cette femme est racontée par le héros, qui fut témoin de sa mort dans les premiers temps de la Révolution : «Mme de Granville», écrit-il, «sensible et généreuse, s'était fait jusque-là chérir de ses vassaux, et je ne pouvais croire qu'on cessât de respecter une femme qu'on avait vue tant de fois avec attendrissement, se rendre à pied dans les plus misérables chaumières, y porter des secours, et ce qui est encore plus touchant, des soins et des consolations. [...] Les espérances que j'avais conçues étaient bien peu fondées; il n'est pas de vertu que respecte le fanatisme [...]»; traînée dans un cachot, «elle y expira dans des convulsions affreuses excitées par la terreur» (*É*, 80-81).

l'aristocratie. Mme de Genlis, par exemple, se livre à une attaque en bonne et due forme de ce défaut de caractère dès l'ouverture de ses *Petits Émigrés* : «l'ingratitude», observe un premier épistolier, «est bien pire que l'ignorance»; c'est, renchérit un deuxième, «la plus noire des injustices» et «le dernier degré de la corruption<sup>20</sup>».

Alors qu'il est de bon goût, parmi les émigrés, de condamner l'oubli des bienfaits, la qualité inverse est pour sa part facilement associée à la cause monarchiste. De l'avis du comte de Saint Alban, la reconnaissance serait l'une des forces motrices de la Contre-révolution. C'est ce qu'il laisse entendre à son fils quand il lui écrit : «votre éducation, votre naissance, votre ambition et la reconnaissance vous ont rendu nécessairement partisan de l'Ancien Régime» (*É*, 358). Si la Révolution est un crime d'ingratitude, la Contre-révolution sera une lutte pour que subsiste la mémoire des largesses et des services rendus. Deux ans avant la publication de *L'Émigré*, Sénac de Meilhan disait autrement l'importance revêtue par la reconnaissance aux yeux des défenseurs de l'ordre ancien. Dans *Du gouvernement, des mœurs et des traditions en France avant la Révolution*, il voyait en elle beaucoup plus qu'un motif de résistance aux jacobins : un élément constitutif de l'identité nobiliaire. «[L]a noblesse», constatait-il, «n'est autre chose qu'une tradition, que le souvenir des services et des talents<sup>21</sup>.» Victimes de l'inconstance de leurs vassaux, les anciens seigneurs auraient assisté à bien pire qu'au saccage de leurs propriétés : en voyant ouvertement bafouer la mémoire des dons, ils auraient été contraints d'envisager la possibilité de leur propre disparition, non pas seulement en tant qu'individus, mais en tant qu'*état*, fondé sur la conscience partagée de sacrifices illustres, faits à un roi et à ses sujets. Conduite à l'échafaud par un

<sup>20</sup> Félicité de Genlis, *Les Petits Émigrés*, op. cit., t. I, p. 9, 15, 18.

<sup>21</sup> Gabriel Sénac de Meilhan, *Des principes et des causes de la Révolution en France*, suivi d'extraits de *Du gouvernement, des mœurs et des conditions en France avant la Révolution*, édition présentée et annotée par Michel Delon, Paris, Desjonquères, «XVIII<sup>e</sup> siècle», 1987, p. 92.

peuple ayant, dans sa fureur, oublié ses dettes à son égard, l'aristocratie aurait été doublement attaquée : en plus de s'en prendre à la vie de ses membres, on s'en serait pris à son identité même en méprisant «le souvenir des services» qui en était le socle. La réaction des nobles à la menace jacobine devait naturellement équivaloir, dans cette logique, à un combat mené pour que triomphe le sentiment de gratitude. Bref, la reconnaissance aurait fait cause commune avec l'Ancien Régime, tandis que l'ingratitude aurait été l'âme de la Révolution.

Dans un tel contexte discursif, écrire un roman avec pour dessein avoué d'y «peindre la reconnaissance» (*DS*, 43), c'est se lancer dans une entreprise propre à redonner confiance aux nostalgiques de l'ordre ancien. *L'Histoire de madame de Senneterre* avait en effet de quoi reconforter ceux qui pouvaient craindre que la mémoire des dons ait péri avec le roi. Non seulement, pour le dire avec Sénac, «le souvenir des services» n'est pas complètement mort, mais tout concourt à montrer que, dût ce souvenir régner partout en maître, tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. La gratitude y est une véritable panacée. *La Dot de Suzette*, lue sous cet angle, est l'histoire triomphante d'une valeur que les monarchistes avaient crue indissociable de leur cause. Joseph Fiévée ne peut que les raffermir dans leur opinion : en imaginant le destin d'une héritière bien née dont la survie passe par la reconnaissance de ses largesses d'antan, il traduit l'idée selon laquelle la mémoire des bienfaits est essentielle à la conservation de l'identité nobiliaire.

Cette idée, le roman l'exprime en fait de deux manières, dans la mesure où *L'Histoire de madame de Senneterre* célèbre une double victoire contre l'oubli des dons. À la gratitude de Suzette, qui permet à l'héroïne de survivre dignement à la Révolution, répond celle de la noble dame qui, reconnaissante de ce que l'ancienne paysanne n'ait

pas oublié ses bontés, honore à son tour ses dettes en écrivant l'histoire de sa vie. Or le simple fait de rédiger ses Mémoires – car c'est bien là, même si Fiévée n'utilise pas le mot, ce que le lecteur a sous les yeux – est en soi une façon d'affirmer que l'aristocratie n'est pas morte avec le roi. En prenant la plume pour témoigner des bonnes actions et des scélératesses de son siècle, Mme de Senneterre perpétue une tradition qui était celle de la haute société sous l'Ancien Régime. Fiévée eût-il contrevenu aux usages et fait signer son récit par Suzette (qui, éduquée par sa protectrice, sait lire et écrire tout aussi bien qu'elle), la noble dame dont les mésaventures sont contées n'aurait pas semblé s'être aussi bien tirée d'affaires : privée de parole au profit d'une paysanne enrichie, elle n'aurait gardé la tête haute pendant la Révolution que pour être au bout du compte déclassée par un choix narratif subordonnant son point de vue à celui d'une parvenue. L'auteur eût-il renoncé à la perspective d'un narrateur faisant retour sur sa vie et publié un roman épistolaire, constitué d'une série de lettres écrites au jour le jour, *La Dot de Suzette* n'aurait pas confirmé, à travers sa forme même, l'importance que revêt dans cette histoire la mémoire des bienfaits. Afin que «le souvenir des services» ou, pour le dire autrement, que le sentiment de reconnaissance apparaisse comme l'incontestable sauvegarde de l'identité nobiliaire, il fallait une *Histoire de madame de Senneterre racontée par elle-même*. Parce que le jeu des dons et des contre-dons imaginé par Fiévée est consigné dans les Mémoires d'une femme bien née, l'aristocratie sauve la face dans le «grand bal masqué<sup>22</sup>» auquel on l'a forcée à prendre part.

---

<sup>22</sup> «La Révolution [...] a fait du monde un grand bal masqué, où des princes paraissent sous des habits de paysans, et des valets sont habillés en empereurs [...]», observe le marquis de Saint Alban dans *L'Émigré* (É, 117).

## 2. La logique législative à l'épreuve du romanesque

*La Dot de Suzette*, autrement dit, est l'histoire d'un excellent investissement. L'assistance qui, prêtée après 1789 à Mme de Senneterre, la tire de la misère sans qu'elle ait à essuyer d'affront n'est autre chose que le fruit de ses largesses passées; les bienfaits qu'agrée la noble dame sont moins des faveurs que des profits, réalisés dans une entreprise charitable (la protection des pauvres et des orphelins) qui se révèle des plus lucratives. Il ne saurait y avoir, en effet, de dons plus rentables que ceux imaginés par Fiévée. Pour Mme de Senneterre d'abord, pour Suzette ensuite, les bonnes actions rapportent : toutes deux sont dédommagées des services qu'elles rendent, la première en recevant de quoi traverser indemne la Révolution, la deuxième en se voyant finalement accorder la main d'un beau et noble jeune homme. La bienfaisance représentée par l'auteur de *Suzette* est une activité éminemment utile. Elle est en même temps parfaitement équitable. Grâce au va-et-vient des dons entre les deux héroïnes, les comptes balancent de part et d'autre. Aussi le roman parvient-il, à l'intérieur de la petite communauté sensible réunie autour de la narratrice, à créer l'impression, sinon d'une pondération des pouvoirs, du moins d'une pondération des bienfaits. Tour à tour donataires et donatrices, Mme de Senneterre et Suzette se font un véritable devoir de se rendre la pareille. Distribués en fonction d'une méticuleuse appréciation du mérite de chacune, les bons offices, dans ce roman, semblent dictés par un strict souci de justice.

Équitables et rentables, les dons imaginés par Fiévée avaient tout pour susciter l'enthousiasme. Si le lectorat se faisait une conception de ce qu'était un «bon don», il y avait de fortes chances que ceux-là y répondent. L'*Histoire de madame de Senneterre* plut et pour cause : les bienfaits qui, dans ces pages, furent de toutes parts sont non

seulement une source inépuisable d'attendrissement, ils sont aussi, dirions-nous aujourd'hui, très politiquement corrects. Ils sont entièrement conformes, en tout cas, à l'idéal promu quelques années plus tôt par cet organe du nouveau pouvoir que fut le Comité de mendicité, chargé par l'Assemblée constituante de définir les bases d'un système de secours publics digne d'une France révolutionnée. En écrivant *La Dot de Suzette*, Joseph Fiévée donne à lire une bienfaisance qui paraît modelée sur les conclusions de ses membres. Afin de le mettre en évidence, il nous faudra rappeler succinctement les grandes lignes de leurs travaux.

Les sept volumineux rapports que produit le Comité de mendicité en 1790 et 1791 prétendent faire des secours publics une véritable «science<sup>23</sup>». Condamnant le caractère «partiel et arbitraire<sup>24</sup>» d'une bienfaisance fondée sur les sentiments d'âmes généreuses, leurs rédacteurs souhaitent remplacer la «charité indiscrete<sup>25</sup>» pratiquée sous l'Ancien Régime par un système de secours hautement rationalisé. Il s'agit, dirait-on, de prendre en compte l'enseignement de Saint-Preux, qui observait que «[n]'est pas toujours bienfaisant qui veut; et [que] souvent tel croit rendre de grands services, qui fait de grands maux qu'il ne voit pas, pour un petit bien qu'il aperçoit<sup>26</sup>». On mêlera donc la prudence aux ambitions pour s'assurer que les dons tournent «au plus grand avantage de la société<sup>27</sup>».

Deux grands principes orientent les réflexions du Comité.

---

<sup>23</sup> La bienfaisance publique, y lit-on, est «une science politique qui veut être soigneusement étudiée» (*Quatrième rapport du Comité de mendicité. Secours à donner à la classe indigente dans les différents âges et dans les différentes circonstances de la vie*, Paris, Imprimerie nationale, [s.d.], p. 5).

<sup>24</sup> *Premier rapport du Comité de mendicité. Exposé des principes généraux qui ont dirigé son travail*, par M. de la Rochefoucauld-Liancourt, Paris, Imprimerie nationale, 1790, p. 12.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>26</sup> Jean-Jacques Rousseau, *Julie ou la Nouvelle Héloïse*, édition établie par Michel Launay, Paris, Garnier-Flammarion, 1967, p. 403.

<sup>27</sup> *Premier rapport du Comité de mendicité, op. cit.*, p. 12.



Premier principe : il n'y a de bons dons que les dons utiles. Peu importent les intentions de celui qui secourt son prochain, seules comptent les conséquences du geste. Il faut que les dons profitent, tant à ceux qui donnent qu'à ceux qui reçoivent. L'État devra veiller à contrôler rigoureusement les effets des secours qu'il distribue en procédant à de sévères et rigoureux calculs. À l'opposé d'une définition de la bienfaisance qui serait fondée sur un principe de gratuité, le type d'assistance promu par les sept rapports présentés devant l'Assemblée nationale prend des allures de vaste opération financière. Leurs rédacteurs, loin d'encourager les âmes généreuses qui donneraient sans compter, soutiennent haut et fort que «l'économie est un des caractères les plus essentiels de la bienfaisance publique<sup>28</sup>». La prévoyance, la mesure, le calcul, une certaine forme de spéculation, même, sont des conditions essentielles à la mise en œuvre d'une saine bienfaisance. Les membres du Comité ne sont pas seuls à le penser. Pour le dire avec Guy Poitry, étudiant l'aumône chez Sade, il est communément admis, en ces dernières années du siècle, que «la charité exige plus qu'un cœur sensible<sup>29</sup>» : elle exige aussi une tête solide, dûment formée aux sciences comptables. Dupont de Nemours, par exemple, dans sa *Philosophie de l'univers*, encourage à capitaliser les dons. Il loue la formidable rentabilité du «commerce de bienfaits<sup>30</sup>» que Voltaire appelait, quelques décennies plus tôt, de ses vœux :

Chaque bonne action est une sorte de prêt fait au Genre humain; c'est une avance mise dans un commerce où toutes les expéditions ne profitent pas, mais où la plupart cependant amènent des retours plus ou moins

<sup>28</sup> *Quatrième rapport du Comité de mendicité, op. cit.*, p. 4.

<sup>29</sup> Guy Poitry, «Aumône et dédommagement chez Sade», dans Jacques Berchtold et Michel Porret (dir.), *Être riche au siècle de Voltaire*, Actes du Colloque de Genève (18-19 juin 1994), Genève, Droz, 1996, p. 395.

<sup>30</sup> Voltaire, article «Vertu», dans *Dictionnaire philosophique*, édition présentée et annotée par Alain Pons, Paris, Gallimard, «Folio classique», 1994, p. 507. L'expression sera reprise par les rédacteurs du *Quatrième rapport du Comité de mendicité, op. cit.*, p. 39.

avantageux; de sorte que personne ne les a constamment multipliées sans qu'elles lui produisissent en masse un grand bénéfice<sup>31</sup>.

On trouve la même comparaison entre bienfaisance et prêt dans le *Quatrième rapport du Comité de mendicité*, où il est dit que «les secours accordés à l'enfant abandonné au moment de sa naissance, ne doivent être considérés par la société que comme un prêt qu'elle lui fait pour en être un jour dédommée par le travail, & l'utilité qu'elle en attend<sup>32</sup>». Tant que les précautions nécessaires seront prises pour qu'elle ne soit pas faite à fonds perdu, la bienfaisance, autrement dit, sera un très bon investissement. Afin de pouvoir, quand sonnera l'heure des bilans, faire la balance des comptes, il suffit, à force de calculs, de ne rien laisser au hasard. C'est là, résumé à grands traits, le premier des grands principes posés par le Comité de mendicité. La bienfaisance, dirigée vers l'utilité générale, doit être rentable et, pour qu'elle le soit, elle doit être rationalisée.

Second principe (intimement lié au premier) : la bienfaisance «n'est pas l'effet d'une sensibilité irréfléchie, elle n'est pas même une vertu compatissante, elle est un devoir; elle est la justice<sup>33</sup>». Affirmant le droit des pauvres à être secourus, les membres du Comité refusent de fonder l'assistance publique sur un sentiment de commisération. Elle s'exercera ainsi sans compromettre la dignité des miséreux et elle pourra se soustraire aux critiques que serait susceptible de s'attirer une charité potentiellement orgueilleuse et dominatrice. La Rochefoucauld-Liancourt et ses collègues entendent

---

<sup>31</sup> Dupont de Nemours, *Philosophie de l'univers*, à Paris, chez Goujon fils, 3<sup>e</sup> éd., an VII (1799) [1793], p. 91. Cité par Robert Mauzi, *L'Idée du bonheur dans la littérature et la pensée françaises au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Genève, Slatkine reprints, 1979, p. 621 et par Catherine Duprat, «Pour l'amour de l'humanité». *Le Temps des philanthropes. La philanthropie parisienne des Lumières à la monarchie de Juillet*, préface de Maurice Agulhon, Paris, Éditions du C.T.H.S., 1993, p. XX. Notons que ce type de discours, particulièrement fréquent au tournant des Lumières, n'appartient pas en exclusivité à cette époque. Dans les premières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, Massillon comparait déjà l'aumône à une activité financière, affirmant qu'elle était «une usure sainte» (Jean-Baptiste Massillon, «Sermon pour le dimanche de la quatrième semaine de carême. Sur l'aumône» [1705], dans *Œuvres complètes*, éditées par l'abbé E.-A. Blampignon, Bar-le-Duc, L. Guérin & C<sup>ie</sup>, 1866, t. II, p. 131).

<sup>32</sup> *Quatrième rapport du Comité de mendicité*, op. cit., p. 64.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 4.

mettre donateurs et donataires sur un pied d'égalité et ils refusent en conséquent de prendre la pitié pour moteur légitime des secours publics. La bienfaisance ne doit pas être un marché de dupes, dont les nécessiteux feraient les frais. Adieu, donc, les bons sentiments autoritaires et «les douces impressions<sup>34</sup>» d'une dangereuse sensibilité. La bienfaisance publique ne sera pas dictée par le plaisir qu'on y prend, mais par un strict souci d'équité : «dans la distribution des secours», déclare en ce sens le premier rapport, «une nation ne doit opérer qu'un acte de justice<sup>35</sup>»; «la législation d'un empire», précise-t-il, «ne peut être fondée sur des sentimens ni même sur des vertus privées, elle doit l'être sur des principes généraux [et] immuables<sup>36</sup>». Voilà une définition de ce qu'est, pour les instances publiques, une charité bien ordonnée au lendemain de la prise de la Bastille : un acte de justice qui ne laisse rien au hasard, qui fait la part belle à l'intérêt et qui autorise tous les calculs.

*La Dot de Suzette* est (du moins à première vue) un bel exemple d'intégration par l'imaginaire romanesque des principes promus par le Comité de mendicité. Les héroïnes de Fiévée sont non seulement des parangons de générosité, elles sont aussi d'excellentes comptables dans une histoire où la bienfaisance s'avère un juste et propice investissement. Des rapports du comité révolutionnaire au récit du journaliste monarchiste, on retrouve le même modèle de dons équitables et lucratifs. Il y a pourtant un décalage important entre la logique des législateurs et celle du roman. Le discours tenu par le Comité, transposé au roman sensible, pose en fait un double problème de représentation.

---

<sup>34</sup> *Premier rapport du Comité de mendicité, op. cit.*, p. 8.

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 13.

D'une part, si la bienfaisance théorisée par les hommes rassemblés autour de La Rochefoucauld-Liancourt est une activité rentable, c'est dans la mesure où rien, dans le système de secours qu'ils imaginent, n'est abandonné au hasard. L'assistance publique sera bénéfique, disent les rapports, parce que ses effets, parfaitement prévisibles, seront savamment contrôlés. Or qu'est-ce qu'un roman (au XVIII<sup>e</sup> siècle) sans imprévus, sans coups de théâtre, sans revirements? Qu'est-ce qu'un roman, autrement dit, sans quelques heureuses (ou tristes) coïncidences? Quelque chose, certainement, de fort éloigné de ce que publie Joseph Fiévée en l'an VI. Il y a non seulement du hasard dans *La Dot de Suzette*, mais c'est grâce au hasard que la bienfaisance est profitable. Mme de Senneterre n'aurait jamais bénéficié de sa générosité à l'égard de l'orpheline si la providence ne l'avait conduite chez elle au plus sombre moment de ses mésaventures révolutionnaires. Suzette, à son tour, n'aurait pas pu être récompensée de son dévouement pour son ancienne protectrice si un lustre n'avait miraculeusement fendu la tête de son mari. Sans ces deux événements fortuits, absolument centraux dans l'histoire racontée par Mme de Senneterre, la bienfaisance n'aurait pas été l'activité rentable mise en valeur par le Comité de mendicité, qui prétendait la rendre telle, au contraire, grâce à une planification qui ne laisserait aucune place à l'accidentel<sup>37</sup>.

---

<sup>37</sup> L'année suivant la publication de *La Dot de Suzette*, Joseph Fiévée confiera au narrateur éponyme de *Frédéric* la tâche de dénoncer la prétention de ceux qui, tels les membres du Comité de mendicité, entendent tout contrôler. Apologiste des vies conduites à l'aveuglette, Frédéric rend hommage à la bonne fortune, au moment de relater comment son ami Florvel et lui parvinrent à se tirer d'une situation délicate : « Nous prîmes le parti d'abandonner beaucoup au hasard, qui l'emporte souvent sur les meilleures combinaisons : mais le bien qu'il fait, la vanité humaine s'en empare, et le met sur le compte de la prudence, de l'adresse et du génie; pour le mal, c'est toujours le hasard qui le cause. » Écrivant, comme Mme de Senneterre, l'histoire de sa vie, Frédéric, sous couvert de modestie (il n'a pas toujours le mérite, prévient-il, des choses agréables qui lui arrivent), met en évidence qu'il ne saurait y avoir de bon récit sans aventures, ni d'aventures sans aléas. (Joseph Fiévée, *Frédéric*, Paris, Plassan, an VII de la République [1799], t. II, p. 19-20.)

D'autre part, la bienfaisance, chez Fiévée, est sans doute un devoir<sup>38</sup>, mais, observe-t-il dans sa préface, «un devoir rempli est bien froid dans un roman» (*DS*, 44). Il lui faudra dès lors user de quelque stratagème afin de représenter des bonnes actions susceptibles d'éveiller l'intérêt des lecteurs. Fiévée écrit avoir eu recours, pour ce faire, à la ruse suivante : donner à lire une générosité qui a l'apparence d'un devoir scrupuleusement rempli, mais qui est, à la vérité, le moyen détourné d'exprimer une passion violente. Les services rendus par Suzette à son ancienne bienfaitrice, autrement dit, ne sont pas tant motivés par son sens du devoir que par son amour inavouable pour Adolphe. Suzette, écrit le romancier,

se dédommage de la contrainte d'une passion qu'il lui faut étouffer, en portant toute l'activité de son âme dans un sentiment qu'il lui est permis de témoigner. Les spectateurs trompés admirent la force de la reconnaissance; les spectateurs instruits (et c'est la position dans laquelle se trouve le lecteur) sourient de la bonne foi avec laquelle l'amour éclate, même en se déguisant (*DS*, 44).

Cela revient à dire qu'il faudrait être un peu naïf pour croire que l'équivalence des dons et des contre-dons découlerait, dans cette histoire, du sens du devoir qu'auraient les personnages. Leurs bons offices, malgré les apparences, ne sont pas des actes de justice, ce sont des actes d'amour camouflés.

En affirmant que Suzette, apparemment généreuse par devoir, ne l'est en vérité que par sentiment, l'auteur marque son appartenance à une certaine tradition : la bienfaisance, dans les romans du XVIII<sup>e</sup> siècle, est souvent un exutoire par où

---

<sup>38</sup> «La reconnaissance est-elle un sentiment ou un devoir?» se demande l'auteur dans sa préface, où les dons de Suzette sont envisagés comme d'honorables contre-dons. «Dans sa première explosion», répond-il, «la reconnaissance est un sentiment plus ou moins vif, à proportion de la nécessité plus ou moins pressante du bienfait; la première explosion passée, la reconnaissance s'affaiblit comme sentiment, et rentre alors dans la classe des devoirs» (*DS*, 43-44). Cette observation faite, Joseph Fiévée observe qu'un bon romancier «sentira le moment où [la reconnaissance] cesse d'être active, pour n'être plus qu'un devoir» (*DS*, 44). Or tout porte à croire que ce moment, dans *La Dot de Suzette*, coïncide avec la Révolution. Informé par la préface, le roman corrobore les dires du Comité de mendicité : dans une France révolutionnée, le sens du devoir remplace les bons sentiments.

s'épanchent les passions malheureuses. Jean Starobinski l'a mis en évidence en analysant les *Lettres écrites de Lausanne* de Mme de Charrière, parues à la veille de la Révolution : dans ce roman comme dans plusieurs autres, les activités charitables sont un dérivatif (particulièrement prisé par la vogue sensible) à la douleur que provoquent les amours contrariées. Cécile et Caliste, les héroïnes des *Lettres écrites de Lausanne*, toutes deux abandonnées par l'être aimé, cherchent à se consoler comme elles le peuvent, l'une en soignant tantôt un chien, tantôt un serviteur mourant abandonné par ses maîtres, l'autre en instruisant des orphelines. Les dons sur lesquels s'achève le roman sont d'évidentes compensations :

On ne s'étonnera pas, commente Jean Starobinski, que les dernières images qui nous soient offertes de Cécile déçue, et de Caliste ravagée de chagrin, soient de touchantes scènes de *bienfaisance*. La mode sensible l'exige assurément. Mais ici la bienfaisance prend toute sa valeur de sublimation. Ces jeunes femmes qui n'ont pu se donner dans l'amour, et qui ont attendu en vain l'extrême amour qu'elles méritaient, portent secours à ceux qui manquent de tout. Elles transmutent le manque dont elles souffrent en un simulacre de réparation des manques dont souffrent les déshérités : elles accomplissent le geste du don, dans le domaine apparemment innocent des misères humaines<sup>39</sup>.

Actes d'amour détournés, les bienfaits de Cécile et de Caliste sont des dons de soi déculpabilisés, libérés de la crainte du péché qui pouvait accompagner leurs désirs amoureux. Délaissées, les deux jeunes filles s'adonnent à une charité qui vise à remédier autant, sinon plus, à leurs propres privations qu'à celles des êtres auxquels elles se dévouent. Mme de Staël, dans *De l'influence des passions* (1796), développe ce que le roman de Mme de Charrière laissait entendre : « ombre des illusions de l'esprit et du

<sup>39</sup> Jean Starobinski, «Les *Lettres écrites de Lausanne* de Madame de Charrière : inhibition psychique et interdit social», dans *Roman et lumières au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions sociales, Centre d'études et de recherches marxistes, 1970, p. 149.

cœur<sup>40</sup>», la bienfaisance y est louée comme la meilleure consolation possible aux inévitables chagrins sentimentaux. *La Dot de Suzette* accrédite à son tour l'équivalence, posée par de nombreux textes au tournant des Lumières, entre la bienfaisance et la déception amoureuse. Succédanés des passions, les activités charitables apparaissent dans *l'Histoire de madame de Senneterre* au moment où celle-ci porte le deuil de son époux, une époque où «la douceur de quelques actions généreuses [occupaient seules] assez [s]on cœur pour le distraire momentanément de sa tristesse» (*DS*, 58). Sa bonne action envers Suzette lui permet de trouver en celle-ci un nouvel objet d'affection. Après un juste retour du balancier, les soins donnés par la paysanne enrichie à son ancienne protectrice servent également, nous l'avons dit, de soupape : contrainte à réprimer ses désirs pour Adolphe, Suzette «se dédommage» auprès de la mère du jeune homme (*DS*, 44). En observant que les contre-dons de la jeune femme ne sont autre chose qu'un amour qui s'exprime «en se déguisant» (*DS*, 44), l'auteur de *Suzette* rappelle que la bienfaisance romanesque, après comme avant la Révolution, trouve son ressort dans les passions.

Ce faisant, Joseph Fiévée attire l'attention sur le rôle joué par les apparences trompeuses dans son roman. À l'instar des entreprises philanthropiques de Théobald dans *Trois femmes*, les bonnes actions de Suzette reposent en partie sur un leurre. L'orpheline a beau être un modèle de gratitude, le lecteur est mis en garde contre la pureté des bons sentiments qu'elle déploie : afin que l'ancienne paysanne prenne le relais de la bienfaisance, il faut qu'elle se fasse illusion sur ses propres sentiments. Les soins qu'elle apporte à celle qui veilla autrefois sur elle doivent être l'expédient grâce

---

<sup>40</sup> Germaine de Staël, *De l'influence des passions sur le bonheur des individus et des nations*, suivi de *Réflexions sur le suicide*, préface de Chantal Thomas, Paris, Payot & Rivages, «Petite Bibliothèque», 2000, p. 229.

auquel s'exprime un amour inavouable, même à sa propre conscience. Dans le système de dons et de contre-dons que met en scène Fiévée, les apparences trompeuses sont indispensables, comme elles l'étaient à Mme de Charrière dans la seconde partie de *Trois femmes* et à Mme de Staël dans le dernier chapitre de *L'influence des passions*. Parce que la reconnaissance est un devoir et qu'un devoir rempli ne saurait longtemps maintenir l'attention du lecteur, il est nécessaire que la gratitude de Suzette ne soit que l'honnête travestissement d'un penchant on ne peut plus romanesque. La feinte, bien entendu, doit être innocente (inconsciente, dirions-nous aujourd'hui) afin de préserver la vertu de l'héroïne, mais elle ne revêt pas moins une importance cruciale : dans l'histoire qu'imagine Fiévée, l'illusion participe au succès de la bienfaisance.

Si un parallèle entre *La Dot de Suzette* et les rapports du Comité de mendicité nous a semblé valoir être fait, ce n'est pas tant parce que Fiévée représente une bienfaisance respectueuse des principes formulés dans ceux-ci que parce qu'il dit en même temps (et en sous-main) la profonde inadéquation de ces principes aux exigences de l'écriture romanesque. Équitables et rentables, les bienfaits qu'il représente ont beau être conformes à l'idéal prôné par les législateurs de l'époque, ils le sont en raison d'une logique en tout point contraire à la leur. Les dons de ses héroïnes s'avèrent profitables et justes, non pas parce qu'elles auraient appris à maîtriser les effets de leurs gestes et qu'elles auraient scrupuleusement rempli leurs devoirs, mais parce que le hasard et leurs penchants l'ont voulu ainsi. *La Dot de Suzette* détourne au profit du romanesque le discours du Comité de mendicité : un «bon don», dit Fiévée, est tel que l'imaginent les instigateurs des secours publics, mais ce n'est pas à force de rigoureux calculs qu'on y parvient, c'est à force de hasards propices, de sentiments exaltés et de douces illusions.



Une bienfaisance heureuse, autrement dit, n'est pas affaire de science (économique ou politique), mais de littérature<sup>41</sup>.

### 3. La bienfaisance, une dangereuse pratique?

Avec une préface qui invite le lecteur à considérer les bonnes actions comme ayant partie liée avec l'artifice, on peut s'attendre à ce que le roman de Fiévée se prête à plus d'une lecture. Aussi le rôle qu'y jouent les dons est-il plus équivoque qu'il y paraît au premier abord. S'il est possible de mettre en évidence (comme nous l'avons fait jusqu'ici) le caractère éminemment rassurant des largesses qui circulent entre les personnages, on peut également se demander si *La Dot de Suzette* n'accréditerait pas en sous-main l'hypothèse suivante : la philanthropie, loin d'être pour la noblesse une sauvegarde, serait au contraire l'ultime responsable des bouleversements sociopolitiques que connaît la France. Pareille lecture est autorisée par la manière dont se chevauchent

---

<sup>41</sup> Les cinq ou six années qui séparent les activités du Comité de mendicité de la rédaction de *Suzette* favorisèrent sans doute la distance critique de Fiévée par rapport au discours des législateurs. Au cours de cet intervalle, la Convention vota un certain nombre de décrets qui firent passer dans la loi l'essentiel des recommandations du Comité. Malgré cela, les solutions à la pauvreté prônées par ses membres n'eurent pas, remarque Robert Castel, «le moindre degré d'application», leur seul effet ayant été, poursuit-il, d'accroître la misère et le désordre en détruisant l'ancien système de secours aux indigents. Alan Forrest, à peine moins sévère, juge que les résultats furent «décevants» jusqu'en l'an II (du moins en ce qui concerne la politique hospitalière, sur laquelle il se concentre), puis que l'idéal révolutionnaire s'écroula sous les Thermidoriens et le Directoire; Jacques Dupâquier conclut pour sa part à la «faillite» de la politique sociale imaginée par les Conventionnels, un fiasco mis en évidence par les conséquences désastreuses de la nationalisation des institutions de bienfaisance. Pour avoir eu des effets aussi pernicieux, les raisonnements du Comité de mendicité se prêtaient particulièrement bien aux appréciations telles celle qui transparaît dans le récit de Fiévée : les principes sont honorables, semble-t-il dire, mais la logique vaut d'être repensée. (Voir Robert Castel, «Droit au secours et/ou libre accès au travail, les travaux du Comité pour l'extinction de la mendicité de l'Assemblée constituante», dans Irène Théry et Christian Biet [dir.], *La Famille, la loi, l'État de la Révolution au Code civil*, Paris, Éditions du Centre Georges-Pompidou et Imprimerie nationale, 1989, p. 480-490 [citation p. 485], Alan Forrest, *La Révolution française et les pauvres*, traduit de l'anglais par Marie-Alix Revellat, Paris, Perrin, 1986, p. 91 et ss ainsi que Jacques Dupâquier, «Révolution et protection sociale», dans Irène Théry et Christian Biet [dir.], *La Famille, la loi, l'État de la Révolution au Code civil, op. cit.*, p. 461-479 [en particulier p. 474-476]. Sur la déconfiture du système de bienfaisance publique après Thermidor, on consultera également Colin Jones, *Charity and Bienfaisance : the Treatment of the Poor in the Montpellier Region, 1740-1815*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982, p. 183 et ss.)

les deux volets de l'histoire racontée par Mme de Senneterre, le premier centré sur la prise en charge de Suzette, le second débutant quand éclate la double crise politique de France et de Saint-Domingue : avant même que la Révolution ne les ait pris pour cible, les représentants de la noblesse ont déjà commencé dans ce roman à essuyer des pertes, attribuables aux actions charitables de la narratrice. Nous verrons que la manière dont sont introduits dans cette histoire les thèmes de l'émigration, du nivellement des rangs et de la destruction des fortunes (ou de leur aliénation) invite à émettre des réserves sur la fonction rassurante qu'y joueraient les bons offices. En dépit de ce que nous avons pu observer jusqu'ici, *La Dot de Suzette* n'est pas exempte de l'idée selon laquelle la bienfaisance est une dangereuse pratique.

L'impression d'une philanthropie qui aurait mis en péril l'Ancien Régime est créée à partir du moment où émigre Adolphe, le fils de Mme de Senneterre. Son exil, que les lois révolutionnaires rendent irrévocable, est suscité par la nécessité de réprimer sa passion pour la protégée de sa mère. Son expatriation finale dans la campagne anglaise est l'aboutissement d'un éloignement progressif qui prend sa source dans l'hospitalité de la narratrice envers une belle orpheline. Quand le jeune homme déclare partir «loin de la France défendre les armes à la main des préjugés qui [l]'ont rendu le plus infortuné des hommes» (*DS*, 78), sa sortie (au double sens de départ et d'algarade) succède sans surprise à sa fugue nocturne hors du château familial, elle-même annoncée par une attitude évasive : «Vous me fuyez, mon fils» (*DS*, 69), déplorait la mère du malheureux garçon. D'ailleurs, elle ne s'y trompe guère : s'il prend finalement le chemin de l'étranger, ce n'est pas sa fidélité au roi qui l'y conduit, c'est sa passion qui l'égare. Dans ce roman où les scellés sont apposés chez les nobles et où ceux-ci sont jetés en prison, la fuite, contrairement à ce qu'on aurait pu prévoir, résulte moins des désordres

politiques que des désordres amoureux. À l'instar de Saint-Preux quittant le Valais, puis l'Europe, parce que Julie lui est refusée, Adolphe s'éloigne de France parce qu'une question de rang lui interdit d'épouser l'élue de son cœur<sup>42</sup>. Le thème rousseauiste résonne toutefois différemment dans *La Dot de Suzette* : quand un personnage a vingt ans en 1789, le voyage en terre étrangère qu'il s'impose ne peut pas être qu'une aventure sentimentale. Proscrit peu après son départ, l'aristocrate ne plie pas moins bagages sans autre raison que d'avoir vu ses amours contrariées. Quand plus tard son imprudente et généreuse mère suit le pas, c'est également par l'effet (heureux, cette fois) de ses bontés passées, la reconnaissante Suzette lui procurant les moyens d'aller rejoindre son fils outre-Manche. En faisant d'un bienfait la cause première de deux exils, Joseph Fiévée amène à penser l'émigration (et à travers elle la Révolution) comme la conséquence d'un périlleux esprit de sacrifice.

La bienfaisance est également ce qui, dans l'*Histoire de madame de Senneterre*, soulève la question des «préjugés» aristocratiques ou, pour substituer à l'expression d'Adolphe les mots tout aussi convenus de sa mère, la question de «l'honneur» et des «devoirs» attachés à leur état (*DS*, 68, 69). La remise en cause de la hiérarchie d'Ancien Régime est indissociable de l'intrigue sentimentale née de la bienveillance de la châtelaine à l'égard des pauvres habitants de ses terres. Si en effet Adolphe aime Suzette, ce n'est pas uniquement, comme il le prétend, parce qu'elle «a tout reçu de la nature» (*DS*, 68); c'est aussi, lui rappelle sa mère, parce qu'«élevée par [s]es soins, défendue par [s]a protection», Suzette vertueuse est devenue «respectable pour [lui]»

<sup>42</sup> Dans un article consacré aux réminiscences rousseauistes dans les romans d'émigration, István Cseppentő observe la même substitution, dans un contexte révolutionnaire, du traditionnel refus parental à l'impératif politique comme motif d'exil, cette fois à l'intérieur d'un roman allemand, *Clara du Plessis und Clairant* d'August H. J. Lafontaine, dont la traduction française paraît en 1796. Voir István Cseppentő, «Sur les traces de Rousseau : l'expérience de l'exil et la figure du solitaire dans les romans d'émigration», *Études Jean-Jacques Rousseau*, 12, 2000-2001, p. 131-149.

(*DS*, 66-67). Conséquence de la générosité maternelle, la passion d'Adolphe fait planer la menace d'un nivellement des rangs bien avant qu'adviennent les exactions révolutionnaires et que l'opulence des Senneterre soit réduite à néant. Le mariage des deux jeunes gens, à travers lequel est finalement réalisée l'égalité des conditions, est lui-même davantage produit par la gratitude de Suzette que par le nouvel ordre sociopolitique. Gérard Gengembre et Jean Goldzink l'ont mis en évidence : quand s'achève le roman de Fiévée, «[l]a passion de reconnaissance, en ses métamorphoses, a opéré par le cœur [...] ce que la Révolution a cru devoir accomplir par la violence et l'injustice<sup>43</sup> ». L'influence des événements contemporains n'est certes pas écartée («Voyez, madame, combien la noblesse perd chaque jour de sa considération», lance Adolphe à sa mère quand elle lui reproche sa passion – *DS*, 68), mais elle n'est pas au premier chef ce qui décide de l'union d'un noble et d'une roturière. Le roman de Joseph Fiévée soustrait à la crise politique l'entière responsabilité d'un mariage qui transgresse les hiérarchies. La façon dont sont amenées tant la perte d'un rang (par une mésalliance) que la perte d'un fils (par son émigration) invite à percevoir les privations subies par la noblesse après 1789 comme un avatar de ses libéralités.

La manière dont se constitue la fortune des Chenu-Depréal s'offre à la même interprétation. L'opulence au sein de laquelle Mme de Senneterre retrouve son ancienne protégée a beau impressionner, le lecteur se l'explique sans peine : ses diamants, ses laquais, ses toilettes somptueuses, son riche mobilier, Suzette Depréal les doit à ses talents de gestionnaire, à l'ambition de son mari et aux possibilités d'enrichissement offertes par le grand branle-bas révolutionnaire. Pareille ascension n'aurait toutefois pas

---

<sup>43</sup> Gérard Gengembre et Jean Goldzink, «*La Dot de Suzette*, ou le roman discret de l'émigration», *loc. cit.*, p. 174.

été possible sans le capital initialement investi par Mme de Senneterre. C'est ce que soutient la jeune femme, qui déclare à la châtelaine d'antan : «la fortune de Suzette n'est que le produit de sa dot; elle vous appartient tout entière» (*DS*, 124). Cette assertion a ceci de remarquable qu'elle fait entièrement fi de la conjoncture grâce à laquelle les douze cents livres de la dot purent fructifier. *Exeunt* les bouleversements sociopolitiques et les conditions économiques opportunes qu'ils créèrent : les paroles de Suzette ignorent l'incidence des événements contemporains sur sa fortune. Sa prospérité n'est, s'il faut l'en croire, que l'heureux dénouement d'un don. La bienfaisance, une fois de plus, explique les mutations sociales survenues au fil du roman.

Il suffirait de peu pour conclure que la ruine de Mme de Senneterre doit elle aussi être envisagée dans le sillage de son esprit d'abnégation et de ses bons offices. Il s'agirait pour cela de percevoir la chute des Senneterre et l'ascension des Chenu-Depréval comme un immense transfert de richesses, qui prendrait des airs de véritable potlatch : la fortune de Suzette serait, davantage que le «produit de sa dot» (*DS*, 124), le résultat d'un sacrifice extrême fait par sa protectrice, une sorte de gratification démesurée à laquelle seule une reconnaissance à son tour exorbitante (telle celle qu'elle lui exprime en effet) pouvait convenablement répondre. Afin de se représenter comment la noble dame s'est trouvée un jour sans plus le sou, on pourrait s'imaginer (s'il fallait oublier qu'elle a été dépouillée de tous ses biens) que ses largesses ont soudainement pris des proportions exponentielles, au point de devenir proprement oblatives.

*La Dot de Suzette* tend à oblitérer l'influence pourtant déterminante de l'actualité sur le destin des personnages. L'enrichissement du parvenu qu'est M. Depréval (de même que, dans une moindre mesure, la dissolution de la fortune Senneterre) n'apparaît pas seulement comme le fruit d'une conjoncture économique particulière, mais aussi (et

surtout) comme la conséquence d'un don. L'émigration d'un jeune Français n'a pour motif ni la défense du roi ni les persécutions subies par la noblesse; elle est plutôt l'unique façon de réprimer une passion née des secours prêtés à une belle orpheline. L'égalité des conditions, illustrée par l'union d'un aristocrate et d'une roturière, ne résulte pas de l'abolition des ordres, mais d'une reconnaissance sans bornes pour un bienfait passé. La générosité d'une noble héritière est ce à partir de quoi Joseph Fiévée invite à lire la triple perte, particulièrement significative dans le contexte de 1789, d'un patrimoine, d'un fils et d'un rang. Les violences révolutionnaires ne sont certes pas niées, pas plus que n'est réduite à néant l'incidence des événements politiques sur le sort des protagonistes, mais elles sont en quelque sorte mises entre parenthèses grâce à un récit qui confère à la bienfaisance le premier rôle. La Révolution (ramenée aux trois expériences, traumatiques pour la noblesse, de l'appauvrissement, de l'émigration et du nivellement social) apparaît dans cette perspective comme le contrecoup incontrôlable d'un dévouement malavisé.

Rendre les pratiques philanthropiques responsables de la mise à sac de l'Ancien Régime n'est pas en 1798 une idée neuve. Trois ans plus tôt, dans *La Philosophie dans le boudoir*, Sade l'avait donnée à Mme de Saint-Ange. Portant à leur conclusion logique les théories de Dolmancé sur la fausse vertu qui consiste à secourir ses semblables (un «vice de l'orgueil» et une action qui est loin d'avoir «d'aussi bons effets qu'on se l' imagine<sup>44</sup>»), la libertine déclarait à sa pupille : «Il n'y a rien de plus ridicule, et en même temps de plus dangereux, Eugénie, que toutes ces associations [philanthropiques]; c'est à elles, aux écoles gratuites et aux maisons de charité, que nous devons le

<sup>44</sup> Sade, *La Philosophie dans le boudoir*, dans *Œuvres*, édition établie par Michel Delon, avec la collaboration de Jean Deprun, Paris, Gallimard, «Bibliothèque de la Pléiade», 1998, t. III, p. 32.

bouleversement horrible dans lequel nous voici maintenant<sup>45</sup>.» Déterminée à user de tous les arguments possibles pour soustraire la jeune fille à la redoutable tentation de l'aumône, Mme de Saint-Ange n'hésitait pas à voir dans l'engouement de son époque pour les bonnes actions le principal ressort de la Révolution. Eugénie était vite convaincue : la bienfaisance est «la plus grande de toutes les duperies<sup>46</sup>».

Quand on n'établit pas, comme le font les personnages de Sade, un lien causal entre l'assistance des pauvres et le «bouleversement horrible» des dernières années du siècle, on met parfois en garde contre les effets pervers que peuvent avoir les actions généreuses envers le peuple. Julie et M. de Wolmar, dans *La Nouvelle Héloïse*, invitent à la prudence en pratiquant eux-mêmes une charité bien ordonnée, soucieuse de maîtriser ses effets. Conscients des pièges dans lesquels risquent de tomber des bienfaiteurs imprévoyants, ils prennent soin de «ne laisse[r] jamais dégénérer en coutume et en abus les institutions de faveur et de grâces<sup>47</sup>». Pour éviter, quand on se dévoue aux autres, de causer plus de mal que de bien, le respect d'un certain nombre de règles est à prescrire, scrupuleusement appliquées par Julie, comme celle «de ne point favoriser les changements de condition, mais de contribuer à rendre heureux chacun dans la sienne<sup>48</sup>». Mme de Senneterre affiche le même esprit précautionneux que l'héroïne de Rousseau. Elle fait sienne la «grande maxime de Mme de Wolmar<sup>49</sup>», qui est de veiller, quand on a des bontés pour les paysans de sa terre, à ne jamais «faire sortir aucun de ces hommes de leur état» (*DS*, 61)<sup>50</sup>. La circonspection avec laquelle Mme de Senneterre

---

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 33.

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 32.

<sup>47</sup> Jean-Jacques Rousseau, *Julie ou la Nouvelle Héloïse*, *op. cit.*, p. 331.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 405.

<sup>49</sup> *Ibid.*

<sup>50</sup> L'emprunt à *La Nouvelle Héloïse* est évident, le langage employé étant à peu près le même : «on s'attache ici, écrit Saint-Preux de Clarens, à contribuer autant qu'on peut à rendre aux paysans leur

répand ses bienfaits a cependant ceci de foncièrement différent de celle préconisée dans *La Nouvelle Héloïse* qu'elle se révèle parfaitement vaine. Rien ne sert, semble dire Fiévée, de chercher à calculer minutieusement les effets de ses dons : la modération des généreux seigneurs n'empêchera pas les paysans d'envoyer leurs enfants à la ville<sup>51</sup>, d'y prendre la Bastille et de voter la mort du roi. S'il y a du Rousseau dans *La Dot de Suzette*, il y a donc aussi un peu de Sade, qui mettait la bienfaisance au nombre des «vertus qui ne font que des ingrats<sup>52</sup>». À l'exception (notable) de Suzette, les protégés de Mme de Senneterre ont tôt fait de se retourner contre elle : «Les paysans que j'avais comblés de bienfaits», se souvient la généreuse dame, «ne calculaient plus que ce qu'ils pouvaient tirer de mes dépouilles» (DS, 82). On a beau s'être flatté, comme elle l'a fait, de savoir «borner [s]es bienfaits<sup>53</sup>» (DS, 76), la Révolution n'a pas moins succédé au règne des châtelains philanthropes.

Joseph Fiévée, contrairement à Sade, ne formule pas explicitement l'hypothèse d'une bienfaisance qui serait pernicieuse au point d'avoir entraîné la chute de l'Ancien Régime. Son roman fait l'économie des théories avancées trois ans plus tôt par les personnages du sulfureux marquis, lesquels entendaient prouver que la mode des

---

condition douce, sans jamais leur aider à en sortir» (*ibid.*, p. 404). Au sujet des douze cents livres versées pour la dot de sa protégée, Mme de Senneterre écrit dans le même esprit : «J'aurais pu faire sans doute davantage pour Suzette; mais [je fus] fidèle à mon principe de ne pas sortir de leur état ceux qui risquent leur bonheur en le quittant [...]» (DS, 76).

<sup>51</sup> À cet égard encore, les obsessions de Mme de Senneterre reflètent celles des maîtres de Clarens : l'héroïne de Fiévée «[se] refusai[t] toujours aux désirs de ceux qui [lui] témoignaient l'envie de placer leurs enfants à la ville» (DS, 61-62), à l'instar de M. et Mme de Wolmar, désireux de combattre chez les habitants de leurs terres «la fureur d'envoyer leurs enfants dans les villes» (Jean-Jacques Rousseau, *Julie ou la Nouvelle Héloïse*, *op. cit.*, p. 404).

<sup>52</sup> Sade, *La Philosophie dans le boudoir*, *op. cit.*, p. 33.

<sup>53</sup> Ce langage est également celui des membres du Comité de mendicité, dont le *Troisième rapport* affirme l'importance de «cont[enir] les demandes [des indigents] dans leurs justes bornes» et stipule que «l'assistance accordée par l'état doit se borner aux vrais besoins» (*Troisième rapport du Comité de mendicité. Bases constitutionnelles du Système général de la Législation & de l'administration de Secours*, Paris, Imprimerie nationale, 1791, p. 32, 29 – nous soulignons).



institutions philanthropiques devait nécessairement mener au pire<sup>54</sup>. *La Dot de Suzette* ne fait rien d'autre (mais cela n'est pas moins digne d'attention) que donner la parole à une femme qui, pour expliquer les revers qu'elle subit après 1789, doit raconter l'histoire d'une action charitable faite sous l'Ancien Régime : la narratrice de Fiévée ne peut rendre compte du drame révolutionnaire sans le rattacher aux soins qu'elle prodigua jadis à une orpheline. Si elle n'accuse pas ses largesses passées d'avoir causé sa ruine, elle leur attribue néanmoins un rôle capital dans la genèse d'une triple perte (d'un patrimoine, d'un fils et d'un rang). En pensant le renversement des fortunes, l'émigration et l'égalité des conditions à partir d'un don, le roman de Fiévée rend l'idée, partagée par certains de ses contemporains, qu'être bienfaisant comporte des risques.

#### 4. Qui perd gagne

De l'importance accordée à une action charitable dans l'histoire d'une triple perte, il serait abusif de conclure à une condamnation de la philanthropie dans *La Dot de Suzette*. La générosité de Mme de Senneterre a beau être à l'origine de ses mésaventures, la bienfaisance n'en est pas moins, dans son récit, foncièrement *réparatrice*.

Elle l'est dès les premières pages du roman : envoyée dans un couvent parisien pour y recevoir une éducation qui soit à la hauteur de sa fortune, la jeune héritière de Saint-Domingue qu'est Mme de Senneterre trouve en la personne de sœur Sainte-Ursule une protectrice qui parvient à lui rendre tolérable la privation de sa liberté en plus de remédier aux défauts de son caractère et de son éducation. Mère supplétive – la narratrice a, selon la formule consacrée, «coûté la vie à [s]a mère» (*DS*, 47) en naissant,

<sup>54</sup> La bienfaisance, explique Dolmancé, «accoutume le pauvre à des secours qui détériorent son énergie, il ne travaille plus quand il s'attend à vos charités, et devient, dès qu'elles lui manquent, un voleur ou un assassin» (Sade, *La Philosophie dans le boudoir*, op. cit., p. 33).

avant qu'on ne la sépare de sa mère patrie dix ans plus tard –, la bonne sœur permet que soit livré d'entrée de jeu le ton du roman : «jamais je n'oublierai, écrit Mme de Senneterre, la reconnaissance que je dois à la sœur Sainte-Ursule. J'ai perdu tout ce que la fortune m'avait donné; je conserverai toute ma vie le fruit des leçons de cette femme respectable» (*DS*, 47-48). Une vingtaine d'années plus tard, c'est vers la secourable religieuse que se tournera encore l'héroïne à la mort de son mari : grâce à sa sollicitude, elle retrouvera «le courage de vivre et de s'occuper [des] intérêts [de son fils]» (*DS*, 58). Mme de Senneterre découvre alors que les services rendus, tout autant que les services reçus, sont salvateurs, elle dont les jours s'écoulent «entre [s]es devoirs, [s]es souvenirs, et la douceur de quelques actions généreuses, qui seules occupaient assez [s]on cœur pour le distraire momentanément de sa tristesse» (*DS*, 59). La bienfaisance est, comme souvent à cette époque, une expérience compensatoire qui console d'une perte affective. Aussi, quand les lois auront élevé «une barrière éternelle» entre son fils et elle (*DS*, 79), c'est auprès de son ancienne protégée que Mme de Senneterre trouvera du réconfort. Si d'ailleurs sa générosité est à l'origine du départ d'Adolphe, c'est par ses effets que le jeune homme sera retrouvé : sans les efforts de la reconnaissante Suzette, mère et fils aurait pu rester à jamais séparés.

Réparatrice, la bienfaisance l'est également d'une autre façon : grâce à elle, Joseph Fiévée rend compte de la Révolution sans renvoyer pour autant aux anciens privilégiés l'image de leur défaite. En expliquant à la lumière d'une action charitable les bouleversements dont elle fut témoin à partir de 1789 (revers de fortune, émigration, nivellement des rangs), la narratrice ne traduit pas seulement l'idée d'un danger associé aux services rendus : elle induit le lecteur à juger de sa dépossession à l'aune de son esprit de sacrifice. Elle atténue la violence de la proscription et de la disgrâce en

conférant à sa chute l'allure d'un geste d'abnégation. Dans la mesure où la Révolution fut, pour une grande partie de la classe dominante, une expérience de la privation, la solution trouvée par Fiévée au problème que pose la mise en récit d'une telle dégringolade consiste en partie à la rapprocher de cette autre forme de perte qu'est le don. Inscrire les privations de la noblesse à l'intérieur d'un cadre où la bienfaisance – et à travers elle l'abandon (de ses biens, de son temps) – est la valeur par excellence, à l'aune de laquelle tout peut être jugé; donner au dépouillement l'apparence de la dépense, de la libéralité aristocratique; brouiller les frontières entre la confiscation et le renoncement volontaire; ramener toute spoliation à la vertu du détachement, du sacrifice : voilà ce qui contribue à rendre tolérable la déchéance.

Pour les écrivains souhaitant témoigner de la grande débâcle que fut la Révolution (telle du moins qu'elle fut vécue par une large partie de la noblesse), la bienfaisance est davantage qu'une vertu dont les lecteurs aiment à voir dotés leurs héros préférés : elle est ce grâce à quoi il est permis de croire qu'une perte puisse être transformée en gain. Donner, écrivait Georges Bataille, «[c']est perdre évidemment, mais la perte apparemment rapporte à celui qui la fait»; dans ce geste, l'homme trouve la possibilité de «saisir ce qui lui échappe<sup>55</sup>». Avec la Révolution – qui, à cause de sa violence, fut incompréhensible à un grand nombre de ses victimes, en plus de faire en sorte que le pouvoir et les richesses leur glissent entre les doigts –, il devint crucial pour plusieurs romanciers de transmuier, ainsi que fait le don, le *moins* en *plus*. Les récits des dernières années du siècle multiplient les déclarations qui soulignent les bénéfices de l'infortune : les défaites politiques deviennent des victoires morales; les biens dont on a

---

<sup>55</sup> Georges Bataille, *La Part maudite*, précédé de *La Notion de dépense*, introduction de Jean Piel, Paris, Minuit, «Critique», 1967, p. 108, 107.

été spolié ne sont rien en comparaison des qualités que le malheur nous a fait acquérir; le peu qu'on nous a laissé, on a si bien appris à l'apprécier qu'on est tenté de se croire mieux nanti qu'autrefois. Le président de Longueil, dans *L'Émigré*, est au nombre de ceux qui font de leurs déboires un jeu de qui perd gagne : «Songez donc», écrit-il au marquis de Saint Alban, «que je suis plus riche que je ne l'ai jamais été, quoique j'aie perdu trente fois la valeur de ce qui me reste : on n'est riche que de ce dont on jouit» (*É*, 113). Dans *Les Petits Émigrés* de Mme de Genlis, la comtesse de Lurcé a trouvé dans l'exil et dans une relative pauvreté «le suprême bonheur<sup>56</sup>». Songeant au luxe au sein duquel elle vivait autrefois, elle s'exclame, plus que consolée : «quel bonheur d'être affranchie de tout cela! Qu'est-ce que vivre dans le monde avec une grande fortune? c'est passer sa vie à sacrifier ses penchans, sa raison, sa santé et son temps, à la mode, à l'étiquette et aux préjugés les plus frivoles<sup>57</sup>.» Forcée par l'indigence de travailler pour vivre, cette comtesse devenue concierge entend détromper ceux qui voudraient la plaindre ou la mépriser : contrairement à ce qu'on pourrait croire, la noblesse n'est pas victime d'une situation aliénante depuis qu'on l'a chassée de ses terres et qu'a été votée la mort du roi; elle l'était avant. La dame conclut en repoussant loin d'elle l'idée de «lutter» contre l'adversité, jugeant plus à propos de «l'embrasse[r]» «avec joie» : «je sens, écrit-elle, que je lui dois beaucoup plus qu'elle n'a pu m'ôter<sup>58</sup>».

Afin de se convaincre qu'il est rentable de perdre, ces personnages tiennent des discours à l'intérieur desquels le don joue un rôle important. Quand le président de Longueil affirme être plus riche que jamais, il souhaite faire accepter à son correspondant des secours que son amitié lui a ménagés. Si sa fortune, contre toute

<sup>56</sup> Félicité de Genlis, *Les Petits Émigrés*, op. cit., t. II, p. 56.

<sup>57</sup> *Ibid.*, t. II, p. 57.

<sup>58</sup> *Ibid.*, t. II, p. 65.

logique, s'est accrue en diminuant, c'est (comme est censé l'entendre le marquis) parce que les occasions se sont multipliées pour lui de faire le seul usage de son avoir qui permette de l'apprécier : le mettre à la disposition d'autrui. La comtesse de Lurcé n'estime pas différemment la valeur de l'argent : tous les trésors qu'elle possédait jadis, elle «ne pourroit [plus] [les] employer [...] qu'en les donnant<sup>59</sup>». On ne jouit que de ce qu'on donne – et «on n'est riche que de ce dont on jouit» (*É*, 113). À partir du moment où il n'y a, comme le pensent ces personnages, de vraies richesses que celles auxquelles on renonce (pour les dépenser en bonnes œuvres), il leur est possible de se croire à la fois dépouillés et heureux (autrement dit, de faire nécessité vertu). La bienfaisance n'a pas même besoin pour cela d'être exercée : il suffit au président et à la comtesse de simplement priser le détachement qu'elle implique pour pouvoir dédaigner l'opulence et garder la tête haute malgré les préjudices subis. Quand par surcroît on a conservé, comme c'est le cas du président, quelques lambeaux de fortune, la Révolution se métamorphose en une entreprise des plus rentables : les innombrables victimes du nouveau régime sont autant d'occasions offertes aux âmes généreuses de tirer profit de leur grand cœur. La noble concierge imaginée par Mme de Genlis pousse la logique paradoxale du qui perd gagne jusqu'à soutenir que moins on possède, plus on est apte à se répandre en largesses. Les seuls dons louables, prétend-elle, sont ceux des hommes et des femmes qui, vivant sans faste, mettent la pureté de leurs bonnes intentions à l'abri de tout soupçon :

on n'envie les richesses que pour satisfaire sa vanité, et non pour en faire un digne usage. Je dirai même que dans la médiocrité on est bienfaisant avec un plaisir plus pur, parce qu'on l'est avec plus de mérite et de discernement. Des dons éclatans sont communément attribués à l'ostentation, et la vanité qui corrompt tout, s'y mêle toujours un peu. Il

---

<sup>59</sup> *Ibid.*, t. II, p. 58.

est beau de fonder des hôpitaux; il est plus doux d'aller au fond d'une solitude porter du pain dans des chaumières<sup>60</sup>.

La pauvreté (ou, à tout le moins, un certain dénuement) augmente la valeur des dons. Et puisque toute véritable fortune se compte en bienfaits prodigués, il faut en déduire que plus on est pauvre, et généreux, plus on est riche.

Ce séduisant contresens n'est pas une invention des seuls romanciers qui entreprirent de raconter le grand bouleversement de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'année précédant la prise de la Bastille, on le trouve sous la plume de Bernardin de Saint-Pierre, qui fait lui aussi de la capacité à donner la mesure de toute prospérité<sup>61</sup>, et de la modicité des moyens l'état le plus propice à la bienfaisance. Le passage dont il est question figure dans une lettre de Virginie, qui regrette en France la vie champêtre qu'elle menait sur son île : «Au sein des richesses, écrit-elle à sa mère, je suis bien plus pauvre que je ne l'étais auprès de vous; car je n'ai rien à donner<sup>62</sup>.» La remarque du président de Longueuil citée plus haut est le fidèle écho de cette pensée, dont il reproduit l'argument *a contrario* (bien qu'appauvri, il se sent plus opulent qu'autrefois, car il exerce davantage sa générosité). Les propos de la comtesse de Lurcé méditant sur le bonheur qu'on trouve à «porter du pain dans les chaumières» évoquent également l'univers bucolique de *Paul et Virginie*, dont les héros ne manquent jamais, pour célébrer les fêtes de leurs mères, de préparer «des gâteaux de farine de froment» et d'en faire cadeau à de pauvres familles<sup>63</sup>. La vie simple et vertueuse des personnages de Bernardin de Saint-Pierre offre aux

---

<sup>60</sup> *Ibid.*, t. II, p. 59.

<sup>61</sup> Chez Rousseau déjà, l'affluence des dons tenait lieu d'indicateur de richesse : «En voyant continuellement les biens refluer au-dehors par l'assistance du pauvre», observait Saint-Preux au sujet de la demeure de Julie à Clarens, «on est porté à dire : "Cette maison ne peut contenir toutes ses richesses." Voilà, ce me semble, la véritable magnificence.» (Jean-Jacques Rousseau, *Julie ou la Nouvelle Héloïse*, *op. cit.*, p. 414.)

<sup>62</sup> Bernardin de Saint-Pierre, *Paul et Virginie*, édition établie par Robert Mauzi, Paris, Flammarion, «GF», 1992, p. 151.

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 124.

hommes et aux femmes des dernières années du siècle l'exemple d'un relatif dénuement auquel la bienfaisance confère une allure honorable et même enviable. Après Thermidor, les romanciers souhaitant rendre compte des exactions révolutionnaires tirèrent profit de cette capacité qu'ont les dons d'enlever tout caractère avilissant aux privations, qu'elles soient ou non volontaires.

*La Dot de Suzette* est au nombre des récits où la bienfaisance contribue à transfigurer une situation *a priori* assez peu reluisante. Les épreuves rencontrées par Mme de Senneterre, dans la mesure où elles s'inscrivent dans le sillage d'une action charitable, apparaissent moins humiliantes que si elles eussent été présentées comme de simples préjudices. En amenant le lecteur à interpréter les pertes subies par son personnage comme les effets inattendus de la générosité qui l'anime, Joseph Fiévée leur donne une certaine grandeur qu'elles n'auraient pas eue autrement. L'esprit d'abnégation de la noble dame fait d'elle une honorable victime. Si l'on considère par surcroît que l'histoire finit bien, Mme de Senneterre ne gardant au bout du compte aucun regret de la vie qu'elle menait sous l'Ancien Régime, on peut inférer que, grâce aux dons, dans ce roman comme dans les discours du président de Longueil et de la comtesse de Lurcé, l'appauvrissement s'avère une expérience rentable.

Joseph Fiévée se révèle donc faire trois usages différents de la bienfaisance qui permettent de raconter la Révolution sans que domine l'image d'une noblesse déchue. Les bonnes actions passées de la narratrice sont, d'abord et de toute évidence, ce qui la sauve de la misère et qui lui rend son fils malgré les lois sur les émigrés et la dissolution de sa fortune. Elles sont ensuite ce qui démontre sa supériorité morale et fait qu'aux yeux de Suzette elle demeure «toujours, toujours» la même (DS, 135) en dépit de sa ruine et de ses chagrins. Devant la vertu de Mme de Senneterre, le grand

chambardement révolutionnaire reste impuissant : l'inversion des rôles n'est qu'apparente et la noblesse peut continuer à recevoir les hommages qui lui sont dus. Enfin, et c'est surtout là ce que nous avons cherché à montrer, la Révolution dans ce roman (dans la mesure où elle est illustrée par la triple perte d'une fortune, d'un fils et d'un rang) a l'apparence d'un don. Le rôle joué par les libéralités de la narratrice dans le déclenchement de ses mésaventures confère des airs de sacrifice à ce qui aurait pu n'être qu'une défaite et qu'une dépossession<sup>64</sup>.

### 5. Une solution féminine à l'incurie paternelle

Si la bienfaisance est foncièrement réparatrice dans *La Dot de Suzette*, il convient de remarquer que la majorité des pertes auxquelles elle remédie sont associées à des figures masculines : celle du père d'abord (qui éloigne sa fille de son île avant de s'éteindre quelques années plus tard), puis du mari (victime d'une longue maladie), du frère (qui périt à Saint-Domingue au moment où sont saccagées les propriétés

<sup>64</sup> *La Dot de Suzette* mérite pour cette raison d'être rapprochée d'un texte qu'on aurait pu lui croire en tous points étranger, à l'exception de l'époque où il paraît, mais dans lequel l'idée d'une noblesse capable de dévouement donne également un sens à la Révolution : les *Considérations sur la France* de Joseph de Maistre. Dans ce traité de 1797, l'auteur expose la théorie qu'il reprendra plus tard dans son *Éclaircissement sur les sacrifices* : l'«horrible effusion du sang humain» (p. 85) occasionnée par la Terreur aurait été une immolation nécessaire, seule capable de régénérer la France. Fort du principe chrétien en vertu duquel l'innocence doit payer pour le crime, Joseph de Maistre assimile les exécutions révolutionnaires à des offrandes rituelles. Les privilégiés d'hier auraient sacrifié un grand nombre des leurs afin que soit sauvé le monde. Son traité est un exemple poussé à l'extrême de discours où le don (non simplement de son temps et de son argent, mais de son être tout entier) permet à la noblesse de penser la Révolution, de la rendre acceptable et d'en faire même une expérience positive – de Maistre allant jusqu'à voir un «miracle» dans le Comité du Salut public (p. 84) –, car il va sans dire qu'un monde régénéré ne pourra être que monarchique : «Lorsque deux partis se heurtent dans une révolution», confirmera l'auteur dans l'*Éclaircissement sur les sacrifices*, «si l'on voit tomber d'un côté des victimes précieuses, on peut gager que ce parti finira par l'emporter, malgré toutes les apparences contraires» (p. 457). Plus grand le nombre de généreux marquis et de vertueuses duchesses périssant sous la hache de jacobins, plus certaine sera la victoire. Parce que chaque tête coupée est un nouveau sacrifice, une «magie noire» (p. 78) opère : le don de soi métamorphose la perte en gain. (Joseph de Maistre, *Considérations sur la France*, avant-propos de Jean Boissel, texte établi, présenté et annoté par Jean-Louis Darcel, Genève, Slatkine, 1980 et Joseph de Maistre, *Éclaircissement sur les sacrifices*, dans *Les Soirées de Saint-Petersbourg, ou Entretiens sur le gouvernement temporel de la providence, suivis d'un Traité sur les sacrifices*, Paris et Lyon, Rusand, 1822, t. II, p. 371-474.)



familiales), du fils enfin, seul rescapé de cette suite de décès, auxquels on pourrait ajouter celui du grand-oncle curateur d'Adolphe. Les rapports qu'entretient Mme de Senneterre avec les hommes sont marqués par une série de deuils successifs. Essentiellement familiales (M. de Senneterre lui-même, avant de devenir l'époux de la narratrice, est «regard[é] en frère» par celle-ci – *DS*, 52), ces relations donnent lieu, tout comme les libéralités de la châtelaine, à des transferts de richesses : bénéficiaire d'un legs paternel substantiel, l'orpheline possède «une habitation de soixante mille livres de revenus» (*DS*, 51) avant d'épouser un homme d'un grand nom, mais d'une fortune «grevée de dettes assez fortes que son père avait laissées en mourant» (*DS*, 52), la dot de l'une servant dès lors à satisfaire les créanciers de l'autre. Or – et cela ne peut être anodin à l'intérieur d'une histoire où meurent tour à tour les figures masculines – les lois de la succession qui règlent les transactions au sein des familles semblent battues en brèche dès l'ouverture du roman. Bien avant que les révoltes de Saint-Domingue anéantissent «un siècle de travaux, de prospérité et d'économie» (*DS*, 81) et que la Révolution française vienne achever la ruine d'une famille, l'habileté des hommes à transmettre un héritage paraît compromise. Les indices s'accumulent d'une impuissance masculine qui frappe plus d'un personnage. La «dissipation» de son père (*DS*, 55), par exemple, est à l'origine de l'extrême dérangement dont souffrent les affaires de M. de Senneterre à l'époque où il rencontre la jeune femme qui se chargera d'y mettre un peu d'ordre. Cette indiscipline fait écho aux mœurs d'un autre père, celui de la narratrice : «dans ces climats brûlants» où elle passa les dix premières années de sa vie, «les hommes vivent d'une manière si libre avec leurs esclaves, que [s]on père craignit sans doute pour [elle] l'effet des premières impressions» que ne manquerait pas de créer pareil dévergondage (*DS*, 47). Incapable, malgré sa fortune, d'assurer lui-même la bonne

éducation de sa fille, le riche propriétaire des îles n'a d'autre choix que de la faire passer en France. Si le patrimoine, cette fois, n'est pas affecté par l'incurie paternelle, la capacité d'un père à s'occuper des siens est néanmoins remise en cause. Au cas de ces hommes l'un comme l'autre «trop dissipé[s] pour veiller sur [leurs] enfants» (*DS*, 58) s'ajoute celui du frère unique de Mme de Senneterre, qui, bien que marié, reste sans descendance. Il convient à ce sujet de remarquer le silence qui est gardé sur le nom de jeune fille de Mme de Senneterre : ni le père ni le frère de la narratrice n'ont droit au patronyme, détail significatif dans la mesure où il s'ajoute aux précédents et concourt à rendre hasardeuse la transmission d'un héritage<sup>65</sup>. Ainsi, quand éclate la double Révolution de France et de Saint-Domingue, la confiscation d'une partie des propriétés familiales et la destruction de l'autre marquent la fin d'une succession que menaçait déjà la faiblesse des pères. On comprend mieux l'importance cruciale que prend, dans cette perspective, la survie du fils exilé, pour les jours duquel Mme de Senneterre déclare «trembler» (*DS*, 80) : héritier unique, c'est sur lui seul que repose le mince espoir d'une filiation.

La bienfaisance apparaît dans ce contexte comme une forme de don qui corrige la défaillance d'une autre : les libéralités de Mme de Senneterre, rendues efficaces grâce à

---

<sup>65</sup> Ce silence sur le nom de jeune fille de l'héroïne dans un récit qui débute pourtant avant son mariage contraste fortement avec la situation de Suzette, qui a droit, elle, à trois noms différents (Chenu, Depréval et finalement Senneterre) en sus de son prénom. On notera que l'appellation unique sous laquelle est connue la narratrice peut aussi avoir pour effet de conférer une certaine stabilité à l'identité d'une noble châtelaine prise dans la tourmente révolutionnaire : malgré l'inversion des rôles et les nouvelles alliances, la permanence d'un nom laisserait croire que l'aristocratie reste foncièrement la même. La versatilité onomastique de Suzette s'inscrit par ailleurs dans un contexte législatif bien précis, celui des premières années de la Révolution : le 24 brumaire an II (14 novembre 1793), un décret mit fin à l'immutabilité du nom (en vertu de quoi, dans l'histoire de Fiévée, M. Chenu put se transformer en M. Depréval). La loi fut abrogée par la Convention thermidorienne, qui craignit peut-être que les émigrés en profitent pour échapper à l'action de la police. Aussi peut-on déceler une certaine ironie de la part de Fiévée qui débarrasse Suzette d'un encombrant et farfelu «Depréval» au moment où elle rejoint les rangs de l'émigration, alors que la loi enjoignant aux Français de reprendre leur nom de naissance était au contraire utilisée – surtout après le 18 fructidor, alors même que Fiévée écrivait son roman – contre ceux qui rentraient au pays. Sur les changements de noms sous la Révolution, voir Anne Lefebvre-Teillard, *Le Nom. Droit et histoire*, Paris, Presses universitaires de France, «Léviathan», 1990, p. 113-134.

la reconnaissance de Suzette, prennent le relais d'un legs qui se révèle impropre à assurer le bien-être matériel d'une femme et à lui conserver son fils. Faisant contraste avec la nature patriarcale des liens par lesquels est normalement transmis un patrimoine, les relations de bienfaisance qu'entretient Mme de Senneterre sont, elles, exclusivement féminines. Dans ce roman, porter secours aux malheureux est l'affaire des femmes. Qui plus est, ce sont elles qui bénéficient au premier titre de la générosité d'autrui : la sœur Sainte-Ursule a pitié d'une pensionnaire qui, devenue Mme de Senneterre, aide à son tour une petite fille, Suzette, avant de redevenir un objet de sollicitude, cette fois de la part d'Augustine, son ancienne servante. Aussi la narratrice admet-elle avoir été, dans ses années d'aisance, particulièrement sensible aux épreuves subies par les femmes : «Toujours disposée à soulager indistinctement les paysans de ma terre, je donnais aux veuves une préférence dont je sentais par moi-même qu'elles avaient plus besoin que les autres» (*DS*, 60). Une aussi nette répartition selon les sexes des relations qu'entretient Mme de Senneterre, masculines à l'intérieur du cercle familial, féminines lorsqu'il s'agit d'élargir les solidarités au-delà de celui-ci, accentue la différence entre deux formes de transactions représentées dans ce roman : le legs d'une part (dont les fondements paraissent fortement ébranlés), la bienfaisance de l'autre<sup>66</sup>.

Incurie paternelle, enfilade de fatalités qui emportent les êtres du sexe prétendu fort (père, mari, frère, oncle), exil d'un héritier unique, éclatement d'une double révolution qui réduit à néant les biens patrimoniaux; face à cela, une entraide féminine

---

<sup>66</sup> Un troisième type de don figure dans ce récit : le cadeau, sous la forme de ceux qu'offre Adolphe à Suzette au moment où il réside encore au château de sa mère. Tentative de séduction, ces présents sont systématiquement refusés par la jeune fille. Afin de combattre cette résistance, Adolphe étend ses largesses à tout l'entourage de l'orpheline. Le concierge à la garde duquel elle fut confiée se plaint à sa maîtresse de ce que ses enfants, sa femme et lui sont «accabl[és] de bienfaits» (*DS*, 64). La bienfaisance, pour être heureuse, ne semble pas dans ce récit pouvoir traverser la barrière des sexes; elle doit respecter les limites du gynécée.

qui dédaigne les lois du sang et qui s'avère seule apte à conserver la vie et la dignité des personnages : le récit de Joseph Fiévée mettrait-il en scène une éviction du legs par la bienfaisance? Assisterait-on à la victoire de la pitié sur l'hérédité comme principe devant sous-tendre les relations humaines? Le roman à succès d'un auteur qui laissa à la postérité l'image d'un «monarchiste convaincu<sup>67</sup>» sonnerait-il, contre toute attente, le glas de la *lignée* et l'heure de la *fraternité*? L'hypothèse vaut d'être posée.

La compréhension de la manière dont s'articulent chez Fiévée les rapports de filiation et les rapports de bienfaisance gagne à être envisagée à la lumière de «la crise grandissante de l'autorité paternelle<sup>68</sup>» ayant marqué la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. La compromission du legs ou, plus précisément, l'inaptitude des hommes à transmettre un héritage que nous avons observée dans *La Dot de Suzette* corrobore les analyses de Lynn Hunt sur le «roman familial» de la Révolution française. L'*Histoire de madame de Senneterre* pourrait s'ajouter à la liste des récits étudiés par l'historienne où les familles sont en crise, où leurs chefs sont absents et où l'amenuisement de leur pouvoir préfigure le renversement de la monarchie<sup>69</sup>. L'incurie des hommes, leur mort ou leur fuite fait écho, dans l'univers de Suzette et de sa bienfaitrice, à la contestation des prérogatives paternelles par maints représentants des Lumières et à leur suppression par les premières assemblées révolutionnaires<sup>70</sup>. De façon similaire à celle dont un nouveau «modèle de

<sup>67</sup> Étienne Hofmann, «Introduction», dans *Correspondance de Joseph Fiévée et de François Ferrier (1803-1837)*, op. cit., p. 2.

<sup>68</sup> Lynn Hunt, *Le Roman familial de la Révolution française*, préface de Jacques Revel, traduction de Jean-François Sené, Paris, Albin Michel, «Histoire», 1995, p. 53.

<sup>69</sup> Voir *ibid.*, en particulier les trois premiers chapitres, p. 17-104.

<sup>70</sup> Nous aborderons au chapitre suivant quelques-unes des lois ayant participé au travail de sape de ce qu'il était alors convenu d'appeler la «puissance paternelle». Parmi les principales mesures votées en ce sens au début de la Révolution, mentionnons l'abaissement de l'âge de la majorité, l'abolition des lettres de cachet et du droit de primogéniture, l'instauration de tribunaux de famille et la loi sur le divorce. Sur ces questions, voir l'étude classique de Marcel Garaud (*La Révolution française et la famille*, manuscrit mis à jour et complété par Romuald Szramkiewicz, Paris, Presses universitaires de France, 1978) ainsi que, plus

fraternité<sup>71</sup> » évince, dans l'imaginaire de l'époque, l'ancien modèle patriarcal pour penser l'exercice du pouvoir, la bienfaisance, dans le roman de Fiévée, remplace la succession pour penser la transmission des dons. L'entraide féminine supplée à une «puissance paternelle» (comme on disait alors) apparemment défaillante. On assiste chez Fiévée à la création de ce que Lynn Hunt qualifierait de nouveau type de «roman familial», fondé sur tout autre chose que sur l'autorité d'un père : sur l'échange de bons offices et sur un certain esprit d'émulation entre des femmes qui se disputent la palme de la gratitude. La circulation des dons et des contre-dons se substitue à l'unilatéralité du legs en tant que figure fondatrice du lien social. Les rapports qui comptent (ceux grâce auxquels est assuré le bien-être de la narratrice, sa survie matérielle et son confort psychique) ne sont pas établis à l'intérieur d'une communauté que soude la transmission d'un héritage : ils résultent d'une activité (la bienfaisance) qui fait suivre aux richesses d'autres voies que celles de la lignée.

À travers cette relative dépréciation des fortunes passant de mains en mains sous forme de legs, fortunes de surcroît vouées à l'anéantissement dans ce roman, la critique de l'absolutisme et du pouvoir héréditaire rejoint la réprobation des dons à sens unique, également caractéristique, nous l'avons vu, de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Si en effet l'héritage, socle de la société d'Ancien Régime, a partie liée avec l'empire des pères, il est en même temps la forme par excellence du don fait sans espoir de retour. Parce qu'il est impossible de dédommager un mort, ce qu'on reçoit par succession crée une dette insolvable. Étranger à l'échange, le legs échappe au cycle : s'il est retransmis, c'est toujours en ligne droite, suivant une pente *descendante*, sans qu'un retour vers l'amont

---

récent, le collectif d'Irène Théry et de Christian Biet (*La Famille, la loi, l'État de la Révolution au Code civil, op. cit.*).

<sup>71</sup> Lynn Hunt, *Le Roman familial de la Révolution française, op. cit.*, p. 21.

soit jamais envisageable. À l'inverse de la bienfaisance (telle que la définirent, par exemple, les membres du Comité de mendicité), le legs ne s'apprécie pas en fonction de son rendement, mais de sa fuite vers un avenir (celui des générations futures) duquel le donateur n'a aucun profit à tirer; loin d'être un investissement, une succession n'est estimée qu'à partir du moment où elle est *liquidée*. L'héritage est (pour employer des expressions d'aujourd'hui) le contraire d'«une roue qui tourne<sup>72</sup>» : un don fait «à fonds perdu<sup>73</sup>», dépourvu de toute idée de réciprocité. On ne s'étonnera donc pas qu'en un temps où l'on cherchait (dans les textes sur les secours publics notamment) à faire du «bon don» un don qui rapporte, un geste aussi peu susceptible que celui-là d'être rétribué ait été représenté sous un jour défavorable. Impropre à entraîner une action en sens inverse, le legs ne remplit pas l'un des principaux critères en fonction desquels le discours des dernières années du siècle juge les dons. En plus d'être condamné pour complicité avec un régime patriarcal, il est compromis par son caractère absolument gratuit, qui prive le donataire de son droit de réplique. Entre ces deux types de transactions que sont le legs (don à fonds perdu) et le bienfait (don-échange, pouvant être rendu), le deuxième paraît naturellement appelé à obtenir la préférence. C'est le cas, rappelons-le, dans *L'Émigré*, où le comte de Saint Alban se refuse à qualifier les biens dont il pourvoit son fils en mourant de véritable legs, préférant y voir «des secours que [lui] a ménagés [s]on amitié» (*É*, 357). Services rendus plutôt qu'héritage paternel, les

---

<sup>72</sup> Jacques T. Godbout et Johanne Charbonneau, en collaboration avec Vincent Lemieux, *La Circulation du don dans la parenté. Une roue qui tourne*, Montréal, INRS-Urbanisation, «Rapports de recherche», 1996.

<sup>73</sup> Jean-Luc Marion, *Étant donné*, Paris, Presses universitaires de France, «Quadrige», 2005, p. 120, 125. Sur l'héritage et la paternité comme modes privilégiés de dons «réduits à la donation pure», voir également, du même auteur, «La conscience du don», dans Jean-Noël Dumont, avec la participation de Jean-Luc Marion (dir.), *Le Don. Théologie, philosophie, psychologie, sociologie*, Actes du Colloque interdisciplinaire de Lyon, 24-25 novembre 2001, Lyon, Éditions de l'Emmanuel / Le Collège Supérieur, 2001, p. 59-73.

sommes versées au héros rendent compte de la même tension entre bienfaisance et legs qu'on retrouve, l'année suivante, dans *La Dot de Suzette*.

L'hypothèse d'une bienfaisance féminine qui prendrait chez Fiévée le relais d'un legs défaillant doit toutefois être nuancée. Le dénouement de l'intrigue réhabilite en quelque sorte les rapports de filiation. Les retrouvailles heureuses auxquelles est finalement convié le lecteur le rassurent au bout du compte sur le destin du fils (et sur la possibilité d'une descendance). L'hymen célébré entre Adolphe et Suzette transforme en liens familiaux les liens de reconnaissance qui unissaient jusqu'alors l'ancienne châtelaine et sa protégée. Les Senneterre ne peuvent certes pas récupérer leurs domaines d'antan, mais la primauté de la famille est néanmoins réaffirmée : c'est en son sein que les protagonistes peuvent ultimement jouir à nouveau d'un bonheur durable. L'impression d'un retour à la tradition et à l'ordre patriarcal est renforcée par l'image d'une héroïne qui repart de France longtemps après que, enfant, elle y eut mis les pieds. L'Angleterre n'est pas Saint-Domingue, ni Adolphe le père de Mme de Senneterre, mais la parabole de l'enfant prodigue n'est peut-être pas pour autant étrangère à cette migration finale : son patrimoine dilapidé par des dépenses excessives, l'enfant met un terme à sa folle aventure, mais les années se sont écoulées et la *mère prodigue* a remplacé l'enfant. Mme de Senneterre se rallie au désir du seul homme de son lignage rescapé de la Révolution. Les dons resteront dans l'antre de la famille.

Pareille récupération des bienfaits par le clan Senneterre, rendue possible par le mariage qui clôt le roman, témoigne une fois de plus chez Fiévée d'une écriture particulièrement sensible aux mots d'ordre de son temps. Si la dénonciation de la puissance paternelle fut au cœur des premiers projets révolutionnaires, les dernières années du siècle virent pour leur part se multiplier les déclarations en faveur d'une

réhabilitation de la famille<sup>74</sup>. Après Thermidor, les représentants du pouvoir réaffirmèrent son importance en tant que cellule politique élémentaire, appelée à devenir l'un des piliers de la république. Pour cette raison, les membres de la Convention puis du Directoire remirent en cause l'œuvre de leurs prédécesseurs en matière de législation familiale, du moins dans ses aspects les plus radicaux. Ils le firent en prenant toutefois garde, alors qu'ils rétablissaient le prestige du foyer, de ne pas restaurer en même temps le pouvoir absolu de son chef. Les gouvernements post-thermidoriens, remarque Lynn Hunt, «hésitèrent à adopter un régime paternaliste. Ils souhaitaient instituer un régime favorable à la famille mais qui fût dépourvu des éléments de patriarcat qu'ils avaient combattus dans les dispositions politico-juridiques de l'Ancien Régime<sup>75</sup>.» Il fallait pour cela redéfinir les bases de l'appartenance familiale : on prétendait y parvenir en transformant ce qui était autrefois puissance et soumission en des liens de bienveillance et de gratitude. Cambacérès, dans son rapport sur le deuxième projet de Code civil, présenté le 9 septembre 1794 devant la Convention, traduit fidèlement l'esprit qui allait dominer le discours sur le sujet au cours de la décennie à venir. Acquis à l'idée d'une famille libérée de ses anciens despotes, il ne rejette pas pour autant la «tutelle» des pères, à condition qu'elle soit ramenée à un acte de bonté :

Qu'on ne parle [...] plus, déclare Cambacérès, de puissance paternelle. Loin de nous ces termes de plein pouvoir, d'autorité absolue, formule de tyran, système ambitieux que la nature indignée repousse, qui n'a que trop déshonoré la tutelle paternelle en changeant la protection en domination, les devoirs en droits, et l'amour en empire. [...] N'hésitons pas à renverser un système qui a fondé sur l'autorité seule, *ce qui doit n'être établi que sur la douceur et les bienfaits d'un côté, le respect et la*

<sup>74</sup> Voir Lynn Hunt, *Le Roman familial de la Révolution française*, op. cit., chapitre 6, «La famille réhabilitée», p. 171-209.

<sup>75</sup> *Ibid.*, p. 182.



*gratitude de l'autre*. Le pouvoir des pères sur leurs enfans ne sera [...] parmi nous que le devoir de la protection [...]<sup>76</sup>.

Les rapports de dépendance à l'intérieur de la famille ne sont admissibles que lorsqu'ils sont jugés être l'équivalent de ceux qui existent entre un bienfaiteur et son protégé. La relation de don sert de référence pour penser le rôle parental d'une manière propre à valoriser la famille tout en récusant les abus d'antan (car il importe avant tout aux législateurs de marquer leur opposition à l'Ancien Régime, dénoncé à travers l'ancien «système» familial qu'on entend «renverser»). Que le «devoir de la protection» puisse à ses heures devenir oppressif n'est pas un seul instant envisagé par ceux qui adhèrent à ce type discours. La bienfaisance, dans la mesure où elle s'exerce comme un devoir, est présumée fondamentalement bonne et elle ne peut en conséquent produire que des relations familiales saines. Deux ans après l'avoir soutenu devant la Convention nationale, Cambacérès le dit de nouveau, cette fois au Conseil des Cinq-Cents : «les rapports entre les pères et les enfans» ne seront considérés légitimes qu'à condition d'être «réduits» à des rapports de bienfaisance<sup>77</sup>.

Or c'est précisément à la formation d'une famille créée sur ce modèle qu'assistent les lecteurs de *Fiévée*. Mis en péril par l'incurie paternelle, ruiné puis dissipé par la Révolution, le clan Senneterre est finalement sauvé, mais il l'est après

<sup>76</sup> «Rapport fait à la Convention nationale sur le 2<sup>e</sup> projet de Code civil, par Cambacérès, au nom du Comité de législation (séance du 23 fructidor an II – 9 septembre 1794)» dans Pierre-Antoine Fenet, *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, Paris, Imprimerie de Ducasso, 1827, t. I, p. 102; nous soulignons.

<sup>77</sup> «Trop long-temps on a regardé comme une puissance un devoir de protection que la nature grava dans nos âmes. Contre l'ordre éternel des choses, un pouvoir d'administration avait tourné au profit exclusif de l'administrant. Ce déplacement d'idées dut son origine à cette opinion, longtemps accréditée, que l'homme peut appartenir à l'homme; système atroce, que les Romains modifièrent aux jours de leur urbanité, et que nous proposons de renverser tout-à-fait, en réduisant les rapports entre les pères et les enfans à la douceur et aux bienfaits d'un côté, au respect et à la gratitude de l'autre.» («Discours préliminaire prononcé par Cambacérès, au Conseil des cinq cents, lors de la présentation du 3<sup>e</sup> projet de Code civil, faite au nom de la Commission de la classification des lois [messidor an IV, juin-juillet 1796]», dans *ibid.*, t. I, p. 150.)

avoir été reconstruit sur des bases entièrement nouvelles : la générosité et la gratitude. Les dons qui circulent entre la narratrice et Suzette ont rendu possible le bonheur domestique célébré dans les dernières pages du roman; sans eux, l'établissement des héros dans la campagne anglaise n'aurait pas eu lieu. La famille réchappe de la crise révolutionnaire, mais il a fallu pour cela que ses membres se transforment en bienfaiteurs et en protégés. Cambacérès ne pensait pas autrement.

L'année suivant la publication de *La Dot de Suzette*, Joseph Fiévée fait paraître *Frédéric*, son deuxième roman, construit sur un canevas semblable : là aussi, une famille n'est représentée qu'une fois contée une histoire de bienfaisance entre ses membres. *Frédéric* est l'histoire d'un orphelin, héros éponyme et narrateur du roman, pris en charge dès son plus jeune âge par une généreuse et noble dame, Mme de Sponasi. Tenu dans l'ignorance de ses origines, le garçon est élevé par un curé de campagne avant d'être appelé, à l'âge de seize ans, par sa protectrice à Paris. Placé comme secrétaire chez un acariâtre philosophe, il réussit avec brio son entrée dans le monde grâce aux conseils du sage Philippe, valet de chambre de Mme de Sponasi et véritable ange gardien pour le jeune homme sans expérience qu'est le héros. À la suite d'un malencontreux incident, Philippe est contraint de lui dévoiler le secret de sa naissance : il est le fruit, lui apprend-il, de ses amours éphémères (et on ne peut moins légitimes) avec Mme de Sponasi. La mère du héros, autrement dit, est celle qui, jusqu'alors, s'était «montr[ée] à [lui] à titre de protectrice<sup>78</sup>», et son père un bienveillant mais très peu noble valet. Un parallèle ne peut manquer d'être établi entre l'histoire de Frédéric et celle de Suzette : dans l'un et l'autre cas, un lien de parenté n'est établi entre les personnages principaux qu'après que leurs rapports ont été décrits dans le cadre d'une action

<sup>78</sup> Joseph Fiévée, *Frédéric*, *op. cit.*, t. II, p. 130.

charitable. Avec cette différence que Mme de Sponasi *se révèle* être la mère de Frédéric, tandis que Mme de Senneterre *devient* celle de Suzette (se transformant pour elle, plus précisément, en une belle-mère), les deux récits disent l'un et l'autre la nécessité de passer par la bienfaisance pour penser la famille. Dans ces romans post-thermidoriens comme dans les projets de Code civil de Cambacérès, un parent est *d'abord* un protecteur (*essentiellement* de l'avis du juriste, *au préalable* dans l'œuvre du romancier). *Frédéric* et *La Dot de Suzette* retracent le destin d'orphelins (supposés ou véritables) qui réussissent à trouver une famille à laquelle appartenir, mais une famille *a priori* injustifiable, car formée par l'union de la noblesse et de la roture. Pour trouver sa place au sein de chaque histoire, il faudra qu'elle s'y donne à lire comme une œuvre de bienfaisance : le seul ordre domestique légitime, disait Cambacérès, est celui qui naît des secours donnés.

Le scénario se renouvelle, dans *Frédéric*, une fois morte Mme de Sponasi. Afin d'obtenir un nom qui lui permette d'épouser l'élue de son cœur, le héros demande à M. de Montluc, ancien protégé de sa mère, de bien vouloir feindre de le reconnaître pour son fils. M. de Montluc, homme de haute lignée mais sans fortune, avait perdu son seul enfant à la naissance, le même jour et chez la même sage-femme où Mme de Sponasi accoucha du sien. Ayant appris l'infortune de cet homme sans ressources, la généreuse dame avait fait de M. de Montluc l'administrateur de l'une de ses terres, dont elle lui avait cédé le cinquième des revenus; Frédéric, après la mort de sa mère, avait continué ses bons procédés à l'égard du malheureux. Par gratitude, M. de Montluc pourrait donc condescendre à donner un patronyme au héros en manque de statut. Pour rendre l'histoire crédible, on envisage de laisser courir le bruit qu'une substitution aurait eu lieu, par laquelle Mme de Sponasi, après avoir vu mourir son propre fils, aurait fait

croire qu'il s'agissait du nourrisson des Montluc, qu'elle aurait subrepticement enlevé. Ses bontés subséquentes pour le pauvre homme n'auraient été «qu'un dédommagement qu'elle croyait lui devoir pour l'avoir privé de son fils<sup>79</sup>». En se prêtant au jeu (en manigancant, par fidélité pour son ancienne bienfaitrice, une fausse scène de *reconnaissance*), il transformerait (à l'instar de Mme de Senneterre mariant Suzette à Adolphe) des liens de gratitude en liens filiaux. La famille ainsi créée, une fois de plus, serait fondée sur les rapports de protection existant entre ses membres : «Les liens de l'amitié et d'une reconnaissance réciproque», fait valoir Frédéric à M. de Montluc, «nous uniroient aussi sûrement que ceux de la nature<sup>80</sup>.» Comme dans *La Dot de Suzette*, comme dans les discours de Cambacérès, les secours prêtés scellent le nouveau pacte domestique.

La bienfaisance, solution féminine à l'insuffisance paternelle, permet aux personnages de Fiévée de réinventer une famille en souffrance. Les largesses autrefois répandues par Mme de Senneterre, après avoir éloigné d'elle l'unique descendant de son lignage, sont finalement cause d'une union retrouvée entre mère et fils, au sein d'un foyer au diapason de son temps. Le mariage célébré au terme de l'histoire présente en outre pour la narratrice un autre intérêt. Les trésors de générosité déployés par Suzette pendant la Révolution paraissent avoir été d'autant plus recevables qu'ils deviennent, au moment où Mme de Senneterre achève son récit, des soins qui, rétrospectivement, lui furent prodigués par sa bru. La noble dame, promue belle-mère de Suzette, acquiert *in extremis* sur l'étrangère qu'elle lui était auparavant un avantage certain : l'amour-propre s'afflige moins au souvenir des secours reçus par un proche qu'à celui des bontés d'une

---

<sup>79</sup> *Ibid.*, t. III, p. 27.

<sup>80</sup> *Ibid.*, t. III, p. 64.

parvenue. Quand on a, autrement dit, été contraint par l'infortune à vivre des largesses d'autrui, mieux vaut faire de son protecteur un membre de sa famille : la mémoire des dons s'en trouvera allégée. C'est également, rappelons-le, ce que font les personnages principaux de *L'Émigré* et de *Trois femmes*, l'un et l'autre s'engageant à un mariage qui doit les rendre parents de leurs bienfaiteurs. Eugène de Vilmore, l'un des petits émigrés de Mme de Genlis, a tôt fait, lui aussi, de comprendre le profit qu'une victime de la Révolution peut tirer d'une alliance avec les êtres charitables qui ont daigné la prendre sous leur aile. Au moment d'agréer les secours de M. Trumann, un généreux Allemand qui lui propose de veiller sur sa cousine et sur lui en attendant qu'ils regagnent la France, Eugène est pris d'un sursaut de honte – «il y a encore une chose qui me fait de la peine», se souvient-il avoir objecté au brave homme en «rougis[sant] extrêmement», «c'est la dépense que vous ferez pour nous<sup>81</sup>» –, un sentiment vite dissipé par l'idée de voir un père dans son bienfaiteur :

M<sup>r</sup> Trumann m'embrassa, et répondit : Mon enfant, vous avez de bons sentimens, conservez-les toujours, mais soyez tranquille; on peut bien sans embarras accepter un asyle chez un ami sincère, et je suis le vôtre. Il dit ces mots avec un ton qui me pénétra, je me jetai à son cou, et je lui dis en pleurant : Et moi, M<sup>r</sup>, je vous aimerai comme j'aimois mon oncle. Depuis ce moment-là je n'ai plus eu d'embarras du tout : je regarde M<sup>r</sup> Trumann comme un père, et en effet il en est bien un pour moi<sup>82</sup>.

Gêné par la sollicitude que ses malheurs inspirent, Eugène ne peut consentir aux dons qu'on lui fait qu'à condition de les appréhender comme des soins paternels. Il y est d'autant plus disposé qu'il perdit sa mère le jour de sa naissance et son père à dix-huit mois, celui-ci ayant, conformément à la règle qui régit la plupart des successions

<sup>81</sup> Félicité de Genlis, *Les Petits Émigrés*, op. cit., t. I, p. 196.

<sup>82</sup> *Ibid.*, t. I, p. 196-197.

romanesques, «laissé ses affaires très-dérangées<sup>83</sup>». Le bienveillant M. Trumann, loin de contredire le garçon, l'adopte quelques jours plus tard.

Qu'un malheureux a tout avantage à voir un parent dans l'inconnu qui lui prête main-forte apparaît avec une évidence particulière à la lecture du *Voyageur sentimental en France sous Robespierre* du Genevois François Vernes, un roman paru l'année suivant *La Dot de Suzette*<sup>84</sup>. Récit d'un homme qui parcourt la France à l'affût des bonnes actions, ce *Voyageur sentimental* façon thermidorienne enchaîne les anecdotes attendrissantes où le narrateur, «homme qui ne fait point rougir de ses bienfaits<sup>85</sup>», porte d'édifiants secours à des infortunés de tout acabit. Il fait un jour la rencontre d'«une femme couverte des haillons de la misère la plus profonde», assise au coin d'une rue tenant un enfant hurlant dans ses bras et dont la «situation seule [lui] paraissait solliciter une aumône<sup>86</sup>». La malheureuse, en guise de remerciement pour ses bontés, lui fait le récit de ses mésaventures. Déshéritée pour avoir épousé en secret un vil séducteur, Mme de Vanelmon est conduite en prison après que son père eut miraculeusement échappé à une tentative d'assassinat complotée par son époux. Condamnée par un tribunal révolutionnaire, elle est sauvée grâce aux soins qu'un prisonnier lui procure. Son mari s'étant suicidé entre-temps, elle n'a d'autre choix, une fois sa liberté retrouvée, que de mendier pour vivre :

un jour que je n'avais plus de pain à donner à mon enfant, & que j'attendais sur le boulevard, le passage de quelque bonne ame; je vois s'avancer à pas lents vers moi un homme d'un certain âge; à mon état déplorable il comprend que j'ai besoin de secours, & je n'ose l'implorer; il s'approche; je l'envisage; c'est mon père! un tremblement universel, une émotion soudaine me saisit; je n'ai que la force de lui tendre les bras;

<sup>83</sup> *Ibid.*, t. I, p. 141.

<sup>84</sup> François Vernes, *Le Voyageur sentimental en France sous Robespierre*, Genève, J. J. Paschoud et Paris, Maradan, an VII de la République [1799].

<sup>85</sup> *Ibid.*, t. I, p. 292.

<sup>86</sup> *Ibid.*, t. I, p. 260.

ma voix ne peut former aucun son; mes yeux, mes traits, toute mon ame, lui criait : «ô mon père! mon père! reconnaissez votre malheureuse fille! quand elle revient à vous, revenez à elle, ne la repoussez pas de votre sein!» sans doute mon attitude, l'expression de ma physionomie furent éloquentes; mon père versa sa bourse dans mes mains; je baisai cet argent qui venait de lui, *ce n'était plus une aumône, mais un bienfait sacré qui ne me faisait pas plus rougir que ceux de la Providence*<sup>87</sup>.

Charmée de recevoir une obole aussi peu humiliante, Mme de Vanelmon suivit son père pour découvrir l'emplacement de son hôtel, près duquel elle retourna s'asseoir chaque matin : «Depuis cette époque, j'ai eu la douceur de le voir journellement s'intéresser à mon enfant, à moi-même, & de n'être plus nourrie que de ses dons<sup>88</sup>.» Les aumônes d'un père, dirions-nous pour filer la métaphore, sont particulièrement digestes. Mme de Vanelmon, comme l'Eugène de Vilmore de Mme de Genlis, cesse de rougir des dons qu'elle reçoit dès l'instant où elle découvre un parent dans l'être charitable qui a eu pitié d'elle. La scène en question met en lumière les rapports complexes qu'entretiennent dans l'imaginaire de l'époque la bienfaisance et la famille. Déshéritée, reniée, proprement méconnaissable aux yeux de son père, Mme de Vanelmon n'a aucune chance de devenir légataire; parce que ses rapports avec ses ascendants sont déréglés, elle recevra des aumônes plutôt qu'un héritage, mais l'argent qu'elle quémante, elle ne pourra jamais aussi facilement l'empocher que lorsqu'il proviendra du patrimoine familial. Dans cette histoire comme dans plusieurs autres, les bienfaits suppléent au legs et ils sauvent le lien filial, mais, s'ils sont nécessaires pour refonder la famille (ainsi qu'ils l'étaient dans l'esprit de Cambacérès), la famille, pour sa part, n'est pas moins fort utile pour penser leur réception.

<sup>87</sup> *Ibid.*, t. I, p. 290-291; nous soulignons.

<sup>88</sup> *Ibid.*, t. I, p. 291. La maladie ayant par la suite forcé son père à demeurer chez lui, la pauvre femme fut obligée de faire à nouveau la quête auprès d'inconnus. Le narrateur remédie à cette situation en prenant sur lui de réconcilier père et fille.

Les dons qui circulent sous la forme d'actions charitables apparaissent dans tous les cas une solution à l'insuffisance des pères, le plus souvent incapables de transmettre leurs richesses en leur faisant suivre les voies traditionnelles de la succession. Chez Mme de Genlis, le bon M. Trumann adopte d'autant plus volontiers le petit Eugène qu'il fut lui-même victime de la carence dont souffre l'enfant : «abandonné dès l'âge de six ans», il fut lui aussi «recueilli par un homme bienfaisant, qui [lui] donna de l'éducation et [le] fit entrer dans le commerce»; aussi précise-t-il ne devoir «qu'à [lui] seul une fortune considérable dont il [lui] est permis de disposer à [s]on gré<sup>89</sup>». Les liens filiaux qu'il noue avec l'émigré facilitent la réception des dons sans pour autant les ramener à une part d'héritage : les richesses de M. Trumann n'ont aucune origine ancestrale, aucune raison de passer des mains du père à celles du fils, hormis sa générosité. En s'exerçant au profit de la famille, la bienfaisance ne se confond pas avec le legs, elle le remplace. Dans les «Mémoires d'Eugène de Vilmore» comme dans les romans de Fiévée, la redéfinition des rapports entre donateur et donataire contribue à sauver l'honneur, mais pas la lignée.

## 6. La dot en question

Le retour à l'ordre domestique va de pair, dans les dernières pages de *La Dot de Suzette*, avec la récupération d'une créance : la famille de la narratrice rentre en possession des deniers autrefois dépensés en bienfaits. Avant même l'heureux hymen qui clôt le roman, Suzette restitue sa dot à son ancienne protectrice. Le jour de son départ pour l'Angleterre, Mme de Senneterre reçoit en effet de la reconnaissante

---

<sup>89</sup> Félicité de Genlis, *Les Petits Émigrés*, op. cit., t. I, p. 211.



orpheline une boîte contenant plusieurs billets de banque «et ce peu de mots écrits de sa main : *le cœur et la dot de Suzette*» (DS, 132). Les douze cents livres autrefois sacrifiées à M. Chenu, la mère d'Adolphe les recouvre grâce à un cadeau d'adieu qui se révélera ne pas en être un, puisque la donatrice aura tôt fait de rejoindre l'aristocrate dans son exil. La dot de Suzette, autrement dit, est (comme son cœur) inaliénable : là où va l'argent du mariage, la jeune femme suit. En réintégrant le portefeuille d'où on l'avait tirée, la somme jadis payée par Mme de Senneterre afin d'éloigner son fils de la trop charmante paysanne est en fin de compte affectée au projet inverse. Plutôt que de séparer à tout jamais les deux amants, les douze cents livres, après avoir merveilleusement fructifié, favorisent au contraire leur union et leur établissement dans la campagne anglaise.

L'idylle domestique sur laquelle s'achève le roman une fois les dons redirigés vers la famille équivaut donc, pour l'héritière de haut lignage qu'est Mme de Senneterre, à une victoire mitigée contre le mauvais sort qui s'acharnait sur sa maison (sur son patrimoine et sur son nom). La descendance a beau être assurée, la bienfaisance, cette activité surtout féminine qui détourne les dons des voies filiales, n'aura pas moins profondément altéré la lignée. L'alliance finale dénature les projets d'avenir que pouvait former la châtelaine pour son fils avant leurs déboires. Négociée, à l'origine, afin d'imposer le respect des hiérarchies et des traditions, la dot de Suzette sert en définitive à l'union d'un aristocrate et d'une roturière. Versée par une femme, la dot prend ainsi un sens opposé à celui qu'elle revêt normalement, quand elle est assignée par un père à sa fille : autrement dit, quand elle n'est pas une œuvre charitable, mais une part d'héritage. Plutôt que d'être l'instrument d'un contrôle exercé sur l'enfant *quittant* le foyer – la valeur de la dot décidant du mariage qu'on l'autorisera à contracter –, elle est ce qui

permet à une jeune fille, au contraire, de renverser l'ordre établi et d'*intégrer* la famille du pourvoyeur. Les douze cents livres employées pour caser Suzette coûte que coûte sont impuissantes à imposer la volonté de la maîtresse, qui tient à ses privilèges. Geste autoritaire au début du roman (digne en cela d'un père tyrannique), la dot devient progressivement ce grâce à quoi une relative égalité s'instaure entre les personnages.

Il faut insister sur les caractéristiques distinctives que possède la dot dans le récit de Fiévée. Fourni par une femme, de provenance étrangère – Mme de Senneterre n'est pas parente de Suzette et sa fortune lui vient, par surcroît, d'une île des Antilles – et, à terme, égalitaire, le bien qu'apporte l'héroïne en se mariant présente peu de traits communs avec ceux que reçoivent des mains de leur père de nombreuses demoiselles s'en allant de la demeure ancestrale. Acte de bienfaisance plutôt qu'«héritage premortem<sup>90</sup>», la dot n'assoit plus l'autorité du chef de famille. Elle cesse d'être le rouage du système patriarcal qu'elle est quand les hommes s'échangent des femmes contre des sommes plus ou moins rondelettes. Transformée en une pratique féminine et charitable, et exercée en dehors du cadre familial, elle perd la fonction qu'elle assume en d'autres occasions en tant qu'élément clé d'une stratégie successorale toute masculine, visant à garantir la transmission d'un patrimoine de père en fils. Pour le dire avec les spécialistes des transactions matrimoniales, elle n'est pas, dans l'*Histoire de madame de Senneterre*, un «prix de l'exclusion<sup>91</sup>», celui que paient les hommes afin d'évincer les filles d'une

<sup>90</sup> L'expression est de Florence Laroche-Gisserot, «Pratiques de la dot en France au XIX<sup>e</sup> siècle», *Annales ESC*, 43, 6, novembre-décembre 1988, p. 1433.

<sup>91</sup> La dot, écrit Agnès Fine, «est la part successorale de l'enfant qui part, le prix de sa renonciation aux biens de son père». Elle est, renchérit Florence Laroche-Gisserot, «une machine à déshériter les femmes». Sous l'Ancien Régime, rappelle en effet Jacques Poumarède, «[l]es filles dotées étaient normalement exclues de la succession de leurs parents. Les plus anciennes coutumes urbaines, comme celle de Toulouse (1286) étaient particulièrement sévères : une fille dotée d'une bourse de cinq sous n'avait plus rien à réclamer.» Voir Agnès Fine, «Le prix de l'exclusion. Dot et héritage dans le Sud-Ouest occitan», dans *La Dot. La valeur des femmes*, Toulouse, G.R.I.E.F., «Travaux de l'Université de Toulouse-Le Mirail», 1982, p. 31-51 (citation p. 35), Florence Laroche-Gisserot, «Pratiques de la dot en France au XIX<sup>e</sup> siècle», *loc.*

liste d'héritiers. Chez Fiévée, la dot, loin d'être au service du *pater familias*, contribue triplement à miner son autorité, dans ses dimensions masculine, parentale et hiérarchique.

Les caractéristiques revêtues par la dot dans le récit de Fiévée, on les retrouve dans *Trois femmes* de Mme de Charrière, où les jeunes filles souhaitant prendre mari doivent également être en mesure d'offrir davantage que leurs beaux yeux et leur grand cœur. Là aussi, les dots (puisque'il y en a deux) sont assurées par une femme et par une étrangère, veuve et héritière d'une fortune amassée dans les colonies. Pour le plus grand bonheur de Josephine et d'Émilie, Constance de Vaucourt, en effet, n'est pas seulement une excellente entremetteuse : elle sert aussi de pourvoyeuse aux pauvres demoiselles. Le jour où Josephine désire épouser Henri, Constance paie la dot : quelques poignées d'or répandues sous les yeux éblouis des futurs beaux-parents<sup>92</sup>. Quand vient le tour des seigneurs du village de devoir accepter pour bru une émigrée sans le sou (Émilie en l'occurrence), c'est encore Constance qui arrange les choses. Vouloir marier une pauvre étrangère au fils d'un gentilhomme à soixante-quatre quartiers l'oblige cependant à manœuvrer avec un peu plus de délicatesse que dans le cas précédent. Constance, cette fois, ne délie pas ouvertement les cordons de sa bourse. Elle fait davantage : elle se dévoue sans réserve au nouveau couple, réputation et fortune comprises. Le jeune homme ayant enlevé sa belle, elle les rejoint l'un et l'autre dans leur fuite, en ayant pris soin d'avertir les parents : s'ils ne consentent pas au mariage, elle emmènera les amants

---

*cit.*, p. 1434 et Jacques Poumarède, «Le droit des veuves sous l'Ancien Régime (XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles) ou comment gagner son douaire», dans Danielle Haase-Dubosc et Éliane Viennot (dir.), *Femmes et pouvoirs sous l'Ancien Régime*, Paris, Rivages, «Histoire», 1991, p. 72.

<sup>92</sup> «M<sup>me</sup> de Vaucourt pria Henri de passer avec elle chez son pere et sa mere, à qui elle apprit le mariage qui venoit de se conclure. Comme elle crut voir qu'ils étoient plus surpris que réjouis, elle répandit sur la table quelques poignées de ce métal qui éblouit tant d'yeux : tenez, dit-elle, voilà la dot de Josephine, prenez-la et n'en parlez point» (*TF*, 71).

au bout du monde. La menace a l'effet voulu; quelques semaines plus tard, les noces sont dûment célébrées. Émilie, autrement dit, toute belle et vertueuse fût-elle, n'était pas un parti convenable tant et aussi longtemps qu'elle n'avait à offrir que son aimable personne; elle devient mariable le jour où la riche héritière lie à jamais son destin au sien. La dot d'Émilie, ce n'est pas tant l'argent de Constance que Constance elle-même, corps et âme... et portefeuille, ce qui ne peut pas gâcher les choses. Le bien qu'apporte l'héroïne en se mariant, c'est cette femme ingénieuse, prisée de tous ceux qui la côtoient. Deux détails relatifs au mariage mettent cela bien en évidence. Quand Émilie emménage chez sa belle-famille, sa généreuse amie la suit, qui occupera dès lors une aile du château. Quand, avant cela, les fiançailles ont lieu, le seul bijou qu'accepte la future mariée est un rubis offert par Constance, sur lequel sont gravés un *C* et un *E* entrelacés (les initiales des deux femmes) : le cachet monté en bague, fixé au doigt d'Émilie, indique on ne peut plus clairement ce qu'on obtient en prime quand on demande la main de la jeune fille.

Dans le roman de Mme Charrière, en somme, les dots sont féminines, elles sont fournies par une étrangère – on ne peut l'être beaucoup plus, dans l'imaginaire de l'époque, que quand on a grandi sur une île des Antilles<sup>93</sup> – et par une étrangère qui a pour but, en donnant, de racheter les fautes de son père et de son défunt mari, et de réaliser les vœux des demoiselles à marier, ce qui est le contraire d'un comportement tyrannique. Mme de Staël, dans *Delphine*, donnera également à lire, et ce dès les

<sup>93</sup> L'origine coloniale des richesses de Constance, comme de la fortune dont jouit Mme de Senneterre avant la Révolution, n'est pas sans importance. L'argent qui sert à doter Joséphine, Émilie et Suzette vient d'un ailleurs lointain où, comme l'affirme Constance dans la *Suite de Trois femmes*, «l'on ne va bruler et suffoquer que pour gagner de l'argent, où l'on n'en peut gagner qu'à force de ruses et de rapines»; le capital qu'on en tire, remarque Henri Lafon, échappe au «flot normal de transmission des biens, aristocratique», par succession de père en fils; il atteste qu'il existe d'autres moyens que l'héritage d'accroître son avoir, ce que confirment les deux veuves lorsqu'elles dotent les jeunes filles. (Voir Isabelle de Charrière, *Œuvres complètes, op. cit.*, t. IX, p. 161 et Henri Lafon, «Isabelle de Charrière : trois femmes hors de l'ornière», *Revue des sciences humaines*, 254, avril-juin 1999, p. 148.)

premières lignes du roman, une dot versée par une veuve. Chez elle aussi, la nécessité de pourvoir aux besoins financiers des jeunes filles à marier ne sera pas tant satisfaite par un père gérant, selon des principes patriarcaux, la transmission d'un héritage que par une alliance féminine et charitable. Nous reviendrons, au chapitre suivant, sur la transaction initiale représentée dans *Delphine* et sur ce qui la rapproche de celles qui figurent dans les récits de Fiévée et de Charrière. Sans vouloir anticiper, il nous faut insister dès à présent sur le déplacement qu'opèrent ces auteurs. Dans l'imaginaire romanesque du XVIII<sup>e</sup> siècle finissant, le bien qu'apporte une femme en se mariant n'est pas, comme il pouvait l'être jusqu'alors, un *prix de l'exclusion* (versé par des hommes qui paient pour régner), mais une sorte de rançon déboursée par des femmes libérales et (jusqu'à un certain point) émancipatrices.

Que l'obligation imposée aux chefs de famille de doter les filles à marier participait, sous l'Ancien Régime, d'une gestion du patrimoine qui assujettissait les femmes – à leur père d'abord, à leur mari ensuite – apparaît nettement à qui s'interroge sur les règles qui régissaient cette pratique. En passant de la demeure paternelle au domicile conjugal, les nouvelles mariées emportaient avec elles un don, fait à même le patrimoine familial, dont s'appropriait à bénéficier un autre qu'elle-même : tant et aussi longtemps que vivrait leur mari (ou que l'union ne serait pas dissoute), c'est lui qui en aurait la possession, la responsabilité et la jouissance. L'*Encyclopédie* le dit clairement : «la *dot* est donnée au mari, pour en jouir par lui tant que le mariage durera<sup>94</sup>». À partir du jour de la bénédiction nuptiale, les intérêts lui reviennent de plein droit («Les revenus de la *dot* appartiennent au mari, & sont destinés à lui aider à soutenir les charges du

<sup>94</sup> Article «Dot», dans *Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers, par une société de gens de lettres*, Paris, Briasson, David, Le Breton et Durand, 1755, t. V, p. 64.

mariage<sup>95</sup>»); aussi nul autre que lui n'est habilité à faire valoir les fonds qui lui sont confiés («Le mari a seul l'administration de la *dot*, sa femme ne peut la lui ôter<sup>96</sup>»). Aux droits de l'époux sur les biens de sa tendre moitié (dont elle se trouve pratiquement dépossédée) s'ajoute un droit de retour exercé par le père. Si la femme mariée vient à mourir, la dot profective «retourne au pere par droit de reversion, quand même il aurait émancipé sa fille<sup>97</sup>». Si, à l'inverse, c'est la mort de l'époux qui dissout l'union, la dot, dans ce cas, est rendue «à la femme & à son pere conjointement<sup>98</sup>» lorsque c'est lui qui l'a dotée. Autant dire que les pères (contrairement aux étrangers, qui ne conservent, eux, aucun droit de retour sur les dots qu'ils choisissent de constituer) ne se dessaisissent jamais entièrement des biens dont ils munissent leurs filles. La deuxième édition du *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, éditée par Joseph-Nicolas Guyot en 1784, insiste sur l'état de soumission filiale dans lequel les dots permettent de maintenir les filles mariées. À l'obligation imposée aux pères de pourvoir à l'établissement de leurs enfants correspondent pour ceux-ci «des devoirs de respect, de soumission & de reconnoissance qu'ils ne peuvent se dispenser de remplir», faute de quoi la dotation pourra être annulée : «le pere qui a doté sa fille, & a ainsi acquitté l'obligation que la loi lui imposoit, peut révoquer la Dot qu'il a donnée, lorsque la fille s'est rendue ingrate envers lui<sup>99</sup>». Sujette à révocation, la dot est un instrument de contrôle mis à la disposition des chefs de famille, libres de s'en servir pour affermir leur autorité, et ce tant avant qu'après les noces de leurs filles. En plus d'ouvrir la porte à des reprises de

---

<sup>95</sup> *Ibid.*

<sup>96</sup> *Ibid.*

<sup>97</sup> *Ibid.*

<sup>98</sup> *Ibid.*

<sup>99</sup> Joseph-Nicolas Guyot, *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale*, 2<sup>e</sup> édition, Paris, Visse, 1784, t. VI, p. 256. L'article 959 du Code Napoléon (en vertu duquel les pères ne seront plus contraints de doter leurs filles) supprimera la permission de révoquer «les donations en faveur de mariage» pour cause d'ingratitude. Voir Philippe-Antoine Merlin, *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, 3<sup>e</sup> édition, Paris, Garnery, 1808, t. IV, p. 205.

dots, la jurisprudence permet en effet à ceux-ci de brandir la menace de déroger à leurs obligations dans le cas où les demoiselles prenant mari méconnaîtraient leur volonté : «Si le père [a] de justes raisons pour ne pas consentir au mariage de sa fille, [...] il ne doit pas être forcé à la doter<sup>100</sup>.» Et le jurisconsulte d'approuver pareille instrumentalisation de la dot à des fins coercitives : «Il est bon de laisser au père ce frein, afin qu'il puisse contenir ses enfans, au moins par le motif de l'intérêt & qu'ils ne puissent pas mépriser son autorité, en le contraignant à leur fournir de quoi vivre dans une union qui lui déplaît<sup>101</sup>.» Consolidant les assises du pouvoir paternel et marital, les dots sont complices de la domination masculine au sein des familles d'Ancien Régime, où elles participent à maintenir dans un état de dépendance les filles et les femmes, qui, avec ce bien qu'on leur attribue le jour de leurs noces, s'enrichissent sans s'affranchir.

On ne doit guère s'étonner, par conséquent, que les romanciers (et peut-être surtout les romancières) écrivant au lendemain de la Révolution privilégient la représentation de dots qui échappent au contrôle des chefs de famille. Le plus souvent féminines, de provenance étrangère et transmises d'égale à égale, les dots imaginées par Fiévée, par Mme de Charrière et par Mme de Staël prennent part à cette remise en cause de l'autorité des pères que nous avons déjà commentée. À cette critique de la puissance paternelle s'ajoute (et ce dès avant la Révolution) une critique de la dot elle-même, condamnée à divers titres. Parce qu'elle peut facilement devenir une lourde charge pour des familles dont la fortune n'a souvent aucune mesure avec la grandeur attachée à leur nom; parce qu'elle accroît le nombre des filles mises au couvent, sacrifiées par des parents qui préfèrent, quand ils en ont plusieurs, en doter grassement une seule plutôt

<sup>100</sup> Joseph-Nicolas Guyot, *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, op. cit., t. VI, p. 217.

<sup>101</sup> *Ibid.*

que de pourvoir médiocrement à l'établissement de plusieurs; parce qu'elle aurait entraîné une marchandisation des relations matrimoniales et qu'elle serait responsable, en conclut-on, du dépérissement des mœurs : pour toutes ces raisons, la pratique dotale soulève de fréquents tollés<sup>102</sup>. Une brochure anonyme de 1789 s'en prend au «fatal préalable d'une dot copieuse<sup>103</sup>» qui, en aveuglant les jeunes gens, sèmerait d'avance la zizanie au sein des couples :

Il est connu de tout le monde que ce qui ordinairement influe le plus dans le choix que fait un jeune homme d'une demoiselle, est la considération de ses biens : il ne ferme pas absolument les yeux sur tout le reste; mais il faut convenir que la vue d'une dot considérable fait le plus souvent passer sur beaucoup de choses qui devraient arrêter, lorsqu'il s'agit d'une union qui est pour la vie. De là tant de mariages mal assortis [...] <sup>104</sup>.

Adèle, l'un des personnages du deuxième roman de Fiévée, ne porte pas un jugement moins sévère sur les épouseurs qui rôdent autour d'elle : «ma dot», observe-t-elle en toute lucidité, «est le régulateur de mon mérite<sup>105</sup>». L'auteur de la brochure, lui, propose de sévir en adoptant une loi qui interdirait de doter, ce qui aurait l'heureux effet de «coup[er] racine à une infinité de désordres qui sont la suite nécessaire des usages reçus dans le mariage & par rapport au mariage des filles<sup>106</sup>». L'harmonie des familles ne pourrait que mieux s'en porter.

Si, contrairement aux souhaits de ce pamphlétaire, l'abolition de la dot ne fut votée par aucune assemblée révolutionnaire, plusieurs décrets promulgués après 1789 traduisirent néanmoins l'hostilité de l'opinion publique à son égard. Davantage que les

---

<sup>102</sup> Voir Suzanne Desan, *The Family on Trial in Revolutionary France*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, «Studies on the History of Society and Culture», 2004, p. 31, 41-42 et Candice E. Proctor, *Women, Equality, and the French Revolution*, New York, Greenwood Press, «Contributions in Women's Studies», 1990, p. 104.

<sup>103</sup> *Avis intéressant concernant les jolies filles à marier, ou de l'abus des dots dans le mariage*, Paris, Imprimerie de Momoro, 1789, p. 5.

<sup>104</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>105</sup> Joseph Fiévée, *Frédéric*, *op. cit.*, t. II, p. 251.

<sup>106</sup> *Avis intéressant concernant les jolies filles à marier, ou de l'abus des dots dans le mariage*, *op. cit.*, p. 4.



lois relatives au mariage, ce sont celles ayant pour objet le système successoral qui vinrent modifier les usages en matière de dotation des filles<sup>107</sup>. Le 8 avril 1791, un décret promulgue l'égalité entre tous les héritiers de même niveau (empêchant les aînés, à la mort de leurs parents, de recueillir plus que les puînés, les frères plus que leurs sœurs, etc.), ce qui revient à interdire l'exclusion des enfants dotés : la dot, du coup, perd la fonction d'anticipation successorale qui lui était autrefois dévolue<sup>108</sup>. Le 5 brumaire an II (26 octobre 1793), un nouveau décret somme les filles qui héritent de «rapporter ce qui [leur] aura été donné ou payé lors de [leur] mariage<sup>109</sup>». Les restrictions entourant cette pratique sont portées à leur comble avec la loi du 17 nivôse an II (6 janvier 1794) : le premier article stipule que «[l]es donations entre-vifs faites depuis et compris le 14 juillet 1789 sont nulles»; sont exceptées «[l]es donations et dispositions faites par *contrat de mariage* au profit des conjoints, [...] par tous les citoyens, parens ou non parens des époux, pourvu que les donateurs fussent sans enfans<sup>110</sup>». Toute dot assignée par un père ou par une mère à sa fille depuis la prise de la Bastille se trouve par le fait même frappée de nullité<sup>111</sup>. En dépit de ces interdictions, on continua apparemment à

<sup>107</sup> Le chapitre suivant s'attachera plus longuement à la modification du système successoral par la Révolution; nous nous limiterons pour l'instant à relever l'incidence du nouveau système sur la pratique dotale.

<sup>108</sup> Voir Florence Laroche-Gisserot, «Pratiques de la dot en France au XIX<sup>e</sup> siècle», *loc. cit.*, p. 1434-1435. Le premier article du décret stipule que «[t]ous les héritiers en égal degré succéderont par portions égales aux biens qui leur sont déférés par la loi [...]. En conséquence, les dispositions des coutumes ou statuts qui excluaient les filles ou leurs descendants du droit de succéder avec les mâles ou les descendants des mâles, sont abrogées» («Décret relatif au partage des successions *ab intestat*», dans J. B. Duvergier, *Collection complète des lois, décrets, ordonnances, réglemens, et avis du Conseil d'État de 1788 à 1830*, Paris, A. Guyot et Scribe, 1834 [réimpression Schmidt Periodicals GmbH, 1995], t. II, p. 287).

<sup>109</sup> «Décret contenant plusieurs dispositions relatives aux actes et contrats civils», dans *ibid.*, t. VI, p. 257.

<sup>110</sup> «Décret relatif aux donations et successions», dans *ibid.*, t. VI, p. 373, 376-377.

<sup>111</sup> Ces limitations posées à la faculté de doter s'ajoutèrent à des projets de législation défavorables à ce qu'on appelait alors le «régime dotal», c'est-à-dire au type d'administration des biens conjugaux que le paiement d'une dot avait coutume d'entraîner. Dans son premier projet de code civil, présenté à la Convention nationale le 9 août 1793, le Comité de législation, soucieux de mettre fin à toute séparation d'intérêts entre les époux, souhaita interdire ce régime marital. Voir Philippe Sagnac, *La Législation civile de la Révolution française (1789-1804). Essai d'histoire sociale*, Paris, Hachette, 1898 (réimpression

donner aux demoiselles de quoi se marier au cours de la décennie révolutionnaire<sup>112</sup>, mais il est facile de croire qu'on ne put le faire sans qu'un certain nombre d'ajustements s'impose<sup>113</sup>.

Les nouvelles lois régissant la vie familiale entre la fin de l'Ancien Régime et la promulgation du Code civil éclairent les caractéristiques revêtues par les dots dans les romans des dernières années du siècle. Les biens qu'apportent en se mariant les héroïnes de Fiévée, de Mme de Charrière et de Mme de Staël témoignent des efforts déployés à l'époque pour repenser la transmission des patrimoines. Dans un contexte législatif généralement hostile à la pratique dotale, du moins quand elle se présente sous sa forme traditionnelle, inégalitaire et masculine – quand, autrement dit, les pères dotent leurs filles –, ces romanciers choisissent de pourvoir aux besoins des jeunes couples en puisant ailleurs que dans la bourse des chefs de famille. Ils font appel, pour ce faire, au personnage de la veuve, figure familière de la littérature d'Ancien Régime, «femme seule et libre s'il en est» et «sorte de bâtarde du point de vue du droit<sup>114</sup>». Jacques Poumarède et Christian Biet l'ont mis en évidence : seule habilitée (avec la femme non mariée de plus de vingt-cinq ans) à gérer sa fortune, la veuve ouvre une brèche dans le système patriarcal, échappant tant et si bien aux puissances paternelle et maritale qu'elle semble naturellement appelée à devenir, dans l'imaginaire des romanciers et des

---

Verlag Detlev Auvermann KG, Glashütten im Taunus, 1971), p. 294-301 ainsi que Suzanne Desan, *The Family on Trial in Revolutionary France*, op. cit., p. 64-66.

<sup>112</sup> C'est ce qu'affirme sans exposer ses sources Candice E. Proctor dans *Women, Equality, and the French Revolution*, op. cit., p. 104.

<sup>113</sup> Notons que toutes ces lois révolutionnaires concernant les successions et les donations furent extrêmement contestées et que leur application n'alla pas toujours de soi. Même si leur incidence sur les usages reçus reste incertaine, on peut difficilement concevoir qu'elles n'aient eu aucun impact sur la manière dont les hommes et les femmes perçurent la dot au tournant du siècle. Sur la résistance aux innovations légales en matière de relations familiales, voir Suzanne Desan, *The Family on Trial in Revolutionary France*, op. cit., p. 151 et ss.

<sup>114</sup> Christian Biet, *Droit et littérature sous l'Ancien Régime. Le jeu de la valeur et de la loi*, Paris, Honoré Champion, «Lumière classique», 2002, p. 279, 266.

dramaturges, «un personnage aussi dangereux qu'intéressant<sup>115</sup>». La société lui fait payer cher cette douteuse notoriété acquise à force d'indépendance : «À l'âge classique, écrit Jacques Poumarède, les veuves n'avaient pas bonne presse. Elles étaient souvent jugées infidèles et frivoles, ingrates et dépensières [...]»<sup>116</sup>. Dans les fictions d'Ancien Régime, constate Christian Biet, elles sont ni plus ni moins que de «véritables dangers publics», la «figure canonique du veuvage» étant celle d'«une femme audacieuse, "avide", rusée, hypocrite et intéressée<sup>117</sup>». Libres et menaçantes, les veuves l'étaient en grande partie en vertu de la capacité (juridique) qu'elles avaient de faire de leur argent ce que bon leur plaisait, ce qu'on ne pouvait mieux leur reprocher qu'en les accusant d'être, comme nous venons de le noter, «dépensières», «avides», «intéressées»... Inquiétantes, elles l'étaient aussi parce que leurs vies donnaient l'exemple d'un monde où il était parfaitement possible de se passer de père et de mari<sup>118</sup>. La Révolution venue, quand de nouvelles dispositions juridiques lièrent les mains des chefs de famille et les empêchèrent de payer la dot de leurs enfants, les veuves se trouvèrent toutes désignées pour remédier à l'impéritie paternelle : leurs écarts devenaient des échappées, des voies ouvertes par où faire passer les fonds nécessaires aux arrangements matrimoniaux. Joseph Fiévée, à l'instar de Mme de Charrière et de Mme de Staël, s'empare du

<sup>115</sup> *Ibid.*, p. 266. La situation des veuves, explique Jacques Poumarède, était tout simplement «remarquable. Libérée de la "puissance maritale" par le veuvage, la femme faisait l'acquisition d'une pleine capacité juridique qui lui permettait de passer, sans avoir besoin d'une autorisation, tous les contrats de droit civil, de s'engager pour autrui, d'ester en justice. Elle pouvait disposer pleinement de ses biens, les vendre, les donner, faire un testament» (Jacques Poumarède, «Le droit des veuves sous l'Ancien Régime (XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles) ou comment gagner son douaire», *loc. cit.*, p. 66).

<sup>116</sup> *Ibid.*, p. 64.

<sup>117</sup> Christian Biet, *Droit et littérature sous l'Ancien Régime. Le jeu de la valeur et de la loi*, *op. cit.*, p. 258 et, du même auteur, «Quand la veuve contre-attaque : droit et fiction littéraire sous l'Ancien Régime», dans Colette Nativel (dir.), *Femmes savantes, savoirs des femmes. Du crépuscule de la Renaissance à l'aube des Lumières*, Actes du colloque de Chantilly (22-24 septembre 1995), Genève, Droz, 1999, p. 23.

<sup>118</sup> Grâce au personnage de la veuve, observe Christian Biet, le pouvoir patriarcal «a été mis en désordre, analysé sans prérequis absolu, parfois même combattu, et les spectateurs-lecteurs ont été mis en demeure de douter du bien-fondé et de la pérennité du pouvoir paternel et, plus largement, du pouvoir masculin» (Christian Biet, *Droit et littérature sous l'Ancien Régime. Le jeu de la valeur et de la loi*, *op. cit.*, p. 282).

personnage et le met à contribution pour que l'argent et les jeunes filles continuent malgré tout à circuler. L'image de la «méchante veuve» s'efface derrière celle de la veuve salvatrice. La générosité, il est vrai, n'avait pas toujours été perçue comme incompatible avec la condition de ces femmes : pour ne pas encourir le blâme et la suspicion qui s'attachaient à leur état, les veuves de l'Ancien Régime étaient encouragées à se consacrer à des œuvres de bienfaisance, une manière commode de légitimer leur pouvoir de dépenser<sup>119</sup>. Or les activités charitables de ces dames ont ceci de particulier, dans les romans qui nous occupent, qu'en s'exerçant au profit de jeunes filles à doter (une tâche normalement remplie par les pères), elles n'ont strictement rien, pour le patriarcat, de rassurant. L'usage qu'elles font de leurs richesses est à la fois conforme à ce que la société exigeait d'elles pour être tranquillisée – il est charitable, donc acceptable – et révélateur de ce qui, précisément, leur attirait la défiance de leur entourage : une existence insoumise, qui les rendait aptes à remplir des rôles traditionnellement dévolus aux hommes, tel celui que jouaient les chefs de famille quand ils satisfaisaient aux besoins financiers des nouveaux ménages.

Il faut dire que les pères, dans ces trois romans de la Révolution, ont une excellente raison de ne pas doter leurs filles : ils sont tous morts. La vogue des récits ayant des orphelins pour protagonistes influe inévitablement sur la manière de représenter les dots à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>120</sup>; le discours législatif, nous l'avons vu, ne le fait pas moins. Dans ces romans d'après Thermidor comme dans les textes juridiques des premières années de la République, la dot ne se présente plus comme un héritage anticipé transmis par un père tout-puissant. De provenance féminine et le plus souvent

<sup>119</sup> Voir Jacques Poumarède, «Le droit des veuves sous l'Ancien Régime (XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles) ou comment gagner son douaire», *loc. cit.*, p. 67.

<sup>120</sup> Lynn Hunt a mis en lumière cette mode à la fois romanesque et théâtrale des héros sans pères dans *Le Roman familial de la Révolution française*, *op. cit.*; sur ce sujet, voir en particulier les p. 48-49 et 173.

étrangère, elle intègre la catégorie des bienfaits. Avant que le Code civil, en 1804, ne rende à nouveau légitime la puissance paternelle, la dot fit ainsi du mariage, pour les héroïnes de roman (comme peut-être pour leurs lectrices), un cadeau d'un type nouveau.

\*\*\*

Contrairement à ce que pouvait laisser entendre Joseph Fiévée dans l'article de la *Gazette française* cité au début de ce chapitre, la Révolution n'a pas tué le don. Elle a cependant multiplié le nombre des contraintes auxquelles donateurs et donataires étaient forcés de se soumettre. Dans une France réorganisée en fonction des principes égalitaires de 1789, certaines transactions faites à titre gratuit étaient sujettes à réprobation : c'était le cas de celles qui, comme les dots et les legs, pouvaient être soupçonnées de servir à des fins coercitives et de profiter à un contre-pouvoir, celui des pères de famille, qu'une France débarrassée de son monarque se devait de combattre. En écrivant *La Dot de Suzette*, Fiévée se montre parfaitement conscient du nouveau code qui régit la circulation des richesses dans les dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ses personnages offrent et reçoivent à satiété, mais ils le font dans les règles de l'art, de manière à obtenir l'assentiment d'un vaste public. En fin connaisseur de la résistance que risque de rencontrer tel ou tel don dans la société qu'il dépeint, le romancier se joue des difficultés : si les pères ne peuvent plus délier les cordons de leur bourse pour marier leurs filles, les veuves s'en chargeront; si les fils ne peuvent plus se faire transmettre le patrimoine de leurs ancêtres par voie de succession, ils l'obtiendront des mains de jolies orphelines, secourues, au préalable, par de charitables dames.

À l'instar de Sénac de Meilhan et de Mme de Charrière, Fiévée dit la nécessité de continuer à recevoir et à donner en dépit des complications liées à la Révolution. Eux aussi, rappelons-le, tenaient compte de ce qui aurait pu empêcher leurs personnages

d'agréer des présents ou des services. À l'extérieur des frontières de la France, dans le monde de l'émigration qu'ils dépeignent, ce n'est pas tant le respect des principes et de la législation révolutionnaires que le respect de l'honneur aristocratique qui force les individus à réfréner leurs élans charitables. Parce que les remous politiques ont transformé les seigneurs en indigents, la bienfaisance devient lourde de menaces. Les auteurs de *L'Émigré* et de *Trois femmes* en prennent acte et imaginent diverses solutions pour que la générosité trouve malgré tout à s'exercer. Cet obstacle-là, Fiévée le lève aussi : le romancier, à sa façon, neutralise le risque d'une charité potentiellement humiliante, qui, au même titre que les interdits révolutionnaires relatifs à la dot et au legs, oblige en ces années à donner avec circonspection. En confiant à sa noble héroïne la narration d'un récit qui débute longtemps avant ses déboires, l'auteur fait en sorte que les dons qu'elle agrée après 1789 soient interprétés comme la juste récompense de ses largesses d'antan : avec l'assurance qui préside aux examens rétrospectifs, l'aristocrate signant ses Mémoires dresse l'inventaire des sommes versées et des sommes reçues et induit le lecteur à conclure que les comptes balancent. Jugée à l'aune de ses bontés passées, l'aide acceptée au cours de la Révolution perd tout caractère avilissant. Il en va de même des privations subies : ramenées à la vertu du détachement, les spoliations s'apparentent à des sacrifices volontaires. La bienfaisance, loin d'être morte dans *La Dot de Suzette*, s'y révèle un véritable antidote au traumatisme révolutionnaire.

Or Fiévée, s'il se joue des difficultés que soulèvent les intentions libérales en cette fin de siècle, se joue aussi, nous l'avons vu, de la simplicité de certains discours officiels visant à favoriser les secours publics. Les dons qu'il représente ont beau être adaptés au goût du jour, ils ne sauraient pour autant conforter le nouveau régime dans l'opinion qu'il se fait d'une bienfaisance utile et légitime. Les soins prodigués par ses

deux héroïnes sont efficaces, mais ils le sont en raison d'une logique proprement romanesque, à l'intérieur de laquelle l'illusion et le hasard tiennent un rôle important. Le doute s'en trouve jeté sur la possibilité, pour des êtres de chair et d'os, de tirer aussi facilement profit de leurs bonnes actions que ne le font la noble dame et l'orpheline dont l'histoire est contée. Joseph Fiévée, autrement dit, invite le lecteur à ne pas s'en faire accroire : donner est certes louable, mais les bénéfices ne sont pas garantis.

**CHAPITRE IV**

**LES REVERS DE LA BIENFAISANCE :**

***DE DELPHINE À CORINNE***



«[U]ne étrangère laide comme le péché mortel, intrigante comme une orléaniste, hardie comme un page et sensible comme un jacobin<sup>1</sup>.» L'opinion peu flatteuse qu'avait en 1797 Joseph Fiévée de Mme de Staël augurait du jugement qu'il porterait quelques années plus tard sur son premier roman : histoire d'«une folle et [d']un être vain et insolent», *Delphine* se voyait reconnaître le douteux mérite d'être un «guide parfait pour ceux qui [voulaien]t s'égarer avec méthode»; aussi ne devait-il séduire que «les esprits faux et les cœurs déjà corrompus<sup>2</sup>». La postérité ayant fait peu de cas du verdict de Fiévée, Henri Coulet, qui s'est davantage intéressé à la châtelaine de Coppet qu'à son pourfendeur, proposait en 1987 de «comparer les romans de Mme de Staël, romans de la Révolution manquée et manquante, et le roman de la Révolution réussie et récupérée, *La Dot de Suzette* de Fiévée<sup>3</sup>». Vingt ans plus tard, l'exercice, à notre connaissance, n'a pas encore été fait. Le rapprochement méritait pourtant d'être tenté, et pas uniquement sur la base qu'imaginait Henri Coulet : romans de la Révolution, ces œuvres sont aussi des romans du don, manqué d'une part et réussi de l'autre. La surenchère de générosité à laquelle s'adonnent les personnages de *Suzette* n'a d'équivalent, en effet, que l'ardeur mise par la première héroïne de Mme de Staël à se dévouer à tout un chacun, la

---

<sup>1</sup> *Gazette française, papier-nouvelles de tous les jours et de tous les pays*, n° 2026, 24 juillet 1797 (6 Thermidor, an V de la République), p. 3. Cité par Simone Balayé, «Un émissaire de Bonaparte, Fiévée critique de madame de Staël et de *Delphine*», *Cahiers staëliens*, 26-27, 1979, p. 100.

<sup>2</sup> *Le Mercure de France*, 1<sup>er</sup> janvier 1803. Cité par Simone Balayé, «Un émissaire de Bonaparte, Fiévée critique de madame de Staël et de *Delphine*», *loc. cit.*, p. 108, 116.

<sup>3</sup> Henri Coulet, «Révolution et roman selon Mme de Staël», *Revue d'histoire littéraire de la France*, 87, 4, juillet-août 1987, p. 659.

bienfaisance s'avérant dans son cas aussi catastrophique qu'elle est salutaire dans le récit de Fiévée.

Personne, cependant, ne pouvait être mieux disposé que ne l'avait été dans sa jeunesse la fille du couple Necker pour voir en la bienfaisance, non seulement un remède efficace aux maux des hommes, mais un moyen éprouvé, pour ceux qui l'exerçaient, de remporter tous les suffrages. Le ministre de Louis XVI et sa femme n'ignoraient pas l'importance des bonnes œuvres<sup>4</sup>; aussi se taillèrent-ils une place de choix dans la galerie de philanthropes que produisit la fin de l'Ancien Régime. On connaît le rôle joué par la mère de Mme de Staël dans la réforme des hôpitaux : l'établissement expérimental qu'elle créa en 1778 – l'actuel Hôpital Necker – servit de référence à ceux qui souhaitèrent s'attaquer au problème de la pauvreté au cours des décennies suivantes, y compris le Comité de mendicité de la Constituyente<sup>5</sup>. Alliant la générosité à des talents de gestionnaire dignes de l'épouse d'un contrôleur général des finances, Mme Necker pratiqua une «bienfaisance éclairée», c'est-à-dire rigoureuse, efficace – le secours des pauvres était chez elle «un souci chiffré<sup>6</sup>» – et hautement publicisée : le rapport de ses activités dans le domaine des hôpitaux, paru sous le titre *Hospice de charité, institution, règles et usages de cette maison* (Paris, Imprimerie royale, 1780), fut l'un de ses rares écrits à recevoir de son vivant l'imprimatur marital. Sa fille s'en souviendra peut-être,

---

<sup>4</sup> L'exemple du fameux *Compte rendu au Roi* de Necker, véritable best-seller qui se vendit à trente mille exemplaires en deux semaines, illustre on ne peut mieux la manière dont le maître des finances savait tirer profit, auprès de l'opinion, de son esprit philanthropique : le produit de la vente était destiné au soulagement des malheureux. Jean-Denis Bredin rappelle ce fait dans «Necker et l'opinion publique», dans Lucien Jaume (dir.), *Coppet, creuset de l'esprit libéral. Les idées politiques et constitutionnelles du groupe de madame de Staël*, Actes du colloque de Coppet des 15 et 16 mai 1998, Aix-en-Provence et Paris, Presses universitaires d'Aix-Marseille et Économica, «Droit public positif», 2000, p. 28.

<sup>5</sup> Voir Lucette Perol, «Diderot, Mme Necker et la réforme des hôpitaux», *Studies on Voltaire and the Eighteenth Century*, 311, 1993, p. 228-232.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 229.

qui fera d'un don, savamment calculé, le sujet de la lettre par laquelle débutera son premier roman.

Mme de Staël fut façonnée par l'idéal philanthropique, propre à la fin de l'Ancien Régime, que ses parents avaient épousé. Celle que Roland Mortier décrit comme «l'héritière la plus intelligente et la plus fidèle de l'esprit des "lumières"<sup>7</sup>» ne cessa d'affirmer, jusqu'à la fin de sa vie, la prééminence de cette qualité que le siècle de Voltaire avait portée aux nues : l'inclination à faire du bien aux autres. Dans ses écrits théoriques, elle loua plus d'une fois ce qui était à ses yeux «la première des vertus, le dévouement<sup>8</sup>». L'expérience révolutionnaire, loin de lui faire abandonner les idéaux de sa première jeunesse, ne fit apparemment que les confirmer – c'est du moins ce qu'elle laissa entendre dans ses «Quelques réflexions sur le but moral de *Delphine*» :

La première des vertus, la plus touchante des qualités, c'est la bonté ; il me semble que nous avons tant de besoin de la pitié les uns des autres, que ce que nous devons craindre avant tout, ce sont les êtres [...] qui ne sont pas impatients de soulager la peine, dès qu'ils en ont le pouvoir. [...] Il est si vrai que la première qualité des hommes est la bonté, que dans les grandes crises de la destinée, lorsque le malheur fait taire et l'amour-propre et l'envie, ce qu'on cherche d'abord c'est la touchante qualité qui apaise les fureurs de l'homme et conserve dans son cœur quelques rayons de la miséricorde éternelle<sup>9</sup>.

Cette «touchante» propension à secourir le malheur, elle y fut, dans sa vie, particulièrement sensible : «ce qu'elle vante prioritairement chez ceux qu'elle admire», observe Xavier Martin, «c'est le désintéressement, la générosité<sup>10</sup>». Les exemples

<sup>7</sup> Roland Mortier, «Mme de Staël et l'héritage des "Lumières"», dans *Madame de Staël et l'Europe*, Actes du Colloque de Coppet (18-24 juillet 1966), Paris, Klincksieck, «Actes et colloques», 1970, p. 129.

<sup>8</sup> Germaine de Staël, *De l'Allemagne*, chronologie et préface par Simone Balayé, Paris, Garnier-Flammarion, 1968, t. II, p. 302.

<sup>9</sup> Germaine de Staël, «Quelques réflexions sur le but moral de *Delphine*», dans *Delphine, Œuvres complètes* (série II, tome II), texte établi par Lucia Omacini et annoté par Simone Balayé, Paris, Honoré Champion, «Textes de littérature moderne et contemporaine», 2004, p. 718.

<sup>10</sup> Xavier Martin, «Anthropologie et politique : madame de Staël contre les Idéologues», dans Jean Roussel (dir.), *L'Héritage des Lumières : Volney et les idéologues*, Actes du Colloque d'Angers (14-17 mai 1987), Presses de l'Université d'Angers, 1988, p. 287. Ses proches furent d'ailleurs nombreux à lui

seraient nombreux, un seul suffira à le rappeler. Son père – de tous les êtres, celui qu'elle aima le plus – était pour elle le dévouement incarné : « Tout ce qui l'entourait, à quelque degré que ce fût, sentait l'influence de sa parfaite bonté; bienfaisance, générosité, simples attentions de société, tout avait sa place, et rien n'étoit négligé<sup>11</sup>. » En revanche, remarque Xavier Martin, quand elle vilipende Bonaparte, son ennemi juré, c'est par-dessus tout son égoïsme calculateur qu'elle dénonce : sa personnalité est, reconnaît-elle, « un labyrinthe, mais un labyrinthe qui a un fil, l'égoïsme<sup>12</sup> ». Si d'aventure elle mentionne un don qu'aurait fait l'Empereur, c'est pour mettre en évidence les mauvaises intentions qui l'animaient et pour l'opposer à ses propres penchants au désintéressement. Son ami milanais le duc de Melzi s'étant vu offrir une terre par le conquérant – un « tour perfide » fait pour le « dépopulariser » –, Mme de Staël lui conseilla d'en consacrer les revenus à un établissement public :

Il adopta mon avis; et, dès le jour suivant, en se promenant avec l'empereur, il lui dit que telle étoit son intention. Bonaparte lui saisit le bras, et s'écria : *C'est une idée de madame de Staël que vous me dites là; je le parie. Mais ne donnez pas, croyez-moi, dans cette philanthropie romanesque du dix-huitième siècle : il n'y a qu'une seule chose à faire dans ce monde; c'est d'acquérir toujours plus d'argent et de pouvoir; tout le reste est chimère*<sup>13</sup>.

---

rendre le compliment, tel Benjamin Constant, qui, honorant sa mémoire, souligna l'énergie qu'elle mettait à prêter main-forte à tous les proscrits : « Sa demeure était leur asile, sa fortune leur ressource, son activité leur espérance » (Benjamin Constant, « De madame de Staël et de ses ouvrages », dans *Portraits. Mémoires. Souvenirs*, textes établis et annotés par Éphraïm Harpaz, Paris, Honoré Champion, 1992 [1829], p. 213).

<sup>11</sup> Germaine de Staël, « Du caractère de M. Necker, et de sa vie privée », dans *Œuvres complètes de Mme la baronne de Staël*, publiées par son fils, précédées d'une notice sur le caractère et les écrits de Mme de Staël, par madame Necker de Saussure, Paris, Treuttel et Würtz, 1820-1821, t. XVII, p. 89.

<sup>12</sup> Germaine de Staël, *Considérations sur la Révolution française*, introduction, bibliographie, chronologie et notes par Jacques Godechot, Paris, Tallandier, 1983, p. 504. Pour de plus nombreux exemples, voir Xavier Martin, « Anthropologie et politique : madame de Staël contre les Idéologues », *loc. cit.*, p. 276 et ss.

<sup>13</sup> Germaine de Staël, *Considérations sur la Révolution française*, *op. cit.*, p. 424. C'est Mme de Staël qui souligne.

Apocryphe ou non, la réplique est révélatrice. Accusée de «*philanthropie romanesque du dix-huitième siècle*», Mme de Staël se présente en fidèle défenseur de valeurs (la générosité, la bienfaisance) qu'une époque heureuse, mais révolue, lui avait inculquées.

Les romans de Mme de Staël témoignent, par la propension qu'ont leurs héros à secourir l'infortune, de cette fidélité de leur auteure à l'idéal philanthropique. La représentation de la bienfaisance s'y révèle néanmoins profondément marquée par l'expérience révolutionnaire. Les personnages principaux de *Delphine* et de *Corinne* ont beau se dévouer à leurs semblables avec une parfaite abnégation, leurs bonnes actions ont des effets hautement dysphoriques, qui jurent avec l'idée, chère aux Lumières, d'une bienfaisance éminemment utile, propre à assurer le bonheur de tout un chacun. La Révolution est passée par là, ébranlant la foi de la romancière en une générosité dont l'exercice serait facile et gratifiant. Les dons et les services imaginés par la fille de Necker signalent leur appartenance à des temps nouveaux dans la mesure, également, où les problèmes qu'ils soulèvent ont souvent partie liée avec quelques-unes des grandes réformes entreprises après 1789. Qu'il s'agisse de la redéfinition du droit des successions ou de l'instauration de relations contractuelles entre les individus, les efforts déployés par les contemporains de Mme de Staël pour repenser le lien social orientent les réflexions que font ses personnages lorsqu'ils se répandent en bienfaits ou qu'ils en reçoivent.

Ce chapitre est principalement consacré à l'étude de *Delphine*, où les dons revêtent une plus grande importance que dans *Corinne*, le roman subséquent. Une première section, centrée sur la lettre initiale du récit épistolaire, s'intéressera à la manière dont l'héroïne s'y prend pour offrir un bien considérable à un autre personnage; les attributs de son geste, en particulier sa liberté, sur laquelle elle insiste, attireront notre

attention sur la façon dont le texte est travaillé par le contexte législatif des dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle. Dans une deuxième section, nous verrons que Mme de Staël pose avec acuité le problème de la réception des bienfaits, dont nous avons souligné l'importance dans les trois œuvres précédentes; en faisant porter l'analyse sur le langage qu'emploie la donataire afin d'accepter le service qu'on lui rend, nous mettrons en lumière les enjeux du conflit que fait naître la première libéralité de Delphine. La bienfaisance, dans ce roman, n'est pas seulement conflictuelle : elle est également socialement décevante, car peu susceptible de tisser des liens entre les personnages. C'est ce que mettra en évidence la troisième section, qui s'attachera notamment à la manière dont la forme épistolaire amplifie les problèmes soulevés par la circulation des dons dans ce récit. Le bilan des activités charitables de l'héroïne fera l'objet de la section suivante. Il s'agira d'évaluer les pertes encourues par Delphine et de comprendre comment Mme de Staël, qui lui fait payer particulièrement cher ses prodigalités, reconsidère l'idéal bienfaisant des Lumières : dans une société qu'elle juge trop gangrenée pour que les bonnes actions puissent y être heureuses et utiles, leur valeur ne peut être que sacrificielle. Enfin, une cinquième et dernière section examinera le traitement réservé aux dons dans *Corinne*, où ils se révèlent tout aussi inaptes à procurer le bonheur que dans le roman de 1802 : un même constat d'impuissance accompagne les mouvements généreux d'Oswald et ceux de Delphine. Nous verrons que le récit italien pose cependant d'une manière différente le problème de la réception, en le déplaçant du côté de l'intime et du rapport à l'héritage. Ce sera l'occasion de rappeler qu'un « bon don », en ces années postrévolutionnaires, se définit parfois en opposition au legs : c'était

le cas dans *La Dot de Suzette*; ce l'est aussi chez Mme de Staël, dont les personnages, contrairement aux héroïnes de Fiévée, le constatent à leurs dépens et dans les larmes<sup>14</sup>.

### 1. La liberté de donner

*Delphine* s'ouvre sur un don, celui de la terre d'Andelys, qu'offre l'héroïne à sa cousine Matilde. Geste inaugural, qui enclenche la série d'événements qui feront la trame du roman, ce don forme la matière des trois premières lettres échangées entre les deux cousines, puis celle des deux suivantes, que s'écrivent Delphine et Mme de Vernon, la mère de Matilde. Si la bienfaisance lance l'échange épistolaire, c'est qu'elle prête à discussion, qu'elle suscite la réaction, la dispute même : en cédant une terre, Delphine fait un geste que chaque personnage concerné interprétera à sa manière, en fonction de ses intérêts et de ses dispositions, bonnes ou mauvaises. Dans l'univers romanesque qu'invente Mme de Staël, la bienfaisance fait problème : source de conflits, elle est aussi, et d'abord, une question à résoudre, un acte qu'il faut expliquer et commenter.

Dès sa première lettre, Delphine s'applique à montrer les formes diverses que prend sa bonne action. En offrant à Matilde la rente nécessaire à un mariage avantageux, l'héroïne dote sa cousine comme un père sa fille. Cependant, pour lui faire accepter ce qui risque surtout de paraître comme un service trop généreux pour ne pas être

---

<sup>14</sup> Des versions antérieures de certaines sections de ce chapitre ont été publiées (ou sont en voie de l'être) sous les titres suivants : «Don de terre, don de parole. Serments et dettes dans *Delphine* de Mme de Staël», dans Pascal Brissette *et al.* (dir.), *Imaginaire social et discours économique*, Université de Montréal, Département d'études françaises, «Paragraphe», 2003, p. 125-134; «De la reconnaissance comme aveu : *anagnorisis* et sacrifice mémoriel dans *Corinne ou l'Italie* de Mme de Staël», *SVEC*, 12, 2006, p. 261-267; «Présents funestes et dons de ciel : de la bienfaisance dans *Delphine*», *Cahiers staëliens*, 58, à paraître en 2007.

«embarrassant à recevoir<sup>15</sup>», elle lui confère les traits d'un héritage anticipé, alléguant que, si elle venait à mourir, sa correspondante obtiendrait de toute façon une partie de sa fortune. Mélange de legs, de dot et de bienfait, le geste de Delphine révèle d'emblée son ambivalence et sa complexité.

En faisant du don de la terre d'Andelys l'acte initial de son roman, Mme de Staël met en valeur ce qui s'imposera vite au lecteur comme l'une des principales qualités d'une héroïne qui n'en manque pas : sa générosité. Qu'il s'agisse de sa fortune, de ses soins ou de ses bonnes paroles, l'héroïne donne sans cesse et sans la moindre retenue. Sa fortune : outre les vingt mille livres de rente offertes à sa cousine, Delphine prête quarante mille livres à Mme de Vernon et se porte caution d'une dette de soixante mille livres contractée par celle-ci. Ses soins : l'héroïne les prodigue à tous les infortunés qui croisent sa route, enfants abandonnés (Isore), amants éplorés (M. de Serbellane, Thérèse d'Ervins), fugitifs et proscrits (M. de Valorbe, M. de Serbellane), condamnés (Mme de Vernon mourante, Léonce prisonnier), habitants nécessiteux du village de Bellerive. Ses paroles : par quelques mots gentiment prononcés, Delphine délivre Mme de R. de l'ostracisme qui la frappait dans le salon de la reine; par les quelque cent dix lettres qu'elle adresse (la moitié de toutes celles qui composent le roman), elle est surtout, et de loin, la plus prodigue des épistolières. Dans l'économie du roman, le don inaugural est d'une efficacité certaine : premier signe (ou premier symptôme) d'une irrépressible générosité, il désigne à l'attention du lecteur une qualité de l'héroïne qui alimentera longuement ses aventures.

---

<sup>15</sup> Germaine de Staël, *Delphine*, *op. cit.*, première partie, lettre première, p. 18. Désormais, toute référence à cet ouvrage sera indiquée par le sigle *D*, suivi de la partie, du numéro de la lettre et du folio.



Quelques années avant la publication de ce roman dans lequel les innombrables libéralités de l'héroïne servent de ressort à l'histoire, Mme de Staël consacrait à la bienfaisance le dernier chapitre de son traité sur les passions. Les «actions de la bonté», y lisait-on, sont les plus efficaces des «ressources qu'on trouve en soi» pour échapper aux orages qui menacent les êtres passionnés; source intarissable de plaisirs indépendants et simples, la bienfaisance «ne veut [ni] n'attend rien des autres, et place sa félicité tout entière dans ce qu'elle éprouve<sup>16</sup>». Qu'advient-il de ces mérites de la bienfaisance dans *Delphine*? Entre le dernier chapitre de *L'influence des passions*, paru en 1796, et le roman de 1802, il y a plus qu'une différence de dates : loin d'être, comme l'annonçait le traité, le moyen le plus sûr d'«éviter les grandes douleurs<sup>17</sup>», les innombrables libéralités de Delphine sont à l'origine de tous ses déboires.

Avant d'entraîner la charitable jeune femme dans des situations qui, s'enchaînant les unes aux autres, deviendront vite inextricables, les élans de générosité représentés par Mme de Staël sont, l'espace de quelques pages, porteurs d'espoir. Une parfaite continuité se donne d'abord à lire entre la bienfaisance telle qu'elle est théorisée dans le traité et telle qu'elle apparaît dans les premières lignes qu'écrit Delphine. Dans un texte comme dans l'autre, la bienfaisance est spontanée. Elle ne saurait l'être davantage que dans un roman dont elle constitue le geste inaugural. Elle est aussi une source de joie. Les premières expressions qui naissent sous la plume de Delphine ont des accents euphoriques : l'héroïne «serai[t] trop heureuse» si elle pouvait faire jouir Matilde d'une portion de la fortune dont on l'a «comblée»; son don lui procure un «sentiment de bonheur» qu'elle prie sa correspondante de ne pas lui «ravir» (*D*, I-I, 18). La bonté de

<sup>16</sup> Germaine de Staël, *De l'influence des passions sur le bonheur des individus et des nations*, suivi de *Réflexions sur le suicide*, préface de Chantal Thomas, Paris, Payot & Rivages, «Petite Bibliothèque», 2000, p. 224-225.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 241.

Delphine est enfin, conformément à celle que prônait quelques années plus tôt son auteur, le gage d'une précieuse indépendance.

Dans le roman, l'autonomie est toutefois moins ce que permet de préserver la bienfaisance que ce dont elle témoigne. Si l'héroïne peut donner, c'est parce qu'elle est riche et qu'aucune attache ne vient restreindre ses élans altruistes. Sa situation financière est en effet tôt connue grâce aux quelques précisions comptables auxquelles la pousse son offre : «En vous donnant la terre d'Andelys, écrit Delphine, il me restera encore cinquante mille livres de revenu; j'ai presque honte d'avoir l'air de la générosité quand je ne dérange en rien les habitudes de ma vie» (*D*, I-I, 18). Ces habitudes ont beau être modestes, ainsi que le laisse entendre l'héroïne, elles n'en sont pas moins celles d'une personne bien nantie. Delphine a «beaucoup plus de fortune qu'il n'en faut» (*D*, I-I, 19) et elle compte bien le faire savoir à sa cousine. Dans cette première lettre, la bienfaisance révèle l'abondance des ressources et le rang social de celle qui les possède. Quelques pages plus loin, l'héroïne se targuera d'une «position [qui lui] permet de rendre quelques services, et ne [l]'oblige jamais à en demander» (*D*, I-III, 27)<sup>18</sup>. Derrière ses airs d'abnégation, le don laisse entrevoir la souveraineté de celle que la fortune a placée au-dessus de la mêlée et qui n'a, de plus, aucune obligation familiale qui puisse interférer avec ses bons sentiments. Veuve à vingt-et-un ans, orpheline de père et de mère, Delphine n'a pour seule parente pouvant réclamer des droits à sa fortune qu'une belle-sœur retirée dans un couvent, amie intime par surcroît. «[J]e suis donc libre, écrit-

<sup>18</sup> «Heureux celui qui n'a jamais eu besoin des autres que par le cœur, qui ne s'est soumis que parce qu'il aimait, et sur qui personne, excepté les auteurs de ses jours, n'eut jamais d'autres droits que ceux qu'ils reçurent de sa tendresse!» Ce cri du cœur, poussé par Mme de Staël en 1788 pour justifier chez Rousseau la «haine pour les bienfaits» – plus précisément, son éloignement pour les services qu'on voulait lui rendre, qu'un «fier amour de l'indépendance» le retenait d'accepter – trouve un écho, au début de *Delphine*, dans cette déclaration de l'héroïne, trop heureuse de n'avoir «que des rapports de choix avec les personnes qui [l]'entourent» (*D*, I-III, 27). Voir Germaine de Staël, *Lettres sur les ouvrages et le caractère de J.-J. Rousseau*, dans *Œuvres de jeunesse*, présentation et notes de Simone Balayé, texte établi par John Isbell, Desjonquères, «XVIII<sup>e</sup> siècle», 1997, p. 91-92.

elle à Matilde, et parfaitement libre de vous assurer vingt mille livres de rente » (*D*, I-I, 18).

L'indépendance (à la fois financière et familiale) revendiquée par Delphine est accentuée par le rôle qu'elle choisit d'assumer à l'égard de sa cousine. Sans père ni mari auxquels se soumettre, elle emploie sa liberté à jouer auprès de Matilde un rôle parental. En dotant sa cousine, elle prend la place du père mort de celle qu'on veut marier. Cette responsabilité qu'elle prétend endosser apparaît avec une netteté particulière lorsque la jeune femme évoque le mariage et la dot de Matilde comme «[des] projets que nous avons arrêtés votre mère et moi» (*D*, I-I, 19). Dans ce roman comme dans l'*Histoire de Mme de Senneterre*, une bienfaisance féminine supplée au vide créé par des chefs de famille absents<sup>19</sup>. On a souvent remarqué la prédominance des femmes dans *Delphine*<sup>20</sup> : les personnages principaux (Delphine, Léonce, Matilde, Mme de Vernon) sont tous orphelins de père, tandis que les mères, tantôt dominatrices (Mme de Mondoville, Mme de Vernon, Mme de Ternan), tantôt tendres et dévouées (Mme de Belmont, Mme de Cerlebe, Mme de Lebenzei), sont légion. Dans l'univers où évolue l'héroïne, les femmes règnent par leur nombre, par le pouvoir qu'exercent plusieurs d'entre elles, par l'intérêt que suscitent leurs destinées et par le flot de leurs paroles. Avant même les premières lettres du texte, l'épigraphe donne priorité au discours féminin : tirée des *Mélanges* de

---

<sup>19</sup> Contrairement à ce qu'a observé Claire Garry-Boussel dans l'ensemble de l'œuvre staëlienne, la bienfaisance n'est pas, dans *Delphine*, une activité spécifiquement masculine. Certains hommes (M. de Lebenzei, le vieux moine du mont Saint-Bernard...) sont certes conformes à l'idéal de générosité que personnifiait, aux yeux de Mme de Staël, la figure emblématique de Necker, mais cet idéal, dans le roman, est d'abord incarné par l'héroïne elle-même. (Voir Claire Garry-Boussel, *Statut et fonction du personnage masculin chez Mme de Staël*, Paris, Honoré Champion, «Les dix-huitièmes siècles», 2002, p. 326.)

<sup>20</sup> Voir, par exemple, Madelyn Gutwirth (*Madame de Staël, Novelist. The Emergence of the Artist as Woman*, Urbana, University of Illinois Press, 1978, p. 76-153), Simone Balayé («Destins de femmes dans *Delphine*», dans *Madame de Staël : écrire, lutter, vivre*, préface de Roland Mortier, postface de Frank Paul Bowman, Genève, Droz, 1994, p. 61-76) et Doris Y. Kadish (*Politicizing Gender. Narrative Strategies in the Aftermath of the French Revolution*, New Brunswick et Londres, Rutgers University Press, 1991, p. 93-101).

madame Necker, la citation en exergue soumet le récit à l'ascendant de la figure maternelle<sup>21</sup>. La déchéance du roi se profile à l'arrière-plan d'un récit dont le cadre historique reprend en sourdine le motif du père éconduit : l'histoire imaginée par Mme de Staël débute en avril 1790, un peu plus d'un an avant la fuite du roi à Varenne, et prend fin à l'automne 1792, au lendemain de la journée du 10 août qui sonne le glas de la monarchie. Geste compensatoire à l'égard de Matilde (fille d'un homme qui mourut «presque ruiné» – *D*, II-XLI, 258), la donation que fait Delphine donne son ton au roman. Elle y révèle d'entrée de jeu l'absence des pères, indissociable de la liberté revendiquée par la jeune femme.

En exposant en détail la situation familiale et financière de son héroïne, Mme de Staël ne rappelle pas uniquement que l'exigence de liberté, à l'époque où se déroule son récit, semble devoir impliquer la destitution des figures paternelles. Elle situe en même temps son roman à l'intérieur d'un contexte juridique précis : si Delphine déclare à sa cousine être «parfaitement libre de lui assurer vingt mille livres de rente» (*D*, I-I, 18), c'est parce qu'elle sait – et que le lectorat, en 1802, sait avec elle – qu'une série de lois nouvelles aurait pu l'en empêcher. La législation sur les donations et sur les successions votée par les diverses assemblées révolutionnaires, évoquée au chapitre précédent, mit en effet, ces années-là, la liberté des donateurs à rude épreuve. Aussi un état des lieux, à ce point de notre étude, est-il nécessaire. Il nous faudra, le temps d'une mise au point

---

<sup>21</sup> Au sujet de l'épigraphe, voir Simone Balayé, «Destins de femmes dans *Delphine*», *loc. cit.*, p. 70 et Lucia Omacini, «Mme de Staël, *Delphine* : du roman polyphonique au roman pluriel», dans Harry Cockerham et Esther Ehrman (dir.), *Ideology and Religion in French Literature. Essays in Honour of Brian Juden*, Camberley, Porphyrogenitus, 1989, p. 282-303. Bien que l'origine de l'épigraphe mette en valeur la parole maternelle, donc féminine, son contenu («*Un homme doit savoir braver l'opinion, une femme s'y soumettre*») signale au contraire le bâillonnement qui menace cette parole. Parce que l'épigraphe dit une chose et son contraire, parce qu'elle est, comme l'écrit Lucia Omacini, «une sorte de message à rebours» (*ibid.*, p. 189), une indication «fourvoyante» (*ibid.*) sur la morale du roman, elle porte la marque d'une ambivalence qui sera aussi celle de l'offrande faite par Delphine : cette partie du hors-texte prélude en effet à la représentation du don comme phénomène à double sens, ainsi que nous le constaterons plus loin.

historique, suspendre l'analyse des textes afin de percevoir plus clairement dans quel horizon, politique et juridique, ils s'inscrivent. L'étude du droit des successions, brièvement abordée plus haut en ce qui concerne la dot, devra en conséquent être approfondie : il s'agira de comprendre, ainsi qu'a encouragé à le faire Christian Biet, comment «une grande partie des textes littéraires se composent et sont lus par le public» à la faveur des concepts juridiques<sup>22</sup>. Les pages qui suivent, en décrivant les principales restrictions qui furent apportées à la faculté de donner au cours de la décennie qui précéda la rédaction de *Delphine*, permettront de mieux apprécier le sens que pouvait revêtir, aux yeux de ses contemporains, le première lettre de l'héroïne.

\*\*\*

Dans les années qui suivirent la prise de la Bastille, au moment même où la philanthropie fut portée aux nues, les hommes politiques s'interrogèrent sur les limites qu'il convenait de poser à certaines formes de générosité. Malgré l'approbation que recevaient en général les dons, tous ne furent pas l'objet d'un pareil enthousiasme. Quelques-uns furent même franchement prohibés. Sous l'Ancien Régime déjà, les fondations tels les hôpitaux (administrés par des ecclésiastiques et participant de ce fait au pouvoir de l'Église) étaient souvent vues d'un œil critique par les législateurs. Il en allait de même des donations et des legs auxquels ces fondations devaient leur existence<sup>23</sup>. Aux récriminations contre l'Église s'ajoute, pour expliquer cette méfiance, la condamnation de la mainmorte par les penseurs de l'économie nouvelle : à partir du moment où est affirmé que toute richesse a pour principe la circulation des biens, leur

<sup>22</sup> Christian Biet, *Droit et littérature sous l'Ancien Régime. Le jeu de la valeur et de la loi*, Paris, Honoré Champion, «Lumière classique», 2002, p. 8.

<sup>23</sup> Selon la définition qu'en donne l'édition de 1798 du *Dictionnaire de l'Académie*, une fondation est «[u]n fonds légué pour des œuvres de piété, ou pour quelque autre usage louable» (article «Fondation», dans *Dictionnaire de l'Académie française, revu, corrigé et augmenté par l'Académie elle-même*, cinquième édition, Paris, J. J. Smits, an VII [1798], t. I, p. 599).

accumulation entre les mains de communautés religieuses ou d'institutions charitables ne peut être que fortement désapprouvée<sup>24</sup>. Dès 1749, l'édit d'Aguesseau interdit la création de nouveaux établissements de mainmorte (dont les biens seraient, autrement dit, inaliénables) et proclame par surcroît que toute libéralité doit être au préalable autorisée par le roi. Pour des raisons qui relèvent à la fois de la concurrence entre l'Église et l'État et des fondements de l'économie nouvelle, la liberté de donner se trouvait entravée.

La Révolution vint accroître le nombre des contraintes auxquelles l'Ancien Régime finissant avait soumis les donateurs. Après que les pourfendeurs de ce que Jean-Luc Marais a nommé «la générosité fossilisée dans les fondations» eurent obtenu l'aliénation des biens des hospices, un nouveau frein à la liberté des citoyens français de répandre leurs largesses comme bon leur semblait apparut avec le décret du 4 vendémiaire an IV (26 septembre 1795), qui défendit toute donation faite en vue d'acquitter les dépenses du culte<sup>25</sup>. Quand, sous la pression de circonstances budgétaires qui forcèrent, pour assurer le secours des indigents, le recours massif à la bienfaisance privée, le Consulat desserra l'étau et autorisa à nouveau, le 23 fructidor an IX (10 septembre 1801), les legs et les donations en faveur de l'Église par le biais de fondations, la nécessité de réglementer ces dons s'imposa fortement aux consciences. Dans un rapport présenté au Conseil d'État le 15 germinal an X (5 avril 1802), Portalis exposa les raisons motivant à son avis cette surveillance des dons qu'il souhaitait que l'État exerçât :

Les fondations particulières peuvent être une source de revenus pour les ministres du culte. Mais il est des précautions à prendre pour arrêter la

<sup>24</sup> Voir Jean-Luc Marais, *Histoire du don en France de 1800 à 1939. Dons et legs charitables, pieux et philanthropiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1999, p. 21.

<sup>25</sup> Voir *ibid.*, p. 22-23.

vanité des fondateurs, pour prévenir les surprises qui pourraient leur être faites, et pour empêcher que les ecclésiastiques ne deviennent les héritiers de tous ceux qui n'en ont point ou qui ne veulent point en avoir. L'édit de 1749, intervenu sur les acquisitions des gens de mainmorte, portait que toute fondation, quelque favorable qu'elle fût, ne pourrait être exécutée sans l'aveu du magistrat politique; il ne permettait d'appliquer aux fondations que des biens d'une certaine nature; il ne permettait pas que les familles fussent dépouillées de leurs immeubles, ou que l'on arrachât de la circulation des objets qui sont dans le commerce. Aujourd'hui, il était d'autant plus essentiel de se conformer aux sages vues de cette loi que la faculté de donner des immeubles joindrait à tant d'autres inconvénients celui de devenir un prétexte de solliciter et d'obtenir, sous les apparences d'une fondation libre, la restitution souvent forcée des biens qui ont appartenu aux ecclésiastiques, et dont l'aliénation a été ordonnée par les lois<sup>26</sup>.

Trois raisons justifient selon Portalis le contrôle par la loi des donations et des legs faits au profit de fondations. La première est d'ordre économique : il faut éviter que ne soient «arrach[és] de la circulation des objets qui sont dans le commerce». On reconnaît chez cet auteur la hantise de la mainmorte propre aux économistes des Lumières. La deuxième relève d'une méfiance, elle aussi relativement ancienne, envers le clergé, dont on souhaite limiter le pouvoir en empêchant qu'il ne devienne l'héritier unique «de tous ceux qui n'en ont point ou qui ne veulent point en avoir». Cette méfiance prend une tournure nouvelle dans le contexte postrévolutionnaire : les donations et les legs en faveur de l'Église, s'ils ne sont pas limités, pourraient devenir un moyen détourné de restituer à celle-ci les biens dont 1789 l'a privée. Qu'elle soit obtenue par la contrainte (comme Portalis soupçonne l'Église d'en être capable) ou qu'elle soit volontaire, pareille restitution menacerait les acquis de la Révolution. Les dons pourraient compter, croit-on, au nombre des ruses déployées par les contre-révolutionnaires. S'il faut les réglementer, c'est donc en partie afin de protéger le nouveau régime. À ces deux raisons

<sup>26</sup> *Archives parlementaires. Recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises*, 2<sup>e</sup> série (1800 à 1860), t. III, sous la direction de J. Mavidal et E. Laurent, Paris, 1864, p. 429. Cité par Jean-Luc Marais, *Histoire du don en France de 1800 à 1939*, op. cit., p. 25. J.-L. Marais précise que ce rapport expose «très clairement la position gouvernementale» sur les fondations (*ibid.*, p. 24).

(sauvegarder l'économie de marché et la Révolution) s'en ajoute une troisième, qui a trait à la protection des familles. Les patrimoines ne doivent pas, affirme Portalis, être dilapidés par de trop généreux testateurs ou, pour le dire autrement, par des pères davantage soucieux du bien-être de l'Église et de ses pauvres que de celui de leurs enfants. Sous le régime de Bonaparte nouvellement instauré, le rétablissement de l'autorité étatique semble devoir passer par la mise en valeur de l'unité familiale, au détriment de laquelle on doit veiller à ce que les donations ne soient pas faites. Bigot-Préameneu le rappellera au Corps législatif le 2 floréal an XI (22 avril 1803), en l'invitant à «régler quelle est, dans les actes de bienfaisance, et dans les témoignages d'amitié ou de reconnaissance, la liberté compatible avec les devoirs de famille<sup>27</sup>». L'économie, la Révolution, la famille : les fondements du nouveau pouvoir requièrent qu'on veille au contrôle des dons<sup>28</sup>.

Le désir d'éviter, comme l'écrit Portalis, «que les familles fussent dépouillées» de leurs biens motiva, en même temps que la réglementation des fondations, celle des héritages. Pour les donateurs des dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, les lois régissant les libéralités aux institutions charitables et celles, tout aussi contraignantes, relatives au

<sup>27</sup> «Présentation au Corps législatif, et exposé des motifs, par M. Bigot-Préameneu», dans P. A. Fenet, *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, Paris, 1827, t. XII, p. 508-509. Cité par Jean-Luc Marais, *Histoire du don en France de 1800 à 1939*, op. cit., p. 26.

<sup>28</sup> Le souci de protéger les familles, menacées par une trop grande générosité envers l'Église, n'est pas pour autant propre à l'époque révolutionnaire. Au Moyen Âge déjà, les legs pieux sont perçus avec méfiance par des héritiers conscients de leurs intérêts. Paul Ourliac et Jean-Louis Gazzaniga remarquent qu'au début du IX<sup>e</sup> siècle un renouveau de ferveur religieuse fait que les libéralités des mourants paraissent «si dangereuses pour les familles qu'un capitulaire de 818 et le concile de Paris de 845 condamnent "l'âpreté des clercs" qui sollicitent des libéralités excessives "au risque de priver de leur héritage les légitimes ayants droit"». Les mêmes auteurs notent que la réprobation de certaines formes de dons remonte à l'Antiquité, le droit romain ayant été fort peu favorable aux donations : «l'acte gratuit répugnait à l'esprit romain, qui comprenait mal que l'on s'appauvrisse sans contrepartie; d'où l'existence de nombreuses incapacités de donner ou de recevoir, l'obligation d'insinuer (c'est-à-dire de transcrire sur des registres publics) les donations, et l'admission de nombreux cas de révocation. La donation n'était parfaite que par la remise solennelle du bien donné; ce n'est que Justinien qui lui reconnut la nature d'un contrat et permit au donataire de demander l'exécution d'une promesse de donation.» (Paul Ourliac et Jean-Louis Gazzaniga, *Histoire du droit privé français de l'An mil au Code civil*, Paris, Albin Michel, «L'évolution de l'humanité», 1985, p. 341, 348.)



droit des successions durent en effet être respectées conjointement<sup>29</sup>. Il convient de s'arrêter sur les nombreuses dispositions prises par les législateurs de la fin du siècle afin de restreindre l'habilité des citoyens français à léguer à leur guise. «Dès le début de la Révolution, rappelle Jacques Poumarède, la question du régime successoral fut une préoccupation récurrente des assemblées révolutionnaires, qui se sont employées, chacune à son tour, à abolir par touches successives l'ancien droit et à édifier un régime unifié et nouveau<sup>30</sup>.» Ce système inédit, instauré par ce que les historiens nomment le droit intermédiaire (en vigueur entre l'ancien droit, qui eut cours jusqu'en 1789, et le Code civil promulgué par Napoléon en 1804), posa, jusqu'en 1795 du moins, des limites toujours accrues à la liberté des hommes et des femmes d'exercer leur volonté quant à la façon dont serait réparti leur avoir après leur mort. L'égalité entre les citoyens proclamée par la Révolution dicta la création du nouveau régime successoral : alors que l'ancien droit autorisait, en plusieurs endroits de France, la transmission intégrale du patrimoine au fils aîné, les révolutionnaires prescrivirent la division des héritages à parts égales entre tous les successibles de même niveau<sup>31</sup>.

À partir du 15 mars 1790, jour qui vit l'abolition des droits d'aînesse et de masculinité sur les biens nobles, l'Assemblée constituante, puis la Convention publièrent une série de décrets par lesquels interdiction fut faite d'avantager une partie des

<sup>29</sup> Voir Jean-Luc Marais, *Histoire du don en France de 1800 à 1939*, op. cit., p. 28.

<sup>30</sup> Jacques Poumarède, «La législation successorale de la Révolution entre l'idéologie et la pratique», dans Irène Théry et Christian Biet (dir.), *La Famille, la loi, l'État de la Révolution au Code civil*, Paris, Centre Georges-Pompidou et Imprimerie nationale, 1989, p. 167. Sur ce sujet, on consultera également James F. Traer, *Marriage and the Family in Eighteenth-Century France*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 1980, p. 157-165.

<sup>31</sup> Sur l'ancien droit successoral, dominé par les particularismes provinciaux, voir Jacques Poumarède, «La législation successorale de la Révolution entre l'idéologie et la pratique», loc. cit., annexe 1, p. 181. On notera que dans certaines régions de la France d'Ancien Régime, l'Anjou et le Maine par exemple, les coutumes en matière de succession étaient déjà relativement égalitaires et que les lois introduites par la Révolution ne furent donc pas partout pareillement innovatrices. Voir à ce sujet Xavier Martin, «Approche du droit révolutionnaire et du Code Napoléon : précautions de méthode», dans Irène Théry et Christian Biet (dir.), *La Famille, la loi, l'État de la Révolution au Code civil*, op. cit., p. 237-247.

descendants au détriment d'une autre<sup>32</sup>. Les contraintes imposées aux testateurs ne se limitèrent pas à cela : le 5 septembre 1791, on défendit

[t]oute clause impérative ou prohibitive qui serait contraire aux lois ou aux bonnes mœurs, qui porterait atteinte à la liberté religieuse du donataire, héritier ou légataire, qui gênerait la liberté qu'il a, soit de se marier même avec telle personne, soit d'embrasser tel état, emploi ou profession, ou qui tendrait à le détourner de remplir les devoirs imposés et d'exercer les fonctions déferées par la constitution aux citoyens actifs et éligibles [...]<sup>33</sup>.

Aucun ordre ne viendrait plus d'outre-tombe commander de quelle façon on devait jouir d'un legs; au nom de la liberté de ceux qui reçoivent, un frein supplémentaire fut mis à celle des donateurs, qui se virent défendre de stipuler que leurs dons ne seraient effectifs qu'à certaines conditions. Le 7 mars 1793, la liberté de tester en ligne directe fut tout bonnement supprimée : «la Convention nationale décrète que la faculté de disposer de ses biens, soit à cause de mort, soit entre-vifs, soit par donation contractuelle en ligne directe, est abolie; et en conséquence, que tous les descendants auront un droit égal sur le partage des biens de leurs ascendants<sup>34</sup>». Le 5 brumaire en II (26 octobre 1793), un nouveau décret étendit aux collatéraux l'égalité des droits entre les successibles déclarée dix mois plus tôt; même les enfants naturels, une semaine plus tard, furent conviés au partage. Cette suite de décrets déboucha, le 17 nivôse II (6 janvier 1794), sur ce qui allait

---

<sup>32</sup> Pour une chronologie des lois successorales de 1790 à 1800, voir Jacques Poumarède, *loc. cit.*, p. 182. Sur le contenu de celles qui furent votées par la Constituante et sur les débats que leur préparation suscita, voir Robert Villers, «Les premières lois successorales de la Révolution (1790-1792)», dans *La Révolution et l'ordre juridique privé : rationalité ou scandale?*, Actes du Colloque d'Orléans, 11-13 septembre 1986, présentation de Michel Vovelle, Paris, Presses universitaires de France, «Université d'Orléans», 1988, t. I, p. 333-343.

<sup>33</sup> «Décret relatif aux clauses impératives ou prohibitives insérées dans les testaments, donations et autres actes», dans J. B. Duvergier, *Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements, et avis du Conseil d'État de 1788 à 1830*, Paris, A. Guyot et Scribe, 1834 (réimpression Schmidt Periodicals GmbH, 1995), t. III, p. 257.

<sup>34</sup> «Décret qui abolit de tester en ligne directe», *ibid.*, t. V, p. 185. Cité par Pierre Murat, «La puissance paternelle et la Révolution française : essai de régénération de l'autorité des pères», dans Irène Théry et Christian Biet (dir.), *La Famille, la loi, l'État de la Révolution au Code civil*, *op. cit.*, p. 403-404.

devenir l'une des deux lois civiles les plus célèbres votées par la Convention<sup>35</sup>. Point culminant de ces mesures restrictives, la loi de Nivôse réduisit encore la faculté de tester : les chefs de famille qui laissaient à leur mort des héritiers directs pourraient léguer au profit d'étrangers un dixième de leurs biens seulement; pour ceux qui n'avaient que des collatéraux, la quotité disponible était fixée à un sixième. Le reste de leur fortune serait distribuée indépendamment de leur volonté, entre les destinataires prévus par la loi et selon les proportions qu'elle prescrivait. La protection des intérêts familiaux (une portion dérisoire des héritages pouvant être transmise à des tiers) allait donc de pair avec une critique de l'autorité paternelle, dont l'exercice immodéré aurait par trop rappelé l'Ancien Régime. L'égalité absolue proclamée entre les héritiers fut par surcroît déclarée rétroactive : toutes les successions ouvertes depuis le 14 juillet 1789 furent remises en question<sup>36</sup>.

Il serait fastidieux de s'attacher plus longuement aux détails du nouveau système successoral mis en place par la Révolution. Il suffit à notre propos d'avoir montré qu'en cette dernière décennie du XVIII<sup>e</sup> siècle on ne transmet pas un héritage comme on le souhaite. Le legs est une forme de don hautement réglementée. On doit également insister sur le fait que les lois relatives à la faculté de tester votées jusqu'en nivôse an II sont hautement investies idéologiquement. «De toute la législation civile de la Révolution, écrit Jacques Poumarède, l'œuvre réalisée en matière successorale est sans

<sup>35</sup> C'est ce qu'affirme Jean-Louis Halpérin dans *L'Impossible Code civil*, préface de Pierre Chaunu, Paris, Presses universitaires de France, «Histoires», 1992, p. 143.

<sup>36</sup> L'article 9 précise que «Les successions des pères, mères ou autres ascendants, et des parents collatéraux, ouvertes depuis et compris le 14 juillet 1789, et qui s'ouvriront à l'avenir, seront partagées également entre les enfans, descendans ou héritiers en ligne collatérale, nonobstant toutes lois, coutumes, donations, testamens et partages déjà faits». («Décret relatif aux donations et successions», dans J. B. Duvergier, *Collection complète des lois, décrets, ordonnances, réglemens, et avis du Conseil d'État de 1788 à 1830*, op. cit., t. VI, p. 374.)

doute, avec le mariage, la plus fortement marquée par l'idéologie<sup>37</sup>.» Parce qu'elles cherchent à tirer les conséquences juridiques du principe d'égalité dont se réclament les hommes de 1789, parce qu'elles sapent les fondements de l'aristocratie en s'attaquant à l'autorité jusqu'alors quasi souveraine des pères, ces lois participent au grand bouleversement sociopolitique que connaît la France des dernières années du siècle. Ainsi que l'a remarqué Pierre Murat, «[i]l y a bien eu une révolution : celle qui consiste à avoir osé penser la transmission du patrimoine en termes d'égalité politique et de droit de l'individu, et non plus seulement comme la perpétuation d'une lignée dont le chef temporaire imposerait ses commandements par-delà même la mort<sup>38</sup>». Dans le même temps où les instigateurs des secours publics étatisés mettaient l'accent sur les droits des pauvres, le nouveau régime successoral enchaînait le libre arbitre des chefs de famille au nom des droits de leurs fils et filles; le don, pour les législateurs de cette époque, se devait de n'être pas considéré du seul point de vue du donateur. En ce qui a trait aux héritages, la primauté accordée aux intérêts des enfants sur ceux des générations ascendantes répondait à une stratégie toute politique. Les jeunes étant crus plus favorables que leurs parents à la Révolution (mais non moins sensibles à l'argent), on craignait que l'exhérédation fût mise au service du «despotisme des pères», qui auraient fait planer cette menace sur leur progéniture afin de la détourner des idées nouvelles<sup>39</sup>;

<sup>37</sup> Jacques Poumarède, «La législation successorale de la Révolution entre l'idéologie et la pratique», *loc. cit.*, p. 167.

<sup>38</sup> Pierre Murat, «La puissance paternelle et la Révolution française : essai de régénération de l'autorité des pères», *loc. cit.*, p. 403.

<sup>39</sup> C'est la conclusion que tire Germain Sicard : «Pourquoi cette hostilité aux testaments? C'est que la Révolution est vécue, pour partie, comme conflit de générations : une adresse de "jeunes gens" dénonce les pères qui désavantagent ceux de leurs enfants qui adhèrent aux idées nouvelles. "Parmi les moyens que l'aristocratie emploie pour détacher les hommes de la Révolution, l'un des plus puissants, celui qui réussit le mieux, c'est l'exhérédation", écrit un conventionnel; donc, "il faut atteindre l'aristocratie jusque dans ses tombeaux, en déclarant nuls tous les testaments faits en haine de la Révolution".» (Germain Sicard, «Révolution politique et mutation de la famille : la Révolution française», *Annales de l'Université des sciences sociales de Toulouse*, 26, 1978, p. 236.)

mieux valait lier les mains des vieux contre-révolutionnaires en réduisant leur pouvoir testamentaire à sa plus simple expression. À plus long terme, le morcellement obligé des fortunes devait par surcroît affaiblir suffisamment l'aristocratie pour rendre impensable un retour à l'ancien ordre; l'objectif poursuivi par les législateurs, postule Jacques Poumarède, «était de faire naître une démocratie idéale composée de petits propriétaires libres et égaux<sup>40</sup>». Pareille tactique, jointe à l'égalitarisme dont le nouveau régime successoral était empreint, attira inévitablement sur celui-ci l'attention et en fit un objet de vifs débats<sup>41</sup>.

La loi du 17 nivôse an II sur les legs de même que les décrets antérieurs pris par la Constituante et par la Convention ne sauraient en effet avoir été la seule affaire de quelques légistes, tabellions ou notaires. On en trouve des échos dans des textes littéraires, où la référence n'est pas toujours dépourvue d'ironie. C'est le cas, par exemple, d'une comédie qu'achève Mme de Charrière vers la fin de février 1794, à peine plus d'un mois après qu'eut été votée la fameuse loi de Nivôse. Cette pièce, *L'Inconsolable*, raconte l'histoire de deux frères émigrés, dont l'un a eu l'heureuse idée de se réfugier dans un paisible village suisse. L'autre l'y retrouve, chargé d'une mission dont le détail, de toute évidence, lui échappe; il vient lui remettre son lot d'une succession :

M. D'ENVERS, à son frère : cher frere, mon pauvre frere, je vous apporte un peu tard il est vrai la portion qui vous revient de l'heritage de notre vieux parent d'outremont. Ce n'est pas ma faute qu'il ne soit pas mort plutôt. [...] Prenez ce porte feuille, vous y trouverez à peu près... (*Il rêve*).

<sup>40</sup> Jacques Poumarède, «La législation successorale de la Révolution entre l'idéologie et la pratique», *loc. cit.*, p. 167. Voir également Jean Carbonnier, «Introduction. Sur un air de famille», dans Irène Théry et Christian Biet (dir.), *La Famille, la loi, l'État de la Révolution au Code civil*, *op. cit.*, p. XXI.

<sup>41</sup> Sur les débats ayant entouré la liberté de tester de 1789 à la loi du 17 nivôse an II, on consultera Pierre Murat, «La puissance paternelle et la Révolution française : essai de régénération de l'autorité des pères», *loc. cit.* (en particulier les p. 401-404), de même que l'article déjà cité de Robert Villers.

C'est le quart de la sixième partie. Non je me trompe. Prenez vous verrez ce qu'il y a<sup>42</sup>.

Le nouveau régime successoral a si bien morcelé les patrimoines que le pauvre comte d'Envers ne peut faire autrement que de se perdre dans ses calculs. Les lois révolutionnaires, dans ce texte, ne sont pas explicitement mentionnées, mais l'hésitation du personnage cherchant à décrypter la manière dont fut fractionné l'héritage qui l'occupe, puis son abdication devant une arithmétique aussi complexe ne pouvaient déclencher leur plein potentiel de rires que devant un public au fait de la nouvelle juridiction. Si Mme de Charrière, malgré la distance qui la séparait de Paris, pouvait faire d'une question de droit un sujet de plaisanterie, on a tout lieu de croire que l'ignorance en la matière n'était pas de règle.

Les nouveaux freins à la liberté de tester introduits par le droit intermédiaire interpellèrent de fait d'autant plus de gens que, dans cette histoire, l'argent se mêlait aux principes. La question était suffisamment sensible et les nouvelles mesures suffisamment controversées pour que les citoyens français recouvrent, par une loi du 4 germinal an VIII (25 mars 1800), la faculté de disposer d'une portion significative de leurs biens après leur mort et de rompre l'égalité entre les successibles. Le débat sur la liberté dans les actes de dernière volonté, loin d'être clos par la loi de Nivôse, se prolongea donc au cours des quelques années chevauchant les XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Au moment où Mme de Staël entreprit la rédaction de *Delphine*, en mai 1800 (deux mois à peine après que fut votée la nouvelle loi), le sujet était toujours d'actualité. Il continuerait à l'être pour trois ou quatre ans encore, pendant la préparation du Code civil.

---

<sup>42</sup> Isabelle de Charrière, *L'Inconsolable*, dans *Œuvres complètes*, édition critique publiée par Jean-Daniel Candaux *et al.*, Amsterdam, G. A. van Oorschot, 1979-1984, t. VII, p. 314.

L'entourage de Mme de Staël fut loin d'être insensible aux discussions parlementaires sur la question. Benjamin Constant y fut même directement impliqué<sup>43</sup>. Quelques jours avant que la loi du 4 germinal an VIII ne rétablît la faculté de tester, une commission spéciale formée de sept membres fut mise sur pied par le Tribunat pour juger du projet qui venait de lui être présenté. Benjamin Constant était du nombre. Il prit la parole lors de la séance du 29 ventôse an VIII (20 mars 1800) et se prononça en faveur du projet, c'est-à-dire pour que soit reconnu à nouveau le droit de faire un testament. C'est au nom du bonheur domestique et, partant, de la cohésion sociale et de la République elle-même qu'il se porta à la défense de la faculté de tester et qu'il appela les tribuns à réhabiliter, à travers elle, l'autorité paternelle. Le despotisme des pères (auquel son auditoire pouvait craindre que le rétablissement des actes testamentaires ne donnât libre cours) menaçait moins, à son avis, l'harmonie entre les générations que ne le faisait l'ingratitude filiale, encouragée selon lui par un régime successoral qui privait les chefs de famille de «la liberté légitime de récompenser la piété et de punir la désobéissance<sup>44</sup>». L'habileté du discours de Constant repose en grande partie dans le moyen trouvé pour neutraliser l'un des principaux arguments invoqués par les adversaires du projet, soit qu'une plus grande licence accordée aux chefs de famille de disposer de leurs biens après leur mort entraînerait un retour aux anciens privilèges. Au contraire, soutient Constant, la sauvegarde de la République nécessite que soit reconnue la faculté de tester : en plus d'inciter les jeunes au respect, la liberté testamentaire

<sup>43</sup> Rappelons que Constant et Mme de Staël étaient arrivés de Coppet à Paris le soir du coup d'État du 18 brumaire, espérant pouvoir prendre part à la vie politique à la faveur du changement de gouvernement. Le 3 nivôse an VIII (24 décembre 1799), Constant est nommé au Tribunat. Le premier discours qu'il y prononce, le 15 nivôse suivant (5 janvier 1800), provoque la fureur de Bonaparte. Dès le lendemain, une campagne de presse est lancée contre lui et contre Mme de Staël.

<sup>44</sup> Benjamin Constant, «Opinion de Benjamin Constant sur le projet de loi relatif à la faculté de tester», dans *Œuvres complètes. Œuvres IV. Discours au Tribunat. De la possibilité d'une constitution républicaine dans un grand pays (1799-1803)*, volume dirigé par María Sánchez-Mejía et Kurt Kloocke, Tübingen, Niemeyer, 2005, p. 156.

permettra d'éviter que des parents lésés ne tiennent rancœur à la Révolution. C'est ce qu'il explique à ses collègues tribuns :

Si, sous le prétexte d'opposer aux privilèges une digue insurmontable, vous refusez aux pères la liberté légitime de récompenser la piété et de punir la désobéissance filiale, les pères peu éclairés, qui sentiront que vous commettez une injustice en leur enlevant cette liberté, croiront, sur votre parole, qu'ils ne peuvent la ressaisir que par le retour des privilèges. Vous leur en auriez inspiré l'horreur, si vos lois sages avoient distingué soigneusement des objets complètement séparés; mais vous leur en faites souhaiter le retour par des lois vexatoires et de confuses interdictions. C'est donc par haine pour la féodalité que je vous demande de restituer aux pères leurs droits et leur liberté légitime. Je ne veux pas, que, se trouvant privés de l'empire que la nature leur a délégué, se voyant déchus d'une puissance dont la perte est pour eux et pour leurs enfans le plus grand des maux, ils en accusent l'égalité nouvellement introduite. Je ne veux pas, que, dédaignés par leurs fils ingrats, abandonnés dans leurs derniers jours, descendant vers la tombe dans l'humiliation et la solitude, ils accusent la révolution de leur douleur paternelle, la plus amère des douleurs<sup>45</sup>.

À ceux de ses auditeurs qui croient à une incompatibilité entre la liberté testamentaire et l'égalité républicaine, Constant répond qu'aucun rempart contre les anciens privilèges héréditaires ne saurait être plus efficace que des lois successorales qui, en faisant recouvrer aux pères le pouvoir de se faire traiter avec déférence par leurs enfans, inculqueraient chez ces pères le respect du nouveau régime. L'argumentation déployée par Constant est essentiellement politique : pour convaincre qu'il est nécessaire de rétablir la faculté de tester, ce libéral ne croit pas opportun d'invoquer les droits des propriétaires à la libre jouissance de leurs biens; il lui semble plus utile de prouver que cette faculté est la meilleure des protections qu'on puisse mettre en place pour sauvegarder la République. La liberté testamentaire fut au tournant du siècle, on le voit, un sujet de débats qui dépassèrent de loin les simples discussions techniques, sujet

---

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 156-157.



auquel on peut penser que Mme de Staël, à l'instar de son compagnon, prêta une oreille attentive.

Quand Delphine, pour faire accepter à sa cousine une dot de vingt mille livres de rente, évoque les «droits de succession» qui lient les deux jeunes femmes (*D*, I-I, 18), elle aborde une question d'actualité pour les premiers lecteurs du roman. En faisant valoir que, si la mort l'emportait à l'heure où elle écrit sa lettre, la moitié de sa fortune reviendrait «naturellement» à sa cousine (*D*, I-I, 18), l'héroïne confère au service qu'elle se propose de rendre une légitimité difficilement contestable. Comment en effet refuser un don que la loi non seulement autorise, mais qu'elle prescrirait si celle qui souhaite le faire venait à mourir? Le droit successoral sert de caution morale à la donation dont traitent les premières lettres de *Delphine*. En rappelant ce droit, l'héroïne pose l'équivalence de sa propre volonté et des obligations légales en matière de transmission du patrimoine. Ce que la justice ordonnerait si Delphine rendait l'âme, celle-ci le veut de son vivant, sans que rien l'y contraigne. Plutôt que d'informer simplement sa cousine que le cadeau de la terre d'Andelys est conforme aux lois régissant les donations entre vifs, elle affirme que non seulement aucun juge, aucun texte ayant force légale ne pourraient s'opposer à ce qu'elle cède cette terre, mais que ce don qu'elle souhaite faire, la loi le prescrirait à sa place si elle devait se substituer à sa volonté. Libre de tutelle paternelle ou maritale, Delphine ne peut prétendre à une indépendance si complète qu'elle soit également affranchie de toute obligation légale, mais elle peut éviter de se soumettre passivement au régime successoral en faisant coïncider son désir et la loi. En prenant l'initiative du don de la terre d'Andelys, la jeune femme ne se soustrait aucunement aux règles régissant la transmission du patrimoine, mais elle agit de telle sorte que ces règles paraissent s'accorder à sa volonté. Pareille représentation d'un don

mu par un désir qui anticipe ou qui prévient la loi n'est pas sans rappeler le plaidoyer de Constant en faveur d'un droit successoral qui redonnât priorité au libre arbitre des chefs de famille. Dans l'un et l'autre cas, on est témoin d'un même effort pour concevoir un don qui, tout en étant juste (ou conforme à ce que la société considère tel, c'est-à-dire légal), soit d'abord le fruit d'une impulsion généreuse et l'exercice d'une liberté. Quelques mois après que Constant eut défendu devant le Tribunat un projet de loi qui redonnât aux citoyens la faculté de décider de quelle façon serait répartie leur fortune après leur mort, Mme de Staël entreprit la rédaction d'un roman dont l'incipit redit à sa manière qu'en ces années postrévolutionnaires le besoin se fit sentir de définir certaines formes de dons qui fussent approuvées par la société (qui puissent se plier, autrement dit, aux modèles supposés équitables qu'elle imposait) sans pour autant cesser d'être libres. L'importance accordée au cours de la décennie précédente aux droits des indigents à être secourus (et à la façon dont ils devaient l'être), tout comme la législation mise en place autour des donations et des legs, en multipliant les obligations de donner et les règles à suivre pour le faire, contribua à faire du don un geste de plus en plus contraint. Le roman épistolaire de Mme de Staël, ainsi que le discours de Constant avant lui, participa, comme animé par un mouvement de balancier, à restituer aux donateurs (sinon dans les faits, du moins dans l'espace imaginaire d'un roman) la liberté dont on les avait privés.

\*\*\*

Or cette liberté se révèle dans *Delphine* à double tranchant. En offrant une dot à sa cousine, la jeune femme contribue à un mariage qu'elle aura tôt fait de regretter, car elle s'éprendra vite de l'homme promis à Matilde, Léonce de Mondoville. La promesse d'une terre faite à sa cousine n'est pas seule responsable de l'union qui scellera le

malheur de l'héroïne; la perfidie de Mme de Vernon, qui brouille Léonce et Delphine au bénéfice de sa fille, y participe largement. Cela ne doit cependant pas faire sous-estimer les conséquences du geste que fait Delphine au début du roman. Inquiète des sentiments qu'elle sent naître en elle pour Léonce, Delphine plaide la cause de sa cousine en invoquant le poids des responsabilités qu'elle-même a choisi d'assumer. À sa confidente, Mlle d'Albémar, elle affirme la puissance du lien que son don a créé :

c'est moi qui fais ce mariage; c'est moi qui suis liée par un sentiment presque aussi fort que la reconnaissance, par les services que j'ai rendus, les remerciements que j'ai recueillis, la récompense que j'en ai goûtée; mon amie se flatte du bonheur de sa fille, elle croit me le devoir, et ce serait moi qui songerais à le lui ravir? (*D*, I-XII, 61-62)

Indignée des mouvements de son propre cœur, Delphine rappelle que la bienfaisance «lie», qu'elle crée un «sentiment» trop «fort» pour ne pas obliger celui qui donne à l'égal (ou «presque») de celui qui reçoit. S'il faut l'en croire, l'indépendance mise en évidence par son don n'est que le prélude à une servitude choisie, ainsi qu'elle le laisse entendre à sa cousine : «Plus vous serez indépendante par votre fortune, plus il vous sera doux d'être asservie par vos sentiments et vos devoirs» (*D*, I-I, 21). Les devoirs auxquels elle s'oblige envers Matilde perdront vite leur douceur pour Delphine, ce qui ne l'empêchera pas d'affirmer leur suprématie. En endossant la responsabilité du mariage de Léonce et Matilde, Delphine atteste que sa générosité tire à conséquence. La bienfaisance n'est pas la succession de «jouissances momentanées<sup>46</sup>» que louait *De l'influence des passions*. En s'insinuant dans le domaine romanesque, la générosité se trouve nécessairement prise dans les mailles du temps. Dès lors, la vie des bienfaiteurs ne peut plus être, comme le prétendait le traité, «une suite d'instantanés présents», qui

---

<sup>46</sup> Germaine de Staël, *De l'influence des passions sur le bonheur des individus et des nations*, op. cit., p. 225.

n'auraient «rien à faire avec le passé ni l'avenir<sup>47</sup>». Les aventures de Delphine soulignent les contrecoups d'un don par lequel l'héroïne prend part à son propre malheur.

Mona Ozouf, qui a perçu avec beaucoup de justesse les déchirures que raconte *Delphine*, qualifie d'«autonomie inquiète» la décevante liberté qu'expérimentent les personnages<sup>48</sup>. Dans ce roman, écrit-elle, «une liberté a fait irruption», mais «son mirage ajoute au malheur car elle est loin de pouvoir s'incarner paisiblement dans les existences humaines<sup>49</sup>». Loi sur le divorce, révocation des vœux monastiques, la nouvelle donne révolutionnaire rendra envisageable l'union des deux amants; même une fois Léonce marié, même après l'entrée de Delphine au couvent, une liberté tout juste concédée fera entrevoir un dénouement heureux, mais cette liberté, ils seront incapables de la saisir. Les amoureux, insiste Mona Ozouf, «même poursuivis par le commérage scandalisé de l'entourage, badois ou vendéen, pourraient passer outre, se marier, vivre heureux à l'écart du monde, comme le leur prêche Lebensei. Ils “pourraient”, mais ne le peuvent pas<sup>50</sup>.» La décision des individus a beau être «désormais souveraine<sup>51</sup>», le malheur conserve tout son empire. Peut-être même a-t-il multiplié ses privilèges, car une responsabilité accrue le rend plus déchirant encore. «Moins l'infortune est liée aux circonstances extérieures – hasards de la naissance et de la fortune – et plus les hommes deviennent sensibles à ce qu'il y a d'“incomplet” dans leur destinée<sup>52</sup>.» C'est pourquoi, continue Mona Ozouf, la mélancolie est le ton majeur de la littérature républicaine qui

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 227.

<sup>48</sup> Mona Ozouf, «*Delphine*. Le nouveau régime des lettres», dans *Les Aveux du roman. Le dix-neuvième siècle entre Ancien Régime et Révolution*, Paris, Fayard, 2001, p. 49.

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 53.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 52.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 44.

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 35. «[D]e tous les supplices», écrit Léonce à Delphine, «le plus affreux, le plus extraordinaire, n'est-il pas de trouver dans son propre cœur un sentiment qui nous sépare de l'objet de notre tendresse? d'avoir en soi l'obstacle quand tous les autres ont disparu?» (*D*, VI-XVIII, 655).

s'écrit au lendemain de 1789 : «Quand ce qui devient permis reste mystérieusement interdit, la tragédie intérieure s'approfondit<sup>53</sup>.» Cette tragédie, le don que fait Delphine la porte en germe. Parce qu'elle est riche, parce qu'elle n'est soumise à aucune autorité externe, ni maritale ni paternelle, la jeune femme est entièrement libre, libre entre autres de donner. Et pourtant : sa liberté, elle l'emploie à ses propres dépens.

L'ambivalence qui guette l'expression de la bienfaisance dans cette histoire – où la liberté est contredite, à la fois clamée et sapée par le geste initial de l'héroïne – n'est cependant perceptible qu'à la relecture, une fois connue la suite des événements. À qui ouvre pour une première fois le roman, le don montre uniquement son côté lumineux, divin même. «J'entre dans le monde, écrit Delphine, avec un caractère bon et vrai, de l'esprit, de la jeunesse et de la fortune; pourquoi ces dons de la Providence ne me rendraient-ils pas heureuse?» (*D*, I-III, 28) Donatrice, Delphine est elle-même bénéficiaire de tous les dons célestes, beauté, vertu, intelligence. L'argent qu'elle prodigue en offrant la terre d'Andelys, d'où vient-il précisément? S'il ne tombe pas exactement du ciel, comme c'est ailleurs le cas chez Mme de Staël<sup>54</sup>, tout porte à croire qu'il provient de son antichambre : sa richesse, Delphine la doit à celui qui fut à la fois son ange tutélaire, son chaste époux et son père spirituel. M. d'Albémar fut la bonne étoile de l'héroïne, en plus d'incarner toutes les qualités du Père par excellence. Cet «ami si bon et si tendre», «uniquement occupé d'assurer le bonheur du reste de [sa] vie» et n'ayant «pris le nom [d']époux que pour [lui] assurer sa fortune» (*D*, I-III, 26), a tout l'air d'un envoyé des dieux. Aussi «les dons que M. d'Albémar [lui a] faits» (*D*, I-III,

<sup>53</sup> Mona Ozouf, «*Delphine*. Le nouveau régime des lettres», *loc. cit.*, p. 44.

<sup>54</sup> Il en sera ainsi dans *Corinne*, où l'héroïne jouit d'une fortune au sujet de laquelle l'auteur n'apporte aucun éclaircissement. Mona Ozouf observe que «*Delphine* a beau s'ouvrir par une affaire d'argent, on est encore très loin de l'univers balzacien – l'argent tombe du ciel des héritages, se gagne ou se perd au jeu, est l'objet de dons impulsifs, conserve toujours quelque chose de magique; on ne le voit jamais être le fruit d'un travail» (*ibid.*, p. 45).

18) se confondent-ils avec les «dons de la Providence» (*D*, I-III, 28) dont elle se dit comblée. L'être mortel qui a laissé en héritage tant de bontés fait figure de commissionnaire entre le ciel et la jeune femme. À qui porte un premier coup d'œil sur ces lettres, les dons qu'elles évoquent paraissent plus ou moins tous empreints d'une même aura divine.

Une chaîne semble se dessiner qui va de la Providence à Matilde en passant par M. d'Albémar et Delphine, où les dons passent de main en main dans un mouvement descendant. Une faveur a été accordée qui se répand de haut en bas. Le don de la terre d'Andelys témoigne de cette faveur. Delphine, avec son geste, prend part à la grâce divine. Lorsqu'elle rassure sa cousine sur le peu d'importance du sacrifice qu'elle lui fait, lorsqu'elle précise que vingt mille livres en moins «ne dérange[ront] en rien les habitudes de [sa] vie» (*D*, I-I, 18), l'héroïne signale en quelque sorte la haute protection dont elle jouit et la source intarissable d'où elle tire ses richesses. Celle qui donne sans pourtant ne rien perdre participe à une puissance qui en impose. Nulle surprise, alors, si Delphine devine chez sa cousine «une répugnance secrète pour la proposition» qu'elle lui fait (*D*, I-I, 20). On pouvait légitimement douter que celle-ci accepte sans «s'alarmer» (*D*, I-I, 18) d'être ainsi reléguée au bas de l'échelle formée par de tout-puissants dispensateurs de largesses. Devant Delphine qui juge que son don «devrait s'offrir et se recevoir avec le même mouvement» (*D*, I-I, 19), Matilde se rebiffe. Sous sa plume, le geste de sa cousine prend une autre tournure.

## 2. Un don conflictuel

Le don qui ouvre le récit n'est pas, ne peut pas être le «mouvement» souple et univoque qu'imagine Delphine (et que décrit Mme de Staël dans son traité), où «offrir» et «recevoir» se confondraient harmonieusement. Entre la première et la deuxième lettre du roman (entre celle qui offre et celle qui accuse réception), une fissure s'introduit, qui prend l'aspect d'une pause dans le temps du récit (inévitables attentes du retour de la poste) ou celui d'un blanc (typographique) dans l'espace matériel du livre. La pratique épistolaire entrave le mouvement rêvé par Delphine et théorisé par Mme de Staël, elle scinde le don en révélant les deux gestes distincts qu'il recouvre : offrir et accepter l'offrande, donner et recevoir (une terre ou une lettre). Entre destinataire et destinataire, l'entente risque de ne pas être parfaite. Delphine le constate à regret : à l'issue de ce premier échange avec sa cousine, elle confie à sa belle-sœur avoir eu «une légère altercation» avec Matilde et elle lui envoie la copie de leurs lettres afin, dit-elle, qu'elle «en [soit] juge» (*D*, I-VI, 30). De la bienfaisance au conflit, le pas aura vite été franchi.

À mesure que s'accumuleront les malheurs pour l'héroïne, il apparaîtra clairement au lecteur que dans l'univers où elle évolue toute largesse, tout élan altruiste risque de dégénérer en discorde. L'erreur d'interprétation, la méfiance et la catastrophe menacent en permanence les intentions généreuses. Pour avoir voulu protéger les amours illicites d'une amie mal mariée, Delphine laissera naître sur son propre compte des soupçons infondés qui pousseront l'impétueux Léonce à épouser Matilde. Plus tard, dans la dixième lettre de la quatrième partie, après la réconciliation des deux amants, la brouille surviendra de nouveau lorsque Léonce, entrant au milieu de la nuit chez sa belle, se heurtera sur le seuil à l'importun M. de Valorbe, une vieille

connaissance sous mandat d'arrêt à qui l'héroïne aura donné asile, mais que Léonce, à tort, prendra pour un rival. Entre-temps, ce sont les soins apportés par Delphine à une femme divorcée, Mme de Lebensei, qui susciteront dans la troisième partie des commérages et qui lui vaudront une fois de plus l'incompréhension de son entourage. Enfin, dans la lettre vingt-cinq de la cinquième partie, le lecteur apprendra qu'étant allée offrir à M. de Valorbe une caution pour dettes l'héroïne aura été séquestrée chez lui toute une nuit, ce qui fera renaître la médisance et hâtera les vœux monastiques qui l'éloigneront plus encore de Léonce. Parce que le monde est borné, insensible ou ingrat, parce qu'il est impossible d'y vivre en paix sans une certaine dose d'adresse ou de calcul que refuse l'héroïne, les services qu'elle rend ont une fâcheuse propension à se retourner contre elle. Quand, dans les premières pages de *Delphine*, Mme de Staël représente un don qui provoque un démêlé, elle ébauche donc l'un des principaux leitmotiv du roman. Mais, de même que le geste initial de Delphine signifie davantage qu'une simple générosité, la «légère altercation» causée par le don d'Andelys ne doit pas être réduite au seul rôle de signe avant-coureur de l'ingratitude mondaine. Dans le conflit qui s'élève entre Delphine et Matilde, certains détails d'expression méritent d'être interrogés. Car, si «les différences de caractère et d'opinions» (*D*, I-I, 19) entre les deux épistolières contribuent sans aucun doute à leur mésentente, une différence de langage les oppose surtout : «Je sais, observe Matilde, que ce langage vous a paru quelquefois ridicule [...]» (*D*, I-II, 22). Ridicules ou déplacés, les mots choisis pour décrire le don sont au cœur de la dispute.

La réponse de Matilde contraste en effet avec la lettre de sa cousine par la sécheresse de son langage. Dès le premier paragraphe, la sévère jeune fille adopte un ton trop formel pour n'être pas cassant :



Puisque vous croyez, ma chère cousine, qu'il est de votre délicatesse de faire jouir les parents de monsieur d'Albémar d'une partie de la fortune qu'il vous a laissée, je consens, avec l'autorisation de ma mère, à la donation que vous me proposez, et je considère avec raison cette conduite de votre part, comme satisfaisant à beaucoup plus que l'équité et vous donnant des droits à ma reconnaissance; je m'engage donc à tout ce que la religion et la vertu exigent d'une personne qui a contracté, de son libre aveu, l'obligation que me lie à vous (*D*, I-II, 22).

Au «sentiment» d'allégresse qui préside à l'écriture de la première lettre succède la «raison» qui dicte la deuxième. De l'excès de joie qu'exprimait Delphine («Je serai trop heureuse» sont les premiers mots du roman – *D*, I-I, 18), on passe à l'excès de justice à l'aune de laquelle Matilde apprécie le geste de sa cousine (elle le considère «comme satisfaisant à beaucoup plus que l'équité», *D*, I-II, 22). Tandis que Delphine offre de partager une fortune dont elle dit avoir été «comblée» (*D*, I-I, 18), cette fortune n'est plus, dans la lettre de Matilde, que celle que M. d'Albémar lui a «laissée». Quand la profusion qui comble devient abandon de ce qui fut laissé derrière soi, on ne saurait s'étonner que l'allégresse première se retire au profit d'une certaine animosité ou, pour le dire avec Delphine, d'une «disposition pénible» (*D*, I-III, 29).

Afin de mieux comprendre la tension qui naît des mots échangés entre les deux cousines, il peut être utile de sortir du cadre de l'œuvre staëlienne et d'aller observer ce que le don signifie chez Rousseau, qui, on le sait, influença à plus d'un égard Mme de Staël<sup>55</sup>. Dans son étude intitulée «Don fastueux et don pervers. Commentaire historique d'une rêverie de Rousseau<sup>56</sup>», Jean Starobinski examine ce «point sensible» chez le grand écrivain qu'est la question de l'aumône. Le don, dans l'*Émile* et *Les Rêveries*, se présente sous deux formes distinctes. Soit il est, dans les mots de Rousseau, «un plaisir

<sup>55</sup> La relation critique qu'entretenait Mme de Staël a Rousseau a été souvent analysée au cours des quarante dernières années. Pour une étude récente, on consultera Florence Lotterie, «Une revanche de la "femme-auteur"? Madame de Staël disciple de Rousseau», *Romantisme*, 122, 4, 2003, p. 19-31.

<sup>56</sup> Jean Starobinski, «Don fastueux et don pervers. Commentaire historique d'une rêverie de Rousseau», conférence Marc Bloch du 13 juin 1985, *Annales ESC*, 14, 1, 1986, p. 7-26.

que je me donne<sup>57</sup> ». Jean Starobinski le qualifie alors de don «hédoniste» et «narcissique», «adressé en dernière instance au moi lui-même», qui goûte en toute autonomie le «spectacle» du bonheur qu'il cause. Le don est en ce sens «l'affaire de la subjectivité individuelle<sup>58</sup>». Soit, au contraire, il est l'affaire de la collectivité; il revêt alors sa deuxième forme, qui est celle d'un «contrat». C'est le terme choisi par Rousseau dans la sixième promenade, qui y définit le don comme «une espèce de contrat [...] entre le bienfaiteur et l'obligé<sup>59</sup>». Dans ce cas, précise Jean Starobinski, la charité est un pacte qui «cherche sa fin» non plus en elle-même, mais «dans un retour d'affection humaine». Elle est un «contrat de réciprocité<sup>60</sup>».

C'est la première option, hédoniste et autonome, que privilégie Rousseau. C'est aussi, rappelons-le, celle qui obtient la préférence de Mme de Staël dans *De l'influence des passions* : la bonté, y lit-on, «ne veut, elle n'attend rien des autres, et place sa félicité tout entière dans ce qu'elle éprouve»; «[elle] ne jouit que de ce qu'elle donne» et «n'ayant voulu que le plaisir même de son action, [elle] ne peut jamais s'être trompée dans ses calculs<sup>61</sup>». Plaisir, autonomie du sujet : nous sommes bien en présence de la forme hédoniste et narcissique du don. La première lettre de *Delphine* traduit cet idéal. L'héroïne insiste avant toute chose sur le plaisir qu'elle *se donne* en aidant sa cousine. Elle affirme en outre le caractère peu contraignant de son don, qui «n'entraîne point avec

---

<sup>57</sup> Jean-Jacques Rousseau, *Les Rêveries du promeneur solitaire*, dans *Œuvres complètes*, édition publiée sous la direction de Bernard Gagnebin et Marcel Raymond, Paris, Gallimard, «Bibliothèque de la Pléiade», 1959, t. I, p. 1054. Cité par Jean Starobinski, «Don fastueux et don pervers. Commentaire historique d'une rêverie de Rousseau», *loc. cit.*, p. 15.

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 15, 18.

<sup>59</sup> Jean-Jacques Rousseau, *Les Rêveries du promeneur solitaire*, *op. cit.*, p. 1053. Cité par Jean Starobinski, «Don fastueux et don pervers. Commentaire historique d'une rêverie de Rousseau», *loc. cit.*, p. 15.

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 13 et 15.

<sup>61</sup> Germaine de Staël, *De l'influence des passions sur le bonheur des individus et des nations*, *op. cit.*, p. 225, 227.

lui une reconnaissance qui doive [...] imposer de la gêne» (*D*, I-I, 19). Il y a là, bien entendu, une part de rhétorique de la part de celle qui souhaite ménager l'amour-propre du donataire, mais cela n'empêche pas d'y voir aussi le reflet d'une conception hédoniste du don, qui met l'accent sur l'indépendance des acteurs plutôt que sur les obligations qu'ils pourraient contracter.

L'échange épistolaire vient toutefois nuancer cet idéal tout théorique d'un don gratuit, qui ferait en sorte que le donateur n'attende rien du donataire et n'ait aucune raison de s'en méfier. Delphine, en formulant ce qu'elle nomme elle-même une «proposition», en cherchant, dit-elle, «tous les arguments imaginables pour [...] faire accepter un don» (*D*, I-I, 19), met en évidence que toute donation, pour être effective, doit d'abord être reçue et qu'elle dépend en ce sens du bon vouloir du bénéficiaire. En faisant un geste qui n'implique pas qu'elle seule, elle s'engage dans un processus de négociation. Dans sa réponse, Matilde insiste sur l'engagement réciproque que la lettre de Delphine ne faisait que suggérer. Elle met en valeur son propre accord, qui consacre un lien entre les deux cousines. Matilde «consen[t]» et «[s]'engage»; avec «l'autorisation de [sa] mère», elle «contract[e], de son libre aveu», une «obligation» qui la «lie» à sa bienfaitrice et qui donne à celle-ci des «droits» à sa reconnaissance (*D*, I-II, 22). Autorisation, consentement, obligations, droits, libre aveu de celui qui s'engage et qui se lie : ce vocabulaire est résolument celui du contrat. La bienfaisance, dans la deuxième lettre du roman, n'est plus un plaisir qu'on *se donne*, mais l'accord raisonné de deux volontés. Matilde *transforme* le geste de sa cousine : elle remplace sa forme narcissique (garante de liberté) par sa forme contractuelle (qui impose des droits et des devoirs). La bienfaitrice, dans sa réponse, manifeste avec véhémence son

mécontentement devant ce nouveau langage : «Vous ne me devez rien» (*D*, I-III, 25), réplique-t-elle, repoussant avec hauteur toute obligation entre les deux jeunes filles.

L'héroïne, que la perspective de faire une bonne action remplissait de joie, a donc tôt fait de déchanter. En priant sa cousine de bien vouloir accepter la rente nécessaire à un mariage avantageux, elle faisait montre d'une politesse de circonstance, censée faciliter la tâche d'une demoiselle dont la fierté pouvait se révolter à l'idée d'une telle complaisance, mais qui n'avait sans doute guère le choix d'acquiescer (vingt mille livres de revenus et un cavalier de haut lignage formaient une assez belle prise, sur laquelle il aurait été difficile de lever le nez!). La lettre qu'elle reçoit en retour met cependant en évidence que, si le consentement allait sans doute de soi, il y avait différentes manières de consentir. Or celle que choisit Matilde déplaît au plus haut point à sa bienfaitrice. Un démêlé s'ensuit, que les événements subséquents, loin d'apaiser, ne cesseront d'alimenter. Le récit de Mme de Staël trouve son essor dans ce différend entre donatrice et donataire : à partir du moment où le personnage qui bénéficie des secours d'un autre prend la parole, le sens devant être attribué à l'acte charitable devient source de discorde. C'est précisément pour cette raison – parce que la *réception* d'un bienfait pose problème – que *Delphine* participe au même questionnement ou à la même prise de conscience que *L'Émigré*, que *Trois femmes* et que *La Dot de Suzette*. Il y a, au cœur de tous ces romans, une importance commune accordée au point de vue de ceux qui agrément les dons et aux moyens dont ils disposent pour faire paraître *acceptables* (c'est-à-dire inoffensifs, dénués de tout potentiel insultant) des bienfaits que l'infortune leur interdit le plus souvent de dédaigner. La représentation d'actes charitables, dans chacune de ces œuvres, est fortement marquée par la prise en compte de l'intérêt de donataires qui risquent de trouver humiliante la compassion qu'ils inspirent. La réponse de Matilde

insiste en effet sur le danger que les largesses de sa cousine font courir à son amour-propre, comme à celui de sa future famille :

Ma mère désire que le service que vous me rendez reste secret entre nous; *elle croit que la fierté de madame de Mondoville pourrait être blessée en apprenant que c'est par un bienfait que sa belle-fille est dotée*; je vous dis ce que pense ma mère, mais je serai toujours prête à publier ce que vous faites pour moi, si vous le désirez, *dût la publicité de vos bienfaits m'humilier* selon l'opinion du monde [...] (D, I-II, 22; nous soulignons).

Pour ne pas avoir à rougir des dons qu'on reçoit, taire leur existence peut toujours être utile. C'est ce que choisit de faire Mme de Vernon, la mère de Matilde, qui refuse, quelques pages plus loin, de discuter cette affaire par écrit. Pour s'épargner la honte, Matilde préfère avoir recours à une autre solution, qui consiste non pas à ne pas parler, mais à parler *autrement* de cette donation que ne le fait sa bienfaitrice. À l'instar du marquis de Saint Alban, d'Émilie et de Mme de Senneterre, Matilde ne peut consentir aux services qu'on souhaite lui rendre sans que certains ajustements s'imposent : pour que le présent de sa cousine soit admissible à ses yeux, il lui faut l'interpréter d'une manière qui lui soit avantageuse. Les héros de Sénac, de Charrière et de Fiévée parvenaient également à conférer une inflexion particulière à la générosité dont ils étaient l'objet, qu'il s'agissait en quelque sorte de désamorcer en évitant que les dons soient perçus comme des gestes unilatéraux, transmis de haut en bas par des donateurs trop méritoires. La lettre de Matilde attire l'attention sur cette possibilité, pour les êtres qui dépendent des secours d'autrui, d'attribuer à ces secours des caractéristiques, des motifs ou des formes qui les arrangent.

L'acariâtre et dévote cousine de Mme d'Albémar se distingue toutefois des héros-donataires de *L'Émigré*, de *Trois femmes* et de *La Dot de Suzette* en ce qu'elle est peu susceptible d'attirer la sympathie du lecteur. Elle n'est d'ailleurs pas victime de la

Révolution; seule une mère criblée de dettes peut être inculpée du rôle ingrat qu'elle est contrainte d'endosser. Parce que Matilde n'est pas l'héroïne du roman, son point de vue sur la donation, dont traitent les premières missives, ne parvient pas à s'imposer; sa bienfaitrice entend de son côté faire valoir le sien, fort différent. L'émergence d'un conflit quant à la manière dont il convient de formuler ou de concevoir la donation d'une terre contraste, chez Mme de Staël, avec l'harmonie entre bienfaiteurs et protégés qui se dégage des trois autres récits. *Delphine* débute en mettant au jour ce qui restait, dans ceux-ci, un point aveugle de la réflexion sur le don : la possibilité d'un désaccord entre donateur et donataire, dont les intérêts peuvent diverger. À partir du moment où la bienfaisance est sujette à interprétation, la mésentente peut advenir. Ainsi commence, dans la brouille et dans le brouillage (puisque'il est question, avant tout, de réception), le roman épistolaire de Mme de Staël.

«Mais pourquoi donc éprouvez-vous le besoin de diminuer le faible mérite du service que je veux vous rendre?» (*D*, I-III, 25), s'exclame Delphine en réaction à la lettre de Matilde. C'est effectivement là ce que la jeune fille trouve de mieux à faire pour s'épargner la honte de sa situation : jeter le doute sur l'estime dont se rendrait digne sa trop libérale cousine afin de la faire descendre du piédestal où la plaçait l'offre formulée dans la première lettre. C'était également, rappelons-le, ce qu'était amenée à faire l'héroïne de *Trois femmes* devant les bontés de Joséphine et de Constance. Puisqu'il fallait éviter le piège d'une relation hiérarchique dans lequel la générosité de son entourage menaçait de faire tomber l'émigrée, Mme de Charrière divulguait les comportements plus ou moins honorables des donatrices. En découvrant l'origine peu reluisante de l'argent qu'on prodiguait autour d'elle, Émilie pouvait accepter de vivre des largesses d'autrui sans pour autant paraître dominée. À l'exemple d'Émilie (qui le

faisait, quant à elle, sans aucune hostilité), Matilde «diminu[e]» le «mérite» de sa donatrice, ce qui lui permet de relativiser la prétendue supériorité de celle qui, dans sa première lettre, osait lui parler des «inférieurs qui se reposent de leur sort sur [sa] bienveillance» (*D*, I-I, 19). Elle y parvient toutefois par d'autres moyens qu'en enquêtant sur la provenance des cadeaux qu'on lui fait. Plutôt que de s'interroger avec Delphine sur les motivations de sa cousine – «pourquoi», s'exclame-t-elle, «diminuer le faible mérite du service que je veux vous rendre?»; *pour ne pas être humiliée*, pourrait-on lui répondre –, il serait en effet pertinent de se demander *comment* elle s'y prend.

Qu'est-ce qui, dans les mots choisis par la jeune fille pour exprimer son consentement, contrarie à ce point l'héroïne? Entre les deux épistolières, qui formulent chacune à sa manière la transaction initiale, il y a un désaccord évident sur la nature de cette transaction. De tous les arguments utilisés par Delphine pour la convaincre d'accepter son offre, Matilde retient seulement celui de l'héritage anticipé. Elle voit dans les liens du sang la cause de la transaction et elle insiste, nous l'avons vu, sur le principe d'«équité» auquel satisfait l'offre de Delphine (*D*, I-II, 22). En acceptant cette dot, elle prétend recevoir ce qui lui est dû, et même «beaucoup plus» (*D*, I-II, 22), mais cet excédent qu'elle concède n'apaise aucunement l'héroïne, offusquée de ce que sa cousine l'ait prise au mot et qu'elle ait cru, écrit-elle, «que je vous dusse de quelque manière une partie de ma fortune» (*D*, I-III, 25). Dans sa réponse, Delphine soutient que ni le devoir de justice ni les liens du sang ne sont la cause de ce don, mais que c'est «l'amitié seule» (*D*, I-III, 25). Elle récusé le principe d'équité évoqué par Matilde et elle lui substitue la partialité en faveur de l'heureuse élue à qui le service est rendu : son action, écrit-elle, «ne peut être comptée, que comme l'expression de l'amitié que j'éprouve» (*D*, I-III, 25).

Il y aurait, en somme, deux principales raisons pour lesquelles le don de l'héroïne, reformulé par sa cousine, *ne compterait pas* : parce qu'il satisferait, aux yeux de Matilde, à une exigence de justice et parce que des considérations familiales (plutôt qu'amicales) auraient décidé de l'identité du donataire. L'interprétation dépréciative du geste de Delphine pourrait être résumée ainsi : parente de M. d'Albémar, Matilde aurait récolté une part importante de son héritage s'il n'avait eu l'idée d'épouser sur le tard la jeune personne qui se targue aujourd'hui de bonnes intentions et le prétendu bienfait de celle-ci est en vérité un simple dédommagement dû à une héritière légitime. La générosité de Delphine ne serait rien de plus qu'un scrupule et la bénéficiaire de ses largesses, rien de moins qu'un ayant droit. Ce discours n'est pas exactement tenu par Matilde, mais l'insinuation est suffisamment claire pour que l'héroïne soit piquée au vif. Or ce qui nous intéresse n'est pas tant la logique à laquelle le personnage est accusé d'avoir recours pour dépriser le bienfait de sa compagne que la présence, à l'intérieur de son discours, de deux des principales valeurs de référence en fonction desquelles, ainsi que nous l'avons observé au chapitre précédent, l'époque a tendance à juger les dons : la justice d'une part, la famille de l'autre. La lettre qu'écrit Matilde pour consentir à la transaction qu'on lui propose (et pour la rendre acceptable en lui fixant de nouveaux termes) ne prend tout son sens que lorsqu'elle est replacée dans le contexte discursif à l'intérieur duquel Mme de Staël pense la bienfaisance.

Nous l'avons constaté dans *La Dot de Suzette* de même que chez Mme de Genlis et chez François Vernes : l'amour-propre s'afflige moins des secours reçus par un membre de la famille que des libéralités d'un étranger. Matilde le laisse à son tour entendre quand elle appuie sur le fait que sa mère et elle sont «parents de M. d'Albémar» (*D*, I-II, 22), alors que sa cousine, dans la lettre suivante, refuse de



considérer que sa bonne action puisse avoir été déterminée par autre chose que par une profonde amitié. Puisque la future belle-mère de Matilde pourrait se récrier «en apprenant que c'est par un bienfait [qu'elle] est dotée» (*D*, I-II, 22), mieux vaut mettre en évidence que la terre d'Andelys appartenait jadis aux ancêtres de la demoiselle. Les vingt mille livres de rente nécessaires à son mariage sont ainsi ramenés à ce qu'ils auraient représenté si son père avait eu les moyens de la doter : un héritage anticipé plutôt qu'une aide charitable. La fierté familiale est sauve, mais le présent, dès lors, n'est plus conforme au modèle construit par les romans de l'époque et mis en lumière au chapitre précédent. Une *bonne dot*, propre à fonder un mariage heureux, doit être payée, rappelons-le, par une femme, par une veuve *et* par une étrangère. À partir du moment où l'attention est attirée sur les liens du sang ou, plus précisément, sur le jeu des alliances qui unissent les personnages, le don de la terre d'Andelys pose problème. Constituée à même le patrimoine familial, la dot, bien que féminine, se révélera non seulement inapte à assurer le bonheur des jeunes mariés, mais carrément néfaste, puisque les deux cousines mourront, l'une de l'avoir versée, l'autre de l'avoir reçue<sup>62</sup>.

---

<sup>62</sup> Le roman de Sénac corrobore l'idée d'une corrélation, observable dans les fictions de l'époque, entre le degré de conformité des dots avec ce nouveau modèle, étranger et féminin, et le succès des mariages qu'elles visent à former. Comme *Delphine*, *L'Émigré* est une histoire qui finit mal. Elle finit mal parce que le mariage longtemps rêvé, enfin rendu possible dans le dernier tome, n'aura tout compte fait jamais lieu. La dot, cette fois, n'est pas néfaste : elle est inutile. Le roman, il est vrai, présente une situation quelque peu inhabituelle : la jeune fille à pourvoir est un valeureux marquis. Dans cette histoire d'amour entre un émigré français et une comtesse allemande, c'est en effet lui, le marquis de Saint Alban, ruiné par la Révolution, qui est trop pauvre pour qu'on puisse l'épouser tel quel : quand meurt l'insignifiant mari de la comtesse, la situation financière du héros est le seul obstacle qui reste à son bonheur. Il est levé, rappelons-le, par l'oncle de la belle, qui donne au marquis une terre de dix mille florins de revenu. Dans le roman de Sénac, l'identité sexuelle inattendue (par rapport au modèle traditionnel : un père dote sa fille) n'est pas celle du pourvoyeur, mais celle du personnage recevant la dot. Plutôt que d'être en présence, comme c'est le cas dans *Trois femmes*, dans *La Dot de Suzette* et dans *Delphine*, d'une femme dotant une femme, le lecteur est en présence d'un homme dotant un homme. *L'Émigré* dit donc aussi, à sa façon, l'inadéquation du modèle traditionnel aux nouvelles réalités sociales : dans les romans qui rendent compte des bouleversements révolutionnaires, les pères ne dotent plus leurs filles. Malheureusement pour le marquis de Saint Alban, les hommes partent cependant encore à la guerre et s'ils sont malchanceux, comme c'est son cas, ils y meurent, mettant abruptement fin à leurs projets de mariage. Seule la dot féminine, apparemment, peut être un gage d'avenir.

La place tenue par le lien de parenté dans l'explication que donne Matilde du geste de l'héroïne jette un éclairage particulier sur la liberté trompeuse qu'expérimente celle-ci, au sujet de laquelle nous avons déjà glissé un mot. Remercée à titre de parente plutôt qu'à titre de bienfaitrice, Delphine exerce sa générosité dans un monde où prime la raison familiale. Or, quand la lignée l'emporte sur toute autre considération, comme dans la lettre de Matilde, les pères n'ont pas pour seule responsabilité de doter leurs filles. Dans la tradition du roman sensible, ils ont également coutume de faire obstacle au mariage de sentiment : imposant à leur progéniture une alliance respectueuse des convenances sociales, ils empêchent le triomphe de l'amour. C'est le cas, pour prendre un exemple familial à Mme de Staël, du baron d'Étange de *La Nouvelle Héloïse*. Rien de tel, bien entendu, dans l'action de Delphine à l'égard de sa cousine. Si son geste est nuisible, il l'est surtout (et bien involontairement) aux élans de son propre cœur. Dans cette intrigue sentimentale, Delphine joue en quelque sorte le rôle de l'homme dont elle est orpheline (en plus de se substituer, en payant la dot, au père de Matilde) : l'interdit qui pèsera sur son union avec Léonce, c'est elle-même, nous l'avons vu, qui en est le premier artisan. La terre d'Andelys, pourrait-on dire, est le fief de deux pères : l'un pourvoyeur, l'autre poseur d'entraves. Le service que rend l'héroïne témoigne de l'indépendance dont elle jouit en même temps qu'il contrefait l'interdit paternel. Mimant la même malédiction qui a frappé tant d'héroïnes avant elle, son geste marque du sceau de l'inanité la liberté dont elle se réclame<sup>63</sup>. Quand elle voit son présent réduit à une part d'héritage, elle a raison de s'alarmer : le rôle parental que lui fait endosser sa cousine

---

<sup>63</sup> Dans *Corinne ou l'Italie*, Mme de Staël reprendra ce thème d'une liberté incapable de s'incarner. Oswald, inconsolable après la mort de son père, assimilera l'autorité paternelle au point de s'interdire un mariage que son père aurait pu réprouver. L'intériorisation de l'interdit paternel sera chez lui évidente, tandis qu'elle n'est qu'esquissée dans le cas de Delphine.

(alors qu'elle aurait souhaité être perçue comme une simple et généreuse amie) aura tôt fait de se retourner contre elle.

Le don de la terre d'Andelys, s'il faut en juger d'après la lettre de Matilde, ne s'explique pas seulement par les liens familiaux qui unissent donatrice et donataire : il serait surtout motivé, nous l'avons dit, par un souci de justice. Le principe d'équité auquel se réfère la jeune fille pour agréer le service qu'on lui rend, le langage contractuel qu'elle emploie, les droits et les obligations sur lesquels elle insiste sont ceux-là mêmes qui caractérisent, dans les dernières années du siècle, le discours sur la bienfaisance publique que nous avons étudié au chapitre précédent. Matilde s'approprie le don de sa cousine en y voyant précisément ce que La Rochefoucauld-Liancourt et ses collègues voulaient faire des secours distribués par l'État : «un acte de justice» rigoureusement encadré par la loi, accompli par des êtres rationnels, soucieux de définir la nature de leurs engagements et d'en mesurer les effets<sup>64</sup>. À l'exemple des législateurs qui, quelques années plus tôt, souhaitaient parer aux inconvénients d'une charité désordonnée en l'intégrant au pacte social, Matilde minimise les risques que pouvait lui faire courir la «vertu compatissante<sup>65</sup>» de sa cousine en ratifiant une convention – autant, sinon plus, qu'elle signe une lettre. Or il n'y a pas que la bienfaisance qui se contractualise en ces années : le mariage le fait aussi. La loi sur le divorce votée le 20 septembre 1792, cette loi tant discutée par les personnages de Mme de Staël, entérine la Constitution de 1791, qui considère le mariage non plus comme un sacrement, mais comme un contrat civil<sup>66</sup>. Quand, dans la quatrième partie du roman, le bon, libéral et

<sup>64</sup> Voir le *Premier rapport du Comité de mendicité. Exposé des principes généraux qui ont dirigé son travail*, par M. de la Rochefoucauld-Liancourt, Paris, Imprimerie nationale, 1790, p. 8.

<sup>65</sup> *Ibid.*

<sup>66</sup> La question du divorce, remarque Gérard Gengembre, «actualise au niveau familial la notion de contrat social» (Gérard Gengembre, *La Contre-révolution ou l'histoire désespérante. Histoire des idées*

protestant M. de Lebensei, informé d'un décret que s'apprête à ratifier l'Assemblée constituante, annonce à l'héroïne que Léonce ne sera bientôt plus «irrévocablement lié à Matilde» (*D*, IV-XVII, 444), la jeune femme «repouss[e] avec vivacité l'idée du divorce» (*D*, IV-XIX, 457), jugeant devoir sacrifier son propre bonheur à celui de sa cousine<sup>67</sup>. Delphine «ne croi[t] point aux vœux irrévocables» (*D*, IV-XVIII, 454), elle ne s'oppose pas à la nouvelle loi qu'on lui fait miroiter, mais elle refuse de considérer le mariage de son amant d'un point de vue strictement légal : la «morale» et la «pitié» s'imposent également à elle et orientent sa réflexion (*D*, IV-XVIII, 454-455). L'héroïne, autrement dit, s'interdit d'envisager ce mariage de la même façon que Matilde a estimé son don, en n'y voyant qu'un accord de volontés et qu'une question de justice et de droits. Offusquée, au moment de doter sa cousine, de ce que celle-ci traduise sa bonne action en termes contractuels, la réduisant à une équitable «donation», Delphine résiste plus tard à la tentation de faire subir le même sort à l'union qu'elle a favorisée : la loi a beau être de son côté, elle ne laissera pas ce mariage être transformé en un simple contrat. Hostile au langage contractuel quand il s'agit d'être remerciée pour une action

---

*politiques*, Paris, Imago, «Librairie du bicentenaire de la Révolution française», 1989, p. 228). On notera que, pour le droit canonique déjà, l'union matrimoniale était un contrat, mais un contrat paradoxal, qui ne pouvait pas être rompu, puisqu'il était aussi, aux yeux des catholiques, un sacrement. C'est en laïcisant le mariage – en faisant de lui, autrement dit, un contrat strictement *civil* et rien d'autre qu'un contrat – que la Constitution de 1791 ouvre la porte au divorce. Sur la législation révolutionnaire relative au mariage, on se reportera à Jean Gaudemet, *Le Mariage en Occident. Les mœurs et le droit*, Paris, Cerf, 1987, p. 380-396. Sur le mariage considéré d'un point de vue contractuel, voir Nadine Béranguier, «L'infortune des alliances : contrat, mariage et fiction au dix-huitième siècle», *Studies on Voltaire and the Eighteenth Century*, 329, 1995, p. 271-417.

<sup>67</sup> Cet échange épistolaire entre M. de Lebensei et Delphine est daté des premiers jours de septembre 1791, pas moins d'un an avant que l'Assemblée législative ne décrète le divorce. Le moment choisi par Mme de Staël pour obliger son héroïne à prendre position sur le sujet n'est pas moins historiquement justifié. Selon Francis Ronsin, l'autorisation du divorce en France remonterait en fait au 13 septembre 1791, date à laquelle Louis XVI donne sa sanction à la Constitution, qui fait du mariage un contrat civil. Tout contrat étant dissoluble, le divorce aurait dès lors été permis, et ce malgré un vide juridique (auquel mettrait fin la loi du 20 septembre 1792) quant à la manière dont il était possible de rompre ce contrat. Mme de Staël situe donc son débat à l'époque même où débute cette brève période de flou juridique, particulièrement propice aux hésitations individuelles devant une liberté que rien ne vient encore encadrer. (Voir Francis Ronsin, *Le Contrat sentimental. Débats sur le mariage, l'amour, le divorce, de l'Ancien Régime à la Restauration*, Paris, Aubier, «Collection historique», 1990, p. 99.)

charitable, elle le restera lorsqu'il sera question d'une rupture qui serait seule capable de la rendre heureuse. Autant dire que l'héroïne, en réagissant à la deuxième lettre du roman, se trouve en quelque sorte piégée : affirmer, comme elle le fait, que ni la «justice» ni la «puissance des lois» (*D*, I-III, 25) ne sauraient seules déterminer sa conduite, c'est se condamner à ne jamais pouvoir réparer la blessure qu'elle s'apprête à s'affliger en payant la dot de sa cousine. La lettre que lui envoie celle-ci pour consentir au service qu'elle lui rend concourt donc doublement à sa perte : en plus de lui assigner un rôle parental qui aura tôt fait de lui nuire, elle provoque une déclaration de principes qui lui sera fatale, Delphine se faisant par la suite un «point d'honneur<sup>68</sup>» de ne pas profiter des possibilités juridiques qui s'ouvriront à elle.

En offrant une riche dot à sa cousine, l'héroïne fait un don qu'elle pare de tous les attributs d'un dévouement libre et désintéressé, mais que sa destinataire dénature en

---

<sup>68</sup> Gérard Gengembre, «*Delphine*, ou la Révolution française : un roman du divorce», *Cahiers staëliens*, 56, 2005, p. 109-110. Rappelons avec Gérard Gengembre qu'au moment où Mme de Staël écrit son roman l'heure est à la dénonciation du régime matrimonial instauré par la Révolution. En mars 1803, trois mois après la publication de *Delphine*, le divorce sera soumis à une nouvelle législation, plus restrictive que celle mise en place dix ans plus tôt. L'année même où paraît *Delphine*, les *Réflexions sur le divorce* de Mme Necker sont rééditées, dans laquelle la mère s'en prend à la «loi dangereuse» de 1792, que défend au contraire sa fille quand elle emprunte la plume de M. de Lebensei. Davantage que sur le dialogue entre mère et fille, Gérard Gengembre insiste sur celui qui se fait jour entre Mme de Staël et Bonald, champion des antidivorciaires. Dans *Du Divorce considéré au XIX<sup>e</sup> siècle relativement à l'état domestique et à l'état public de société* (1801), Bonald dénonce une pratique qui transforme la famille en «un bail temporaire, où l'inconstance du cœur humain stipule ses passions et ses intérêts, et qui finit où commencent d'autres intérêts et de nouvelles passions» (Louis de Bonald, *Du Divorce*, dans *Œuvres complètes*, Paris, Le Clère, 1847, t. III, p. 165; cité par Gérard Gengembre, *loc. cit.*, p. 110). Ce passage vaut d'être rapproché d'une déclaration de Mme de Vernon, la mère de Matilde, qui se libère des obligations jadis contractées envers la bienfaitrice de sa fille avec une désinvolture en tous points semblable à celle que Bonald reproche aux partisans du divorce. Quelques mois après avoir trahi la confiance de Delphine, Mme de Vernon se voyant accusée d'ingratitude, elle répond : «L'ingratitude! [...] c'est un grand mot, dont on abuse beaucoup; on se sert parce que l'on s'aime, et quand on ne s'aime plus, l'on est quitte; on ne fait rien dans la vie que par calcul ou par goût; je ne vois pas ce que la reconnaissance peut avoir à faire dans l'un ou dans l'autre» (*D*, II-XXXI, 237). Après que Matilde eut agréé le don de sa cousine en lui conférant l'apparence d'un contrat, Mme de Vernon justifie son ingratitude en usant d'une logique qui est celle-là même de ceux qui voient dans le mariage un engagement auquel il est permis de mettre fin («quand on ne s'aime plus, l'on est quitte»). Ce faisant, elle met en évidence le rapport étroit qu'entretiennent dans ce roman les questions du mariage et du don, également susceptibles, en ces années, d'être traduits en termes contractuels. Mme de Staël, à l'instar de Bonald, invite le lecteur à s'interroger sur la force des liens lorsqu'ils sont formés aux seuls noms de l'intérêt et de l'équité.

usant d'un langage contractuel qui récuse la gratuité de l'acte et qui lui substitue une règle froide. Il n'aura fallu à Matilde que quelques mots bien pesés pour pervertir le geste de sa bienfaitrice. Celle-ci l'a vite compris, qui conclut sa deuxième lettre en invitant Matilde à se taire : «Je retournerai dans deux jours à Paris, nous ne nous parlerons plus du sujet de nos lettres, et vous m'accorderez le bonheur de vous être utile, sans le troubler par des réflexions qui blessent toujours un peu, quelques efforts qu'on fasse sur soi-même pour ne pas s'en offenser» (*D*, I-III, 28). Parce que la bienfaisance est toujours sujette à interprétation, elle comporte un risque contre lequel le plus sûr moyen de se prémunir est encore de réduire au silence le bénéficiaire. C'est une leçon dont se souviendra Delphine quand, après la mort de Mme de Vernon, elle mandera à Léonce d'avoir «la bonté de dire à madame de Mondoville [c'est-à-dire à Matilde], que je ne veux pas que de dix ans, il soit question en aucune manière des dettes que sa mère a contractées avec moi» (*D*, III-XXV, 347). Face à Matilde qui, dans et par sa première lettre, avait voulu faire contre-don de ses paroles, de ses conseils et de ses reproches – «j'aurais fait pour vous, écrit-elle, bien plus que vous ne faites pour moi, si j'avais pu vous engager à sacrifier vos opinions particulières» (*D*, I-II, 24) –, Delphine a appris à se méfier. La jouissance autarcique qui caractérisait la bienfaisance dans *De l'influence des passions* ne survit pas à la mise en récit : le roman épistolaire révèle la vulnérabilité du donateur face à un donataire libre à la fois de refuser l'offrande et de l'interpréter à sa guise. Le seul don sûr – le seul qui puisse, comme l'écrit l'héroïne, «s'offrir et se recevoir avec le même mouvement» (*D*, I-I, 19) – serait celui qui éviterait le retour du courrier.

### 3. Alliances

L'injonction au silence qui clôt le premier échange de lettres est troublante. En annonçant son retour imminent à Paris, où vit sa cousine, Delphine renonce à remplir ce qui est normalement la première condition d'un commerce épistolaire : l'absence. Non contente d'abolir la distance physique qui donne sa raison d'être à l'écrit, elle défend à sa cousine toute allusion aux missives qui viennent de circuler (« nous ne nous parlerons plus du sujet de nos lettres », *D*, I-III, 28). Elle va même jusqu'à suggérer, en l'engageant à ne plus la « troubler » par ses « réflexions » (*D*, I-III, 28), ne plus du tout vouloir l'entendre discourir, pas plus à haute voix que par écrit. Vu le peu d'affinités qui unit les deux cousines, on voit mal, dès lors que sont tabous tant le don de l'une que les réflexions bigotes de l'autre, ce qui pourrait servir de prétexte à toute communication entre elles. Par une seule phrase habilement tournée, Delphine impose à sa correspondante un triple silence : sont frappés d'interdit à la fois les lettres, le sujet des lettres et les réflexions nées du sujet des lettres. La première des trois condamnations n'est pas la moins inquiétante : dans un roman épistolaire, l'invitation à ne plus écrire menace dangereusement la possibilité même du récit. Étrange commencement, donc, que celui d'un roman par lettres au seuil duquel on oblige son correspondant à laisser tomber la plume.

L'échange entre Delphine et Mme de Vernon, qui, dans les quatrième et cinquième missives, prolonge la discussion des cousines, se termine de façon analogue. À Delphine qui s'inquiète de la dispute qu'a fait naître son don, la mère de Matilde répond laconiquement : « Vous êtes des enfants, Matilde et vous ; ce n'est pas ainsi qu'il faut traiter des objets sérieux, nous en causerons ensemble ; mais n'ayez jamais

d'inquiétude, ma chère Delphine, quand ce que vous désirez dépend de moi» (*D*, I-V, 30). On ne saurait le dire de façon plus nette : le sujet «sérieux» qu'est le don ne doit pas être traité par lettres. Le terme d'«enfant» qu'emploie Mme de Vernon pour désigner Delphine n'est pas sans importance, ni sans malignité. Il annule l'effet des lettres écrites par la jeune femme, qui s'était elle-même élevée, nous l'avons vu, au rang d'un père (celui de Matilde) et s'était ainsi représentée comme l'égal, si ce n'est comme l'époux, de Mme de Vernon. À ces prétentions, la mère de Matilde accuse une fin de non-recevoir. D'adulte, pourvoyeur de dot et de bienfaits, Delphine est rabaissée non seulement au statut d'enfant, mais à celui d'une enfant qui «dépend» et «désir[e]» (*D*, I-IV, 30). Donatrice souveraine au début du roman, elle n'est plus qu'une quémandeuse quelques pages plus loin. La réponse de Mme de Vernon fait donc plus que couper court à l'échange de lettres : elle récusé l'existence même de celles qui précèdent en affirmant l'inanité de ce qui y fut écrit. La méfiance exprimée par ce personnage devant la trace écrite indique bien entendu son machiavélisme<sup>69</sup>. Il convient cependant d'observer que les propos tenus dans cette courte missive sont le fidèle écho de ceux qu'adresse précédemment Delphine à sa cousine. À l'issue de la troisième comme de la cinquième lettre, les échanges épistolaires entre Delphine et Matilde d'une part, entre Delphine et Mme de Vernon de l'autre, échanges grâce auxquels le don de la terre d'Andelys accède à la représentation, cessent abruptement. Dans les six parties qui composent le roman, jamais ils ne reprendront.

On est ainsi en présence d'un don (de terre), qui est lui-même prétexte à une série de dons (de lettres) et de contre-dons (de lettres et de conseils à travers les lettres), à la

---

<sup>69</sup> Voir la remarque faite à ce sujet par Béatrice Didier dans son édition de *Delphine*, Paris, Flammarion, «GF», 2000, t. I, p. 517, note 3.



suite desquels les épistolières concluent qu'il faut cesser de recevoir et de donner (des lettres). Qu'en peut-on inférer au sujet du don initial (celui de la terre)? À quoi ce don mène-t-il? À quoi vise-t-il au juste? S'il faut en croire Delphine, il sert à consolider une amitié, à nourrir un rapport affectif. Cette amitié, ce n'est pas Matilde qui en est l'objet, mais plutôt sa mère, Mme de Vernon. C'est à elle, derrière Matilde, que s'adresse le geste de Delphine : «je serai mille fois récompensée de mon zèle pour vos intérêts, si votre mère me témoigne plus souvent cette amitié tendre qui calme et remplit mon cœur» (*D*, I-III, 25). Après nous être penchée sur le conflit que provoque le don de la terre d'Andelys, nous aimerions nous arrêter sur les rapprochements qu'il favorise ou, plus précisément, sur les alliances qu'il crée (ou qu'il ne parvient pas à créer). Elles sont d'au moins deux types. Le premier serait celui que souderait une communauté épistolaire, à l'intérieur de laquelle la circulation des lettres accompagnerait, dédoublerait et conforterait l'échange des bienfaits. Nous ajouterons quelques réflexions à son sujet, puis nous nous pencherons sur un autre type d'alliances, celles que le don vise à créer entre les personnages du récit (peu importe qu'ils soient ou non épistoliers) et qui peuvent subsister autrement qu'à travers les missives que ces personnages choisissent ou non de s'envoyer.

On ne saurait, avant tout, trop insister sur le statut des lettres qu'envoie Delphine comme doubles de la terre offerte. La correspondance de l'héroïne est en effet beaucoup plus que le moyen de faire connaître sa générosité : elle figure le don lui-même, dans la mesure où elle est un geste ciblé, un mouvement vers l'autre. En raison de la même analogie entre la lettre et le don qui nous a poussée à étudier, au premier chapitre, la manière dont les écrits circulent dans *L'Émigré*, il nous paraît nécessaire d'analyser conjointement dans *Delphine* les missives envoyées et la terre offerte.

Après la double injonction au silence que nous venons d'observer (qui conclut les troisième et cinquième missives du texte), seules quatre des quelque deux cent trente lettres du roman sont écrites de l'une à l'autre des destinataires qui ont initialement pris la plume : deux lettres sont adressées de Mme de Vernon à Delphine (l'une à la fin de la première partie, l'autre à la fin de la deuxième); une autre (précédant immédiatement celle-ci), l'est de Matilde à Delphine; enfin une dernière (peu avant la fin de la quatrième partie), de Delphine à sa cousine. Aucune de ces lettres n'est suivie d'une réponse, ce pourquoi on ne saurait prétendre qu'elles relancent l'échange. Autant dire que les vœux de l'héroïne et de Mme de Vernon auront été exaucés : la petite communauté épistolaire qu'avait formée le don de la terre d'Andelys ne renaîtra point. Le contenu de ces quatre lettres n'est pas pour autant insignifiant : chacune, à sa façon, redit l'absence de communication vers quoi tendaient les cinq premières missives. Elles valent à cet égard d'être interrogées.

À la fin de la première partie, au moment où Mme de Vernon reprend la plume pour s'adresser à Delphine, un fâcheux événement est venu troubler l'idylle naissante que vivait l'héroïne. Pour avoir offert un refuge aux amours illicites de deux amis, Thérèse d'Ervins et M. de Serbellane, Delphine est compromise aux yeux du public, qui la croit, à tort, l'amante de celui-ci. Inquiète de l'impression que produiront sur Léonce ces rumeurs malveillantes, elle charge Mme de Vernon de la justifier auprès de celui qu'elle aime; elle lui confie en outre une courte lettre dans laquelle elle prie Léonce d'écouter les éclaircissements qu'il obtiendra de leur amie. Perfide, peu encline à renoncer au mariage de sa fille, celle dont les projets sont contrariés par les sentiments de Delphine est fort mal choisie pour plaider sa cause. La lettre qu'elle lui adresse quelques jours plus tard a sur elle l'effet d'une sentence de mort :

La peine que je vais vous causer, ma chère Delphine, m'est extrêmement douloureuse; j'ai remis votre billet à Léonce, je lui ai parlé avec la plus grande vivacité, mais il était déjà tellement prévenu par le bruit qu'a fait cette malheureuse aventure qu'il m'a été impossible de le ramener. [...] Il avait, d'ailleurs, reçu une lettre de sa mère, qui s'opposait formellement à ce qu'il vous épousât, et le sommait de remplir ses engagements avec ma fille.

[...] le contrat de Matilde et de Léonce a donc été signé aujourd'hui, et après demain, à six heures du soir, ils se marient [...] (*D*, I-XXXVI, 139).

La missive de Mme de Vernon sert, en partie du moins, à dire l'inefficacité du message écrit par Delphine, son poids négligeable en comparaison du «bruit» qui court dans le monde et de l'interdiction maternelle (énoncée dans une véritable «lettre» celle-là, non dans un négligeable «billet»). Elle annonce à l'héroïne que son mot adressé à Léonce par l'intermédiaire d'un tiers restera sans réponse. De même qu'il fut apparemment «impossible» de «ramener» à elle le jeune homme, la messagère n'a aucune lettre de réconciliation qu'elle puisse rapporter. La communication est interrompue : la lettre reçue informe que la lettre attendue ne viendra pas.

Cette situation présente quelque analogie avec la vingt-cinquième lettre de la troisième partie, déjà citée, dans laquelle Delphine demande à Léonce de «dire à [Matilde] que je ne veux pas que de dix ans, il soit question en aucune manière des dettes que sa mère a contractées avec moi» (*D*, III-XXV, 347). Un an après avoir rédigé une première missive où elle exhortait sa cousine au silence, Delphine récidive. Cette fois, elle ne s'adresse pas même à Matilde, mais fait parler Léonce à sa place. Témoin du fossé qui s'est creusé entre les deux cousines (et des proportions prises par le conflit qui les oppose depuis le début du roman), la lettre révèle, à quelqu'un qui n'est pas le destinataire, mais qu'on vise ultimement, qu'on ne lui parlera ni ne lui écrira... et qu'on souhaite que la rupture soit réciproque. Écrire (à un tiers) permet d'éviter d'écrire (à quelqu'un qu'on prie de se taire). Pour l'auteur de ces mots comme pour Mme de

Vernon dans l'extrait précédent, la lettre devient le contraire d'un outil de communication : un instrument au service de l'isolement des êtres<sup>70</sup>.

Il serait pertinent de chercher à comprendre cette particularité de la correspondance entre Delphine, Matilde et Mme de Vernon en fonction de la dérive du genre épistolaire qu'a observée Lucia Omacini au cours de la période 1790-1830 :

La grande tradition du roman épistolaire marque un tournant après Laclos : elle se désolidarise des valeurs de la société qui en avait favorisé l'épanouissement. La formule n'en continue pas moins d'être adoptée conformément à la tradition, mais comme une enveloppe vide qu'on reproduit en raison du succès qu'elle peut encore assurer<sup>71</sup>.

Lucia Omacini a repris à son compte, en les confrontant à un corpus de cent soixante-quatorze romans, les conclusions de Jean Rousset, selon qui, à cette époque, «[l]e roman par lettres n'est plus qu'un journal camouflé, la forme épistolaire ne garde plus que les apparences» et «va vers l'extinction<sup>72</sup>». Claire Jaquier, qui s'est également penchée sur la question, a mis en valeur l'«échec de la destination» qui se manifeste dans les récits du début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'époque multipliant les «confidence[s] en pure perte» faites

<sup>70</sup> Dans un article consacré à la correspondance amoureuse entre Léonce et Delphine, Jan Herman fait une observation similaire au sujet des premières lettres que s'adressent les amants. Cet échange épistolaire, remarque-t-il, «n'a d'autre fonction que de mettre fin à leur commerce», Léonce écrivant à Delphine pour lui signifier que ses nouveaux engagements «doivent désormais [le] rendre étranger à [son] avenir» (*D*, II-XX, 207) et pour lui demander un dernier entretien, ce à quoi l'héroïne consent, quoique son billet, précise-t-elle, «ne méritât peut-être pas [de] réponse» (*D*, II-XXI, 207). À l'instar du premier échange entre Delphine, Matilde et Mme de Vernon, celui-ci s'achève brusquement, les correspondants ne prenant la plume que pour se communiquer leur volonté de rompre et pour organiser un ultime tête-à-tête. La lettre, commente Jan Herman, «ne sert qu'à demander à être vu et entendu, elle ne sert qu'à illustrer sa propre inutilité». Cette rencontre n'aura d'ailleurs pas même lieu : «Bien plus que d'être un moyen de rapprocher les amants, la lettre apparaît donc comme le principal instrument de la séparation.» Le «processus d'autosuppression» auquel est sujette la correspondance amoureuse – et qui est aussi caractéristique, nous l'avons vu, des échanges épistolaires entre donatrice et donataires de la terre d'Andelys – résulterait, selon Jan Herman, d'un rapport concurrentiel entre l'écriture et l'oralité, «un système de communication ressenti comme plus transparent, plus immédiat, plus univoque», qui condamnerait la lettre à être «en tout un pis aller». Voir Jan Herman, «“Ton regard m'apprendra tes plus secrètes pensées”. La rhétorique de la distance dans *Delphine*», dans Françoise Tilkin (dir.), *Le Groupe de Coppet et le monde moderne : conceptions, images, débats*, Actes du sixième Colloque de Coppet, 10-12 juillet 1997, Genève, Droz, 1998, p. 237-249 (citations p. 241-242, 246).

<sup>71</sup> Lucia Omacini, *Le Roman épistolaire français au tournant des Lumières*, Paris, Honoré Champion, «Les dix-huitièmes siècles», 2003, p. 11.

<sup>72</sup> Jean Rousset, «Une forme littéraire : le roman par lettres», dans *Forme et signification*, Paris, José Corti, 1962, p. 65-108 (citation p. 70).

par des héros dont les lettres «voguent dans le[s] roman[s] comme des épaves<sup>73</sup>». Le «postulat de l'incommunicabilité» qui évincerait alors, dans les romans épistolaires, le «bonheur de l'échange<sup>74</sup>» semble bel et bien à l'œuvre dans le texte de Mme de Staël. La lettre qu'envoie Mme de Vernon à Delphine afin de lui dire qu'elle n'a aucune réponse de Léonce à lui remettre ressemble étonnamment à l'«enveloppe vide» qu'évoque Lucia Omacini pour décrire la forme épistolaire au tournant des Lumières<sup>75</sup>.

Les quelques phrases écrites par Matilde dans la deuxième partie du roman servent aussi à relayer le message (ou l'absence de message) d'une tierce personne. À Delphine qui vient de quitter Paris, Matilde annonce la mort imminente de Mme de Vernon, gravement malade de la poitrine. Elle l'enjoint de se rendre à son chevet et, à cette fin, transcrit mot à mot la prière que lui adresse en ce sens sa mère repentante : «je crois qu'un courrier peut la rejoindre, faites-le partir à l'instant; je connais son cœur, je suis sûre qu'elle n'hésitera pas à revenir, dites-lui seulement mon désir et mon état» (*D*, II-XL, 253). La lettre, cette fois, n'est plus une enveloppe vide, elle transmet autre chose qu'un refus d'écrire (ou de recevoir du courrier); mais la communication qu'elle sert n'est pas moins fragile, condamnée dans l'œuf, puisque Matilde écrit à la place d'une «femme mourante», dont le mal est «sans ressources» (*D*, II-XL, 253). La longue lettre

<sup>73</sup> Voir Claire Jaquier, «Le féminin et le masculin : une redistribution des cartes», dans Françoise Tilkin (dir.), *Le Groupe de Coppet et le monde moderne : conceptions, images, débats*, op. cit., p. 307-316 (citations p. 308, 310, 309).

<sup>74</sup> Lucia Omacini, *Le Roman épistolaire français au tournant des Lumières*, op. cit., p. 199.

<sup>75</sup> Dans un article plus récent, L. Omacini remarque que le roman épistolaire de Mme de Staël «montre les signes avant-coureurs du déclin du genre» au début de sa sixième partie, quand les lettres cèdent la place à une forme narrative concurrente, le journal intime. Les «fragments de quelques feuilles écrites par Delphine» (*D*, V, 507) seraient symptomatiques d'une «parole en perte de fonctionnalité», celle d'une héroïne incapable d'«agir par ses propos sur ses interlocuteurs». Autant, sinon plus, que la manifestation d'une «parole dévalorisée», ils nous paraissent pouvoir être lus comme l'amer constat de la difficulté qu'éprouvent les personnages à donner, dans la mesure où le fragment, à la différence de la lettre, est un écrit qu'on juge préférable de garder pour soi. Voir Lucia Omacini, «*Delphine* et la tradition du roman épistolaire», *Cahiers staëliens*, 56, 2005, p. 15-24 (citations p. 23-24). Sur les implications de la composition par lettres privilégiée par Mme de Staël pour son premier roman, on consultera également Madelyn Gutwirth, «La *Delphine* de Madame de Staël : femme, Révolution et mode épistolaire», *Cahiers staëliens*, 26-27, 1979, p. 151-165.

de confession qu'adresse immédiatement après Mme de Vernon à Delphine ne nourrit pas davantage l'espoir d'un véritable échange. À l'agonie, elle prend la peine d'imposer une fois de plus le silence à l'héroïne : «Ce que je vous demande instamment, écrit-elle, c'est, après avoir lu cette lettre, de ne pas causer avec moi» (*D*, II-XLI, 256). Cette ultime missive n'attend rien de sa destinataire, si ce n'est quelques larmes de compassion et, pour toute réponse, deux courtes lignes qui puissent aider la malade à mieux mourir : «Écrivez-moi seulement deux lignes, qui me disent que vous conserverez un souvenir encore doux de votre ancienne amie; je les mettrai ces deux lignes sur ma poitrine déjà mortellement atteinte, et ce remède me fera peut-être mourir sans douleur» (*D*, II-XLI, 256). L'écriture, dans cette lettre, possède un pouvoir consolateur, mais elle n'est qu'un palliatif qu'on administre aux moribonds, «remède» douteux si c'en est un. L'image d'une lettre linceul qu'évoque Mme de Vernon – «je les mettrai ces deux lignes sur ma poitrine déjà mortellement atteinte» (*D*, II-XLI, 256) – ne saurait mieux dire la fatalité qui pèse sur la correspondance entre les trois épistolières.

La dernière missive qui passe des mains de l'une à l'autre (la trente-cinquième de la quatrième partie) est adressée par Delphine à sa cousine. À l'instar de la confession écrite par Mme de Vernon, il s'agit d'une lettre d'adieu, rédigée, de surcroît, par un être qui prétend appartenir déjà au royaume des morts. Matilde y apprend la décision prise par l'héroïne de s'éloigner à tout jamais de Léonce :

Dans la nuit de demain, Matilde, je quitterai Paris, et peu de jours après, la France. Léonce ne saura point dans quel lieu je me retirerai; il ignorera de même, quoi qu'il arrive, que c'est pour votre bonheur que je sacrifie le mien. J'ose vous le dire, Matilde, votre religion n'a point exigé de sacrifice qui puisse surpasser celui que je fais pour vous; et Dieu qui lit dans les cœurs, Dieu qui sait la douleur que j'éprouve, estime dans sa bonté cet effort ce qu'il vaut.

[...]

Adieu, Matilde, vous n'entendrez plus parler de moi; la compagne de votre enfance, l'amie de votre mère, celle qui vous a mariée, celle enfin qui n'a pu supporter votre peine, n'existe plus pour vous ni pour personne (*D*, IV-XXXV, 494-495).

On ne décourage pas plus efficacement la réplique. Les départs génèrent normalement les lettres, mais partir sans laisser d'adresse, c'est contrevenir à la règle première du jeu postal. Celle qui, en outre, fait «le dernier acte de [sa] vie» – «il faut déjà, insiste-t-elle, me compter parmi ceux qui ne sont plus» (*D*, IV-XXXV, 495) – prend congé de sa cousine sans appel. Au début du roman, Delphine retournait à Paris et terminait de cette façon l'échange épistolaire qu'avait suscité la dot de sa cousine; un an et huit mois plus tard, victime du don qu'elle a fait, elle replie bagages en prenant soin de renouveler son injonction au silence.

La missive qu'elle envoie alors rappelle encore d'une autre façon l'altercation initiale entre les deux jeunes femmes. Matilde, après avoir reproché à sa cousine l'indépendance de sa conduite et l'avoir sermonnée au sujet de ses croyances religieuses, lui conseillait au début du roman le sacrifice de ses opinions:

Ne prenez pas mal les avis que je vous donne; ils tiennent, je vous l'atteste, à mon attachement pour vous [...]; j'aurais fait pour vous bien plus que vous ne faites pour moi, si j'avais pu vous engager à sacrifier vos opinions particulières, pour vous soumettre aux décisions de l'Église (*D*, I-II, 24).

L'idée de sacrifice, qu'avait d'abord vivement rejetée Delphine, revient dans la toute dernière lettre qu'elle adresse à sa cousine. Demeurée fidèle à ses opinions malgré les remontrances de Matilde, elle n'en finit pas moins par lui sacrifier non pas ses goûts et ses principes, mais son bonheur («c'est pour votre bonheur que je sacrifie le mien», *D*, IV-XXXV, 494). Entre le don et le sacrifice, les rapports sont étroits. C'était du moins l'une des thèses de Marcel Mauss, qui assimilait le sacrifice à un présent fait aux dieux

en vue de s'assurer leur bonne grâce : la privation ou la destruction sacrificielle, expliquait-il, serait une donation faite dans l'espoir d'une alliance avec les puissances célestes et d'un retour de bienveillance, car on croit «que les dieux savent rendre le prix des choses<sup>76</sup>». En immolant son bonheur, Delphine compte en effet sur l'expertise divine pour évaluer avec exactitude ce que lui coûte sa bonne action : «Dieu qui lit dans les cœurs, Dieu qui sait la douleur que j'éprouve, estime dans sa bonté cet effort ce qu'il vaut» (*D*, IV- XXXV, 494). C'est donc vers le Ciel et non vers Matilde que l'héroïne se tourne pour que soit appréciée son offrande à son juste prix. Tandis que, dans la troisième lettre du roman, Delphine reconnaissait en Mme de Vernon la véritable destinataire de son don («Ma cousine, je ne cherche nullement à me faire valoir auprès de vous [...]; je serai mille fois récompensée de mon zèle pour vos intérêts, si votre mère me témoigne plus souvent cette amitié tendre qui calme et remplit mon cœur», *D*, I-III, 25), elle désigne cette fois les dieux comme seuls donataires en qui elle espère. Dans l'un et l'autre cas, Matilde est également éclipsée. Les lettres que donne Delphine à sa cousine disent qu'elle donne réellement à quelqu'un autre. Le sacrifice que fait l'héroïne est en ce sens l'exact pendant du don de la terre d'Andelys : ni l'un ni l'autre ne convient Matilde à redonner, pas plus qu'ils ne lui permettent de répondre; ni l'un ni l'autre ne cherchent à établir avec elle un lien de réciprocité. Matilde restera en position d'éternelle débiteur<sup>77</sup>.

<sup>76</sup> Marcel Mauss, «Essai sur le don», dans *Sociologie et anthropologie*, introduction par Claude Lévi-Strauss, Paris, Presses universitaires de France, «Quadrige», 2003 [1950], p. 167.

<sup>77</sup> Annie Rivara observe que «la jeune fille n'existe pas pour elle-même» aux yeux de l'héroïne, qui la marie d'ailleurs sans la consulter, comme si l'amour et la liberté, ces deux valeurs chères à Delphine, ne méritaient pas d'être prises en compte quand il lui faut fixer l'avenir de sa cousine. Par l'absence totale de sympathie qui la caractérise, la dot de Matilde se distingue donc de la plupart des élans de générosité subséquents, généralement motivés par un fort sentiment de pitié. Voir Annie Rivara, «Contre-romanesque et hyper-romanesque dans les quatorze premières lettres de *Delphine*», *Cahiers staëliens*, 56, 2005, p. 41-42.



Le présent de la terre d'Andelys engendre en somme une communauté épistolaire vouée au silence sitôt créée. Chaque fois qu'une des trois participantes au don initial reprend la plume pour s'adresser à quelque autre d'entre elles, sa lettre, loin de ranimer l'échange interrompu, renouvelle l'interdit dont il est frappé. Trois des quatre lettres que nous venons d'interroger partagent encore avec les premières missives du texte une caractéristique qu'on aurait tort de négliger. Toutes, elles sont redirigées (elles-mêmes ou leur copie) vers une tierce personne. À l'issue de la première correspondance entre les deux cousines, Delphine transmettait celle-ci à Mlle d'Albémar, sa belle-sœur et amie intime, afin qu'elle «en [soit] juge» (*D*, I-VI, 30). Les lettres de sa tante et de sa cousine qu'elle reçoit plus tard reproduisent cette situation. Chacune est incorporée à une missive qu'écrit l'héroïne à Mlle d'Albémar. Que signifient ces retransmissions? Comment informent-elles l'imaginaire du don dans *Delphine*? À un premier niveau de lecture, l'annexion d'une lettre à une autre indique simplement son importance, son impact suffisant sur le destinataire, c'est-à-dire sur l'héroïne, pour qu'elle juge nécessaire d'en informer sa confidente. Les missives recopiées par Delphine (ou adjointes telles quelles à ses envois) accèdent au statut d'événement dans le récit qu'elle fait à Mlle d'Albémar. Simultanément, et c'est là ce qui nous intéresse, une lettre jointe à une autre, c'est une lettre qu'on (re)donne. Parce qu'une condamnation pèse sur la communauté épistolaire qu'avait momentanément engendrée le don de la terre d'Andelys, Delphine ne peut répondre aux lettres que lui envoient Matilde et Mme de Vernon. Empêchée de leur rendre leur don, elle peut toutefois le rediriger vers un tiers. En insérant une lettre à laquelle on ne peut (ou ne veut) pas répondre à l'intérieur d'une autre, on lui trouve un débouché, une issue; on évite que la chose donnée ne cesse de

circuler. On permet à l'idée du don de survivre à une interruption localisée, et peut-être dit-on par là l'espoir conservé que cette idée nourrit.

Pourtant, les lettres que Delphine transmet ainsi à Mlle d'Albémar sont peu susceptibles de susciter un échange. La belle-sœur de l'héroïne est une femme retirée du monde, certes attentive (ses réflexions sont toujours judicieuses), mais qui répond somme toute rarement (neuf fois en tout) aux longs récits qu'elle reçoit, qui comptent pour près de la moitié de toutes les lettres écrites par Delphine. Elle paraît à certains égards être un simple réceptacle, l'ultime destinataire d'une série de dons maintes fois relayés sans que naisse jamais la possibilité d'un retour. Mlle d'Albémar n'est, dans cette optique, qu'un dernier point de chute, voire un moyen de masquer le défaut antérieur d'un contre-don et d'un véritable échange. La trente-sixième lettre de la première partie ressemble en ce sens à une poupée gigogne au cœur vide : on lit une première lettre (adressée par l'héroïne à Mlle d'Albémar), qui en comprend une deuxième (de Mme de Vernon à Delphine), qui mentionne à son tour qu'une troisième lettre (un billet de Delphine à Léonce) est restée sans réponse – ce à quoi, bien entendu, Mlle d'Albémar ne peut rien. L'enchaînement des lettres offertes ne peut suppléer à la carence dont souffre la communication originelle; l'accumulation des dons n'accroît pas de façon significative les chances d'une réponse. En poussant les choses un peu plus loin, on pourrait accuser Delphine, lorsqu'elle transmet à Mlle d'Albémar une lettre en provenance de Matilde ou de Mme de Vernon, d'être coupable d'un détournement de don : elle sacrifie l'alliance, c'est-à-dire le lien social qu'elle aurait pu nourrir en répondant, au profit du récit qu'elle fait à Mlle d'Albémar, récit qu'elle alimente des lettres qu'on lui envoie.

La circulation du courrier dans *Delphine* ne nourrit aucun lien durable entre les trois femmes impliquées dans la première donation du roman. Les lettres qui passent de mains en mains ne réalisent pas la promesse d'une alliance que contenait l'offrande initiale. Si le don ne crée pas de communauté épistolaire, il n'est cependant pas exclu qu'il puisse former une association de nature différente. Delphine le laisse entendre quand, dans sa première lettre, elle explique à sa cousine que son don doit amadouer la mère de Léonce, qui a mis au mariage de son fils certaines conditions : «Madame de Mondoville aime votre mère, et désire s'allier avec votre famille; mais [...] elle veut que sa belle-fille ait de la fortune, comme un moyen d'établir une distance de plus entre son fils et les autres hommes» (*D*, I-I, 20). À la lire, on croirait que la dot sert moins l'union avec Léonce que l'attachement de la future belle-mère, dont on doit se concilier le respect et la bienveillance :

Il ne faut pas, insiste Delphine, que vous entriez dans une telle famille avec une infériorité quelconque; il faut que madame de Mondoville soit convaincue qu'elle a fait pour son fils un mariage très convenable, afin que tous les égards que vous aurez pour elle la flattent davantage encore (*D*, I-I, 20-21).

Le lien entre Matilde et Mme de Mondoville n'est pas le seul objectif du service que rend Delphine. La donatrice, nous l'avons vu, compte avant tout s'attirer les bonnes grâces de Mme de Vernon. «Je n'ai qu'un but, je n'ai qu'un désir», confie Delphine, «c'est d'être aimée des personnes avec qui je vis», en premier lieu de la mère de Matilde, qui «peut tout pour [son] bonheur» (*D*, I-III, 25). «Ne suis-je donc pas trop heureuse, insiste-t-elle, si je trouve une occasion de lui inspirer un sentiment de plus pour moi?» (*D*, I-III, 25). Elle sera «mille fois récompensée de [son] zèle» si elle reçoit en échange le témoignage d'une «amitié» qui «remplit [son] cœur» (*D*, I-III, 25). Dans

l'esprit de celle qui offre, son geste doit nourrir deux liens : entre Matilde et Mme de Mondoville d'une part, entre elle-même et Mme de Vernon de l'autre.

Dans un cas comme dans l'autre, Delphine sollicite la complicité d'une seconde mère : d'une belle-mère pour Matilde, d'une mère adoptive pour elle-même, «[o]rpheline dès [son] enfance» (*D*, I-III, 27). Essentiellement féminine comme dans *La Dot de Suzette*, la bienfaisance déplace les personnages sur l'échiquier familial, formant de nouvelles alliances qui dédaignent les lois du sang. En dotant sa cousine afin de lui gagner une seconde mère, l'héroïne a tout l'air de lui voler la sienne : une fois grassement enrichie, Matilde pourra être plus facilement donnée en mariage, c'est-à-dire plus vite séparée d'une femme que l'héroïne souhaite justement conquérir. La générosité de celle-ci laisse en ce sens sourdre une violence à l'égard de sa cousine. L'éviction qui se profile à l'horizon de la donation initiale éclaire d'un jour nouveau l'interdiction faite à Matilde de répondre à sa cousine. Convertie en objet qu'on livre à quelqu'un d'autre, elle ne peut plus prétendre au statut de sujet, qui lui permettrait d'écrire de nouveau et de répandre à son tour ses largesses.

Les alliances qui se dessinent dans les premières lettres du roman invitent à une dernière remarque, qui concerne plus particulièrement la relation entre Delphine et Mme de Vernon. Celle-ci, avons-nous dit, est désirée par celle-là comme mère adoptive. Il convient de préciser : arrivée depuis peu à Paris, après une enfance passée sous l'égide d'un homme solitaire, l'héroïne s'est liée d'amitié avec une femme d'expérience qui accompagne son entrée dans le monde. C'est à ce titre que Mme de Vernon apparaît pour la toute première fois dans le texte, sous la plume de Delphine qui la décrit comme «la femme du monde dont l'esprit et les manières m'attachent et me captivent le plus» (*D*, I-I, 18). Ce qu'elle a trouvé en Mme de Vernon (et qu'elle cherche à entretenir),

c'est une mère mondaine. Le terme de marraine serait plus judicieux : Mme de Vernon préside au baptême mondain de Delphine<sup>78</sup>. Avant d'être la marraine de son choix, elle fut une parente de celui qui joua à la fois le rôle d'un mari et d'un père pour l'héroïne; la troisième lettre de Delphine est adressée à sa «chère tante» (*D*, I-IV, 29). On a par ailleurs tôt fait d'apprendre les relations conflictuelles qu'entretenaient M. d'Albémar et Mme de Vernon. Dans sa deuxième lettre, l'héroïne rappelle la «malheureuse prévention [qui] éloignait monsieur d'Albémar de [la] mère [de Matilde]» (*D*, I-III, 25). L'information, placée en tête du roman, éveille la méfiance du lecteur vis-à-vis Mme de Vernon, dont l'hypocrisie mondaine avait été devinée par l'homme qui s'était «retiré dans la solitude» afin de se livrer «à l'examen de toutes les questions morales que la réflexion peut approfondir» (*D*, I-III, 27). Or la «malheureuse prévention» d'un père pour une marraine tenue à distance a une forte connotation mythique, qui rapproche cette histoire des légendes et des contes dont on berce l'enfance. Elle rappelle un «thème essentiel du folklore européen : celui de la mauvaise fée oubliée au baptême et au mariage<sup>79</sup>». Rejetée par le père-époux, Mme de Vernon fait figure de fée marraine volontairement écartée des fêtes ayant marqué l'enfance et la première jeunesse de Delphine. Dans cette perspective, l'épithète «malheureuse» employée pour qualifier la «prévention» de M. d'Albémar à l'égard de Mme de Vernon est riche de sens : les êtres exclus des célébrations données en l'honneur d'un nouveau-né sont réputés se venger en

---

<sup>78</sup> Delphine habite Paris depuis déjà trois ans au moment où débute l'histoire, mais son initiation à la vie mondaine n'est pas pour autant achevée. Outre le fait qu'elle utilise elle-même le présent lorsqu'elle évoque ses premiers pas dans les salons de la capitale («J'entre dans le monde avec un caractère bon et vrai, de l'esprit, de la jeunesse, de la fortune; pourquoi [...] me tourmenterais-je des opinions que je n'ai pas, des convenances que j'ignore?», *D*, I-III, 28), la naïveté qu'elle manifeste à ce sujet («Qu'ai-je à redouter du monde? [...] pourquoi donc voudrait-on affliger une créature aussi *inoffensive* que moi», *D*, I-III, 26-27) montre que son baptême, dans ce que cette expérience a de brutal, reste encore à faire. C'est l'histoire de ce baptême que raconte *Delphine*.

<sup>79</sup> Marcel Mauss, «Essai sur le don», *loc. cit.*, p. 209.

empoisonnant leur destin. C'est apparemment le cas de la malicieuse Mme de Vernon, coupable des malheurs qui s'acharnent sur l'héroïne<sup>80</sup>.

Le don d'une terre sur lequel s'ouvre *Delphine* traduit un désir d'alliances, mais les alliances qu'il favorise sont fragiles et problématiques. Les trois épistolières ayant participé au don initial ne peuvent créer entre elles de lien durable, épistolaire ou non. Il y a d'ailleurs à cela une raison simple, qui s'ajoute aux apparences de mauvais sorts et aux autres condamnations déjà relevées : toutes trois, elles meurent avant que ne finisse le roman. Dans le deuxième dénouement qu'écrivit Mme de Staël pour *Delphine*, Mme de Mondoville s'ajoute à la liste des morts. Les personnages visés par le don initial – auxquels il faudrait ajouter Léonce, qui périt lui aussi – ne survivent pas à la série d'événements qu'enclenche le geste de l'héroïne.

#### 4. Le prix des dons (II)

La condamnation qui pèse sur la correspondance entre les trois épistolières n'est en effet qu'un des nombreux aspects de la fatalité qui s'attache à la bienfaisance dans ce roman. En présentant son don comme un héritage anticipé, Delphine laisse entrevoir la

---

<sup>80</sup> Le thème de la mauvaise fée qu'on néglige et qui prend sa revanche illustre selon Marcel Mauss l'obligation de donner qui régit les échanges à l'intérieur de nombreuses sociétés. L'anthropologue s'appuie sur l'exemple d'un mythe du Nord-ouest américain dans lequel une princesse donne naissance à «petite loutre», capable de pêches miraculeuses; le grand-père de l'enfant organise un banquet auquel il convie tous les chefs du pays afin de leur présenter «petite loutre» et de leur demander de ne pas la tuer s'ils la rencontrent à la chasse; l'enfant périra néanmoins, atteint d'une flèche lancée par un membre de la seule tribu dont le chef n'avait pas été invité à la fête. La célébration à l'occasion de laquelle on offre nourritures et autres richesses est, conclut Mauss, «l'acte fondamental de la "reconnaissance" [...] dans tous les sens du mot. On "reconnaît" le chef ou son fils et on lui devient "reconnaissant"» (*ibid.*, p. 209-210). Si l'on adhère à cette explication de Mauss, et si l'on accepte de lire l'histoire qui nous occupe en ayant à l'esprit de pareils mythes, l'adversité qui poursuit Delphine serait la conséquence d'un don non fait, d'un défaut de donation. La riche dot que procure l'héroïne serait incapable de compenser ce manque originel, elle serait inapte à faire naître chez Mme de Vernon (chez cette femme ingrate) la «reconnaissance» dont parle Mauss, qu'on croit normalement pouvoir attendre d'un donataire comme d'une légitime marraine. *Delphine* dirait à la fois les conséquences tragiques d'un don (celui qui ouvre le roman) et celles d'une absence de don. Elle montrerait les dangers de la bienfaisance en même temps que son inefficacité.

portée funèbre du service qu'elle rend. Dans ce roman, l'héroïne se tue, littéralement, à force de générosité. Le don initial fait figure de présage : on ne devance pas impunément sa propre mort.

La donation représentée par Mme de Staël possède un caractère létal qui la rattache à une longue tradition nourrie de mythes antiques et d'histoire biblique. Jean Starobinski a souligné l'importance des «dons néfastes» et autres cadeaux empoisonnés dans de nombreux textes fondateurs de la culture occidentale<sup>81</sup>. Dans son «Essai sur le don», Marcel Mauss remarquait déjà la place centrale qu'occupe dans le folklore germanique le thème du «don funeste<sup>82</sup>». Pomme tendue par Ève et cheval de Troie ne sont que deux exemples parmi les plus célèbres de ces dons qui conduisent à une perte. L'offrande est souvent un piège, volontairement tendu ou non, auquel se laisse prendre le donataire. La mort, lente ou rapide, suit le don dans bien des cas. Mme de Staël opère à cet égard un renversement du thème : chez elle, le don a conservé ses couleurs funèbres, mais il tue celui qui donne, non celui qui reçoit.

Ainsi Matilde, dans la sixième partie du livre, ne meurt pas d'avoir accepté la dot (ou le legs anticipé) de sa cousine; si elle dépérit jusqu'à la perte de toute force vitale, c'est parce qu'elle s'obstine, contre l'avis des médecins, à allaiter son enfant malgré la maladie qui la garde alitée<sup>83</sup>. Que le don prenne chez elle la forme de l'allaitement n'a rien pour étonner : donner à boire est l'une des sept œuvres de miséricorde prescrites par

<sup>81</sup> Jean Starobinski, *Largesse*, Paris, Réunion des musées nationaux, 1994, p. 66 et ss.

<sup>82</sup> Marcel Mauss, «Essai sur le don», *loc. cit.*, p. 255.

<sup>83</sup> L'entêtement de Matilde à donner le sein répond à un impératif culturel qu'a mis en évidence Madelyn Gutwirth dans «Suzanne Necker's Legacy: Breastfeeding as Metonymy in Germaine de Staël's *Delphine*», *Eighteenth-Century Life*, 28, 2, 2004, p. 17-40.

la Bible<sup>84</sup>; c'est pour la pieuse Matilde un don sacré. À l'image de Delphine qui se perd à force de générosité, sa cousine s'épuise pour avoir trop (ou mal à propos) donné.

Il est un autre personnage qui dans ce texte meurt des suites malheureuses d'un mouvement généreux. Il s'agit de M. de Valorbe, seul personnage à périr hormis ceux impliqués, de loin ou de près, dans le don de la terre d'Andelys. Comme ceux-ci, M. de Valorbe est mêlé à une histoire de dons et de contre-dons. Si l'héroïne tolère cet importun personnage, si même elle lui porte deux fois secours (en lui offrant l'asile dans la quatrième partie, en se portant caution pour ses dettes dans la cinquième), c'est qu'il sauva autrefois la vie de M. d'Albémar et qu'il acquit de cette façon, écrit Delphine, des «droits à [sa] reconnaissance» (*D*, III-XXIX, 354). Lorsqu'elle souhaite libérer Valorbe de ses créanciers, il reproche à l'héroïne de vouloir utiliser sa fortune pour «[se] croire dégagée de la reconnaissance, de la pitié, de tous les sentiments» qu'elle lui doit (*D*, V-XXV, 584). Delphine se jugera coupable de la triste fin de son ancien bienfaiteur, qui meurt de colère et d'amour pour elle. L'histoire de M. de Valorbe peut elle aussi se lire en contrepoint des aventures de Delphine : à leur instar, elle révèle les périls que fait naître tout service rendu.

La fatalité qui s'attache à la bienfaisance trouve encore un écho dans les dernières pages du livre. Tandis que le geste initial de Delphine avait une certaine tournure funeste, la mort de l'héroïne reconduit le thème du don sous des formes diverses. Dans cette conclusion, Léonce est fait prisonnier par l'armée révolutionnaire au moment où il souhaite porter secours à un ami blessé. Il meurt pour avoir voulu rendre service. Avant d'accompagner son amant sur le lieu de son exécution, Delphine

---

<sup>84</sup> Sur l'importance de ce geste dans le texte biblique, de même que pour un rapprochement entre l'antique *largioto* et l'eau qui coule de source, voir Jean Starobinski, *Largesse*, *op. cit.*, p. 78-82, 89.



ingurgite un poison que lui avait offert plus tôt M. de Serbellane et qu'elle conservait sur elle dans la cavité d'une bague<sup>85</sup>. Pendant qu'elle avale en secret la dose fatale, les dernières volontés de Léonce sont recueillies par ce fidèle ami, qui oublie à ce moment «quel don funeste il avait fait à Mme d'Albémar» (*D*, VI-conclusion, 679). Le don redevient alors l'instrument d'une liberté, puisqu'il permet d'échapper à une insupportable peine. En opérant la fusion du don et du trépas, la conclusion de l'œuvre propose un ultime avatar de l'équivoque qui caractérisait le geste initial de l'héroïne, à travers lequel l'entrave s'alliait à l'indépendance. À l'image de la bienfaisance dont parle le traité sur les passions, le dernier don représenté dans *Delphine* libère l'héroïne de l'emprise de la douleur, mais il le fait au prix de sa vie. Le don libérateur ne donne plus que la mort.

«Oh mon Dieu! [...] Vous m'aviez accordé la jeunesse, la beauté, tous les dons de la vie, et je la rejette loin de moi cette vie; il faut donc que j'aie bien souffert» (*D*, VI-conclusion, 680). Cette plainte poussée par l'héroïne au moment où elle se suicide est le triste pendant du cri d'espoir qui retentissait dans les premières pages publiées de sa correspondance : «J'entre dans le monde avec un caractère bon et vrai, de l'esprit, de la jeunesse et de la fortune; pourquoi ces dons de la Providence ne me rendraient-ils pas

<sup>85</sup> La force d'évocation de cette bague, qui symbolise le lien rêvé en même temps qu'elle renferme la dose mortelle, est soulignée par Delphine, qui s'écrie, au moment où elle reçoit de M. de Serbellane le «funeste présent» : «Voilà donc [...], voilà donc, oh! Léonce, ce qui doit nous réunir. Voilà l'anneau nuptial que j'étais destinée à te présenter» (*D*, VI-conclusion, 661). Notons que le don et la mort par empoisonnement entretiennent des rapports de parenté qui ont depuis longtemps retenu l'attention des sociologues et des étymologistes. Le double sens germanique du mot *gift*, qui désigne à la fois le cadeau et le venin, a été étudié par Marcel Mauss avant de l'être par Émile Benveniste. Le mot aurait d'abord signifié le don, puis serait venu à désigner le poison par euphémisme, parce qu'on cherchait à éviter l'emploi d'un autre terme sur lequel un tabou devait peser. Si l'idée du don a été choisie pour symboliser le poison, c'est qu'on croyait généralement, explique Mauss, que la chose offerte conférait au donateur un pouvoir sur le bénéficiaire et qu'elle comportait en ce sens un danger. Or «nulle part l'incertitude sur la nature bonne ou mauvaise des cadeaux n'a pu être plus grande que dans des usages [...] où les dons consistaient essentiellement en boissons bues en commun, en libations offertes ou à rendre». Voir Marcel Mauss, «Gift, gift», dans *Mélanges offerts à Charles Andler par ses amis et ses élèves*, Strasbourg, Faculté des Lettres de l'Université de Strasbourg, 1924, p. 243-247 (citation p. 246) et Émile Benveniste, «Don et échange», dans *Vocabulaire des institutions indo-européennes*, Paris, Minuit, 1969, t. I, p. 65-79.

heureuse?» (*D*, I-III, 28). À cette question ingénue, le roman aura apporté une longue et tragique réponse. Des «dons de la Providence» hautement affirmés aux «dons de la vie» rejetés, de la terre offerte dans l'espoir d'un mariage à la bague reçue qui permet à l'héroïne de se livrer à la mort, le récit présente une remarquable symétrie. Le constat qui s'en dégage est suffisamment clair pour que les lecteurs n'échappent parfois pas, en tournant la dernière page, à l'impression d'achever un roman à thèse<sup>86</sup> : la bienfaisance, contrairement à une idée reçue largement diffusée par les Lumières, ne rend manifestement pas heureux. Avec *Delphine*, Mme de Staël apporte un démenti à ceux qui, à commencer par elle-même huit ans plus tôt, avaient cru que la sensibilité au malheur d'autrui et que la propension à secourir son prochain étaient les plus sûrs moyens d'accéder à la félicité terrestre. «Ô délices de la bienfaisance et de la charité, de quel prix n'êtes-vous pas à nos yeux<sup>87</sup>!» s'enthousiasmait Necker, en digne représentant de son siècle, à l'époque où Mme de Staël, à ses côtés, entamait la rédaction de son roman. Le destin de son héroïne, qui meurt victime de sa générosité, confère un sens tragique inattendu à la déclaration du père : le prix des bienfaits se révèle pour elle horriblement élevé.

Les commentateurs de l'œuvre ont insisté sur le drame intérieur vécu par Delphine, déchirée entre deux sentiments antagonistes, l'amour et la bonté (ou l'amour et la pitié), qui coulent pourtant «de la même source» (*D*, I-XXXVI, 140; *D*, IV-XVIII, 455). David Denby a mis en évidence l'impasse dans laquelle a tôt fait de se trouver l'héroïne, qui ne pourrait vivre avec Léonce qu'à condition de ne plus prendre sous son aile tous les infortunés se présentant à elle, mais qui a besoin de s'apitoyer pour aimer —

<sup>86</sup> Anne Brousteau en a fait récemment la remarque dans «*Delphine* de Madame de Staël : une esthétique romanesque de la sympathie», *Cahiers staëliens*, 56, 2005, p. 89-90.

<sup>87</sup> Jacques Necker, *Cours de morale religieuse* [1800], dans *Œuvres de M. Necker*, publiées par M. le baron de Staël, son petit-fils, Paris, Treuttel et Würtz, 1821, t. XIII, p. 228.

«quand on a combattu la pitié», remarque-t-elle, «on a tué son bon génie, et tous les instincts du cœur ne parlent plus» (*D*, IV-XVIII, 455)<sup>88</sup>. Anne Brousteau a récemment poursuivi dans la même voie, observant que Mme de Staël «n'oppose pas l'amour à la morale sociale, [...] mais à un sentiment tout aussi naturel et spontané que lui», ce qui fait en sorte que la jeune femme est vite piégée, trop sensible pour ne pas s'éprendre de Léonce et trop généreuse pour ne pas se compromettre à ses yeux<sup>89</sup>. Indissociable des grandes passions, la compassion à l'égard des malheureux n'est pas pour Delphine, comme elle l'est pour d'autres personnages de son temps (Caliste et Cécile chez Mme de Charrière, Mme de Senneterre et Suzette chez Fiévée), le moyen innocent et efficace dont dispose une femme pour se dédommager d'un amour déçu; elle est la cause même de l'échec amoureux. Dans ses *Lettres sur les ouvrages et le caractère de J.-J. Rousseau*, Mme de Staël décrivait déjà la sympathie aux maux d'autrui et l'amour comme des sentiments à la fois consubstantiels et concurrents : «La bienfaisance et l'humanité, la douceur et la bonté, semblent [...] appartenir à l'amour. On s'intéresse aux malheureux; le cœur est toujours disposé à s'attendrir; il est comme ces cordes tendues, qu'un souffle fait résonner»; c'est pourquoi, poursuit-elle, il est dans la nature qu'un cœur épris cède à la pitié que lui inspire un tiers; «c'est un mouvement qui tient de la passion, qui agit comme elle à l'instant et directement sur le cœur; il lutte avec plus de succès contre elle, que les plus importantes réflexions sur l'honneur et la vertu<sup>90</sup>».

<sup>88</sup> Voir David J. Denby, *Sentimental Narrative and the Social Order in France, 1760-1820*, Cambridge, Cambridge University Press, «Cambridge Studies in French», 1994, p. 214-216.

<sup>89</sup> Voir Anne Brousteau, «Delphine de Madame de Staël : une esthétique romanesque de la sympathie», *loc. cit.*, p. 87-96. L'héroïne staëlienne décrit d'une autre façon encore le cercle vicieux dans lequel elle se trouve prise : «plus je souffre», constate-t-elle, «plus je frémis de faire souffrir; et ma sympathie pour la douleur des autres, s'augmente avec mes propres douleurs» (*D*, III-IV, 292).

<sup>90</sup> Germaine de Staël, *Lettres sur les ouvrages et le caractère de J.-J. Rousseau*, *op. cit.*, p. 51, 58-59.

Comprendre cette «indépassable contradiction<sup>91</sup>» avec laquelle l'héroïne de *Delphine* est aux prises est indispensable à qui souhaite éviter une lecture réductrice de l'œuvre, qui se limiterait à voir en celle-ci le seul drame de la vertu rencontrant l'hypocrisie mondaine<sup>92</sup>. Il importe néanmoins d'attirer l'attention sur cette dernière et, plus exactement, sur le rôle joué par les circonstances dans les mésaventures de Delphine. L'ingratitude, l'incompréhension, l'égoïsme auxquels se heurte la jeune femme sont historiquement datés. Ce sont ceux des hommes et des femmes de la Révolution, non pas nécessairement tels qu'ils furent, mais tels qu'ils parurent à la fille de Necker, «homme d'une générosité parfaite<sup>93</sup>» dont la France eut tôt fait d'oublier les services passés; tels aussi que les accusa d'être, en 1797, Joseph Fiévée dans l'article de la *Gazette française* cité au début du chapitre précédent, où il leur reprochait d'avoir «tué la sensibilité<sup>94</sup>»; tels qu'ils se révélaient sous la plume de Sénac de Meilhan, quand il faisait de la Révolution un crime d'ingratitude: tels, en un mot, que se les représentaient plusieurs contemporains de Mme de Staël, constatant à regret que la bienfaisance s'exerçait parfois en pure perte. Si *Delphine* est une œuvre profondément marquée par l'expérience révolutionnaire, comme tous ses commentateurs en

<sup>91</sup> Gérard Gengembre, «*Delphine*, ou la Révolution française : un roman du divorce», *loc. cit.*, p. 112.

<sup>92</sup> Ou celui, pour le dire comme Simone Balayé, né de l'affrontement entre «progrès» et «préjugés», «lumières» et «[t]énèbres». Voir Simone Balayé, «*Delphine*, roman des Lumières», dans *Madame de Staël. Écrire, lutter, vivre, op. cit.*, p. 188-189.

<sup>93</sup> Germaine de Staël, «Du caractère de M. Necker, et de sa vie privée» [1804], *loc. cit.*, p. 13. Mme de Staël a plus d'une fois reproché à ses contemporains leur ingratitude à l'égard de son père: «personne ne lui a su gré des sacrifices immenses d'argent qu'il a faits, et dans son intérieur et au dehors, et l'on en a souvent exigé et reçu de lui, sans lui en rendre la moindre grâce; car l'on mesure sa fortune par sa générosité, et l'on aime mieux lui supposer de grandes richesses qu'une grand âme» (*ibid.*, p. 16-17); «l'attachement sans bornes des François l'avoit récompensé de son dévouement pour eux [...]. Hélas! auroit-on prévu que tant d'admiration seroit suivie de tant d'injustice [...]?» (Germaine de Staël, *Considérations sur la Révolution française, op. cit.*, p. 389-390).

<sup>94</sup> *Gazette française, papier-nouvelles de tous les jours et de tous les pays*, n° 1983, 13 juin 1797 (25 Prairial, an V de la République), p. 3.

conviennent depuis au moins trente ans<sup>95</sup>, c'est notamment parce qu'elle rend compte de ce dépit ressenti par des hommes et par des femmes que les violences et les retournements de l'Histoire firent revenir de leur grand rêve philanthropique. Précisons : ce que nous apprennent, deux cents ans plus tard, ces textes du tournant du siècle, ce n'est pas que la Révolution fomenta l'insensibilité et l'ingratitude (celle des mondains ou celle des masses), mais que ce fut souvent là l'effet qu'on lui attribua quand on chercha à dire que les choses allaient mal. Deux ans avant la publication de *Delphine*, Mme de Staël traduisait déjà, dans *De la littérature*, cette impression partagée d'une Révolution qui aurait trahi l'idéal bienfaisant des Lumières :

On a presque perdu de vue, déplorait-elle, l'idée du bonheur au milieu des efforts qui semblaient d'abord l'avoir pour objet; et l'égoïsme, en ôtant à chacun le secours des autres, a de beaucoup diminué la part de félicité que l'ordre social promettait à tous. Vainement les âmes sensibles voudraient-elles exercer autour d'elles leur expansive bienveillance; d'insurmontables difficultés mettraient obstacle à ce généreux dessein : l'opinion même le condamnerait; elle blâme ceux qui cherchent à sortir de cette sphère de personnalité que chacun veut conserver comme son asile inviolable. Il faut donc exister seul, puisqu'il est interdit de secourir le malheur, et qu'on ne peut plus rencontrer l'affection<sup>96</sup>.

<sup>95</sup> Parmi les principales études consacrées à retracer l'importance du politique dans *Delphine*, mentionnons celles de Simone Balayé («*Delphine*, roman des Lumières : pour une lecture politique», dans *Madame de Staël : écrire, lutter, vivre, op. cit.*, p. 185-198), de Madelyn Gutwirth («*La Delphine* de Madame de Staël : femme, Révolution et mode épistolaire», *loc. cit.*), d'Anna Szabó («Aspects et fonctions du temps dans *Delphine*», dans Étienne Hofmann et Anne-Lise Delacrétaz [dir.], *Le Groupe de Coppet et la Révolution française*, Actes du quatrième colloque de Coppet [20-23 juillet 1988], Lausanne, Institut Benjamin-Constant et Paris, Jean Touzot, 1988, p. 195-209), de Margaret R. Higonnet («*Delphine* : d'une guerre civile à l'autre», dans Étienne Hofmann et Anne-Lise Delacrétaz [dir.], *Le Groupe de Coppet et la Révolution française, op. cit.*, p. 211-222) et de Eve Sourian («*Delphine* and the Principles of 1789 : "Freedom, Beloved Freedom"», dans Madelyn Gutwirth, Avriel Goldberger et Karyna Szmurlo [dir.], *Germaine de Staël, Crossing the Borders*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1991, p. 42-51).

<sup>96</sup> Germaine de Staël, *De la littérature*, édition établie par Gérard Gengembre et Jean Goldzink, Paris, Flammarion, «GF», 1991, p. 82-83. La même déception se faisait jour dans ans plus tôt dans *Des circonstances actuelles* : «L'unique intérêt des hommes en France, c'est d'acquérir une somme d'argent disponible. On les voit tous s'agiter comme dans un vaisseau qui fait naufrage, pour saisir une planche qui transporte l'individu à terre, quoi qu'il arrive de l'équipage. On se défie les uns des autres, on ne se rend aucun service. On se sépare le plus qu'il est possible, dans ses discours comme dans ses actions, de tout autre que soi-même, tel qu'un infortuné luttant contre les flots craint qu'un de ses compagnons, s'accrochant à lui pour se sauver, ne l'entraîne au fond de la mer. Il n'existe plus, dans les rapports privés, aucune hypocrisie même de langage. L'intérêt personnel est si violemment exalté par tous les genres de terreur dont il se compose, que parler de vertu, de sacrifice, de dévouement, produirait, pour ainsi dire, l'effet de la pédanterie dans d'autres temps» (Germaine de Staël, *Des circonstances actuelles qui peuvent*

Ces réflexions, qualifiées avec raison par Anne Brousteau d'«avant programme du roman publié deux ans plus tard<sup>97</sup>», mettent en évidence que les «insurmontables difficultés» auxquelles se heurte la généreuse Delphine ne doivent pas être seulement imputées à son caractère ou à une nature humaine qui serait foncièrement insensible et malveillante : elles sont aussi, si l'on en juge d'après Mme de Staël, un signe des temps.

Dans ses «Quelques réflexions sur le but moral de *Delphine*», écrites pour une quatrième édition qui ne vit jamais le jour, Mme de Staël dira à nouveau sa déception devant une époque qui se serait avérée peu propice à la bienfaisance : «après une longue révolution, les cœurs se sont singulièrement endurcis<sup>98</sup>» déplore celle qui avait trouvé «de la grandeur<sup>99</sup>» à la journée du 14 juillet 1789. Parce que les bouleversements sociopolitiques qui servent de toile de fond au roman ont partie liée avec les malheurs qui s'acharnent sur l'héroïne, *Delphine* est bel et bien, ainsi que le remarquait autrefois Simone Balayé, un roman du désenchantement<sup>100</sup>. Il l'est à la manière de *Trois femmes* dans sa seconde partie, où les intentions bienveillantes s'avèrent également profondément insuffisantes : «il ne suffit pas d'être sensible, bonne, généreuse<sup>101</sup>», commente Mme de Staël dans ses «Quelques réflexions sur le but moral de *Delphine*» avec un désabusement qui fait écho à celui de Constance devant les projets philanthropiques de Théobald. Pour le jeune seigneur d'Altendorf aussi, la bienfaisance est une entreprise hasardeuse. Il y a cependant une différence notable entre les

---

*terminer la révolution et des principes qui doivent fonder la république en France*, édition critique par Lucia Omacini, Paris et Genève, Droz, «Textes littéraires français», 1979, p. 236-237).

<sup>97</sup> Anne Brousteau, «*Delphine* de Madame de Staël : une esthétique romanesque de la sympathie», *loc. cit.*, p. 95.

<sup>98</sup> Germaine de Staël, «Quelques réflexions sur le but moral de *Delphine*», *loc. cit.*, p. 718.

<sup>99</sup> Germaine de Staël, *Considérations sur la Révolution française*, *op. cit.*, p. 162. Sur les espérances et les déceptions suscitées chez Mme de Staël par l'événement révolutionnaire, on se reportera à l'étude classique d'Henri Coulet, «Révolution et roman selon Mme de Staël», *loc. cit.*, p. 638-643.

<sup>100</sup> Voir Simone Balayé, *Madame de Staël. Lumières et liberté*, Paris, Klincksieck, 1979, p. 133.

<sup>101</sup> Germaine de Staël, «Quelques réflexions sur le but moral de *Delphine*», *loc. cit.*, p. 724.

expériences du don de ces deux personnages : si la générosité de l'héroïne staëlienne l'expose à toutes sortes de périls, l'efficacité de ses bonnes actions n'est pas remise en cause de manière aussi flagrante que l'est celle du programme social de Théobald, qui trahit vite sa nature utopique. Il est vrai que plusieurs des personnages auxquels se dévoue Delphine ne profitent guère, ou guère longtemps, des services qu'elle leur rend : Matilde, Thérèse d'Ervins, M. de Valorbe connaissent tous une triste fin. L'accent est toutefois moins mis, dans ce roman, sur le sort des donataires que sur celui de la donatrice, toujours la première à éprouver l'inadéquation de ses dons. La bienfaisance, dans l'un et l'autre cas, se révèle impropre à assurer la «part de félicité» qu'elle promettait à tous, mais les conséquences de ce dysfonctionnement sont autrement plus tragiques pour l'héroïne de Mme de Staël que pour les donateurs du village d'Altendorf.

La comparaison entre les deux romans vaut néanmoins d'être poussée plus loin. En s'entêtant dans ses «bienfaisans projets», tout chimériques soient-ils, Théobald refuse de se laisser guider par la prudence et par le calcul. Il fait un pied de nez à une morale de l'intérêt qui, l'eût-il adoptée, l'aurait porté à juger de ses actions en fonction de leur seule utilité. La malheureuse Delphine agit de façon similaire quand elle s'obstine à aider tout un chacun, coûte que coûte, en dépit des catastrophes qui en résultent, jusqu'à y laisser sa peau. La romancière insistera plus tard sur la nature «sensible, imprudent[e], inconsidéré[e]» de son personnage; elle louera sa «bonté sans calcul» et sa «franchise imprévoyante<sup>102</sup>». Or Delphine, pas plus que Théobald, n'est à proprement parler inconséquente. Comme lui, elle réfléchit (souvent trop tard) aux répercussions de ses gestes, mais, comme lui encore, elle juge à propos de n'en pas tenir compte. Dissociant l'intention de ses effets – non pas tant de ses effets sur les autres que de ses effets sur

---

<sup>102</sup> *Ibid.*, p. 715.

elle-même –, l'héroïne staëlienne offre l'exemple d'une charité profondément gratuite. Anne Brousteau a relevé avec justesse le surplus de vertu qu'acquiert l'héroïne à force de répéter sempiternellement les mêmes erreurs, se défendant à un point tel de tirer des leçons de ses mésaventures que le roman en vient à posséder une structure quasi sadienne<sup>103</sup>. La constance avec laquelle elle se nuit, la fatalité qui s'attache à ses dons ont pour contrepartie, en somme, de rendre à la bienfaisance son caractère désintéressé.

Dans *De l'Allemagne*, Mme de Staël reviendra sur ces questions. Inspirée par Kant et par l'idéalisme allemand, elle dénoncera le «siècle orgueilleux» qui, par la voix d'«Helvétius, Diderot, Saint-Lambert», croyait pouvoir réduire la vertu à «un bon calcul» et le crime, en déduit-elle, à une «spéculation manquée<sup>104</sup>». Elle y plaidera pour une morale indépendante de l'intérêt, fondée sur le seul sentiment du devoir, ou encore sur l'honneur, «cette religion mondaine<sup>105</sup>». Sans nier l'importance d'une certaine circonspection dans la conduite des affaires humaines, elle fera de celle-ci une qualité d'un rang inférieur, subordonnée au dévouement, d'où seul l'humanité peut tirer sa grandeur :

La conduite d'un homme n'est vraiment morale que quand il ne compte jamais pour rien les suites heureuses ou malheureuses de ses actions [...]. Il faut avoir toujours présent à l'esprit, dans la direction des affaires de ce monde, l'enchaînement des causes et des effets, des moyens et du but; mais cette prudence est à la vertu comme le bon sens au génie : tout ce qui est vraiment beau est inspiré, tout ce qui est désintéressé est religieux.

<sup>103</sup> Voir Anne Brousteau, «*Delphine* de Madame de Staël : une esthétique romanesque de la sympathie», *loc. cit.*, p. 89.

<sup>104</sup> Germaine de Staël, *De l'Allemagne*, *op. cit.*, t. II, p. 199, 181-182. Les charges de Mme de Staël contre la promotion du calcul dans les comportements privés et publics sont nombreuses dans son œuvre. Son opposition à l'utilitarisme est d'ailleurs connue et bien documentée. Elle a été étudiée par Norman King dans «“The airy form of things forgotten” : madame de Staël, l'utilitarisme et l'impulsion libérale», *Cahiers staëliens*, 11, 1970, p. 5-26 ainsi que par Xavier Martin, celui-ci s'étant plus précisément penché sur les «relations politico-intellectuelles» qu'entretenait la châtelaine de Coppet avec ses contemporains, héritiers d'Helvétius, que furent les Idéologues. Voir Xavier Martin, «Anthropologie et politique : madame de Staël contre les Idéologues», *loc. cit.*, p. 271-291 (citation p. 280).

<sup>105</sup> Germaine de Staël, *De l'Allemagne*, *op. cit.*, t. II, p. 184.



Le calcul est l'ouvrier du génie, le serviteur de l'âme; mais, s'il devient le maître, il n'y a plus rien de grand ni de noble dans l'homme<sup>106</sup>.

L'héroïne qui, huit ans plus tôt, enchaînait les lettres dans lesquelles elle donnait, ou reconnaissait avoir donné, à bras ouverts, sans compter, au mépris des conventions et des dangers incarne cette beauté inspirée qu'évoque Mme de Staël dans *De l'Allemagne*. «[L]'enthousiasme des sacrifices, l'ardeur de se dévouer<sup>107</sup>» atteint même, dans la fiction, un degré d'intensité que le traité se dispense d'envisager. Porté à ses conséquences extrêmes, le dévouement prôné par la dame de Coppet débouche sur une morale du renoncement, qui devient, comme David Denby en a fait la remarque, le thème dominant du roman dans sa conclusion<sup>108</sup>. Jean Starobinski l'observait aussi quand il écrivait que la mort, chez la romancière, «est le corollaire du don absolu; elle en est la preuve requise<sup>109</sup>». La bienfaisance finit par relever, dans *Delphine*, de la vertu sacrificielle.

En ce sens, le roman épistolaire de Mme de Staël est sans doute moins à rapprocher de *Trois femmes* que des dernières pages de *L'Émigré*. La fin de *Delphine*, en effet, rappelle celle du marquis de Saint Alban. L'héroïne de Mme de Staël s'immole aux pieds de son amant, face à des soldats de l'armée révolutionnaire fusil en joue, qui ont reçu l'ordre de tirer. Le héros de Sénac, de son côté, se suicide devant un tribunal jacobin sitôt après sa sentence prononcée, laissant derrière lui un billet dans lequel il

<sup>106</sup> *Ibid.*, t. II, p. 183.

<sup>107</sup> Germaine de Staël, «Quelques réflexions sur le but moral de *Delphine*», *loc. cit.*, p. 729.

<sup>108</sup> Voir David J. Denby, *Sentimental Narrative and the Social Order in France, 1760-1820*, *op. cit.*, p. 221. Jean Roussel relève pour sa part «l'héroïsme ou la sainteté de la "sympathie"» que vit l'héroïne staëlienne. Voir Jean Roussel, «La souffrance des femmes dans la fiction staëlienne», dans Mario Matucci (dir.), *Il Gruppo di Coppet e l'Italia*, Atti del Colloquio Internazionale (Pescia, 24-27 settembre, 1986), Pise, Pacini Editore, «Critica et Storia Letteraria», 1988, p. 216.

<sup>109</sup> Jean Starobinski, «Suicide et mélancolie chez Mme de Staël», *Preuves*, 190, décembre 1966, p. 44. Pour une critique de l'interprétation que donne Jean Starobinski du suicide staëlien, on consultera Margaret R. Higonnet, «Suicide as Self-Construction», dans Madelyn Gutwirth, Avriel Goldberger et Karyna Szmurlo (dir.), *Germaine de Staël, Crossing the Borders*, *op. cit.*, p. 69-81.

déclare sacrifier sa vie à son roi et à sa patrie. Les deux récits s'achèvent par des dons de soi absolus (à l'amant chez Mme de Staël, au roi chez Sénac), qui sont des morts accusatrices, à travers lesquelles les condamnés volent à leurs bourreaux, *in extremis*, le droit de juger. Incarnée par une armée ou par un tribunal, la Révolution assiste au dernier acte d'un drame où le dévouement se donne en spectacle, ne servant qu'à exalter la vertu d'une héroïne ou à préserver l'honneur d'un héros. Parce que le suicide de Delphine, comme celui du marquis, est autrement un don foncièrement inutile, il conclut logiquement un récit où la bienfaisance s'avère incapable d'assurer le bonheur des hommes, une impuissance que rend également manifeste le dénouement de *L'Émigré*.

Ni l'un ni l'autre de ces romans ne se termine toutefois exactement par le spectacle d'un héros se livrant à la mort. Le mot de la fin revient dans *L'Émigré* à un obscur docteur Sivermarus, chargé d'annoncer une nouvelle – l'infortunée comtesse a succombé à sa douleur – que personne au château, autre que lui, «n'a la force [d']écrire» (*É*, CLXXVI, 435). De la même façon qu'une gazette, quelques pages plus tôt, se voyait confiée le soin de raconter les derniers instants du marquis, un billet impersonnel rend compte de cette nouvelle perte, révélant la désagrégation d'une communauté épistolaire inapte à assumer la violence des événements. Dans *Delphine* aussi, les lettres échangées, reçues et redonnées sont en dernière instance remplacées par une parole anonyme : «Les lettres nous ont manqué pour continuer cette histoire», informe impromptu un narrateur au début de la conclusion, «mais M. de Serbellane et quelques autres amis de Mme d'Albémar nous ont transmis les détails que l'on va lire» (*D*, VI-conclusion, 658). Le changement de registre est significatif. «L'abandon de la forme épistolaire, observe

Béatrice Didier, correspond à l'indicible du drame révolutionnaire<sup>110</sup>.» Elle témoigne par surcroît de l'accélération soudaine de l'Histoire. Tant chez Sénac que chez Mme de Staël, «tout se passe comme si la forme épistolaire liée à l'extrême sociabilité et qui avait été si prospère sous l'Ancien Régime se trouvait brusquement inadéquate pour raconter la Terreur : l'éclatement d'une forme signifie dans ces deux cas la fin d'un monde<sup>111</sup> ». Il nous semble qu'il y a aussi, dans cet «éclatement», une certaine capitulation, chacun des récits prenant acte, en délaissant dans ses dernières pages les échanges de lettres, de la difficulté qu'éprouvent les personnages à recevoir et à donner.

Malgré le triste bilan que le lecteur est amené à faire des bienfaisantes activités de Delphine, le dénouement de l'œuvre reconduit, dans son paragraphe final, l'idéal de générosité incarné par l'héroïne. Le mot de la fin revient dans ce roman à M. de Serbellane, dont est reproduit un fragment de lettre, écrit au retour d'un voyage en France. Il s'y remémore une soirée consacrée à réfléchir en silence sur le tombeau de Léonce et Delphine :

Je passai la nuit à rêver sur le sort des hommes; ces heures furent les plus délicieuses de ma vie, et cependant le sentiment de la mort les a remplies toutes entières; mais je n'en puis douter, du haut du ciel mes amis dirigeaient mes méditations; [...] une fois je leur ai demandé, si je ne ferais pas mieux de les rejoindre, s'il n'était pas vrai que sur cette terre les âmes fières et sensibles n'avaient rien à attendre que des douleurs succédant à des douleurs; alors il m'a semblé qu'une voix dont les sons se mêlaient au souffle du vent, me disait : – Supporte la peine, attends la nature *et fais du bien aux hommes* (D, VI-conclusion, 688; nous soulignons).

Refus obstiné, de la part d'un homme qui fut témoin des derniers instants de Delphine, de se résigner à ce qui, à ce point du récit, se présente comme l'évidence même : la tragique insuffisance des bonnes intentions? Pure réminiscence rousseauiste, M. de

<sup>110</sup> Béatrice Didier, «Présentation», dans *Delphine*, présentation et notes par Béatrice Didier, Paris, Flammarion, «GF», 2000, t. I, p. 27.

<sup>111</sup> *Ibid.*

Serbellane attribuant aux mânes de ses amis une réflexion de M. de Wolmar, qui recommande à Saint-Preux de faire une action charitable chaque fois qu'il considère mettre fin à ses jours<sup>112</sup>? L'«humanisme optimiste»<sup>113</sup> qui resurgit à la toute fin de l'œuvre doit aussi être interprété, croyons-nous, pour ce qu'il est ou, plus précisément, pour ce à quoi il se limite : une simple prescription morale, reléguant l'exercice de la philanthropie à un hypothétique futur. Au terme de la difficile expérience faite par Delphine, la bienfaisance est ramenée à un idéal quelque peu chimérique, facile à énoncer quoique difficile à accomplir. Dans la deuxième partie du roman, ce même M. de Serbellane s'était déjà laissé aller à rêver d'entreprises philanthropiques. Souhaitant détourner sa bien-aimée Thérèse d'une sinistre résolution, celle de s'enfermer à tout jamais dans un couvent, il avait voulu l'engager à le suivre au bout du monde afin d'y réparer ses torts «par des vertus actives» : «Nous emploierons en Amérique, la fortune que je possède à des établissements utiles, à une bienfaisance éclairée», déclarait ce digne représentant des Lumières afin de prévenir, cette fois encore, un geste de désespoir (*D*, II-XIX, 205). Or l'idée resta sans suite, Thérèse préférant mourir aux hommes et prononcer ses vœux monastiques que de suivre son amant; la perspective des bienfaits ne put prévenir son sacrifice. Lues à la lumière de cet épisode, les dernières réflexions de Serbellane trahissent leur nature purement abstraite. Informé par la longue

---

<sup>112</sup> «Chaque fois que tu seras tenté [de] sortir [de la vie], dis en toi-même : “Que je fasse encore une bonne action avant de mourir.” Puis va chercher quelque indigent à secourir, quelque infortuné à consoler, quelque opprimé à défendre. [...] Si cette considération te retient aujourd'hui, elle te retiendra encore demain, après-demain, toute ta vie. Si elle ne te retient pas, meurs : tu n'es qu'un méchant» (Jean-Jacques Rousseau, *Julie ou la Nouvelle Héloïse*, édition établie par Michel Launay, Paris, Garnier-Flammarion, 1967, troisième partie, lettre XXII, p. 291). Dans ses *Lettres sur les ouvrages et le caractère de J.-J. Rousseau*, Mme de Staël vante la beauté de cette lettre, qu'elle juge néanmoins inférieure à celle dans laquelle Saint-Preux se porte à la défense de la mort volontaire; elle reviendra sur cette position en 1813 dans ses *Réflexions sur le suicide*. Au sujet du rapport qu'entretint Mme de Staël à la pensée du suicide chez Rousseau, on consultera Florence Lotterie, «Une revanche de la “femme-auteur”? Madame de Staël disciple de Rousseau», *loc. cit.*, p. 27-29.

<sup>113</sup> David J. Denby, *Sentimental Narrative and the Social Order in France, 1760-1820*, *op. cit.*, p. 227.

suite de malheurs dont on vient de lui faire le récit, le lecteur peut raisonnablement douter que les projets philanthropiques auxquels s'accroche M. de Serbellane soient un antidote efficace contre l'affliction<sup>114</sup>.

Il est toutefois possible d'envisager sous un angle différent l'optimisme qui clôt le roman. Mme de Staël, quand elle représente l'ami de Léonce et de Delphine se réconfortant après leur mort à l'aide de généreux desseins, pourrait laisser entendre qu'il est plus aisé pour un homme que pour une femme de répandre des bienfaits. La note d'espoir sur laquelle l'œuvre s'achève aurait pour contrepartie de rappeler en sourdine que les femmes, qui sont prédisposées à la bienfaisance – «[l]a plus belle des vertus, le dévouement, est leur jouissance et leur destinée», écrira Mme de Staël dans *De l'Allemagne*<sup>115</sup> – sont également prédestinées à souffrir<sup>116</sup>, ce qui ne laisse guère de place à une bienfaisance qui serait à la fois féminine et heureuse.

---

<sup>114</sup> La bienfaisance, dans *Delphine*, est présentée au moins encore une autre fois comme un moyen de rendre tolérable une existence rongée par le chagrin ou par le remords. Au début de la sixième partie, l'héroïne se reprochant amèrement la mort de M. de Valorbe, elle forme le projet de se retirer dans un établissement de charité : «Il faut, écrit-elle, que j'essaie d'une vie plus utilement employée, et que je fasse servir mon existence au bien des autres, pour parvenir à la supporter moi-même. Les plaisirs d'une bienfaisance continuelle, l'espoir de perfectionner mon âme en soulageant l'infortuné, me ranimeront peut-être : [...] je ne puis échapper à moi, qu'en m'occupant sans cesse à secourir les souffrances de l'humanité» (*D*, VI-I, 612). Non seulement ce projet ne sera jamais réalisé, mais la manière dont il lui a été inspiré met en évidence que le dévouement aux autres, dans ce récit, cause plus sûrement la mort du donateur qu'elle ne sert à prolonger ses jours. Delphine a l'idée de se consacrer à des œuvres charitables après avoir écouté le récit pathétique d'un acte de dévouement qui s'avéra fatal au bienfaiteur : un vieux moine du mont Saint-Bernard ayant entendu parler d'un voyageur pris dans les neiges, il partit à sa recherche au mépris des dangers; ayant trouvé le voyageur agonisant, il resta près d'une heure auprès de lui, tâchant d'adoucir ses derniers moments par des paroles d'espoir; quelques jours plus tard, le bon vieillard mourut d'un coup de froid attrapé ce jour-là. Outre de souligner l'attrait de la jeune femme pour les dons mortifères, la lettre en question est un parfait exemple de l'incapacité chronique de Delphine à modifier sa conduite en fonction de ses expériences passées. Si l'héroïne, en effet, éprouve le besoin de se distraire de ses peines en se dépensant en bonnes œuvres, c'est parce qu'elle se reproche amèrement la mort de M. de Valorbe, à qui elle a prêté des secours malavisés : «je n'aurais pas dû lui donner un asile dans ma propre maison; un bon sentiment m'y portait; mais la destinée des femmes leur permet-elle de se livrer à tout ce qui est bien en soi? ne fallait-il pas calculer les suites d'une action même honnête [...]?» (*D*, VI-I, 611). Prenant conscience, à la suite d'un événement tragique, que les meilleures intentions ont parfois des effets funestes, l'héroïne ne trouve d'autre moyen, pour se consoler, que de redoubler de générosité!

<sup>115</sup> Germaine de Staël, *De l'Allemagne*, *op. cit.*, p. 65.

<sup>116</sup> Georges Poulet, qui appréciait chez la romancière son «prodigieux génie de dolorification», affirmait que son «don particulier» était «le don de souffrir. Don plus féminin que masculin, et tel qu'en en faisant pleinement usage, elle a la conviction de suivre sa vocation de femme.» Voir Georges Poulet, «Espérance

Le roman qu'écrivit Mme de Staël quelques années plus tard oblige cependant à nuancer l'idée selon laquelle les donateurs, contrairement aux donatrices, seraient épargnés par le mauvais sort. Le destin d'Oswald apporte en effet un cruel démenti au témoignage de celui qui prétendait, à la fin de *Delphine*, pouvoir se consoler de la mort de ses amis en s'adonnant à des activités charitables. Comme M. de Serbellane, le héros de *Corinne* est en deuil et il multiplie, pour cette raison, les actions généreuses; comme Delphine, il prodigue ses bienfaits en pure perte : les services qu'il rend, s'ils ne lui sont pas aussi fatals que dans son cas à elle, s'avèrent néanmoins tout aussi peu capables de lui apporter les douces jouissances que promettait le dernier chapitre de *L'influence des passions*.

### 5. *Corinne*, ou le don de l'oubli

Alors que *Delphine* s'ouvre sur le don d'une propriété foncière, acte fondateur qui tient à la fois du legs, de la dot et du bienfait, l'incipit de *Corinne* n'a trait à aucun don, mais il y est à nouveau question de terre et, qui plus est, de renoncement :

Oswald lord Nelvil, pair d'Écosse, partit d'Édimbourg pour se rendre en Italie pendant l'hiver de 1794 à 1795. Il avait une figure noble et belle, beaucoup d'esprit, un grand nom, une fortune indépendante; mais sa santé était altérée par un profond sentiment de peine, et les médecins, craignant que sa poitrine ne fût attaquée, lui avaient ordonné l'air du midi<sup>117</sup>.

Le héros, qui s'éloigne avec regret du pays de ses ancêtres, espère qu'un tel voyage le détourne également de sa tristesse. Dans le second roman de Mme de Staël, les adieux à la patrie remplacent, en tant que geste inaugural, l'abandon d'une part d'héritage : en se

---

et souvenir dans l'expérience et la pensée de Mme de Staël», dans *Madame de Staël et l'Europe*, Actes du Colloque de Coppet (18-24 juillet 1966), Paris, Klincksieck, «Actes et colloques», 1970, p. 221, 220.

<sup>117</sup> Germaine de Staël, *Corinne ou l'Italie*, dans *Œuvres complètes* (série II, t. III), texte établi, présenté et annoté par Simone Balayé, Paris, Honoré Champion, «Textes de littérature moderne et contemporaine», 2000, p. 1-2. Désormais, toute référence à cet ouvrage sera indiquée par le sigle C, suivi du folio.

séparant du fief paternel, le jeune pair d'Écosse fait écho à l'orpheline qui cédait une portion de ses terres et entamait de cette façon une longue suite d'aventures. Contrairement à sa devancière, toutefois, Oswald ne fait pas par là montre d'altruisme : son départ a beau répondre à un appel au secours – gagner l'Italie doit, selon les médecins, remédier au mal qui le consume –, l'éventuel bénéficiaire de l'entreprise n'est autre que lui-même. La générosité de l'Écossais ne tarde cependant pas à être révélée au lecteur. Après quelques précisions sur la douleur qui l'afflige – des «scrupules délicats» lui font se reprocher la mort de son père (C, 2) –, le deuxième paragraphe du roman est entièrement consacré à décrire son abnégation et son dévouement. Les quelques incidents qui surviennent sur le chemin de Rome apportent la preuve de sa bravoure et de sa bonté : sur la mer, quand l'orage menace le navire à bord duquel il s'est embarqué, puis sur le continent, quand il sauve les habitants d'Ancône de l'incendie qui ravage leur ville. Gages de son courage et de sa sensibilité, les secours prêtés par Oswald servent d'entrée de jeu à le qualifier, au double sens du terme<sup>118</sup>. De même qu'ils désignent le héros à l'attention du lecteur, ils contribuent fortement à captiver Corinne, vivement émue par la narration qu'on lui fait des événements d'Ancône, et font ainsi office de carte de visite, dans le salon comme dans le cœur de la poétesse. À l'instar de la donation de Delphine, la générosité d'Oswald sert d'amorce au récit. Les bienfaits du jeune homme auront cependant tôt fait de se révéler tout aussi problématiques que ceux de sa devancière. Les actions généreuses ne rencontrent pas les mêmes difficultés, les

<sup>118</sup> En plus d'être, avec sa peine, ce qui le caractérise au premier chef, ils l'élèvent au rang de héros type du roman sentimental. Voir à ce sujet Brigitte Louichon, «Madame de Staël et le roman sentimental», dans José Luis Diaz (dir.), *Madame de Staël*, Corinne ou l'Italie. «L'âme se mêle à tout», Actes du colloque d'Agrégation organisé par la Société des études romantiques (26-27 novembre 1999), Paris, SEDES, «Romantisme / Colloques», 1999, p. 47.

causes du dysfonctionnement différent, mais, d'un roman à l'autre, un même constat d'impuissance des dons s'impose.

Depuis le début des années 1990, *Corinne* a suscité une manne d'études critiques ayant permis de dépasser une interprétation quelque peu réductrice du destin de l'héroïne, longtemps perçue comme la simple victime d'une société réfractaire à l'indépendance et à l'expression féminines<sup>119</sup>. Michel Delon, Béatrice Didier, Jean-Marie Roulin, pour ne nommer que quelques-uns des responsables de ce renouveau critique, ont déplacé l'attention sur les scénarios familiaux dans lesquels sont empêtrés les personnages ainsi que sur les rapports troubles qu'ils entretiennent avec leur passé<sup>120</sup>. Ils ont rappelé que les ombres des morts et, parmi elles, les fantômes des pères sont pour les héros une menace autrement plus terrible que les ragots de la bonne société. Ils ont redonné à cette œuvre qui, comme l'écrit l'un d'eux, «ouvre dans les larmes la grande littérature romanesque du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>121</sup>» sa dimension profondément tragique, y approfondissant les thèmes du deuil, de la mélancolie et de la dépression féminine. En faisant de la bienfaisance et du don le fil conducteur de notre lecture, nous serons amenée à l'inscrire dans le sillage de ces études qui ont su accorder une juste préséance aux conflits qui opposent moins les héros à autrui qu'à leurs propres hantises.

<sup>119</sup> Nathalie Heinrich, pour ne citer qu'un exemple, nous paraît reprendre à son compte ce type d'interprétation quand elle écrit voir en *Corinne* «l'indéfectible idéalisation d'un personnage uniformément positif, dont le clivage intérieur est extériorisé en conflit entre un soi authentique et une société maléfique». Voir Nathalie Heinrich, *États de femme. L'identité féminine dans la fiction occidentale*, Paris, Gallimard, «Nrf essais», 1996, p. 29-30.

<sup>120</sup> Voir, dans l'ouvrage placé sous la responsabilité de José Luis Diaz (*Madame de Staël, Corinne ou l'Italie. «L'âme se mêle à tout», op. cit.*), les contributions de Michel Delon («*Corinne* et la mémoire sensorielle», p. 125-131), de Béatrice Didier («*Corinne* et les mythes», p. 191-198) et de Jean-Marie Roulin («*Corinne* : roman et souci patrimonial», p. 171-184). Au nombre des travaux ayant participé à ce renouveau critique, mentionnons également le collectif de Madelyn Gutwirth, Avriel Goldberger et Karyna Szmurlo (*Germaine de Staël, Crossing the Borders, op. cit.*) et, dans la foulée du programme de l'Agrégation de lettres modernes en 1999, celui de Michel Delon et Françoise Mélonio (*Mme de Staël, Actes du colloque de la Sorbonne du 20 novembre 1999*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2000).

<sup>121</sup> Martine Reid, «*Corinne*, vue d'un peu loin», dans José Luis Diaz (dir.), *Madame de Staël, Corinne ou l'Italie. «L'âme se mêle à tout», op. cit.*, p. 15.



Dès les premières pages du roman, il apparaît clairement que les élans altruistes d'Oswald sont motivés par le deuil de son père. Le ressort de sa générosité n'est pas seulement le désir d'être utile à ses semblables : il est aussi, peut-être même surtout, la peine qui le tenaille<sup>122</sup>. Oswald secourt les étrangers faute d'avoir pu disputer son père à la mort. Confronté à «l'impuissance de la douleur», humilié par «cette mort des ténèbres qui [...] méprise vos regrets, repousse votre bras» (C, 4), le jeune homme tend la main aux infortunés pour tromper son affliction et surmonter sa faiblesse le temps d'une action charitable. Le deuxième paragraphe du récit met en avant la «sensibilité blessée» du héros pour expliquer son caractère serviable :

À vingt-cinq ans il était découragé de la vie, son esprit jugeait tout d'avance, et sa sensibilité blessée ne goûtait plus les illusions du cœur. Personne ne se montrait plus que lui complaisant et dévoué pour ses amis quand il pouvait leur rendre service; mais rien ne lui causait un sentiment de plaisir, pas même le bien qu'il faisait; il sacrifiait sans cesse et facilement ses goûts à ceux d'autrui; mais on ne pouvait expliquer par la générosité seule cette abnégation absolue de tout égoïsme; et l'on devait souvent l'attribuer au genre de tristesse qui ne lui permettait plus de s'intéresser à son propre sort. [...] on sentait qu'il s'occupait du bonheur des autres comme un homme qui n'en espérait pas pour lui-même; et l'on était presque affligé de ce bonheur qu'il donnait sans qu'on pût le lui rendre (C, 2-3).

Deux traits ressortent de ce portrait liminaire, qui délimitent très précisément la bonté d'Oswald, marquant tout à la fois son origine et ses effets possibles : en amont, la tristesse qui le consume; en aval, l'impossibilité d'éprouver quelque plaisir que ce soit en retour de ses dons. Si l'Écossais est prompt à s'oublier au profit des malheureux, si sa

<sup>122</sup> Margaret Waller s'est intéressée au lien entre l'état dépressif d'Oswald et son esprit d'abnégation, mais dans une perspective entièrement différente de la nôtre. Plutôt que d'insister avec elle sur la capacité qu'a le héros de transformer sa faiblesse en un atout (sa peine le poussant, comme elle en fait la remarque, à des actes héroïques), nous aimerions souligner le caractère profondément mélancolique de ses bonnes actions, qui, malgré les éloges qu'elles lui attirent, sont foncièrement impropres à le tirer de son marasme affectif. (Voir Margaret Waller, «What's Wrong with Mr. Right : Staël's *Corinne, or Italy*», dans *The Male Malady. Fictions of Impotence in the French Romantic Novel*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1993, p. 57-92.)

mémoire a tôt fait de perdre la trace des bienfaits qu'il répand – une fois la Manche traversée, l'équipage remercia Oswald «de mille petits services [...] dont il ne se souvenait plus» (C, 5) –, rien ne saurait réussir à effacer le douloureux souvenir de la mort paternelle. Loin de le distraire de sa peine, les secours qu'il prête y renvoient constamment. La générosité d'Oswald, en effet, a quelque chose de vaguement morbide : elle s'attache en priorité aux êtres qui se tiennent sur le seuil de la mort (un vieillard à bord du navire qui l'éloigne d'Écosse, un autre dans le port de Naples), si ce n'est dans les marges de l'existence sociale (les Juifs et les fous d'Ancône). La majorité des services qu'il rend consiste d'ailleurs à sauver d'un danger mortel, orage, incendie ou noyade. Arrachés aux périls qui menaçaient de les priver d'une vie dont ils étaient déjà largement exclus, les rescapés font figure de revenants; le fantôme du père se confond avec eux. Chaque nouvelle preuve d'altruisme de la part du héros apparaît comme un refus obstiné devant la perte, comme une vaine tentative pour ramener le disparu, voire pour racheter la vie de celui-ci (ou de ses substituts) en la payant de la sienne propre.

Mme de Staël offre, avec ce personnage, une version masculine du motif de la bienfaitrice éplorée, mis à la mode par la littérature sensible, que nous avons commenté au chapitre précédent : la perte de l'affection paternelle remplace dans *Corinne* l'amour déçu comme source du dévouement à l'infortune. À l'image de nombreuses héroïnes de romans, Oswald s'adonne à des «simulacres de réparation<sup>123</sup>», palliatifs insuffisants au mal de l'âme et manœuvres dérisoires pour ressusciter un mort.

---

<sup>123</sup> Jean Starobinski, «Les *Lettres écrites de Lausanne* de madame de Charrière : inhibition psychique et interdit social», dans *Roman et lumières au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions sociales, Centre d'études et de recherches marxistes, 1970, p. 149.

Dans son cas, le manque se double d'un sentiment de culpabilité : le jeune homme se reproche la perte d'un être dont il a repoussé les conseils et les ordres. Retenu en France par une intrigue sentimentale qui déplaisait à son père, il craint avoir attisé la maladie qui l'a emporté en son absence. Les remords qu'il nourrit sont la peine du fils prodigue, revenu trop tard à la raison et au foyer paternel. On ne saurait trop insister sur la résonance politique d'une pareille infidélité dans le contexte postrévolutionnaire, d'autant plus que le héros précise s'être rendu en France par curiosité pour la révolution qui venait d'éclater<sup>124</sup>. La détresse de la noblesse face à la crise fut mise à profit par madame d'Arbigny, son intrigante maîtresse d'alors, afin de le retenir dans un pays où il «rougissai[t] d'être» en raison des «événements affreux qui s'y passaient» (C, 309) et de la guerre qui le rappelait en Angleterre. La défection filiale est intimement liée, dans ce récit, aux événements qui ont bouleversé la France. Les sauvetages qu'entreprend Oswald, dans la mesure où ils expriment son repentir, peuvent donc apparaître comme une tentative d'expiation du crime républicain par excellence<sup>125</sup>.

La représentation de la bienfaisance porte dans *Corinne* la marque d'un malaise typiquement révolutionnaire. Les questions de l'héritage et de la reconnaissance filiale, qui sont fondamentales dans ce récit, déterminent le caractère particulier que prend la générosité d'Oswald. Il importe de saisir la nature précise du crime dont le jeune homme s'accuse : celui qui a une mort sur la conscience se dévoue aux infortunés faute d'avoir

<sup>124</sup> La critique staëlienne a amplement souligné les échos collectifs de l'expérience d'Oswald. À titre d'exemple, voir Doris Y. Kadish, *Politicizing Gender. Narrative Strategies in the Aftermath of the French Revolution*, op. cit., p. 19-26.

<sup>125</sup> Ce crime, bien entendu, est également celui que commet Œdipe, ce qui ne l'empêche pas d'acquiescer une charge de sens supplémentaire dans le cadre de la Révolution. Sur la réécriture du mythe d'Œdipe par Mme de Staël, on consultera Béatrice Didier, «*Corinne* et les mythes», loc. cit., ainsi que, dans le même ouvrage, Pierre Laforgue, «Écriture et œdipe dans *Corinne*», p. 111-116. Béatrice Didier résume comme suit ce qui rapproche le héros staëlien du fils de Laïos et de Jocaste : «Oswald, nouvel Œdipe, a tué de chagrin son père dont il est donc, selon ses propres termes, l'«assassin». Comme Œdipe, il a cru, en venant dans un pays étranger, échapper à la malédiction, mais il s'aperçoit que Corinne-Jocaste [...] n'est pas une étrangère. Épouser Corinne serait outrager à nouveau le père» («*Corinne* et les mythes», loc. cit., p. 193).

su apprécier à leur juste valeur les dons de son père. Au moment de son aventure parisienne, il a repoussé les conseils, l'affection et les ordres qui émanaient d'Écosse. Oswald est coupable d'ingratitude et il en paie le prix : quand débute le roman, il donne sa vie aux autres parce qu'il n'a jadis pas su correctement recevoir – ou qu'il ne l'a pas voulu. Or les secours qu'il prête réitèrent de façon fatidique ce refus ou cette inaptitude originels. Oswald ne peut pas recevoir aujourd'hui plus qu'hier. C'est ce que le narrateur indique clairement dès l'ouverture du roman. Le jeune homme est imperméable à la joie d'avoir rendu service, il évite les remerciements – à Ancône, il s'enfuit juste à temps pour se les épargner –, bref, il ne peut être gratifié d'aucune forme de contre-don. La plupart de ceux qu'il aide (gens du peuple, étrangers croisés sur sa route, marginaux, aliénés) seraient d'ailleurs mal placés pour lui offrir quoi que ce soit en retour. Chaque nouvel acte de bonté d'Oswald rappelle son inhabilité à recevoir, qui est sa faute première. On comprend la fatalité qui s'attache à ses gestes : plutôt que de racheter la mort du père, les bienfaits qu'il répand ont pour effet de répéter l'erreur dont il s'est rendu coupable. Prise dans un tel engrenage, la bienfaisance est nécessairement incapable de lui redonner goût à la vie.

Dans son roman précédent, Mme de Staël mettait en scène une femme en butte à l'ingratitude mondaine. Dans *Corinne*, si les bienfaits d'Oswald échouent (à l'acquitter à l'égard du fantôme, à apaiser sa peine), ce n'est pas, comme pour Delphine, parce que la société est corrompue et que les bénéficiaires sont ingrats, mais parce que lui-même le fut autrefois. L'histoire du pair d'Écosse et de la poétesse pose différemment les questions de la fidélité et de la réception des dons, que soulevait déjà le roman de 1802.

Elle les déplace en les situant sur le plan des hantises personnelles et des relations qu'entretiennent les hommes avec leur héritage<sup>126</sup>.

Le jeune lord hanté par son père n'est pas le seul exemple d'altruisme offert aux lecteurs de *Corinne*. Il est un autre bienfaiteur qui apparaît tôt dans les pages du récit : le comte d'Erfeuil, chez qui la critique a perçu avec raison un «faire-valoir» du héros<sup>127</sup>. Homme «jeune et gai» (C, 9), dont le nom aérien (air-feuille) annonce la légèreté de caractère, ce représentant accompli de la mondanité française suit Oswald comme une ombre (mais une ombre haute en couleurs!) de la ville d'Innsbruck à Rome et jusqu'en Angleterre. Benjamin Constant voyait «un chef d'œuvre en son genre» dans le portrait de cet émigré, «qui porte dans sa tête un petit code de maximes littéraires, politiques et morales, ramenées toujours à propos dans la conversation, et qui, muni de la sorte, traverse le monde commodément, agréablement, élégamment<sup>128</sup>». On pourrait ajouter «généreusement» : sur sa route, le comte d'Erfeuil se rend volontiers utile. À Ancône, pendant l'incendie, il seconde Oswald dans ses opérations. Arrivé à Rome, il l'oblige en trouvant moyen de l'introduire chez Corinne. En Écosse, la nuit suivant la rupture des héros, il porte secours à la poétesse évanouie, croisée par hasard le long d'un chemin, puis reste à son chevet pendant huit jours avant de la soutenir jusqu'à Plymouth. Si d'ailleurs Oswald, au début du roman, accepte d'en faire son compagnon, c'est par considération pour un homme qui, après la perte de sa fortune dans la Révolution, avait

<sup>126</sup> Entre la rédaction de *Delphine* et celle de *Corinne*, deux événements importants, l'un dans la vie personnelle de Mme de Staël, l'autre dans le domaine public, permettent de mieux comprendre une réorientation en ce sens des préoccupations de la romancière : en 1804, la mort de Necker, véritable cataclysme dans la vie de sa fille; la même année, la promulgation par Napoléon du Code civil, qui restituait l'autorité des pères et contribuait à redorer leur image de donateurs.

<sup>127</sup> L'expression revient sous la plume de Brigitte Louichon («Madame de Staël et le roman sentimental», *loc. cit.*, p. 48) et de Gérard Gengembre («Être français dans *Corinne* : le comte d'Erfeuil», dans José Luis Diaz [dir.], *Madame de Staël, Corinne ou l'Italie. «L'âme se mêle à tout»*, *op. cit.*, p. 70).

<sup>128</sup> Benjamin Constant, «De madame de Staël et de ses ouvrages», *loc. cit.*, p. 228.

«fait vivre, par son talent pour la musique, un vieil oncle qu'il avait soigné jusqu'à sa mort» (C, 8).

La bonté du comte d'Erfeuil diffère toutefois de celle de l'Écossais. Contrairement à celui-ci, il y trouve aisément son compte. S'occuper de son oncle «remplissait [s]a journée» à une époque où, attendant hors de France que s'achève la Révolution, il se serait autrement «ennuy[é] à périr» (C, 8). Quand il offre à Corinne ravagée de chagrin de la conduire loin de lord Nelvil et de l'Angleterre, il déclare tout bonnement qu'il serait «enchanté de faire ce voyage avec [elle]» (C, 462), n'ayant rien qui le retienne en ce pays. Rendre service est pour lui un agréable passe-temps. Au milieu des flammes qui dévastaient Ancône, «le comte d'Erfeuil exposait sa vie avec courage, insouciance et gaieté» (C, 14). Tout semble lui être prétexte à s'amuser. L'indifférence avec laquelle il fait face aux périls tient sans doute, comme chez Oswald, au peu de prix qu'il attache à sa propre vie – il affirme en riant qu'il serait heureux d'être mort, n'ayant «pas grand espoir dans ce monde» (C, 9) –, mais elle est également l'effet de sa «frivolité» (C, 463) et d'un caractère étranger au drame de la perte. D'un naturel serviable, il oublie aussi vite qu'Oswald les soins qu'il donne. Son cœur cependant reste inaccessible à la souffrance d'autrui : c'est là surtout ce qui le distingue du jeune lord. Quoiqu'il ressente parfois une «vive pitié» (C, 460), le comte d'Erfeuil est incapable de la profonde identification au malheur qui est le propre du héros. Comme le prouve l'épisode écossais, «il était bon, mais il ne pouvait être sensible» (C, 463). Sa bienveillance accuse un manque qui met en relief la mélancolie d'Oswald, à laquelle Corinne sera hautement réceptive. Ce qui fait cruellement défaut à l'émigré français, c'est une blessure comparable à celle qui prouve la valeur de lord Nelvil – «les femmes,

remarque le comte, aiment la peine, pourvu qu'elle soit bien romanesque» (C, 53)<sup>129</sup>. Son «inaltérable» gaieté «au milieu des revers» (C, 8), son profond «mépris du malheur» trahissent une âme «incapable des affections profondes» (C, 10), donc impropre à lui donner l'étoffe d'un héros sensible. Nature serviable et légèreté de cœur sont les deux principales composantes du portrait à travers lequel se fait connaître le comte d'Erfeuil. Placé en contrepoint à celui du jeune lord, ce portrait accentue l'imbrication, chez celui-ci, de la bienfaisance et des peines infligées par le deuil paternel. La joyeuse insouciance avec laquelle l'un rend service met en évidence l'association intime, chez l'autre, entre la tristesse, le repentir et les bonnes actions.

Gérard Gengembre a remarqué que la disparition de l'oncle du comte le rapproche d'emblée de son compagnon de route<sup>130</sup>. L'observation est d'autant plus fondée que cet oncle semble avoir rempli auprès de lui une fonction paternelle. Contrairement à Oswald, le Français n'est toutefois pas atterré par son deuil. Les privations ne paraissent pas pouvoir l'affliger, lui qui a, par surcroît, «supporté la perte d'une très grande fortune avec une sérénité parfaite» (C, 8). L'histoire du comte est celle d'un homme qui non seulement est apte à se détacher, mais qui sait également recevoir : il a, lui, scrupuleusement accompli son devoir de reconnaissance filiale. Étranger à la douleur qui ravage Oswald, il l'est aussi à ses remords. Quand on lui témoigne l'estime qu'inspirent les soins qu'il a prodigués à son oncle, il répond avec modestie : «Je n'ai fait que mon devoir, [...] le pauvre homme m'avait comblé de biens pendant mon

<sup>129</sup> Brigitte Louichon a commenté de la façon suivante le rôle dévolu à ce personnage dès les premières scènes du roman : «Le comte d'Erfeuil est d'abord lui aussi un héros virtuel. [...] Désintéressement, compassion, courage moral et physique, telles sont bien les vertus du héros. Mais la frivolité du jeune homme devient vite patente, et ce faisant le disqualifie. Et, grâce à ce personnage secondaire se construit, en positif, l'image parfaite du héros auquel il ressemble mais dont il ne possède pas l'essence» (Brigitte Louichon, «Madame de Staël et le roman sentimental», *loc. cit.*, p. 48).

<sup>130</sup> Gérard Gengembre, «Être français dans *Corinne* : le comte d'Erfeuil», *loc. cit.*, p. 66.

enfance; je ne l'aurais jamais quitté, eût-il vécu cent ans!» (C, 9). La réplique est faite sans malignité (le comte ignore la nature des regrets qui rongent Oswald), mais elle accuse néanmoins le comportement passé du héros : avoir abandonné l'auteur de ses jours, être resté rebelle aux exhortations paternelles comme à l'appel des drapeaux. Les éclaircissements apportés sur la relation qu'entretint le comte avec son oncle expliquent sa sérénité devant la perte. Elles rendent également compte du «mélange singulier de courage et de frivolité» (C, 10) avec lequel il se dévoue à ses semblables : ses bienfaits sont libres du sentiment de culpabilité qui sous-tend ceux d'Oswald. Au moment où il fait la rencontre du héros, il s'apprête d'ailleurs à recevoir un don tout aussi naturellement qu'il sait tendre la main. S'il souhaite se rendre en Italie, c'est en effet «pour y retrouver un de ses parents dont il devait hériter» (C, 8). Le détail est significatif : le comte, dont la reconnaissance filiale a été éprouvée, est un parfait légataire; son habilité à recevoir n'est pas compromise par une ingratitude passée. L'aisance avec laquelle circulent les dons entre le Français et ses proches contraste avec la situation du jeune lord, qui porte secours aux étrangers faute d'avoir été réceptif à la bienveillance paternelle. Faire-valoir du héros, ce personnage secondaire sert donc aussi à souligner l'erreur originelle d'Oswald, erreur qui est à la fois la source et l'écueil de ses actions charitables<sup>131</sup>.

Le comte d'Erfeuil éclaire d'une dernière façon le conflit familial qui se profile derrière les élans altruistes du héros. Quand celui-ci lui parle des vifs «chagrins du cœur» dont il est la proie, son compagnon lui répond :

---

<sup>131</sup> On observera que, de l'émigré et du pair d'Écosse, le Français est celui des deux qui n'est pas coupable à l'égard du père. La mélancolie à laquelle Mme de Staël associe volontiers l'Écosse et l'Angleterre désignait *a priori* l'homme du Nord comme propre à remplir le rôle du fils éploré. Ce choix a pour effet de dépolitiser le drame révolutionnaire : l'accent est mis sur les rapports troubles que tout être humain est susceptible d'entretenir avec son héritage à partir du moment où il est libre de le rejeter.



Les chagrins du cœur, [...] oh! c'est vrai, ce sont les plus cruels de tous... Mais... mais... encore faut-il s'en consoler; car un homme sensé doit chasser de son âme tout ce qui ne peut servir ni aux autres ni à lui-même. Ne sommes-nous pas ici-bas pour être utiles d'abord, et puis heureux ensuite? Mon cher Nelvil, tenons-nous en là (C, 11).

L'utilité d'abord, les états d'âme ensuite : la raison pratique du Français (qui s'adonne à la bienfaisance en pur produit des Lumières) prône l'exact inverse de la logique à laquelle répond le comportement d'Oswald. Chez lui, la peine non seulement précède les bienfaits, mais elle en détermine en grande partie la nature (prédilection pour les vieux et les exclus, propension à sauver d'un danger mortel) et les effets (difficulté à recevoir en retour de ses dons). Compensation affective, tentative de rachat, «simulacre de réparation<sup>132</sup>» d'un manquement au devoir de gratitude filiale : les bonnes actions d'Oswald montrent que la bienfaisance a partie liée, dans *Corinne*, avec la vaste question du rapport au legs que soulève le roman. Dans la mesure où la transmission de père en fils (d'un patrimoine, d'un nom, de privilèges ou de conseils) peut être considérée comme la matrice de tout don, la rébellion du légataire est susceptible de se répercuter sur la façon dont il répand ses bienfaits. C'est le cas d'Oswald, chez qui les élans altruistes sont animés du fort sentiment de culpabilité qu'il nourrit à l'égard de son père, «ami trop offensé et pourtant si généreux» (C, 45) – un sentiment qu'il partage peut-être, osons l'avancer, avec certains enfants de la Révolution.

\*\*\*

L'héroïne éponyme du second roman de Mme de Staël n'est pas, on l'aura compris, le personnage du récit qui se distingue le plus par ses actions charitables. Ce rôle échoie à Oswald, comme il revenait à Delphine dans l'œuvre précédente. Si Corinne

---

<sup>132</sup> Jean Starobinski, «Les *Lettres écrites de Lausanne* de madame de Charrière : inhibition psychique et interdit social», *loc. cit.*, p. 149.

n'a pas pour vocation de secourir les malheureux, ses dispositions particulières ne sont pas pour autant dépourvues de générosité : celle sur la «bonté» de qui ses amis disent compter (C, 31) apparaît elle-même comme un don, un présent tombé des cieux, offert à l'admiration des mortels. Femme artiste, Corinne joint la profusion à la grâce, l'excessif à l'exquis. Ses talents s'exercent telle une faveur divine accordée aux habitants de Rome et de toute l'Italie. De l'avis de son ami Castel-Forte, elle est «l'un des bienfaits de notre ciel brillant, de notre nature inspirée» (C, 31). Le narrateur renchérit, rappelant à qui pourrait en douter que c'était «le ciel même qui avait formé cet être extraordinaire» (C, 51), alors que les Romains, fiers de ce joyau national, se plaisent pour leur part «à la contempler comme une admirable production de [leur] climat, de [leurs] beaux-arts» (C, 31). Chef-d'œuvre façonné par les nues ou par l'Italie, Corinne est à la fois un cadeau des dieux et une offrande votive, faite par le peuple italien en gage d'une renaissance qui tarde à s'accomplir : «rejeton du passé» en même temps que «prophétie de l'avenir» (C, 31), elle témoigne, selon le prince Castel-Forte, de ce que serait son pays sans les «circonstances extérieures» qui l'enchaînent (C, 31); aussi son adoration tient-elle de la prière. Bénéficiaire d'un don céleste qui fait d'elle une dispensatrice de largesses, Corinne a la spontanéité et l'abondance des sources : improvisatrice, ses paroles mélodieuses et fécondes l'apparentent aux fontaines<sup>133</sup>; danseuse, ses gestes ont le

---

<sup>133</sup> On se souviendra de la scène où, un soir de lune, Corinne se repose devant la fontaine de Trévi, dont la pureté des eaux reflète la candeur en même temps que le visage de l'artiste : «l'image de Corinne se peignit dans cette onde si pure qu'elle porte depuis plusieurs siècles le nom de l'eau virginale. Oswald, qui s'était arrêté dans le même lieu peu de moments après, aperçut le charmant visage de son amie qui se répétait dans l'eau. Il fut saisi d'une émotion tellement vive, qu'il ne savait pas d'abord si c'était son imagination qui lui faisait apparaître l'ombre de Corinne, comme tant de fois elle lui avait montré l'ombre de son père; il se pencha vers la fontaine pour mieux voir, et ses propres traits vinrent alors se refléchir à côté de ceux de Corinne» (C, 105). Dans cette scène, la poétesse se confond si bien à la «source abondante» (C, 104) que son amant reconnaît le reflet bien avant d'apercevoir la femme. Corinne brisera le charme en poussant un cri et en s'élançant pour lui saisir le bras, «comme si elle eût craint qu'il ne s'échappât» (C, 105). Ainsi l'amant est-il doublement captivé par la femme-fontaine, fixé par les eaux puis retenu par la manche. Il est par ailleurs significatif qu'à ses yeux l'image réfléchie de Corinne soit

mouvement de l'onde<sup>134</sup>. Au moment où elle apparaît pour la première fois à Oswald (et avec lui au lecteur), sa nature généreuse ne saurait être ignorée ni de l'un ni de l'autre, un peuple entier s'étant assemblé au Capitole pour y «recevoir» ce présent fait femme (C, 27). L'histoire de Corinne est celle d'un don qui, d'abord offert à tous, est détourné au profit d'un seul homme. Celui-ci refusera cependant cette faveur comme il repoussa jadis la bienveillance paternelle. *Corinne* est, en ce sens, l'histoire d'un don qui rate sa cible.

Après avoir concentré notre attention sur les premiers chapitres du roman, nous aimerions nous pencher sur la longue lettre qui, au livre quatorze, dévoile à Oswald l'identité de sa bien-aimée. Ce livre, adjoint aux quelques pages qui le bordent de part et d'autre, présente un certain nombre de services rendus et d'objets offerts, dont le moindre n'est certes pas l'anneau que met Oswald au doigt de Corinne. Don crucial de maints romans d'amour (qu'il reste ou non fantasmé), la bague de fiançailles sera plus tard retournée au héros, geste emblématique des revers subis par les dons dans ce récit. Or ce présent renouvelle l'association entre héritage et bienfait qui, on s'en souvient, ressort des mouvements altruistes d'Oswald. Le bijou qu'il tend à Corinne en gage de son amour lui vient de l'homme dont il porte le deuil : «Voilà, déclare-t-il, l'anneau que mon père avait donné à sa femme, l'anneau le plus saint, le plus sacré, qui fut offert par la bonne foi la plus noble, accepté par le cœur le plus fidèle; je l'ôte de mon doigt pour le mettre au tien» (C, 343). L'image du père s'impose au moment de présenter l'anneau

---

une «ombre», ce qui la rapproche des mânes de son père. L'artiste, dédoublée par la fontaine profuse, se substitue dans son imagination à l'ami généreux que fut le père. Plus tard dans le récit, Oswald déclarera en être venu à «confondre» (C, 324) dans son cœur ces deux êtres chers. Aussi rejettera-t-il le don d'elle-même fait par Corinne comme il se rebuta jadis devant la bienveillance paternelle.

<sup>134</sup> Jean Starobinski rappelle que la conception du génie qui voit dans l'artiste une source de dons trouve une de ses plus belles expressions dans l'image de la danseuse, qui est, «selon Mallarmé, la "fontaine intarissable d'elle-même". L'image du flot, que l'étymologie [...] associe au mot largesse (*largioto*), est ainsi renouvelée dans une superbe image d'onde et d'abondance» (Jean Starobinski, *Largesse*, *op. cit.*, p. 161).

tout comme son spectre se profilait derrière les bonnes actions du jeune homme. En retour de cet objet transmis de père en fils, Corinne remet à son amant une lettre (don plus modeste en apparence, mais d'une importance capitale), qui est aussi, à sa manière, un souvenir de famille, puisque la poétesse y relate le séjour qu'elle fit jadis dans le pays de son père. Dans cette confession, il est à nouveau question de patrimoine et, comme dans la propre histoire d'Oswald, de rébellion. Afin de comprendre les raisons pour lesquelles le jeune homme ne saura accepter les révélations contenues dans cette lettre – lui qui est, rappelons-le, inapte à recevoir en retour de ses dons –, il nous faut nous pencher sur l'utilisation que fait Mme de Staël dans ce passage du procédé antique de la reconnaissance, au sens, aristotélicien, d'*anagnôrisis*<sup>135</sup>. Ce faisant, nous tâcherons de nous arrêter sur les scènes de bienfaisance qui accompagnent ce dévoilement d'identité. Ces scènes, qui rappellent des passages liminaires du roman, contribuent à rendre cette reconnaissance révélatrice du lien qu'entretient, dans *Corinne*, la relation au passé et la façon spécifique qu'a chaque personnage de donner.

Si l'utilisation de l'*anagnôrisis* par Mme de Staël mérite de retenir l'attention, c'est en raison de sa nature particulière et de ses enjeux. Il y a des reconnaissances (ce sont les plus communes) qui font éclater une vérité longtemps ignorée ou bâillonnée; pour le meilleur ou pour le pire, ces reconnaissances marquent le triomphe d'une réalité (le plus souvent un lien familial ou un rang social) que le passage du temps ne saurait altérer : le temps de l'ignorance n'est alors qu'une éclipse à l'issue de laquelle la

---

<sup>135</sup> Définie par Aristote au chapitre onze de sa *Poétique*, la reconnaissance est, avec la péripétie et l'événement pathétique, l'une des trois parties constitutives de la fable : «La reconnaissance, comme d'ailleurs le nom l'indique, est un passage de l'ignorance à la connaissance, amenant un passage ou bien de la haine à l'amitié ou bien de l'amitié à la haine chez les personnages destinés au bonheur ou au malheur» (Aristote, *Poétique*, traduction de Jean Hardy, Paris, Gallimard, «Tel», 1996, p. 97-98). Terence Cave précise que l'*anagnôrisis* implique, davantage qu'un simple passage de l'ignorance à la connaissance, le rappel d'une vérité autrefois connue («the recovery of something once known of»). Voir Terence Cave, *Recognitions. A Study in Poetics*, Oxford, Clarendon Press, 1988, p. 33.

véritable nature des choses (ou des êtres) se manifeste avec plus d'éclat que jamais, c'est-à-dire dans toute sa pérennité. Mais qu'arrive-t-il de la reconnaissance au sein d'un monde bouleversé, quand les vérités d'hier ne sont plus celles d'aujourd'hui et que toute idée de permanence devient suspecte? Il est ainsi d'autres reconnaissances, dont *Corinne* offre un exemple, qui paraissent mettre en doute la validité ou l'importance de ce qu'elles révèlent, car, semble dire leur auteur, d'anciennes vérités méritent d'être sacrifiées à de nouvelles. Dans *Corinne*, Mme de Staël questionne (en même temps qu'elle en fait usage) les fondements mêmes de toute reconnaissance : les prérogatives de la mémoire, la préséance du passé sur le présent. Avant d'examiner les modalités de cette reconnaissance ambivalente, nous situerons brièvement la scène en question à l'intérieur du récit dont elle est un tournant.

Quant Oswald fait à Rome la rencontre de Corinne, la jeune femme mène sa vie en parfaite liberté, sans aucune attache familiale connue qui puisse contraindre l'exercice de ses talents. Sa naissance est pour tous un mystère, qui a vite fait d'intriguer son amant. À l'occasion d'un voyage à Naples, Oswald confie à Corinne la cause de sa mélancolie; il lui raconte la mort de son père et lui fait part du sentiment de culpabilité qu'il nourrit à son égard. Cette confidence, suivie du don qu'il lui fait de l'alliance paternelle, pousse Corinne à lui révéler sa propre histoire. Dans un roman à la troisième personne, l'auteur choisit le truchement du discours épistolaire pour dévoiler l'identité de son héroïne. La longue lettre qu'elle adresse à son amant, et qui porte le titre d'«Histoire de Corinne», forme à elle seule le livre quatorze du roman. Corinne écrit être née à Rome d'une mère italienne et d'un père anglais. Elle perd sa mère encore enfant et son père la confie à une tante avant de regagner lui-même le nord de l'Angleterre, où il se remarie. Lorsqu'elle atteint l'âge de quinze ans, il l'appelle auprès de lui. Corinne, qui

parvient alors à peine à reconnaître son père, ne peut s'adapter aux mœurs d'une petite ville du Nord où l'on n'a de goût ni pour les arts ni pour les lettres. Elle s'y meurt d'ennui et craint de voir ses talents dépérir. Après la mort de son père et de longs mois d'hésitation, elle choisit de renoncer à son sort et à la terre paternelle afin de regagner l'Italie. Pour éviter la honte à sa belle-mère, elle accepte de se faire passer pour morte. Sa renaissance (car son retour en Italie en est une) suppose le sacrifice de son nom. Ce nom, Edgermond, est bien connu d'Oswald : c'était celui du meilleur ami de son père. Les deux hommes avaient d'ailleurs songé jadis à marier leurs enfants, mais le père d'Oswald avait douté que le caractère de la jeune Italienne puisse convenir à son fils. Il avait préféré à Corinne sa demi-sœur Lucille, de douze ans sa cadette. Oswald apprend donc que Corinne n'est nulle autre que la sœur aînée de la jeune fille qu'on lui a promise et qu'il prévoyait épouser avant sa rencontre avec la brillante Italienne.

Par là se trouve révélées les origines de celle qui jusqu'alors n'avait qu'un prénom : Corinne. Soudainement dotée d'un patronyme, la mystérieuse déesse du Capitole, chantre et gloire de l'Italie, perd son aura divine et redescend parmi les hommes. De cette chute, Corinne ne se relèvera pas, d'autant moins que, loin de tomber en sol romain, elle possède, apprend-on, des racines anglaises. Corinne, dès lors, ne sera plus l'Italie, contrairement à ce que laissait entendre le titre, et le roman, avec son titre compromis, ne relatera plus qu'une rapide déchéance.

La reconnaissance que propose Mme de Staël est à première vue conventionnelle. Il s'agit d'une reconnaissance d'état civil, qui révèle un nom, une naissance, un rang, un pays d'origine. C'est aussi une reconnaissance qui replace deux personnages, qu'on croyait étrangers l'un à l'autre, à l'intérieur du même cercle familial

ou du moins au sein d'une même alliance<sup>136</sup>; si Oswald ne peut se souvenir de Corinne, faute de l'avoir jamais rencontrée dans sa jeunesse, il peut néanmoins la situer dans un cadre familial : dans le nord de l'Angleterre, auprès du meilleur ami de son père, à côté de la jeune fille qu'il doit épouser. Cette reconnaissance, enfin, en est bien une dans la mesure où elle entraîne un changement de fortune pour les deux amants, puisqu'à partir de ce jour Oswald s'éloignera progressivement de Corinne pour finalement choisir d'épouser Lucile Edgermond, cette demi-sœur anglaise de Corinne que le père d'Oswald lui avait préférée.

Afin de dégager ce qui fait pour nous l'intérêt de la reconnaissance dans ce roman, il faut examiner les deux courts chapitres qui la précèdent immédiatement. Lors d'une promenade, Oswald aperçoit un vieil homme pris par l'orage alors qu'il se baignait au large de Naples. Le héros – qui, pour le dire avec Simone Balayé, «rencontr[e] une nouvelle fois sur son chemin l'image de son père<sup>137</sup>» – saute à la mer et sauve la vie du vieillard au péril de la sienne – «métaphore lisible», commente Philippe Berthier, «de l'expiation à laquelle le fils ingrat sait devoir masochistement se condamner; il faut qu'il "meure" [...] pour se faire pardonner de l'avoir "tué"<sup>138</sup>». L'impératif auquel répondent les élans charitables d'Oswald ne saurait être plus évident que dans cette scène. Ranimé par les soins de Corinne, le jeune homme constate que les

---

<sup>136</sup> La prise de conscience d'une familiarité entre deux personnages, dont l'un a longtemps été séparé de ses origines, est caractéristique des scènes de reconnaissance archétypales étudiées par Terence Cave, qu'elle se fasse pour le meilleur (c'est le cas d'Ulysse) ou pour le pire (c'est celui d'Œdipe). Voir Terence Cave, *Recognitions. A Study in Poetics*, op. cit., p. 226-229. On remarquera par ailleurs que qui dit reconnaissance au XVIII<sup>e</sup> siècle dit souvent enfants bâtards, méconnus ou rejetés par leurs parents. Mme de Staël procède à cet égard à un renversement du thème : il n'est pas question chez elle d'enfants abandonnés par leurs parents, mais plutôt d'un père (plus précisément d'un patronyme) délaissé par sa fille.

<sup>137</sup> Simone Balayé, «Corinne et la ville italienne», dans *Madame de Staël : écrire, lutter, vivre*, op. cit., p. 104.

<sup>138</sup> Philippe Berthier, «Au-dessous du volcan», dans José Luis Diaz (dir.), *Madame de Staël, Corinne ou l'Italie. «L'âme se mêle à tout»*, op. cit., p. 141.

eaux ont effacé le portrait de son père qu'il portait sur lui; elles l'ont rendu, précise-t-on, «à peine reconnaissable» (C, 343). Son amante s'offre pour le rétablir :

[Lord Nelvil] y consentit, mais sans beaucoup d'espoir. Quel fut son étonnement, lorsqu'au bout de trois jours elle le rapporta non seulement réparé, mais plus frappant de ressemblance encore qu'auparavant. — Oui, dit Oswald avec ravissement; oui, vous avez deviné ses traits et sa physionomie. C'est un miracle du ciel qui vous désigne à moi comme la compagne de mon sort, puisqu'il vous révèle le souvenir de celui qui doit à jamais disposer de moi. Corinne, continua-t-il en se jetant à ses pieds, règne à jamais sur ma vie (C, 343).

Oswald retire alors de son doigt l'alliance paternelle pour la donner à Corinne en gage de fidélité. On voit en quoi consiste l'erreur dans cette histoire de portrait : le jeune homme prête à sa bien-aimée des pouvoirs de divination, tandis qu'elle n'a, en vérité, qu'une bonne mémoire; si elle peut repeindre les traits de lord Nelvil, c'est qu'elle l'a jadis rencontré et même vu plusieurs fois, ce qu'ignore encore son amant.

Les épisodes de la quasi-nyade et du portrait sont significatifs à plusieurs titres<sup>139</sup>. Ils le sont, entre autres raisons, parce que l'émotion d'Oswald y naît d'une erreur, qui est de n'avoir pas envisagé que Corinne pouvait se souvenir. La reconnaissance qui suit présente une situation analogue : la lettre qu'écrit l'héroïne détrompe Oswald de l'avoir crue épargnée par le poids des souvenirs, elle qui a abandonné un patronyme et la tombe d'un père en fuyant l'Angleterre. Contrairement à ce qu'on pourrait attendre d'une scène de reconnaissance, l'erreur dont elle tire Oswald

<sup>139</sup> Margaret Cohen a rapproché l'épisode du portrait des scènes conclusives du roman, dans lesquelles Corinne se consacre à l'éducation de Juliette, la fille d'Oswald, qu'elle forme à son image. À l'instar du travail de restauration effectué sur le portrait du père, cette «miniature» d'elle-même, réalisée avant de mourir devant les yeux éblouis de son ancien amant, satisfait à une esthétique (celle de la reproduction mimétique, de l'éternelle répétition) qui tranche avec les goûts habituels de l'improvisatrice. Corinne, dans l'une et l'autre scène, se laisse gagner par la fidélité malade d'un homme trop attaché au passé. Voir Margaret Cohen, «Melancholia, Mania, and the Reproduction of the Dead Father», dans Karyna Szmurlo (dir.), *The Novel's Seductions. Staël's Corinne in Critical Inquiry*, Lewisburg, Bucknell University Press et Londres, Associated University Presses, 1999, p. 95-113 (en particulier p. 95, 112-113). Sur la symbolique associée à la restauration du portrait paternel par Corinne, on consultera également Nancy K. Miller, «Performances of the Gaze : Staël's *Corinne, or Italy*», dans *Subject to change. Reading Feminist Writing*, New York, Columbia University Press, «Gender and Culture», 1988, p. 162-203.



n'est pas de s'être mépris sur l'*identité* de Corinne, sur son rang, sur ses antécédents familiaux, sur son passé; son erreur, c'est d'avoir cru Corinne *sans passé*. Jusqu'alors, elle avait joué auprès du jeune Écossais un rôle de guide, elle l'initiait aux merveilles de l'Italie, à ses monuments, à ses ruines, aux innombrables traces d'une mémoire nationale. Mais elle-même semblait sans ascendance, sans histoire. Sa lettre divulgue soudain un passé personnel, et c'est l'existence même de ce passé qui pose problème – son existence, c'est-à-dire moins ses détails que sa persistance, que sa survie à travers l'héritage et la mémoire.

La reconnaissance que propose Mme de Staël a pour enjeu la relation qu'entretient chacun avec son propre passé. Son héroïne en est pleinement consciente, qui entame sa lettre comme suit :

Oswald, je vais commencer par l'aveu qui doit décider de ma vie. Si, après l'avoir lu, vous ne croyez pas possible de me pardonner, n'achevez point cette lettre et rejetez-moi loin de vous; mais si, quand vous connaîtrez et le nom et le sort auxquels j'ai renoncé, tout n'est pas brisé entre nous, ce que vous apprendrez ensuite servira peut-être à m'excuser (C, 345).

Dans cette entrée en matière, où il est question d'aveu, d'excuse et de pardon, l'erreur d'Oswald cède le pas à la faute de Corinne. Cette faute, c'est d'avoir trahi ses origines, d'avoir renoncé à son nom et à la terre où repose son père; c'est d'avoir voulu faire un deuil qu'Oswald, lui, refuse de faire. Ce qui aux yeux de Corinne risque de la compromettre, ce n'est pas son héritage, mais l'usage qu'elle en a fait. Car l'«Histoire de Corinne» est celle d'un rejet<sup>140</sup> : elle n'apprend pas qui est l'héroïne, mais plutôt qui elle

<sup>140</sup> Elle est en fait l'histoire d'un double rejet : de l'Angleterre par Corinne et de Corinne par le père d'Oswald. Pour une interprétation du traitement que réserve Mme de Staël au topos du mariage interdit, voir Henriette Ritter, «Misère et grandeur d'un personnage féminin : l'obstacle tragique dans *Corinne* de madame de Staël», dans Suzan van Dijk et Madeleine van Strien-Chardonneau (dir.), *Féminités et masculinités dans le texte narratif avant 1800. La question du «gender»*, Actes du XIV<sup>e</sup> colloque de la SATOR, Louvain et Paris, Peeters, 2002, p. 231-243.

a refusé d'être. Sa lettre ne ressuscite le passé qu'afin d'expliquer pourquoi elle a choisi de l'oublier. De manière paradoxale, la reconnaissance dans ce roman est le récit d'une mémoire sacrifiée<sup>141</sup>.

La loyauté envers les origines, le devoir de mémoire, la gratitude, qui sont les principaux enjeux de la scène de reconnaissance dans *Corinne*, sont fortement soulignés par les deux courts épisodes qui la précèdent; il faut y revenir. Lorsque Oswald sauve le vieil homme de la noyade, puis lorsque sa compagne repeint le portrait de lord Nelvil effacé par les eaux, ils annoncent tous deux la lettre à travers laquelle Corinne tirera de l'oubli son propre père<sup>142</sup>. De même qu'Oswald risque sa vie pour secourir un vieillard

<sup>141</sup> Une brève remarque s'impose ici. Si la reconnaissance met fin à une erreur, nous venons de voir qu'elle implique aussi dans *Corinne* l'admission d'une faute. Dans une perspective dont on doit constater qu'elle est toute judéo-chrétienne, l'accession à la connaissance suppose dans ce roman la faute d'une femme qui a méconnu le nom du père.

<sup>142</sup> La mer, dans laquelle risque de sombrer le vieux Napolitain et qui estompe momentanément l'effigie paternelle, est plus d'une fois associée à l'oubli dans *Corinne*. Au premier livre du roman, quelques heures avant que se déclare l'incendie d'Ancône, Oswald visite une église qui surplombe la ville. Sous le portique du temple, il contemple «le spectacle de cette superbe mer, sur laquelle l'homme jamais ne peut imprimer sa trace», puisqu'elle efface sitôt créées les marques des vaisseaux qui la sillonnent (C, 13). Pour l'Écossais qu'est lord Nelvil, la mer est par surcroît ce qui le sépare de sa patrie, qu'il soupçonne avoir sur lui «quelques droits paternels» (C, 6). Aussi, en laissant la Manche s'interposer entre son père et lui, Oswald «parvenait plus difficilement à se retracer sa présence» (C, 3). On ne s'étonne donc pas que le sauvetage du vieil homme au large de Naples précède, avec la restauration du portrait, la lettre dans laquelle Corinne réveillera les souvenirs associés à son propre père : sauver des eaux le vieillard à la dérive et la peinture abîmée par elles, c'est, métaphoriquement, arracher à l'oubli l'image paternelle. On notera qu'à l'instar de la traversée de la Manche et des réflexions sur la mer, qui précèdent de peu l'incendie d'Ancône, l'«Histoire de Corinne» est immédiatement suivie d'une scène où dominent les images de feu et de sécheresse. Après avoir remis sa confession à Oswald, Corinne, dévorée par l'inquiétude, erre dans les rues brûlantes de Naples. Dans ce «désert enflammé» (C, 370), une soif ardente lui fait demander un peu d'eau à un Lazzaroni qu'elle rencontre. À l'exemple de ceux qui, rassemblés plus tôt dans le port de Naples, avaient repoussé l'argent d'Oswald, l'homme auquel elle s'adresse refuse de lui prêter secours, craignant qu'elle ne soit folle. Corinne, dont la raison s'égare en effet, s'évanouit quelques instants plus tard dans les bras d'Oswald, arrivé à point nommé pour la ramener «à la vie par ses soins et sa tendresse» (C, 371). Dans ces pages, le délire de Corinne rappelle celui des fous d'Ancône, également sauvés d'un brasier par Oswald. On est ainsi en présence d'une sorte de diptyque, dont chaque volet est lui-même composé d'une double scène de sauvetage : au premier livre du roman, la traversée de la Manche (pendant laquelle Oswald déploie son courage en plus de rendre mille et un services) suivie de l'incendie d'Ancône; de part et d'autre du livre quatorze, la quasi-noyade du vieillard à laquelle succède l'errance de Corinne sous le «soleil brûlant» de Naples (C, 369). On pourrait s'interroger sur cet enchaînement répété de l'eau et du feu, qui fait qu'Oswald porte deux fois secours à l'aide de ce qui, précisément, vient d'être une source de danger (l'eau avec laquelle il éteint l'incendie d'Ancône et abreuve Corinne ayant au préalable menacé la vie d'un équipage et d'un vieil homme). Il y a là, croyons-nous, quelque chose qui rappelle vaguement que les services rendus par Oswald remontent tous, ultimement, à un mal antérieur : le fait qu'une mer orageuse précède l'eau salvatrice n'est pas sans

qui s'était éloigné du rivage, les souvenirs familiaux de Corinne refont surface au péril de sa vie à elle, c'est-à-dire de son amour, auquel elle sait ne pouvoir survivre si jamais les sentiments d'Oswald venaient à tarir. La lettre de reconnaissance qu'elle lui adresse relate par ailleurs comment des retrouvailles avec un père l'ont autrefois conduite dans un séjour qu'elle accusait d'être «sans vie» (C, 363), là où «[s]on existence n'[était] qu'un sommeil agité» (C, 363) et où elle «mourai[t] d'ennui» (C, 353), puis comment elles la poussèrent enfin à se faire vraiment passer pour morte. Partout, avant comme pendant la reconnaissance, la résurgence de la figure paternelle éveille l'idée d'un danger de mort. Aussi, lorsque Corinne reproche à son amant d'avoir risqué sa vie pour sauver un vieil homme, ses réprimandes semblent augurer le sacrifice de leur bonheur à la fidélité filiale auquel se résignera plus tard Oswald. Pour ces raisons, les épisodes de la noyade et du portrait préludent remarquablement à la scène de reconnaissance. Elles le font enfin d'une dernière façon : lorsque Corinne commence sa lettre en implorant le pardon d'Oswald, on croit entendre l'écho des premiers mots que prononça celui-ci après avoir regagné le rivage, quand il demanda à sa bien-aimée de lui pardonner son imprudence. La capacité à pardonner, à se délier du passé en pardonnant, est l'une des questions dominantes que soulève ce roman. La récurrence du mot «pardon» en amont de la scène de reconnaissance attire l'attention sur le poids du passé et sur la possibilité de s'en délivrer.

L'«Histoire de Corinne» tente de justifier un oubli, une infidélité. Elle raconte pourquoi l'héroïne dut choisir entre la gratitude filiale et le développement de ses facultés, entre le devoir de mémoire et l'affirmation poétique, entre son patronyme et le

---

évoquer que la mort du père se profile derrière la générosité du héros. Sur le rapport symétrique entre les scènes d'Ancône et de Naples, on consultera Philippe Berthier, «Au-dessous du volcan», *loc. cit.*, p. 41.

désir qu'a l'artiste d'être reconnu pour tel. C'est là un autre sens du mot «reconnaissance» qui apparaît en filigrane dans ce texte. La reconnaissance publique, qui honore des talents exceptionnels (et qu'incarne au début du roman le couronnement de Corinne au Capitole), cette reconnaissance n'était possible pour l'héroïne qu'au prix du sacrifice de ses origines. En admettant que ses facultés n'ont pu être pleinement développées qu'une fois immolé le nom de son père, Corinne admet avoir choisi une forme de reconnaissance au détriment d'une autre : le désir de reconnaissance publique a eu raison de la gratitude filiale. Pour défendre son choix, elle n'hésite pas à affirmer que l'exercice des talents est un devoir : «Les grandes pensées, écrit-elle, les sentiments généreux ne sont-ils pas dans ce monde la dette des êtres capables de l'acquitter?» (C, 349). Ainsi, la dette envers le père est opposée à une autre dette, celle du génie envers la société<sup>143</sup>.

L'antique procédé de l'*anagnôrisis* est exploité dans *Corinne* de façon à devenir le théâtre d'un conflit entre deux dettes, un conflit qui n'était sans doute pas étranger à l'auteur de ce roman, dans lequel l'identité est tiraillée entre l'héritage et la liberté créatrice. La scène de reconnaissance met en mouvement la mémoire, elle réveille de vieux souvenirs, mais c'est pour interroger leurs droits, pour mettre en cause les prérogatives du passé. Il n'est d'ailleurs pas insignifiant que cette reconnaissance prenne la forme d'une lettre d'aveu<sup>144</sup> : la lettre, c'est ce qui garde la trace, contrairement à

<sup>143</sup> Dans une optique différente, April Alliston interprète cette résistance opposée par Corinne à l'autorité paternelle comme le signe d'une incapacité à se libérer d'un langage, celui de la dette, qui serait foncièrement patriarcal. Il nous semble qu'en insistant sur la dette que son génie lui a fait contracter envers la société l'héroïne attire surtout l'attention sur la possibilité d'un dû (et, incidemment, d'un don) qui ait une autre origine que le père. (Voir April Alliston, «*Corinne's Correspondences; or, the Fault of Passing on*», dans *Virtue's Faults. Correspondences in Eighteenth-Century British and French Women's Fiction*, Stanford, Stanford University Press, 1996, p. 209-210.)

<sup>144</sup> La critique staëlienne a insisté sur l'importance de la lettre comme forme privilégiée par Corinne pour révéler son secret, alors qu'Oswald choisit au contraire de raconter sa propre histoire de vive voix. Carla Peterson a noté que la communication écrite est souvent associée à l'ordre patriarcal dans ce roman, avant

l'improvisation mise à l'honneur dans le roman, qui est une parole évanescence, une parole du présent. L'improvisation, cet art dans lequel excelle Corinne, est un discours voué à l'oubli, à l'inverse de la lettre que choisit l'héroïne pour raconter l'histoire de ses origines. La réminiscence se donne à lire sur un support qui en gardera l'empreinte, un support qui préservera les mots choisis pour redonner vie aux souvenirs. Or la lettre, à partir du moment où elle se présente aussi comme un aveu, est à la fois ce qui conserve le passé et ce qui pourrait permettre, au contraire, de s'en détacher : l'aveu, en effet, n'est-il pas un premier pas vers le pardon, qui délie du passé ? L'aveu, par lequel on assume ses fautes, est parfois libérateur. Les deux dimensions de la lettre qu'écrit Corinne, la lettre comme trace et la lettre comme aveu, incarnent les deux mouvements, les deux forces qui s'affrontent dans la reconnaissance proposée par Mme de Staël, récit d'un déchirement entre l'attachement au passé et l'oubli salvateur, nécessaire à l'affirmation poétique. L'instrument même de la reconnaissance dans ce roman évoque en sourdine le conflit qui est justement au cœur de celle-ci.

*Corinne ou l'Italie* est l'histoire d'un deuil impossible. La scène de reconnaissance qu'on y trouve, et qui nous paraît être le point nodal du roman<sup>145</sup>, ne

---

de devenir le mode d'expression de l'héroïne mourante. Voir Carla L. Peterson, «*Corinne and Louis Lambert : Romantic Myth Making*», dans *The Determined Reader. Gender and Culture in the Novel from Napoleon to Victoria*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1986, p. 53-54. Dans le même ordre d'idées, on consultera Ellen Peel, «*Corinne's Shift to Patriarchal Mediation : Rebirth or Regression?*», dans Madelyn Gutwirth, Avriel Goldberger et Karyna Szmurlo (dir.), *Germaine de Staël, Crossing the Borders*, op. cit., p. 101-112. Pour une analyse complémentaire du choix de l'épistolaire dans cette scène et de la transformation de l'héroïne en narratrice que ce choix implique, voir Patrick Coleman, «*Exile and Narrative Voice in Corinne*», dans *Reparative Realism. Mourning and Modernity in the French Novel, 1770-1830*, Genève, Droz, «*Histoire des idées et critique littéraire*», 1998, p. 103-121 (en particulier p. 116-117).

<sup>145</sup> C'est aussi l'avis d'Henriette Ritter, selon qui la lettre autobiographique de Corinne «coupe la narration en deux parties et clôt la première, qui peut à peine être caractérisée de "roman" : jusque-là c'est plutôt une longue introduction, une sorte d'exposition où les personnages nous sont présentés dans leur contexte italien. [...] Ce n'est qu'à partir du moment où Oswald est mis au courant des antécédents de Corinne [...] que le nœud se met enfin en place et que l'action s'achemine lentement mais sûrement vers le dénouement tragique» (Henriette Ritter, «*Misère et grandeur d'un personnage féminin : l'obstacle tragique dans Corinne de madame de Staël*», loc. cit., p. 232).

témoigne pas, comme c'est souvent le cas au XVIII<sup>e</sup> siècle, d'une dissociation entre l'être et le paraître<sup>146</sup>, mais plutôt d'un tiraillement entre le devoir de mémoire et la capacité d'oubli. Le passage qui a retenu notre attention est une reconnaissance ambivalente, qui lutte pour n'en être pas une, pour convaincre que l'identité d'hier et les souvenirs doivent parfois s'effacer afin que vivent les hommes. Corinne, parce qu'elle a su abandonner son patronyme et le pays de son père, a pu devenir cette artiste généreuse, ce présent fait par les cieux au peuple d'Italie. Le don résulte chez elle d'un refus opposé au legs. Il y a ainsi, on l'a compris, une différence majeure entre elle et le jeune homme qui saute à la mer pour sauver un vieillard de la noyade : tandis que les actions charitables d'Oswald ressemblent à une tentative d'expiation du crime de lèse-paternité, la poétesse prodigue son art avec innocence, sans être poursuivie par les remords. Corinne offre, pourrait-on dire, une version heureuse du don, où l'art et l'artiste sont eux-mêmes transformés en bienfaits, le don ayant dès lors partie liée avec la création. À travers son héroïne, Mme de Staël représente une forme de générosité qui est autre chose que la tentative de compenser un manque, une générosité qui dépasse le « simulacre de réparation <sup>147</sup> » qu'est la bienfaisance dans certains romans sensibles, lorsque les donateurs, à la manière d'Oswald, cherchent en vain à combler une carence affective ou à payer pour leurs crimes. Contrairement à son compagnon, qui se culpabilise à outrance et dont les bonnes actions, tel le sauvetage de Naples, le font se ressouvenir de ses fautes, la poétesse allie le don au pardon. Corinne (se) donne à la façon des trois femmes de Mme de Charrière : dans l'oubli des origines et des violences passées. Josephine, on

<sup>146</sup> Sur la reconnaissance comme défaite des apparences, on se reportera aux remarques de Christian Angelet, « La reconnaissance comme dénouement de l'histoire et dénouement de la narration », dans Colette Piau-Gillot (dir.), *Topiques du dénouement romanesque du XII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Actes du VII<sup>e</sup> Colloque de la SATOR, Paris, Apte, 1995, p. 270-277.

<sup>147</sup> Jean Starobinski, « Les *Lettres écrites de Lausanne* de madame de Charrière : inhibition psychique et interdit social », *loc. cit.*, p. 149.

s'en souvient, enseignait à Émilie qu'il valait mieux ne pas trop regarder en arrière quand il était question de recevoir ou de faire un présent, tandis que leur voisine, Constance de Vaucourt, blanchissait à force de largesses l'argent sale qu'on lui avait légué; à l'image d'Oswald, celle-ci multipliait les actions charitables pour se laver de tout reproche, mais elle se montrait peu sujette aux remords : ses bienfaits parvenaient à alléger sa mémoire, ils l'aidaient à oublier les circonstances d'un héritage dont elle se serait volontiers passé, quoiqu'elle se refusât à le restituer. Corinne partage avec l'aventurière son refus de se laisser dominer par des histoires anciennes comme le fait Oswald, cet éternel débiteur d'une dette insolvable. Dans ce commun refus, elle a cependant franchi un pas de plus que la généreuse veuve. Elle a tout bonnement renoncé à son héritage et a trouvé en elle d'autres richesses grâce auxquelles embellir l'existence de ses semblables. L'héroïne de Mme de Staël opère volontairement ce qu'Émilie avait pour sa part vécu, en tant qu'émigrée, sur le mode du préjudice : l'abandon de ses droits à une succession, la perte de son patronyme et l'exil. Si elle va plus loin que les trois femmes de Mme de Charrière dans la résolution avec laquelle elle tourne le dos au passé – jusqu'au jour, notons-le, où elle rencontre Oswald –, elle leur ressemble néanmoins, comme elle ressemble aussi à Mme de Senneterre, la narratrice de *Fiévée*, dans la mesure où ses dons se définissent en quelque sorte contre le legs. Le don procède, chez tous ces personnages, soit d'un défaut d'héritage, soit d'un héritage, plus précisément de testateurs, pris en défaut : Constance distribue son argent à la ronde parce qu'elle veut faire oublier la malhonnêteté des hommes de sa famille à qui elle le doit; Mme de Senneterre remédie par une entraide féminine à une mauvaise gestion des patrimoines; Corinne dispense son art après avoir préféré renoncer au pays de son père plutôt qu'y mourir d'ennui. Ces héroïnes – toutes trois à moitié étrangères à la terre où

elles vivent, toutes trois venues d'une île – participent à une même réévaluation de ce que bien donner veut dire dans un monde déstabilisé par la Révolution, à l'intérieur duquel les héritages ont été compromis.

La mélancolie aura cependant raison de la version oublieuse et heureuse du don incarnée par Corinne<sup>148</sup>. À partir du moment où est révélé son secret, l'artiste est éclipsée par la jeune femme à demi anglaise. La lettre qui raconte son histoire a pour effet de lui retirer le privilège de l'être supérieur qui peut librement donner : Corinne dévoilée devient, aux yeux de son amant, une nouvelle morte qu'il lui faut tirer de l'oubli, une exclue à laquelle il s'agit de redonner une existence. De retour en Angleterre, Oswald aura soin que lady Edgermond reconnaisse sa belle-fille et que lui soit restitué son nom. La poétesse rejoint ainsi les rangs des vieux, des marginaux et des fous tirés par lui de la tombe, qu'il secourt faute d'avoir épargné son père. Ce pseudo-sauvetage porte à l'héroïne un coup fatal. Aussi est-ce dans le même entrefilet d'un papier public qu'elle apprend la nouvelle de sa réhabilitation et celle du mariage d'Oswald et de Lucile, qui fait d'elle «une personne condamnée à mort» (C, 462). Ravalée au rang d'être auquel on restitue un héritage contre son gré<sup>149</sup>, Corinne n'est plus «l'un des bienfaits [du] ciel brillant» d'Italie que célébrait le prince Castel-Forte, de même qu'elle cesse d'être pour le héros le «bienfait de [son] père» qu'il déclare, à la fin du roman, s'être jadis flatté de voir en elle (C, 512). On saisit l'ampleur de la fatalité qui s'attache aux gestes charitables d'Oswald : pour avoir trop bien cherché à «confondre»

<sup>148</sup> Au sujet de cette victoire finale de la mélancolie, voir les commentaires conclusifs de Margaret Cohen dans «Melancholia, Mania, and the Reproduction of the Dead Father», *loc. cit.*, p. 113.

<sup>149</sup> L'article de journal dans lequel elle apprend la restitution de son patronyme informe en effet que «[l]ady Edgermond se fait honneur [...] de partager avec elle l'héritage du frère de lord Edgermond qui vient de mourir aux Indes» (C, 461). Corinne aura soin de faire savoir à sa belle-mère qu'elle refuse cet héritage, geste désespéré mais hautement symbolique de la part d'une femme qui ne pouvait vivre qu'éloignée des souvenirs et du legs paternels.



(C, 324) son père et Corinne, le jeune homme réitère la trahison d'un être cher en entraînant la poétesse dans la mort<sup>150</sup>. La déesse romaine couronnée quelques mois plus tôt au Capitole succède à l'homme qu'Oswald se reproche avoir sacrifié à ses désirs rebelles. Souveraine au début du roman, Corinne achève ses jours en laissant sur la conscience d'Oswald un poids tout aussi lourd que ne l'avait fait la perte de son père.

\*\*\*

Autant dire que la bienfaisance, dans les romans de Mme de Staël, fonctionne somme toute assez mal. La générosité de Delphine se heurte à l'hypocrisie mondaine et à l'incompréhension de donataires qui dénaturent le sens de ses gestes. Plutôt que de lui assurer les douces jouissances et les solides amitiés qu'elle en attendait, ses bonnes actions se retournent systématiquement contre elle, les malheurs succédant aux malheurs jusqu'à l'acculer au suicide. Les secours prêtés par Oswald aux infortunés qui se présentent sur son chemin ne sont guère plus satisfaisants. Loin de tromper sa peine et de l'aider à faire son deuil, les services qu'il rend entretiennent ses regrets. L'épisode napolitain est à cet égard révélateur : non seulement sauver un vieillard de la noyade ne saurait lui permettre de racheter la vie de son père, mais la détérioration du portrait que ce sauvetage entraîne ne peut faire autrement que de raviver ses remords. Dans son cas, l'inanité des actions charitables ne se traduit pas, comme pour Delphine, par l'anéantissement de ses aspirations au bonheur, le héros étant *a priori* dégoûté de la vie, mais par la part qu'il ne peut éviter de prendre à une nouvelle mort, celle de Corinne. Après s'être rendu coupable d'ingratitude filiale quand le devoir le rappelait en Angleterre, Oswald renouvelle ses torts en se montrant à nouveau incapable d'apprécier

---

<sup>150</sup> Dans le même ordre d'idées, Ellen Peel a relevé l'incapacité commune de lord Nelvil père et de Corinne à retenir Oswald auprès d'eux, l'un et l'autre mourant à la suite d'une défection du fils-amant. Voir Ellen Peel, «Corinne's Shift to Patriarchal Mediation : Rebirth or Regression?», *loc. cit.*, p. 110.

à leur juste valeur les dons qui lui sont faits, ceux de la poétesse en l'occurrence. Pour s'être autrefois frotté de trop près à la Révolution, le jeune homme ne sait plus ni recevoir ni donner de manière à en tirer satisfaction. On ne saurait mieux dire l'épreuve que firent subir les remous de l'Histoire à l'idéal philanthropique. La fille de Necker a beau affirmer son attachement aux valeurs que lui ont inculquées les Lumières, elle a beau répéter que la bienfaisance est «la première des vertus», ses romans mettent au jour l'amère déconvenue que risquent d'éprouver ceux qui croient, comme Delphine, qu'un don peut «s'offrir et se recevoir avec le même mouvement» (*D*, I-I, 19). Ses personnages apprennent à leurs dépens ce qu'il en coûte de donner, comme le lui reprochait Napoléon, dans «*cette philanthropie romanesque du dix-huitième siècle*».

## **CONCLUSION**

Le 28 mars 1814, deux jours avant la capitulation de Paris (tôt suivie par le retour sur le trône les Bourbons), un certain docteur Bourru prononce l'oraison funèbre d'un illustre philanthrope victime de sa trop grande humanité. L'homme qui vient de mourir incarne les revers subis par l'idéal philanthropique entre l'Ancien Régime et la Restauration. Le défunt docteur Guillotin (car c'est de lui dont il s'agit) ne pouvait prévoir, un quart de siècle plus tôt, que sa compassion pour les malheurs d'autrui allait lui assurer une triste renommée, le bienfait dont il s'apprêtait à gratifier ses concitoyens devant se révéler à double tranchant. Aussi la teneur du discours en sa mémoire n'est-elle pas sans rappeler l'hommage rendu vingt ans plus tôt par David à Marat, qui a servi d'entrée en matière à cette thèse. Comme avant lui l'«Ami du peuple», l'inventeur de la guillotine aurait sans doute mieux fait, constate le docteur Bourru, de réfréner ses élans charitables :

Malheureusement pour notre confrère, sa motion philanthropique, qui fut accueillie et a donné lieu à un instrument auquel le vulgaire a appliqué son nom, lui a attiré beaucoup d'ennemis; tant il est vrai qu'il est difficile de faire du bien aux hommes, sans qu'il en résulte pour soi quelques désagréments<sup>1</sup>.

Cette leçon, le confrère du docteur Guillotin ne fut pas seul à la tirer au cours des années qui suivirent Thermidor. Les romanciers le firent aussi. Le complément apporté par le médecin à l'observation de Bernardin de Saint-Pierre – qui, à la veille de la Révolution,

---

<sup>1</sup> Cité par Daniel Arasse, *La Guillotine et l'imaginaire de la Terreur*, Paris, Flammarion, «Champs», 1987, p. 18.

faisait déjà s'exclamer à Virginie «qu'il est difficile de faire le bien!<sup>2</sup>» – est révélateur du tournant pris par la réflexion sur le don au moment où le siècle bascule : la bienfaisance n'est plus simplement une entreprise ardue, elle est devenue carrément dangereuse. On a beau être, pour reprendre l'expression de Catherine Duprat, au «Temps des philanthropes», les romanciers mettent en évidence les périls que courent et que font courir les être généreux. Les bonnes actions dont regorgent leurs œuvres risquent de compromettre tantôt ceux qui les font, tantôt ceux qui en sont l'objet.

Dans des récits dont les héros, en dépit des bouleversements sociopolitiques, demeurent presque tous issus de la noblesse d'Ancien Régime, la bienfaisance pouvait difficilement ne pas se présenter sous un jour nouveau et menaçant. Avant que la Révolution ne vienne changer la donne, les largesses et les secours prodigués comptaient au nombre des privilèges du premier ordre et de ceux qui, considérant l'état de leur portefeuille, pouvaient espérer y entrer. La narratrice de *La Dot de Suzette* ne se rappelle pas autrement les libéralités qu'elle faisait du temps de sa prospérité : «Je vous ai déjà parlé des bontés que j'avais pour les paysans de ma terre. Pour être parfaitement heureux, il faut voir le bonheur répandu autour de soi; c'est un des privilèges de la fortune, et j'en jouissais» (*DS*, 61). L'idéal de dépense désintéressée constitutif de l'identité nobiliaire s'était mué, sous l'impulsion des Lumières et de leur obsession pour l'utile, en une éthique soucieuse de ce que donataires et donateurs pouvaient attendre d'un acte de générosité, mais les profits ne s'étaient pas trouvés également répartis pour autant : si les uns pouvaient se réjouir du fait que la première des vertus consistait dorénavant à alléger leurs peines, les autres gagnaient davantage encore à professer leur

---

<sup>2</sup> Bernardin de Saint-Pierre, *Paul et Virginie*, édition établie par Robert Mauzi, Paris, Flammarion, «GF», 1992, p. 108, 111.

morale bienfaisante, croyant voir confirmée leur distinction naturelle chaque fois qu'ils s'attendrissaient sur le sort d'un malheureux. En un siècle où l'on avait tendance à s'enticher de bons sentiments, «la beauté de la philanthropie», pour le dire avec Roy Porter, «consistait à rehausser l'idée que l'élite se faisait de la supériorité de sa sensibilité<sup>3</sup>», donc de sa prééminence. L'élite en question se montrait d'ailleurs parfaitement consciente des avantages que lui procuraient ses bienfaits. *La Morale universelle* du baron d'Holbach en témoigne, qui insiste sur la domination des âmes charitables sur leurs obligés : «Tout bienfait donne à celui qui en est l'auteur une supériorité nécessaire sur celui qui le reçoit»; c'est pourquoi il vaut mieux, conclut logiquement le baron, «donner que de recevoir; donner est en effet une marque de pouvoir et de supériorité, au lieu que recevoir est un signe de faiblesse ou d'infériorité. La reconnaissance, suivant la force du mot, est l'aveu de sa dépendance et de la puissance du bienfaiteur<sup>4</sup>.» Vingt ans plus tôt, Rousseau dressait à peu près le même constat en faisant remonter l'origine de l'inégalité à l'instant fatidique où «un homme eut besoin du secours d'un autre<sup>5</sup>». Les services rendus, les dons, la bienfaisance étaient généralement perçus, sous l'Ancien Régime, comme ayant partie liée avec l'établissement ou le maintien d'une hiérarchie.

Au lendemain de 1789, les romanciers souhaitant rendre compte de l'expérience révolutionnaire, en particulier de l'Émigration, se trouvent aux prises avec une difficulté relativement nouvelle : ne pouvant ignorer, à l'instar de leurs prédécesseurs, que le don

<sup>3</sup> Roy Porter, article «Angleterre», dans Michel Delon (dir.), *Dictionnaire européen des Lumières*, Paris, Presses universitaires de France, 1997, p. 82.

<sup>4</sup> D'Holbach, «De la bienfaisance», dans *La Morale universelle, ou Les Devoirs de l'homme fondés sur sa nature. 1. Théorie de la morale* [1776], Paris, Baillio, Colas et Denis, an IV, p. 107, 111.

<sup>5</sup> «[D]ès l'instant qu'un homme eut besoin du secours d'un autre; dès qu'on s'aperçut qu'il était utile à un seul d'avoir des provisions pour deux, l'égalité disparut [...].» (Jean-Jacques Rousseau, *Discours sur l'origine de l'inégalité parmi les hommes*, dans *Discours sur les sciences et les arts. Discours sur l'origine de l'inégalité*, chronologie et introduction par Jacques Roger, Paris, Garnier-Flammarion, 1971, p. 213.)

est synonyme de domination, ils sont par ailleurs entraînés par les circonstances à faire le portrait d'une aristocratie soudainement réduite à vivre des bontés que ses déboires inspirent. Privés de leurs anciennes prérogatives, dépossédés de leurs châteaux et de leurs terres, les marquis et les nobles demoiselles dont les mésaventures sont contées ont également perdu le privilège de la bienfaisance. Leurs malheurs ont beau avoir laissé leur grand cœur intact, leurs maigres ressources ont beau n'être jamais épuisées au point où leur sensibilité aux souffrances d'autrui ne puisse être mise en valeur, ils ne risquent pas moins d'être supplantés dans leur générosité par les êtres charitables qui leur prêtent main-forte. Les bons offices sont lourds d'humiliation potentielle, chaque service reçu par un aristocrate victime de la Révolution menaçant de souligner sa déchéance et de le rabaisser. En faisant envisager les dons du point de vue de ceux qui les reçoivent, les romans d'émigration ne peuvent manquer d'associer l'idée d'un danger à la représentation de la bienfaisance.

Les romanciers du XVIII<sup>e</sup> siècle, il est vrai, n'attendirent pas tous la Révolution pour assimiler le don à l'offense. Longtemps avant que la noblesse ne soit jetée sur les routes de l'exil, Marivaux dénonçait, par la bouche de Marianne, l'affront que de mauvais Samaritains faisaient subir aux objets de leur commisération :

Les bienfaits des hommes sont accompagnés d'une maladresse si humiliante pour les personnes qui les reçoivent! [...] c'est quelque chose de bien cruel que d'être abandonné au secours de certaines gens : car qu'est-ce qu'une charité qui n'a point de pudeur avec le misérable, et qui, avant que de le soulager, commence par écraser son amour-propre? La belle chose qu'une vertu qui fait le désespoir de celui sur qui elle tombe! Est-ce qu'on est charitable à cause qu'on fait des œuvres de charité? Il s'en faut bien; quand vous venez vous appesantir sur le détail de mes maux, dirais-je à ces gens-là, quand vous venez me confronter avec toute ma misère, et que le cérémonial de vos questions, ou plutôt de l'interrogatoire dont vous m'accablez, marche devant les secours que vous me donnez, voilà ce que vous appelez faire une œuvre de charité; et

moi je dis que c'est une œuvre brutale et haïssable, œuvre de métier et non de sentiment<sup>6</sup>.

Entre la tirade de Marianne et la réaction des émigrés à l'assistance qu'on leur porte, il y a cependant une différence notable. Alors que l'héroïne de Marivaux répond à l'offense en condamnant l'arrogance de ses protecteurs – l'«enflure de sentiments dévots» dont ils accompagnent leurs gestes et l'insolence avec laquelle ils «épluch[ent] [sa] misère<sup>7</sup>» leur enlevant tout mérite à ses yeux –, les aristocrates indigents qui peuplent les romans des dernières années du siècle, s'ils veulent éviter d'être infériorisés chaque fois qu'on leur vient en aide, ne peuvent systématiquement déclarer leurs bienfaiteurs inaptes, et leurs bienfaits nuls et non avendus. Il en va d'un désir, chez les romanciers de la Révolution, d'être fidèles à une réalité que nombre de leurs lecteurs, comme souvent eux-mêmes, furent forcés de vivre ou qu'ils observèrent de près. Contrairement aux tribulations de Marianne, celles d'un marquis de Saint Alban renvoient à une expérience collective immédiate qu'il serait malséant de déformer en laissant croire que tous les étrangers sont des hôtes indignes. Plutôt que de discréditer les donateurs qu'ils rencontrent et les dons qu'on leur fait – plutôt que d'alléguer, comme Marianne, que ce ne sont pas là de vraies œuvres de charité –, les personnages d'émigrés assument leur condition de bénéficiaires reconnaissants. Apprendre à recevoir s'ajoute à «l'apprentissage douloureux du passage du temps et de la perte du patrimoine<sup>8</sup>» qui marque leur exil. En écartant la solution de Marivaux (qui choisissait, pour éviter que les bons sentiments à l'égard de son héroïne ne lui portent ombrage, de mettre au jour leur face cachée, c'est-à-dire leur hypocrisie et

<sup>6</sup> Marivaux, *La Vie de Marianne*, édition présentée, établie et annotée par Jean Dagen, Paris, Gallimard, «Folio classique», 1997, p. 83-84.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 83.

<sup>8</sup> Claire Jaquier, Florence Lotterie et Catriona Seth, «Introduction», dans Claire Jaquier, Florence Lotterie et Catriona Seth (dir.), *Destins romanesques de l'émigration*, Paris, Desjonquères, «L'esprit des lettres», 2007, p. 19.



leur brutalité), les romanciers du tournant du siècle sont amenés à concevoir d'autres stratégies grâce auxquelles des bienfaits puissent être prodigués sans compromettre la distinction des donataires. Les divers procédés qu'ils imaginent à cet effet participent d'un commun besoin de reconsidérer, au lendemain de la Révolution, les critères en fonction desquels juger les dons. Quand *le bien fait aux autres* devient *le bien qu'on nous fait* – quand, autrement dit, l'optique dans laquelle sont appréciés les dons est inversée –, la bienfaisance a de fortes chances de devoir être repensée.

Le renversement de perspective qui préside à la représentation des dons dans les romans d'émigration est également caractéristique de la réflexion sur la pauvreté dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, et ce dès avant la Révolution. Dans un article consacré à la réforme des hôpitaux, Lucette Perol a relevé «la mutation qui s'opère» à cet égard au milieu du siècle en comparant l'article «Hôpital» de l'*Encyclopédie*, rédigé par Diderot à la fin des années 1750, et l'article correspondant du *Dictionnaire de Trévoux*, sur lequel Diderot prend appui pour s'en démarquer. Alors qu'un hôpital, suivant la définition qu'en donnent les Jésuites, est «un lieu pieux et charitable où *on reçoit* les pauvres pour les *soulager* en leurs nécessités», il devient, sous la plume de Diderot, un lieu «où des pauvres de toute espèce *se réfugient*, et où ils sont bien ou mal pourvus de choses nécessaires aux besoins urgents de la vie», l'assistance étant dès lors envisagée, observe Lucette Perol, «du point de vue des pauvres eux-mêmes<sup>9</sup>». Afin que ce point de vue s'impose aussi dans un grand nombre de romans, il a fallu que la Révolution transforme les nobles en déshérités forcés de vivre des secours qu'on daignait leur prêter. L'Émigration poussa les romanciers à considérer les dons sous un angle que

---

<sup>9</sup> Voir Lucette Perol, «Diderot, Mme Necker et la réforme des hôpitaux», *Studies on Voltaire and the Eighteenth Century*, 311, 1993, p. 220-221. Nous soulignons.

privilégiaient, depuis un temps déjà, ceux de leurs contemporains qui se penchaient sur le problème de l'indigence. Quand Sénac de Meilhan, Mme de Charrière et Joseph Fiévée font de la bienfaisance un acte de justice, quand ils rendent les dons acceptables aux yeux de leurs héros en leur conférant l'aspect d'une indemnité ou d'une prime au mérite, ils adoptent le discours de ceux qui, dès avant eux, voulurent examiner la question des secours publics en se mettant dans la peau des bénéficiaires. Après que la ruine et que l'exil d'une part importante de la noblesse, privant la France de nombreux donateurs, eurent amené les représentants du nouveau régime à imaginer un vaste système d'assistance pris en charge par l'État, les romanciers qui rendirent compte des revers de fortune engendrés par la Révolution furent à leur tour entraînés à voir dans les dons, pour le dire avec le Comité de mendicité, autre chose qu'une «vertu compatissante<sup>10</sup>» servant à souligner le mérite des puissants et des riches.

L'importance accordée au point de vue des donataires ne caractérise pas seulement, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la réflexion sur le don dans les récits d'émigration et dans le discours sur la bienfaisance publique. On la retrouve aussi dans des romans, tels ceux de Mme de Staël, qui ne relatent pas les pérégrinations d'une noblesse en déroute. Si Delphine, contrairement aux héros de Sénac, de Charrière et de Fiévée, donne infiniment plus qu'elle ne reçoit, l'expérience qu'elle fait de la générosité n'en est pas moins fortement marquée par l'opinion de ceux à qui elle se dévoue. Les bienfaits qu'elle répand posent des problèmes de réception et d'interprétation qui les distinguent des bonnes œuvres d'une héroïne d'Ancien Régime : entre la Julie de Rousseau (dont les largesses demeurent, au tournant du siècle, un modèle de charité bien ordonnée) et la

---

<sup>10</sup> *Quatrième rapport du Comité de mendicité. Secours à donner à la classe indigente dans les différents âges et dans les différentes circonstances de la vie*, Paris, Imprimerie nationale, [s.d.], p. 4.

Delphine de Mme de Staël, la Révolution a fait acquérir aux donataires un droit de réplique qui complique fortement la vie des bienfaiteurs. À partir du moment où les dons, plutôt que d'être dirigés vers des paysans ou vers des domestiques dont les sourires silencieux sont tenus pour des preuves de contentement, sont faits à une jeune fille qui n'entend pas les agréer sans préciser sa façon de penser, des difficultés surgissent, que les sages leçons des maîtres de Clarens sont impuissantes à résoudre. La bienfaisance, «bonheur de la vertu<sup>11</sup>», s'en trouve profondément troublée. C'est également ce que laisse entendre *Corinne*, à ceci près que l'épineuse réception des présents et des services n'y est pas source de discorde entre deux demoiselles, mais cause d'un déchirement intérieur : parce qu'Oswald s'est jadis montré rebelle aux dons de son père, refusant de les apprécier comme il l'aurait dû, une profonde tristesse empreint ses moindres gestes, y compris ceux qu'inspire sa compassion aux malheurs d'autrui. Le rappelant constamment à ses remords, les nombreux secours qu'il prête sont ceux d'un homme dominé par l'idée d'avoir été un (mauvais) donataire. Le point de vue des êtres qui reçoivent s'impose une fois de plus.

Si les problèmes soulevés par la bienfaisance ont partie liée, dans les romans de la Révolution, avec le rôle capital qu'y jouent les donataires, ils se rattachent souvent aussi à la situation familiale des personnages. Orphelins pour la plupart, dépouillés d'un héritage que les exactions des Jacobins ont réduit à néant (à moins qu'ils n'aient été forcés, comme *Corinne*, d'y renoncer pour d'autres raisons), ceux-ci suppléent généralement par la bienfaisance à un legs défaillant. Les dons qu'ils agréent et qu'ils font ne révèlent tout leur sens qu'interprétés dans le contexte d'une crise patriarcale et

---

<sup>11</sup> «Mon fils, la bienfaisance est le bonheur de la vertu; il n'y en a point de plus assuré et de plus grand sur la terre.» (Bernardin de Saint-Pierre, *Paul et Virginie*, op. cit., p. 190.)

successorale. Les drames familiaux que ces romans orchestrent contribuent à faire de la bienfaisance une question éminemment complexe, qui échappe en partie aux auteurs eux-mêmes et qui se révèle, à l'examen, beaucoup moins univoque que dans les textes législatifs ou politiques de l'époque.

En dépit de la diversité de leurs enjeux, les œuvres sur lesquelles nous nous sommes penchée confient aux dons une commune mission : pourvoir aux besoins matériels et affectifs de héros déracinés ou privés de leurs appuis naturels. Pour survivre à la perte de leurs parents, de leur fortune ou de leur pays, ces personnages n'ont d'autre choix que de former des alliances nouvelles, ce que recevoir ou donner leur permet de faire. Leurs expériences mettent en relief que le «bien» offert (le toit, l'argent, le dîner, la main d'une jeune fille ou le fiancé) compte somme toute beaucoup moins, lorsqu'il s'agit d'apprécier la valeur d'un don, que la relation qui s'instaure entre l'être charitable et son bénéficiaire. Aussi criant soit-il, le manque dont souffre un personnage ne suffit pas à lui faire consentir au bien qu'on lui veut : un désir de reconnaissance l'emporte, que le rapport entre donateur et donataire vient tantôt satisfaire, tantôt contrarier. «Que le lien importe plus que le bien<sup>12</sup>», ce sera précisément là, deux cents ans plus tard, ce que les sciences humaines retiendront du célèbre essai de Marcel Mauss, aux yeux de qui «l'économie de l'échange-don» allait se révéler «une économie du prestige [déjouant] la conceptualisation utilitariste à plusieurs titres<sup>13</sup>». Cet enseignement, des héros de romans, au lendemain de la Terreur, l'avaient déjà tiré des épreuves que la Révolution leur avait fait vivre.

<sup>12</sup> Alain Caillé, *Anthropologie du don. Le tiers paradigme*, Paris, Desclée de Brouwer, «Sociologie économique», 2000, p. 9.

<sup>13</sup> Bruno Karsenti, *L'Homme total. Sociologie, anthropologie et philosophie chez Marcel Mauss*, Paris, Presses universitaires de France, «Pratiques théoriques», 1997, p. 436.

## **BIBLIOGRAPHIE**

## BIBLIOGRAPHIE PRIMAIRE

*Actes du tribunal révolutionnaire*, recueillis et commentés par Gérard Walter, Paris, Mercure de France, «Le temps retrouvé», 1986.

*Archives parlementaires de 1787 à 1860. Recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises*, sous la direction de J. Mavidal et E. Laurent, Paris, P. Dupont, 1862-1912.

*Avis intéressant concernant les jolies filles à marier, ou de l'abus des dots dans le mariage*, Paris, Imprimerie de Momoro, 1789.

Bernardin de Saint-Pierre, *Paul et Virginie*, édition établie par Robert Mauzi, Paris, Flammarion, «GF», 1992.

Charrière, Isabelle de, *Œuvres complètes*, édition critique publiée par Jean-Daniel Candaux *et al.*, Amsterdam, G. A. van Oorschot, 1979-1984.

Chateaubriand, *Essai sur les révolutions*, texte établi, présenté et annoté par Maurice Regard, Paris, Gallimard, «Bibliothèque de la Pléiade», 1978.

Châtelet, Émilie du, *Réflexions sur le bonheur*, dans *Opuscules philosophiques et littéraires, la plupart posthumes ou inédites [sic]*, Paris, Chevet, 1796, p. 1-40.

Chénier, André, «Le mendiant», dans *Bucoliques, Œuvres complètes*, édition établie et commentée par Gérard Walter, Paris, Gallimard, «Bibliothèque de la Pléiade», 1958, p. 34-42.

Constant, Benjamin, «De madame de Staël et de ses ouvrages», dans *Portraits. Mémoires. Souvenirs*, textes établis et annotés par Éphraïm Harpaz, Paris, Honoré Champion, 1992, p. 212-264.

Constant, Benjamin, «Opinion de Benjamin Constant sur le projet de loi relatif à la faculté de tester», dans *Œuvres complètes. Œuvres IV. Discours au Tribunat. De la possibilité d'une constitution républicaine dans un grand pays (1799-1803)*, volume dirigé par María Sánchez-Mejía et Kurt Kloocke, Tübingen, Niemeyer, 2005, p. 153-162.

*Dictionnaire de l'Académie françoise, revu, corrigé et augmenté par l'Académie elle-même*, cinquième édition, Paris, J. J. Smits, an VII [1798].

Duvergier, J. B., *Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements, et avis du Conseil d'État de 1788 à 1830*, Paris, A. Guyot et Scribe, 1834 (réimpression Schmidt Periodicals GmbH, 1995).

*Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers, par une société de gens de lettres*, Paris, Briasson, David, Le Breton et Durand, 1751-1765.

Fenet, Pierre-Antoine, *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, Paris, Imprimerie de Ducasso, 1827.

Fiévée, Joseph, *La Dot de Suzette. Histoire de madame de Senneterre racontée par elle-même*, préface de Claude Duchet, Paris, Desjonquères, «XVIII<sup>e</sup> siècle», 1990.

Fiévée, Joseph, *Frédéric*, Paris, Plassan, an VII de la République [1799].

*Gazette française, papier-nouvelles de tous les jours et de tous les pays*, n° 1983, 13 juin 1797 (25 Prairial, an V de la République).

Genlis, Félicité de, *Les Petits Émigrés ou Correspondance de quelques enfants*, Paris et Berlin, Onfroy et Fr. de Lagarde, 1798.

Guyot, Joseph-Nicolas, *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale*, 2<sup>e</sup> édition, Paris, Visse, 1784.

Holbach, baron d', «De la bienfaisance», dans *La Morale universelle, ou Les Devoirs de l'homme fondés sur sa nature. 1. Théorie de la morale*, Paris, Baillio, Colas et Denis, an IV [1796], p. 106-113.

Maistre, Joseph de, *Considérations sur la France*, avant-propos de Jean Boissel, texte établi, présenté et annoté par Jean-Louis Darcel, Genève, Slatkine, 1980.

Maistre, Joseph de, *Éclaircissement sur les sacrifices*, dans *Les Soirées de Saint-Pétersbourg, ou Entretiens sur le gouvernement temporel de la providence, suivis d'un Traité sur les sacrifices*, Paris et Lyon, Rusand, 1822, t. II, p. 371-474.

Marivaux, *Le Paysan parvenu*, chronologie et introduction par Michel Gilot, Paris, GF, 1965.

Marivaux, *La Vie de Marianne*, édition présentée, établie et annotée par Jean Dagen, Paris, Gallimard, «Folio classique», 1997.

Massillon, Jean-Baptiste, «Sermon pour le dimanche de la quatrième semaine de carême. Sur l'aumône», dans *Œuvres complètes*, éditées par l'abbé E.-A. Blampignon, Bar-le-Duc, L. Guérin & C<sup>ie</sup>, 1866, t. II, p. 112-133.

Merlin, Philippe-Antoine, *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, 3<sup>e</sup> édition, Paris, Garnery, 1808.

Molière, *Dom Juan ou le Festin de pierre*, édition présentée, établie et annotée par Georges Couton, Paris, Gallimard, «Folio classique», 1999.

Moutonnet-Clairfons, Julien-Jacques, *Le Vérable Philantrope ou L'Isle de la Philantropie*, Philadelphie [Paris], [s. é.], 1790.

Necker, Jacques, *Cours de morale religieuse*, dans *Œuvres de M. Necker*, publiées par M. le baron de Staël, son petit-fils, Paris, Treuttel et Würtz, 1821, t. XIII.

Necker, Jacques, *Du bonheur des sots*, dans *Opuscules philosophiques et littéraires, la plupart posthumes ou inédites [sic]*, Paris, Chevet, 1796, p. 111-124.

*Premier rapport du Comité de mendicité. Exposé des principes généraux qui ont dirigé son travail*, par M. de la Rochefoucauld-Liancourt, Paris, Imprimerie nationale, 1790.

*Quatrième rapport du Comité de mendicité. Secours à donner à la classe indigente dans les différents âges et dans les différentes circonstances de la vie*, Paris, Imprimerie nationale, [s.d.].

Robespierre, Maximilien, *Œuvres*, édition préparée sous la direction de Marc Bouloiseau, Jean Dautry, Georges Lefebvre et Albert Soboul, Paris, Presses universitaires de France et Société des études robespierristes, 1958.

Rousseau, Jean-Jacques, *Discours sur les sciences et les arts. Discours sur l'origine de l'inégalité*, chronologie et introduction par Jacques Roger, Paris, Garnier-Flammarion, 1971.

Rousseau, Jean-Jacques, *Julie ou la Nouvelle Héloïse*, édition établie par Michel Launay, Paris, Garnier-Flammarion, 1967.

Sade, *Aline et Valcour ou Le Roman philosophique. Écrit à la Bastille un an avant La Révolution de France*, dans *Œuvres*, édition établie par Michel Delon, Paris, Gallimard, «Bibliothèque de la Pléiade», 1990, t. I, p. 385-1109.

Sade, *La Philosophie dans le boudoir*, dans *Œuvres*, édition établie par Michel Delon, avec la collaboration de Jean Deprun, Paris, Gallimard, «Bibliothèque de la Pléiade», 1998, t. III, p. 1-178.

Saint-Pierre, Charles-Irénée Castel de, «Observations pour rendre les sermons plus utiles», dans *Journal de Trévoux ou Mémoires pour servir à l'histoire des sciences et des arts*, juillet 1726 (2<sup>e</sup> partie), p. 57-58 (Genève, Slatkine reprints, 1968, tome XXVI, p. 355).

*Second rapport du Comité de mendicité. État actuel de la Législation du Royaume, relativement aux Hôpitaux, et à la mendicité*, Paris, Imprimerie nationale, 1790.



Sénac de Meilhan, Gabriel, *Des Principes et des causes de la Révolution en France*, suivi d'extraits de *Du Gouvernement, des mœurs et des conditions en France avant la Révolution*, édition présentée et annotée par Michel Delon, Paris, Desjonquères, «XVIII<sup>e</sup> siècle», 1987.

Sénac de Meilhan, Gabriel, *L'Émigré*, édition présentée, établie et annotée par Michel Delon, Paris, Gallimard, «Folio classique», 2004.

Sénac de Meilhan, Gabriel, *Lettre de Monsieur de M\*\* à M. l'abbé Sabatier de Castres sur la République française*, Vienne, Ignace Alberti, 1792.

*Septième rapport du Comité de mendicité, ou résumé sommaire du travail qu'il a présenté à l'Assemblée*, Paris, Imprimerie nationale, 1791.

Staël, Germaine de, *Considérations sur la Révolution française*, introduction, bibliographie, chronologie et notes par Jacques Godechot, Paris, Tallandier, 1983.

Staël, Germaine de, *Corinne ou l'Italie*, dans *Œuvres complètes* (série II, t. III), texte établi, présenté et annoté par Simone Balayé, Paris, Honoré Champion, «Textes de littérature moderne et contemporaine», 2000.

Staël, Germaine de, *De la littérature*, édition établie par Gérard Gengembre et Jean Goldzink, Paris, Flammarion, «GF», 1991.

Staël, Germaine de, *De l'Allemagne*, chronologie et préface par Simone Balayé, Paris, Garnier-Flammarion, 1968.

Staël, Germaine de, *De l'influence des passions sur le bonheur des individus et des nations*, suivi de *Réflexions sur le suicide*, préface de Chantal Thomas, Paris, Payot & Rivages, «Petite Bibliothèque», 2000.

Staël, Germaine de, *Delphine*, *Œuvres complètes* (série II, tome II), texte établi par Lucia Omacini et annoté par Simone Balayé, Paris, Honoré Champion, «Textes de littérature moderne et contemporaine», 2004.

Staël, Germaine de, *Des circonstances actuelles qui peuvent terminer la révolution et des principes qui doivent fonder la république en France*, édition critique par Lucia Omacini, Paris et Genève, Droz, «Textes littéraires français», 1979.

Staël, Germaine de, «Du caractère de M. Necker, et de sa vie privée», dans *Œuvres complètes de Mme la baronne de Staël*, publiées par son fils, précédées d'une notice sur le caractère et les écrits de Mme de Staël, par madame Necker de Saussure, Paris, Treuttel et Würtz, 1820-1821, t. XVII, p. 1-120.

Staël, Germaine de, *Lettres sur les ouvrages et le caractère de J.-J. Rousseau*, dans *Œuvres de jeunesse*, présentation et notes de Simone Balayé, texte établi par John Isbell, Desjonquères, «XVIII<sup>e</sup> siècle», 1997, p. 33-98.

Staël, Germaine de, «Quelques réflexions sur le but moral de *Delphine*», dans *Delphine, Œuvres complètes* (série II, tome II), texte établi par Lucia Omacini et annoté par Simone Balayé, Paris, Honoré Champion, «Textes de littérature moderne et contemporaine», 2004, p. 715-730.

*Supplément à l'Encyclopédie, ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers, par une société de gens de lettres. Mis en ordre et publié par M\*\*\**, Amsterdam, M. M. Rey, 1776.

*Troisième rapport du Comité de mendicité. Bases constitutionnelles du Système général de la Législation & de l'administration de Secours*, Paris, Imprimerie nationale, 1791.

Vernes, François, *Le Voyageur sentimental en France sous Robespierre*, Genève, J. J. Paschoud et Paris, Maradan, an VII de la République [1799].

Voltaire, *Dictionnaire philosophique*, édition présentée et annotée par Alain Pons, Paris, Gallimard, «Folio classique», 1994.

## BIBLIOGRAPHIE SECONDAIRE

### 1. Études sur le corpus

#### 1.1. Gabriel Sénac de Meilhan

Brissette, Pascal, *La Malédiction littéraire. Du poète crotté au génie malheureux*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, «Socius», 2005.

Coulet, Henri, «*L'Émigré* : sens de l'Histoire et sens du roman», *Recherches & travaux*, 49, 1995, p. 209-218.

Cseppentö, István, «Sur les traces de Rousseau : l'expérience de l'exil et la figure du solitaire dans les romans d'émigration», *Études Jean-Jacques Rousseau*, 12, 2000-2001, p. 131-149.

Delon, Michel, «Introduction», dans Gabriel Sénac de Meilhan, *Des Principes et des causes de la Révolution en France*, suivi d'extraits de *Du Gouvernement, des mœurs et des conditions en France avant la Révolution*, édition présentée et annotée par Michel Delon, Paris, Desjonquères, «XVIII<sup>e</sup> siècle», 1987, p. 7-20.

Delon, Michel, «Préface», dans Gabriel Sénac de Meilhan, *L'Émigré*, édition présentée, établie et annotée par Michel Delon, Paris, Gallimard, «Folio classique», 2004, p. 7-28.

Denby, David J., *Sentimental Narrative and the Social Order in France, 1760-1820*, Cambridge, Cambridge University Press, «Cambridge Studies in French», 1994.

Granderoute, Robert, «Sénac de Meilhan et la Révolution», dans Jean Sgard (dir.), *L'Écrivain devant la Révolution, 1780-1800*, Actes du Colloque franco-italien de Grenoble (24-26 septembre 1987), Grenoble, Université Stendhal, 1990, p. 171-180.

Jacques, Georges, «L'Émigré de Sénac de Meilhan. Sens interdits et contournements de l'Histoire», *Les Cahiers des paralittératures*, 4, 1992, p. 93-108.

Laforge, François, «Illusion et désillusion dans *L'Émigré de Sénac de Meilhan*», *Dix-huitième siècle*, 17, 1985, p. 367-375.

Montandon, Alain, «Le romanesque de la Révolution de 1793 : *L'Émigré de Sénac de Meilhan*», dans Angels Santa, Marta Giné et Montserrat Parra (dir.), *1793. Naixement d'un Nou Món a l'Ombra de la República*, Lleida, Edicions de la Universitat de Lleida, 1995, p. 241-251.

Raviez, François, «Sénac de Meilhan : *L'Émigré* ou l'art de survivre», dans François Jacob et Henri Rossi (dir.), *Mémorialistes de l'exil. Émigrer, écrire, survivre*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 137-152.

Stavan, Henry A., *Sénac de Meilhan (1736-1803), moraliste, romancier, homme de lettres*, Paris, Minard, «Bibliothèque de littérature et d'histoire», 1968.

Trousseau, Raymond, «Introduction [à *L'Émigré*]», dans *Le Roman noir de la Révolution*, édition établie et présentée par Raymond Trousson, Bruxelles, Complexe et Paris, Nathan, 1997, p. 52-79.

Trousseau, Raymond, «Sénac de Meilhan et Jean-Jacques Rousseau», *Eighteenth-Century Fiction*, 4, 2, janvier 1992, p. 93-107.

Viselli, Santé A., «*L'Émigré* ou les avatars d'un nouveau héros», dans Lucienne Domergue et Georges Lamoine (dir.), *Après 89. La Révolution, modèle ou repoussoir*, Actes du Colloque international de Toulouse (14-16 mars 1990), Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1991, p. 77-88.

Zawisza, Elizabeth, «“Les affreux spectacles de la Révolution” : sur les procédés de théâtralisation dans *L'Émigré de Sénac de Meilhan*», *Man and Nature / L'Homme et la nature*, 11, 1992, p. 47-57.

Zawisza, Elizabeth, «Une vision romanesque de la Révolution : *L'Émigré de Sénac de Meilhan*», *Eighteenth-Century Fiction*, 2, 2, janvier 1990, p. 141-150.

## 1.2. Isabelle de Charrière

Cazenobe, Colette, «Inachèvement romanesque et temporalité chez Mme de Charrière», dans Annie Rivara et Guy Lavoirel (dir.), *L'Œuvre inachevée*, Actes du colloque international (11 et 12 décembre 1998), Lyon, C.E.D.I.C., 1999, p. 207-215.

Chabut, Marie-Hélène, «Louvoyer pour innover : *Trois femmes* d'Isabelle de Charrière», dans Elzbieta Grodek (dir.), *Écriture de la ruse*, Amsterdam, Rodopi, «Faux titre», 2000, p. 241-251.

Citton, Yves, «La richesse est un crime : (Im)moralité de l'accumulation de John Locke à Isabelle de Charrière», dans Jacques Berchtold et Michel Porret (dir.), *Être riche au siècle de Voltaire*, Actes du Colloque de Genève (18-19 juin 1994), Genève, Droz, 1996, p. 47-65.

Cossy, Valérie, «“Pour qui écrire désormais?” Esthétique et Révolution dans les œuvres d'Isabelle de Charrière et de Germaine de Staël», dans Valérie Cossy et Deidre Dawson (dir.), *Progrès et violence au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Honoré Champion, «Études internationales sur le dix-huitième siècle», 2001, p. 233-255.

Coulet, Henri, «Isabelle de Charrière, femme des Lumières?», dans Doris Jakubec et Jean-Daniel Candaux (dir.), *Une Européenne : Isabelle de Charrière en son siècle*, Actes du Colloque de Neuchâtel (11-13 novembre 1993), Neuchâtel, Attinger, 1994, p. 9-23.

Courtney, Cecil Patrick, *Isabelle de Charrière (Belle de Zuylen). A Biography*, Oxford, Voltaire Foundation, 1993.

Deguisse, Alix, *Trois femmes. Le Monde de madame de Charrière*, Genève, Slatkine, 1981.

Didier, Béatrice, «Belle de Charrière ou la constance d'écrire», dans *L'Écriture-femme*, Paris, Presses universitaires de France, «Écriture», 1981, p. 93-110.

Francillon, Roger, «Isabelle de Charrière et la Suisse», dans Doris Jakubec et Jean-Daniel Candaux (dir.), *Une Européenne : Isabelle de Charrière en son siècle*, Actes du Colloque de Neuchâtel (11-13 novembre 1993), Neuchâtel, Gilles Attinger, 1994, p. 73-86.

Hermesen, Joke, «Proto-féminisme pendant la Révolution? Belle van Zuylen et Mme de Staël : à propos de Kant et de Rousseau», dans Marie-France Brive (dir.), *Les Femmes et la Révolution française. 1. Modes d'action et d'expression. Nouveaux droits - nouveaux devoirs*, Actes du Colloque international de Toulouse-Le Mirail (12-14 avril 1989), Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1989, p. 295-309.

Hesse, Carla, «The Ethics of Unequals», dans *The Other Enlightenment. How French Women Became Modern*, Princeton, Princeton University Press, 2001, p. 104-129.

Jackson, Susan, «The Novels of Isabelle de Charrière, or, A Woman's Work Is Never Done», *Studies in Eighteenth-Century Culture*, 14, 1985, p. 299-306.

Jaquier, Claire, «Le damier, la harpe, la robe salie : médiations et symboles du désir dans l'œuvre romanesque d'Isabelle de Charrière», dans Doris Jakubec et Jean-Daniel Candaux (dir.), *Une Européenne : Isabelle de Charrière en son siècle*, Actes du Colloque de Neuchâtel (11-13 novembre 1993), Neuchâtel, Attinger, 1994, p. 177-186.

Jaquier, Claire, «Préface», dans Isabelle de Charrière, *Trois femmes*, Lausanne, L'Âge d'homme, «Poche Suisse», 1996, p. I-VII.

Laden, Marie-Paule, «Trois femmes. Isabelle de Charrière et la réappropriation», *French Forum*, 28, 3, automne 2003, p. 25-39.

Lafon, Henri, «Isabelle de Charrière : trois femmes hors de l'ornière», *Revue des sciences humaines*, 254, avril-juin 1999, p. 139-150.

Letzter, Jacqueline, *Intellectual Tacking. Questions of Education in the Works of Isabelle de Charrière*, Amsterdam, Rodopi, «Faux titre», 1998.

Maggetti, Daniel, *Lectures conseillées. Une anthologie*, Vevey, L'Aire, «L'Aire bleue», 2002.

Munteano, B., «Épisodes kantien en Suisse et en France sous le Directoire», *Revue de littérature comparée*, 15, 1935, p. 387-454.

Oppici, Patrizia, «Madame de Charrière, Benjamin Constant e la matematica dell'altruismo», *Annales Benjamin Constant*, 11, 1990, p. 83-90.

Ozouf, Mona, «Isabelle ou le mouvement», dans *Les Mots des femmes. Essai sur la singularité française*, Paris, Fayard, «L'esprit de la cité», 1995, p. 53-83.

Poelstra, Wardy, «Trois femmes : l'architecture d'une morale», dans Yvette Went-Daoust (dir.), *Isabelle de Charrière (Belle de Zuylen). De la correspondance au roman épistolaire*, Amsterdam, Rodopi, 1995, p. 127-139.

Starobinski, Jean, «Les *Lettres écrites de Lausanne* de Madame de Charrière : inhibition psychique et interdit social», dans *Roman et lumières au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions sociales, Centre d'études et de recherches marxistes, 1970, p. 130-151.

Strien-Chardonneau, Madeleine van, «Isabelle de Charrière, pédagogue», dans Suzan van Dijk, Valérie Cossy, Monique Verrey-Moser et Madeleine van Strien-Chardonneau (dir.), *Belle de Zuylen / Isabelle de Charrière. Éducation, création, réception*, Amsterdam, Rodopi, «Faux titre», 2006, p. 49-68.

Trousseau, Raymond, *Défenseurs et adversaires de Jean-Jacques Rousseau. D'Isabelle de Charrière à Charles Maurras*, Paris, Honoré Champion, 1995.

Trousseau, Raymond, *Isabelle de Charrière. Un destin de femme au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette, 1994.

Trousseau, Raymond, «Présence de Voltaire dans l'œuvre d'Isabelle de Charrière», dans Yvette Went-Daoust (dir.), *Isabelle de Charrière (Belle de Zuylen). De la correspondance au roman épistolaire*, Amsterdam, Rodopi, 1995, p. 29-48.

Vanoflen, Laurence, «Poursuivre le dialogue à l'infini : *Trois femmes*, Sir Walter Finch [1806] et l'inachèvement romanesque», dans Annie Rivara et Guy Lavoirel (dir.), *L'Œuvre inachevée*, Actes du colloque international (11 et 12 décembre 1998), Lyon, C.E.D.I.C., 1999, p. 191-197.

Wood, Dennis, «Introduction [à *Aiglonette et Insinuante, ou la souplesse*]», dans Isabelle de Charrière, *Œuvres complètes*, édition critique publiée par Jean-Daniel Candaux *et al.*, Amsterdam, G. A. van Oorschot, 1979-1984, t. VIII, p. 251.

Wood, Dennis, «Introduction [à *Trois femmes*]», dans Isabelle de Charrière, *Œuvres complètes*, édition critique publiée par Jean-Daniel Candaux *et al.*, Amsterdam, G. A. van Oorschot, 1979-1984, t. IX, p. 23-34.

Wood, Dennis, *The Novels of Isabelle de Charrière (1740-1805)*, thèse de doctorat, University of Cambridge, St. John's College, Cambridge, 1975, révisée en 1998 pour publication électronique : <http://www.french.bham.ac.uk/staff/wood/thesis/> (dernière consultation : 30 avril 2007).

### 1.3. Joseph Fiévée

Balayé, Simone, «Un émissaire de Bonaparte, Fiévée critique de madame de Staël et de *Delphine*», *Cahiers staëliens*, 26-27, 1979, p. 99-104.

Duchet, Claude, «Présentation», dans Joseph Fiévée, *La Dot de Suzette ou Histoire de madame de Senneterre racontée par elle-même*, préface de Claude Duchet, Paris, Desjonquères, «XVIII<sup>e</sup> siècle», 1990, p. 7-27. (D'abord publié sous le titre «Un machiavel de l'an V ou la morale de l'histoire», dans Joseph Fiévée, *La Dot de Suzette ou Histoire de madame de Senneterre racontée par elle-même*, Paris, Union générale d'éditions, «Le monde en 10/18», 1964, p. 7-31.)

Gengembre, Gérard et Jean Goldzink, «*La Dot de Suzette*, ou le roman discret de l'émigration», dans Claire Jaquier, Florence Lotterie et Catriona Seth (dir.), *Destins romanesques de l'émigration*, Paris, Desjonquères, «L'esprit des lettres», 2007, p. 169-180.

Hofmann, Étienne, «Introduction», dans *Correspondance de Joseph Fiévée et de François Ferrier (1803-1837). Soixante-trois lettres inédites publiées avec une introduction et des notes*, Berne, Peter Lang, 1994, p. 1-5.

Perol, Lucette, «Le Directoire, vu à travers quelques romans parus entre 1795 et 1799», dans Philippe Bourdin et Bernard Gainot (dir.), *La République directoriale*, Actes du colloque de Clermont-Ferrand, 22-24 mai 1997, Clermont-Ferrand, Société des études robespierristes, Centre d'histoire des entreprises et des communautés et Centre de recherches révolutionnaires et romantiques, «Bibliothèque d'histoire révolutionnaire», 1998, t. I, p. 475-498.

Popkin, Jeremy D., «Conservatisme, journalisme, et opinion publique sous la Restauration : le paradoxe du succès de Joseph Fiévée», dans Jean-Clément Martin (dir.), *La Contre-Révolution en Europe, XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles. Réalités politiques et sociales, résonances culturelles et idéologiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001, p. 193-204.

Popkin, Jeremy D., «Joseph Fiévée, imprimeur, écrivain, journaliste : une carrière dans le monde du livre pendant la Révolution», dans Frédéric Barbier, Claude Jolly et Sabine Juratic (dir.), *Livre et Révolution*, Actes du Colloque organisé par l'Institut d'histoire moderne et contemporaine, 20-22 mai 1987, Paris, Aux amateurs de livres, «Mélanges de la bibliothèque de la Sorbonne», 1988, p. 63-74.

Tulard, Jean, «Joseph Fiévée», dans *Figures d'Empire*, Paris, Fayard, «Les indispensables de l'histoire», 2005, p. 709-891. (D'abord publié sous le titre *Joseph Fiévée, conseiller secret de Napoléon*, Paris, Fayard, «Les inconnus de l'histoire», 1985.)

Wood, J. S., «Sondages dans le roman français du point de vue social (1789-1830)», *Revue d'histoire littéraire de la France*, 54, 1, janvier-mars 1954, p. 32-48.

#### 1.4. Germaine de Staël

Alliston, April, «*Corinne's* Correspondences; or, the Fault of Passing on», dans *Virtue's Faults. Correspondences in Eighteenth-Century British and French Women's Fiction*, Stanford, Stanford University Press, 1996, p. 188-217.

Balayé, Simone, *Madame de Staël : écrire, lutter, vivre*, préface de Roland Mortier, postface de Frank Paul Bowman, Genève, Droz, 1994.

Balayé, Simone, *Madame de Staël. Lumières et liberté*, Paris, Klincksieck, 1979.

Berthier, Philippe, «Au-dessous du volcan», dans José Luis Diaz (dir.), *Madame de Staël, Corinne ou l'Italie. «L'âme se mêle à tout»*, Actes du colloque d'Agrégation organisé par la Société des études romantiques (26-27 novembre 1999), Paris, SEDES, «Romantisme / Colloques», 1999, p. 133-141.

Brousteau, Anne, «*Delphine* de Madame de Staël : une esthétique romanesque de la sympathie», *Cahiers staëliens*, 56, 2005, p. 87-96.

Cohen, Margaret, «Melancholia, Mania, and the Reproduction of the Dead Father», dans Karyna Szmurlo (dir.), *The Novel's Seductions. Staël's Corinne in Critical Inquiry*, Lewisburg, Bucknell University Press et Londres, Associated University Presses, 1999, p. 95-113.

Coleman, Patrick, «Exile and Narrative Voice in *Corinne*», dans *Reparative Realism. Mourning and Modernity in the French Novel, 1770-1830*, Genève, Droz, «Histoire des idées et critique littéraire», 1998, p. 103-121.

Coulet, Henri, «Révolution et roman selon Mme de Staël», *Revue d'histoire littéraire de la France*, 87, 4, juillet-août 1987, p. 638-660.

Delon, Michel, «*Corinne* et la mémoire sensorielle», dans José Luis Diaz (dir.), *Madame de Staël, Corinne ou l'Italie. «L'âme se mêle à tout»*, Actes du colloque d'Agrégation organisé par la Société des études romantiques (26-27 novembre 1999), Paris, SEDES, «Romantisme / Colloques», 1999, p. 125-131.

Didier, Béatrice, «*Corinne* et les mythes», dans José Luis Diaz (dir.), *Madame de Staël, Corinne ou l'Italie. «L'âme se mêle à tout»*, Actes du colloque d'Agrégation organisé par la Société des études romantiques (26-27 novembre 1999), Paris, SEDES, «Romantisme / Colloques», 1999, p. 191-198.

Didier, Béatrice, «Présentation», dans *Delphine*, présentation et notes par Béatrice Didier, Paris, Flammarion, «GF», 2000, t. I, p. 7-46.

Garry-Boussel, Claire, *Statut et fonction du personnage masculin chez Mme de Staël*, Paris, Honoré Champion, «Les dix-huitièmes siècles», 2002.

Gengembre, Gérard, «*Delphine*, ou la Révolution française : un roman du divorce», *Cahiers staëliens*, 56, 2005, p. 105-112.

Gengembre, Gérard, «Être français dans *Corinne* : le comte d'Erfeuil», dans José Luis Diaz (dir.), *Madame de Staël, Corinne ou l'Italie. «L'âme se mêle à tout»*, Actes du colloque d'Agrégation organisé par la Société des études romantiques (26-27 novembre 1999), Paris, SEDES, «Romantisme / Colloques», 1999, p. 65-77.

Gutwirth, Madelyn, «La *Delphine* de Madame de Staël : femme, Révolution et mode épistolaire», *Cahiers staëliens*, 26-27, 1979, p. 151-165.

Gutwirth, Madelyn, *Madame de Staël, Novelist. The Emergence of the Artist as Woman*, Urbana, University of Illinois Press, 1978.

Gutwirth, Madelyn, «Suzanne Necker's Legacy : Breastfeeding as Metonymy in Germaine de Staël's *Delphine*», *Eighteenth-Century Life*, 28, 2, 2004, p. 17-40.



Heinich, Nathalie, *États de femme. L'identité féminine dans la fiction occidentale*, Paris, Gallimard, «Nrf essais», 1996.

Herman, Jan, «“Ton regard m'apprendra tes plus secrètes pensées”. La rhétorique de la distance dans *Delphine*», dans Françoise Tilkin (dir.), *Le Groupe de Coppet et le monde moderne : conceptions, images, débats*, Actes du sixième Colloque de Coppet, 10-12 juillet 1997, Genève, Droz, 1998, p. 237-249.

Higonnet, Margaret R., «*Delphine* : d'une guerre civile à l'autre», dans Étienne Hofmann et Anne-Lise Delacrétaz (dir.), *Le Groupe de Coppet et la Révolution française*, Actes du quatrième colloque de Coppet (20-23 juillet 1988), Lausanne, Institut Benjamin-Constant et Paris, Jean Touzot, 1988, p. 211-222.

Higonnet, Margaret R., «Suicide as Self-Construction», dans Madelyn Gutwirth, Avriel Goldberger et Karyna Szmurlo (dir.), *Germaine de Staël, Crossing the Borders*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1991, p. 69-81.

Jaquier, Claire, «Le féminin et le masculin : une redistribution des cartes», dans Françoise Tilkin (dir.), *Le Groupe de Coppet et le monde moderne : conceptions, images, débats*, Actes du sixième Colloque de Coppet, 10-12 juillet 1997, Genève, Droz, 1998, p. 307-316.

Kadish, Doris Y., *Politicizing Gender. Narrative Strategies in the Aftermath of the French Revolution*, New Brunswick et Londres, Rutgers University Press, 1991.

King, Norman, «“The airy form of things forgotten” : madame de Staël, l'utilitarisme et l'impulsion libérale», *Cahiers staëliens*, 11, 1970, p. 5-26.

Laforgue, Pierre, «Écriture et œdipe dans *Corinne*», dans José Luis Diaz (dir.), *Madame de Staël, Corinne ou l'Italie. «L'âme se mêle à tout»*, Actes du colloque d'Agrégation organisé par la Société des études romantiques (26-27 novembre 1999), Paris, SEDES, «Romantisme / Colloques», 1999, p. 111-116.

Lotterie, Florence, «Une revanche de la “femme-auteur” ? Madame de Staël disciple de Rousseau», *Romantisme*, 122, 4, 2003, p. 19-31.

Louichon, Brigitte, «Madame de Staël et le roman sentimental», dans José Luis Diaz (dir.), *Madame de Staël, Corinne ou l'Italie. «L'âme se mêle à tout»*, Actes du colloque d'Agrégation organisé par la Société des études romantiques (26-27 novembre 1999), Paris, SEDES, «Romantisme / Colloques», 1999, p. 41-50.

Martin, Xavier, «Anthropologie et politique : madame de Staël contre les Idéologues», dans Jean Roussel (dir.), *L'Héritage des Lumières : Volney et les idéologues*, Actes du Colloque d'Angers (14-17 mai 1987), Presses de l'Université d'Angers, 1988, p. 271-291.

Miller, Nancy K., «Performances of the Gaze : Staël's *Corinne, or Italy*», dans *Subject to change. Reading Feminist Writing*, New York, Columbia University Press, «Gender and Culture», 1988, p. 162-203.

Mortier, Roland, «Mme de Staël et l'héritage des "Lumières"», dans *Madame de Staël et l'Europe*, Actes du Colloque de Coppet (18-24 juillet 1966), Paris, Klincksieck, «Actes et colloques», 1970, p. 129-144.

Omacini, Lucia, «*Delphine* et la tradition du roman épistolaire», *Cahiers staëliens*, 56, 2005, p. 15-24.

Omacini, Lucia, «Mme de Staël, *Delphine* : du roman polyphonique au roman pluriel», dans Harry Cockerham et Esther Ehrman (dir.), *Ideology and Religion in French Literature. Essays in Honour of Brian Juden*, Camberley, Porphyrogenitus, 1989, p. 282-303.

Ozouf, Mona, «*Delphine*. Le nouveau régime des lettres», dans *Les Aveux du roman. Le dix-neuvième siècle entre Ancien Régime et Révolution*, Paris, Fayard, 2001, p. 33-54.

Peel, Ellen, «Corinne's Shift to Patriarchal Mediation : Rebirth or Regression?», dans Madelyn Gutwirth, Avriel Goldberger et Karyna Szmurlo (dir.), *Germaine de Staël, Crossing the Borders*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1991, p. 101-112.

Peterson, Carla L., «*Corinne* and *Louis Lambert* : Romantic Myth Making», dans *The Determined Reader. Gender and Culture in the Novel from Napoleon to Victoria*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1986, p. 37-81.

Poulet, Georges, «Espérance et souvenir dans l'expérience et la pensée de Mme de Staël», dans *Madame de Staël et l'Europe*, Actes du Colloque de Coppet (18-24 juillet 1966), Paris, Klincksieck, «Actes et colloques», 1970, p. 211-223.

Reid, Martine, «*Corinne*, vue d'un peu loin», dans José Luis Diaz (dir.), *Madame de Staël, Corinne ou l'Italie. «L'âme se mêle à tout»*, Actes du colloque d'Agrégation organisé par la Société des études romantiques (26-27 novembre 1999), Paris, SEDES, «Romantisme / Colloques», 1999, p. 7-15.

Ritter, Henriette, «Misère et grandeur d'un personnage féminin : l'obstacle tragique dans *Corinne* de madame de Staël», dans Suzan van Dijk et Madeleine van Strien-Chardonneau (dir.), *Féminités et masculinités dans le texte narratif avant 1800. La question du «gender»*, Actes du XIV<sup>e</sup> colloque de la SATOR, Louvain et Paris, Peeters, 2002, p. 231-243.

Rivara, Annie, «Contre-romanesque et hyper-romanesque dans les quatorze premières lettres de *Delphine*», *Cahiers staëliens*, 56, 2005, p. 39-51.

Roulin, Jean-Marie, «*Corinne* : roman et souci patrimonial», dans José Luis Diaz (dir.), *Madame de Staël, Corinne ou l'Italie. «L'âme se mêle à tout»*, Actes du colloque

d'Agrégation organisé par la Société des études romantiques (26-27 novembre 1999), Paris, SEDES, «Romantisme / Colloques», 1999, p. 171-184.

Roussel, Jean, «La souffrance des femmes dans la fiction staëlienne», dans Mario Matucci (dir.), *Il Gruppo di Coppel e l'Italia*, Atti del Colloquio Internazionale (Pescia, 24-27 settembre, 1986), Pise, Pacini Editore, «Critica et Storia Letteraria», 1988, p. 211-219.

Sourian, Eve, «*Delphine* and the Principles of 1789 : "Freedom, Beloved Freedom"», dans Madelyn Gutwirth, Avriel Goldberger et Karyna Szmurlo (dir.), *Germaine de Staël, Crossing the Borders*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1991, p. 42-51.

Starobinski, Jean, «Suicide et mélancolie chez Mme de Staël», *Preuves*, 190, décembre 1966, p. 41-48.

Szabó, Anna, «Aspects et fonctions du temps dans *Delphine*», dans Étienne Hofmann et Anne-Lise Delacrétaz (dir.), *Le Groupe de Coppel et la Révolution française*, Actes du quatrième colloque de Coppel (20-23 juillet 1988), Lausanne, Institut Benjamin-Constant et Paris, Jean Touzot, 1988, p. 195-209.

Waller, Margaret, «What's Wrong with Mr. Right : Staël's *Corinne, or Italy*», dans *The Male Malady. Fictions of Impotence in the French Romantic Novel*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1993, p. 57-92.

## 2. Autres études

Angelet, Christian, «La reconnaissance comme dénouement de l'histoire et dénouement de la narration», dans Colette Piau-Gillot (dir.), *Topiques du dénouement romanesque du XII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Actes du VII<sup>e</sup> Colloque de la SATOR, Paris, Apte, 1995, p. 270-277.

Arasse, Daniel, *La Guillotine et l'imaginaire de la Terreur*, Paris, Flammarion, «Champs», 1987.

Aristote, *Poétique*, traduction de Jean Hardy, Paris, Gallimard, «Tel», 1996.

Baczko, Bronislaw, *Comment sortir de la Terreur. Thermidor et la Révolution*, Paris, Gallimard, «Nrf essais», 1989.

Baldensperger, Fernand, *Le Mouvement des idées dans l'émigration française (1789-1815)*, Paris, Plon, 1924.

Barker, Emma, «Social Hierarchy in Sentimental Painting : *Le Trait de bienfaisance*», dans *Greuze and the Painting of Sentiment*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, p. 177-204.

Bataille, Georges, *La Part maudite*, précédé de *La Notion de dépense*, introduction de Jean Piel, Paris, Minuit, «Critique», 1967.

Benveniste, Émile, «Don et échange», dans *Vocabulaire des institutions indo-européennes*, Paris, Minuit, 1969, t. I, p. 65-79.

Béranguier, Nadine, «L'infortune des alliances : contrat, mariage et fiction au dix-huitième siècle», *Studies on Voltaire and the Eighteenth Century*, 329, 1995, p. 271-417.

Biet, Christian, *Droit et littérature sous l'Ancien Régime. Le jeu de la valeur et de la loi*, Paris, Honoré Champion, «Lumière classique», 2002.

Biet, Christian, «Quand la veuve contre-attaque : droit et fiction littéraire sous l'Ancien Régime», dans Colette Nativel (dir.), *Femmes savantes, savoirs des femmes. Du crépuscule de la Renaissance à l'aube des Lumières*, Actes du colloque de Chantilly (22-24 septembre 1995), Genève, Droz, 1999, p. 17-26.

Bloch, Camille et Alexandre Tuetey, «Introduction», dans *Procès verbaux et rapports du Comité de mendicité de la Constituante, 1790-1791*, publiés et annotés par Camille Bloch et Alexandre Tuetey, Paris, Imprimerie nationale, «Collection de documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française», 1911, p. I-LX.

Bredin, Jean-Denis, «Necker et l'opinion publique», dans Lucien Jaume (dir.), *Coppet, creuset de l'esprit libéral. Les idées politiques et constitutionnelles du groupe de madame de Staël*, Actes du colloque de Coppet des 15 et 16 mai 1998, Aix-en-Provence et Paris, Presses universitaires d'Aix-Marseille et Économica, «Droit public positif», 2000, p. 25-40.

Caillé, Alain, *Anthropologie du don. Le tiers paradigme*, Paris, Desclée de Brouwer, «Sociologie économique», 2000.

Caillé, Alain, *Don, intérêt et désintéressement. Bourdieu, Mauss, Platon et quelques autres*, nouvelle édition augmentée, Paris, La Découverte / M.A.U.S.S., «Recherches», 2005.

Carbonnier, Jean, «Introduction. Sur un air de famille», dans Irène Théry et Christian Biet (dir.), *La Famille, la loi, l'État de la Révolution au Code civil*, Paris, Centre Georges-Pompidou et Imprimerie nationale, 1989, p. XIII-XXIV.

Carré, Jacques, «Avant-propos [du dossier «Pauvreté et assistance en Europe à la fin du XVIII<sup>e</sup> et au début du XIX<sup>e</sup> siècle]», *Studies on Voltaire and the Eighteenth Century*, 311, 1993, p. 183-185.

Castel, Robert, «Droit au secours et/ou libre accès au travail, les travaux du Comité pour l'extinction de la mendicité de l'Assemblée constituante», dans Irène Théry et Christian Biet (dir.), *La Famille, la loi, l'État de la Révolution au Code civil*, Paris, Éditions du Centre Georges-Pompidou et Imprimerie nationale, 1989, p. 480-490.

Cave, Terence, *Recognitions. A Study in Poetics*, Oxford, Clarendon Press, 1988.

Coulet, Henri, *Le Roman jusqu'à la Révolution*, Paris, Armand Colin, «U Lettres», 2000.

Daumas, Maurice, *Le Mariage amoureux. Histoire du lien conjugal sous l'Ancien Régime*, Paris, Armand Colin, 2004.

Derrida, Jacques, *Donner le temps. 1. La fausse monnaie*, Paris, Galilée, «La philosophie en effet», 1991.

Desan, Suzanne, *The Family on Trial in Revolutionary France*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, «Studies on the History of Society and Culture», 2004.

Didier, Béatrice, *Écrire la Révolution, 1789-1799*, Paris, Presses universitaires de France, «Écriture», 1989.

Domenech, Jacques, article «Bienfaisance», dans Michel Delon (dir.), *Dictionnaire européen des Lumières*, Paris, Presses universitaires de France, 1997, p. 164-165.

Dupâquier, Jacques, «Révolution et protection sociale», dans Irène Théry et Christian Biet (dir.), *La Famille, la loi, l'État de la Révolution au Code civil*, Paris, Éditions du Centre-Georges Pompidou et Imprimerie nationale, 1989, p. 461-479.

Duprat, Catherine, «Don et citoyenneté en l'an II. Les vertus du peuple français», dans Michel Vovelle (dir.), *Révolution et République. L'exception française*, Actes du Colloque de Paris I, 21-26 septembre 1992, Paris, Kimé, 1994, p. 263-281.

Duprat, Catherine, «Pour l'amour de l'humanité». *Le Temps des philanthropes. La philanthropie parisienne des Lumières à la monarchie de Juillet*, préface de Maurice Agulhon, Paris, Éditions du C.T.H.S., 1993.

Duprat, Catherine, *Usage et pratiques de la philanthropie. Pauvreté, action sociale et lien social, à Paris, au cours du premier XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Comité d'histoire de la sécurité sociale, 2 vol., 1996 et 1997.

Fauchery, Pierre, *La Destinée féminine dans le roman européen du dix-huitième siècle, 1713-1807. Essai de gynécomythie romanesque*, Paris, Armand Colin, 1972.

Favre, Robert, *La Mort dans la littérature et la pensée françaises au siècle des Lumières*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1978.

Fine, Agnès, «Le prix de l'exclusion. Dot et héritage dans le Sud-Ouest occitan», dans *La Dot. La valeur des femmes*, Toulouse, G.R.I.E.F., «Travaux de l'Université de Toulouse-Le Mirail», 1982, p. 31-51.

Forrest, Alan, «Bienfaisance ou répression : l'État révolutionnaire et la question de la pauvreté», *Studies on Voltaire and the Eighteenth Century*, 311, 1993, p. 327-338.

Forrest, Alan, *La Révolution française et les pauvres*, traduit de l'anglais par Marie-Alix Revellat, Paris, Perrin, 1986.

Garaud, Marcel, *La Révolution française et la famille*, manuscrit mis à jour et complété par Romuald Szramkiewicz, Paris, Presses universitaires de France, 1978.

Gaudemet, Jean, *Le Mariage en Occident. Les mœurs et le droit*, Paris, Cerf, 1987.

Gengembre, Gérard, *La Contre-révolution ou l'histoire désespérante. Histoire des idées politiques*, Paris, Imago, «Librairie du bicentenaire de la Révolution française», 1989.

Godbout, Jacques T. et Johanne Charbonneau, en collaboration avec Vincent Lemieux, *La Circulation du don dans la parenté. Une roue qui tourne*, Montréal, INRS-Urbanisation, «Rapports de recherche», 1996.

Godechot, Jacques, *La Contre-révolution. Doctrine et action, 1789-1804*, 2<sup>e</sup> édition mise à jour, Paris, Presses universitaires de France, «Quadrige», 1984.

Godelier, Maurice, *L'Énigme du don*, Paris, Flammarion, «Champs», 1996.

Halpérin, Jean-Louis, *L'Impossible Code civil*, préface de Pierre Chaunu, Paris, Presses universitaires de France, «Histoires», 1992.

Hunt, Lynn, *Le Roman familial de la Révolution française*, préface de Jacques Revel, traduction de Jean-François Sené, Paris, Albin Michel, «Histoire», 1995.

Jaquier, Claire, Florence Lotterie et Catriona Seth, «Introduction», dans Claire Jaquier, Florence Lotterie et Catriona Seth (dir.), *Destins romanesques de l'émigration*, Paris, Desjonquères, «L'esprit des lettres», 2007, p. 9-26.

Jaquier, Claire, «“Suisse bienfaisant”, “ange bienfaiteur” : promotion et illustration de l'amour social au tournant des Lumières», *Annales Benjamin Constant*, 29, 2005, p. 247-263.

Jones, Colin, *Charity and Bienfaisance : the Treatment of the Poor in the Montpellier Region, 1740-1815*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982.

Karsenti, Bruno, *L'Homme total. Sociologie, anthropologie et philosophie chez Marcel Mauss*, Paris, Presses universitaires de France, «Pratiques théoriques», 1997.

Laroche-Gisserot, Florence, «Pratiques de la dot en France au XIX<sup>e</sup> siècle», *Annales ESC*, 43, 6, novembre-décembre 1988, p. 1433-1452.

Lefebvre-Teillard, Anne, *Le Nom. Droit et histoire*, Paris, Presses universitaires de France, «Léviathan», 1990.

Mantion, Jean-Rémy, «Enveloppes. À Marat David», dans Jean-Claude Bonnet (dir.), *La Mort de Marat*, Paris, Flammarion, 1986, p. 203-232.

Marais, Jean-Luc, *Histoire du don en France de 1800 à 1939. Dons et legs charitables, pieux et philanthropiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1999.

Marion, Jean-Luc, «La conscience du don», dans Jean-Noël Dumont, avec la participation de Jean-Luc Marion (dir.), *Le Don. Théologie, philosophie, psychologie, sociologie*, Actes du Colloque interdisciplinaire de Lyon, 24-25 novembre 2001, Lyon, Éditions de l'Emmanuel / Le Collège Supérieur, 2001, p. 59-73.

Marion, Jean-Luc, *Étant donné*, Paris, Presses universitaires de France, «Quadrige», 2005.

Martin, Xavier, «Approche du droit révolutionnaire et du Code Napoléon : précautions de méthode», dans Irène Théry et Christian Biet (dir.), *La Famille, la loi, l'État de la Révolution au Code civil*, Paris, Centre Georges-Pompidou et Imprimerie nationale, 1989, p. 237-247.

Martin, Xavier, «De l'incapacité des rédacteurs du Code civil à concevoir le désintéressement», dans Laurent Richer (dir.), *L'Activité désintéressée, réalité ou fiction juridique?*, Actes du Colloque de Fontevraud (15-16 octobre 1981), Paris, Economica, 1982, p. 35-70.

Martin, Xavier, *Mythologie du Code Napoléon. Aux soubassements de la France moderne*, Bouère, Dominique Martin Morin, 2003.

Mauss, Marcel, «Essai sur le don», dans *Sociologie et anthropologie*, introduction par Claude Lévi-Strauss, Paris, Presses universitaires de France, «Quadrige», 2003, p. 143-279.

Mauss, Marcel, «Gift, gift», dans *Mélanges offerts à Charles Andler par ses amis et ses élèves*, Strasbourg, Faculté des Lettres de l'Université de Strasbourg, 1924, p. 243-247.

Mauzi, Robert, *L'Idée du bonheur dans la littérature et la pensée françaises au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Genève, Slatkine reprints, 1979.

Mauzi, Robert, «Introduction», dans Émilie du Châtelet, *Discours sur le bonheur*, édition critique et commentée par Robert Mauzi, Paris, Société d'édition «Les Belles Lettres», 1961, p. VIII-CXXVI.

Murat, Pierre, «La puissance paternelle et la Révolution française : essai de régénération de l'autorité des pères», dans Irène Théry et Christian Biet (dir.), *La Famille, la loi*,

*l'État de la Révolution au Code civil*, Paris, Centre Georges-Pompidou et Imprimerie nationale, 1989, p. 390-411.

Olejniczak, William J., «Change, Continuity, and the French Revolution: Elite Discourse on Mendicity, 1750-1815», dans David G. Troyansky, Alfred Cismaru et Norwood Andrews, Jr. (dir.), *The French Revolution in Culture and Society*, New York, Greenwood Press, «Contributions to the Study of World History», 1991, p. 135-150.

Omacini, Lucia, *Le Roman épistolaire français au tournant des Lumières*, Paris, Honoré Champion, «Les dix-huitièmes siècles», 2003.

Oppici, Patrizia, «Égalité ou fraternité : une devise contradictoire?», dans Jean Ferrari et Alberto Postigliola (dir.), *Égalité. Uguaglianza*, Actes du Colloque franco-italien de philosophie politique (Rome, 21-22 novembre 1988), Naples, Liguori, 1990, p. 105-112.

Oppici, Patrizia, *L'Idea di «bienfaisance» nel Settecento francese o il laccio di Aglaia*, préface de Corrado Rosso, Pise, Editrice Libreria Goliardica, «Storia e Critica delle Idee», 1989.

Ourliac, Paul et Jean-Louis Gazzaniga, *Histoire du droit privé français de l'An mil au Code civil*, Paris, Albin Michel, «L'évolution de l'humanité», 1985.

Perol, Lucette, «Diderot, Mme Necker et la réforme des hôpitaux», *Studies on Voltaire and the Eighteenth Century*, 311, 1993, p. 219-232.

Petitot, André, «Le don : espace imaginaire normatif et secret des acteurs», *Anthropologie et sociétés*, 19, 1-2, 1995, p. 17-44.

Poitry, Guy, «Aumône et dédommagement chez Sade», dans Jacques Berchtold et Michel Porret (dir.), *Être riche au siècle de Voltaire*, Actes du Colloque de Genève (18-19 juin 1994), Genève, Droz, 1996, p. 395-404.

Porter, Roy, article «Angleterre», dans Michel Delon (dir.), *Dictionnaire européen des Lumières*, Paris, Presses universitaires de France, 1997, p. 80-84.

Poumarède, Jacques, «Le droit des veuves sous l'Ancien Régime (XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles) ou comment gagner son douaire», dans Danielle Haase-Dubosc et Éliane Viennot (dir.), *Femmes et pouvoirs sous l'Ancien Régime*, Paris, Rivages, «Histoire», 1991, p. 64-76.

Poumarède, Jacques, «La législation successorale de la Révolution entre l'idéologie et la pratique», dans Irène Théry et Christian Biet (dir.), *La Famille, la loi, l'État de la Révolution au Code civil*, Paris, Centre Georges-Pompidou et Imprimerie nationale, 1989, p. 167-182.

Procacci, Giovanna, *Gouverner la misère. La question sociale en France (1789-1848)*, Paris, Seuil, «L'univers historique», 1993.



Proctor, Candice E., *Women, Equality, and the French Revolution*, New York, Greenwood Press, «Contributions in Women's Studies», 1990.

Ronsin, Francis, *Le Contrat sentimental. Débats sur le mariage, l'amour, le divorce, de l'Ancien Régime à la Restauration*, Paris, Aubier, «Collection historique», 1990.

Rousset, Jean, «Une forme littéraire : le roman par lettres», dans *Forme et signification*, Paris, José Corti, 1962, p. 65-108.

Saggiorato, Laura, «Le *Journal de Lausanne* : la sensibilité au quotidien, 1786-1798», dans Claire Jaquier (dir.), *La Sensibilité dans la Suisse des Lumières. Entre physiologie et morale, une qualité opportuniste*, Genève, Slatkine, «Travaux sur la Suisse des Lumières», 2005, p. 51-134.

Sagnac, Philippe, *La Législation civile de la Révolution française (1789-1804). Essai d'histoire sociale*, Paris, Hachette, 1898 (réimpression Verlag Detlev Auvermann KG, Glashütten im Taunus, 1971).

Sassier, Philippe, *Du bon usage des pauvres. Histoire d'un thème politique (XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Fayard, 1990.

Sénèque, *La Vie heureuse* suivi de *Les Bienfaits*, préface de Pierre Grimal, traduction et notes par J. Baillard, Paris, Gallimard, «Tel», 1996.

Serres, Michel, *Hermès I. La Communication*, Paris, Minuit, «Critique», 1968.

Sicard, Germain, «Révolution politique et mutation de la famille : la Révolution française», *Annales de l'Université des sciences sociales de Toulouse*, 26, 1978, p. 223-239.

Starobinski, Jean, «Don fastueux et don pervers. Commentaire historique d'une rêverie de Rousseau», conférence Marc Bloch du 13 juin 1985, *Annales ESC*, 14, 1, 1986, p. 7-26.

Starobinski, Jean, *Largesse*, Paris, Réunion des musées nationaux, 1994.

Traer, James F., *Marriage and the Family in Eighteenth-Century France*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 1980.

Veyne, Paul, «*Panem et Circenses* : l'évergétisme devant les sciences humaines», *Annales ESC*, 1969, 24, 3-4 (réimpression Kraus Reprint, 1978), p. 785-825.

Villers, Robert, «Les premières lois successorales de la Révolution (1790-1792)», dans *La Révolution et l'ordre juridique privé : rationalité ou scandale?*, Actes du Colloque d'Orléans, 11-13 septembre 1986, présentation de Michel Vovelle, Paris, Presses universitaires de France, «Université d'Orléans», 1988, t. I, p. 333-343.

Zemon Davis, Natalie, *Essai sur le don dans la France du XVI<sup>e</sup> siècle*, traduit de l'anglais par Denis Trierweiler, Paris, Seuil, 2003.